

À l'OCPM : consultation publique du projet « Site Louvain est, Ahuntsic-Cartierville »

Montréal, le 06 mai 2021

Voici mes opinions sur le projet Louvain Est

Ma première réflexion :

Mieux vaut prévenir que guérir où le site Louvain E est potentiellement impropre à l'habitation pour au moins 60m de distance de la ligne de haute tension.

Le site Louvain E est bordé au nord par une ligne de haute tension de 315kV. Les lignes de haute tension produisent des champs magnétiques de fréquence extrêmement basse (CFEB) qui sont potentiellement la cause des multiples problèmes de santé pour les gens qui sont exposés plus de 4 heures par jour pour une longue période de temps (cancer, suicide, infertilité, etc.). Les champs magnétiques sont soupçonnés d'accroître les risques de leucémie chez les jeunes enfants. Aussi, les champs magnétiques peuvent avoir des effets indésirables sur les gens vulnérables comme : les femmes enceintes, les gens porteurs de pacemakers, les gens qui ont des maladies chroniques, etc.

Santé Canada n'a pas établi un guide concernant le niveau d'intensité acceptable à l'exposition aux champs magnétiques. En Belgique, le gouvernement Flamande a établi le niveau guide à 0.2 μ T. (voir le Moniteur Belge N. 369 du mardi 19 octobre 2004 à la page 48, pièce annexé). Pour une ligne de 315kV, le niveau de 0.2 μ T sera atteint à une distance d'environ 55m. Selon le plan d'ensemble dans les secteurs 9 et 1 de la demande de changement de zonage, on a prévu des condos de 10 et 8 étages à une distance d'environ 35m respectivement 40m des lignes de haute tension (les distances sont approximatives par ce que le plan d'ensemble présenté n'a pas des cotes).

Dans l'article Les Québécois, champions des cancers apparu dans le magazine La Maison du 21e – Printemps 2010 à la page 66 (article annexé) on peut lire, je cite : ***Selon ce qu'Hydro-Québec a affirmé à La Presse, pour se soustraire à des champs magnétiques il faut s'éloigner d'au moins 40 mètres des lignes de 120kV, d'au moins 40 à 60 mètre de celles de 315kV ...*** . J'ai remarqué la même affirmation dans Écho Habitation « questions/réponses », voir le lien ici dessous:

<https://www.ecohabitation.com/discussions/1334/electromagnetisme-existe-t-il-des-normes-qui-precisent-les-distances-necessaires-a-respecter-pour-la-construction-pres-de-lignes-hydro-electriques/>

Les études sur l'effet des champs magnétiques à base fréquence se sont multipliées dans les dernières années et montrent clairement que l'exposition aux ondes magnétiques à base fréquence augmente les risques de leucémie spécialement aux jeunes enfants. Je n'ai pas fait le

tour du problème, mais je vous présente en bas (aussi, je les attache), 3 (trois) guides pour le niveau acceptable des champs magnétiques.

Guideline of the Austrian Medical Association on 3rd March 2012:

Ce guide classe le niveau des champs magnétiques à basse fréquence pour une exposition de plus de 4 heures, comme suit (voir page 9):

- $\geq 0.4 \mu\text{T}$ very far above normal
- $0.1-0.4 \mu\text{T}$ far above normal
- $0.02-0.1 \mu\text{T}$ slightly above normal
- $\leq 0.02 \mu\text{T}$ within normal limits

EUROPAEM EMF Guideline 2016:

The International Agency for Research on Cancer. (IARC) a classifié en 2002 les ELF MF (Extremely Low Frequency Magnetic Fields) dans la Groupe 2B (**possible cancerigènes**). Les études à la base de cette décision ont montré «*an increase of leukemia risk with increasing average exposure levels that was significant for levels above 0.3 or 0.4 μT relative to averages below 0.1 μT* » (voir page 5 paragraphe ELF MF).

IGNIR (International Guidelines on Non-Ionising Radiation, october 2018):

IGNIR recommande comme valeurs guide $\leq 0.1 \mu\text{T}$ (ça correspond à une distance de 70m pour une ligne de 315kV) pendant la nuit et $\leq 0.3 \mu\text{T}$ pendant le jour (voir page 15).

Je demande à l'OCPM de clarifier l'enjeu et de demander l'opinion des experts indépendants sur cette question. Attention, Hydro-Québec est partie prenante. Je suggère fortement le nom du Dr. Paul Héroux, professeur au département de médecine de l'université McGill et ancien chercheur chez Hydro-Québec qui a un CV impressionnant dans ce domaine. Si l'OCPM sera intéressé je peux vous fournir plus des renseignements.

Rappelons-nous l'histoire de l'amiante. Rappelons que l'amiante est un cancérigène reconnu par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) depuis 1987 et que le gouvernement du Canada a adopté un nouveau règlement interdisant l'amiante à compter du 30 décembre 2018! La Commission scolaire de Montréal (CSDM) en 2008 a procédé à l'enlèvement ou au recouvrement du flocage d'amiante dans ces écoles.

Je me réjouis d'entendre, de la voie de Mme Annie Laurin, que la Ville **appliquera le principe de la précaution** dans le cas du potentiel effet négative sur la santé des ondes magnétique. J'espère que La Ville tiendra parole et remettra en questions les distances entre la ligne de haute tension et les bâtiments.

Le tout, dans un souci du respect de la distance requise pour une construction et un développement sur ce site Louvain E. bordé par une ligne de haute tension de 315kV.

Ma deuxième réflexion :

L'utilisation de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, une procédure pour déroger aux réglementations d'urbanisme, vient à l'encontre des déclarations de la mairesse de l'arrondissement Mme Émilie Thuillier concernant la participation citoyenne à ce projet.

Je ne trouve pas acceptable que le projet-motivation ici présenté par la Ville de Montréal, qui est à la base de la demande du changement du zonage, peut être remplacé par un autre projet après que le changement du zonage a été accordé!

Aucun sondage auprès des résidents riverains n'a pas été fait pour montrer l'acceptation sociale du projet. Je juge nécessaire de connaître les vœux de la population du quartier avant de procéder au changement de zonage.

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) établit les bases en matière d'information, de consultation et de participation publique. Elle prévoit les mécanismes de participation publique en permettant d'associer les citoyens à la gestion de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

La Loi sur le développement durable reconnaît que la participation et l'engagement des citoyens et des groupes qui les représentent sont nécessaires pour définir une vision concertée du développement et pour assurer sa durabilité sur les plans environnemental, social et économique.

En activant le 3^e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville a refusé le droit fondamental aux citoyens prévu par les deux lois ci-dessus mentionnés. Comme l'Office de Consultation Publique de Montréal (OCPM) est seulement un organisme consultatif, les citoyens ont perdu leur droit légal de s'opposer au changement du zonage.

Il faut souligner que la mairesse d'arrondissement, Mme Émilie Thuillier, a affirmé sur toutes les tribunes que ce projet sera le fruit de la collaboration avec les citoyens, **ce qui vient en contradiction avec l'utilisation de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.**

Le projet présenté par la Ville à l'OCPM est la motivation qui donne droit à la Ville d'activer le 3^e paragraphe de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal. Mais, attention, Mme Annie Laurin (Conseillère en aménagement de la Ville de Montréal) nous dit que : *le projet présenté n'est qu'une hypothèse qui n'a pas d'incidence légale, que ce sont les normes et les critères qui sont inscrits au règlement du changement du zonage qui comptent. C'est à travers ces critères que l'arrondissement et le Comité Consultatif d'Urbanisme analyseront les projets immobiliers qui seront déposés.* En d'autres mots, ces plans et grands lignes qui sont présentés comme justification à la demande de changement du zonage sont juste une hypothèse, elles ne sont pas de tout obligatoires pour le promoteur, le promoteur peut changer le projet en route!

Comment est possible que le projet-motivation qui est à la base de la demande du changement du zonage, qui est la justification de l'utilisation de l'article 89, qui est débattu à l'OCPM peut être remplacé par un autre projet, après que le changement du zonage a été accordé? Je trouve qu'il y a une incohérence juridique. Je trouve que des expertes indépendantes spécialisées en droit municipal/aménagement et urbanisme devront se pencher sur la question.

Personnellement je suis inquiet du manque de la précision de la présente demande de changement du zonage que je l'ai trouvé vague et imprécise et qui laisse la porte ouverte pour des projets bien différents du projet proposé. Je vous donne des exemples :

- Le secteur 1 (le 2eme secteur en superficie) dans le plan préliminaire présente un seul bâtiment de 8 étages dans le coin nord-ouest. L'annexe B demande pour tout le secteur 1 un zonage de 8 étages avec 40% de taux d'implantation. En d'autres mots, il sera permis de bâtir pas 1 mais 3 bâtiments de 8 étages dans le secteur 1.
- L'annexe D ne montre une grande différence entre les hauteurs minimale et maximale dans tous les secteurs (exemple : **de 1 à 6** dans le secteur 7 , de **4 à 10** dans le secteur 9, de **4 à 8** dans le secteur 10, de **3 à 6** dans les secteurs 2, 4, 5, 6, 8). Si par exemple on donnait cours sur tous les secteurs aux hauteurs maximales pour le taux d'occupation de 50%, on arriverait à une densité 2 fois la densité (déjà forte) prévue dans le projet pour le secteur 01-T13 (comme le site Louvain E. a été codifié). Si je fais le calcul de nombre des nouveaux arrivés sur le site, je constate qu'il passera du 2,000 à 4,000. **Vous devrai être d'accord avec moi qu'on parle d'un projet bien différent.**

Pourquoi la Ville a choisi d'invoquer l'article 89 à la place de la procédure régulière prévue dans LAU, procédure qui possiblement mènera à un referendum? Pourquoi Projet Partagé qui a reçu 75,000\$ pour consulter les citoyens sur le projet n'a pas fait un sondage auprès des citoyens ? La seule réponse que je trouve est : **la Ville sait que le projet n'a pas l'acceptation des résidents riverains**, contrairement à ce qu'il affirme dans le matériel présenté.

Comme membre du Comité du Bon Voisinage, j'ai demandé un sondage auprès des résidents riverains concernant le projet proposé par l'arrondissement sur le site Louvain Est cela m'a été refusé pour des raisons que j'ignore.

Je propose que la Ville présente un projet clair et précis **conditionnelle à la demande du changement du zonage**. Ce projet devrait être soumis à un sondage auprès des résidents riverains avant d'être déposé à l'OCPM **pour clarifier si le projet est accepté ou non par les résidents riverains**.

En attendant, je propose de reporter la demande sur le changement du zonage.

Ma troisième réflexion :

Le promoteur n'a pas de solution pour le problème de stationnement.

Le projet prévoit 0.3 espace de stationnements par logement sous le niveau du rez-de-chaussée et ne prévoit aucun stationnement dans les rues. Si on fait le calcul 0.3×867 logements ça donne 260 autos. Mais, l'Autorité régionale de transport métropolitain montre dans son rapport statistique pour l'année 2018, 1,01 automobiles par ménage pour la région de Montréal (voir le lien ici dessous à la page 2)

http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/V%C9HICULES%20EN%20CIRCULATION_2018.PDF

Le site de la Ville de Montréal dans la section Montréal en statistique, montre pour l'année 2017 0.392 véhicules par habitant (voir le lien ici dessous à la page 12).

https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2020/01/CA_Faits-saillants_EOD_COMPLET_WEB_14012020_R002.pdf

Si on fait le calcul avec ses chiffres on arrive à plus de 870 autos. Il y a un écart de 610 autos (870-260). Où vont stationner les 610 nouvelles autos? Dans la documentation présenté, dans *Procédure et Objet de Mandat* à la section 1.1.3.1 le stationnement privé extérieur pour les nouveaux arrivés sera **interdit**. Je cite: *Aucune unité de stationnement extérieure n'est autorisée. Toutes les unités de stationnement doivent être aménagées sous le niveau du rez-de-chaussée d'un bâtiment.* (voir dans la *Liste des Documents* à la section 1.1.3.1 Ville de Montréal Règlement XX-XXX à la page 2 Section IV- Stationnement). Comment cette interdiction sera elle appliquée? Comme membre du Comité de Bon Voisinage, j'ai compris que le Bureau de Projet Partagé ne s'est pas penché jusqu'à aujourd'hui sur cette question!

Ma quatrième réflexion :

La survie du boisé est en péril.

Boisé signifie «état naturelle», pas de ruelles, pas de bâtiments, pas de BBQs. La vocation et la survie du boisé est compromise à cause de la superficie qui est de seulement 2,500m² et à cause de la permission demandé de bâtir sur 10% de la superficie du boisé. Donc, à mon avis, pour la survie du boisé il faut augmenter sa superficie (voir doublé la superficie) et de ne pas permettre de bâtir à l'intérieur du boisé.

Ma cinquième réflexion :

La Ville est en train de bâtir un ghetto. Voici les chiffres pour juger vous-même.

Le site Louvain E est entouré par des logements sociaux déjà existants, du côté sud-est environs 150 logements (HLM) et du côté nord-ouest environs 80 logements sociaux. Dans le journal Ahuntsic Cartierville du 28 avril 2021 dans l'article *Des inquiétudes autour de Louvain Est* on apprend que on compte déjà près de 1200 logements sociaux dans un périmètre de moins de 1km. Le projet Louvain E propose de bâtir 640 logements sociaux (chiffre présenté par Mme Carole Brousseau- membre du Comité de Pilotage Solidarité Ahuntsic) dans le Comité du Bon Voisinage. Si on addition ces chiffres le site Louvain E aura environ 870 logements sociaux et dans un périmètre de moins 1km on comptera plus de 1800 logements sociaux. Les chiffres parlent plus tôt d'un ghetto et non d'un écho-quartier exemplaire.

Ma sixième réflexion :

Pensons aux générations à venir, pensons aux bien être de tous les citoyens d'Ahuntsic-Cartierville.

Étant donné que la disponibilité des sites libres et en propriété de l'arrondissement de cette dimension est extrêmement rare (voir unique), je propose de préserver ce site pour développer des installations dans l'intérêt et au bénéfice de tous les résidents de l'arrondissement. Je parle ici des hôpitaux, des centres de santé, d'écoles, etc. En attendant, je vous propose d'aménager un marché du genre Marché Jean-Talon (très nécessaire) et de bâtir un rideau vert pour masquer la voie ferrée et pour couper le bruit et les trépidations. Chers élu(e)s pensez aux générations à venir, pensez à nous tous.

Alexandru Dobrescu, résident riverain

Les Québécois, champions des cancers

Il y a urgence car nous serions le peuple le plus exposé aux champs magnétiques de 60 Hertz au monde. Heureusement, nous pouvons réduire notre exposition au moyen de plusieurs mesures abordables qui permettent d'atténuer les symptômes d'électrohypersensibilité et de prévenir, voire de contribuer à guérir, les maladies.

par André Fauteux

Les Québécois occupent le premier rang au pays, sinon au monde, des peuples exposés aux champs magnétiques émis par le courant électrique, et ils affichent les taux les plus élevés au Canada pour trois types de cancers soupçonnés d'être causés notamment par cette forme de pollution.

Selon l'Agence fédérale de santé publique, les Québécois, tous groupes d'âges confondus, présentent le plus haut taux d'incidence des cancers du cerveau et du sein, ainsi que de la leucémie lymphocytaire aiguë qui est également le cancer qui affecte le plus les enfants. D'ailleurs, c'est aussi au Québec que l'on retrouve l'incidence globale de cancer la plus élevée au pays chez les enfants de 0 à 9 ans. Et c'est sans parler de nos autres records canadiens, notamment en matière de suicide. Bien que non concluantes, diverses études ont lié l'exposition aux champs électromagnétiques (CEM) à la dépression.

On ignore si cette triste situation québécoise est le fait du hasard ou d'autres facteurs

(tabagisme, malbouffe, sédentarité, pollution en provenance des États-Unis, etc.). Quoi qu'il en soit, elle est « très préoccupante », selon le neurotoxicologue David Carpenter, directeur de l'Institute for Health and the Environment de l'Université d'Albany (New York). « Ça m'inquiète beaucoup, a-t-il affirmé en entrevue téléphonique. Si nous sommes exposés à des niveaux élevés d'électromagnétisme de très basses fréquences (60 Hertz) ainsi qu'à des radiofréquences (émises par les appareils sans fil), l'effet est additif et peut-être synergique. » Durant les années 1980, le Dr Carpenter avait dirigé une série d'études sur les CEM. L'une d'elles avait révélé que, contrairement aux enfants en santé, la majorité des enfants atteints de cancer vivaient dans des maisons situées à proximité d'une ligne de transmission ou de distribution locale d'électricité qui les exposait à des champs magnétiques élevés. L'État de New York avait ensuite annulé son projet de construction de lignes à haute tension transportant de l'électricité en provenance du projet hydro-québécois de Grande Baleine, qui fut abandonné.

Chauffage électrique et erreurs de câblage

Or, les Québécois sont deux fois plus exposés aux champs magnétiques de 60 Hertz que les Américains et vingt fois plus que les Européens qui utilisent la tension de 220 volts pour tous leurs besoins d'électricité, ce qui les expose plutôt à des champs électriques élevés, rapporte Andrew Michrowski, directeur de l'Association planétaire pour l'assainissement de l'énergie, une société savante établie à Ottawa. Les champs magnétiques, eux, sont émis non pas par la tension électrique (voltage) mais par l'intensité du courant (ampérage) qui circule quand l'électricité est consommée. En matière de champs magnétiques, « le Québec a une exposition moyenne supérieure à celle des autres provinces ou autres pays étudiés », confirme l'Institut national de santé publique du Québec (inspq.qc.ca).

Selon l'INSPQ, cela s'expliquerait par le fait qu'environ 70 % de nos maisons sont chauffées à l'électricité, une situation très rare, voire unique en climat froid. C'est d'ailleurs en hiver que l'intensité des champs magnétiques est la plus élevée. Cela peut « s'expliquer par la demande en énergie plus forte en hiver pour l'alimentation des systèmes de chauffage », affirmait l'INSPQ dans son rapport *Exposition aux champs électromagnétiques : mise à jour des risques pour la santé et pertinence de la mise en oeuvre du principe de précaution*, publié en décembre 2006.

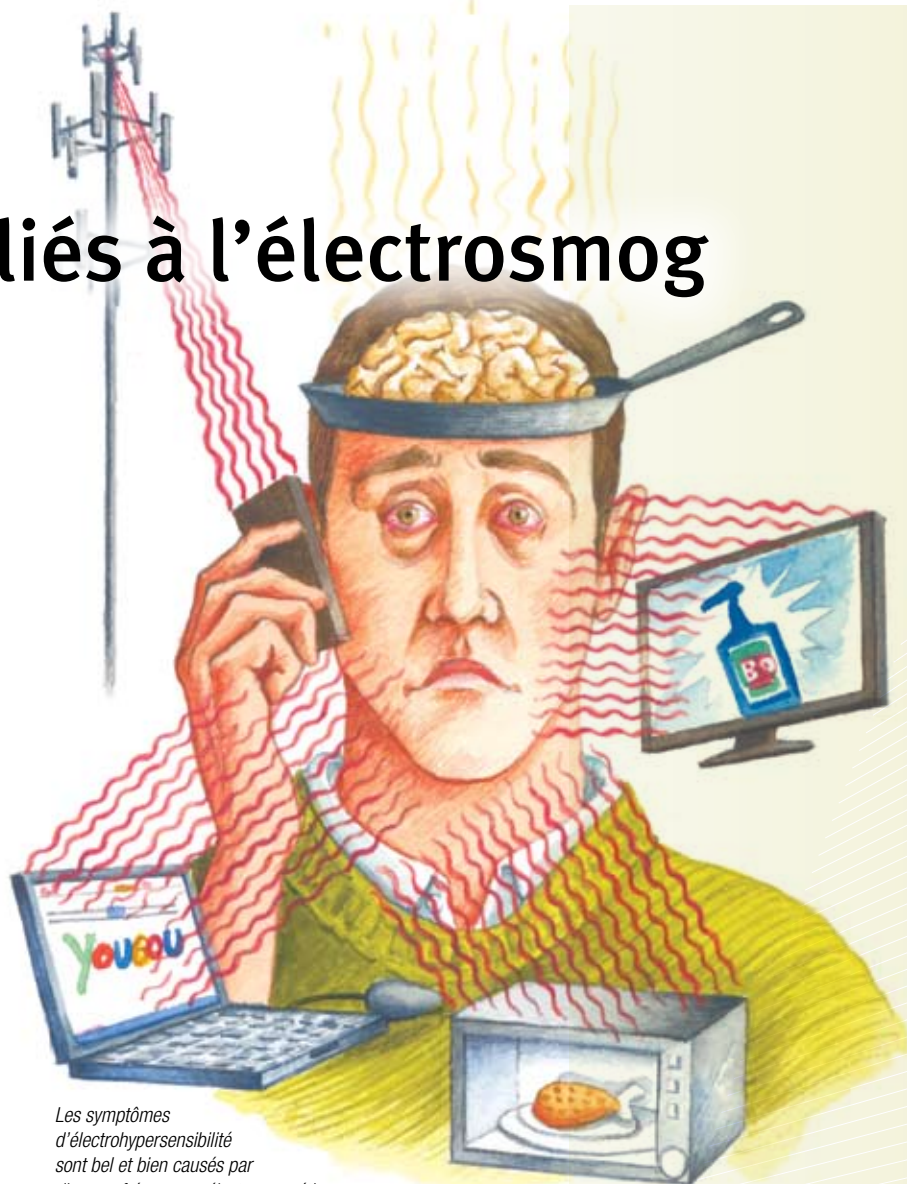
Mais notre surexposition n'est pas seulement due au chauffage électrique, affirme Andrew Michrowski. En 1996, ce spécialiste de l'électromog a étudié les niveaux et sources de cette forme de pollution dans les maisons canadiennes pour le compte de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL – résumé : 21esiecle.qc.ca/cemcanadiennes). « Les champs magnétiques élevés sont surtout dus à des erreurs de câblage, au courant qui circule sur l'aqueduc métallique sur lequel on insiste pour effectuer de multiples mises à la terre, ainsi qu'à la présence de nombreuses lignes de transmission, dit-il. Plusieurs d'entre elles servent à exporter de l'électricité qui n'a pas nécessairement été optimisée afin d'atténuer les champs magnétiques. »

« Des études en cours dans le cadre du National Toxicology Program américain devraient répondre à certaines incertitudes soulevées dans la littérature scientifique quant aux liens possibles entre l'usage des téléphones portables et l'apparition de tumeurs crâniennes. Cependant, il ne faudrait pas oublier que les niveaux élevés de cancers au Québec sont aussi influencés par les produits chimiques de toute sorte auxquels nous sommes confrontés à chaque instant et pour certains depuis de nombreuses années. »

– Claude Emond, toxicologue expert en évaluation des risques et en nanosécurité, professeur adjoint de clinique au Département de santé environnementale et santé au travail de l'Université de Montréal.



liés à l'électrosmog



Les symptômes d'électrohypersensibilité sont bel et bien causés par diverses fréquences électromagnétiques, selon les travaux de l'oncologue parisien Dominique Belpomme. (artac.info)
Image : © Jordi Arnan

Selon Andrew Michrowski, ces problèmes pourraient facilement être réglés s'il y avait une volonté politique. « Lors d'une rencontre avec des experts d'Hydro-Québec tenue au bureau du premier ministre à Montréal en 1996, j'ai affirmé que l'on pourrait réduire les champs magnétiques de 60 Hertz à des niveaux sécuritaires — quatre à dix fois plus faibles — en investissant seulement 15 millions de dollars sur cinq ans. La stratégie consisterait à équilibrer la quantité de courant circulant sur les lignes de transmission et de distribution. Ceci, notamment, en réglant les fuites de courant dues aux mises à la terre faites sur les entrées d'eau métalliques, en rapprochant les conducteurs en parallèle les uns des autres, en formant les électriciens et les inspecteurs en bâtiment, etc. » Le statu quo coûte des milliards en frais de santé à la province, plaide M. Michrowski. « Un seul cas de leucémie coûte 7 millions de dollars US à la société », rapporte la consultante américaine Cindy Sage.

En 2007, cette dernière fut l'un des principaux auteurs d'un rapport historique (**bioinitiative.org**) fondé sur l'analyse de plus de 2 000 études scientifiques portant sur les effets de l'électrosmog. Réalisé par 14 experts indépendants, dont le Dr Carpenter, ce rapport a incité le Parlement européen à préconiser l'application du principe de précaution en la matière (lire notre numéro d'été 2009). →

Incidence des cancers liés à l'électrosmog

Taux moyens par 100 000 habitants pour la période 1997 à 2006, âges et sexes confondus (sauf indication contraire).

Type de cancer	Québec	Canada
Leucémie lymphocytaire aiguë (LLA)	1,49	1,28
LLA (enfants de 5 à 9 ans)	3,71	3,02
Cerveau	7,03	5,77
Sein	55,43	50,20
Tous les cancers (0-4 ans)	25,28	21,50
Tous les cancers (5-9 ans)	12,65	9,26

Source : Cartes de l'incidence du cancer dsol-smed.phac-aspc.gc.ca/dsol-smed/cancer/index-fra.php

Nombre d'études liant cancers et champs magnétiques (Études significatives, en date de 2002.)

Leucémie lymphocytaire aiguë : 48 études, dont 16 chez les enfants

Cancer du cerveau : 31 études, dont 6 chez les enfants

Cancer du sein : 29 études, dont 12 chez les hommes

Source : Michael J. O'Carroll et Denis L. Henshaw, 2007. Comment on Developing Policy in the Face of Scientific Uncertainty: Interpreting 0.3 µT or 0.4 µT Cutpoints from EMF Epidemiologic Studies by Kheifets et al. in Risk Analysis, 25(4), 927-935. Transmis par powerwatch.org.uk

À Québec, plusieurs solutions techniques retenues pour le projet immobilier de La Cité Verte, du groupe SSQ Immobilier, militent dans le sens de « la réduction et la limitation de la pollution électromagnétique », selon le responsable du volet efficacité énergétique, Claude Routhier du groupe Poly-Énergie. Parmi ces solutions : du chauffage solaire et à la biomasse, une haute efficacité énergétique réduisant la capacité électrique des deux-tiers, un réseau électrique enfoui, une plomberie en polyéthylène et des chambres éloignées d'équipements électriques importants.

76 237 maisons vendues... sans commission !



À 0% de commission, fini le temps où vous deviez payer des milliers de dollars pour bénéficier d'un service professionnel et réaliser la vente de votre propriété.



CLIENTS DE GAZ MÉTRO

RÉCUPÉREZ la chaleur de l'eau chaude et ÉCONOMISEZ!



Recevez jusqu'à **400 \$** pour l'installation d'un récupérateur de chaleur des eaux de drainage.*

Vous pourriez économiser de **10 à 30 %** sur vos coûts de chauffage de l'eau chaude!

* Certaines conditions s'appliquent. Programme sujet à changements sans préavis.

Tél.: 514 529-2216
1 866 529-2216
Télec.: 514 719-8207
info@fee.qc.ca

Économisez intelligemment!
www.fee.qc.ca

F **E** **E** **F** **O** **N** **D** **S** **E** **N**
E **F** **F** **I** **C** **A** **C** **I** **T** **É**
E **N** **E** **N** **E** **R** **G** **É** **T** **I** **Q** **U** **E**
pour les clients de Gaz Métro

BIONEST

Incorporé à l'environnement^{MD}

La meilleure solution pour votre installation septique jumelée à un champ de polissage conforme

Élimine
jusqu'à

99%

phosphore^{1,4}
nitrates^{1,2}
l'ammoniaque^{1,2,3}
coliformes fécaux^{2,3}
matière organique^{2,3}



**FINANCEMENT
DISPONIBLE**



1: Connecticut Department of Environmental Protection, 2006
2: Résultats obtenus lors de la certification du BNO
3: Performances du système BIONEST™ avant le rejet dans le sol
4: La filière BIONEST™ avec la combinaison du sol

www.bionest.ca
1 866 538-5662

Québec ignore les appels à la prudence

Les experts de l'INSPQ s'intéressent depuis 1987 aux politiques d'évitement prudent des champs électromagnétiques de 60 Hertz adoptées par certains pays dont l'Italie, la Suisse, la Suède, la Russie et la Chine.

En 1991, trois conseillers scientifiques du ministère de la Santé et des services sociaux du Québec recommandaient notamment que le gouvernement éduque le grand public et réduise l'exposition humaine aux CEM. Puis en 2000, et à nouveau en 2006, l'INSPQ réitérait leur proposition de créer un groupe de travail intersectoriel chargé d'établir les éléments d'une politique de précaution qui tiendrait compte des incidences sociales et économiques des mesures d'atténuation (tinyurl.com/cem-inspq).

Des recommandations qui ont été ignorées. « Les études scientifiques disponibles à ce jour n'ont pas pu établir de lien causal entre le cancer et l'exposition aux champs électromagnétiques... Nous croyons qu'il n'est pas encore pertinent d'établir un comité intersectoriel qui viserait l'application du principe de précaution », nous expliquait récemment Karine Rivard, l'attachée de presse du ministre Yves Bolduc.

Les principales sources d'information québécoises sur les CEM destinées au grand public sont le site Web d'Hydro-Québec ainsi que l'Électrium, le musée de l'électricité construit au coût de 2 millions \$ par la société d'État en 1991. « Les niveaux de champs que vous rapportez respectent largement les recommandations de la Commission internationale de protection contre les rayonnements non ionisants », mieux connue sous son acronyme anglais ICNIRP, affirmait en 2008 Flavie Côté, attachée de presse chez Hydro-Québec. « Votre interprétation semble différer de celle des scientifiques de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et de Santé Canada. »

En effet, le site Internet du ministère fédéral est rassurant : « Pas besoin de chercher à se protéger de l'exposition quotidienne normale aux champs électriques et magnétiques de fréquences extrêmement basses. Il n'y a aucune preuve concluante de dommages causés par des expositions à des niveaux trouvés normalement dans les environnements domestiques. »

La plupart des pays et l'OMS se fient à la limite d'exposition grand public de 1 000 milligauss (mG) — 100 microtesla (µT) d'après le système international — recommandée par l'ICNIRP. Or, le risque accru de leucémie infantile débute à une exposition chronique presque mille fois inférieure. En effet, une étude a rapporté un doublement du risque à partir d'une dose de 1,4 mG en moyenne sur 24 heures. Il faut savoir que les recommandations de l'ICNIRP ne tiennent compte que des effets thermiques des CEM à court terme. Ils ignorent les risques d'effets non thermiques à long terme comme le cancer, déplorent de très nombreux experts indépendants, notamment ceux qui ont participé au rapport *BioInitiative*.

Or, en 2007, l'OMS affirmait que l'application du principe de précaution était indiquée « à condition de ne pas compromettre les bénéfices sanitaires, sociaux et économiques qu'apporte l'électricité » (who.int/peh-emf/publications/Comple DEC_2007.pdf). C'est d'ailleurs l'approche adoptée par les Européens. Et c'est dans cette optique que le site de la Société canadienne du cancer (cancer.ca) offre des conseils pour réduire l'exposition aux CEM.

DOSSIER EXCLUSIF

Crainte d'une épidémie

« L'expansion rapide des nouvelles technologies sans fil et la longue période de latence dans le développement de maladies sérieuses comme le cancer du cerveau, signifie que l'absence d'action immédiate pour réduire les risques pourrait mener à une épidémie future de maladies potentiellement mortelles, écrivaient Mme Sage et le Dr Carpenter en 2009¹. Peu importe que les associations [entre l'exposition à l'électromagnétisme et l'apparition de maladies] soient ou non causales, leur puissance est suffisamment forte pour justifier une prise d'action impérative afin de réduire l'exposition, particulièrement chez les fœtus et les enfants. »

« Peut-être cancérogènes »

Le lien statistique le plus solide concerne le doublement du risque de leucémie chez les enfants couramment exposés à une dose quotidienne moyenne d'au moins 3 mG. Ces données ont incité le Centre international de recherche sur le cancer, rattaché à l'OMS, à classer en 2001 les champs magnétiques de 60 Hertz comme étant « peut-être cancérogènes ». « Il y a peu de doute que l'exposition aux champs magnétiques résidentiels durant la grossesse, ou en bas âge, soit une des causes de jusqu'à 80 % des cas de leucémie infantile », nous a affirmé le Dr David Carpenter en entrevue. L'INSPQ estime plutôt que cette proportion se situerait entre 9 et 14 %. Cet organisme caractérise le risque de « potentiel » et « très faible » avec possiblement environ sept nouveaux cas de leucémie causés annuellement par les champs magnétiques parmi les enfants québécois.

Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. Il est reconnu depuis les années 1980 qu'au-delà de la possibilité de causer le cancer, l'électromagnétisme nourrit la maladie, comme en témoignent diverses études citées dans le rapport *BioInitiative*. En effet, le taux de décès est plus élevé chez les enfants leucémiques exposés de façon chronique à un champ de 2 mG selon une étude, et de 3 mG selon une autre. D'autres recherches ont révélé qu'une sur-exposition durant l'enfance augmente le risque de cancer à l'âge adulte. De plus, des scientifiques ont constaté que les champs magnétiques inhibent la capacité du médicament *Tamoxifen* →



Ces 1301 tubes fluorescents sont allumés par l'électromagnétisme émis par la ligne à haute tension. À peine 2 % des Québécois vivent à 75 mètres — la zone la plus risquée — d'une telle ligne.
© Stuart Bunce richardbox.com




Maison livrée sous forme de kit:
tel un jeu de mécano
permettant un assemblage rapide.

Plans sur mesure.

Utilisation de matériaux sains.

Différents types de murs disponibles.

Isolation supérieure.

WWW.CHARPENTERIEDUQUEBEC.COM
SUTTON 450.538.8249





RÉALISEZ VOTRE RÊVE DÈS MAINTENANT...

...ET PROFITEZ DES BIENFAITS DE LA LUMIÈRE NATURELLE À L'ANNÉE !

- 3 ou 4 saisons
- Aluminium ou cèdre
- Garantie de qualité et de satisfaction
- Design personnalisé
- Service à la clientèle unique

VERRE EXCLUSIF LE PLUS PERFORMANT SUR LE MARCHÉ : FACTEUR R-15 !

GRANBY | LAVAL | RIMOUSKI | GATINEAU-OTTAWA

1 800 567-0443 poste 204 | solarium-servitech.com

Pour voir nos modèles:
Granby 206, des Alouettes, St-Alphonse-de-Granby (QC) (sortie 68, aut.10)
Laval 4285, Autoroute des Laurentides, Laval (QC) (intersection Michelin)



DOSSIER EXCLUSIF

à lutter contre la prolifération des cellules cancéreuses dans le sein humain. « Plusieurs chercheurs ont observé l'accélération de la prolifération de cellules cancéreuses exposées à de faibles niveaux de champs magnétiques, confirme Andrew Michrowski. Ce fut un des principaux arguments qui justifiait le refus de l'État de New York d'acheter l'électricité en provenance de Grande-Baleine. »



Le 30 septembre 2009, Vidéo-tron a modifié le sommet du clocher de l'église Saint-Vital de Montréal-Nord afin d'installer des antennes relais cellulaire et WiMAX sans que la population voisine en soit avisée.
© Steve Troletti

Évitement prudent

Les auteurs du rapport *BioInitiative* recommandent d'éviter de s'exposer à une dose quotidienne de champs magnétiques dépassant 1 mG. Or, en 1999, 21,4 % des enfants québécois subissaient une exposition moyenne supérieure à 2 mG, selon des chercheurs d'Hydro-Québec cités dans le rapport de l'INSPQ. Et en 2002, 7 % des Québécois étaient exposés à un champ de plus de 4 mG, soit deux fois plus qu'aux États-Unis. « Nous avons observé des pourcentages bien plus élevés dans notre étude réalisée pour la SCHL en 1996, relate Andrew Michrowski. De 25 à 30 % des Québécois visités étaient surexposés à long terme dans leur cuisine et leur chambre à coucher. Heureusement, la proportion avait chuté à 15-20 % lorsque j'ai inspecté une dizaine de maisons montréalaises pour le magazine *Protégez-Vous* en 2008. C'est sans doute parce que les gens sont mieux informés et qu'ils se protègent davantage. De plus, les champs sont plus faibles dans les maisons plus récentes puisque leur construction respecte davantage le Code de l'électricité. »

Vers une norme de précaution ?

Dans une ébauche de rapport datant de 1995, le Conseil national de protection contre les radiations (NRP) recommandait au gouvernement américain d'adopter une norme limitant à 2 mG le niveau d'exposition du public aux champs magnétiques émis par les lignes à haute tension. C'est d'ailleurs la norme établie depuis belle lurette pour l'exposition aux champs électromagnétiques des écrans cathodiques si on reste à une distance de 30 cm (2 pieds). La norme recommandée par le NRP concernait les nouvelles lignes électriques et les nouveaux bâtiments financés par le gouvernement américain.

Ce fameux rapport, que le NRP a préparé pendant neuf ans, ne fut jamais publié. Après que son ébauche ait été divulguée aux médias, le gouvernement américain l'a jugé trop radical. Il faut dire que son application aurait été très coûteuse pour les compagnies d'électricité. Mais les coûts de l'inaction pourraient être bien plus élevés... →



Les principales sources de surexposition chronique aux champs magnétiques sont l'entrée électrique, les lignes de distribution locale, les erreurs de câblage et les mises à la terre effectuées sur l'aqueduc métallique.
© essentia.ca

Maisons éconergétique et écodurable personnalisées

depuis 1989



Le Ritz

1826 pi² Coût de construction 279,000\$ à 320,000\$



Neutre en carbone et réduction des émissions de gaz à effet de serre



Cote ÉnerGuide au-dessus de 80



Tous nos produits répondent aux critères de haute efficacité de la norme ENERGY STAR



L'ingénierie de la structure et les composantes de bois par iLevel



Relève et dépasse les objectifs du Défi d'une tonne



Conçues en fonction de l'excellence

Maisons en kit personnalisées • Gestion de projet en construction • Plan d'architecture

www.maisonparagonhomes.ca • 819-827-7765

valor Horizon

Foyers au gaz radiant | Vers de nouveaux sommets inégalés...



source de propreté

CHARLEMAGNE
L'Univers Du Foyer Inc.
450-657-1867

CHÂTEAUGUAY
Décor Chaleur
450-691-5636

CHICOUTIMI
Solugaz
418-549-3337

CLERMONT-CHARLEVOIX
Solugaz
418-439-3637

DRUMMONDVILLE
Hamel Propane
819-472-6100

GATINEAU
Centre du Foyer
de L'Outaouais Inc.
819-595-5868

GRANBY
Boutique du Foyer Inc.
450-378-5821

JOLIETTE
Maison Chaleur Confort
450-759-1686

LAVAL
Foyer Dépôt Inc.
450-625-2766

LONGUEUIL
Boutique Chaleur
514-990-1870

MONTPELLIER
Clément Riopel
Gaz Propane
819-428-3134

MONTREAL
Foyer Lambert
514-484-0646

MONTREAL
Nergiflex Inc.
514-332-5230

MONTREAL
Poêles et Foyers
Rosemont
514-728-4318

QUEBEC
Durand Rona
418-843-2223

QUEBEC
Foyer Don-Bar Inc.
418-686-9114

RIVIERE-DU-LOUP
Propane Select
418-860-2442

SHERBROOKE
Boutique du Foyer
de Granby
450-378-5821

SOREL
Prévention R.D.
450-743-0806

ST-BRUNO
Les Foyers et cheminées
Piermon Inc.
450-653-1846

ST-DONAT
Boutique Précision Chaleur
819-424-4526

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
Confort Élite
450-347-0380

ST-JEROME
Foyer Rustique
450-423-3575

ST-SAUVEUR
Boutique H. Dagenais
450-227-2649

STE-MARIE DE BEAUCE
Luminaire-Foyer Napert
418-387-8488

STE-THERESE
Installation E.B. Inc.
450-435-1140

THETFORD MINES
Boutique Joli-Feu Inc.
418-335-5350

TROIS-RIVIERES
Maison Chaleur Confort
819-694-1355

VAUDREUIL
Poêles et Foyers Futuristes
450-455-1376

VICTORIAVILLE
Hamel Propane
819-752-3672



Fabrication
Canadienne

30 % d'économie due à la radiation et modulation.

Garantie à vie. Télécommande incluse.



Foyers au gaz radiant

www.foyervalor.com
www.milesfireplaces.com

Plusieurs maladies sont liées à l'électrosmog

Selon une revue de la littérature effectuée par le Dr Stephen J. Genuis*, un médecin affilié à l'Université de l'Alberta, l'électromagnétisme est lié à une foule d'autres problèmes de santé — cardiaques, dermatologiques, neurologiques (insomnie, fatigue chronique, pertes de mémoire, hyperactivité, troubles d'apprentissage, sclérose en plaques, sclérose latérale amyotrophique, suicide, dépression et autres maladies psychiatriques, etc.) — et de reproduction (anormalités des spermatozoïdes, fausses couches, naissances prématurées, mortalités fœtales tardives, anomalies congénitales), ainsi qu'à l'asthme et au diabète.

Électrohypersensibilité

Le problème, c'est que selon l'OMS, aucune étude n'a encore démontré de façon définitive que les CEM sont la cause des nombreux symptômes dont se plaignent les gens qui se disent électrohypersensibles — dont l'ancienne première ministre de la Norvège et mère du développement durable Gro Harlem Brundtland. Faux, affirme l'oncologue parisien Dominique Belpomme qui étudie depuis 2008 ce qu'il nomme le syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques (SICEM) et qui compte publier sur le sujet d'ici la fin de l'année. Son équipe étudie présentement, sous la direction scientifique du professeur Luc Montagnier, lauréat du prix Nobel de médecine 2008, les effets des CEM sur un groupe de 300 personnes électrohypersensibles (plus de détails sur artac.info). Le chercheur a pu confirmer que ces individus réagissent à diverses fréquences électromagnétiques, du courant domestique aux radiofréquences émises par les appareils sans fil. Leur état de santé varie selon leur degré de sensibilité ainsi que la durée et l'intensité de l'exposition. Les premiers symptômes incluent maux de tête, problèmes cardiaques, digestifs et neurologiques, ainsi que douleurs cutanées et musculaires. S'ajoutent ensuite l'insomnie, la fatigue chronique et la dépression accompagnées d'irritabilité et de violence verbale ou même de tendance suicidaire.

L'oncologue français est convaincu que l'électrosmog est bel et bien la cause de ce syndrome qui est déjà reconnu comme un handicap par la Suède (feb.se): les symptômes apparaissent ou disparaissent spontanément selon la présence ou non de champs électromagnétiques, et ils se manifestent également chez les animaux exposés.

Une urgence négligée

Le nombre d'électrohypersensibles frise les 10 % (l'OMS parlait de 1,5 à 3 % en 2006) et augmente de façon importante depuis les années 1990 avec la multiplication des sources d'émissions électromagnétiques, relate le Dr Belpomme. Ce médecin soupçonne qu'une susceptibilité génétique et une intoxication aux métaux lourds comme le mercure seraient parmi les facteurs en cause. Il affirme que la progression extrêmement rapide de l'incidence du syndrome et la sévérité des symptômes « obligent sans nul doute à des **mesures urgentes de santé**

publique » (emphase de l'auteur). Selon Dominique Belpomme, cette maladie méconnue du corps médical est bien réelle et « certainement beaucoup plus grave que les cancers induits par les CEM en terme de santé publique ». Il dit craindre particulièrement pour la santé des enfants et des adolescents, et il soutient que la combinaison des pollutions chimiques et électromagnétiques serait à l'origine de certaines formes d'autisme et de maladies d'Alzheimer et de Parkinson.

Des études poussées seront nécessaires pour convaincre la communauté scientifique. Toutefois, le financement de recherches indépendantes et de qualité sur les effets des CEM a toujours fait cruellement défaut. La plupart des recherches ayant conclu à une absence de danger ont été financées par les compagnies d'électricité et de téléphonie cellulaire, et la vaste majorité démontrent de sérieuses failles méthodologiques, dénonce le rapport *BioInitiative*. Et plusieurs des chercheurs indépendants qui ont sonné l'alarme ont perdu leurs fonds de recherche et ont été victimes de discrimination et d'attaques personnelles concernant leur intégrité scientifique, déplorait en 2009 la directrice générale de l'Agence européenne de l'Environnement, Jacqueline McGlade.

Jusqu'ici, les études n'ont pas pu observer un mécanisme biologique par lequel les CEM seraient à l'origine d'un cancer — le fameux lien de cause à effet. Néanmoins, plusieurs experts ont déjà établi que l'électrosmog pourrait favoriser le développement de cancers et autres maladies en affectant les activités électriques et chimiques du corps

humain. Ainsi, le stress électromagnétique peut affecter la division des cellules, la synthèse de l'ADN et la formation de radicaux libres nocifs. Il peut également perturber le transport de divers éléments dont les ions de calcium, atténuant notamment la sécrétion d'insuline. Les hautes fréquences ouvrent la barrière hémato-encéphalique sensée filtrer les polluants dans le sang pénétrant le cerveau, et les champs magnétiques de 60 Hertz (tout comme la lumière) réduisent la production de mélatonine, une hormone essentielle au sommeil ainsi qu'à la lutte contre la dépression et la croissance des tumeurs.

D'ailleurs, la réduction de l'exposition à l'électrosmog peut avoir des effets bénéfiques spectaculaires, rapporte le Dr Genuis: ainsi une femme ayant réduit des années d'exposition aux champs magnétiques émis par une machine à coudre et par des tubes fluorescents a finalement pu donner naissance à un enfant après avoir fait six fausses couches consécutives; les maux de tête et les étourdissements d'une autre ont disparu quand elle a arrêté d'utiliser une brosse à dents électrique six fois par jour; un garçon de 17 ans a cessé d'être dépressif et agressif après avoir changé de chambre à coucher — son lit était situé à côté de l'entrée électrique qui l'exposait à un champ de plus de 200 mG; et l'insomnie chronique de nombreuses personnes est disparue dans des environnements électromagnétiques neutres.

* ntia.doc.gov/broadbandgrants/comments/6E09.pdf



Dr Dominique Belpomme, oncologue.



Prenez le contrôle... pour votre confort... et votre santé !

Préservez la Qualité de l'Air à l'intérieur de votre maison
tout en économisant l'énergie avec un Ventilateur
Récupérateur de Chaleur (VRC) Lifebreath.

Avec la nouvelle commande numérique « Lifestyle », la ventilation
s'intègre davantage à votre « style de vie ».

La nouvelle référence en matière de
rendement énergétique et d'air pur pour la maison



www.lifebreath.com

511 McComick Blvd., London, ON, Canada N6W 4C8



La maison de votre vie Entièrement réfléchie



STYLE VILLÉGIATURE



STYLE URBAIN



STYLE CLASSIQUE



Depuis 1965, nous concevons et manufacturons
des habitations de qualité supérieure, bâties selon
vos désirs et vos besoins, ou inspirées par l'un de nos
200 modèles. Nous sommes également manufacturiers
spécialisés dans la fabrication d'armoires de cuisine
et de meubles de salle de bains.



1-800-MODULEX
modulex-international.com

RRQ : 8357 0002 07

QUÉBEC / BUREAU CHEF
418 681-0133
1 800 663-8539

LÉVIS / RIVE-SUD
418 838-1919

MONTRÉAL
450 649-3361
1 888 488-6638

MALARTIC/ABITIBI
819 757-4771

GATINEAU / OUTAOUAIS
819 770-4997
1 877 827-4997

SHERBROOKE / ESTRIE
819 820-8880
1 877 864-9988

ROUYN-NORANDA /
ABITIBI
819 763-4616

SAGUENAY
418 557-4900
1 877 812-6102

Comment se protéger

L'intensité des champs magnétiques est proportionnelle au flux de courant. L'exposition s'intensifie donc avec la densification des quartiers et l'augmentation de la consommation électrique. C'est pourquoi elle est plus élevée en hiver dans les immeubles à logements multiples urbains. La meilleure façon de se protéger est donc de s'éloigner des sources émettrices car habituellement l'intensité du champ diminue rapidement à distance.

La plupart des études épidémiologiques ont porté sur les puissantes lignes à haute tension. Dans le cas du Québec, cette tension mesure de 120 à 735 kilovolts (kV). Certaines études ont révélé que les taux de cancer sont plus élevés dans un périmètre de 200 mètres de ces lignes de transport de l'électricité produite dans des centrales. «Aujourd'hui, le nouveau problème c'est que ces lignes transportent aussi des radiofréquences et des micro-ondes nocives dont les niveaux doubleront aux six mois jusqu'à ce que l'usage des technologies sans fil se stabilise», affirme Andrew Michrowski.

Ces hautes fréquences transitoires (HFT) pénètrent dans nos maisons par les lignes de distribution de quartier, et elles sont aussi générées par les appareils électroniques et les erreurs de câblage si fréquentes dans les maisons moins récentes. Les HFT ont été associées à des taux très élevés de cancer de l'utérus, de la thyroïde et de la peau (mélanome malin) lors d'une étude réalisée dans une école de La Quinta, en Californie. Les auteurs de l'étude, le Dr Sam Milham et l'ingénieur Lloyd Morgan, soupçonnent que ces HFT pourraient être la composante des CEM qui déclencherait le cancer.

Selon ce qu'Hydro-Québec a affirmé à *La Presse*, pour se soustraire à des champs de 2 mG, il faut s'éloigner d'au moins 40 mètres des lignes de 120 kV, d'au moins 40 à 60 mètres de celles de 315 kV, et d'un peu plus de 100 mètres de celles de 735 kV. À plus grande distance, les champs magnétiques sont indétectables, mais les ions émis par la haute tension concentrent les polluants de l'air. Cette pollution rayonne jusqu'à 200 m autour des lignes de 735 kV.

Au Québec, à peine 2 % des maisons sont situées à 75 mètres ou moins d'une ligne à haute tension, la zone la plus risquée. La plupart des expositions élevées et prolongées aux champs magnétiques sont donc causées par les émissions provenant des lignes de distribution primaire (reliant un poste à un transformateur) situées à une distance de moins de 40 mètres des maisons, ainsi que par diverses sources domestiques: certains câbles et appareils électriques, et surtout les circuits de mise à la terre (MALT) branchés sur la plomberie métallique. Ces derniers génèrent souvent de puissants champs dans les maisons, notamment dans les radiateurs à eau chaude. Certaines violations du Code de l'électricité ou des circuits et appareils défectueux génèrent également des champs élevés.

Mesures de précaution

Si l'électrosmog vous inquiète, la première chose à faire est de mesurer les champs magnétiques dans les endroits où vous passez le plus de temps, à l'aide d'un appareil appelé gaussmètre. Pour obtenir un tel

appareil ainsi qu'une liste d'inspecteurs formés en la matière, consultez le site essentia.ca.

Voici des moyens de réduire votre exposition :

- Faire inspecter l'entrée électrique et son panneau principal par un électricien afin de corriger toute erreur de câblage ou de MALT pouvant émettre des champs magnétiques élevés jusqu'à une distance de 3 mètres. «Lorsqu'il n'y a pas d'erreur de câblage, une distance de 60 cm (2 pi) est en général suffisamment sécuritaire», affirme Andrew Michrowski.
- Remplacer une section de l'entrée d'eau métallique par 10 à 15 cm de plastique ou transférer la MALT branchée sur l'aqueduc vers des tiges métalliques enfouies serait utile dans jusqu'à 25 % des maisons, selon Andrew Michrowski. Ces manœuvres, qui peuvent être dangereuses, ne devraient être effectuées que par un électricien. Pour les autres maisons à problème, l'installation d'une pièce d'accouplement pour courant résiduel sur le réseau d'Hydro-Québec rendrait la MALT sur l'aqueduc moins attirante pour le courant que celle du poste de transformation le plus près.
- Dormir dans une chambre totalement obscure et libre de champs magnétiques à la hauteur du lit, afin de ne pas nuire à la production de mélatonine par la glande pinéale.
- Autant que possible, éviter de passer plusieurs heures par jour sans pause à moins de 60 à 90 cm (2-3 pi) des appareils électriques comme un radio-réveil, une lampe fluocompacte, une plinthe chauffante, une machine à coudre durant la grossesse (exposition associée à des fausses couches ainsi qu'à la leucémie et au cancer du cerveau chez l'enfant) et un écran cathodique. Les écrans à cristaux liquides émettent moins de champs magnétiques, mais il faut se tenir à au moins 2 à 3 mètres des appareils qui en émettent le plus, comme un écran au plasma ou un four à micro-ondes.
- «Prendre des pauses si possible aux 30 minutes en vous éloignant des appareils électriques afin d'éviter de surexposer vos organes fragiles — cœur, cerveau, organes génitaux, etc.» —, explique Andrew Michrowski. Ne pas oublier que les champs magnétiques traversent les matériaux. Ils ne peuvent être blindés que par un alliage métallique très coûteux, le *muMetal*. Celui-ci permet, selon M. Michrowski, de réduire jusqu'à vingt fois les champs magnétiques émis par les machines à coudre industrielles.
- Éviter de dormir sur un lit d'eau (chauffé par un élément électrique) ou avec une couverture électrique, ou les débrancher au moment d'aller au lit.
- Éteindre les planchers radiants électriques d'ancienne génération qui émettent jusqu'à 100 mG au plancher, en entrant dans une pièce. Mesurer l'intensité des champs émis par les plafonds radiants électriques au niveau de la tête des adultes et du plancher à l'étage.
- Minimiser l'usage du séchoir à cheveux et du rasoir électrique (bien que l'exposition soit courte, elle est très intense).
- Économiser l'électricité.

Finalement, que dire des radiofréquences (3 kiloHertz à 3 000 gigaHertz), par exemple, des micro-ondes (3 à 300 gigaHertz) émises par nos appareils et les antennes sans fil? Les bébés y sont particulièrement sensibles, d'où l'importance de ne pas utiliser de téléphone sans fil (sa base émet dans toute la maison), ni branchement internet sans fil (Wi-Fi) et surtout de ne pas placer l'enfant entre deux interphones de surveillance.

Selon certaines études, le nombre de cancers serait plus élevé chez les gens qui habitent dans un périmètre de jusqu'à 12 km des antennes de relais de télévision et jusqu'à 6 km des antennes de stations de radio. (La nocivité des ondes dépend de plusieurs facteurs: direction du faisceau d'irradiation des micro-ondes, type et puissance des fréquences, la technologie, le terrain, l'humidité du sol, etc.) C'est sans compter les tumeurs et les symptômes du syndrome des micro-ondes qui affectent les gens vivant à moins de 400 m des antennes relais de téléphonie cellulaire, et ceux qui utilisent fréquemment un téléphone portable (cellulaire ou sans fil) depuis plus de dix ans sans casque d'écoute ni haut-parleur. 🌐



En Europe, de plus en plus de gens se protègent des radiofréquences et micro-ondes à l'aide de matériaux métalliques.
© next-up.org

Pour en savoir davantage



Page suivante : des conseils pour limiter votre exposition aux micro-ondes émises par les téléphones portables

Andrew Michrowski donnera une formation professionnelle sur les CEM du 26 au 28 mars au 1212 rue Panet, à Montréal. L'introduction, présentée le vendredi soir, sera ouverte au public au coût de 25 \$. Détails : essentia.ca 1.888.639.7730.

Le site le plus complet sur l'électrosmog : next-up.org



1. *Public health implications of wireless technologies*, Pathophysiology vol. 16 n° 2, août 2009 : ntia.doc.gov/broadbandgrants/comments/6E05.pdf



NOUVELLE CONSCIENCE
DES FORGES

UNIQUE au QUÉBEC

Plus qu'une maison



Un quartier
ÉCO
énergétique



Projet
visant la certification LEED™
pour toutes les constructions

à 15 minutes du centre-ville
de TROIS-RIVIÈRES

Choisissez une vie
qui a du sens

Réservez votre terrain
dès maintenant

www.projet-ncf.com

819-840-5480

Comment limiter l'exposition aux rayonnements des téléphones portables

Source : Next-up.org
Adaptation : André Fauteux

Voici les principales recommandations formulées par les experts en matière de protection contre les micro-ondes émises par les téléphones cellulaires et sans fil :

- Utiliser le plus possible un téléphone branché au mur (car la base du téléphone sans fil émet constamment des ondes partout dans la maison) ;
- Utiliser un ensemble mains libres en éloignant le téléphone portable à au moins 20, et même 30 cm de son corps afin de limiter les effets des rayonnements sur sa propre personne. Limiter le nombre et la durée des communications à six minutes maximum avec une pause de récupération de 30 minutes, sur laquelle sont basées les normes de sécurité actuelles ;
- Ne pas porter son téléphone mobile près de son corps, même en veille, et dans tous les cas ne pas téléphoner à moins d'un mètre d'une autre personne afin de diminuer l'impact de la « téléphonie passive » ;
- Déconseiller fortement, voire interdire l'usage d'un téléphone mobile chez les moins de 15 ans chez qui le cerveau et autres organes en pleine croissance sont plus vulnérables ;
- Déconseiller l'utilisation d'un téléphone mobile à une personne âgée et à toute personne en état dit de faiblesse, ainsi qu'aux femmes enceintes ;

Qualité de réception

- Ne téléphoner que dans des conditions de réception optimales. Dans les lieux confinés comme les véhicules, ascenseurs, sous-sols, tunnels, etc., la puissance d'émission et de réception, donc des rayonnements, est décuplée ;
- Ne pas téléphoner en se déplaçant, par exemple dans un train. La puissance y est



Ce type de casque d'écoute est le plus sécuritaire : en transportant le son dans l'air, le tube bleu n'introduit aucun champ électromagnétique dans le crâne. Fournisseur : mercola.com

également décuplée car l'antenne relais de votre cellulaire est en recherche constante du signal d'une antenne relais ;

- Ne pas téléphoner dans un véhicule, même à l'arrêt. Dans un espace métallique fermé, il se produit le phénomène dit de « cage de Faraday », qui augmente la puissance des ondes émises par le cellulaire, car il réduit la transmission des signaux. De plus, le métal augmente les effets nocifs des rayonnements en les réfléchissant ;

Chambre à coucher

- Ne pas garder son portable allumé la nuit près de son lit et surtout jamais sous l'oreiller. Même en mode veille, l'antenne relais du portable se connecte à l'antenne relais de la station de base et rayonne par phases ;

- Acquérir de préférence :
 - un portable avec un indice de débit d'absorption spécifique des tissus humains, appelé DAS (SAR en anglais), dont la valeur est la plus basse possible (le *Samsung Impression* est le meilleur modèle, selon l'Environmental Working Group américain : ewg.org/cellphone-radiation) ;
 - un portable avec une antenne apparente car elle diffuse à moindre puissance qu'une antenne intégrée ;
- Déconseiller l'utilisation d'un mobile à toute personne qui possède des éléments à base de métal magnétique ou amagnétique dans ou sur la tête (amalgames, prothèses, boucles d'oreilles, lunettes), aux utilisateurs de fauteuils roulants métalliques et aux personnes ayant reçu une injection contenant un adjuvant de dérivés vaccinaux métalliques (exemple : *Thimérosal* à base de mercure). Ceci, afin d'éviter les réflexions, amplifications, points chauds, phénomènes dits de résonance, réémissions passives, etc. ;
- Utiliser des protections personnelles dites mécaniques (voiles, films métalliques, coffrets, etc.) qui ont un effet reconnu positif. Next-up ne recommande aucune puce ni autre dispositif de protection non mécanique. Cela s'apparenterait à un fumeur qui est conscient du danger du tabac et qui prend en parallèle des médicaments pour se soigner contre des pathologies dues à son affaiblissement. 🌐



Pour en savoir davantage

Cellphones and Brain Tumors: 15 Reasons for Concern-Science, Spin and Truth Behind Interphone:
radiationresearch.org/pdfs/15reasons.asp

Le syndrome des micro-ondes :
nextup.org/pdf/LeSyndromedesMicroOndesVersion012007Fr.pdf

Feuvert
Foyers de masse

La maîtrise du feu

FIABILITÉ | EXPÉRIENCE | QUALITÉ

UNE TECHNOLOGIE MILLÉNAIRE
PERFECTIONNÉE PAR LES SPÉCIALISTES
DU BÉTON RÉFRACTAIRE AU QUÉBEC

DES MAÎTRES MAÇONS
DEPUIS 1955

UNE ÉQUIPE D'ARTISANS PASSIONNÉS
DÉVOUÉS À L'INNOVATION ET
LA QUALITÉ

SERVICE COMPLET OU CŒUR
DE FOYER À MONTER SOI-MÊME

418.615.0154
info@foyersfeuvert.com

www.foyersfeuvert.com

CONÇU ET FABRIQUÉ AU QUÉBEC

DOSSIER EXCLUSIF

Témoignage : enfer électromagnétique

Des milliers de personnes ont connu des améliorations stupéfiantes et extraordinaires de leur état de santé grâce à l'élimination de champs électriques et de champs magnétiques élevés.

par André Fauteux

Depuis 1993, Sharon Déoux fut atteinte de perturbations de son sommeil, d'une grande fatigue, d'irritabilité extrême, de problèmes de concentration et de sensibilité à la lumière. Puis en 1995, elle s'est mise à souffrir d'hypothyroïdie. « Quand je me levais le matin, c'était comme si j'étais morte pendant la nuit, même après neuf heures ou davantage de sommeil, explique cette rédactrice, résidente de Gatineau. J'étais toujours épuisée et très irritable. »

Comme cause de ses problèmes, elle soupçonne le fait de vivre depuis 15 ans en bordure d'une ligne de distribution électrique de 25 000 volts. Cette ligne est située à 7 pieds (env. 2 m) du grenier de la maison en rangée qu'elle habite, tandis que l'entrée électrique qui dessert quatre logements est à seulement 29,5 pouces (env. 75 cm) de son bureau. Le 9 mai 2008, elle embauche Paul Battle, spécialiste de l'électropollution (thehousedoc.ca). Cet inspecteur en bâtiment d'Ottawa a été formé à l'Institut germano-américain de Bau-biologie (biologie de l'habitat), et il détient une certification de cet institut. Il mesure les champs magnétiques dans sa maison. Ceux-ci atteignaient un maximum de 1,0 milliGauss au deuxième étage, là où se trouvent la chambre à coucher et le bureau de travail, dépassant légèrement le seuil des effets biologiques, de 0,65 milliGauss (0,065 microTesla).

Surtension corporelle

L'inspecteur effectue ensuite un test particulier qui mesure le voltage corporel, car notre corps agit comme une antenne qui capte les champs électriques. La tension corporelle de madame Déoux était de 7 000 millivolts (7 volts), alors que l'Institut de Bau-biologie déconseille de dépasser 500 millivolts, un niveau atteint lorsqu'elle est dans son sous-sol. « Dès la première nuit où j'ai dormi au sous-sol, je me suis réveillée beaucoup plus reposée, dit-elle. J'y ai couché pendant six longues semaines, malgré la présence des bibittes qui me mordaient allègrement. »

« Ces champs auraient pu causer tous les symptômes de Sharon Déoux, nous a affirmé par courriel le Dr Sam Milham, ancien épidémiologiste en chef de l'État de Washington et expert des effets sanitaires de l'électrosmog. Dave Stetzer [electricalpollution.com] a pour sa part des douzaines de témoignages semblables. Une étude sur les Amish vient d'ailleurs d'être publiée. Dans ces communautés qui vivent sans électricité, l'incidence de cancer est très faible. Les Bau-biologistes disposent « de milliers d'études de cas où l'élimination simple des champs électriques a produit des améliorations stupéfiantes et extraordinaires de l'état de santé », ajoute Paul Battle.

Le 24 juin, Paul Battle revient et coupe l'amenée de courant au panneau électrique principal. Il mesure alors un champ électrique élevé, de 1 000 volts par mètre (1 kilovolt), sur le mur où se trouve la tête du lit de Sharon Déoux, confirmant que la ligne d'Hydro-Québec en est la source. Or, selon l'Institut de Bau-biologie (buildingbiology.net), des effets biologiques sont causés par des champs qui dépassent 1,5 volt par mètre (V/m).

Blindage de moustiquaires

L'inspecteur recommande à madame Déoux d'installer sur sa maison un immense treillis métallique relié à la terre dans le but de détourner les champs électriques vers le sol. Celle-ci fera poser

plusieurs mètres carrés de moustiquaire d'aluminium, mise à la terre avec un fil de haut-parleurs et une tige métallique enfouie, au grenier ainsi que sous le revêtement extérieur et sur la brique. Ces travaux ont coûté 20 heures de travail et 770 \$ de matériaux et de location d'échafaudage. Le niveau du champ électrique dans la chambre et dans le bureau chute alors de 1 000 à 4 V/m. « Il serait sans doute tombé à zéro si on avait coupé le courant au panneau principal, précise-t-elle. Depuis, j'ai plein d'énergie, je tolère beaucoup mieux le soleil et la lumière et j'ai cessé de prendre mon médicament pour l'hypothyroïdie, le lévothyroxine, qui avait commencé à me causer des problèmes cardiaques. J'ai dû convaincre mon médecin que c'était grâce à ces améliorations dans mon environnement que ma glande thyroïde s'était rétablie ! »

Toutefois, après avoir fait installer une entrée électrique de 200 ampères afin de remplacer son chauffage au gaz par un système à l'électricité, Sharon Déoux s'est mise à éprouver une fatigue anormale lorsqu'elle travaillait à l'ordinateur, placé très près de l'entrée électrique. Son médecin lui recommande d'embaucher un autre inspecteur d'Ottawa, Andrew Michrowski (pacenet@canada.com), qui enseigne la détection et la mitigation des problèmes d'électromagnétisme depuis plusieurs années. Monsieur Michrowski mesure alors des champs magnétiques inacceptables — jusqu'à 4,5 milliGauss — dans son lit. La principale solution était qu'Hydro-Québec rapproche les câbles de l'entrée électrique les uns des autres afin que les champs magnétiques s'atténuent mutuellement. Cette solution a été appliquée par la société d'État, à un coût d'environ 350 \$. Madame Déoux précise que ces frais ne lui ont pas été facturés. Cette correction, en plus de la réparation d'un problème de filage dans le panneau électrique, a permis de réduire à un niveau sécuritaire (0,7 milliGauss en moyenne) l'intensité du champ magnétique mesuré dans son lit. Monsieur Michrowski ajoute que les moustiquaires n'auraient pas dû être mises à la terre, car «... ils risquent ainsi de devenir des antennes qui captent les radiofréquences et micro-ondes nocives émises par les technologies sans fil.»

En outre, des micropulsations (hautes fréquences transitoires ou « électricité sale ») détectées par Andrew Michrowski sur le câblage domestique ont été très grandement réduites après qu'un coin de moustiquaire qui touchait à la cheminée en métal dans le grenier a été déplacé.

Depuis que ces changements ont été faits, l'hypothyroïdie de Sharon Déoux a virtuellement disparu. Andrew Michrowski explique : « Les champs magnétiques empêchent la sécrétion de la mélatonine qui répond à toutes les fréquences électromagnétiques incluant celles de la lumière. Cela peut engendrer notamment une dépression saisonnière durant les semaines sombres de l'hiver. Or, la mélatonine est sécrétée vers la glande thyroïde. »

Somme toute, aujourd'hui, madame Déoux est une personne heureuse qui riait souvent au cours de notre entrevue. « Ces jours-ci, dit-elle, je dors très bien et je me sens reposée le matin. Le plus merveilleux, c'est que je n'ai plus besoin de prendre de lévothyroxine ! »



L'entrée électrique qui dessert quatre logements polluait grandement le bureau et la chambre de Sharon Déoux. Ses sérieux problèmes de santé ont disparu après la pose de moustiquaires au mur et au grenier pour bloquer les champs électriques et le rapprochement des conducteurs les uns des autres par Hydro-Québec afin d'atténuer les champs magnétiques. © essentia.ca

Système à énergie solaire

Pour chauffer votre eau domestique et votre maison, faites un choix économique et écologique! Les panneaux solaires sous vide à double paroi!



Pour aussi peu que 70\$ le tube.

Excellente efficacité même par temps très froid grâce à la technologie du vide!

Aussi disponible, système complet à l'épreuve du gel!

Fournaise (chaudière)

extérieure à eau chaude fonctionnant à la granule de bois, au maïs, ou autres types de granules.

Compacte, discrète et esthétique, mais très puissante au besoin.

Peut chauffer convenablement aussi bien un petit bâtiment de 1 000 pi² que plusieurs bâtiments d'une superficie totale de 12 000 pi².

Allumage/Réallumage automatique.

Maintien de la température de l'eau à l'aide d'un contrôleur PID sophistiqué.

Modulation parfaite et continue de la puissance de 30 à 250 MBH.

Certifiée EPA. (nouvelle norme gouv.)



Chauffage radiant à eau chaude



Gamme complète des produits pour la mise en œuvre et le contrôle de votre système de chauffage radiant à eau chaude incluant la tubulure Pex Barrière (32¢ /p.l.).

Nous vous accompagnons de nos conseils à chaque étape de votre projet.

Sur rendez-vous seulement au 400, Jacques-Cartier sud, Farnham, Québec



International Guidelines on Non-Ionising Radiation

INTERNATIONAL GUIDELINES
ON
NON-IONISING RADIATION

IGNIR is a set of Guidelines for electromagnetic exposure based on EUROPAEM EMF Guidelines 2016.

IGNIR Guidelines allow easy testing for compliance.

	<i>IGNIR</i>	<i>page 2</i>
<i>IGNIR Guidelines</i>		<i>page 3</i>
<i>Appendix 1: Testing for compliance</i>		<i>page 4</i>
<i>A. Utilisation and Exclusion Zones</i>		
<i>B. Measurements</i>		
<i>Appendix 2: Further details</i>		<i>page 7</i>
<i>A. Guidelines:</i>		
<i>(i) Biological or (ii) Thermal</i>		
<i>B. Definition of 'Sensitive'</i>		
<i>C. Types of exposures and frequencies</i>		
<i>D. Biological effects</i>		
<i>E. Further information</i>		
<i>Supplement 1: Advice for remediation</i>		<i>page 10</i>
<i>Supplement 2: Meters</i>		<i>page 14</i>

www.ignir.org

IGNIR Issue 1.1.
October 2018

IGNIR

INTERNATIONAL GUIDELINES ON NON-IONISING RADIATION

**MISSION
STATEMENT**

*IGNIR is a set of Guidelines for electromagnetic exposure
based on EUROPAEM EMF Guidelines 2016.*

IGNIR Guidelines allow easy testing for compliance.

IGNIR

IGNIR is an independent multidisciplinary team comprising of medical doctors, scientists and representatives of vulnerable and sensitive groups.

IGNIR was formed on 17th October 2017 at a public meeting in Oxford, UK.

Within the first year there were 15 meetings or Skype/telephone conferences, with Dr Andrew Tresidder as chair and Angela Helm taking the minutes. The concept and aims were proposed by Michael Bevington, as was the initial draft of the Guidelines. Alasdair Philips and Guy Hudson gave specialist advice on measurements with the latter producing video material, Mike Mitcham devised the website, and Dr Erica Mallery-Blythe launched the IGNIR Guidelines in September 2018 with her poster and lecture at the international scientific and medical conference on Cancer in Children and Young People, organised by Children With Cancer, at Westminster, UK. Other people who have been involved include Sarah Dacre, Dr Elizabeth Evans, Debra Fry, Diana Hanson, Dr Denis Henshaw, Professor Emeritus University of Bristol and Fellow Collegium Ramazzini, Brian Stein CBE, Phil Watts and Sarah Wright.

IGNIR GUIDELINES

IGNIR has three levels of guidelines, Day (D), Night (N) and Sensitive (S), covering three frequency ranges.

Electromagnetic (EM) hygiene and safety involves minimising exposure levels to an environmental toxin. This guidance is based on the international EUROPAEM EMF Guidelines 2016. Although at present there are no assured safe levels of man-made EM exposure, and studies continue to show harm to living systems at very small exposure values, this guidance aims to help achieve substantial reduction in EM exposure.

Frequency range	Metric	Type of reading	D Day	N Night	S * Sensitive *
Radio Frequency 30 MHz – 300 GHz	V/m	average	0.06	0.02	0.006 to <0.001
	µW/m ²		10	1	0.1
	V/m	maximum	0.2	0.06	0.02 to <0.002
	µW/m ²		100	10	1

Frequency range	Metric	Type of reading	D Day	N Night	S* Sensitive*
**VLF	V/m	average	0.1	0.03	0.01
3 kHz – 300 kHz	nT	average	1	1	0.3
	nT	maximum	10	10	3

Frequency range	Metric	Type of reading	D Day	N Night	S* Sensitive*
ELF 15 Hz – 3000 Hz	V/m	average	10	3	1
	nT	average	300	100	30
	nT	maximum	1000	300	100

* Sensitive:

(a) Sensitive groups include children, the elderly, fetuses, pregnant women, the ill and people with EHS.

(b) Electrohypersensitive (EHS) people can have mild, moderate or severe sensitivity.

(c) People with body metal work.

** If no meter is available, VLF measurements should not be included at present.

RF: Radio Frequency: 30 MHz – 300 GHz

includes Wifi, digital radio and TV, DAB+, cordless (DECT) and mobile phones, TETRA, FM radio, microwave ovens. wireless smart appliances, and 5G.

VLF: Very Low Frequency: 3 kHz -30 MHz

includes “dirty power/electricity” on mains power supply cables, powerline communication, compact fluorescent lamps (CFL), induction hobs and VLF radio,

ELF: Extremely Low Frequency: 1 Hz – 2 kHz

includes mains electricity, power cables, and some home power appliances.

(These guidelines are not inclusive of all EMF-emitting devices, such as DC fields, metal detectors, body scanners, MRI scanners, pacemakers, and lasers. As with ionising radiation, for medical investigations the benefits may outweigh possible harm.)

APPENDIX 1 - TESTING FOR COMPLIANCE

GENERAL PRINCIPLES FOR MEASUREMENTS

A. The Utilisation and Exclusion Zones

A.1 Utilisation Zone (UZ)

Measurements are taken in Utilisation Zones, areas where people typically move, work and rest. They are locations where people could remain over 4 hours in total per day.

Typical UZs: workstations, classroom desks, home settees, kitchen chairs or work surfaces, seating in transport (car, coach, train), cinema or theatre seats, library chairs, hospital wards and health centres, hairdressers and beauty salons, gyms, supermarkets, shopping centres, etc.

- Measure over 150 mm (6 inches) from the walls of a room.
- Measure from 2 metres (6 feet 6 inches) high to down to floor level.

For each individual person, exposure to electromagnetic (EM) energy is cumulative, so it is important for that person to know how much EM energy is present over a few hours in one location (UZ), since combined with other locations this could result in that person exceeding the guidelines.

UZs are unlikely to include rooms or areas which are used rarely or only for a short time, except for a few people with severe Electromagnetic Hypersensitivity.

A.2 Exclusion Zone (EZ)

Exclusion Zones, which do not require measurement, include inaccessible areas of rooms or at heights significantly above head height (standardised at 2 metres, or 6 feet 6 inches).

Exclusion zones can include limited areas around hotspots such as pendant lamps, cable runs or steel beams, so long as there is no seating close by.

- EZs include under 150 mm (6 inches) from the walls.
- EZs include above 2 metres (6 feet 6 inches) in height.

B. Measurements

B.1 Metrics

For a room to be certified as meeting the D, N or S guidelines, it must meet all relevant metrics (V/m, $\mu\text{W}/\text{m}^2$ and nT) for all 10 values (or 7 without VLF), according to whether it is for Day or Night or Sensitive use. If no appropriate meter is available, VLF measurements should not be included at present.

B.2 Measurement Techniques

Measuring electromagnetic energy is a skill acquired through practice and careful observation. The whole property needs to be considered.

- Usually a meter kept stationary for up to a minute will indicate whether the reading is steady or varying significantly.
- Where the reading varies, a longer period is required and often readings at further locations.
- Readings may vary according to the time of day.

- Readings can depend on hidden features, such as power distribution boxes or smart meters on the other side of a wall, or lighting units in a room below, or the location of electric storage heaters, or Wifi from a neighbour.
- In apartments, flats or terrace houses with party walls, radiation and fields from nearby devices on the other side of the wall or from flats below or above should be included.
- Nearby phone masts, powerlines, including some buried cables, and substations can produce significant fields and these should be included as measured within the room.
- Wireless smart meter radiation should be included, along with any neighbour's home Internet of Things with wireless communication using wireless smart appliances.
- Incidental or occasional radiation from aircraft ground-seeking radar, passing buses with Wifi or car online phone-based satnavs need not be included unless frequent enough to cause problems for a sensitive person.
- Special situations: e.g. some radars operate on an 8-minute cycle
- Transport: cars: cruise control radar (often from the bumper or driver's mirror), magnetic fields from pumps and wheels (often near the feet), telematics ('black') boxes;
buses, trains and aircraft: Wifi, mobiles, magnetic fields.
- Public places: airports, hotels, shops, theatres etc.: Wifi, use of mobile phones and wireless devices, magnetic fields.

B.3 Day Time (D)

Applicability:

- Everyone (except Sensitive people who have their own S guideline values) in places where they typically can spend four hours or more as residents, workers or visitors (night and sleeping areas have separate guidelines).

Measurement techniques:

- Day-time places should include chairs, desks and tables where people spend time, such as in kitchens, sitting rooms, work places, classrooms, lecture halls, etc.
- Usually four spot measurements per chair/workplace are sufficient (at the head, abdomen, hands and feet).

B.4 Night Time (N)

Applicability:

- Everyone (except Sensitive people who have their own S guideline values) in places where they sleep.

Measurement techniques:

- The only location necessary to measure is at the top surface of the mattress.
- Measurement points should be 150mm (6 inches) from the edge on each side and in the centre, at each end of the bed and across the middle, giving a matrix of nine locations. Single beds may have a matrix of six points instead of nine.
- Meters for ELF Electric Fields should be held by a person lying on the bed, and not earthed.

B.5 Sensitives (S)

Applicability:

- Sensitive groups, including children, fetuses, the elderly, pregnant women, the ill and people with EHS.
People with body metal work need appropriate protection, as may active implants like pacemakers.
- People with Electrohypersensitivity (EHS) can have mild, moderate or severe sensitivity.
Those with moderate or severe sensitivity will probably need lower exposure measurements than other sensitive groups.
Individual sensitive people need to have a level below which they have no symptoms.

Measurement techniques:

- As above in B.3 and B.4, for measurements including both D and N locations, but they are referenced to S guideline values.

APPENDIX 2 - FURTHER DETAILS

A. GUIDELINES: (i) BIOLOGICAL OR (ii) THERMAL

There are two types of Guidelines for man-made electromagnetic energy:

- Biological and/or non-thermal, for long-term and short-term effects, e.g. IGNIR
- Thermal, for short-term (6 minutes) heating effects, e.g. ICNIRP

(i) Biological and/or non-thermal guidelines, for both long-term and short-term effects

- [IGNIR](#) (International Guidelines on Non-Ionising Radiation) based on EUROPAEM, with some changes for ease of practical measurements
- EUROPAEM EMF Guideline 2016 (European Academy for Environmental Medicine)
 - [EUROPAEM EMF Guideline 2016](#)
 - [Supplementary material](#)
 - [Article \(pdf\)](#)
- Building Biology: [Guidelines for Sleeping Areas](#) (2015)
- [Bioinitiative Report](#) (2012).

(ii) Thermal guidelines, for only short-term (6 minutes) heating effects

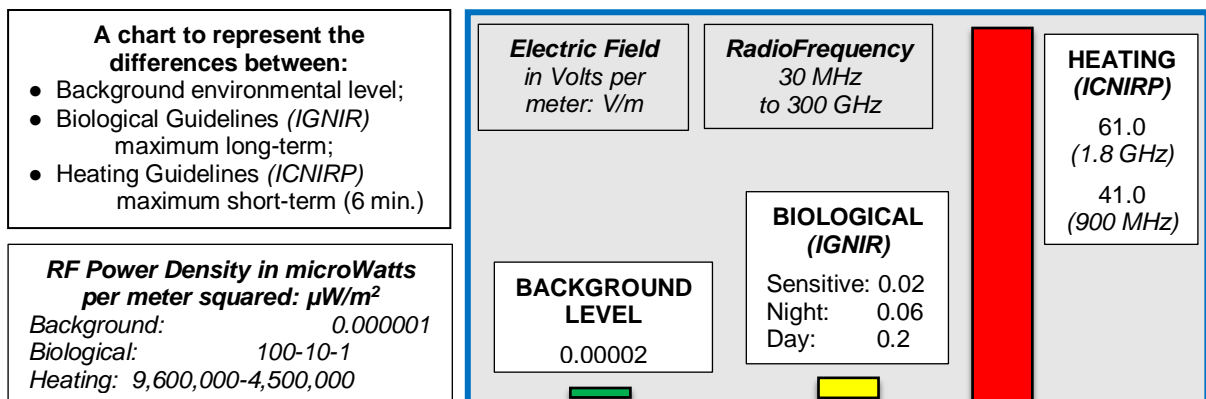
- [ICNIRP](#) (1998) (International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection)

"The guidelines of ICNIRP are irrelevant to the present situation when the majority of the population over the world is chronically exposed to non-thermal RF from mobile communication."

(The Russian National Committee on Non-Ionizing Radiation Protection, 2017)

The chair of ICNIRP has accepted that people can chose whether to adopt biological (non-thermal) or thermal guidelines. The [ICNIRP](#) in 2002 stated that sensitive people need biological guidelines and not the ICNIRP thermal ones. Since the 1950s many countries, such as Russia, have adopted non-thermal guidelines. ('Non-thermal' is where a temperature rise cannot be measured easily.) Any biological action is a health effect. Some governments, including the UK and USA, still follow ICNIRP's thermal guidelines based on Schwan's hypothesis of 1953 that the only adverse EM effect is heating the body one degree within six minutes. Many people can raise their body temperature one degree within six minutes by exercise, but without the risk of cancers, neurological and cardiovascular harm and fertility effects caused by some man-made EM energy.

Non-thermal guidelines can now be based on biological effects such as DNA damage, cell hydration, miRNA effects, oogenesis, VGCC effects and nitric oxide.



Time-varying or information-carrying signals are more biologically active than continuous waves. For RF Power Density, background environmental levels are roughly a million times lower than Biological Guidelines, which are roughly a million times lower than Heating Guidelines.

B. DEFINITION OF 'SENSITIVE'

- IGNIR: (a) Sensitive groups include children, fetuses, the elderly, pregnant women, the ill and people with EHS.
(b) Electrohypersensitive (EHS) people can have mild, moderate or severe sensitivity.
(c) People with body metal work.
- EUROPAEM: EHS, immune compromised, fetus, developing children, elderly and people on medications.
- Bioinitiative: Sensitive populations include the developing fetus, the infant, children, the elderly, those with pre-existing chronic diseases, and those with developed electrical sensitivity (EHS).

C. TYPES OF EXPOSURE AND FREQUENCIES

Average and maximum:

Average measurements give an indication of the general hygienic level of a location. Maximum is important because of the damage caused by a short blast of high intensity radiation. This intensity is masked when averaged over a long time.

RF: Radio Frequency: 30 MHz – 300 GHz

The IGNIR Guidelines have a single set of average and maximum values for radio frequency. Particularly significant are the pulse characteristics, modulation and amplitude. The EUROPAEM EMF Guidelines 2016 divide Radio Frequency into four groups based on the different characteristics. The IGNIR Guidelines, based on Groups A and B for average and maximum readings, include the wireless exposures most commonly causing health problems, such as Wifi, mobile phones, and 5G.

- Group A:** Wifi (2.4/5.6 GHz, 10 Hz pulsing)
DAB+ (10.4 Hz pulsing)
GRPS (2.5 GHz) with PTCCCH (8.33 Hz pulsing)
- Group B:** LTE (4G) (800, 900, 1800, 2500-2700 MHz),
UMTS (3G) (2100 MHz)
DECT cordless phone (1900)
GSM (2G) (900 and 1800 MHz)
- Group C:** DVBT (Digital Video Broadcasting: Terrestrial) TV
TETRA (400 MHz)
- Group D:** radio broadcast (FM)

VLF: Very Low Frequency: 3 kHz -30 MHz

For example: "dirty power/electricity", powerline communication (PLC), radio-frequency identification transmitters (RFID), compact fluorescent lamps (CFL).

ELF: Extremely Low Frequency: 1 Hz – 2 kHz

For example: mains electricity 50/60 Hz, 17 Hz railways and 400 Hz airplanes.
For V/m: without ground reference (potential free).

D. BIOLOGICAL EFFECTS

Common symptoms:

Common symptoms from exposure to low-level anthropogenic EM energy include:

- Anxiety
- Blood pressure effects
- Concentration problems
- Depression
- Dizziness
- Earaches
- Fatigue
- Headaches
- Lethargy
- Memory loss
- Muscle pains
- Skin lesions
- Skin tingling
- Sleep disruption
- Tinnitus

Symptom complexes:

Illnesses linked to continued exposure to low-level anthropogenic EM energy include:

- Cancers
- Cardiovascular effects
- Electromagnetic Hypersensitivity
- Infertility and miscarriages
- Neurological conditions
- Suicide

E. FURTHER INFORMATION ON BIOLOGICAL EFFECTS

The following lists feature just a few of the many organisations across the world and the many thousands of peer-reviewed studies concerned with low-level EM biological effects.

(i) Organisations:

- Austrian Medical Association: ["Guideline for the diagnosis and treatment of EMF related health problems and illnesses \(EMF syndrome\)"](#)
- [EM Radiation Research Trust](#)
- [Electrosensitivity UK \(ES-UK\)](#)
- EUROPAEM: [EMF Guideline 2016](#)
- [PHIRE](#)
- [Powerwatch](#)
- [WiFi in Schools UK](#)

(ii) Studies:

- Belpomme D et al.: ["Thermal and non-thermal health effects of low intensity non-ionizing radiation: An international perspective"](#) (*Environ Pollut.*, 2018)
- Belyaev I et al.: ["EUROPAEM EMF Guideline 2016 for the prevention, diagnosis and treatment of EMF-related health problems and illnesses"](#) (*Rev Environ Health*, 2016)
- Kaszuba-Zwolińska J et al.: ["Electromagnetic field induced biological effects in humans"](#) (*Przegl Lek.*, 2015)
- Pall ML: ["How to Approach the Challenge of Minimizing Non-Thermal Health Effects of Microwave Radiation from Electrical Devices"](#) (*Int J Innovat Res Engin Management (IJIREM)*, 2015)
- See also: ES-UK: ["Selected Studies on Electrosensitivity \(ES\) and Electromagnetic Hypersensitivity \(EHS\)"](#)

SUPPLEMENT 1

ADVICE FOR REMEDIATION

to help make a location comply with IGNIR guidelines

Remediation covers two aspects, (a) location (the room etc) and (b) personal (your own devices and protection). Although the IGNIR guidelines relate to locations, compliance there can be compromised by the use or presence of personal devices like mobile phones.

(a) Location

(i) Daytime (and night)

A room at home, classroom, lecture hall, hospital ward, shop, theatre etc can all be made more likely to comply with the IGNIR guidelines for Day (D), by the following.

- Wifi:
 - o Remove Wifi and use ethernet cables for each computer or laptop.
 - o Ensure Wifi is fully disabled on each device.
 - o Use a wired USB adaptor for a notebook without an ethernet port.
 - o If ethernet cables are not available, you can access the internet with wired powerline adapters. Although these are preferable to Wifi, they send radio frequencies over power cables and should be switched off at night.
- Appliances with wireless:
 - o Switch off home networks for appliances (Internet of Things) and smart meter transmitters for home appliance.
 - o Check that any transmitter on appliances can be switched off before buying the appliance, or ask the supplier to disable the transmitter.
 - o Replace any wireless keyboard, mouse, game console etc with wired versions. Infrared controls do not cause most wireless health effects.
- Cordless phones:
 - o Replace cordless phones with wired telephones.
 - o For conference calls, wired hands free receivers are useful.
- Wireless baby alarms:
 - o Use wired baby alarms, or keep the cot in the parent's room.
 - o Do not use wireless baby alarms or wireless video monitors.
- Burglar, movement and smoke detectors and alarms:
 - o Replace active wireless systems with passive wired units
- Smart meters:
 - o Refuse a wireless smart meter.
 - o Apply shielding if a neighbour's smart meter is close to your property
- CFLs (compact fluorescent lights):
 - o Replace with incandescent bulbs where possible, or with halogens if incandescent bulbs are unavailable.
 - o Remove all CFLs (compact fluorescent lights).
- Electric battery chargers:
 - o Keep switched off when not in use.

- Avoid wireless electric chargers.
- Mobile phones, iPads, etc:
 - All mobile phones and wireless devices should be switched to airplane mode.
 - Alternatively, all mobile phones should be stored in a Faraday box.
 - It is advisable to check that mobile phones are not emitting radiation. Some switch back onto wireless the following morning or act as relay stations.

(ii) Night

The IGNIR guidelines for Night (N), are focused on the sleeping area in the bedroom. The general remediation advice given for (i) Day should also be applied in the bedroom.

- Beds:
 - Use wooden frames.
 - Use mattresses without metal springs.
- Bedrooms, alarm clocks:
 - Use a battery alarm clock, not a plugged in alarm unless it is kept well away from the bed.
- Bedrooms, mobile phones:
 - Do not leave mobile phones switched on in a bedroom; keep them in flight mode.
 - Do not place mobile phones under the pillow.
 - Do not charge mobile phones in a bedroom.
- Bedrooms, other electrical equipment:
 - Keep as much switched off as possible.
 - Fitting a demand switch for the bedroom is good practice and may be necessary to achieve low fields in the bed space.
 - Switching off the lighting circuit for the floor below may also be necessary.
 - Switching off the ring main to the bedroom and other circuits may help hypersensitive persons. Keep a torch near the bed if the breaker is off.

(iii) Shielding:

For both Day (D) and Night (N) locations, some people use shielding, in addition to the general remediation advice given for (i) Day (D) and (ii) Night (N).

For wireless from masts or neighbours' Wifi some shielding systems may help but:

- it can be difficult to make effective;
- it can make the situation worse by reflecting radiation;
- shielding paint can be difficult to remove.

Shielding usually needs earthing, but check your home wiring Earth to see if it carries stray currents, or use a separate earth.

Common shielding solutions include:

- metallic fabrics or netting;
- carbon-based paints;
- window screening.

It is very difficult and expensive, or impossible, to shield effectively against power frequencies, such as being near to substations, overhead power cables, main power cables in blocks of flats, etc.

To reduce 'dirty electricity' some people use filters on the wiring circuit.

Shielded cabling is advisable for a new building or renovations.

(b) Personal

Even if a location is compliant with the IGNIR guidelines, it is also essential not to compromise that compliance by introducing wireless devices into the location.

- Always keep your mobile phone as far from your body as you can if it is not on flight mode.
- Do not carry an active mobile phone in your pocket, bra or on your person
- Keep your mobile phone in airplane mode as much as you can, but note that some smart phones revert to active mode each night.
- Although texting rather than speaking reduces exposure to your head, is not advised since it exposes other parts of your body to high levels of radiation.
- If you have to speak, use an airtube headpiece or loudspeaker mode, and keep the phone as far away as you can, ideally at least 1 metre (3 feet) from you or anyone else. This distance is still far too close for hypersensitive people who may be consciously affected at up to 15 metres or 45 feet depending on conditions.
- Avoid wireless fitbits, wireless watches, glasses with transmitters, and any other wireless device next to or near your body.
- Keep away from wired electric battery chargers.
- Keep away from wireless electric chargers.
- Some appliances with high fields in their immediate vicinity:
 - o mobile phones
 - o iPads and notebooks
 - o cordless phones
 - o Wifi laptops
 - o Wifi routers
 - o Bluetooth devices
 - o smart meters
 - o solar panel inverters
 - o electrical fuse boxes and meters
 - o electric storage heaters
 - o electric chargers
 - o mains adaptors
 - o electric blankets: do not have them switched on when in bed
 - o hair dryers
 - o microwave ovens
 - o induction hobs
 - o electric shavers
 - o electric fans
 - o some LED lights
 - o dimmer switches

- electric cars
 - radial tyres reinforced with steel wires
 - cars with inbuilt Bluetooth or Wifi
 - appliances with inbuilt Wifi such as some printers, TVs, fridges, boilers
 - wireless radio hearing aids
 - wireless radio controls for games, toys, drones etc.
 - radar trackers to measure ball speeds in games practice
 - virtual helpers (e.g. Alexa, Echo, Home).
- Protection:
- Some EHS people wear protective clothing, but unless this entirely inclusive of the whole body, it does not provide full protection.
 - Wireless devices can be kept in 'Faraday' bags. However, since this simply impairs their function, it is better to switch them to airplane mode and off.
- Avoidance:
- Maximise your distance from wireless and electrical appliances.
 - Mobile phones have their heating absorption (SAR) inside the small print of the manual. Often these state that a phone should be kept about 2 cm ($\frac{3}{4}$ inch) away from all parts of the body. This means that the mobile cannot be held in the hand. This distance prevents heating but not the other established harm from wireless radiation at below heating levels.
 - Keep at least 2 metres (6 feet 6 inches) from your microwave oven if possible. Household microwave ovens are allowed to leak up to 50,000,000 $\mu\text{W}/\text{m}^2$ (microWatts per metre squared) at 5 cm (2 inches) (or 100,000 $\mu\text{W}/\text{m}^2$ in Russia). At 1 metre (3 feet) they typically give out 36,400 $\mu\text{W}/\text{m}^2$. Although these 2.4 GHz microwaves are not pulsed like Wifi, Bluetooth or cordless phones, they can still be harmful, especially for sensitive persons. Older ovens can leak more than new ovens. They also emit low frequency fields.
 - Keep as far as possible from electric induction hobs. These use 20-100 kHz. Some have exceeded heating limits at 0.3 metre (1 foot). Sensitive people, especially pregnant women and children, should try to keep out of the kitchen while an induction hob is in use. It is best to replace this type of cooker with another.

SUPPLEMENT 2

METERS

Many makes of meters can measure electric fields, magnetic fields and power flux density. They typically cost in the range of £130 to £350. A digital display is very helpful.

A. Radio Frequency: electric field (V/m) and power density ($\mu\text{W}/\text{m}^2$)						
Example Meter	Colour of lights	Reading		Nearest Guideline		
		V/m	$\mu\text{W}/\text{m}^2$		V/m	$\mu\text{W}/\text{m}^2$
Acousticom 2 (lights, sounds)	Green	0.01 V/m	0.3 $\mu\text{W}/\text{m}^2$	Night - Average. Sensitive -Maximum	0.02 V/m	1 $\mu\text{W}/\text{m}^2$
	Yellow	0.05 V/m	7 $\mu\text{W}/\text{m}^2$	Day - Average. Night - Maximum	0.06 V/m	10 $\mu\text{W}/\text{m}^2$
	Amber	0.3 V/m	240 $\mu\text{W}/\text{m}^2$	Day - Maximum	0.2 V/m	100 $\mu\text{W}/\text{m}^2$
	Red	3.0 V/m	24,000 $\mu\text{W}/\text{m}^2$			
Acoustimeter AM-10 (lights, digital readout, sounds)	Green	0.02 V/m	1 $\mu\text{W}/\text{m}^2$	Night - Average. Sensitive -Maximum	0.02 V/m	1 $\mu\text{W}/\text{m}^2$
	Yellow	0.07 V/m	14 $\mu\text{W}/\text{m}^2$	Day - Average. Night - Maximum	0.06 V/m	10 $\mu\text{W}/\text{m}^2$
	Red	0.5 V/m	700 $\mu\text{W}/\text{m}^2$			
Cornet ED78S (lights, digital readout)	Green	0.014 V/m	0.5 $\mu\text{W}/\text{m}^2$	Night - Average. Sensitive -Maximum	0.02 V/m	1 $\mu\text{W}/\text{m}^2$
	Yellow	0.21 V/m	105 $\mu\text{W}/\text{m}^2$	Day - Maximum	0.2 V/m	100 $\mu\text{W}/\text{m}^2$
	Red	1.2 V/m	3,800 $\mu\text{W}/\text{m}^2$			

B. VLF and ELF electric fields (V/m) and magnetic fields (nT)									
Example meter: PF5 Pocket Power Frequencies Meter (ELF & VLF) (frequency range 20 Hz to 70 kHz)									
Colour of lights	Electric field V/m	Magnetic field		VLF			ELF		
		μT	nT	V/m	nT		V/m	nT	
		Av.	Av.	Max.	Av.	av.	max.		
Green	5-10	0.02-0.05	20-50				Day <10	Sens. <30 Night <100	Sens. <100
Amber	20-40	0.1-0.2	100-200					Day <300	Night <300
Red	60-200	0.4-2.0	400-2,000						Day <1,000

C. ELF electric fields (V/m) and magnetic fields (nT)			
Example meter: Gigahertz Solutions ME 3030B Digital Stress Analyser (frequency range 16 Hz to 2,000 Hz)			
	V/m	nT	nT
	Average	Average	Maximum
Sensitive	< 1	< 30	< 100
Night	< 3	< 100	< 300
Day	< 10	< 300	< 1,000

Manuals for meters listed above		
Radio Frequency meters:		
Acousticom 2	Acoustimeter AM-10	Cornet ED78S
VLF and ELF meters:		
PF5 Pocket Power Frequencies Meter	Gigahertz Solutions: ME 3030B	

Conversion
(V/m to/from $\mu\text{W}/\text{m}^2$, etc.)
[table](#)
[online converter](#)

BELGISCH STAATSBLAD

MONITEUR BELGE

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme

174e JAARGANG

DINSDAG 19 OKTOBER 2004



N. 369

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

174e ANNEE

MARDI 19 OCTOBRE 2004

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap, bl. 72519.

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 11 juni 2004 betreffende consumptie-ijs, bl. 72527.

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 tot uitvoering van artikel 45, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, bl. 72531.

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 juli 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen, bl. 72532.

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 2 december 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, bl. 72533.

Federale Overheidsdienst Financiën

13 OKTOBER 2004. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 juni 2000 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 17 februari 2000 betreffende de beperkende maatregelen tegen de Taliban van Afghanistan, bl. 72535.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Service public fédéral Intérieur

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées, p. 72519.

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 11 juin 2004 relatif aux glaces de consommation, p. 72527.

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de certaines dispositions de l'arrêté royal du 25 mars 2003 portant exécution de l'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, p. 72531.

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 juillet 2004 modifiant l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées, p. 72532.

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 2 décembre 2003 modifiant l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, p. 72533.

Service public fédéral Finances

13 OKTOBER 2004. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 15 juin 2000 d'exécution de l'arrêté royal du 17 février 2000 relatif aux mesures restrictives à l'encontre des Talibans d'Afghanistan, p. 72535.

Federale Overheidsdienst Financiën en Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie

27 SEPTEMBER 2004. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het besluit van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantie- wezen van 13 juli 2004 tot wijziging van de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen, bl. 72536.

Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu

14 SEPTEMBER 2004. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen, bl. 72537.

Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie

13 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld, bl. 72543.

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Vlaamse Gemeenschap

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

11 JUNI 2004. — Besluit van de Vlaamse Regering betreffende de beroepen tegen beslissingen van het Accreditatieorgaan, bl. 72548.

11 JUNI 2004. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende maatregelen tot bestrijding van de gezondheidsrisico's door verontreiniging van het binnenmilieu, bl. 72552.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Deutschsprachige Gemeinschaft

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft

16. DEZEMBER 2003 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, S. 72560.

1. JUNI 2004 — Dekret über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, S. 72564.

Duitstalige Gemeenschap

Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap

16 DECEMBER 2003. — Decreet tot wijziging van het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung » (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de Personen met een Handicap), bl. 72563.

1 JUNI 2004. — Decreet betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van sommige bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake de ondergeschikte besturen, bl. 72566.

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

10 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma's 03 en 05 van organisatieafdeling 13 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72569.

13 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72572.

Service public fédéral Finances et Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

27 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel d'approbation de l'arrêté de la Commission bancaire, financière et des assurances du 13 juillet 2004 modifiant les arrêtés de la commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse, p. 72536.

Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement

14 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux, p. 72537.

Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

13 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages, p. 72543.

Gouvernements de Communauté et de Région

Communauté flamande

Ministère de la Communauté flamande

11 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif aux recours contre les décisions de l'Organe d'accréditation, p. 72550.

11 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement flamand contenant des mesures de lutte contre les risques de santé par la pollution intérieure, p. 72556.

Communauté germanophone

Ministère de la Communauté germanophone

16 DECEMBRE 2003. — Décret modifiant le décret du 19 juin 1990 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les Personnes handicapées), p. 72562.

1^{er} JUIN 2004. — Décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, p. 72565.

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

10 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 03 et 05 de la division organique 13 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72568.

13 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72570.

18 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72575.

18 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 05 van organisatieafdeling 19 en programma 06 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72579.

7 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72582.

11 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72585.

11 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 02 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72588.

11 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 05 van organisatieafdeling 19 en programma 06 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72593.

16 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 07 van organisatieafdeling 11 en programma 01 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72597.

30 SEPTEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de wijziging in de statuten van de « Société publique de Gestion de l'Eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) goedgekeurd wordt, bl. 72599.

Ministerie van het Waalse Gewest en Waals Ministerie van Uitrustingen en Vervoer

27 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 03 van organisatieafdeling 30 en programma 04 van organisatieafdeling 54 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, bl. 72602.

18 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72573.

18 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 05 de la division organique 19 et le programme 06 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72576.

7 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72581.

11 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72583.

11 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 02 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72586.

11 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 05 de la division organique 19 et le programme 06 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72589.

16 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 07 de la division organique 11 et le programme 01 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72595.

30 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de la modification des statuts de la Société publique de Gestion de l'Eau, p. 72598.

Ministère de la Région wallonne et Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

27 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 03 de la division organique 30 et le programme 04 de la division organique 54 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, p. 72599.

Wallonische Region

Ministerium der Wallonischen Region

10. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen den Programmen 03 und 05 des Organisationsbereichs 13 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72568.

13. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72571.

18. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72574.

18. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 05 des Organisationsbereichs 19 und dem Programm 06 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72577.

7. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72581.

11. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72584.

11. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 02 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72587.

11. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 05 des Organisationsbereichs 19 und dem Programm 06 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72591.

16. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 07 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 01 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72596.

30. SEPTEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderung der Satzungen der «Société publique de Gestion de l'Eau» (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung), S. 72598.

Ministerium der Wallonischen Region und Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen

27. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 03 des Organisationsbereichs 30 und dem Programm 04 des Organisationsbereichs 54 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, S. 72600.

Andere besluiten

Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister en Ministerie van de Franse Gemeenschap

Secretariaat-generaal. Dienst Nationale Orden. Algemene Directie Cultuur. Nationale Orden. Bevorderingen. Benoemingen, bl. 72603. — Secretariaat-generaal. Dienst Nationale Orden. Algemene Directie Cultuur. Nationale Orden. Bevorderingen. Benoemingen, bl. 72603.

Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid

30 APRIL 2004. — Koninklijk besluit houdende ontslag van een raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Antwerpen. Erratum, bl. 72604.

Personeel. Bevordering, bl. 72604.

Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming. Afbreken en verwijderen van asbest. Artikel 148decies 2.5.9.3.4., bl. 72604.

Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie

4 OKTOBER 2004. — Koninklijk besluit houdende ontslag en benoeming van een lid van de raad van bestuur van het Instituut voor de nationale rekeningen, bl. 72605.

6 SEPTEMBER 2004. — Ministerieel besluit nr. 119 houdende bevestiging en intrekking van erkenning in toepassing van de artikelen 74 en 75 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, bl. 72605.

Raad voor de Mededinging. Adjunct-secretaris. Ontslag. Benoeming, bl. 72606.

Autres arrêtés

Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre et Ministère de la Communauté française

Secrétariat général. Service des Ordres nationaux. Direction générale de la Culture. Ordres nationaux. Promotions. Nominations, p. 72603. — Secrétariat général. Service des Ordres nationaux. Direction générale de la Culture. Ordres nationaux. Promotions. Nominations, p. 72603.

Service public fédéral Sécurité sociale

30 AVRIL 2004. — Arrêté royal portant démission d'un conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail d'Anvers. Erratum, p. 72604.

Personnel. Promotion, p. 72604.

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

Règlement général pour la protection du travail. Démolition et retrait d'asbeste. Article 148decies 2.5.9.3.4., p. 72604.

Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

4 OCTOBRE 2004. — Arrêté royal portant démission et nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux, p. 72605.

6 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel n° 119 portant confirmation et retrait d'agrément en application des articles 74 et 75 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, p. 72605.

Conseil de la concurrence. Secrétaire adjoint. Démission. Nomination, p. 72606.

*Gemeenschaps- en Gewestregeringen**Vlaamse Gemeenschap**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap*

Kabinet van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel. Benoemingen, bl. 72607.

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

Ruimtelijke ordening, bl. 72607. — Wegen van het Vlaamse Gewest. Indeling bij de gemeentewegen. Respectievelijke gewestwegen, bl. 72608. Wegen van het Vlaamse Gewest. Indeling bij de gemeentewegen, bl. 72608.

*Waals Gewest**Ministerie van het Waalse Gewest*

Waals Exportagentschap. Personeel, bl. 72610.

*Gouvernements de Communauté et de Région**Région wallonne**Ministère de la Région wallonne*

Agence wallonne à l'Exportation. Personnel, p. 72609.

Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

29 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Andenne, Zone portuaire de Sclayn, p. 72610.

*Wallonische Region**Ministerium der Wallonischen Region*

«Agence wallonne à l'Exportation» (Wallonische Exportagentur). Personal, S. 72609.

Officiële berichten*Arbitragehof*

Uittreksel uit arrest nr. 136/2004 van 22 juli 2004, bl. 72611.
 Uittreksel uit arrest nr. 138/2004 van 22 juli 2004, bl. 72629.
 Uittreksel uit arrest nr. 139/2004 van 22 juli 2004, bl. 72632.
 Uittreksel uit arrest nr. 146/2004 van 15 september 2004, bl. 72642.
 Uittreksel uit arrest nr. 148/2004 van 15 september 2004, bl. 72655.
 Uittreksel uit arrest nr. 150/2004 van 15 september 2004, bl. 72660.
 Uittreksel uit arrest nr. 152/2004 van 15 september 2004, bl. 72666.

Avis officiels*Cour d'arbitrage*

Extrait de l'arrêt n° 136/2004 du 22 juillet 2004, p. 72616.
 Extrait de l'arrêt n° 138/2004 du 22 juillet 2004, p. 72627.
 Extrait de l'arrêt n° 139/2004 du 22 juillet 2004, p. 72635.
 Extrait de l'arrêt n° 146/2004 du 15 septembre 2004, p. 72646.
 Extrait de l'arrêt n° 148/2004 du 15 septembre 2004, p. 72654.
 Extrait de l'arrêt n° 150/2004 du 15 septembre 2004, p. 72657.
 Extrait de l'arrêt n° 152/2004 du 15 septembre 2004, p. 72668.

Schiedshof

Auszug aus dem Urteil Nr. 136/2004 vom 22. Juli 2004, S. 72622.
 Auszug aus dem Urteil Nr. 138/2004 vom 22. Juli 2004, S. 72630.
 Auszug aus dem Urteil Nr. 139/2004 vom 22. Juli 2004, S. 72638.
 Auszug aus dem Urteil Nr. 146/2004 vom 15. September 2004, S. 72650.
 Auszug aus dem Urteil Nr. 148/2004 vom 15. September 2004, S. 72656.
 Auszug aus dem Urteil Nr. 150/2004 vom 15. September 2004, S. 72663.
 Auszug aus dem Urteil Nr. 152/2004 vom 15. September 2004, S. 72670.

Rechterlijke Macht

Arbeidshof te Gent, bl. 72671.

SELOR. — Selectiebureau van de Federale Overheid

Werving. Resultaten, bl. 72672.

Pouvoir judiciaire

Cour du travail de Gand, p. 72671.

SELOR. — Bureau de Sélection de l'Administration fédérale

Recrutement. Résultats, p. 72672.

*Gemeenschaps- en Gewestregeringen**Vlaamse Gemeenschap**Jobpunt Vlaanderen*

Jobpunt Vlaanderen coördineert de aanwerving van een informaticus « exploitatie en veiligheid », 2 assistenten-programmeur voor het Vlaams Parlement en een boekhouder voor het Vlaams Parlement, bl. 72673.

*Gouvernements de Communauté et de Région**Deutschsprachige Gemeinschaft**Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft*

Private Rundfunksender, S. 72674.

*Duitstalige Gemeenschap**Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap*

Privaatrechtelijke omroeporganisaties, bl. 72676.

*Communauté germanophone**Ministère de la Communauté germanophone*

Radiodiffusion privés, p. 72675.

*Région wallonne**Ministère de la Région wallonne*

7 OCTOBRE 2004. — Circulaire relative au budget pour 2005 des communes de la Région wallonne à l'exception des communes de la Communauté germanophone, p. 72677.

7 OCTOBRE 2004. — Circulaire relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2005, p. 72707.

Agenda's

Brusselse Hoofdstedelijke Raad, bl. 72714.

Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bl. 72715.

De Wettelijke Bekendmakingen en Verschillende Berichten worden niet opgenomen in deze inhoudsopgave en bevinden zich van bl. 72716 tot bl. 72738.

Ordres du jour

Conseil de la région de Bruxelles-Capitale, p. 72714.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, p. 72715.

Les Publications légales et Avis divers ne sont pas repris dans ce sommaire mais figurent aux pages 72716 à 72738.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2004 — 4149

[C — 2004/00523]

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap, opgemaakt door de Centrale Dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2004 — 4149

[C — 2004/00523]

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées, établi par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Bijlage — Annexe

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST SOZIALE SICHERHEIT

22. MAI 2003 — Königlicher Erlass über das Verfahren zur Behandlung der Akten in Sachen Beihilfen für Personen mit Behinderung

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Beihilfen für Personen mit Behinderung, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Dezember 1989, 26. Juni 1992, 30. Dezember 1992, 25. Juli 1994, 22. Februar 1998, 12. August 2000, 19. Juli 2001 und durch das Programmgesetz vom 24. Dezember 2002;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1987 über die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens und die Eingliederungsbeihilfe;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. März 1990 über die Beihilfe zur Unterstützung von Betagten, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 27. Dezember 2002;

Aufgrund des Gesetzes vom 11. April 1995 zur Einführung der "Charta" der Sozialversicherten, insbesondere der Artikel 3 und 21bis, abgeändert beziehungsweise eingefügt durch das Gesetz vom 25. Juni 1997;

Aufgrund der Stellungnahme des Nationalen Hohen Rates für Personen mit Behinderung vom 1. Oktober 2002;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektion vom 26. November 2002;

Aufgrund des Einverständnisses Unseres Ministers des Haushalts vom 12. Dezember 2002;

Aufgrund des Beschlusses des Ministerrates vom 29. November 2002 in Bezug auf den Antrag auf Begutachtung seitens des Staatsrates innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 34.575/3 des Staatsrates vom 15. April 2003, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Sozialen Angelegenheiten und der Pensionen

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

EINLEITENDE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist beziehungsweise sind zu verstehen unter:

1. Gesetz: das Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Beihilfen für Personen mit Behinderung,
2. Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beihilfen für Personen mit Behinderung gehören, oder sein Beauftragter,
3. Beihilfen: die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens, die Eingliederungsbeihilfe und die Beihilfe zur Unterstützung von Betagten,
4. Bürgermeister: der Bürgermeister oder der vom Bürgermeister beauftragte Beamte der Gemeindeverwaltung,
5. Hauptwohntort: der Hauptwohntort im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen,
6. Dienst: der Dienst der Beihilfen für Personen mit Behinderung der Verwaltungsdirektion für Leistungen für Personen mit Behinderung,
7. Medizinischem Dienst: der medizinische Dienst der Verwaltungsdirektion für Leistungen für Personen mit Behinderung.

Art. 2 - § 1 - Für die Anwendung von Artikel 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 11. April 1995 zur Einführung der "Charta" der Sozialversicherten versteht man unter "dienlicher Information" alle Auskünfte, die die persönliche Lage des Behinderten in dem Bereich, auf den sich sein Beihilfeantrag bezieht, verdeutlichen.

Diese Auskünfte werden auf der Grundlage der am Tag des Auskunftsantrags geltenden Rechtsvorschriften und geltenden Rechtsprechung erteilt.

Die in Absatz 1 erwähnten Auskünfte betreffen:

1. die Bedingungen für die Eröffnung des Anrechts auf Beihilfe,
2. den Betrag der Beihilfe sowie die Elemente, die für die Festlegung dieses Betrags in Betracht gezogen wurden.

§ 2 - Die in Artikel 3 Absatz 4 desselben Gesetzes vorgesehene Frist von 45 Tagen läuft ab dem Datum des Empfangs des Auskunftsantrags beim Dienst.

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen in Sachen Gewährung der Beihilfen

Abschnitt 1 — Der Antrag

Art. 3 - Der Antrag wird beim Bürgermeister der Gemeinde, in der die Person mit Behinderung ihren Hauptwohntort hat, eingereicht.

Der Bürgermeister kann einen Beamten der Gemeindeverwaltung bestimmen, den er dazu ermächtigt, diesen Antrag in Empfang zu nehmen.

Die Zusendung von Dokumenten an die Person mit Behinderung erfolgt an die Adresse ihres Hauptwohntorts.

Von dieser Verpflichtung kann jedoch auf einen vom Empfänger oder von einer der in Artikel 24 § 3 Absatz 1 erwähnten Personen an den Dienst gerichteten schriftlichen Antrag hin abgewichen werden.

Art. 4 - Der Antrag darf frühestens am ersten Tag des zwölften Monats vor dem Monat, in dem der Antragsteller das Alter von 21 Jahren erreicht oder - vor dem Alter von 21 Jahren - ab dem Tag, an dem er heiratet oder ein Kind zu Lasten hat oder die in Artikel 3 letzter Absatz des Gesetzes erwähnte Bedingung erfüllt, eingereicht werden.

Art. 5 - Der Antragsteller muss persönlich beim Bürgermeister vorstellig werden und im Besitz seines Personalausweises sein.

Er kann sich jedoch auch von einer Drittperson, die er eigens dazu ermächtigt, vertreten lassen. Diese Drittperson muss volljährig sein und im Besitz ihres eigenen Personalausweises, des Personalausweises des Antragstellers und einer Vollmacht sein.

Kann der Antragsteller nicht unterzeichnen, bringt er ein Kreuz unter dem Antrag an; der Antrag wird vom Bürgermeister gegengezeichnet.

Art. 6 - Am Tag selbst, an dem der Antragsteller oder sein Beauftragter vorstellig wird, um einen Antrag auf Beihilfe einzureichen, trägt der Bürgermeister den Antrag in das vom Dienst zur Verfügung gestellte Register ein. Dieses Register muss chronologisch, ohne Leerstellen, Streichungen oder Randvermerke geführt werden.

Der Bürgermeister kann auf seinen Antrag hin und, wenn die lokalen Umstände es erfordern, vom Dienst dazu ermächtigt werden, zwei oder mehrere Register für die Eintragung der Anträge zu führen, unter der Bedingung, dass dem Dienst mitgeteilt wird, wo, an welchen Tagen und zu welchen Uhrzeiten die zusätzlichen Register benutzt werden.

Der Antragsteller oder sein Beauftragter unterschreibt das Register in dem dafür vorbehaltenen Feld. Kann er nicht unterschreiben, unterzeichnet er mit einem ein Kreuz.

Art. 7 - § 1 - Der Bürgermeister notiert den Beihilfeantrag auf einem Formular, das dem vom Dienst festgelegten Muster entspricht; darauf vermerkt er die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen sowie alle Auskünfte in Bezug auf Personenstand, Staatsangehörigkeit und Hauptwohnort des Antragstellers und der Personen, mit denen er eventuell im Sinne von Artikel 7 § 3 des Gesetzes einen Haushalt bildet.

Er erklärt, dass die Auskünfte in Bezug auf die Identität und den Haushalt des Antragstellers richtig sind, dass alle auf dem Formular vorkommenden Fragen gestellt und die Antworten genau festgehalten worden sind.

Er lässt den Antragsteller eine Erklärung unterschreiben, in der dieser bestätigt, dass die mitgeteilten Auskünfte richtig und vollständig sind. Kann der Antragsteller oder sein Beauftragter nicht unterschreiben, unterzeichnet er mit einem Kreuz.

Der Bürgermeister leitet die so unterzeichnete Erklärung an den Dienst weiter.

§ 2 - Der Bürgermeister händigt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung aus, die das Datum trägt, an dem der Antragsteller vorstellig geworden ist, um den Antrag einzureichen.

Die Empfangsbescheinigung, das Antragsformular und die Eintragung in dem in Artikel 6 erwähnten Register müssen dasselbe Datum tragen.

Nur die Eintragung im Register gilt als Beweis für das Datum der Einreichung des Antrags.

§ 3 - Der Bürgermeister darf die Einreichung eines Antrags auf keinen Fall verweigern.

§ 4 - Gegebenenfalls händigt der Bürgermeister dem Antragsteller das Formular für das ärztliche Attest aus, das dem vom Dienst festgelegten Muster entspricht.

Der Bürgermeister händigt dem Antragsteller ebenfalls das Formular für die Einkommenserklärung aus, das dem vom Dienst festgelegten Muster entspricht.

§ 5 - Der Bürgermeister fügt dem Antragsformular alle Dokumente bei, die der Antragsteller zur Stützung seines Antrags vorlegen will. Gegebenenfalls fügt er auch die in Artikel 5 erwähnte Vollmacht bei.

Das Antragsformular und gegebenenfalls die vom Antragsteller beigefügten Dokumente müssen dem Dienst binnen fünf Werktagen nach Erhalt des Antrags zugeschickt werden.

Alle Anträge, die Teil einer selben Sendung sind, werden auf einem vom Dienst bereitgestellten Merkblatt vermerkt; das Merkblatt wird in zweifacher Ausfertigung erstellt und ein Exemplar wird dem Bürgermeister vom Dienst als Empfangsbestätigung zurückgeschickt.

§ 6 - Die Formulare für den Antrag, die Einkommenserklärung und das ärztliche Attest werden dem Bürgermeister vom Dienst zur Verfügung gestellt.

Art. 8 - Wenn der Antrag direkt beim Dienst eingereicht wird, informiert dieser den Antragsteller schriftlich über die in dieser Angelegenheit auszufüllenden Formulare.

In diesem Fall und unter der Bedingung, dass der Betreffende binnen 3 Monaten nach dem Datum, an dem der Dienst den Brief verschickt hat, einen Antrag bei der Gemeindeverwaltung einreicht, wird eines der folgenden Daten als Datum der Einreichung des Antrags betrachtet:

1. das Datum des Einschreibens, wenn der Betreffende seinen Brief per Einschreiben an den Dienst gerichtet hat,
2. das Datum, an dem der Dienst den Brief erhalten hat, wenn der Betreffende seinen Brief mit einfacher Post verschickt hat.

Abschnitt 2 — Die Untersuchung des Antrags

Art. 9 - § 1 - Der Dienst ist verpflichtet, sich an das Nationalregister der natürlichen Personen zu wenden, um die in Artikel 3 Absatz 1 und 2 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnten Informationen zu erhalten oder um deren Richtigkeit zu überprüfen.

Der Rückgriff auf eine andere Quelle ist nur in dem Maße erlaubt, wie die erforderlichen Informationen beim Nationalregister nicht erhältlich sind.

§ 2 - Die beim Nationalregister der natürlichen Personen erhaltenen Informationen, die auf einer der Akte beigefügten Erkennungskarte aufgezeichnet sind, haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils.

Diese Erkennungskarte kann zur Beglaubigung des Ursprungs der Informationen und des Datums, ab dem sie Beweiskraft haben, datiert und unterzeichnet werden. In diesem Fall bestimmt der Minister die Bediensteten, die ermächtigt sind, diese Beglaubigung vorzunehmen.

Wird ein Gegenbeweis vom Dienst angenommen, teilt dieser dem Nationalregister der Natürlichen Personen den Inhalt der so angenommenen Information auskunftshalber mit und fügt die Belege bei.

Art. 10 - § 1 - Der Dienst untersucht den Antrag.

Er bittet den Antragsteller um alle notwendigen Dokumente oder Belege und trägt die Auskünfte zusammen, um die Rechte des Antragstellers untersuchen zu können.

§ 2 - Der Antragsteller ist verpflichtet, dem Dienst im Hinblick auf die Untersuchung seines Antrags die angefragten Auskünfte mitzuteilen. Er muss dem Dienst unter anderem in geschlossenem Umschlag das von einem Arzt seiner Wahl ausgefüllte und unterzeichnete ärztliche Attest und gegebenenfalls die Einkommenserklärung zukommen lassen.

§ 3 - Wenn der Antragsteller die angefragten Dokumente oder Informationen binnen einem Monat nicht zurückschickt, verschickt der Dienst eine Mahnung.

Wenn der Antragsteller es trotz dieser Mahnung mehr als einen Monat lang versäumt, die angefragten Auskünfte mitzuteilen, fasst der Dienst, nachdem er alle für den Erhalt dieser Auskünfte zweckdienlichen Schritte unternommen hat, einen Beschluss auf der Grundlage der ihm zur Verfügung stehenden Elemente, es sei denn, der Antragsteller bringt schriftlich die Gründe vor, die eine längere Beantwortungsfrist rechtfertigen. Sind nicht genug Elemente vorhanden, wird die Beihilfe verweigert.

§ 4 - Die Beihilfen können ohne weitere Untersuchung verweigert werden, wenn genügend Elemente vorhanden sind, aus denen deutlich hervorgeht, dass der Antragsteller die Bedingungen für den Erhalt der Beihilfen nicht erfüllt.

Art. 11 - Die Untersuchungen zur Festlegung der verringerten Erwerbsfähigkeit oder der mangelnden oder verminderten Selbständigkeit erfolgen durch einen Arzt des Medizinischen Dienstes oder durch einen Arzt oder ein multidisziplinäres Team, die vom Minister zu diesem Zweck bestimmt worden sind.

Der Medizinische Dienst ist beauftragt mit der Überwachung des Arztes und des multidisziplinären Teams, die der Minister bestimmt hat, was die von ihnen im Rahmen des Gesetzes durchgeführten Untersuchungen betrifft.

Der Minister kann dem Arzt und dem multidisziplinären Team, die er bestimmt hat, Anweisungen geben im Hinblick auf eine einheitliche Anwendung des Gesetzes und seiner Ausführungserlasse.

Die Person mit Behinderung hat das Recht, sich während der im vorliegenden Artikel erwähnten Untersuchungen von einer im Gesetz vom 22. August 2002 über die Rechte des Patienten erwähnten Vertrauensperson begleiten zu lassen.

Der Arzt und das multidisziplinäre Team müssen bei der Durchführung der im vorliegenden Artikel erwähnten Untersuchungen das Gesetz vom 22. August 2002 über die Rechte des Patienten einhalten.

Art. 12 - Die in Artikel 11 Absatz 1 erwähnten Untersuchungen erfolgen auf Anfrage des Dienstes.

Das Resultat der Untersuchung muss dem Dienst binnen drei Monaten mitgeteilt werden.

Der Medizinische Dienst, der vom Minister bestimmte Arzt oder das von ihm bestimmte multidisziplinäre Team fordern vom Antragsteller alle ärztlichen Atteste ein, die für notwendig gehalten werden.

Damit die in Absatz 1 erwähnten Untersuchungen durchgeführt werden können, wird dem Antragsteller eine Aufforderung zugeschickt. Versäumt er es, für die Untersuchung vorstellig zu werden, wird ihm eine zweite Aufforderung zugeschickt.

Versäumt der Antragsteller es trotz der zweiten Vorladung, vorstellig zu werden, fasst der Medizinische Dienst einen Beschluss auf der Grundlage der ihm zur Verfügung stehenden Elemente, es sei denn, der Antragsteller bringt schriftlich die Gründe vor, die eine längere Beantwortungsfrist rechtfertigen. Sind nicht genug Elemente vorhanden, wird ein Ablehnungsbeschluss gefasst.

Wenn der Betreffende nicht fähig ist, das Haus zu verlassen, erfolgt die Untersuchung vor Ort.

Art. 13 - § 1 - Die Frist zwischen dem Datum des Eingangs des Antrags oder der Notifizierung des Sachverhalts, der Anlass zu einer Revision von Amts wegen gibt, und dem ersten Tag des Monats, in dem die Auszahlung des ersten monatlichen Betrags der Beihilfe erfolgt, darf acht Monate nicht überschreiten.

Wenn der Dienst binnen der festgelegten achtmonatigen Frist keinen Beschluss fassen kann, teilt er dem Antragsteller dies schriftlich mit.

Wenn der zu fassende Beschluss die Beteiligung einer anderen Einrichtung für soziale Sicherheit erforderlich macht, befragt der Dienst diese Einrichtung.

§ 2 - Die in § 1 erwähnte achtmonatige Frist wird ausgesetzt, solange der Betreffende oder eine ausländische Einrichtung die vom Dienst erbetenen Auskünfte, die für die Beschlussfassung notwendig sind, nicht vollständig mitgeteilt hat.

Die Einforderung des ärztlichen Attests vom Betreffenden setzt diese Frist jedoch nicht aus, unter der Bedingung, dass der Betreffende dem Dienst die erbetenen Auskünfte binnen einem Monat, nachdem der Bürgermeister das Formular ausgehändigt oder der Dienst es verschickt hat, zukommen lässt.

§ 3 - Die Beihilfen bringen von Rechts wegen ab ihrer Fälligkeit, jedoch frühestens ab Ablauf der in § 1 erwähnten achtmonatigen Frist Aufschubzinsen ein.

Diese Zinsen werden zum gesetzlichen Zinssatz berechnet. Sie beziehen sich auf die monatlichen Beträge sowie auf eventuell rückständige Beträge, die an Personen mit Behinderung zwischen dem im ersten Absatz erwähnten Datum und dem ersten Tag des Monats, in dem die erste monatliche Auszahlung erfolgt ist, hätten ausgezahlt werden müssen.

§ 4 - Für den Zeitraum, für den gerichtlich festgelegte Zinsen gezahlt werden müssen, werden die in diesem Artikel erwähnten Aufschubzinsen nicht gezahlt.

Abschnitt 3 — Die Beschlüsse

Art. 14 - Das Recht auf die Beihilfe setzt am ersten Tag des Monats nach dem Monat ein, in dem der Antragsteller die im Gesetz festgelegten Bedingungen erfüllt, und frühestens am ersten Tag des Monats nach Einreichung des Antrags.

Das Recht auf Beihilfe setzt jedoch am ersten Tag des Monats nach dem Monat ein, in dem der Antragsteller das Alter von 21 Jahren erreicht, sofern der Antragsteller bis zu diesem Alter in den Genuss der zusätzlichen Familienleistungen für Kinder mit Behinderung gekommen ist, sofern er die im Gesetz festgelegten Bedingungen erfüllt und sofern der Antrag spätestens sechs Monate nach dem Datum, an dem der Antragsteller das Alter von 21 Jahren erreicht hat, eingereicht wird.

Art. 15 - Wenn der Dienst einen Beschluss nach dessen Einsetzungsdatum notifiziert, trägt er von Rechts wegen den Sachverhalten und Elementen Rechnung, die zwischen dem Datum des Einsetzens und demjenigen der Notifizierung des Beschlusses aufgetreten beziehungsweise vorgelegt worden sind, insofern er vor dem Datum der Notifizierung des Beschlusses über diese Sachverhalte und Elemente informiert worden ist.

KAPITEL II — Neue Beschlüsse

Art. 16 - Wenn der Dienst einen neuen Beschluss fasst, der nach dem 65. Geburtstag eines Empfängers einer Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens oder einer Eingliederungsbeihilfe wirksam wird, wird der Erwerbsfähigkeit oder dem Selbständigkeitsgrad Rechnung getragen, die zum letzten Mal vor dem Alter von 65 Jahren ermittelt worden sind.

Abschnitt 1 — Neue Anträge

Art. 17 - § 1 - Wenn ein Antragsteller der Ansicht ist, dass Änderungen eingetreten sind, die die Gewährung oder eine Erhöhung der Beihilfe rechtfertigen, kann ein neuer Antrag eingereicht werden.

Neue Anträge können eingereicht werden im Hinblick auf eine Revision der Beurteilung der Erwerbsfähigkeit oder des Selbstständigkeitsgrades einer Person mit Behinderung aufgrund einer Änderung ihres körperlichen oder geistigen Gesundheitszustandes oder im Hinblick auf eine Revision der Beurteilung der Erfüllung der anderen Gewährungsbedingungen.

Ein neuer Antrag auf eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens oder eine Eingliederungsbeihilfe darf ab dem 65. Geburtstag nur für eine Beihilfe eingereicht werden, die der betreffenden Person mit Behinderung an ihrem 65. Geburtstag zu entrichten war und auch nach diesem Datum zu zahlen blieb.

§ 2 - Ein neuer Antrag kann nur für begründet erklärt werden, wenn er sich auf neue Beweiselemente stützt oder wenn er infolge der Abänderung einer Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung eingereicht wird.

§ 3 - Ein infolge eines neuen Antrags gefasster Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der neue Antrag eingereicht worden ist.

Wird der Antrag jedoch binnen drei Monaten nach dem Datum des Eintretens des Sachverhalts, der die Gewährung oder eine Erhöhung der Beihilfe rechtfertigt, oder binnen drei Monaten nach dem Datum, an dem der Antragsteller davon Kenntnis erhalten hat, eingereicht, kann der neue Beschluss am ersten Tag des Monats nach dem erstgenannten Datum und frühestens am ersten Tag des Monats nach demselben Datum wie dem des abzuändernden Beschlusses wirksam werden.

Art. 18 - § 1 - Ein neuer Antrag muss eingereicht werden, wenn es einen Sachverhalt oder ein Element gibt, der/das zu einer Verweigerung oder einer Verringerung des Betrags der Beihilfe führen kann, es sei denn, dieser Sachverhalt oder dieses Element ist auf eine Änderung einer der in Artikel 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnten Angaben zurückzuführen, insofern diese Änderung der zuständigen Gemeindeverwaltung mitgeteilt worden ist.

So fasst der Dienst auch einen neuen Beschluss, wenn er über einen solchen Sachverhalt unterrichtet ist.

§ 2 - Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Datum, an dem der Sachverhalt oder das Element einen Einfluss auf den Betrag der Beihilfe hat.

Wird der neue Antrag vom Betroffenen jedoch binnen drei Monaten nach seinerseitiger Kenntnisnahme des Sachverhalts oder des Elements, der/das zu einem neuen Beschluss führt, eingereicht, wird der neue Beschluss am ersten Tag des Monats nach seiner Notifizierung wirksam.

Art. 19 - Die neuen Anträge werden beim Bürgermeister in der in den Artikeln 5, 6 und 8 bestimmten Weise eingereicht.

Der Bürgermeister händigt dem Antragsteller das in Artikel 7 § 4 Absatz 1 erwähnte Dokument nur in dem Fall aus, wo eine Revision der Beurteilung der Erwerbsfähigkeit oder des Selbstständigkeitsgrades aufgrund einer Änderung des körperlichen oder geistigen Zustands beantragt wird.

Art. 20 - Der neue Antrag wird gemäß den Bestimmungen der Artikel 9 bis 13 untersucht.

Wenn der neue Antrag sich nicht auf die Beurteilung der Erwerbsfähigkeit oder des Selbstständigkeitsgrades bezieht, erfolgt keine neue medizinische Untersuchung.

Abschnitt 2 — Rücknahme des Beschlusses

Art. 21 - Der Dienst kann binnen der Frist für die Einreichung einer Beschwerde vor dem zuständigen Arbeitsgericht oder, wenn eine Beschwerde bereits eingereicht worden ist, bis zur Schließung der Verhandlung seinen Beschluss rückgängig machen und einen neuen fassen:

1. wenn das Anrecht zum Datum, an dem die Beihilfe einsetzt, durch eine Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung abgeändert worden ist,

2. wenn ein neuer Sachverhalt oder neue Beweiselemente, die eine Auswirkung auf die Rechte des Antragstellers haben, im Laufe des Rechtsstreits geltend gemacht werden,

3. wenn festgestellt wird, dass der Verwaltungsbeschluss eine Unregelmäßigkeit oder einen materiellen Irrtum aufweist.

Abschnitt 3 — Untersuchung von Amts wegen

Art. 22 - Wenn festgestellt wird, dass der Beschluss einen Rechtsirrtum oder einen materiellen Irrtum aufweist, fasst der Dienst von Amts wegen einen neuen Beschluss, der an dem Datum wirksam wird, an dem der berichtigte Beschluss hätte wirksam werden müssen.

Unbeschadet der Anwendung von Artikel 21 wird der neue Beschluss im Fall eines auf den Dienst zurückzuführenden Irrtums am ersten Tag des Monats nach seiner Notifizierung wirksam, wenn das Anrecht auf Beihilfe unter dem ursprünglich gewährten Anrecht liegt.

Art. 23 - § 1 - In Abweichung von den Artikeln 18 und 21 wird eine Revision des Anrechts auf Beihilfe von Amts wegen vorgenommen:

1. wenn der Empfänger die in Artikel 4 des Gesetzes erwähnten Bedingungen in Bezug auf die Staatsangehörigkeit oder den Wohnort nicht mehr erfüllt.

Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Empfänger die gestellte Bedingung nicht mehr erfüllt.

2. wenn in der Haushaltszusammensetzung eine Änderung eintritt, die eine Auswirkung auf die in Artikel 6 § 1 des Gesetzes erwähnte Kategorie hat.

Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem die Haushaltszusammensetzung sich ändert.

3. wenn der Empfänger kein Kind mehr zu Lasten hat und dieser Sachverhalt einen Einfluss auf die in Artikel 6 § 1 des Gesetzes erwähnte Kategorie hat.

Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem das Kind nicht mehr zu Lasten ist.

4. wenn das Einkommen aus einer von der Person mit Behinderung tatsächlich geleisteten Arbeit durch in Artikel 7 § 2 des Gesetzes erwähnte Leistungen ersetzt wird.

Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem das Einkommen durch die erwähnte Leistung ersetzt worden ist.

5. am Datum, das in einem früheren Beschluss festgelegt wurde, wenn dieser Beschluss aufgrund von vorläufigen oder sich entwickelnden Elementen gefasst worden ist.

Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Beschluss notifiziert worden ist.

6. fünf Jahre nach dem Datum, an dem der letzte Beschluss zur Gewährung einer Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens oder einer Eingliederungsbeihilfe zum ersten Mal wirksam geworden ist. Diese Revision bezieht sich jedoch nicht auf die Bewertung der Erwerbsfähigkeit oder des Selbstständigkeitsgrades.

Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Beschluss notifiziert worden ist.

7. wenn der Empfänger die Bedingungen in Bezug auf die Erwerbsfähigkeit oder den Selbstständigkeitsgrad nicht mehr erfüllt.

Der neue Beschluss wird wirksam am ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der Beschluss notifiziert worden ist.

§ 2 - Der neue Beschluss darf nicht vor dem Datum des Einsetzens des Beschlusses, durch den zum ersten Mal eine Beihilfe gewährt wird, wirksam werden.

KAPITEL III — *Allgemeine Bestimmungen mit Bezug auf die Zahlung der Beihilfen*

Abschnitt 1 — Zahlungsmodalitäten

Art. 24 - § 1 - Die Beihilfen werden monatlich und in Zwölfteilen ausgezahlt.

Die Auszahlung erfolgt am Wohnort der Person mit Behinderung.

§ 2 - Die Auszahlung der Beihilfen erfolgt bei einem Finanzinstitut durch Überweisung auf ein Konto, das dort auf den Namen des Empfängers eröffnet worden ist oder für das der Empfänger eine Vollmacht hat.

Unter den im vorhergehenden Absatz erwähnten Finanzinstituten sind zu verstehen:

1. die in Belgien ansässigen Banken,
2. die in Artikel 13 Absatz 2 Buchstaben *b*) und *c*) des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute erwähnten Institute,
3. die Post.

Die Person, an die die Beihilfe ausgezahlt wird, erklärt sich damit einverstanden, dass infolge ihres Todes oder ihres Umzugs ins Ausland unrechtmäßig ausgezahlte Beträge bei dem das Finanzkonto verwaltenden Institut zurückgefordert werden können.

§ 3 - In Abweichung von § 2 werden die Beihilfen ausgezahlt:

1. an den Vormund, wenn der Empfänger entmündigt ist,
2. an die Person, die die elterliche Gewalt ausübt, wenn der Empfänger ein Minderjähriger ist, der ausschließlich der elterlichen Gewalt untersteht, oder wenn es sich entweder um einen Minderjährigen oder um einen Volljährigen handelt, der in Anwendung von Artikel 487bis des Zivilgesetzbuches unter das Statut der verlängerten Minderjährigkeit gestellt worden ist,
3. an den Vormund, wenn es sich um einen Minderjährigen handelt, der entweder ausschließlich der Vormundschaft oder gleichzeitig der elterlichen Gewalt und der Vormundschaft untersteht, oder wenn es sich entweder um einen Minderjährigen oder um einen Volljährigen handelt, der in Anwendung von Artikel 487bis des Zivilgesetzbuches unter das Statut der verlängerten Minderjährigkeit gestellt worden ist,

4. an den in Anwendung von Artikel 1246 des Gerichtsgesetzbuches bestimmten vorläufigen Verwalter, wenn die Entmündigung des Empfängers beantragt worden ist,

5. an den von der Gesellschaftsschutzkommission oder in Anwendung von Artikel 29 des Gesetzes vom 1. Juli 1964 vom Friedensrichter bestimmten vorläufigen Verwalter,

6. an den vorläufigen Verwalter, der vom Friedensrichter in Anwendung von Artikel 488*bis* Buchstabe *b*) § 1 des Zivilgesetzbuches bestimmt wird.

In den im vorhergehenden Absatz erwähnten Fällen erfolgt die Auszahlung auf ein auf den Namen der Person mit Behinderung eröffnetes Konto, für das der bestimmte vorläufige Verwalter, der Vormund oder das Elternteil eine Vollmacht hat.

§ 4 - In Abweichung von § 2 und auf ausdrücklichen und mit Gründen versehenen Antrag des Empfängers kann die Auszahlung auch per Postscheckanweisungen erfolgen, deren Betrag zu Hause zu Händen des Empfängers zahlbar ist.

Art. 25 - In Abweichung von Artikel 24 § 1 erfolgt die Auszahlung von im Laufe des Jahres fällig gewordenen Beträgen jährlich im Dezember durch Postscheckanweisung, wenn der pro Monat auszuzahlende Gesamtbetrag unter 11,45 EUR liegt.

Vorerwählter Betrag ist gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Löhne, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Entlohnungsgrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden, an den Schwellenindex 103,14 (Basis 1996 = 100) der Verbraucherpreise gebunden.

Art. 26 - Der Betrag der zu zahlenden Beihilfen wird festgelegt, ohne Euro-Bruchteilen unter fünfzig Hundertstel eines Cents Rechnung zu tragen. Euro-Bruchteile von fünfzig Hundertsteln eines Cents oder darüber werden als ein Cent berechnet. Die Rundung auf den Euro erfolgt auf dem zu zahlenden Monatsbetrag.

Abschnitt 2 — Zahlung von Vorschüssen

Art. 27 - Im Fall der Anwendung von Artikel 7 § 4 des Gesetzes muss die den Vorschuss beantragende Person angeben, auf welche Leistungen oder Entschädigungen sie einen Vorschuss erhalten möchte und von wem und für welchen Zeitraum diese Leistungen oder Entschädigungen ihrer Ansicht nach geschuldet werden.

Sie muss auch mitteilen, ob die Einrichtungen, die die Leistungen oder Entschädigungen schulden, Vorschüsse gewährt haben.

Außerdem muss sie den Dienst benachrichtigen, sobald sie diese Leistungen oder Entschädigungen erhält.

Der Vorschuss wird nicht für Zeiträume vor der Antragstellung gewährt.

Er wird bis in Höhe der Beträge der Beihilfe, auf die die Person mit Behinderung Anspruch erheben kann, gewährt.

Abschnitt 3 — Zahlungsbedingungen

Art. 28 - Die Beihilfen werden Personen mit Behinderung, die in einem Gefängnis inhaftiert oder in einer Einrichtung zum Schutz der Gesellschaft interniert sind, während ihrer Haft oder ihrer Internierung nicht ausgezahlt.

Die Betroffenen können jedoch ihr Anrecht auf Beihilfen für die Dauer der Untersuchungshaft geltend machen, vorausgesetzt, sie können nachweisen, dass sie durch eine rechtskräftig gewordene gerichtliche Entscheidung für die Straftat, die zu dieser Untersuchungshaft geführt hat, freigesprochen worden sind. Gleiches gilt bei einem Einstellungsbeschluss oder einer Entlassung aus der Sache.

Abschnitt 4 — Rückforderung unrechtmäßig erhaltener Beihilfen

Art. 29 - In befolgenswerten Fällen kann der Minister nach Stellungnahme des Sozialhilfeausschusses für Personen mit Behinderung ganz oder teilweise auf die Rückforderung unrechtmäßig ausgezahlter Beihilfen verzichten, wenn dem Schuldner keinerlei Fehler oder Fahrlässigkeit vorzuwerfen ist.

Der Minister geht nicht zur Rückforderung unrechtmäßig ausgezahlter Beihilfen über, wenn der unrechtmäßig ausgezahlte Betrag unter 335,00 EUR liegt, unter der Bedingung, dass der Schuldner weder betrogen, noch gestohlen oder betrügerisch gehandelt hat und dass fällige noch nicht ausgezahlte rückständige Beträge von Beihilfen für Personen mit Behinderung nicht zur Verfügung stehen. Wenn solche Beträge zur Verfügung stehen, kommt es zur Aufrechnung.

Vorerwählter Betrag ist gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Löhne, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Entlohnungsgrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden, an den Schwellenindex 103,14 (Basis 1996 = 100) der Verbraucherpreise gebunden.

Art. 30 - Der Antrag auf Verzichtserklärung erfolgt per Einschreiben.

Erfolgt der Antrag durch einfachen Brief, beginnt die in Artikel 16 § 6 des Gesetzes erwähnte Frist ab dem Datum des Empfangs des Briefes durch den Dienst.

Art. 31 - Der Sozialhilfeausschuss für Personen mit Behinderung umfasst eine französischsprachige und eine niederländischsprachige Abteilung.

Jede Abteilung hat einen Präsidenten und sieben Mitglieder, die aufgrund ihrer Teilnahme an Tätigkeiten von Einrichtungen, die sich um Personen mit Behinderung kümmern, oder aufgrund ihrer Tätigkeit im sozialen Bereich eigens dafür qualifiziert sind.

Die Präsidenten und Mitglieder werden von Uns für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt.

Wenn ein Präsident oder ein Mitglied als Ersatzperson ernannt worden ist für einen Präsidenten oder ein Mitglied, der beziehungsweise das verstorben oder ausgeschieden ist, führt er/es das betreffende Mandat zu Ende.

Ein den Minister vertretender Beamter nimmt mit beratender Stimme an den Versammlungen teil.

Das Sekretariat einer jeden Abteilung wird von einem vom Minister bestimmten Beamten wahrgenommen.

Art. 32 - Der Ausschuss gibt binnen dreißig Tagen nach Vorlegung der Fälle durch das Sekretariat seine Stellungnahme ab.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Art. 33 - Die Präsidenten, die Mitglieder und der Beamte, der den Minister vertritt, haben ein Anrecht auf Anwesenheitsgeld. Die Sekretäre erhalten eine Entschädigung.

Die Beträge des Anwesenheitsgeldes und der Entschädigung sind dieselben wie die für den Nationalen Hohen Rat für Personen mit Behinderung.

Die Präsidenten und die Mitglieder des Ausschusses erhalten gegebenenfalls Aufenthaltsentschädigungen und die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten gemäß der Regelung, die auf Beamte der Ministerien im Rang 13 anwendbar ist.

KAPITEL IV — Zahlung der fälligen zum Zeitpunkt des Todes des Empfängers nicht ausgezahlten Beihilfen

Art. 34 - Stirbt der Empfänger der Beihilfe, werden fällige noch nicht ausgezahlte rückständige Beträge von Amts wegen an den Ehepartner oder an die Person, mit der der Empfänger im Rahmen eines Vertrags über das gesetzliche Zusammenwohnen einen Haushalt bildete, ausgezahlt, sofern er/sie zum Zeitpunkt des Todes tatsächlich mit dem Empfänger zusammenwohnte.

Gibt es den in Absatz 1 erwähnten Ehepartner beziehungsweise die in Absatz 1 erwähnte Person nicht, werden fällige noch nicht ausgezahlte rückständige Beträge einschließlich des Betrags für den Todesmonat, sofern der Empfänger an dem im nationalen Aufrechnungssystem geltenden Zahlungsdatum oder, bei Zahlungen durch Postscheckanweisung, am Tag der Ausstellung dieser Anweisung nicht schon verstorben war, folgenden Personen in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

1. den Kindern, mit denen der Empfänger zum Zeitpunkt seines Todes zusammenlebte,
2. dem Vater und der Mutter, mit denen der Empfänger zum Zeitpunkt seines Todes zusammenlebte,
3. jeglicher Person, mit der der Empfänger zum Zeitpunkt seines Todes zusammenlebte,
4. der Person, die sich an den Krankenhauskosten beteiligt hat,
5. der Person, die die Bestattungskosten getragen hat.

Die fälligen rückständigen Beträge, die einem verstorbenen Empfänger nicht ausgezahlt worden sind, werden dem in Absatz 1 erwähnten Berechtigten und, wenn es diesen Berechtigten nicht gibt, den in Absatz 2 Nr. 1 erwähnten Berechtigten und, wenn es auch diese nicht gibt, den in Absatz 2 Nr. 2 erwähnten Berechtigten von Amts wegen ausgezahlt.

Die anderen oben erwähnten Berechtigten, die die Auszahlung der einem verstorbenen Empfänger nicht ausgezahlten fälligen rückständigen Beträge zu ihren Gunsten verlangen, müssen einen Antrag beim Minister einreichen.

Der datierte und unterzeichnete Antrag wird auf einem Formular gestellt, das dem vom Dienst festgelegten Muster entspricht. Der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Verstorbene seinen Hauptwohntort hatte, oder der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Verstorbene mit einer der in Absatz 2 Nr. 3 erwähnten Personen lebte, bescheinigt die Richtigkeit der auf diesem Formular erteilten Auskünfte und zeichnet das Formular gegen. Die in Absatz 2 Nr. 4 und Nr. 5 erwähnten Personen können den Antrag vom Bürgermeister ihres Hauptwohntortes unterzeichnen lassen.

Zur Vermeidung des Ausschlusses müssen die Anträge auf Auszahlung rückständiger Beträge innerhalb einer sechsmonatigen Frist eingereicht werden.

Diese Frist läuft ab dem Todestag des Empfängers oder ab dem Versanddatum der Notifizierung des Beschlusses, wenn die Notifizierung nach dem Tod erfolgt ist.

Geht die Notifizierung an den Absender zurück, weil der Empfänger verstorben ist, wird dem Bürgermeister der Gemeinde, in der der Verstorbene seinen Hauptwohntort hatte, eine erneute Notifizierung zugesandt. Der Bürgermeister läßt diese Notifizierung der Person zukommen, die aufgrund von Absatz 1 oder 2 für die Auszahlung der rückständigen Beträge in Betracht kommt.

KAPITEL V — Aufhebungsbestimmungen

Abschnitt 1 — Aufhebungen im Königlichen Erlass vom 6. Juli 1987 über die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens und die Eingliederungsbeihilfe

Art. 35 - Die Artikel 1bis, 10 bis 27, 29 bis 31 und 33 bis 38 des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1987 über die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens und die Eingliederungsbeihilfe werden aufgehoben.

Abschnitt 2 — Aufhebungen im Königlichen Erlass vom 5. März 1990 über die Beihilfe zur Unterstützung von Betagten

Art. 36 - Die Artikel 1bis, 25 bis 46 und 48 bis 50bis des Königlichen Erlasses vom 5. März 1990 über die Beihilfe zur Unterstützung von Betagten werden aufgehoben.

KAPITEL VI — *In-Kraft-Treten*

Art. 37 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Juli 2003 in Kraft, außer Artikel 34, der am 1. Januar 2003 in Kraft tritt.

Art. 38 - Unser Minister der Sozialen Angelegenheiten ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 22. Mai 2003

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Sozialen Angelegenheiten
F. VANDENBROUCKE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2004 — 4150

[C — 2004/00525]

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 11 juni 2004 betreffende consumptie-ijs

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 11 juni 2004 betreffende consumptie-ijs, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 11 juni 2004 betreffende consumptie-ijs.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2004 — 4150

[C — 2004/00525]

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 11 juin 2004 relatif aux glaces de consommation

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 11 juin 2004 relatif aux glaces de consommation, établi par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 11 juin 2004 relatif aux glaces de consommation.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

Bijlage — Annexe

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST VOLKSGESUNDHEIT, SICHERHEIT DER NAHRUNGSMITTELKETTE UND UMWELT UND FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST WIRTSCHAFT, KMB, MITTELSTAND UND ENERGIE**11. JUNI 2004 — Königlicher Erlass über Speiseeis**

ALBERT II., König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und anderer Waren, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1991 über die Handelspraktiken sowie die Aufklärung und den Schutz der Verbraucher, insbesondere der Artikel 7 bis 12, des Artikels 13, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Mai 1999, und der Artikel 14 und 124;

Aufgrund der Richtlinie 92/46/EWG des Rates vom 16. Juni 1992 mit Hygienevorschriften für die Herstellung und Vermarktung von Rohmilch, wärmebehandelter Milch und Erzeugnissen auf Milchbasis;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1976 über Speiseeis, Mischungen und Grundzubereitungen für Speiseeis, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 2. Oktober 1980, 27. April 1987 und 9. Februar 1990;

In der Erwägung, dass die Formalitäten, die durch die Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft vorgeschrieben werden, erfüllt wurden;

Aufgrund der Stellungnahme des Hohen Rates für Selbständige und KMB vom 16. November 2000;

Aufgrund der Stellungnahme des Wissenschaftlichen Ausschusses der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vom 11. Januar 2001;

Aufgrund der Stellungnahme des Beratenden Ausschusses für Lebensmittel vom 29. Januar 2001;

Aufgrund der Stellungnahme des Verbraucherrates vom 27. Juni 2001;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 36.424/1 des Staatsrates vom 29. Januar 2004, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Volksgesundheit, Unseres Ministers der Wirtschaft und Unseres Ministers des Mittelstands

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind nicht anwendbar auf Erzeugnisse, die rechtmäßig in anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder in der Türkei oder in den Unterzeichnerstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums hergestellt und/oder vertrieben werden, unbeschadet des Artikels 30 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist zu verstehen unter:

1. Speiseeis: die Gesamtheit der in Nr. 2 bis 6 erwähnten Erzeugnisse,
2. Eiscrème: Erzeugnis, das durch Einfrieren einen festen oder pastenartigen Zustand angenommen hat, das dazu bestimmt ist, in gefrorenem Zustand verzehrt zu werden, und das sich hauptsächlich aus fettfreier Milchtrockenmasse, MilCHFett, Zucker und Trinkwasser zusammensetzt und andere Lebensmittel enthalten kann, die als zusätzliche Zutaten hinzugefügt werden, unter Ausschluss von anderen Fetten als MilCHFetten,
3. Milcheis: das in Nr. 2 erwähnte Erzeugnis, aber mit einem niedrigeren MilCHFettgehalt,
4. Eis: Erzeugnis, das durch Einfrieren einen festen oder pastenartigen Zustand angenommen hat, das dazu bestimmt ist, in gefrorenem Zustand verzehrt zu werden, und das sich hauptsächlich aus Trinkwasser und/oder Magermilch, Zucker, essbaren Ölen und essbaren Fetten zusammensetzt und dem andere Lebensmittel als zusätzliche Zutaten hinzugefügt werden dürfen,
5. Wassereis: Erzeugnis, das durch Einfrieren einen festen oder pastenartigen Zustand angenommen hat, das dazu bestimmt ist, in gefrorenem Zustand verzehrt zu werden, und das sich hauptsächlich aus Trinkwasser und Zucker zusammensetzt und dem andere Lebensmittel als zusätzliche Zutaten hinzugefügt werden dürfen,
6. Sorbet: das in Nr. 5 erwähnte Erzeugnis mit Zusatz von Früchten, Wein, aromatisiertem Wein oder alkoholischen Getränken, das folgende Merkmale aufweist:
 - a) für Fruchtsorbet: Fruchtanteil von mindestens 25 Prozent, wobei der Fruchtanteil aus den essbaren Teilen der Frucht oder der entsprechenden Saft-, Extrakt- oder Konzentratmenge oder der entsprechenden getrockneten Menge besteht. In Abweichung hiervon kann bei Sorbets aus Zitrusfrüchten, den so genannten sauren Früchten, mit einem titrierbaren Säuregehalt im Saft von mindestens 2,5 Prozent, berechnet als Zitronensäure, und bei Sorbets mit exotischen oder speziellen Früchten mit starkem Geschmack oder in pastenartigem Zustand der Fruchtanteil auf 15 Prozent gesenkt werden,
 - b) für Sorbet mit Wein oder aromatisiertem Wein oder alkoholischen Getränken: Zusatz einer ausreichenden Menge Weins, aromatisierten Weins oder alkoholischer Getränke, auf die verwiesen wird und die dem Erzeugnis organoleptische Eigenschaften verleiht, die diesem Zusatz eigen sind.

Art. 3 - § 1 - Bei der Herstellung oder Zubereitung von Speiseeis muss die Mischung einer wirksamen Wärmebehandlung oder jedem anderen geeigneten Verfahren mit gleicher Wirkung unterzogen werden.

§ 2 - Nach Einfrieren muss das Speiseeis bei einer Temperatur gelagert werden, die sowohl im Innern als auch in jedem anderen Teil des Erzeugnisses tief genug ist, um die organoleptischen und mikrobiologischen Eigenschaften beizubehalten.

Das Erzeugnis ist bei einer konstanten Temperatur von - 18 °C oder weniger im gesamten Erzeugnis aufzubewahren, wobei während der Beförderung, beim örtlichen Vertrieb und in den Tiefkühltruhen gegebenenfalls kurze Temperaturschwankungen von höchstens 3 °C nach oben auftreten dürfen.

In Abweichung hiervon muss das Erzeugnis im Wandergewerbe und bei Verkauf für den unmittelbaren Verzehr bei einer konstanten Temperatur von - 9 °C oder weniger im gesamten Erzeugnis aufbewahrt werden.

Art. 4 - Es ist verboten, folgende Erzeugnisse herzustellen und in den Verkehr zu bringen:

1. vorverpacktes oder nicht vorverpacktes Speiseeis:

- a) das die in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Anforderungen nicht erfüllt,
- b) das die in der Anlage unter Buchstabe A vorgesehenen Zusammensetzungsanforderungen nicht erfüllt,
- c) das die in der Anlage unter Buchstabe B vorgesehenen hygienischen Anforderungen nicht erfüllt,

2. vorverpacktes Speiseeis:

a) dessen Verpackung dermaßen beschädigt ist, dass der Inhalt mikrobiellen oder anderen Verunreinigungen ausgesetzt werden kann,

b) das in einem Kühlraum, Kühlfahrzeug oder Tiefkühlraum zusammen mit anderen Lebensmitteln aufbewahrt wird, wenn das Speiseeis nicht vor externen Faktoren geschützt ist, die seine organoleptischen Eigenschaften oder seinen mikrobiologischen Zustand beeinflussen können.

Art. 5 - Vorverpacktes und nicht vorverpacktes Speiseeis darf ausschließlich und muss bei seiner Inverkehrbringung anhand einer der in Artikel 2 Nr. 2 bis 6 vorgesehenen Bezeichnungen gemäß der entsprechenden Begriffbestimmung in vorerwähntem Artikel benannt werden.

Art. 6 - Es ist verboten, vorverpacktes oder nicht vorverpacktes Speiseeis, dessen Gewicht pro Liter weniger als 450 Gramm beträgt, in den Verkehr zu bringen.

Art. 7 - Verstöße gegen die Bestimmungen der Artikel 3, 4 und 5 des vorliegenden Erlasses werden gemäß dem Gesetz vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und anderer Waren ermittelt, verfolgt und bestraft.

Art. 8 - Verstöße gegen die Bestimmungen von Artikel 6 des vorliegenden Erlasses werden gemäß dem Gesetz vom 14. Juli 1991 über die Handelspraktiken sowie die Aufklärung und den Schutz der Verbraucher ermittelt, verfolgt und bestraft.

Art. 9 - Der Königliche Erlass vom 28. Oktober 1976 über Speiseeis, Mischungen und Grundzubereitungen für Speiseeis, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 2. Oktober 1980, 27. April 1987 und 9. Februar 1990, wird aufgehoben.

Art. 10 - Unser Minister der Volksgesundheit, Unser Minister der Wirtschaft und Unser Minister des Mittelstands sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 11. Juni 2004

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Volksgesundheit
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Wirtschaft
Frau F. MOERMAN

Die Ministerin des Mittelstands
Frau S. LARUELLE

ANLAGE

A. Besondere Anforderungen an die Zusammensetzung von Speiseeis

	Mindestgehalte in Gewichtsprozenten		
	Milchfett	Fettfreie Milchtrockenmasse	Milcheiweiße
1. Eiscreme	8	-	2,5
2. Milcheis	2,5	5	-

B. Hygienische Anforderungen an Speiseeis

1. Abwesenheit von Phosphatase

2. Mikrobiologische Kriterien für Speiseeis

a) Verbindliche Kriterien (Krankheitserreger)

	<i>Listeria monocytogenes</i>	<i>Salmonella</i> spp.
Speiseeis	in 1 Gramm nicht vorhanden n=5 und c=0	in 25 Gramm nicht vorhanden n=5 und c=0

Neben den angeführten Keimen dürfen auch keine anderen Krankheitserreger und ihre Toxine im Speiseeis vorhanden sein.

b) Richtkriterien (Hygienemangel-Nachweiseime)

	<i>Staphylococcus aureus</i> (/g)
Speiseeis	m=10 M=100 n=5 c=2

c) Leitlinien

	Produktion, Vertrieb		Portionierung	
	Coliforme Keime bei 30 °C (/g)	Keimzahl bei 30 °C (/g)	Coliforme Keime bei 30 °C (/g)	Keimzahl bei 30 °C (/g)
Speiseeis	m=10 M=100 n=5 c=2	m=100 000 M=500 000 n=5 c=2	m=50 M=500 n=5 c=2	m=100 000 M=500 000 n=5 c=2

Die Kriterien «Produktion, Vertrieb» sind auf Erzeugnisse, die den Erzeugerbetrieb verlassen, und auf vorverpackte Einheiten, die in Einzelhandelsgeschäften vertrieben werden, anwendbar.

Die Kriterien «Portionierung» sind auf Erzeugnisse, die im Hinblick auf den unmittelbaren Verkauf an den Endverbraucher fraktioniert oder behandelt werden, anwendbar.

n ist die Anzahl der Proben.

m ist der Schwellenwert für die Keimzahl; das Ergebnis gilt als zufriedenstellend, wenn die Keimzahl jeder einzelnen Probe den Wert «m» nicht übersteigt.

M ist der Höchstwert für die Keimzahl; das Ergebnis gilt als nicht zufriedenstellend, wenn die Keimzahl einer oder mehrerer Proben den Wert «M» erreicht oder überschreitet.

c ist die Anzahl der Proben mit einer Keimzahl zwischen «m» und «M»; das Ergebnis gilt als akzeptabel, wenn die Keimzahl der übrigen Proben höchstens den Wert «m» erreicht.

Gesehen, um Unserem Erlass vom 11. Juni 2004 beigefügt zu werden

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Volksgesundheit
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Wirtschaft
Frau F. MOERMAN

Die Ministerin des Mittelstands
Frau S. LARUELLE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 september 2004.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 septembre 2004.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2004 — 4151

[C — 2004/00526]

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 tot uitvoering van artikel 45, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van de artikelen 1, 27 en 48 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 tot uitvoering van artikel 45, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmédy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van de artikelen 1, 27 en 48 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 tot uitvoering van artikel 45, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2004 — 4151

[C — 2004/00526]

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de certaines dispositions de l'arrêté royal du 25 mars 2003 portant exécution de l'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande des articles 1^{er}, 27 et 48 de l'arrêté royal du 25 mars 2003 portant exécution de l'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, établi par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmédy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande des articles 1^{er}, 27 et 48 de l'arrêté royal du 25 mars 2003 portant exécution de l'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Bijlage — Annexe

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST FINANZEN

25. MÄRZ 2003 — Königlicher Erlass zur Ausführung von Artikel 45 § 2 des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen

ALBERT II., König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen, insbesondere der Artikel 45 § 2 und 148;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 18. März 2003, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Finanzen und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

KAPITEL I — *Abänderungen des Gesetzes vom 2. August 2002
über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen*

Artikel 1 - Im Gesetz vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen werden die Wörter «Kommission für das Bank- und Finanzwesen» durch die Wörter «Kommission für das Bank-, Finanz- und Versicherungswesen» und die Abkürzung «CBF» durch die Abkürzung «CBFA» ersetzt.

(...)

KAPITEL II — *Verschiedene Abänderungsbestimmungen*

(...)

Art. 27 - Im Gesetz vom 4. August 1992 über den Hypothekarkredit und in seinen Ausführungserlassen und -ordnungen werden die Begriffe «Versicherungskontrollamt», «Kontrollamt» und «Amt» durch die Abkürzung «CBFA» ersetzt, außer in Artikel 38, der wie folgt ersetzt wird:

« Art. 38 - Die Kontrolle wird von der in Artikel 44 des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen erwähnten Kommission für das Bank-, Finanz- und Versicherungswesen, abgekürzt CBFA, ausgeübt.»

(...)

Art. 48 - Unser Minister der Finanzen ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 25. März 2003

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Finanzen

D. REYNDERS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2004 — 4152

[C - 2004/00527]

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 juli 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 juli 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen, opge maakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmédy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 juli 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2004 — 4152

[C - 2004/00527]

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 juillet 2004 modifiant l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 juillet 2004 modifiant l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées, établi par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmédy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 juillet 2004 modifiant l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Bijlage — Annexe

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST JUSTIZ

12. JULI 2004 — Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 26. Juni 2003 über die Offenlegung von Urkunden und Unterlagen von Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Privatstiftungen

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen, insbesondere des Artikels 26novies; Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 14. Juni 2004;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 37.445/2 des Staatsrates vom 7. Juli 2004, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Justiz

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - In Artikel 6 § 2 des Königlichen Erlasses vom 26. Juni 2003 über die Offenlegung von Urkunden und Unterlagen von Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Privatstiftungen wird die Ziffer «6» durch die Ziffer «5» ersetzt.

Art. 2 - Artikel 6 § 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Die Zahlung der Kosten für die Veröffentlichung von Urkunden, Auszügen aus Urkunden, Unterlagen und Vermerken in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* erfolgt per Scheck, der auf den Namen des *Belgischen Staatsblattes* ausgestellt und auf ein in Belgien angesiedeltes Kreditinstitut gezogen wird, das keine Gemeindesparkasse ist und auf das das Gesetz vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute anwendbar ist, per Postanweisung oder per Banküberweisung oder -einzahlung. Die Zahlungsmittel werden der für das *Belgische Staatsblatt* beigefügten Unterlage beigefügt.

Wenn die Zahlung per Banküberweisung oder -einzahlung erfolgt, besteht der Nachweis dafür entweder aus einer Kopie des Formulars der Überweisung oder der Einzahlung auf das Konto des *Belgischen Staatsblattes*, auf dem der Stempel des Finanzinstituts, das die Übertragung getätigt hat, angebracht ist, oder aus jeder anderen Unterlage, in der bescheinigt wird, dass die Zahlung tatsächlich erfolgt ist.

Bei der Zahlung per Banküberweisung oder -einzahlung muss als Mitteilung im Fall einer Änderungsurkunde die Unternehmensnummer oder im Fall einer Gründungsurkunde der Name und die Anschrift des Sitzes vermerkt werden.

Bei elektronischer Hinterlegung werden die Modalitäten für die Zahlung der Veröffentlichungskosten vom Minister der Justiz festgelegt.»

Art. 3 - Unser Minister der Justiz ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 12. Juli 2004

ALBERT

Von Königs wegen:

Die Ministerin der Justiz
Frau L. ONKELINX

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2004 — 4153

[C — 2004/00529]

21 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 2 december 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 2 december 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2004 — 4153

[C — 2004/00529]

21 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 2 décembre 2003 modifiant l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 2 décembre 2003 modifiant l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, établi par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 2 december 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 2 décembre 2003 modifiant l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Bijlage — Annexe

**FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST BESCHÄFTIGUNG, ARBEIT
UND SOZIALE KONZERTIERUNG**

2. DEZEMBER 2003 — Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die Externen Dienste für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit, insbesondere der Artikel 40 § 3 und 41;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die Externen Dienste für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, insbesondere des Artikels 2, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 2002, und des Artikels 3;

Aufgrund der Stellungnahme des Hohen Rates für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz vom 28. Februar 2003;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 35.429/1 des Staatsrates vom 15. Mai 2003;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Beschäftigung und Unseres Staatssekretärs für die Arbeitsorganisation und das Wohlbefinden auf der Arbeit

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die Externen Dienste für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 2002, wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«In Abweichung von Absatz 1 kann der Arbeitgeber für jede eingerichtete technische Betriebseinheit einen anderen Externen Dienst in Anspruch nehmen. In jeder technischen Betriebseinheit führt ein einziger Externer Dienst die Gesamtheit der in Absatz 1 erwähnten Aufträge aus.»

Art. 2 - Artikel 3 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Arbeitgeber, der auf eigene Initiative oder auf Antrag des Ausschusses beschließt, entweder mehr als einen Externen Dienst in Anspruch zu nehmen oder einem Externen Dienst Aufträge des Internen Dienstes anzuvertrauen oder Aufträge, die einem Externen Dienst erteilt worden waren, durch den Internen Dienst ausführen zu lassen oder den Externen Dienst zu wechseln, holt vorher die Stellungnahme des oder der zuständigen Ausschüsse ein.»

Art. 3 - Unser Minister der Beschäftigung und Unser Staatssekretär für die Arbeitsorganisation und das Wohlbefinden auf der Arbeit sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 2. Dezember 2003

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Beschäftigung
F. VANDENBROUCKE

Die Staatssekretärin für die Arbeitsorganisation und das Wohlbefinden auf der Arbeit
Frau K. VAN BREMPT

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2004 — 4154

[C - 2004/03414]

13 OKTOBER 2004. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 juni 2000 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 17 februari 2000 betreffende de beperkende maatregelen tegen de Taliban van Afghanistan

De Minister van Financiën,

Gelet op de Verordening (EG) nr. 881/2002 van de Raad van 27 mei 2002 tot vaststelling van bepaalde specifieke beperkende maatregelen tegen sommige personen en entiteiten die banden hebben met Usama bin Laden, het Al Qa'ida-netwerk en de Taliban, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 467/2001 van de Raad tot instelling van een verbod op de uitvoer van bepaalde goederen en diensten naar Afghanistan, tot versterking van het verbod op vluchten en de bevrozing van tegoeden en andere financiële middelen ten aanzien van de Taliban van Afghanistan;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1728/2004 van de Commissie van 1 oktober 2004 tot achtendertigste wijziging van Verordening (EG) nr. 881/2002 van de Raad tot vaststelling van bepaalde specifieke beperkende maatregelen tegen sommige personen en entiteiten die banden hebben met Usama bin Laden, het Al Qa'ida-netwerk en de Taliban, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 467/2001 van de Raad;

Gelet op de resolutie 1267 (1999) aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties op 15 oktober 1999 en in werking getreden op 14 november 1999;

Gelet op de resolutie 1333 (2000) aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties op 19 december 2000 en in werking getreden op 19 januari 2001;

Gelet op de resolutie 1390 (2002) aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties op 16 januari 2002;

Gelet op de resolutie 1452 (2002) aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties op 20 december 2002;

Gelet op de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties, inzonderheid op de artikelen 1 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2000 betreffende de beperkende maatregelen tegen de Taliban van Afghanistan, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juni 2000 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 17 februari 2000 betreffende de beperkende maatregelen tegen de Taliban van Afghanistan, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 23 november 2001, 1 juli, 26 en 27 september, 24 en 30 oktober, 12 en 14 november, 10 december 2002, 31 januari, 14 en 19 februari, 7, 13, 14 en 17 maart, 23 april, 18 en 23 juni, 17 juli, 11 september, 6 en 27 oktober, 3, 8 en 23 december 2003, 27 januari, 6 en 17 februari, 16 maart, 6 en 23 april, 26 mei, 1 juni, 13 en 30 juli, 2 augustus 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe samenvattende lijst opgesteld bij toepassing van de resoluties 1267 (1999), 1333 (2000) en 1390 (2002) van de Veiligheidsraad op 28 september 2004 aangepast werd door de Mededeling SC/8200 en dat dit de wijziging voor gevolg heeft van de geconsolideerde lijst van entiteiten en/of personen beoogd door de maatregelen van het koninklijk besluit van 17 februari 2000 betreffende de beperkende maatregelen tegen de Taliban van Afghanistan;

Overwegende dat het aangewezen is onverwijld deze maatregelen te nemen opdat België zou voldoen aan zijn internationale verplichtingen terzake middels de voormelde lijst aan te passen,

Besluit :

Artikel 1. De geconsolideerde lijst van personen en/of entiteiten, beoogd door de resoluties 1267 (1999), 1333 (2000) en 1390 (2002), zoals ze vastgesteld werd door het Comité van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties, gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 juni 2000 gewijzigd op 1 juli, 26 en 27 september, 24 en 30 oktober, 12 en 14 november, 10 december 2002, 31 januari, 14 en 19 februari, 7, 13, 14 en 17 maart, 23 april, 18 en 23 juni, 17 juli, 11 september, 6 en 27 oktober, 3, 8 en 23 december 2003, 27 januari, 6 en 17 februari, 16 maart, 6 en 23 april, 26 mei, 1 juni, 13 en 30 juli, 2 augustus 2004 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 17 februari 2000 betreffende de beperkende maatregelen tegen de Taliban van Afghanistan, wordt door de lijst in bijlage van dit besluit gewijzigd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2004 — 4154

[C - 2004/03414]

13 OCTOBRE 2004. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 15 juin 2000 d'exécution de l'arrêté royal du 17 février 2000 relatif aux mesures restrictives à l'encontre des Talibans d'Afghanistan

Le Ministre des Finances,

Vu le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Talibans et abrogeant le règlement (CE) n° 467/2001 du Conseil interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols et étendant le gel des fonds et autres ressources financières décidés à l'encontre des Talibans d'Afghanistan;

Vu le règlement (CE) n° 1728/2004 de la Commission du 1^{er} octobre 2004 modifiant pour la trente-huitième fois le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Talibans, et abrogeant le règlement n° 467/2001 du Conseil;

Vu la résolution 1267 (1999) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 15 octobre 1999 et entrée en vigueur le 14 novembre 1999;

Vu la résolution 1333 (2000) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 19 décembre 2000 et entrée en vigueur le 19 janvier 2001;

Vu la résolution 1390 (2002) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 16 janvier 2002;

Vu la résolution 1452 (2002) adoptée par le Conseil de sécurité le 20 décembre 2002;

Vu la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, notamment les articles 1^{er} et 4;

Vu l'arrêté royal du 17 février 2000 relatif aux mesures restrictives à l'encontre des Talibans d'Afghanistan, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juin 2000 d'exécution de l'arrêté royal du 17 février 2000 relatif aux mesures restrictives à l'encontre des Talibans d'Afghanistan, modifié par les arrêtés ministériels des 23 novembre 2001, 1^{er} juillet, 26 et 27 septembre, 24 et 30 octobre, 12 et 14 novembre, 10 décembre 2002, 31 janvier, 14 et 19 février, 7, 13, 14 et 17 mars, 23 avril, 18 et 23 juin, 17 juillet, 11 septembre, 6 et 27 octobre, 3, 8 et 23 décembre 2003, 27 janvier, 6 et 17 février, 16 mars, 6 et 23 avril, 26 mai, 1^{er} juin, 13 et 30 juillet, 2 août 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nouvelle liste récapitulative établie en application des résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1390 (2002) du Conseil de sécurité a été modifiée le 28 septembre 2004 par la Communication SC/8200 et que ceci a comme conséquence la modification de la liste consolidée des entités et/ou des personnes visées par les mesures de l'arrêté royal du 17 février 2000 relatif aux mesures restrictives à l'encontre des Talibans d'Afghanistan;

Considérant qu'il convient de prendre ces mesures sans tarder afin que la Belgique satisfasse à ses obligations internationales en la matière, en adaptant la liste précitée,

Arrête :

Article 1^{er}. La liste consolidée des personnes et/ou entités visées par les résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1390 (2002), telle que définie par le Comité du Conseil de sécurité des Nations unies, annexée à l'arrêté ministériel du 15 juin 2000 modifié les 1^{er} juillet, 26 et 27 septembre, 24 et 30 octobre, 12 et 14 novembre, 10 décembre 2002, 31 janvier, 14 et 19 février, 7, 13, 14 et 17 mars, 23 avril, 18 et 23 juin, 17 juillet, 11 septembre, 6 et 27 octobre, 3, 8 et 23 décembre 2003, 27 janvier, 6 et 17 février, 16 mars, 6 et 23 avril, 26 mai, 1^{er} juin, 13 et 30 juillet, 2 août 2004 d'exécution de l'arrêté royal du 17 février 2000 relatif aux mesures restrictives à l'encontre des Talibans d'Afghanistan, est modifiée par la liste annexée au présent arrêté.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 2 oktober 2004.
Brussel, 13 oktober 2004.

D. REYNDERS

BIJLAGE

De volgende vermeldingen worden toegevoegd aan de lijst « Rechtspersonen, groepen en entiteiten » :

Al-Haramain Foundation (Unie der Comoren). Adres : B/P : 1652 Moroni, Unie der Comoren.

Al-Haramain Foundation (Verenigde Staten van Amerika). Adres : a) 1257 Siskiyou Blvd., Ashland, OR 97250, USA, b) 3800 Highway 99 S, Ashland, OR 97520, USA, c) 2151 E Division St., Springfield, MO 65803, USA.

De volgende vermelding wordt toegevoegd aan de lijst « Natuurlijke personen » :

Suliman Al-Buthe. Geboortedatum : 8 december 1961. Geboorteplaats : Egypte. Nationaliteit : Saudi-Arabië. Paspoort nr. : B049614.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 13 oktober 2004.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 2 octobre 2004.
Bruxelles, le 13 octobre 2004.

D. REYNDERS

ANNEXE

Les mentions suivantes sont ajoutées sous la rubrique « Personnes morales, groupes et entités » :

Fondation Al-Haramain (Union des Comores). Adresse : B/P 1652 : Moroni, Union des Comores.

Fondation Al-Haramain (Etats-Unis d'Amérique). Adresse : a) 1257 Siskiyou Blvd., Ashland, OR 97250, USA; b) 3800 Highway 99 S, Ashland, OR 97520, USA; c) 2151 E Division St., Springfield, MO 65803, USA.

La mention suivante est ajoutée sous la rubrique « Personnes physiques » :

a) Suliman Al-Buthe, né le 8 décembre 1961, en Egypte. Nationalité : saoudienne. Passeport : B049614.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 13 octobre 2004.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2004 — 4155

[C — 2004/03402]

27 SEPTEMBER 2004. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het besluit van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 13 juli 2004 tot wijziging van de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen

De Minister van Financiën en de Minister van Economie,

Gelet op Richtlijn 2004/69/EG van de Commissie van 27 april 2004 tot wijziging van Richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad, wat de definitie van "multilaterale ontwikkelingsbanken" betreft;

Gelet op artikel 43 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

Gelet op artikel 90 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs;

Gelet op de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België;

Gelet op de raadpleging van de Belgische Federatie van het Financiewezen,

Besluiten :

Artikel 1. Het besluit van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 13 juli 2004 tot wijziging van de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 september 2004.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2004 — 4155

[C — 2004/03402]

27 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel d'approbation de l'arrêté de la Commission bancaire, financière et des assurances du 13 juillet 2004 modifiant les arrêtés de la commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse

Le Ministre des Finances et le Ministre de l'Economie,

Vu la directive 2004/69/CE de la Commission du 27 avril 2004 modifiant la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil, pour ce qui concerne la définition des "banques multilatérales de développement";

Vu l'article 43 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

Vu l'article 90 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement, aux intermédiaires et aux conseillers en placements;

Vu les arrêtés de la Commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse;

Vu l'avis de la Banque nationale de Belgique;

Vu la consultation de la Fédération financière belge,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'arrêté de la Commission bancaire, financière et des assurances du 13 juillet 2004 modifiant les arrêtés de la Commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 septembre 2004.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l' Economie,
M. VERWILGHEN

Bijlage

Besluit van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 13 juli 2004 tot wijziging van de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen

De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen,

Gelet op Richtlijn 2004/69/EG van de Commissie van 27 april 2004 tot wijziging van Richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad, wat de definitie van "multilaterale ontwikkelingsbanken" betreft;

Gelet op artikel 43 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

Gelet op artikel 90 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs;

Gelet op de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België;

Gelet op de raadpleging van de Belgische Federatie van het Financiewezen,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, 1° van de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 5 december 1995 over het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het reglement op het eigen vermogen van de beursvennootschappen worden de woorden « , het Multilateraal Agentschap voor Investeringsgaranties » ingevoegd tussen de woorden « de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling » en « en de Inter-Amerikaanse Investeringsmaatschappij ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit ter goedkeuring ervan.

Brussel, 13 juli 2004.

De Voorzitter,
E. WYMEERSCH

Annexe

Arrêté de la Commission bancaire, financière et des assurances du 13 juillet 2004 modifiant les arrêtés de la Commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse

La Commission bancaire, financière et des assurances,

Vu la directive 2004/69/CE de la Commission du 27 avril 2004 modifiant la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil, pour ce qui concerne la définition des "banques multilatérales de développement";

Vu l'article 43 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

Vu l'article 90 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement, aux intermédiaires et aux conseillers en placements;

Vu les arrêtés de la Commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse;

Vu l'avis de la Banque nationale de Belgique;

Vu la consultation de la Fédération financière belge,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, 1° des arrêtés de la Commission bancaire et financière du 5 décembre 1995 concernant le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et concernant le règlement relatif aux fonds propres des sociétés de bourse, les mots « , l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements » sont insérés entre les mots « la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement » et « et la Société Interaméricaine d'Investissement ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel qui l'approuve.

Bruxelles, le 13 juillet 2004.

Le Président,
E. WYMEERSCH

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2004 — 4156

[2004/22770]

14 SEPTEMBER 2004. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 47 van 24 oktober 1967 tot instelling van een Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de Nationale Paritaire Commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunt of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de gewestelijke Paritaire Commissies;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 november 1970 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen;

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2004 — 4156

[2004/22770]

14 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal n° 47 du 24 octobre 1967 instituant une Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des Commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements, ainsi que des Commissions paritaires régionales;

Vu l'arrêté ministériel du 12 novembre 1970 approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux;

Gelet op het huishoudelijk reglement door de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen, ter zitting van 27 januari 2004 opgesteld,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen, waarvan de tekst bij dit besluit is gevoegd, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 12 november 1970 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen wordt opgeheven.

Gegeven te Brussel, 14 september 2004.

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

Bijlage

Huishoudelijk reglement
van de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen

I. Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° *de Commissie* : de Nationale Paritaire Commissie geneesheren-ziekenhuizen;

2° *de bank van de geneesheren* : de leden die de representatieve organisaties van geneesheren in de Commissie vertegenwoordigen;

3° *de bank van de beheerders* : de leden die de representatieve organisaties van de ziekenhuizen of hun vertegenwoordigers in de Commissie vertegenwoordigen;

4° *het koninklijk besluit nr. 47* : het koninklijk besluit nr. 47 van 24 oktober 1967 tot instelling van een Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de Nationale Paritaire Commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunst of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de gewestelijke Paritaire Commissies;

5° *het koninklijk besluit van 10 augustus 1987* : koninklijk besluit van 10 augustus 1987 tot vaststelling van de regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de medische raad in uitvoering van de artikelen 24, 25 en 26 van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen;

6° *de wet op de ziekenhuizen* : de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

II. De organen

1. De voorzitter

Art. 2. De voorzitter zit de vergaderingen voor van de plenaire vergadering, het dagelijks bestuur en van het bestendig bureau van bemiddeling. Hij stelt de agenda op, nodigt de leden uit, opent en sluit de vergaderingen, leidt de werkzaamheden en zorgt voor het goede verloop van de besprekingen.

Hij kan de vergaderingen van werkgroepen voorzitten of bijwonen.

Art. 3. De voorzitter ondertekent alle documenten van de Commissie of hij kan de secretaris hiervoor geheel of gedeeltelijk machtigen.

Art. 4. Bij verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter. Indien ook deze laatste verhinderd is, zit het oudste aanwezige lid de vergadering voor.

2. Het dagelijks bestuur

Art. 5. Het dagelijks bestuur is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de adjunct-secretaris.

Art. 6. Het dagelijks bestuur regelt de werkzaamheden van de commissie.

Vu le règlement d'ordre intérieur établi par la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux en sa séance du 27 janvier 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux, dont le texte est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 12 novembre 1970 approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 2004.

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Annexe

Règlement d'ordre intérieur
de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux

I. Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application de ce règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° *la Commission* : la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux;

2° *le banc des médecins* : les membres qui représentent les organisations représentatives de médecins au sein de la Commission;

3° *la banc des gestionnaires* : les membres qui représentent les organisations représentatives des hôpitaux ou leurs représentants au sein de la Commission;

4° *l'arrêté royal n° 47* : l'arrêté royal n° 47 du 24 octobre 1967 instituant une Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des Commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements, ainsi que des Commissions paritaires régionales;

5° *l'arrêté royal du 10 août 1987* : arrêté royal fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil médical en exécution des articles 24, 25 et 26 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux;

6° *la loi sur les hôpitaux* : la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987.

II. Les organes

1. Le président

Art. 2. Le président préside les réunions de l'assemblée plénière, de la gestion journalière et du bureau permanent de conciliation. Il établit l'ordre du jour, invite les membres, ouvre et clôt les réunions, dirige les travaux et veille au bon déroulement des discussions.

Il peut présider les réunions des groupes de travail ou y assister.

Art. 3. Le président signe tous les documents de la Commission. Il peut habilitier à cet effet le secrétaire en tout ou en partie.

Art. 4. En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président. En cas d'absence de ce dernier, le membre présent le plus âgé préside la réunion.

2. La gestion journalière

Art. 5. La gestion journalière se compose du président, du vice-président, du secrétaire et du secrétaire adjoint.

Art. 6. La gestion journalière règle les activités de la commission.

Art. 7. Het dagelijks bestuur onderzoekt de ontvankelijkheid van de dossiers die aan de Commissie worden voorgelegd.

Art. 8. Het dagelijks bestuur bepaalt de volgorde van behandeling van de dossiers die desgevallend door de commissie kan worden gewijzigd.

3. De plenaire vergadering

Art. 9. In het kader van de aan de Commissie toegekende opdrachten tot studie van de vraagstukken van de betrekkingen tussen ziekenhuizen en ziekenhuisgeneesheren en het beraadslagen over alle maatregelen die van aard zijn deze betrekkingen te bevorderen zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 47, heeft de plenaire vergadering in het bijzonder als opdracht :

a) het uitwerken en sluiten van collectieve overeenkomsten die de betrekkingen tussen ziekenhuizen en geneesheren regelen zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, a), van het koninklijk besluit nr. 47;

b) het uitbrengen van advies over alle aangelegenheden die aan de Commissie worden voorgelegd op grond van wettelijke of reglementaire bepalingen op het verzoek van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, b), van het koninklijk besluit nr. 47;

c) het uitbrengen van advies over alle uitvoeringsbesluiten van Titel IV en de artikelen 7 en 9 van de wet op de ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 145 van dezelfde wet;

d) het voorstellen van bemiddelaars aan de Minister van Volksgezondheid op basis waarvan laatstgenoemde een lijst van bemiddelaars vaststelt, zoals bedoeld in artikel 127, § 2, derde lid, van de wet op de ziekenhuizen, die kunnen worden aangeduid indien beheerder en medische raad geen akkoord kunnen bereiken omtrent een aangelegenheid waarvoor de adviesprocedure omschreven in artikel 127, § 1, van dezelfde wet geldt;

e) het uitwerken van modellen van algemene regeling, zoals bedoeld in artikel 128, § 4, derde lid, van de wet op de ziekenhuizen, waarnaar de ziekenhuizen zich kunnen richten bij het uitwerken van hun algemene regeling in uitvoering van artikel 130 van dezelfde wet;

f) het verlenen van toestemming aan samenwerkende ziekenhuizen om over te gaan tot de verkiezing van één enkele medische raad, zoals bedoeld in artikel 5, § 6, van het koninklijk besluit van 10 augustus 1987.

Art. 10. Met het oog op het vervullen van haar opdracht kan de plenaire vergadering :

1° beroep doen op deskundigen;

2° tijdelijke of permanente werkgroepen oprichten zoals bedoeld in artikel 12, § 2, belast met een welomschreven opdracht

4. Het bestendig bureau van bemiddeling

Art. 11. § 1. De commissie richt in haar midden een bestendig bureau van bemiddeling op in toepassing van artikel 2, tweede lid, c), van het koninklijk besluit nr. 47. Dit bestendig bureau van bemiddeling is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter, 4 leden aangeduid door de bank van de geneesheren en 4 leden aangeduid door de bank van de beheerders. Tenminste de helft van de leden van het bestendig bureau van bemiddeling zijn leden van de Commissie.

§ 2. Het in § 1 bedoelde bestendig bureau van bemiddeling heeft tot taak :

1° het voorkomen of bijleggen van elk geschil dat op algemeen of plaatselijk vlak zou kunnen rijzen of gerezen is tussen ziekenhuisgeneesheren en ziekenhuizen zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, c), van het koninklijk besluit nr. 47;

2° het nemen van passende initiatieven en stelling omtrent meningsverschillen tussen beheerder en voorzitter van de medische raad in verband met de besluiten van de vergadering van ziekenhuisgeneesheren met betrekking tot de bezwaarschriften ingediend tegen de door de beheerder opgestelde lijst van stemgerechtigde ziekenhuisgeneesheren in het kader van de verkiezing van de medische raad zoals bedoeld in artikel 3, § 3, zesde lid, van het koninklijk besluit van 10 augustus 1987;

3° het nemen van passende initiatieven in dossiers waar, na onderzoek door het secretariaat en na onderzoek door een werkgroep ad hoc, twijfels blijven over de conformiteit met de wet van de wijze waarop een ziekenhuis gevolg geeft aan de bepalingen van Titel IV van de wet op de ziekenhuizen of waar een meningsverschil tussen beheerder en medische raad blijft bestaan omtrent de toepassing van deze bepalingen, zoals bedoeld in artikel 146, § 2, tweede lid van dezelfde wet.

Art. 7. La gestion journalière examine la recevabilité des dossiers introduits auprès de la Commission.

Art. 8. La gestion journalière établit l'ordre de priorité des dossiers à traiter qui peut, le cas échéant, être modifié par la Commission.

3. L'assemblée plénière

Art. 9. Dans le cadre des missions attribuées à la Commission, visant à étudier les problèmes relatifs aux relations entre les hôpitaux et les médecins hospitaliers et à délibérer sur toute mesure de nature à favoriser ces relations, telles que visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 47 l'assemblée plénière a en particulier pour missions :

a) d'élaborer et de conclure des conventions collectives réglant les relations entre les hôpitaux et les médecins, telles que visées à l'article 2, alinéa 2, a), de l'arrêté royal n° 47;

b) de donner des avis sur toutes matières soumises à la Commission en vertu de dispositions légales ou réglementaires ou à la demande du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, comme visé à l'article 2, alinéa 2, b), de l'arrêté royal n° 47;

c) de donner des avis sur tous les arrêtés d'exécution du Titre IV et les articles 7 et 9 de la loi sur les hôpitaux, comme visé à l'article 145 de la même loi;

d) de proposer des médiateurs au Ministre de la Santé publique sur base de laquelle ce dernier dresse une liste de médiateurs, tel que visé à l'article 127, § 2, alinéa 3, de la loi sur les hôpitaux, qui peuvent être désignés si le gestionnaire et le conseil médical n'aboutissent pas à un consensus en ce qui concerne une matière pour laquelle la procédure d'avis, définie à l'article 127, § 1^{er}, de la même loi;

e) d'élaborer des modèles de réglementation générale, tel que visé à l'article 128, § 4, alinéa 3, de la loi sur les hôpitaux, sur lesquels les hôpitaux peuvent se baser lors de l'élaboration de leur réglementation générale, en exécution de l'article 130 de la même loi;

f) de donner son accord, pour plusieurs hôpitaux coopérant entre eux, pour procéder à l'élection d'un Conseil médical unique, comme visé à l'article 5, § 6, de l'arrêté royal du 10 août 1987.

Art. 10. Aux fins de remplir sa mission, l'assemblée plénière peut :

1° faire appel à des experts;

2° créer des groupes de travail temporaires ou permanents, tels que visés à l'article 12, § 2, chargés d'une mission bien déterminée.

4. Le Bureau permanent de conciliation

Art. 11. § 1^{er}. La Commission crée en son sein un Bureau permanent de conciliation, en exécution de l'article 2, alinéa 2, c), de l'arrêté royal n° 47. Ce Bureau de conciliation est constitué du président, du vice-président, de 4 membres désignés par le banc des médecins et de 4 membres désignés par le banc des gestionnaires. Au moins la moitié des membres du Bureau permanent de conciliation sont des membres de la Commission.

§ 2. Le Bureau permanent de conciliation, visé au § 1^{er}, est chargé :

1° de prévenir ou de concilier tout différend qui pourrait naître ou est né, sur le plan général ou local, entre médecins et hôpitaux tel que visé à l'article 2, alinéa 2, c), de l'arrêté royal n° 47;

2° de prendre des initiatives appropriées et de prendre position en ce qui concerne les divergences de vue entre le gestionnaire et le président du conseil médical quant aux conclusions de l'assemblée des médecins hospitaliers concernant les plaintes déposées contre la liste des médecins hospitaliers ayant droit de vote, établie par le gestionnaire dans le cadre de l'élection du conseil médical, comme visé à l'article 3, § 3, alinéa 6, de l'arrêté royal du 10 août 1987;

3° de prendre des initiatives appropriées dans les dossiers pour lesquels, après examen par le secrétariat et après examen par le groupe de travail ad hoc, un doute subsiste quant à la conformité ou non avec la loi de la manière dont un hôpital donne suite aux dispositions du Titre IV de la loi sur les hôpitaux ou pour lesquels une divergence de vues subsiste entre le gestionnaire et le conseil médical en ce qui concerne l'application de ces dispositions, comme visé à l'article 146, § 2, alinéa 2, de la même loi;

§ 3. Het bestendig bureau van bemiddeling beslist op welke wijze het zijn bemiddelingsopdracht zal vervullen. Het kan één of meer van zijn leden belasten met een welbepaalde opdracht in het kader van de behandeling van een dossier. Deze leden houden het bestendig bureau van bemiddeling regelmatig op de hoogte van het verloop van hun werkzaamheden.

De adviezen en de resultaten van het bemiddelend optreden van het bestendig bureau van bemiddeling worden op een gestructureerde wijze ter kennis gebracht van de plenaire vergadering.

Bij de uitvoering van de bemiddelingsopdracht heeft het bestendig bureau van bemiddeling aandacht voor mogelijke belangen van derden die bij het dossier betrokken zijn of kunnen betrokken zijn.

5. De Werkgroepen

Art. 12. § 1. Er wordt een werkgroep ad hoc opgericht die, indien na onderzoek door het secretariaat van de documenten door de beheerder overgemaakt in toepassing van Titel IV van de wet op de ziekenhuizen twijfel blijft bestaan omtrent het al dan niet conform zijn ervan met de wet of waarin een meningsverschil tussen beheerder en medische raad blijft bestaan omtrent de toepassing van de wet, het probleem tracht op te lossen in toepassing van artikel 146, § 2, eerste lid, van dezelfde wet.

§ 2. Onverminderd de oprichting van de in § 1, bedoelde werkgroep ad hoc, kan de plenaire vergadering permanente en tijdelijke werkgroepen oprichten. De beslissing tot oprichting vermeldt de opdracht en de samenstelling van de werkgroep evenals de naam van de voorzitter.

Art. 13. De leden van een werkgroep worden aangeduid tussen de effectieve en/of plaatsvervangende leden van de commissie.

Art. 14. De plenaire vergadering kan bij de oprichting van een werkgroep beslissen om beroep te doen op deskundigen.

Art. 15. De voorzitter van een werkgroep deelt periodiek aan de plenaire vergadering de stand van zaken van de werkzaamheden van zijn werkgroep mee.

6. Het secretariaat

Art. 16. Het secretariaat bestaat uit de secretaris en de adjunct-secretaris.

Art. 17. Het secretariaat kan voor zijn administratieve begeleiding en werking beroep doen op personeelsleden van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, aangewezen door de Directeur-Generaal van het Directoraat-generaal Organisatie Gezondheidszorgvoorzieningen.

Art. 18. Het secretariaat zorgt voor het opstellen van de notulen van de plenaire vergadering, het dagelijks bestuur, het bestendig bureau van bemiddeling en de werkgroepen. Het stelt de beslissingen, de adviezen en de briefwisseling van de Commissie op.

In het bijzonder onderzoekt het secretariaat de documenten die de beheerder in toepassing van artikel 146 van de wet op de ziekenhuizen, overmaakt en die een weergave bevatten van de wijze waarop het ziekenhuis aan Titel IV van dezelfde wet voldoet.

Art. 19. De leden van het secretariaat en de aangewezen personeelsleden mogen alle vergaderingen van de werkgroepen bijwonen.

III. Werking

1. Indienen van dossiers en ontvankelijkheid

Art. 20. Adviesaanvragen, geschillen, verzoeken, mededelingen of documenten gericht aan de Commissie, moeten worden opgestuurd naar volgend adres :

Nationale Paritaire Commissie geneesheren-ziekenhuizen,

T.a.v. de voorzitter,

Rijksadministratief Centrum,

Vesaliusgebouw, bureau 550, Oratoriënberg 20, bus 3,

1010 Brussel.

§ 3. Le Bureau permanent de conciliation décide de quelle manière il va remplir sa mission de conciliation. Il peut charger un ou plusieurs de ses membres d'une mission spécifique dans le cadre du traitement d'un dossier. Ces membres informent régulièrement le Bureau permanent de conciliation du déroulement de leurs activités.

Les avis et les résultats obtenus à la suite de l'intervention du Bureau permanent de conciliation sont portés à la connaissance de l'assemblée plénière d'une manière structurée.

Lors de l'exécution de la mission de conciliation, le Bureau permanent de conciliation est attentif aux intérêts éventuels de tierces personnes qui sont impliquées dans le dossier ou peuvent l'être

5. Les groupes de travail

Art. 12. § 1^{er}. Un groupe de travail ad hoc est créé, qui, lorsque l'examen des documents transmis par le gestionnaire en application du Titre IV de la loi sur les hôpitaux, effectué par le secrétariat, ne permet pas de lever tous les doutes sur la conformité ou non de ces documents avec la loi ou que, dans ceux-ci, une divergence de vues subsiste entre le gestionnaire et le conseil médical en ce qui concerne l'application de la loi, tente de résoudre le problème en application de l'article 146, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi.

§ 2. Sans préjudice de la création du groupe de travail ad hoc visé au § 1^{er}, l'assemblée plénière peut créer des groupes de travail permanents et temporaires. La décision de création mentionne la mission et la composition du groupe de travail, ainsi que le nom de son président.

Art. 13. Les membres du groupe de travail sont désignés parmi les membres effectifs et/ou suppléants de la commission.

Art. 14. L'assemblée plénière peut décider, lors de la création d'un groupe de travail, de faire appel à des experts.

Art. 15. Le président d'un groupe de travail est tenu d'informer périodiquement l'assemblée plénière au sujet de l'avancement des travaux de son groupe de travail.

6. Le secrétariat

Art. 16. Le secrétariat se compose du secrétaire et du secrétaire adjoint.

Art. 17. Pour son encadrement et fonctionnement administratif, le secrétariat peut faire appel aux membres du personnel du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, désignés par le Directeur général de la Direction générale de l'Organisation des Etablissements de Soins.

Art. 18. Le secrétariat rédige les procès-verbaux des réunions de l'assemblée plénière, de la gestion journalière, du Bureau permanent de conciliation et des groupes de travail. Il rédige les décisions, les avis et la correspondance de la Commission.

Plus particulièrement, le secrétariat examine les documents que le gestionnaire transmet en application de l'article 146 de la loi sur les hôpitaux et qui indiquent la manière dont l'hôpital répond au Titre IV de la même loi.

Art. 19. Les membres du secrétariat et les membres du personnel désignés peuvent assister à toutes les réunions des groupes de travail.

III. Fonctionnement

1. Introduction de dossiers et recevabilité

Art. 20. Les demandes d'avis, les différends, les demandes, les communications ou les documents adressés à la Commission doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux,

à l'attention du président,

Cité administrative de l'Etat,

Quartier Vésale, bureau 550, rue Montagne de l'Oratoire 20, bte 3,

1010 Bruxelles.

Art. 21. § 1. De adviesvragen, geschillen, verzoeken, mededelingen of documenten worden geregistreerd en het dagelijks bestuur onderzoekt er de ontvankelijkheid van.

§ 2. De volgende specifieke ontvankelijkheidsvereisten zijn van toepassing :

1° een verzoek tot het voorkomen of bijleggen van een geschil tussen ziekenhuizen en ziekenhuisgeneesheren zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, c), van het koninklijk besluit nr. 47, moet bij de commissie worden ingediend door één van de bij het geschil betrokken partijen en bevat een uiteenzetting van het geschil;

2° een verzoek tot het nemen van passende initiatieven omtrent meningsverschillen over de lijst van stemgerechtigde ziekenhuisgeneesheren in het kader van de verkiezingen van de medische raad zoals bedoeld in artikel 3, § 3, zesde lid, van het koninklijk besluit van 10 augustus 1987, moet ingediend worden door de beheerder van het betrokken ziekenhuis binnen de 14 dagen volgend op de besluiten van de algemene vergadering en bevat een uiteenzetting van het geschil;

3° de mededeling van de wijze waarop het ziekenhuis voldoet aan de bepalingen van Titel IV van de wet op de ziekenhuizen zoals bedoeld in artikel 146 van dezelfde wet, gebeurt door de beheerder van het ziekenhuis. De beheerder voegt de opmerkingen van de medische raad toe indien beheerder en medische raad van mening verschillen over de mededeling;

4° het verzoek tot verkiezing van één medische raad door samenwerkende ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 5, § 6, van het koninklijk besluit van 10 augustus 1987, moet worden geformuleerd als een gemeenschappelijk en eensluidende verzoek van de beheerders en de algemene vergadering van ziekenhuisgeneesheren van de samenwerkende ziekenhuizen.

§ 3. De aangelegenheden welke bepaald zijn bij artikel 2, tweede lid, b), van het koninklijk besluit nr. 47, de dossiers bedoeld in artikel 146, § 2, van de wet op de ziekenhuizen, en de punten waarvan de behandeling door een organisatie vertegenwoordigd in de schoot van de commissie schriftelijk worden aangevraagd en die vergezeld zijn van een toelichtende nota, zijn ambtshalve ontvankelijk.

§ 4. Indien het dossier als niet ontvankelijk wordt bestempeld, wordt de gemotiveerde beslissing van het dagelijks bestuur ter kennis gebracht van de plenaire vergadering.

De voorzitter bezorgt de ontvankelijke dossiers aan de organen van de Commissie die zich uitspreken over hun bevoegdheid.

Indien een orgaan van de Commissie zich onbevoegd verklaart, wordt deze gemotiveerde verklaring ter kennis gebracht van de voorzitter, de leden en aan de indiener van het dossier.

2. Oproeping

Art. 22. De effectieve en de plaatsvervangende leden van de plenaire vergadering, de leden van het bestendig bureau van bemiddeling, de leden van de werkgroepen en eventuele deskundigen worden door middel van een uitnodiging tot de vergaderingen opgeroepen.

Art. 23. De uitnodiging met in bijlage de nodige documenten vermeldt de plaats, de datum, het uur en de agenda van de vergadering en wordt uiterlijk acht dagen voor de vergadering aan de leden toegezonden.

3. Aanwezigheidsquorum

Art. 24. § 1. Om uitvoering te geven aan artikel 9, a), moet voldaan zijn aan de bepalingen van artikel 7 van voornoemd koninklijk besluit.

§ 2. Om uitvoering te geven aan de opdrachten bedoeld in artikel 9, b) tot en met f), moet tenminste de helft van de leden van elke bank aanwezig zijn.

Indien dit quorum niet wordt bereikt, worden de leden opnieuw opgeroepen binnen de dertig dagen of, in geval van hoogdringendheid, binnen een termijn door de voorzitter te bepalen. Voor de punten die opnieuw op de agenda worden geplaatst is geen quorum vereist.

Art. 21. § 1^{er}. Les demandes d'avis, les différends, les demandes, les communications ou les documents sont enregistrés et la gestion journalière en examine la recevabilité.

§ 2. Les conditions de recevabilité spécifiques suivantes sont d'application :

1° une demande visant à prévenir ou à régler un différend entre hôpitaux et médecins hospitaliers, tel que visé à l'article 2, alinéa 2, c) de l'arrêté royal n° 47, doit être introduite auprès de la Commission par une des parties impliquées dans le différend et comporte une explication du différend;

2° une demande visant à prendre des initiatives appropriées en ce qui concerne les divergences de vues quant à la liste des médecins hospitaliers disposant du droit de vote dans le cadre de l'élection du conseil médical, telle que visée à l'article 3, § 3, alinéa 6, de l'arrêté royal du 10 août 1987, doit être introduite par le gestionnaire de l'hôpital concerné dans les 15 jours suivant les conclusions de l'assemblée générale et comporte une explication du différend;

3° le gestionnaire de l'hôpital communique la manière dont l'hôpital satisfait aux dispositions du Titre IV de la loi sur les hôpitaux, comme visé à l'article 146 de la même loi. Le gestionnaire joint les remarques du conseil médical si le gestionnaire et le conseil médical divergent de vues en ce qui concerne la communication;

4° la demande visant à l'élection d'un conseil médical unique introduite par des hôpitaux coopérant entre eux, telle que visée à l'article 5, § 6, de l'arrêté royal du 10 août 1987, doit être formulée comme une demande commune et conforme des gestionnaires et de l'assemblée générale des médecins hospitaliers des hôpitaux coopérant entre eux.

§ 3. Les questions, telles que fixées à l'article 2, alinéa 2, b), de l'arrêté royal n° 47, les dossiers tels que visés à l'article 146, § 2, de la loi sur les hôpitaux, et les points dont l'examen est demandé par écrit par une organisation représentée au sein de la Commission, assortis d'une note explicative, sont recevables d'office.

§ 4. Lors que le dossier n'est pas jugé recevable, la décision motivée de la gestion journalière est portée à la connaissance de l'assemblée plénière.

Le président transmet les dossiers recevables aux organes de la commission qui se prononcent sur leur compétence.

Lorsqu'un organe de la Commission se déclare incompétent, cette déclaration motivée est portée à la connaissance du président, des membres et de la personne qui a introduit le dossier.

2. Convocation

Art. 22. Les membres effectifs et suppléants de l'assemblée plénière, les membres du Bureau permanent de conciliation, les membres des groupes de travail et les experts éventuels sont convoqués aux assemblées au moyen d'une invitation.

Art. 23. L'invitation, à laquelle sont joints les documents requis, mentionne l'endroit, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion, et est transmise aux membres au plus tard huit jours avant la réunion.

3. Quorum

Art. 24. § 1^{er}. Pour l'exécution de l'article 9, a), il convient de satisfaire aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal précité.

§ 2. Pour l'exécution de ses missions visées à l'article 9, b) à f), au moins la moitié des membres de chaque banc doivent être présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués à nouveau dans les trente jours, et en cas d'urgence, dans un délai déterminé par le président. En ce qui concerne les points réinscrits à l'ordre du jour, aucun quorum n'est requis.

§ 3. Om uitvoering te geven aan zijn opdrachten moeten in het bestendig bureau van bemiddeling tenminste de helft van de leden van elke bank aanwezig zijn. Indien dit quorum niet wordt bereikt, worden de leden opnieuw opgeroepen binnen de dertig dagen, of, in geval van hoogdringendheid, binnen een termijn door de voorzitter te bepalen. Voor de punten die opnieuw op de agenda van deze vergadering worden geplaatst is geen quorum vereist.

§ 4. Voor de vergaderingen van de werkgroepen is geen aanwezigheidsquorum vereist.

4. Stemming

Art. 25. § 1. Alleen de effectieve, of desgevallend de plaatsvervangende, leden van de plenaire vergadering en het bestendig bureau van bemiddeling zijn stemgerechtigd. De voorzitter, de ondervoorzitter, de leden van het secretariaat, de deskundigen en de raadgevers nemen niet deel aan de stemming.

§ 2. In de plenaire vergadering is het effectieve lid, of bij zijn afwezigheid het plaatsvervangend lid, stemgerechtigd.

§ 3. Inzake artikel 11, § 2, 1°, formuleert het bestendig bureau van bemiddeling voorstellen bij consensus. Bij het ontbreken van een consensus verwijst het bestendig bureau van bemiddeling het geschil naar de plenaire vergadering.

Inzake artikel 11, § 2, 2° en 3°, neemt het bestendig bureau van bemiddeling passende initiatieven met een meerderheid van zowel de leden van de bank van de geneesheren als de leden van de bank van de beheerders.

Art. 26. Het personeelslid belast met het secretariaat telt op het ogenblik van de stemming het aantal stemgerechtigde leden. Dit aantal wordt in de notulen opgenomen.

Art. 27. De stemming geschiedt door handopsteken. Op verzoek van één of meerdere leden dient men over te gaan tot een geheime stemming.

Art. 28. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid der stemgerechtigde aanwezige leden van iedere bank, onthoudingen niet meegerekend.

Art. 29. Stemmen bij volmacht is niet toegelaten.

Art. 30. Bij staking van stemmen wordt het dossier opnieuw geëvalueerd op een volgende vergadering. Bij een nieuwe staking van stemmen is het voorwerp van de stemming verworpen.

Art. 31. Bij het voorwerp van de stemming wordt de uitslag van de stemming gevoegd. In voorkomend geval kan een minderheidsnota aan het voorwerp van de stemming worden toegevoegd.

5. Notulering

Art. 32. De notulen worden door het secretariaat in het Nederlands en het Frans opgesteld.

De notulen bevatten de lijst met de namen van de aanwezige leden, de goedkeuring van de notulen van vorige vergadering met aanduiding van de eventuele aan te brengen wijzingen, een verslag over de bespreking en discussies met opgave van de besluiten waartoe ze geleid hebben, het aantal aanwezige en stemgerechtigde leden op het ogenblik van de stemming en het resultaat van de stemmingen die hebben plaats gevonden.

Voor de dossiers die het bestendig bureau van bemiddeling behandelt in toepassing van artikel 11, § 2, 1°, bevatten de notulen van het bestendig bureau van bemiddeling een uiteenzetting van het probleem, de conclusies en de voorstellen.

Art. 33. Het ontwerp van notulen wordt samen met de uitnodiging voor de volgende vergadering aan de leden van het betreffende orgaan opgestuurd.

Art. 34. De notulen dienen in de eerstvolgende vergadering ter goedkeuring worden voorgelegd.

Indien binnen een redelijke termijn geen volgende vergadering wordt vastgesteld of in dringende gevallen kan een schriftelijke goedkeuring van de notulen, binnen een termijn door de voorzitter vast te stellen, gebeuren.

§ 3. Pour l'exécution de ses missions, au moins la moitié des membres de chaque banc doivent être présents au Bureau permanent de conciliation. Si ce quorum n'est pas atteint, les membres sont, convoqués à nouveau au plus tard dans les trente jours, ou, en cas d'urgence, dans un délai déterminé par le président. En ce qui concerne les points réinscrits à l'ordre du jour, aucun quorum n'est requis.

§ 4. Pour siéger valablement, aucun quorum n'est exigé pour les réunions des groupes de travail.

4. Vote

Art. 25. § 1^{er}. Seuls les membres effectifs, ou, le cas échéant, les membres suppléants de l'assemblée plénière et le Bureau permanent de conciliation ont droit de vote. Le président, le vice-président, les membres du secrétariat, les experts et les conseillers ne participent pas au vote.

§ 2. En assemblée plénière, le membre effectif ou, en son absence, le membre suppléant, a droit de vote.

§ 3. Concernant l'article 11, § 2, 1°, le Bureau permanent de conciliation formule des propositions par consensus. Si un consensus n'est pas obtenu, le Bureau permanent de conciliation renvoie le différend à l'assemblée plénière.

En ce qui concerne l'article 11, § 2, 2° et 3°, le Bureau permanent de conciliation prend les initiatives appropriées à la majorité tant des membres du banc des médecins que des membres du banc des gestionnaires.

Art. 26. Le membre du personnel chargé du secrétariat compte le nombre de membres ayant droit de vote au moment du vote. Ce nombre est consigné dans le procès-verbal.

Art. 27. Le vote se fait à main levée. A la demande d'un ou de plusieurs membres, on doit procéder à un vote secret.

Art. 28. Les décisions se prennent à la majorité simple des voix des membres présents ayant droit de vote de chaque banc, abstentions non comprises.

Art. 29. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Art. 30. En cas de partage des voix, le dossier est remis à l'ordre du jour d'une prochaine réunion. En cas de nouveau partage des voix, l'objet du vote est rejeté.

Art. 31. Le résultat du vote est joint à l'objet du vote. Le cas échéant, une note de minorité peut être jointe à l'objet du vote.

5. Rédaction des procès-verbaux

Art. 32. Les procès-verbaux sont rédigés en néerlandais et en français par le secrétariat.

Ils contiennent la liste des membres présents, l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente avec mention des modifications éventuelles à apporter, un rapport relatif aux discussions, accompagné des conclusions auxquelles elles ont abouti, le nombre présents et ayant droit de vote, au moment du vote, ainsi que le résultat des votes auxquels on a procédé.

En ce qui concerne les dossiers traités par le Bureau permanent de conciliation en application de l'article 11, § 2, 1°, le procès-verbal du Bureau permanent de conciliation comprend un exposé du problème, des conclusions et des propositions.

Art. 33. Le projet de procès-verbal est transmis aux membres de l'organe concerné, en même temps que la convocation pour la prochaine réunion.

Art. 34. Les procès-verbaux doivent être soumis pour approbation lors de la réunion suivante.

Une approbation écrite du procès-verbal peut se faire dans un délai à fixer par le président soit lorsqu'aucune réunion n'est prévue dans un délai raisonnable soit en cas d'urgence.

6. Adviezen en voorstellen

Art. 35. Een advies of een voorstel vermeld op en gevoegd bij de agenda bedoeld in artikel 23, wordt ter zitting goedgekeurd.

In afwijking van het eerste lid kan een advies of een voorstel dat niet is vermeld op de agenda van de zitting en/of dat daaraan niet als document is toegevoegd bij hoogdringendheid en mits akkoord van de bank van de geneesheren en de bank van de beheerders, ter zitting worden goedgekeurd.

7. Geheimhouding en discretie

Art. 36. De leden van de commissie, de raadgevers, de deskundigen en de personen die tijdens de bespreking worden geraadpleegd zijn ten overstaan van niet betrokken derden gehouden tot geheimhouding van de beraadslagingen en stemuitslagen. Wat betreft de identificeerbare gegevens van personen en ziekenhuizen rust op hen ten overstaan van deze personen een discretieplicht.

8. Onafhankelijkheid en onpartijdigheid

Art. 37. De leden van de Commissie die rechtstreeks betrokken zijn bij een dossier dat bij de Commissie wordt ingediend, onthouden zich van de stemming.

8. Regeling der werkzaamheden

Art. 38. De vergaderingen van de commissie worden gehouden op de plaats, dag en uur vermeld op de uitnodiging. Behoudens uitzonderlijke omstandigheden vinden de plenaire vergaderingen en de vergaderingen van het bestendig bureau van bemiddeling plaats op vooraf vastgelegde dagen.

Art. 39. Het dagelijks bestuur vergadert telkens de voorzitter het nodig acht.

Art. 40. De werkgroepen regelen in overleg tussen de voorzitter van de werkgroep en het dagelijks bestuur hun werkzaamheden.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 14 september 2004.

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

6. Avis et propositions

Art. 35. Les avis ou propositions mentionnés et joints à l'ordre du jour visé à l'article 23, sont approuvés en séance.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un avis ou une proposition qui n'est pas mentionné(e) à l'ordre du jour de la séance et/ou qui n'y est pas joint(e) comme document, peut, en cas d'urgence, être approuvé(e) en séance moyennant l'accord du banc des médecins et de celui des gestionnaires.

7. Discretion

Art. 36. Les membres de la commission, les conseillers, les experts ainsi que les personnes consultées, sont, vis-à-vis de tierces personnes non impliquées, tenus au secret quant aux délibérations et résultats des votes. En ce qui concerne les données identifiables relatives aux personnes et aux hôpitaux, ils doivent également respecter un devoir de discrétion à l'égard de ces personnes.

8. Indépendance et impartialité

Art. 37. Les membres de la Commission qui sont directement impliqués dans un dossier introduit auprès de la Commission, s'abstiennent du vote.

8. Ordre des travaux

Art. 38. Les réunions de la Commission ont lieu à l'endroit, à la date et à l'heure indiqués sur l'invitation. Sauf situations exceptionnelles, les réunions plénières et les réunions du Bureau permanent de conciliation ont lieu à des dates arrêtées préalablement.

Art. 39. La gestion journalière se réunit chaque fois que le président le juge nécessaire.

Art. 40. Les groupes de travail règlent leurs activités d'un commun accord entre le président du groupe de travail et la gestion journalière.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 14 septembre 2004.

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2004 — 4157

[C — 2004/11422]

13 SEPTEMBER 2004. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1984, 13 augustus 1986, 28 december 1990, 22 juli 1991 en 23 december 1999 en bij de koninklijke besluiten van 9 april 1990 en 20 juli 2000, inzonderheid op artikel 2, § 1, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen (algemene rampen of landbouwrampen), laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1978 tot vaststelling van de percentages, veranderlijk per gedeelten van het netto totaal bedrag van de geleden schade, evenals van het bedrag van de vrijstelling en van het abattement voor de berekening van de herstelvergoeding van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door landbouwrampen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 maart 2004 en 19 april 2004;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting van 1 juni 2004;

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2004 — 4157

[C — 2004/11422]

13 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, modifiée par les lois des 9 juillet 1984, 13 août 1986, 28 décembre 1990, 22 juillet 1991 et 23 décembre 1999, et par les arrêtés royaux des 9 avril 1990 et 20 juillet 2000, notamment l'article 2, § 1, 2°;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques ou calamités agricoles), modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 décembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1978 fixant les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 mai 2002;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 17 mars 2004 et 19 avril 2004;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 1^{er} juin 2004;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid van 7 juni 2004;

Gelet op het gunstig advies van de Europese Commissie, gegeven op 12 augustus 2004;

Gelet op het feit dat de gemeenten Lincet en Gingelom niet van de geteisterde zone uitgesloten kunnen worden.

Gelet op het feit dat de overvloedige regens van september 2001 ook aan de teelten van groenten en veldbonen belangrijke schade hebben aangericht;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de nieuwe maatregelen zonder verwijl van toepassing moeten zijn om de behandeling van de dossiers te vergemakkelijken en om de schadeloosstelling van de geteisterden te versnellen;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en Landbouw, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Besluit :

Artikel 1. De titel van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld wordt gewijzigd als volgt :

« koninklijk besluit waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen, granen, veldbonen en groenten door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld ».

Art. 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld, wordt gewijzigd als volgt :

« De schade aan de teelten van vlas, aardappelen, granen, groenten en veldbonen, veroorzaakt door de overvloedige regenval van de maand september 2001 wordt beschouwd als een landbouwramp die de toepassing verantwoordt van artikel 2, § 1, 2° van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen. »

Art. 3. In artikel 2 van datzelfde koninklijk besluit, worden de volgende woorden ingevoegd :

1° onder de titel "Provincie Luik" wordt het woord "Lincet" ingevoegd tussen de woorden "Limbourg" en "Lontzen";

2° onder de titel "Provincie Limburg" wordt het woord "Gingelom" ingevoegd tussen de woorden "Genk" en "Halen".

Art. 4. Het vierde lid van artikel 3 wordt als volgt gewijzigd :

« De bruto-schadeloosstelling wordt berekend volgens het percentage van de ter gelegener tijd geraamde schade, of volgens het schadepercentage berekend op basis van de stavende stukken met officieel karakter, die bij het dossier gevoegd zijn. »

Art. 5. Tussen artikel 3 en artikel 4 worden artikel 3bis en artikel 3ter ingevoegd. Die luiden als volgt :

« Art. 3bis. De schadeloosstelling voor de teelten van groenten en veldbonen wordt toegekend op basis van de bedragen, aan 100 % schade per hectare, die in bijlage I van dit besluit zijn opgenomen.

Het schadeloosstellingsbedrag per hectare voor de veldbonen houdt geen rekening met de betaalde premies in het kader van de steunregeling voor bepaalde akkerbouwgewassen (oppervlakteaangifte). Het bedrag van de voor het oogstjaar 2001 eventueel betaalde premie wordt afgetrokken van het totale schadeloosstellingsbedrag.

De bruto-schadeloosstelling wordt berekend volgens het percentage van de ter gelegener tijd geraamde schade, of volgens het schadepercentage berekend op basis van de stavende stukken met officieel karakter, die bij het dossier gevoegd zijn.

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale qui a eu lieu le 7 juin 2004;

Vu l'avis favorable de la Commission européenne du 12 août 2004;

Considérant que les communes de Lincet et Gingelom ne peuvent pas être exclues de la zone sinistrée;

Considérant que les pluies abondantes du mois de septembre 2001 ont également causé d'importants dégâts aux cultures de légumes et de féveroles;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les nouvelles mesures doivent être d'application dans les délais les plus brefs afin de faciliter le traitement des dossiers et accélérer l'indemnisation des sinistrés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages, est modifié comme suit :

« arrêté royal considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre, de céréales, de féveroles et de légumes, par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages ».

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages, est modifié comme suit :

« Les dégâts aux cultures de lin, de pommes de terre, de céréales, de légumes et de féveroles, causés par les pluies abondantes du mois de septembre 2001 sont considérés comme une calamité agricole, justifiant l'application de l'article 2, § 1^{er}, 2° de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles. »

Art. 3. A l'article 2 de ce même arrêté royal, les mots suivants sont insérés :

1° sous le titre "Province de Liège", le mot "Lincet" est inséré entre les mots "Limbourg" et "Lontzen";

2° sous le titre "Province de Limbourg", le mot "Gingelom" est inséré entre les mots "Genk" et "Halen".

Art. 4. Le quatrième alinéa de l'article 3 est modifié comme suit :

« L'indemnisation brute est calculée au prorata du pourcentage de pertes estimé en temps utile ou du pourcentage de dégâts calculé à partir des pièces probantes à caractère officiel jointes au dossier. »

Art. 5. Un article 3bis et un article 3ter sont insérés entre l'article 3 et l'article 4. Ceux-ci sont rédigés comme suit :

« Art. 3bis. L'indemnisation pour les cultures de légumes et de féveroles sera accordée à concurrence des montants repris à l'annexe I^{re} du présent arrêté pour 100 % de dégâts par hectare.

Le montant de l'indemnisation par hectare pour les féveroles ne tient pas compte des primes payées dans le cadre de l'aide à certaines cultures arables (déclaration de superficie). Le montant de la prime éventuellement versée pour l'année de récolte 2001 est déduite du montant total de l'indemnisation.

L'indemnisation brute est calculée au prorata du pourcentage de pertes estimé en temps utile ou du pourcentage de dégâts calculé à partir des pièces probantes à caractère officiel jointes au dossier.

Indien het te gelegener tijd vastgestelde schadepercentage op een bedrijf kleiner is dan 30 % van de normale productie per teelt, of 20 % in de probleemgebieden, wordt er geen schadeloosstelling betaald. »

« Art. 3ter. De landbouwers die wensen een aanvraag in te dienen in het kader van dit besluit, gebruiken een aanvraagformulier tot schadeloosstelling dat overeenstemt met de specificaties van bijlage II. Dit formulier is beschikbaar bij de betrokken gemeentebesturen. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Middenstand en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Kos, 13 september 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

Si le pourcentage de dégâts constaté sur une exploitation en temps utile est inférieur à 30 % de la production normale par culture ou 20 % pour les zones défavorisées, aucune indemnisation n'est accordée. »

« Art. 3ter. Les agriculteurs qui désirent introduire une demande d'indemnisation pour les cultures de légumes ou de féveroles utilisent un formulaire de demande d'indemnisation conforme aux spécifications de l'annexe II. Ce formulaire est disponible auprès des administrations communales concernées. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture est chargée de l'application du présent arrêté.

Donné à Kos, le 13 septembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Bijlage I		Annexe I
Bedrag van de toegekende schadeloosstelling voor 100 % schade per ha	(EUR/ha)	Montant de l'indemnisation accordée par ha de culture avec 100 % de dégâts
Bloemkolen	7.095	Choux-fleurs
Spruitkolen	3.873	Choux de Bruxelles
Andere kolen	4.432	Autres choux
Cichorei	1.957	Chicorées
Erwtten	1.517	Pois
Bonen	1.873	Haricots
Selder	2.654	Céleri
Knolselder	3.343	Céleri-rave
Ajuinen - Uien	10.722	Oignons
Peterselie	13.386	Persil
Prei	10.243	Poireaux
Schorseneren	2.902	Salsifis
Spinazie	3.106	Epinards
Witloofwortelen	3.400	Racines de chicons
Wortelen	2.085	Carottes
Kropsla in openlucht	17.355	Laitues de plein air
Andere openluchtgroenten	2.951	Autres légumes en plein air
Veldbonen	667	Féveroles

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 september 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouw-ramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

Nota

Die bedragen werden berekend op basis van de opgelopen kosten gemaakt voor een normale productie, zijnde de gemiddelde kosten van de boekjaren 1996-1997 tot 2000-2001.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 septembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, Mme
S. LARUELLE

Note

Ces montants ont été établis à partir des frais engagés dans le cadre d'une production normale, c'est-à-dire les frais moyens engagés pour les exercices comptables 1996-1997 à 2000-2001.

Bijlage II

Aanvraagformulier

De ondergetekende (naam in drukletters en voornamen),

.....

wonende..... straat, nr.,

postnummer, gemeente,

producentennr.,

nr. van postcheck- of bankrekening,

.....

vraagt de tussenkomst van het Rampenfonds om te genieten van de schadeloosstelling voorzien door het koninklijk besluit van 13 september 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld (1).

Hij verklaart op zijn eer,

1° dat hij vóór 31 december 2003 een aanvraag/geen aanvraag (2) tot schadeloosstelling heeft ingediend in het kader van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld.

In voorkomend geval :

- referenties gegeven door het provinciaal gouvernement :

.....

- bedrag van de door de provinciegouverneur eventueel toegekende schadeloosstelling :€

- teelten waarvoor een schadeloosstelling is toegekend :

.....

2° dat de volgende oppervlakten bij de oppervlakteaangifte van 2001, of in voorkomend geval (indien hij geen oppervlakteaangifte in 2001 heeft ingediend) bij de land- en tuinbouwtekening van mei 2001 werden aangegeven :

- bedrijfsoppervlakte (totale nuttige landbouwoppervlakte) :
..... ha... a;

- groente 1 :
Soort :

Totale oppervlakte : ha... a;

- groente 2 :
Soort :

Totale oppervlakte : ha... a;

- groente 3 :
Soort :

Totale oppervlakte : ha... a;

totale oppervlakte veldbonen : ha... a;

en dat hij de controle ervan bij de bevoegde gewestelijke diensten, respectievelijk bij de Algemene Directie van de Statistiek en van de Economische Informatie aanvaardt.

3° dat de tengevolge de overvloedige regenval van september 2001 getroffen teelten waarvoor hij een schadeloosstelling aanvraagt, gelegen op het grondgebied van de in het koninklijk besluit van 11 juli 2004 opgenomen gemeenten de volgende oppervlakten hadden :

- groente 1 (soort :): ha... a;

- groente 2 (soort :): ha... a;

- groente 3 (soort :): ha... a;

veldbonen : ha... a.

Annexe II

Formulaire de demande

Le soussigné (nom en caractères d'imprimerie et prénoms),

.....

domicilié rue, n°,

code postal, commune,

n° de producteur,

n° de compte chèque ou bancaire

.....

demande l'intervention du Fonds des calamités en vue de bénéficier de l'indemnisation prévue par l'arrêté royal du 13 septembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages (1).

Il déclare sur l'honneur,

1° qu'il a/n'a pas (2) introduit une demande d'indemnisation dans le cadre de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages, avant le 31 décembre 2003.

Si un tel dossier a déjà été introduit :

- référence donnée par le gouvernement provincial :

.....

- montant de l'indemnisation éventuellement accordée par le Gouverneur de province :€

- cultures pour lesquelles une indemnisation a été accordée :

.....

2° que les superficies suivantes ont été déclarées lors de la déclaration de superficie de 2001 ou, le cas échéant (s'il n'a pas introduit de déclaration de superficies en 2001), au recensement agricole de mai 2001 :

- superficie de l'exploitation (superficie agricole totale utile) :
..... ha... a;

- légumes 1 :
Sorte :

Superficie totale : ha... a;

- légumes 2 :
Sorte :

Superficie totale : ha... a;

- légumes 3 :
Sorte :

Superficie totale : ha... a;

superficie totale de féveroles : ha... a;

et qu'il en accepte le contrôle respectivement auprès des services régionaux compétents et auprès de la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique.

3° que les superficies des cultures sinistrées, situées dans le territoire des communes reprises à l'arrêté royal du 11 juillet 2003 suite aux pluies abondantes de septembre 2001 étaient les suivantes :

- légumes 1 (sorte :): ha... a;

- légumes 2 (sorte :): ha... a;

- légumes 3 (sorte :): ha... a;

- féveroles : ha... a.

4° dat hij, in het kader van de steunregeling akkerbouwgewassen (oppervlakteaangifte) voor het oogstjaar 2001...EUR heeft ontvangen als premie voor de teelt van veldbonen.

5° dat de tengevolge de overvloedige regenval van september 2001 vernietigde oppervlakten vlas, aardappelen of granen gelegen op het grondgebied van de gemeenten Lincet of Gingelom de volgende waren :

Vlas :	.... ha.... a
Aardappelen :	.... ha.... a
Wintertarwe :	.... ha.... a
Zomertarwe :	.... ha.... a
Wintergerst :	.... ha.... a
Zomergerst :	.... ha.... a
Haver :	.... ha.... a
Triticale :	.... ha.... a

Hij voegt de volgende bewijsstukken bij

- het te gelegener tijd opgemaakt procesverbaal tot vaststelling van schade aan teelten;

- een kopie van zijn eventuele oppervlakteaangifte van 2001, met de fotoplannen of de kaarten 1110.000 om de percelen te kunnen localiseren (3);

- als er geen oppervlakteaangifte voor het oogstjaar 2001 is ingediend, een kopie van de landbouwtelling van mei 2001 met de kaarten 1110.000 om de percelen te kunnen localiseren (3).

Datum :

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 september 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en Landbouw,

Mevr. S. LARUELLE

Nota's

(1) De aanvragen moeten ingediend worden per aangetekend schrijven bij de gouverneur van de betrokken provincie vóór het einde van de derde maand volgend op de maand van de bekendmaking van het koninklijk besluit van 13 september 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld in het *Belgisch Staatsblad*, met de poststempel als kracht van bewijs;

(2) Het onnodige doorhalen

(3) Niet van toepassing indien een volledig dossier al vóór 31 december 2003 is ingediend in het kader van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 waarbij de schade veroorzaakt aan de teelten van vlas, aardappelen en granen door de overvloedige regenval van september 2001 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp afgebakend wordt en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld.

4° qu'il a reçu, dans le cadre des primes à certaines cultures arabies (déclaration de superficie),...EUR comme prime pour les féveroles pour l'année de récolte 2001.

5° que les superficies de lin, de pommes de terre ou de céréales, situées sur le territoire des communes de Lincet ou Gingelom détruites suite aux pluies abondantes de septembre 2001 étaient les suivantes :

Lin :	.... ha.... a
Pommes de terre :	.... ha.... a
Froment d'hiver :	.... ha.... a
Froment de printemps :	.... ha.... a
Orge d'hiver :	.... ha.... a
Orge de printemps :	.... ha.... a
Avoine :	.... ha.... a
Triticale :	.... ha.... a

Il joint les pièces justificatives suivantes :

- le procès-verbal de constat de dégâts aux cultures établi en temps utile;

- une copie de la déclaration de superficie éventuelle de 2001, accompagnée des photoplans ou cartes au 1110.000, permettant la localisation des parcelles (3);

- s'il n'a pas introduit de déclaration de superficies en 2001, une copie du recensement de mai 2001, accompagné des cartes au 1110.000 permettant la localisation des parcelles (3).

Date :

Signature,

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 septembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

Mme S. LARUELLE

Notes

(1) Les demandes doivent être introduites par lettre recommandée auprès du gouverneur de la province concernée avant l'expiration du troisième mois suivant celui où l'arrêté royal du 13 septembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages a été publié au *Moniteur belge*, le cachet de la poste faisant foi;

(2) Biffer la mention inutile

(3) Pas d'application si dossier complet déjà introduit avant le 31 décembre 2003 dans le cadre de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux cultures de lin, de pommes de terre et de céréales par les pluies abondantes du mois de septembre 2001, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4158

[C — 2004/36560]

**11 JUNI 2004. — Besluit van de Vlaamse Regering
betreffende de beroepen tegen beslissingen van het Accreditatieorgaan**

De Vlaamse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 4 april 2003 betreffende de herstructurering van het hoger onderwijs in Vlaanderen, inzonderheid op artikel 60*quater*, § 4, ingevoegd bij decreet van 19 maart 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 maart 2004;

Gelet op het advies nr. 37.168/1 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Accreditatieorgaan : de Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie, die bij internationaal verdrag is aangewezen om de accreditaties te verlenen en de toets nieuwe opleidingen uit te voeren;

2° beroep : het in artikel 9*sexies*, § 2, 57*bis*, § 3, 60*quater* en 60*sexies*, tweede lid, van het decreet bedoelde georganiseerde beroep bij de Vlaamse Regering tegen volgende rechtshandelingen van het Accreditatieorgaan :

a) een beslissing waarbij aan een opleiding de accreditatie wordt onthouden,

b) een beslissing waarbij een buitenlandse accreditatie niet als equivalent wordt erkend,

c) een uitvoerbaar reglement betreffende de procedure volgens dewelke in het hoger onderwijs in de Vlaamse Gemeenschap de accreditatie wordt verleend en/of de toets nieuwe opleidingen wordt uitgevoerd,

d) de niet-erkenning van een evaluatieorgaan overeenkomstig artikel 57*bis*, § 2, derde lid, 3°, van het decreet;

3° decreet : het decreet van 4 april 2003 betreffende de herstructurering van het hoger onderwijs in Vlaanderen;

4° middel : de voldoende en duidelijke omschrijving van de geschonden geachte rechtsregel en van de wijze waarop die bepaling naar het oordeel van een verzoeker door een bestreden beslissing wordt geschonden;

5° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor het Hoger Onderwijs;

6° partij : elke betrokkene bij het beroep, zijnde de verzoeker(s) en het Accreditatieorgaan;

7° raadsman : a) een advocaat of b) een andere deskundige die een partij bijstaat of, op grond van een schriftelijke machtiging, vertegenwoordigt;

8° secretaris : de ambtenaar-jurist bij het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap die belast is met de voortgangsbewaking van een ingediend beroep;

9° verzoeker : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die een beroep instelt.

HOOFDSTUK II. — *Ontvankelijkheidsgronden*

Art. 2. Een beroep is ontvankelijk indien :

1° het beroep ten kantore van de minister betekend is bij aangetekend schrijven;

2° het tijdig is ingesteld;

3° de verzoeker overeenkomstig artikel 3 doet blijken van een belang of van rechtswege een belang heeft bij het beroep;

4° de verzoeker in het beroepschrift een uiteenzetting geeft van de ingeroepen middelen.

Art. 3. § 1. Een verzoeker geeft in het beroepschrift aan welk zeker en rechtstreeks, wettig, actueel en voldoende geïndividualiseerd belang hij heeft bij het beroep.

§ 2. Zo een beroep wordt ingesteld tegen een in artikel 1, 2°, a) of b), bedoelde beslissing, wordt het bestuur van de instelling die de opleiding organiseert van rechtswege geacht een belang bij het beroep te hebben.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen ontbeert het instellingsbestuur elk belang bij het beroep indien de bezwaarregeling vervat in artikel 59, § 2, tweede lid, van het decreet niet werd uitgeput.

§ 3. Zo een beroep wordt ingesteld tegen een in artikel 1, 2°, d), bedoelde niet-erkenning van een evaluatieorgaan, wordt het betrokken evaluatieorgaan geacht van rechtswege een belang te hebben bij het beroep.

§ 4. Associatie- en instellingsbesturen worden geacht van rechtswege een belang te hebben bij het beroep tegen een in artikel 1, 2°, c), bedoeld reglement.

HOOFDSTUK III. — De behandeling van een ontvankelijk beroep

Afdeling 1. — Ontvankelijkheidstoets

Art. 4. Zo de secretaris vaststelt dat een beroep onontvankelijk is, deelt hij dit aan Vlaamse Regering mee.

De Vlaamse Regering beschouwt het beroep als afgehandeld indien zij de door de secretaris vastgestelde onontvankelijkheid bevestigt. De verzoeker wordt daarvan bij aangetekend schrijven in kennis gesteld.

Art. 5. Zo de secretaris vaststelt dat een beroep ontvankelijk is, deelt hij dit onverwijld en door middel van het meest adequate communicatiemiddel aan de partijen mee.

De in het eerste lid bedoelde kennisgeving vermeldt :

- 1° het recht van de partijen om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;
- 2° de nadere regels volgens welke het dossier kan worden ingezien;
- 3° de wijze waarop overeenkomstig artikel 9 om een hoorzitting kan worden verzocht.

Afdeling 2. — Samenstelling van het dossier

Art. 6. § 1. De secretaris is belast met de samenstelling van het dossier.

Het dossier bestaat uit :

- 1° de overtuigingsstukken die door de verzoeker zijn gevoegd bij het beroepschrift;
- 2° de overtuigingsstukken die door het Accreditatieorgaan aan de secretaris zijn overgemaakt binnen een termijn van 5 kalenderdagen na de betekening van de in artikel 5, eerste lid bedoelde kennisgeving.

§ 2. De overtuigingsstukken worden door de partijen gebundeld en op een inventaris ingeschreven.

§ 3. Overtuigingsstukken die door de verzoeker niet bij het beroepschrift zijn gevoegd of die laattijdig door het Accreditatieorgaan worden overgemaakt, worden uit het dossier en uit de verdere procedure geweerd.

§ 4. Wanneer het Accreditatieorgaan de overtuigingsstukken niet of niet binnen de voorziene termijn overmaakt, worden de door verzoeker aangehaalde feiten als bewezen geacht, behoudens indien deze feiten kennelijk onjuist zouden zijn of worden tegengesproken door de door verzoeker overgemaakte stukken.

Afdeling 3. — Onderzoek

Art. 7. § 1. De secretaris bezorgt de partijen na samenstelling van het dossier een ontwerp van procedurekalender.

Het ontwerp stelt de termijnen vast waarbinnen :

- 1° het Accreditatieorgaan in staat wordt gesteld een antwoordnota aan de minister en aan de verzoeker voor te leggen;
- 2° de verzoeker in staat wordt gesteld een wederantwoordnota aan de minister en aan het Accreditatieorgaan voor te leggen.

De secretaris en de partijen kunnen het ontwerp in onderling overleg wijzigen. Indien geen overeenstemming wordt bereikt, wordt het ontwerp van procedurekalender definitief.

§ 2. De definitief vastgestelde procedurekalender wordt bij aangetekend schrijven aan de partijen overgemaakt.

Art. 8. Een partij bezorgt de (weder)antwoordnota op dezelfde dag bij aangetekend schrijven aan de secretaris en aan de tegenpartij.

Een buiten de gestelde termijn bezorgde (weder)antwoordnota wordt uit de verdere procedure geweerd.

Art. 9. De procedure verloopt schriftelijk, tenzij één van de partijen om een hoorzitting verzoekt. Het verzoek kan niet worden geweigerd.

Het Accreditatieorgaan neemt dergelijk verzoek op in de antwoordnota.

De verzoeker neemt dergelijk verzoek op in het beroepschrift of in de wederantwoordnota.

Art. 10. § 1. Indien gebruik wordt gemaakt van het in artikel 9, eerste lid bedoelde recht, roept de secretaris bij aangetekend schrijven de partijen op, ten minste twaalf kalenderdagen voor de hoorzitting.

De oproepingsbrief vermeldt :

- 1° plaats, dag en uur van de hoorzitting;
- 2° het recht van de verzoeker om de openbaarheid van de hoorzitting te vragen;
- 3° het recht van de partijen om getuigen op te roepen en te doen ondervragen.

§ 2. De minister of zijn afgevaardigde leidt de hoorzitting en hoort desgevallend de door de partijen opgeroepen getuigen.

§ 3. De partijen worden in elkaars aanwezigheid gehoord.

§ 4. De minister of zijn afgevaardigde laat ter zitting een proces-verbaal opstellen door de secretaris. Het proces-verbaal bevat, benevens de weergave van de essentiële argumenten van de partijen, de opsomming van alle vereiste procedurehandelingen en vermeldt bij iedere handeling of ze verricht is.

De secretaris leest het proces-verbaal onmiddellijk voor en legt het aan de partijen ter ondertekening voor.

De partijen kunnen :

1° voorbehoud aantekenen bij de ondertekening;

2° de ondertekening weigeren, in welk geval daarvan melding wordt gemaakt in het proces-verbaal.

Als een partij schriftelijk afstand heeft gedaan van het recht om mondeling gehoord te worden, of niet verschenen is op de hoorzitting, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal.

§ 5. De hoorzitting is openbaar, als de verzoeker om deze openbaarheid vraagt.

Afdeling 4. — De eindbeslissing

Art. 11. De Vlaamse Regering oordeelt over het beroep op basis van het dossier, het beroepschrift, de antwoordnota, de wederantwoordnota en desgevallend het proces-verbaal van de hoorzitting.

Art. 12. De eindbeslissing van de Vlaamse Regering wordt binnen een ordetermin van dertig kalenderdagen, die ingaat de dag na deze van ontvangst van de wederantwoordnota, uitgebracht.

Indien een hoorzitting werd georganiseerd, gaat de termijn in de dag na deze van de zitting.

Art. 13. De eindbeslissing van de Vlaamse Regering wordt bij aangetekend schrijven aan de partijen betekend.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 14. De bepalingen van dit besluit treden in werking op de dag bepaald voor de inwerkingtreding van het Verdrag tussen de Vlaamse Gemeenschap van België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de accreditatie van opleidingen binnen het Vlaamse en Nederlandse hoger onderwijs, ondertekend te Den Haag, op 3 september 2003.

Art. 15. De Vlaamse minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 2004.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

B. SOMERS

De Vlaamse minister van Onderwijs en Vorming,

M. VANDERPOORTEN

—————

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2004 — 4158

[C - 2004/36560]

11 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif aux recours contre les décisions de l'Organe d'accréditation

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le décret du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, notamment l'article 60*quater*, § 4, inséré par le décret du 19 mars 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mars 2004;

Vu l'avis 37 168/1 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Organe d'accréditation : l'organisation d'accréditation néerlandaise-flamande désignée par convention internationale pour octroyer les accréditations et effectuer l'évaluation nouvelles formations;

2° recours : le recours visé aux articles 9^{sexies}, § 2, 57^{bis}, § 3, 60^{quater} et 60^{sexies}, deuxième alinéa, du décret, organisé auprès du Gouvernement flamand contre les actes juridiques suivantes de l'Organe d'accréditation :

a) une décision refusant à une formation l'accréditation,

b) une décision ne reconnaissant pas une accréditation étrangère comme étant équivalente,

c) un règlement exécutable relatif à la procédure suivant laquelle l'accréditation est accordée et/ou l'évaluation nouvelles formations est réalisée dans l'enseignement supérieur en Communauté flamande,

d) le non-agrément d'un organe d'évaluation conformément à l'article 57^{bis}, § 2, troisième alinéa, 3°, du décret;

3° décret : le décret du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre;

4° moyen : la définition suffisante et claire de la règle de droit estimée violée et de la façon dont cette disposition est violée, d'après un requérant, par une décision incriminée;

5° Ministre : le Ministre flamand chargé de l'Enseignement supérieur;

6° partie : tout intéressé au recours, à savoir le(s) requérant(s) et l'Organe d'accréditation;

7° conseiller : a) un avocat ou b) un autre expert qui assiste une partie ou qui la représente au vu d'une autorisation écrite;

8° secrétaire : le fonctionnaire-légitime auprès du Ministère de la Communauté flamande chargé du suivi de l'avancement d'un recours introduit;

9° requérant : la personne physique ou juridique introduisant un recours.

CHAPITRE II. — *Motifs de recevabilité*

Art. 2. Un recours est recevable :

- 1° s'il est signifié au bureau du Ministre par lettre recommandée;
- 2° s'il est introduit à temps;
- 3° si le requérant, conformément à l'article 3, fait preuve d'un intérêt ou est de plein droit intéressé au recours;
- 4° si le requérant fait un exposé dans le recours des moyens invoqués.

Art. 3. § 1^{er}. Un requérant indique dans le recours quel est l'intérêt sûr et direct, légal, actuel et suffisamment individualisé qu'il a au recours.

§ 2. S'il est introduit un recours contre une décision visée à l'article 1^{er}, 2°, a) ou b), la direction de l'institution organisant la formation est censée être de plein droit intéressée au recours.

Dans les cas visés au premier alinéa, la direction de l'institution n'a aucun intérêt au recours si la réglementation quant aux réclamations prévue à l'article 59, § 2, deuxième alinéa, du décret n'a pas été épuisée.

§ 3. Si un recours est introduit contre un non-agrément d'un organe d'évaluation visé à l'article 1^{er}, 2°, d), ledit organe d'évaluation est censé être intéressé de plein droit au recours.

§ 4. Les directions d'associations et d'institutions sont censées être intéressées de plein droit au recours introduit contre un règlement visé à l'article 1^{er}, 2°, c).

CHAPITRE III. — *Le traitement d'un recours recevable**Section 1^{re}. — Evaluation de recevabilité*

Art. 4. Si le secrétaire constate qu'un recours est irrecevable, il en informe le Gouvernement flamand.

Le Gouvernement flamand considère le recours comme étant réglé, lorsqu'il confirme l'irrecevabilité établi par le secrétaire. Le requérant en est informé par pli recommandé.

Art. 5. Si le secrétaire constate qu'un recours est recevable, il en informe immédiatement les parties, au moyen du moyen de communication le plus adéquat.

La notification visée au premier alinéa mentionne :

- 1° le droit des parties de se faire assister ou représenter par un conseiller;
- 2° les modalités de consultation du dossier;
- 3° la manière dont peut être demandée une audition conformément à l'article 9.

Section 2. — Etablissement du dossier

Art. 6. § 1^{er}. Le secrétaire est chargé de l'établissement du dossier.

Le dossier se compose :

- 1° des pièces de conviction jointes au recours par le requérant;
- 2° des pièces de conviction transmises par l'Organe d'accréditation au secrétaire dans un délai de cinq jours calendriers de la notification de la communication visée à l'article 5, premier alinéa.

§ 2. Les pièces de conviction sont rassemblées par les parties et inscrites à un inventaire.

§ 3. Toute pièce de conviction n'étant pas jointe au recours par le requérant ou étant transmise tardivement par l'Organe d'accréditation, est écartée du dossier et de la procédure ultérieure.

§ 4. Si l'Organe d'accréditation ne soumet pas les pièces de conviction ou s'il ne les remet qu'en dehors du délai fixé, les faits avancés par le requérant sont censés être prouvés, à moins qu'ils ne soient manifestement injustes ou ne soient démentis par les pièces remises par le requérant.

Section 3. — Examen

Art. 7. § 1^{er}. Le dossier établi, le secrétaire transmet aux parties un projet de calendrier de procédure.

Le projet fixe les délais dans lesquels :

- 1° l'Organe d'accréditation a la possibilité de soumettre au Ministre et au requérant une note de réponse;
- 2° le requérant a la possibilité de soumettre au Ministre et à l'Organe d'accréditation une note de réponse en retour.

Le secrétaire et les parties peuvent modifier le projet de commun accord. Si un accord n'est pas obtenu, le projet de calendrier de procédure devient définitif.

§ 2. Le calendrier de procédure définitivement fixé est transmis aux parties par lettre recommandée.

Art. 8. Le même jour, une partie transmet, par lettre recommandée, une note de réponse (en retour) au secrétaire et à la partie adverse.

Une note de réponse (en retour) transmise en dehors du délai fixé est écartée de la suite de la procédure.

Art. 9. La procédure se déroule par écrit, à moins qu'une des parties demande une audition. La demande ne peut être refusée.

L'Organe d'accréditation reprend une telle demande dans la note de réponse.

Le requérant reprend une telle demande dans le recours ou dans la note de réponse en retour.

Art. 10. § 1^{er}. S'il est fait appel au droit visé à l'article 9, premier alinéa, le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée, au moins douze jours calendriers avant l'audition.

La convocation mentionne :

- 1° lieu, jour et heure de l'audition;
- 2° le droit du requérant de demander la publicité de l'audition;
- 3° le droit des parties de convoquer des témoins et de les faire interroger.

§ 2. Le Ministre ou son délégué a la conduite de l'audition et entend, le cas échéant, les témoins convoqués par les parties.

§ 3. Les parties sont entendues en présence l'une de l'autre.

§ 4. Le Ministre ou son délégué fait rédiger un procès-verbal en séance par le secrétaire. Le procès-verbal comporte, outre l'exposition des arguments essentiels des parties, l'énumération de tous les actes procéduraux nécessaires et mentionne pour chaque acte s'il est effectué.

Le secrétaire lit immédiatement le procès-verbal à voix haute et le soumet à signature des parties.

Les parties peuvent :

1° signifier leur réserve lors de la signature;

2° refuser la signature; dans ce cas, mention en est faite dans le procès-verbal.

Si une partie a renoncé par écrit au droit d'être entendue oralement ou si elle n'a pas comparu à l'audition, mention en est faite dans le procès-verbal.

§ 5. L'audition est publique si le requérant en fait la demande.

Section 4. — La décision finale

Art. 11. Le Gouvernement flamand se prononce sur le recours au vu du dossier, du recours, de la note de réponse, de la note de réponse en retour et, le cas échéant, du procès-verbal de l'audition.

Art. 12. La décision finale du Gouvernement flamand est émise dans un délai de trente jours calendrier, prenant cours le lendemain du jour de réception de la note de réponse en retour.

Si une audition a été organisée, le délai prend cours le lendemain de l'audition.

Art. 13. La décision finale du Gouvernement flamand est notifiée aux parties par pli recommandé.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 14. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le jour prévu pour l'entrée en vigueur de la Convention entre la Communauté flamande de la Belgique et le Royaume des Pays-Bas concernant l'accréditation des formations au sein de l'enseignement supérieur flamand et néerlandais, signée à La Haye le 3 septembre 2003.

Art. 15. La Ministre flamande ayant l'Enseignement dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation,

M. VANDERPOORTEN

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4159

[C — 2004/36561]

11 JUNI 2004. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende maatregelen tot bestrijding van de gezondheidsrisico's door verontreiniging van het binnenmilieu

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, inzonderheid op artikel 4, § 2, artikel 30, § 2, artikel 39, artikel 51, artikel 53 en artikel 55;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de Begroting, gegeven op 22 mei 2004;

Gelet op het advies nummer 37.050/3 van de Raad van State, gegeven op 11 mei 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, van de Vlaamse minister van Wonen, Media en Sport en van de Vlaamse minister van Leefmilieu, Landbouw en Ontwikkelingssamenwerking;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° administratie : de administratie van de diensten van de Vlaamse Regering, bevoegd voor de gezondheidszorg;

2° binnenmilieu : de fysische of chemische factoren, of biotische factoren in het binnenmilieu, van de omgeving binnenin woningen en publiek toegankelijke gebouwen;

3° biotische factoren in het binnenmilieu :

a) micro-organismen, zijnde al dan niet cellulaire microbiologische entiteiten, met het vermogen tot replicatie of overdracht van genetisch materiaal;

b) allergenen van biologische oorsprong;

c) andere biologische organismen die potentieel schade kunnen toebrengen aan de menselijke gezondheid;

4° chemische factoren : scheikundige stoffen die potentieel schadelijk zijn voor de gezondheid van de mens door hun toxische, mutagene, carcinogene, traumatogene, teratogene, caustische, allergene eigenschappen, en/of door een combinatie van deze eigenschappen;

5° decreet : het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid;

6° fysische factoren : natuurkundige verschijnselen die potentieel schadelijk zijn voor de gezondheid van de mens door hun akoestische, mechanische, thermische of elektromagnetische eigenschappen, met uitzondering van ioniserende straling;

7° gemeentelijke huisvestingsambtenaar : de door de burgemeester aangestelde technische ambtenaar, belast met aspecten van het wonen;

8° gewestelijke ambtenaar : de ambtenaar die door de Vlaamse Regering wordt aangewezen en die binnen zijn ambtsgebied belast is met opdrachten inzake kwaliteitsbewaking, zoals bedoeld in titel III van de Vlaamse Wooncode;

9° gezondheid : toestand van lichamelijk, geestelijk en sociaal welbevinden bij de mens;

10° interventiewaarde : meetbare grootte die overeenkomt met een maximaal toelaatbaar risiconiveau, dat behoudens in geval van overmacht, niet mag worden overschreden en bij overschrijding aanleiding geeft tot preventieve actie;

11° Logo : een door de Vlaamse Regering erkend samenwerkingsverband voor loco-regionaal gezondheidsoverleg en -organisatie binnen een aaneengesloten gebied;

12° medisch milieukundigen bij de Logo's : de medewerkers bij de Logo's belast met taken inzake milieugezondheid;

13° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

14° onbewoonbare woning : een woning die op grond van veiligheids- en/of gezondheidsaspecten niet meer mag worden bewoond;

15° ongeschikt gebouw voor verder publiek gebruik : publiek toegankelijk gebouw dat gelet de bescherming van de volksgezondheid niet mag openstaan publiek;

16° publiek toegankelijk gebouw : gebouw of deel van een gebouw dat krachtens zijn bestemming of vast gebruik functioneel openstaat voor het publiek zoals, en in eerste instantie, scholen, kinderdagverblijven, buurtcentra;

17° richtwaarde : meetbare grootte die overeenkomt met een kwaliteitsniveau van het binnenmilieu dat zoveel mogelijk moet worden bereikt of gehandhaafd;

18° saneringsmaatregelen : interventies met als doel de gezondheidsrisico's door het binnenmilieu van woningen of van publiek toegankelijke gebouwen, weg te nemen;

19° Vlaamse Gezondheidsinspectie : de ambtenaren van de administratie onder meer belast met taken inzake milieugezondheid;

20° woning : elk onroerend goed of het deel ervan dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van een gezin of alleenstaande.

HOOFDSTUK II. — *Opdracht en doel*

Art. 2. Al wie verantwoordelijk is voor de bouw, het onderhoud of de uitrusting van woningen of publiek toegankelijke gebouwen, stelt alles in het werk om de gezondheidsrisico's van het binnenmilieu voor de bewoners of gebruikers maximaal te beperken.

In geval van onzekerheid over het risico van negatieve gezondheidseffecten, wordt het voorzorgsprincipe toegepast waarbij er maatregelen worden genomen om de kwaliteit van het binnenmilieu zo optimaal mogelijk te houden. De maatregelen worden afgewogen tegen de waarschijnlijkheid van optreden van de vermoede effecten, de ernst van de verwachte effecten, de grootte van de blootgestelde populatie en de verwachte maatschappelijke impact van de effecten en/of maatregelen.

Art. 3. Onverminderd de bepalingen van de Vlaamse Wooncode, mag het binnenmilieu geen duidelijk aanwijsbare gezondheidsrisico's inhouden.

Bij de beoordeling van die vereiste wordt onder meer rekening gehouden met de richtwaarden, de interventiewaarden en andere bepalingen, in de bijlage bij dit besluit.

De minister kan, op basis van wetenschappelijke gegevens, die bijlage vervolledigen of aanpassen.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheden*

Art. 4. Ter uitvoering van artikel 30, § 2, van het decreet, worden de Logo's belast met informerende en voorlichtende taken aangaande het binnenmilieu.

Art. 5. § 1. De medisch milieukundigen bij de Logo's evenals de Vlaamse Gezondheidsinspectie, zijn bevoegd om een onderzoek in te stellen naar potentiële gezondheidsrisico's in en gezondheidsklachten door het binnenmilieu.

Daartoe organiseren zij een dienstverlening die het mogelijk maakt om in woningen en in publiek toegankelijke gebouwen een onderzoek in te stellen.

§ 2. De medisch milieukundigen bij de Logo's en de Vlaamse Gezondheidsinspectie informeren, op specifiek verzoek of op eigen initiatief, de gezondheidswerkers en de burgers over de gezondheidsrisico's die verbonden zijn aan vormen van vervuiling die aanwezig zijn in woningen of in publiek toegankelijke gebouwen.

Zij verstrekken gerichte adviezen over het gezondheidsrisico van een onderzochte woning of van een publiek toegankelijk gebouw of van onderdelen ervan.

§ 3. De Vlaamse Gezondheidsinspectie kan analyses van relevante stoffen in het binnenmilieu uitvoeren.

§ 4. De medisch milieukundigen bij de Logo's en de Vlaamse Gezondheidsinspectie kunnen saneringsmaatregelen voorstellen.

§ 5. De Vlaamse Gezondheidsinspectie kan, op basis van de analyse, bedoeld in § 3, of op basis van geobjectiverde ernstige bedreigingen van het binnenmilieu, een publiek toegankelijk gebouw kwalificeren als ongeschikt voor verder publiek gebruik.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvragen voor onderzoek*

Art. 6. § 1. Gemeentebesturen, O.C.M.W.'s, gemeentelijke huisvestingsambtenaren, gewestelijke ambtenaren, Vlaamse ambtenaren die bevoegd zijn voor het milieu, artsen, verpleegkundigen en maatschappelijk werkers, kunnen een gemotiveerde aanvraag voor onderzoek indienen als bedoeld in artikel 5, § 1, aangaande een woning bij de Logo's van het gebied waar de woning zich bevindt.

§ 2. Artsen kunnen, na voorlegging van een gemotiveerd medisch verslag, ook rechtstreeks een beroep doen op de Vlaamse Gezondheidsinspectie voor een onderzoek van het binnenmilieu in de woning van hun patiënt.

§ 3. Bij de gemotiveerde aanvraag, bedoeld in §§ 1 en 2, moet een schriftelijke toestemming van de bewoner gevoegd worden.

§ 4. Een beheerder of gebruiker van publiek toegankelijke gebouwen kan, in geval van vermoede gezondheidsrisico's die verbonden zijn met vormen van vervuiling van het binnenmilieu van deze gebouwen, een gemotiveerde aanvraag indienen bij het Logo van het gebied waar het publiek toegankelijk gebouw zich bevindt of rechtstreeks bij de Vlaamse Gezondheidsinspectie.

§ 5. De minister bepaalt nadere regels voor de vorm en de inhoud van de aanvraag, bedoeld in §§ 1, 2 en 4, en voor de procedure.

HOOFDSTUK V. — *Onderzoek*

Art. 7. § 1. De medisch milieukundigen bij de Logo's zijn verantwoordelijk voor het eerstelijnsonderzoek van de aanvraag, bedoeld in artikel 6, §§ 1 en 4.

Als meer deskundigheid nodig is, kunnen zij een beroep doen op de Vlaamse Gezondheidsinspectie. Dat zal steeds gebeuren als ook metingen en/of laboratoriumtesten noodzakelijk zijn.

§ 2. De medisch milieukundigen bij de Logo's en de Vlaamse Gezondheidsinspectie bepalen op basis van de aanvraag, bedoeld in artikel 6, §§ 1, 2 of 4, ieder wat hem of haar betreft, de inhoud van het onderzoek en de wijze waarop dat verloopt. Zo nodig gebeurt er een onderzoek ter plaatse.

§ 3. De onderzoeken worden uitgevoerd volgens een systeem van prioriteitsbepaling, waarbij voorrang wordt gegeven aan de aanvraag betreffende de woning die, of het gebouw dat, het hoogste gezondheidsrisico inhoudt.

Art. 8. § 1. Onderzoeks- en interventiekosten van de Vlaamse Gezondheidsinspectie en van de medisch milieukundigen bij de Logo's zijn, volgens de beschikbare middelen ingeschreven in de begroting, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap.

De metingen en de laboratoriumkosten zijn, volgens de beschikbare middelen ingeschreven in de begroting, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap, tenzij dat anders is overeengekomen met de aanvrager of met derden.

§ 2. Als nalatigheid van de bewoner of de eigenaar aan de basis ligt van het gezondheidsrisico of als de aanvrager van het onderzoek misbruik maakt van de onderzoeksmogelijkheden die dit besluit biedt, worden deze kosten op de verantwoordelijke persoon verhaald.

Art. 9. De aanvrager ontvangt een rapport met de resultaten van het onderzoek.

De bewoner ontvangt een rapport met de resultaten van het onderzoek en met gemotiveerde voorstellen van saneringsmaatregelen om de gezondheidsrisico's te beperken of uit te sluiten.

Art. 10. Als blijkt dat de gezondheidsrisico's in het binnenmilieu hun oorsprong vinden in het buitenmilieu, informeert de Vlaamse Gezondheidsinspectie de Vlaamse ambtenaren die bevoegd zijn voor het milieu.

Art. 11. Een woning waarin de interventiewaarde, bedoeld in de bijlage, is overschreden of waarin op een andere wijze ernstige gezondheidsbedreigende binnenmilieus worden geobjectieerd, wordt geacht een onbewoonbare woning te zijn.

Bij de vaststelling van een toestand als bedoeld in het eerste lid, dient de Vlaamse Gezondheidsinspectie een verzoek tot onbewoonbaarverklaring in bij de burgemeester van de plaats waar de woning is gelegen.

Art. 12. § 1. Als in een publiek toegankelijk gebouw een richtwaarde, bedoeld in bijlage wordt overschreden, bezorgt de medisch milieukundige bij de Logo's of de Vlaamse Gezondheidsinspectie aan de beheerder een rapport met gemotiveerde aanbevelingen om de gezondheidsrisico's te beperken of uit te sluiten.

§ 2. Als in publiek toegankelijke gebouwen een interventiewaarde als bedoeld in de bijlage, wordt overschreden, of indien op een andere wijze ernstige gezondheidsbedreigende binnenmilieus worden geobjectieerd, bezorgt de Vlaamse Gezondheidsinspectie aan de beheerder een rapport met de expliciete opdracht om de objectief vastgestelde gezondheidsrisico's te beperken of uit te sluiten.

Die opdracht kwalificeert publiek toegankelijke gebouwen als ongeschikt gebouw voor verder publiek gebruik of legt op saneringsmaatregelen uit te voeren binnen een in de opdracht bepaalde termijn.

§ 3. Een rapport of opdracht betreffende publiek toegankelijke gebouwen wordt aangetekend verstuurd naar de beheerder van het gebouw. Een afschrift van de opdracht wordt verstuurd naar de burgemeester van de gemeente waar de publiek toegankelijke gebouwen zich bevinden.

Na ontvangst van het rapport of de opdracht neemt de beheerder een beslissing binnen een termijn die in overeenstemming is met het vastgestelde risico zoals gemotiveerd in het rapport.

§ 4. De beheerder van een publiek toegankelijk gebouw deelt zijn beslissing, genomen op basis van een rapport of opdracht, mee aan de Vlaamse Gezondheidsinspectie binnen vijf werkdagen nadat ze is genomen.

§ 5. Als de beslissing van de beheerder van een publiek toegankelijk gebouw, volgend op een opdracht van de Vlaamse Gezondheidsinspectie, niet in overeenstemming met deze opdracht is genomen, of wanneer binnen de in deze opdracht bepaalde termijnen geen beslissing is genomen, meldt de Vlaamse Gezondheidsinspectie dat aan de burgemeester en de minister, en maakt ze dit publiekelijk bekend.

Die melding gebeurt binnen dertig dagen, volgend op de betekening van de beslissing, respectievelijk het verstrijken van de opgelegde termijn.

HOOFDSTUK VI. — *Rapportage*

Art. 13. § 1. De medisch milieukundige bij de Logo's bezorgt jaarlijks een rapport over de aanvragen tot onderzoek en over de uitgevoerde onderzoeken aan de Vlaamse Gezondheidsinspectie.

§ 2. De Vlaamse Gezondheidsinspectie publiceert jaarlijks een geanonimiseerd overzichtsverslag over de aanvragen tot onderzoek en over de verrichte onderzoeken en analyses aangaande woningen en publiek toegankelijke gebouwen.

De identiteit van publiek toegankelijke gebouwen met gezondheidsbedreigende binnenmilieus kan openbaar worden gemaakt.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit wordt aangehaald als : het Binnenmilieubesluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2004.

Art. 16. De Vlaamse minister, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, de Vlaamse minister, bevoegd voor de Huisvesting, en de Vlaamse minister, bevoegd voor het Leefmilieu, zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 2004.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

B. SOMERS

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

A. BYTTEBIER

De Vlaamse minister van Wonen, Media en Sport,

M. KEULEN

De Vlaamse minister van Leefmilieu, Landbouw en Ontwikkelingssamenwerking,

J. TAVERNIER

Bijlage

Kwaliteitsnormen voor het binnenmilieu.

I. Chemische factoren

Stof/factor	Richtwaarde	Interventiewaarde	Uitmiddelingstijd
acetaldehyde	$\leq 4\ 600\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		
andere aldehyden (totaal)	$\leq 20\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		
asbest		0,1 vezel/cm ³	
benzeen	$\leq 2\ \mu\text{g}/\text{m}^3$	10 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	
formaldehyde	$\leq 10\ \mu\text{g}/\text{m}^3$	100 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	30 min
koolstofmonoxide	$\leq 5,7\ \text{mg}/\text{m}^3$	30 mg/m^3	24 h 1 h
koolstofdioxide	$\leq 900\ \text{mg}/\text{m}^3$		
ozon	$\leq 110\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		8 h
stikstofdioxide	$\leq 135\ \mu\text{g}/\text{m}^3$	200 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	1 h
tetrachloorethyleen	$\leq 100\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		
tolueen	$\leq 260\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		
trichloorethyleen	$\leq 200\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		
VOS (totaal)	$\leq 200\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		
PM _{2,5}	$\leq 15\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		jaar
PM ₁₀	$\leq 40\ \mu\text{g}/\text{m}^3$		24 h

II. Fysische factoren

Stof/factor	Richtwaarde	Interventiewaarde	Uitmiddelingstijd
ELF - magnetisch veld	$\leq 0,2\ \mu\text{T}$	10 μT	
temperatuur (T) - winter - zomer	$20\ ^\circ\text{C} \leq T < 24\ ^\circ\text{C}$ $22\ ^\circ\text{C} \leq T < 26\ ^\circ\text{C}$		
tocht - winter - zomer	$< 0,10\ \text{m}/\text{s}$ $< 0,25\ \text{m}/\text{s}$		
ventilatievoud	$\geq 1/\text{h}$		
relatieve vochtigheid (RV)	winter $30\ \% \leq RV < 55\ \%$ zomer $30\ \% \leq RV < 80\ \%$		

III. Biotische factoren in het binnenmilieu

Stof/factor	Richtwaarde	Interventiewaarde	Uitmiddelingsstijd
huisstofmijt	$\leq 0,2$ mg guanine/g stof		
kakkerlak	< 1 per gebouw		
micro-organismen	≤ 500 KVE/m ³		
mijten - in vloerbedekking -in bed/meubilair	≤ 10 /g stof ≤ 100 /g stof		
rat/muis	< 1 per gebouw		
schimmels	≤ 200 KVE/m ³		

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse Regering van 11 juni 2004 houdende maatregelen tot bestrijding van de gezondheidsrisico's door verontreiniging van het binnenmilieu.

Brussel, 11 juni 2004.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
B. SOMERS

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,
A. BYTTEBIER

De Vlaamse minister van Wonen, Media en Sport,
M. KEULEN

De Vlaamse minister van Leefmilieu, Landbouw en Ontwikkelingssamenwerking,
J. TAVERNIER

 TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2004 — 4159

[C — 2004/36561]

**11 JUN 2004. — Arrêté du Gouvernement flamand
contenant des mesures de lutte contre les risques de santé par la pollution intérieure**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, notamment l'article 4, § 2, l'article 30, § 2, l'article 39, l'article 51, l'article 53 et l'article 55;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 22 mai 2004;

Vu l'avis n° 37.050/3 du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, du Ministre flamand de l'Habitat, des Médias et des Sports et du Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement;

Après délibération,

Arrête :

 CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté on entend par :

1° administration : l'administration des services du Gouvernement flamand qui est compétente pour les soins de santé;

2° milieu intérieur : les facteurs physiques ou chimiques ou les facteurs biotiques dans le milieu intérieur, du milieu dans les logements et les bâtiments accessibles au public;

3° facteurs biotiques dans le milieu intérieur :

a) micro-organismes, y compris les entités microbiologiques, cellulaires ou non, ayant la capacité de se répliquer ou de transmettre du matériel génétique;

b) allergènes d'origine biologique;

c) autres organismes biologiques pouvant potentiellement nuire à la santé humaine;

4° facteurs chimiques : substances chimiques qui pourraient nuire à la santé de l'homme à cause de leur caractéristiques toxiques, mutagènes, carcinogènes, traumatogènes, tératogènes, caustiques, allergènes, et/ou d'une combinaison de ces caractéristiques;

5° décret : le décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive;

6° facteurs physiques : phénomènes physiques qui pourraient nuire à la santé de l'homme à cause de leurs caractéristiques acoustiques, mécaniques, thermiques ou électromagnétiques, à l'exception des rayonnements ionisants;

7° fonctionnaire communal de l'habitat : le fonctionnaire technique dédigné par le bourgmestre qui est chargé des aspects de l'habitat;

8° fonctionnaire régional : le fonctionnaire désigné par le Gouvernement flamand et qui est chargé d'accomplir dans son ressort les missions de surveillance de la qualité, telles que visées au titre III du Code flamand du Logement;

9° santé : l'état de bien-être physique, psychique et social de l'homme;

10° valeur d'intervention : grandeur mesurable qui correspond à un niveau de risque admissible maximal qui, sauf en cas de force majeure, ne peut être dépassé et qui, en cas de dépassement, donne lieu à une action préventive;

11° Logo : un groupement, reconnu par le Gouvernement flamand, de concertation et organisation de santé loco-régionales dans une aire géographique d'un seul tenant;

12° experts en santé environnementale auprès des Logos : les collaborateurs auprès des Logos qui sont chargés de missions dans le domaine de la santé environnementale;

13° Ministre : la Ministre flamande chargée de la politique en matière de santé;

14° logement inhabitable : un logement qui ne peut plus être occupé pour des motifs de sécurité et/ou de santé;

15° bâtiment inapte à usage public ultérieur : immeuble accessible au public qui ne peut être ouvert au public pour des raisons de protection de la santé publique;

16° bâtiment accessible au public : immeuble ou partie d'un immeuble qui, du fait de sa destination ou fonction fixe, est ouvert au public, tel que, et en première instance, des écoles, garderies, centres de quartier;

17° valeur guide : grandeur mesurable qui correspond avec un niveau de qualité du milieu intérieur qui doit être atteint ou maintenu dans la plupart des cas;

18° mesures d'assainissement : interventions visant à éliminer les risques de santé posés par le milieu intérieur des logements ou des bâtiments accessibles au public;

19° Inspection d'Hygiène flamande : les fonctionnaires de l'administration chargés entre autres des tâches en matière de santé environnementale;

20° logement : tout immeuble ou partie d'immeuble qui est destiné principalement au logement d'un ménage ou d'une personne isolée.

CHAPITRE II. — *Mission et but*

Art. 2. Tous ceux qui sont responsables de la construction, de l'entretien ou de l'équipement de logements ou d'immeubles accessibles au public, mettent tout en œuvre pour limiter au maximum les risques de santé que pose le milieu intérieur pour les habitants ou les usagers.

En cas d'incertitudes sur le risque d'effets négatifs sur la santé, le principe de précaution est appliqué consistant en la prise de mesures visant à optimiser dans la mesure du possible la qualité du milieu intérieur. Les mesures sont confrontées à la probabilité d'apparition des effets présumés, la gravité des effets escomptés, l'importance de la population exposée et l'impact social escompté des effets et/ou des mesures.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions du Code flamand du Logement, le milieu intérieur ne peut pas présenter des risques de santé clairement identifiables.

L'évaluation de cette condition tient entre autres compte des valeurs guide, des valeurs d'intervention et d'autres dispositions reprises dans l'annexe au présent arrêté.

Le Ministre peut, sur la base de données scientifiques, compléter ou adapter cette annexe.

CHAPITRE III. — *Compétences*

Art. 4. En exécution de l'article 30, § 2, du décret, les Logos sont chargés de missions informatives sur le milieu intérieur.

Art. 5. § 1^{er}. Les experts en santé environnementale auprès des Logos ainsi que l'Inspection d'Hygiène flamande, sont habilités à faire des enquêtes sur les risques de santé potentiels dans et des plaintes de santé occasionnées par le milieu intérieur.

A cet effet, ils proposent des services permettant de faire des enquêtes dans les logements et les bâtiments accessibles au public.

§ 2. Les experts en santé environnementale auprès des Logos et l'Inspection d'Hygiène flamande informent sur demande spécifique ou d'initiative, les travailleurs de santé et les citoyens sur les risques de santé liés aux formes de pollution présentes dans les logements ou les bâtiments accessibles au public.

Ils rendent des avis ciblés sur les risques de santé posés par un logement examiné ou un bâtiment accessible au public ou de parties de ce dernier.

§ 3. L'Inspection d'Hygiène flamande peut effectuer des analyses de substances pertinentes présentes dans le milieu intérieur.

§ 4. Les experts en santé environnementale auprès des Logos et l'Inspection d'Hygiène flamande peuvent proposer des mesures d'assainissement.

§ 5. L'Inspection d'Hygiène flamande peut, sur base de l'analyse, visée au § 3, ou en fonction de menaces graves objectivées du milieu intérieur, qualifier un bâtiment accessible au public comme inapte à usage public ultérieur.

CHAPITRE IV. — *Demandes d'enquête*

Art. 6. § 1^{er}. Les administrations communales, les CPAS, les fonctionnaires communaux de l'habitat, les fonctionnaires régionaux, les fonctionnaires flamands chargés de l'environnement, les infirmiers et les assistants sociaux, peuvent introduire une demande d'enquête motivée, telle que visée à l'article 5, § 1^{er}, relativement à un logement auprès des Logos du ressort dans lequel le logement est situé.

§ 2. Après production d'un rapport médical motivé, les médecins peuvent également avoir recours directement à l'Inspection d'Hygiène flamande pour une enquête sur le milieu intérieur du logement de leur patient.

§ 3. La demande motivée, visée aux §§ 1^{er} et 2, doit être accompagnée du consentement écrit de l'habitant.

§ 4. Un gestionnaire ou usager de bâtiments accessibles au public peut, en cas de risques de santé présumés liés à des formes de pollution du milieu intérieur de ces immeubles, introduire une demande motivée auprès du Logo du ressort dans lequel est situé le bâtiment accessible au public ou directement auprès de l'Inspection d'Hygiène flamande.

§ 5. Le Ministre arrête les modalités pour la forme et le contenu de la demande, visée aux §§ 1^{er}, 2 et 4, et pour la procédure.

CHAPITRE V. — *Enquête*

Art. 7. § 1^{er}. Les experts en santé environnementale auprès des Logos sont responsables de l'examen de première ligne de la demande, visée à l'article 6, §§ 1^{er} et 4.

Si davantage d'expertise est requise, ils peuvent faire appel à l'Inspection d'Hygiène flamande. Cela sera toujours le cas si des mesures et/ou des tests de laboratoire sont nécessaires.

§ 2. Les experts en santé environnementale auprès des Logos et l'Inspection d'Hygiène flamande déterminent sur la base de la demande, visée à l'article 6, §§ 1^{er}, 2 ou 4, chacun en ce qui le concerne, le contenu de l'enquête et son mode de déroulement. Au besoin, l'enquête se fait sur place.

§ 3. Les enquêtes sont effectuées suivant un système de priorités, la priorité étant donnée à la demande concernant le logement ou le bâtiment qui pose le plus de risques de santé.

Art. 8. § 1^{er}. Les frais d'enquête et d'intervention de l'Inspection d'Hygiène flamande et des experts en santé environnementale auprès des Logos sont à charge de la Communauté flamande en fonction des moyens disponibles inscrits au budget.

Les mesures et les frais de laboratoire sont à charge de la Communauté flamande, en fonction des moyens disponibles inscrits au budget, à moins que d'autres arrangements n'aient été pris avec le demandeur ou des tiers.

§ 2. Si les risques de santé sont engendrés par la négligence de l'habitant ou du propriétaire ou si le demandeur abuse de la faculté d'enquête prévue par le présent arrêté, ces frais sont recouverts à charge de la personne responsable.

Art. 9. Un rapport reprenant les résultats de l'enquête est transmis au demandeur.

Un rapport est transmis à l'habitant qui contient les résultats de l'enquête et des propositions motivées de mesures d'assainissement pour limiter ou exclure les risques de santé.

Art. 10. S'il apparaît que les risques de santé dans le milieu intérieur trouvent leur origine dans le milieu extérieur, l'Inspection d'hygiène flamande en informe les fonctionnaires compétentes pour l'environnement.

Art. 11. Un logement dont la valeur d'intervention, visée en annexe, est dépassée ou dans lequel sont objectivés d'autres milieux intérieurs posant de graves risques pour la santé, est réputé inhabitable.

Le constat d'une situation telle que visée à l'alinéa premier, amène l'Inspection d'Hygiène flamande à introduire une demande de déclaration d'inhabitabilité auprès du bourgmestre du lieu où le logement est situé.

Art. 12. § 1^{er}. Si une valeur guide, telle que visée en annexe, est dépassée dans un bâtiment accessible au public, l'expert en santé environnementale auprès des Logos ou l'Inspection d'Hygiène flamande transmet au gestionnaire un rapport contenant des recommandations motivées visant à limiter ou exclure les risques de santé.

§ 2. Si une valeur d'intervention, telle que visée en annexe, est dépassée dans des bâtiments accessibles au public, ou si, d'autres milieux intérieurs posant des risques graves pour la santé sont objectivés, l'Inspection d'Hygiène flamande transmet au gestionnaire un rapport ordonnant ce dernier à limiter ou exclure les risques de santé objectivement constatés.

Cette mission qualifie des bâtiments accessibles au public comme bâtiment inapte à usage public ultérieur ou impose l'exécution de mesures d'assainissement dans un délai défini dans la mission.

§ 3. Un rapport ou une mission concernant des bâtiments accessibles au public est envoyé par lettre recommandée au gestionnaire du bâtiment. Une copie de la mission est envoyée au bourgmestre de la commune où sont situés les bâtiments accessibles au public.

Après réception du rapport ou de la mission, le gestionnaire prend une décision dans un délai qui correspond au risque constaté tel que motivé dans le rapport.

§ 4. Le gestionnaire d'un bâtiment accessible au public communique sa décision prise sur la base d'un rapport ou d'une mission, à l'Inspection d'Hygiène flamande dans les cinq jours ouvrables après sa prise.

§ 5. Si la décision du gestionnaire d'un bâtiment accessible au public suite à une mission conférée par l'Inspection d'Hygiène flamande, n'est pas prise conformément à cette mission, ou si aucune décision n'est prise dans les délais prévus par cette mission, l'Inspection d'Hygiène flamande en fait notification au bourgmestre et au Ministre et le rend public.

Cette notification se fait dans les trente jours qui suivent la communication de la décision, respectivement l'expiration du délai imparti.

CHAPITRE VI. — *Rapportage*

Art. 13. § 1^{er}. L'expert en santé de l'environnement auprès des Logos transmet chaque année un rapport à l'Inspection d'Hygiène flamande sur les demandes d'enquête et sur les enquêtes effectuées.

§ 2. L'Inspection d'Hygiène flamande publie chaque année un rapport récapitulatif rendu anonyme sur les demandes d'enquête et sur les enquêtes et analyses effectuées concernant des logements et des bâtiments accessibles au public.

L'identité des bâtiments accessibles au public qui contiennent des milieux intérieurs menaçant la santé, peut être rendu public.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté peut être cité comme : l'arrêté sur le milieu intérieur.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2004.

Art. 16. La Ministre flamande qui a la Politique de Santé dans ses attributions, le Ministre flamand qui a le Logement dans ses attributions et le Ministre flamand qui a l'Environnement dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
A. BYTTEBIER

Le Ministre flamand de l'Habitat, des Médias et des Sports,
M. KEULEN

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement,
J. TAVERNIER

Annexe

Normes de qualité pour le milieu intérieur.

I. Facteurs chimiques

Substance/facteur	Valeur guide	Valeur d'intervention	Période de moyennisation
acétaldéhyde	≤ 4600 µg/m ³		
autres aldéhydes(total)	≤ 20 µg/m ³		
amiante		0,1 fibre/cm ³	
benzène	≤ 2 µg/m ³	10 µg/m ³	
formaldéhyde	≤ 10 µg/m ³	100 µg/m ³	30 min
monoxyde de carbone	≤ 5,7 mg/m ³	30 mg/m ³	24 h 1 h
dioxyde de carbone	≤ 900 mg/m ³		
ozone	≤ 110 µg/m ³		8 h
dioxyde d'azote	≤ 135 µg/m ³	200 µg/m ³	1 h
tétrachloroéthylène	≤ 100 µg/m ³		
toluène	≤ 260 µg/m ³		
trichloroéthylène	≤ 200 µg/m ³		
VOS (total)	≤ 200 µg/m ³		
PM _{2,5}	≤ 15 µg/m ³		année
PM ₁₀	≤ 40 µg/m ³		24 h

II. Facteurs physiques

Substance/facteur	Valeur guide	Valeur d'intervention	Période de moyennisation
ELF - champ magnétique	$\leq 0,2 \mu\text{T}$	10 μT	
température (T) - hiver - été	20 °C \leq T < 24 °C 22°C \leq T < 26°C		
courant d'air - hiver - été	< 0.10 m/s < 0,25 m/s		
débit de renouvellement d'air	≥ 1 h		
humidité relative (HV)	hiver 30 % \leq RV < 55 % été 30 % \leq RV < 80 %		

III. Facteurs biotiques dans le milieu intérieur

Substance/facteur	Valeur guide	Valeur d'intervention	Période de moyennisation
acariens de poussière	$\leq 0,2$ mg guanine/g poussière		
cafards	< 1 par bâtiment		
micro-organismes	≤ 500 KVE/m ³		
acariens - dans le revêtement du sol - dans le lit/mobilier	≤ 10 /g poussière ≤ 100 /g poussière		
rat/souris	< 1 par bâtiment		
moisissures	≤ 200 KVE/m ³		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 juin 2004 contenant des mesures de lutte contre les risques de santé par la pollution intérieure.

Bruxelles, le 11 juin 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
A. BYTTEBIER

Le Ministre flamand de l'Habitat, des Médias et des Sports,
M. KEULEN

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement,
J. TAVERNIER

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2004 — 4160

[C — 2004/33026]

**16. DEZEMBER 2003 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. Juni 1990
zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung (1)**

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 3 des Dekrets vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, abgeändert durch das Programmdekret vom 29. Juni 1998, wird eine neue Nr. 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«4. einem Kind sowie einem Jugendlichen mit einer Behinderung: Jede Person, die der unter Nr. 1 angeführten Definition einer Behinderung entspricht und für die gewöhnliche Kinderzulagen ausgezahlt werden»

Art. 2 - Artikel 4 § 1 desselben Dekrets wird um eine Nr. *4bis* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«*4bis* die Kosten zu übernehmen, die den Kindern und Jugendlichen mit einer Behinderung beziehungsweise deren Erziehungsberechtigten nachweislich entstehen für therapeutische Behandlungen, für therapeutisch-technische Hilfen, für besondere pädagogische Hilfsmittel und für operative Eingriffe, die der sozialen Integration dienen, insofern diese:

— nachweislich nicht vom Landesinstitut für Invaliden- und Krankenversicherung, einer Krankenkasse beziehungsweise einer Versicherung rückerstattet werden und

— nachweislich die innerhalb von zwölf Monaten vor Einreichen des Antrags ausgezahlte Summe der erhöhten Kinderzulagen übersteigen;»

Art. 3 - Artikel 20 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1) Paragraph 1 Absatz 1 wird um eine Nr. 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«3. ein Gutachten darüber abzugeben, ob die therapeutischen Behandlungen, die therapeutisch-technischen Hilfen, die besonderen pädagogischen Hilfsmittel, die operativen Eingriffe, die ein Kind/ein Jugendlicher mit einer Behinderung erhält beziehungsweise denen es/er sich unterwirft, als notwendige Voraussetzung für die soziale Integration zu betrachten sind.»

2) Paragraph 2 wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Um in den Genuss der in Artikel 4 § 1 Nr. *4bis* vorgesehenen Regelung zu gelangen, muss ein Antrag auf Übernahme der Kosten spätestens zwölf Monate nach Erhalt der ersten Rechnung gestellt werden.»

3) Paragraph 3 wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Liegt ein Antrag im Sinne von § 2 Absatz 2 vor, so gibt ein von der Dienststelle bestimmter Facharzt ein Gutachten darüber ab, ob die Behinderung des Kindes beziehungsweise des Jugendlichen derart ist, dass die soziale Integration ohne zeitige Inanspruchnahme der in Artikel 4 § 1 Nr. *4bis* genannten Maßnahmen beeinträchtigt ist.»

4) Es wird ein Paragraph *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ *3bis* – Die Inanspruchnahme der in Artikel 4 § 1 Nr. *4bis* genannten Maßnahmen, die einem Antrag im Sinne von § 2 Absatz 2 zugrunde liegen, müssen von dem in § 1 vorgesehenen Prüfungsausschuss als notwendige Voraussetzung für die soziale Integration betrachtet werden. Dabei stützt der Prüfungsausschuss sich auf das in § 3 Absatz 2 erwähnte Gutachten des von der Dienststelle bestimmten Facharztes.

Der Prüfungsausschuss kann einen Höchstbetrag pro Antrag vorschlagen.»

Art. 4 - Im gesamten Text desselben Dekrets wird das Wort «Exekutive» durch das Wort «Regierung» ersetzt.

Art. 5 - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 2004 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 16. Dezember 2003

K.-H. LAMBERTZ

Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

B. GENTGES

Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus

H. NIESSEN

Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales

—
Fußnoten

(1) *Sitzungsperiode 2003-2004.*

Dokumente des Parlament: 89 (2001-2002) Nr. 1 Dekretvorschlag

89 (2001-2002) Nr. 2 Abänderungsvorschläge

89 (2002-2003) Nr. 3 Abänderungsvorschläge

89 (2003-2004) Nrn. 4-5 Abänderungsvorschläge

89 (2003-2004) Nr. 6 Bericht

Ausführlicher Bericht: Diskussion und Abstimmung. — Sitzung vom 16. Dezember 2003.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2004 — 4160

[C - 2004/33026]

16 DECEMBRE 2003. — Décret modifiant le décret du 19 juin 1990 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les Personnes handicapées) (1)

Le Parlement de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 du décret du 19 juin 1990 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les Personnes handicapées), modifié par le décret-programme du 29 juin 1998, il est inséré un point 4°, libellé comme suit :

« 4° l'enfant et le jeune handicapé : toute personne qui répond à la définition du handicap énoncée au 1° et pour laquelle sont versées les allocations familiales ordinaires. »

Art. 2. L'article 4, § 1^{er}, du même décret est complété par un point *4bis*, libellé comme suit :

« *4bis* prendre en charge les coûts dont il est prouvé qu'ils sont supportés par les enfants et jeunes handicapés ou les personnes chargées de leur éducation et ayant trait à des traitements thérapeutiques, à des aides technico-thérapeutiques, des moyens pédagogiques spéciaux et des interventions chirurgicales visant l'intégration sociale, dans la mesure où il est prouvé;

— qu'ils ne sont pas remboursés par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, une mutualité ou une assurance;

— qu'ils sont supérieurs à la somme des allocations familiales majorées liquidées au cours des douze mois précédant l'introduction de la demande; »

Art. 3. L'article 20 du même décret est modifié comme suit :

1° le § 1^{er}, alinéa 1, est complété par un point 3°, libellé comme suit :

« 3° donner un avis pour déterminer si les traitements thérapeutiques, les aides technico-thérapeutiques, les moyens pédagogiques spéciaux, les interventions chirurgicales dont un enfant/un jeune handicapé bénéficie ou auxquels il se soumet doivent être considérés ou non comme condition sine qua non pour l'intégration sociale. »

2° le § 2 est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Pour bénéficier de la règle prévue à l'article 4, § 1^{er}, *4bis*, une demande de prise en charge des coûts doit être introduite au plus tard douze mois après réception de la première facture. »

3° le § 3 est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Lorsqu'une demande telle que visée au § 2, alinéa 2, a été introduite, un médecin spécialiste désigné par l'Office rend pour déterminer si le handicap de l'enfant ou du jeune est ou non de nature à compromettre l'intégration sociale s'il n'est pas recouru en temps utile aux mesures mentionnées à l'article 4, § 1^{er}, *4bis*. »

4° il est inséré un § *3bis*, libellé comme suit :

« § *3bis*. Le recours aux mesures mentionnées à l'article 4, § 1^{er}, *4bis* et motivant la demande visée au § 2, alinéa 2, doit être considéré comme condition sine qua non à l'intégration sociale par la commission d'évaluation prévue au § 1^{er}.

Pour ce faire, la commission d'évaluation se base sur l'avis mentionné au § 3, alinéa 2, rendu par le médecin spécialiste désigné par l'Office.

La commission d'évaluation peut proposer un plafond par demande. »

Art. 4. Dans l'ensemble du texte du même décret, le terme « Exécutif » est remplacé par « Gouvernement ».

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Eupen, le 16 décembre 2003.

K.-H. LAMBERTZ,

Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports

B. GENTGES,

Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture et du Tourisme

H. NIESSEN,

Ministre de la Jeunesse et de la Famille,
de la Protection des Monuments, de la Santé et des Affaires sociales

Notes

Session 2003-2004.

Documents du Conseil : 89 (2001-2002) N° 1 Proposition de décret

89 (2001-2002) N° 2 Propositions d'amendement

89 (2002-2003) N° 3 Propositions d'amendement

89 (2003-2004) N° 4-5 Propositions d'amendement

89 (2003-2004) N° 6 Rapport

Rapport intégral : Discussion et vote. Séance du 16 décembre 2003.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4160

[C — 2004/33026]

16 DECEMBER 2003. — Decreet tot wijziging van het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de Personen met een Handicap) (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 3 van het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de Personen met een Handicap), gewijzigd bij het programmadecreet van 29 juni 1998, wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° kind of jongere met een handicap : elke persoon die beantwoordt aan de definitie van een handicap zoals vermeld onder punt 1° en voor wie gewone kinderbijslag uitbetaald wordt. »

Art. 2. Artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet wordt met een punt *4bis* aangevuld, luidend als volgt :

« *4bis* de kosten overnemen waarvan het bewezen is dat ze door de kinderen en jongeren met een handicap resp. door de personen belast met hun opvoeding gedragen worden en die betrekking hebben tot therapeutische behandelingen, technisch-therapeutische hulpverlening, buitengewone pedagogische hulpmiddelen en heelkundige ingrepen met het oog op de maatschappelijke integratie, voor zover het bewijs wordt geleverd dat :

— ze niet door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, een ziekenfonds of een verzekering terugbetaald worden;

— ze hoger liggen dan de tijdens de twaalf maanden vóór het indienen van de aanvraag uitbetaalde som van de verhoogde kinderbijslag; ».

Art. 3. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, lid 1, wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

« 3° een advies te geven om te bepalen of de therapeutische behandelingen, technisch-therapeutische hulpverlening, buitengewone pedagogische hulpmiddelen en heelkundige ingrepen die een kind of jongere met een handicap geniet of waaraan hij zich onderwerpt al dan niet noodzakelijk zijn voor de maatschappelijke integratie. »

2° § 2 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Om de regeling bepaald in artikel 4, § 1, *4bis*, te genieten moet een aanvraag om overname van de kosten ten laatste twaalf maanden na de ontvangst van de eerste rekening ingediend worden. »

3° § 3 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Wordt een aanvraag in de zin van § 2, lid 2, ingediend, dan brengt een door de Dienst aangewezen geneesheer-specialist een advies uit om te bepalen dat de handicap van het kind of van de jongere zodanig is dat de maatschappelijke integratie bedreigd is, indien niet op tijd een beroep wordt gedaan op de in artikel 4, § 1, *4bis*, vermelde maatregelen. »

4° er wordt een § *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *3bis*. Het beroep op de in artikel 4, § 1, *4bis*, vermelde maatregelen die de aanvraag bedoeld in § 2, lid 2, rechtvaardigen, moet door de in § 1 bepaalde evaluatiecommissie als noodzakelijk voor de maatschappelijke integratie beschouwd worden.

Te dien einde steunt de evaluatiecommissie op het advies vermeld in § 3, lid 2, en uitgebracht door de geneesheer-specialist aangewezen door de Dienst.

De evaluatiecommissie kan een maximaal bedrag per aanvraag voorstellen. »

Art. 4. In de hele tekst wordt het woord « Executieve » door « Regering » vervangen.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen 16 december 2003.

K.-H. LAMBERTZ,

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport

B. GENTGES,

Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme

H. NIESSEN,

Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

Nota's

Zitting 2003-2004.

Bescheiden van het Parlement : 89 (2001-2002) Nr. 1 Voorstel van decreet

89 (2001-2002) Nr. 2 Voorstellen tot wijziging

89 (2002-2003) Nr. 3 Voorstellen tot wijziging

89 (2003-2004) Nr. 4-5 Voorstellen tot wijziging

89 (2003-2004) Nr. 6 Verslag

Integraal verslag : Bespreking en aanneming. Zitting van 16 december 2003.

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2004 — 4161

[C – 2004/33073]

1. JUNI 2004 — Dekret über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft (1)

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übt im deutschen Sprachgebiet die Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden aus, erwähnt in:

1. Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, nachstehend das Sondergesetz genannt;

2. Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nr. 7 des Sondergesetzes;

3. Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nr. 9 des Sondergesetzes, begrenzt auf die allgemeine Finanzierung der Gemeinden;

4. Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nr. 10 des Sondergesetzes, wie geregelt im Dekret vom 1. Dezember 1988 über die von der Wallonischen Region für gewisse Investitionen öffentlichen Interesses gewährten Zuschüsse, abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juli 1989, 30. April 1990 und vom 19. Dezember 1996, begrenzt auf Gemeinden, Kirchenfabriken und sonstige Rechtspersonen, die Immobilien verwalten, die zur Ausübung der anerkannten Kulte erforderlich sind, sowie Rechtspersonen, die Güter verwalten, die zur Ausübung der nicht-konfessionellen Sittenlehre erforderlich sind;

5. Artikel 7 des Sondergesetzes, begrenzt auf die Organisation und Ausübung der Verwaltungsaufsicht über die Gemeinden und die Mehrgemeindepolizeizonen, die ausschließlich aus Gemeinden des deutschen Sprachgebiets bestehen.

Das Parlament und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft üben die Zuständigkeiten der Wallonischen Region aus, die mit den Angelegenheiten zusammenhängen, auf die sich Absatz 1 bezieht.

Art. 2 - Die Übertragung der Ausübung der Angelegenheiten, auf die sich Artikel 1 bezieht, erfolgt ohne Übertragung von Gütern und ohne Übertragung von Personal.

Art. 3 - § 1 - Bezüglich der Übertragung der Ausübung der Zuständigkeiten, auf die sich Artikel 1 bezieht, wird ab dem Jahr 2005 im Haushalt der Wallonischen Region eine Dotation eingetragen, die der Deutschsprachigen Gemeinschaft jedes Jahr gewährt wird.

§ 2 - Die in Artikel 1 erwähnte jährliche Dotation beträgt 17.153.770 Euro.

§ 3 - Ab dem Haushaltsjahr 2005 wird dieser Betrag jährlich einer Wachstumsrate angepasst, die gemäß der in Artikel 33bis § 1 Absatz 4 des Finanzierungs Sondergesetzes vom 16. Januar 1989, abgeändert durch die Sondergesetze vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001, vorgesehenen Formel berechnet wird.

§ 4 - Die jährliche Dotation wird spätestens am ersten Werktag des Monats Mai des betreffenden Jahres überwiesen.

Falls die in Paragraph 4 festgelegte Frist überschritten wird, ist die Deutschsprachige Gemeinschaft berechtigt, nach Mitteilung dieses Sachverhalts an die Wallonische Region ein Darlehen bei einem vorher im Einverständnis mit der Wallonischen Region benannten Kreditinstitut aufzunehmen.

Diese Anleihe wird von Rechts wegen durch die Wallonische Region garantiert. Der Finanzmodus dieser Anleihe ist Gegenstand eines allgemeinen Vertrages, der vorher zwischen den Regierungen und dem betreffenden Kreditinstitut geschlossen wird.

Der Schuldendienst dieser Anleihe geht direkt zu Lasten der Wallonischen Region.

Art. 4 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übernimmt die Rechte und Pflichten der Wallonischen Region, die sich auf die in Artikel 1 erwähnten Angelegenheiten beziehen, einschließlich der Rechte und Pflichten aus laufenden oder künftigen Gerichtsverfahren.

Alle von ihr vor In-Kraft-Treten des vorliegenden Dekretes eingegangenen, auf nicht aufgegliederte Mittel anzurechnenden Verpflichtungen bleiben jedoch zu Lasten der Wallonischen Region.

Im Streitfall kann die Wallonische Region oder die Deutschsprachige Gemeinschaft je nach Fall in den Rechtsstreit eingreifen oder die Behörde, die ihr Nachfolger ist beziehungsweise deren Nachfolger sie ist, zum Rechtsstreit heranziehen.

Art. 5 - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 2005 in Kraft, vorausgesetzt, ein vom Parlament der Wallonischen Region verabschiedetes gleichlautendes Dekret tritt ebenfalls an diesem Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 1. Juni 2004

K.-H. LAMBERTZ

Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

B. GENTGES

Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus

H. NIESSEN

Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 2003-2004.*

Dokumente das Parlament: 171 (2003-2004) Nr. 1 Dekretentwurf

171 (2003-2004) Nr. 2 Abänderungsvorschläge

171 (2003-2004) Nr. 3 Bericht

171 (2003-2004) Nr. 4 Abänderungsvorschläge zu dem vom Ausschuss angenommenen Text

Ausführlicher Bericht: Diskussion und Abstimmung - Sitzung vom 1. Juni 2004.

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2004 — 4161

[C - 2004/33073]

1^{er} JUIN 2004. - Décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés (1)

Le Parlement de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La Communauté germanophone, sur le territoire de la région de langue allemande, exerce les compétences de la Région wallonne dans la matière des pouvoirs subordonnés visées :

1° à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, ci-après dénommée la loi spéciale;

2° à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi spéciale;

3° à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 9°, de la loi spéciale, limité au financement général des communes;

4° à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 10°, de la loi spéciale, telles que régies par le décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par les décrets des 20 juillet 1989, 30 avril 1990 et 19 décembre 1996, limité aux communes, fabriques d'églises et autres personnes morales qui gèrent des biens immobiliers nécessaires à l'exercice des cultes reconnus et aux personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque;

5° à l'article 7 de la loi spéciale, limité à l'organisation et à l'exercice de la tutelle administrative sur les communes et les zones de police pluricommunales composées exclusivement de communes situées sur le territoire de la région de langue allemande.

Le Parlement et le Gouvernement de la Communauté germanophone exercent les compétences de la Région wallonne qui se rapportent aux matières visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. Le transfert de l'exercice de la matière visée à l'article 1^{er} se réalise sans transfert de biens et sans transfert de personnel.

Art. 3. § 1 - Relativement au transfert de l'exercice des compétences visées à l'article 1^{er}, une dotation inscrite au budget de la Région wallonne dès l'année 2005 est octroyée annuellement à la Communauté germanophone.

§ 2 - Le montant de la dotation annuelle visée au § 1^{er} s'élève à € 17.153.770.

§ 3 - A partir de l'année budgétaire 2005, ce montant est adapté annuellement à un taux de croissance calculé sur la base de la formule prévue à l'article 33bis, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, telle que modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et la loi spéciale du 13 juillet 2001.

§ 4 - La dotation annuelle est versée au plus tard le premier jour ouvrable du mois de mai de l'année concernée.

En cas de dépassement du délai fixé au § 4, et après notification de cette situation à la Région wallonne, la Communauté germanophone a le droit de contracter un emprunt auprès d'un organisme de crédit préalablement désigné de l'accord de la Région wallonne.

Cet emprunt bénéficie de plein droit de la garantie de la Région wallonne. Le régime financier de cet emprunt fait l'objet d'une convention générale préalablement conclue entre les Gouvernements et l'organisme de crédit concernés.

Le service financier de cet emprunt est directement à charge de la Région wallonne.

Art. 4. La Communauté germanophone succède aux droits et obligations de la Région wallonne relatifs aux matières visées à l'article 1^{er}, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Les obligations contractées par elle avant l'entrée en vigueur du présent décret et imputables sur les crédits non dissociés restent toutefois à charge de la Région wallonne.

En cas de litige, la Région wallonne ou la Communauté germanophone peut, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005, pour autant qu'un décret identique adopté par le Conseil de la Région wallonne entre également en vigueur à cette date.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur Belge*.

Eupen, le 1^{er} juin 2004.

K.-H. LAMBERTZ,

Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports

B. GENTGES,

Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture et du Tourisme

H. NIESSEN,

Ministre de la Jeunesse et de la Famille,
de la Protection des Monuments, de la Santé et des Affaires sociales

—————
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du conseil : 171 (2003-2004), n° 1. Projet de décret. — 171 (2003-2004), n° 2. Propositions d'amendement. 171 (2003-2004), n° 3. Rapport. — 171 (2003-2004), n° 4. Propositions d'amendements relatives au texte adopté par la commission.

Rapport intégral. Discussion et vote. Séance du 1^{er} juin 2004.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4161

[C — 2004/33073]

1 JUNI 2004. — Decreet betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van sommige bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake de ondergeschikte besturen (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Op het Duitse taalgebied worden sommige bevoegdheden van het Waalse Gewest betreffende de ondergeschikte besturen uitgeoefend door de Duitstalige Gemeenschap; het gaat om de bevoegdheden bedoeld :

1° in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hierna de bijzondere wet genoemd;

2° in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 7°, van de bijzondere wet;

3° in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 9°, van de bijzondere wet, beperkt tot de algemene financiering van de gemeenten;

4° in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 10°, van de bijzondere wet, zoals vallend onder het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut, gewijzigd bij de decreten van 20 juli 1989, 30 april 1990 en 19 december 1996, beperkt tot de gemeenten, kerkfabrieken en andere rechtspersonen die onroerende goederen noodzakelijk voor de uitoefening van erkende eredienssten beheren en tot de rechtspersonen die onroerende goederen noodzakelijk voor de uitoefening van de niet-confessionele levensbeschouwing beheren;

5° in artikel 7 van de bijzondere wet, beperkt tot de organisatie en uitoefening van het administratieve toezicht op de gemeenten en op de meergemeentelijke politiezones die uitsluitend samengesteld zijn uit gemeenten gelegen op het Duitse taalgebied.

De bevoegdheden van het Waalse Gewest betreffende de in het eerste lid bedoelde aangelegenheden worden uitgeoefend door het Parlement en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 2. De overdracht van de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde aangelegenheden wordt uitgevoerd zonder goederen- en personeelsoverdracht.

Art. 3. § 1 - Wat betreft de overdracht van de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheden, wordt een dotatie uitgetrokken op de begroting van het Waalse Gewest vanaf het jaar 2005 jaarlijks toegekend aan de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2 - Het bedrag van de in § 1 bedoelde jaarlijkse dotatie is gelijk aan € 17.153.770.

§ 3 - Vanaf het begrotingsjaar 2005 wordt dit bedrag jaarlijks aangepast op een groeipercentage, berekend op grond van de formule bedoeld in artikel 33bis, § 1, vierde lid, van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 13 juli 2001.

§ 4 - De jaarlijkse dotatie wordt gestort uiterlijk op de eerste werkdag van de maand mei van het betrokken jaar.

Bij overschrijding van de in § 4 bedoelde termijn en na notificatie van die toestand aan het Waalse Gewest, heeft de Duitstalige Gemeenschap het recht een lening aan te gaan bij een kredietinstelling die vooraf aangewezen is met het akkoord van het Waalse Gewest.

Die lening geniet van rechtswege de waarborg van het Waalse Gewest. De financiële regeling van die lening maakt het voorwerp van een algemene overeenkomst, vooraf gesloten tussen de betrokken Regeringen en kredietinstelling.

De financiële dienst van die lening is rechtstreeks ten laste van het Waalse Gewest.

Art. 4. De rechten en plichten van het Waalse Gewest betreffende de in artikel 1 bedoelde aangelegenheden, met inbegrip van de rechten en plichten voortvloeiend uit de lopende en komende rechtsprocedures, worden overgenomen door de Duitstalige Gemeenschap.

Evenwel blijven alle verplichtingen aangegaan vóór de inwerkingtreding van dit decreet en aanrekenbaar op de niet-gesplitste kredieten, ten laste van het Waalse Gewest.

In geval van geschil kan het Waalse Gewest of de Duitstalige Gemeenschap, naargelang het geval, in het geding tussenkomen of de overheid die het/haar opvolgt of waarop het/ze volgt, in het geding roepen.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2005, voorzover een gelijkwaardig decreet, aangenomen door de Raad van het Waalse Gewest, in werking treedt op dezelfde datum.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 1 juni 2004.

K.-H. LAMBERTZ,

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport

B. GENTGES,

Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme

H. NIESSEN,

Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Bescheiden van de Raad : 171 (2003-2004), nr. 1. Ontwerp van decreet. — 171 (2003-2004), nr. 2. Voorstellen tot wijziging. — 171 (2003-2004), nr. 3. Verslag. — 171 (2003-2004), nr. 4. Voorstellen tot wijziging betreffende de tekst aangenomen door de commissie.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Zitting van 1 juni 2004.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4162

[2004/203109]

10 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 03 et 05 de la division organique 13 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 24;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement à l'allocation de base 31.20 et des crédits d'engagement et d'ordonnancement à l'allocation de base 51.04 du programme 05 de la division organique 13 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de faire face à l'encours des allocations de base 31.20 et 51.04,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 2.500 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnancement à concurrence de 2.500 milliers d'EUR sont transférés du programme 03 de la division organique 13 au programme 05 de la même division organique.**Art. 2.** La ventilation des allocations de base suivantes des programmes 03 et 05 de la division organique 13 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :*(en milliers d'EUR)*

Allocation de base	Crédit initial C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 13 63.06.03	3.000	3.000	- 2.500	- 2.500	500	500
DO 13 31.20.05	0	0	+ 1.000	-	1.000	0
DO 13 51.04.05	150	422	+ 1.500	+ 2.500	1.650	2.922

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.**Art. 4.** Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mai 2004.

M. DAERDEN

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4162

[2004/203109]

10. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen den Programmen 03 und 05 des Organisationsbereichs 13 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 24;

Aufgrund des am 29. April 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Haushaltsmittel auf die Basiszuwendung 31.20 und Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendung 51.04 des Programms 05 des Organisationsbereichs 13 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um den Restbetrag der Basiszuwendung 31.20 und 51.04 bestreiten zu können,

Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 2.500 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 2.500.000 EUR vom Programm 03 des Organisationsbereichs 13 auf das Programm 05 desselben Organisationsbereichs übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen der Programme 03 und 05 des Organisationsbereichs 13 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E	A.E.	V.E	A.E.	V.E	A.E.
OB 13 63.06.03	3.000	3.000	- 2.500	- 2.500	500	500
OB 13 31.20.05	0	0	+ 1.000	-	1.000	0
OB 13 51.04.05	150	422	+ 1.500	+ 2.500	1.650	2.922

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Mai 2004

M. DAERDEN

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4162

[2004/203109]

10 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma's 03 en 05 van organisatieafdeling 13 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 2004;

Overwegende dat vastleggingskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 31.20 en dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 51.04 van programma 05 van organisatieafdeling 13 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 met het oog op de aanzuivering van het uitstaand bedrag van basisallocaties 31.20 en 51.04,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 2.500 duizend EUR en ordonnanceringskredieten ten belope van 2.500 duizend EUR overgedragen van programma 03 van organisatieafdeling 13 naar programma 05 van dezelfde organisatieafdeling.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van de programma's 03 en 05 van organisatieafdeling 13 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 13 63.06.03	3.000	3.000	- 2.500	- 2.500	500	500
O.A. 13 31.20.05	0	0	+ 1.000	-	1.000	0
O.A. 13 51.04.05	150	422	+ 1.500	+ 2.500	1.650	2.922

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 mei 2004.

M. DAERDEN

M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4163

[2004/203108]

13 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mai 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement à l'allocation de base 31.05 du programme 01 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 10 avril 2003 dans le cadre du Leader +, à savoir, le dossier suivant (intitulé, opérateur et codification du projet cofinancé) :

Leader +;

Intitulé : Développement socio-économique de la filière Pierre en milieu rural par la mise en place d'un cadre favorable au maintien et/ou à la création d'activités porteuses d'emploi et la promotion de la pierre naturelle dans la construction et les aménagements;

Opérateur : GAL « Au fil de la pierre »;

Allocation de base : 31.05.01;

Crédits d'engagement : 131.660 EUR;

Crédits d'ordonnement : 32.915 EUR;

Codification du projet : E LEA 2 14410 A005 2,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 132 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnement à concurrence de 33 milliers d'EUR sont transférés du programme 02 de la division organique 30 au programme 01 de la division organique 11.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 01 de la division organique 11 et du programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 11 31.05.01	694	10.360	+ 132	+ 33	826	10.393
DO 30 01.01.02	132.031	1.746	- 132	- 33	131.899	1.713

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mai 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4163

[2004/203108]

13. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 4. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendung 31.05 des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um dem in ihrer Sitzung vom 10. April 2003 im Rahmen von Leader + getroffenen Beschluss der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgende Maßnahme (Bezeichnung und Kodifizierung des mitfinanzierten Projekts):

Leader +;

Bezeichnung: Sozialwirtschaftliche Entwicklung der Sparte Stein im ländlichen Gebiet durch Entwicklung eines günstigen Rahmens für die Beibehaltung bzw. die Einführung von Beschäftigung schaffenden Tätigkeiten und die Förderung von Naturstein für Bauten und Einrichtungen;

Träger: LAG «Au fil de la pierre»;

Basiszuwendung: 31.05.01;

Verpflichtungsermächtigungen: 131.660 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 32.915 EUR;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14410 A005 2,
Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 132.000 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 33.000 EUR vom Programm 02 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 01 des Organisationsbereichs 11 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 und des Programms 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E	A.E.	V.E	A.E.	V.E	A.E.
OB 11 31.05.01	694	10.360	+ 132	+ 33	826	10.393
OB 30 01.01.02	132.031	1.746	- 132	- 33	131.899	1.713

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Mai 2004

S. KUBLA
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4163

[2004/203108]

13 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 mei 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 31.05, programma 01 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zitting van 10 april 2003 door de Waalse Regering genomen beslissing in het kader van Leader +, namelijk het volgende dossier (titel, operator en codificatie van het medegefinancierde project) :

Leader +;

Titel : Sociaal-economische ontwikkeling van de steensector op het platteland door de inrichting van een gunstig kader voor de instandhouding en/of de creatie van werkbevorderende activiteiten en de promotie van natuurlijke steen in de bouw en inrichtingen;

Operator : Plaatselijke actiegroep « Au fil de la pierre »;

Basisallocatie : 31.05.01;

Vastleggingskredieten : 131.660 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 32.915 EUR;

Codificatie van het project : E LEA 2 14410 A005 2,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 132 miljoen BEF en ordonnanceringskredieten ten belope van 33 miljoen BEF overgedragen van programma 02 van organisatieafdeling 30 naar programma 01 van organisatieafdeling 11.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 01 van organisatieafdeling 11 en van programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 11 31.05.01	694	10.360	+ 132	+ 33	826	10.393
O.A. 30 01.01.02	132.031	1.746	- 132	- 33	131.899	1.713

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 mei 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4164

[2004/203107]

18 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement à l'allocation de base 31.05 du programme 01 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 21 novembre 2002 dans le cadre du Leader +, à savoir, le dossier suivant (intitulé, opérateur et codification du projet cofinancé) :

Leader +;

Intitulé : Etudes de perspectives innovantes pour le développement économique;

Opérateur : GAL "Centre culturel du Beau Canton de Gaume a.s.b.l.";

Codification : E LEA 2 14206 A003 2;

Allocation de base : 31.05.01;

Crédits d'engagement : 93.375 EUR;

Crédits d'ordonnement : 47.000 EUR,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 94 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnement à concurrence de 47 milliers d'EUR sont transférés du programme 02 de la division organique 30 au programme 01 de la division organique 11.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 01 de la division organique 11 et du programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'euros)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 11 31.05.01	694	10.360	+ 94	+ 47	788	10.407
DO 30 01.01.02	131.899	1.713	- 94	- 47	131.805	1.666

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mai 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4164

[2004/203107]

18. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 12. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendung 31.05 des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um dem in ihrer Sitzung vom 21. November 2002 im Rahmen von Leader + getroffenen Beschluss der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgende Maßnahme (Bezeichnung und Kodifizierung des mitfinanzierten Projekts):

Leader +;

Bezeichnung: Studien über innovative Aussichten für die wirtschaftliche Entwicklung;

Träger : LAG "Centre culturel du Beau Canton de Gaume asbl";

Kodifizierung: E LEA 2 14206 A003 2;

Basiszuwendung : 31.05.01;

Verpflichtungsermächtigungen: 93.375 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 47.000 EUR,
Beschießen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 94.000 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 47.000 EUR vom Programm 02 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 01 des Organisationsbereichs 11 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 und des Programms 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend euro)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.
OB 11 31.05.01	694	10.360	+ 94	+ 47	788	10.407
OB 30 01.01.02	131.899	1.713	- 94	- 47	131.805	1.666

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 2004

S. KUBLA
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4164

[2004/203107]

18 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 mei 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 31.05, programma 01 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zitting van 21 november 2002 door de Waalse Regering genomen beslissing in het kader van Leader +, namelijk het volgende dossier (titel, operator en codificatie van het medegefinancierde project) :

Leader +;

Titel : Onderzoeken van innoverende vooruitzichten voor de economische ontwikkeling;

Operator : PG " Centre culturel du Beau Canton de Gaume a.s.b.l.";

Codificatie : E LEA 2 14206 A003 2;

Basisallocatie : 31.05.01;

Vastleggingskredieten : 93.375 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 47.000 EUR,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 94 miljoen EUR en ordonnanceringskredieten ten belope van 47 miljoen EUR overgedragen van programma 02 van organisatieafdeling 30 naar programma 01 van organisatieafdeling 11.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 01 van organisatieafdeling 11 en van programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluit G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
OA 11 31.05.01	694	10.360	+ 94	+ 47	788	10.407
OA 30 01.01.02	131.899	1.713	- 94	- 47	131.805	1.666

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art.4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4165

[2004/203103]

18 MAI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 05 de la division organique 19 et le programme 06 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 19 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mai 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement aux allocations de base 31.20, 31.21 et 51.21 du programme 05 de la division organique 19 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon en ses séances des 21 novembre 2002, 10 avril 2003, 4 décembre 2003 et 22 janvier 2004 dans le cadre de l'Interreg III A et du Leader +, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

INTERREG III A Wallonie - Lorraine - Luxembourg (ILL);

Axe 3 : Protection de l'environnement et renforcement de l'attractivité de l'espace frontalier;

Mesure 3.1 : Gestion des milieux naturels et de la biodiversité;

Intitulé : Gestion du milieu naturel et de l'espace rural;

Opérateur : Fondation universitaire luxembourgeoise;

Codification du projet : E ILL 1 30100 AG03 6;

Allocation de base : 31.20.05;

Crédits d'engagement : 120.203 EUR;

Crédits d'ordonnement : 55.000 EUR;

INTERREG III A France-Wallonie-Flandre (IFF);

Axe 2 : Favoriser le développement durable et la valorisation commune des territoires transfrontaliers;

Mesure 2.3 : Soutenir les initiatives rurales dans une perspective de développement durable transfrontalier;

Intitulé : Patrimoine fruitier transfrontalier et biodiversité;

Opérateur : Centre de Recherches agronomiques de Gembloux;

Codification du projet : E IFF 1 203FW AG04 6;

Allocation de base : 31.20.05;

Crédits d'engagement : 84.771 EUR;

Crédits d'ordonnement : 55.000 EUR;

Leader + (2000-2006) (LEA);

Intitulé : Terres de saveurs (initialement « Terres d'échanges »);

Opérateur : GAL Terres de Hoëgne;

Codification du projet : E LEA 2 12314 A002 6;

Allocation de base : 31.21.05;

Crédits d'engagement : 18.900 EUR;

Crédits d'ordonnement : 6.000 EUR;

Intitulé : Eduquer le mangeur;

Opérateur : A.S.B.L. Cuestas;

Codification du projet : E LEA 2 14511 A006 6;

Allocation de base : 31.21.05;

Crédits d'engagement : 51.300 EUR;

Crédits d'ordonnement : 25.808 EUR;

Intitulé : Création d'une société agricole de service;

Opérateur : GAL « Pays d'Anlier, de la Sûre et de l'Attert »;

Codification du projet : E LEA 2 11015 A007 6;

Allocation de base : 31.21.05;

Crédits d'engagement : 79.425 EUR;

Crédits d'ordonnement : 30.000 EUR;

Allocation de base : 51.21.05;

Crédits d'engagement : 10.575 EUR;

Crédits d'ordonnement : 8.000 EUR;

Intitulé : Acquisition de compétences;

Opérateur : GAL Cultur'alité en Hesbaye brabançonne;

Codification du projet : E LEA 2 11005 A000 6;

Allocation de base : 31.21.05;

Crédits d'engagement : 20.250 EUR;

Crédits d'ordonnement : 20.250 EUR;

Intitulé : Valorisation territoriale des produits de terroir, une démarche collective au cœur de l'Entre-Sambre-et-Meuse;

Opérateur : GAL de l'Entre-Sambre-et-Meuse;

Codification du projet : E LEA 2 14412 A008 6;

Allocation de base : 31.21.05;
 Crédits d'engagement : 31.500 EUR;
 Crédits d'ordonnancement : 10.000 EUR;
 Intitulé : Terres d'agriculture et d'environnement;
 Opérateur : Groupe Nature et Patrimoine de Jalhay-Sart;
 Codification du projet : E LEA 2 14514 A004 6;
 Allocation de base : 31.21.05;
 Crédits d'engagement : 116.145 EUR;
 Crédits d'ordonnancement : 39.000 EUR;
 Allocation de base : 51.21.05;
 Crédits d'engagement : 21.600 EUR;
 Crédits d'ordonnancement : 6.975 EUR,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 556 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnancement à concurrence de 257 milliers d'EUR sont transférés du programme 06 de la division organique 30 au programme 05 de la division organique 19.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 05 de la division organique 19 et du programme 06 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 19 31.20.05	0	186	+ 205	+ 110	205	296
DO 19 31.21.05	367	912	+ 318	+ 132	685	1.044
DO 19 51.21.05	12	21	+ 33	+ 15	45	36
DO 30 01.01.06	33.042	1.964	- 556	- 257	32.486	1.707

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mai 2004.

J. HAPPART
 M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4165

[2004/203103]

18. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 05 des Organisationsbereichs 19 und dem Programm 06 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 10. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendungen 31.20, 31.21 und 51.21 des Programms 05 des Organisationsbereichs 19 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um den in ihren Sitzungen vom 21. November 2002, vom 10. April 2003, vom 4. Dezember 2003 und vom 22. Januar 2004 im Rahmen von Interreg III A und von Leader + getroffenen Beschlüssen der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgenden Maßnahmen (Bezeichnungen und Kodifizierungen der mitfinanzierten Projekte):

INTERREG III A Wallonie-Lothringen-Luxemburg (ILL);

Zielrichtung 3: Umweltschutz und Verstärkung der Attraktivität des Grenzraums;

Maßnahme 3.1: Verwaltung der natürlichen Lebensräume und der biologischen Vielfalt;

Bezeichnung: Verwaltung des natürlichen Lebensraums und des ländlichen Raums;

Träger: «Fondation universitaire luxembourgeoise»;

Kodifizierung des Projekts: E ILL 1 30100 AG03 6;

Basiszuwendung: 31.20.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 120.203 EUR;
Ausgabeermächtigungen: 55.000 EUR;
INTERREG III A Frankreich-Wallonie-Flandern (IFF);
Zielrichtung 2: Förderung der nachhaltigen Entwicklung und der gemeinsamen Inwertsetzung des Grenzgebiets;
Maßnahme 2.3: Unterstützung der ländlichen Initiativen im Hinblick auf eine nachhaltige grenzüberschreitende Entwicklung;

Bezeichnung: «Patrimoine fruitier transfrontalier et biodiversité»;

Träger: «Centre de Recherche agronomique» (Zentrum für agronomische Forschung) - Gembloux;

Kodifizierung des Projekts: E IFF 1 203FW AG04 6;

Basiszuwendung: 31.20.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 84.771 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 55.000 EUR;

Leader + (2000-2006) (LEA);

Bezeichnung: «Terres de saveurs» (ursprünglich «Terres d'échanges»);

Träger: LAG «Terres de Hoëgne»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 12314 A002 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 18.900 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 6.000 EUR;

Bezeichnung: «Eduquer le mangeur»;

Träger: Voe «Cuestas»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14511 A006 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 51.300 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 25.808 EUR;

Bezeichnung: Schaffung einer landwirtschaftlichen Dienstleistungsgesellschaft;

Träger: VoE. «Pays d'Anlier, de la Sûre et de l'Attert»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 11015 A007 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 79.425 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 30.000 EUR;

Basiszuwendung: 51.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 10.575 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 8.000 EUR;

Bezeichnung: Kompetenzerwerb;

Träger: LAG «Cultur'alité en Hesbaye brabançonne»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 11005 A000 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 20.250 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 20.250 EUR;

Bezeichnung: Territoriale Aufwertung der einheimischen Produkte, eine kollektive Aktion in dem Gebiet «Entre-Sambre-et-Meuse»;

Träger: LAG «Gal de l'Entre-Sambre-et-Meuse»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14412 A008 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 31.500 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 10.000 EUR;

Bezeichnung: «Terres d'agriculture et d'environnement»;

Träger: «Groupe Nature et Patrimoine de Jalhay-Sart»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14514 A004 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 116.145 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 39.000 EUR;

Basiszuwendung: 51.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 21.600 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 6.975 EUR,

Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 556.000 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 257.000 EUR vom Programm 06 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 05 des Organisationsbereichs 19 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 05 des Organisationsbereichs 19 und des Programms 06 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.
OB 19 31.20.05	0	186	+ 205	+ 110	205	296
OB 19 31.21.05	367	912	+ 318	+ 132	685	1.044
OB 19 51.21.05	12	21	+ 33	+ 15	45	36
OB 30 01.01.06	33.042	1.964	- 556	- 257	32.486	1.707

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 2004

J. HAPPART
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4165

[2004/203103]

18 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 05 van organisatieafdeling 19 en programma 06 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 19 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 mei 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocaties 31.20, 31.21 en 51.21, programma 05 van organisatieafdeling 19 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zittingen van 21 november 2002, 10 april 2003, 4 december 2003 en 22 januari 2004 door de Waalse Regering genomen beslissingen in het kader van INTERREG III A en LEADER +, namelijk de volgende dossiers (titels en codificaties van de medegefinancierde projecten) :

INTERREG III A Wallonië-Lotharingen-Luxemburg (ILL);

Hoofdlijn 3 : Bescherming van het leefmilieu en versterking van de aantrekkelijkheid van de grensruimte;

Maatregel 3.1 : Beheer van natuurlijke milieus en van de biodiversiteit;

Titel : Beheer van het natuurlijke leefmilieu en de landelijke ruimte;

Operator : « Fondation universitaire luxembourgeoise »;

Codificatie van het project : E ILL 1 30100 AG03 6;

Basisallocatie : 31.20.05;

Vastleggingskredieten : 120.203 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 55.000 EUR;

INTERREG III A Frankrijk-Wallonië-Vlaanderen (IFF);

Hoofdlijn 2 : De duurzame ontwikkeling en de gezamenlijke herwaardering van de grensoverschrijdende grondgebieden bevorderen;

Maatregel 2.3 : Landelijke initiatieven ondersteunen met het oog op een grensoverschrijdende duurzame ontwikkeling;

Titel : Grensoverschrijdend vruchtpatrimonium en biodiversiteit;

Operator : Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek - Gembloux;

Codificatie van het project : E IFF 1 203FW AG04 6;

Basisallocatie : 31.20.05;

Vastleggingskredieten : 84.771 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 55.000 EUR;

LEADER + (2000-2006) (LEA);

Titel : « Terres de saveurs (aanvankelijk "Terres d'échanges") »;

Operator : PG Terres de Hoëgne;

Codificatie van het project : E LEA 6 12314 A002 2;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 18.900 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 6.000 EUR;

Titel : « Eduquer le mangeur »;

Operator : « A.S.B.L. Cuestas »;

Codificatie van het project : E LEA 6 14511 A006 2;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 51.300 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 25.808 EUR;

Titel : Oprichting van een landbouwkundige dienstenvennootschap;

Operator : PG « Pays d'Anlier, de la Sûre et de l'Attert »;

Codificatie van het project : E LEA 2 11015 A007 6;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 79.425 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 30.000 EUR;

Basisallocatie : 51.21.05;

Vastleggingskredieten : 10.575 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 8.000 EUR;

Titel : Verwerving van bekwaamheden;

Operator : PG « Cultur'alité en Hesbaye brabançonne »;

Codificatie van het project : E LEA 2 11005 A000 6;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 20.250 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 20.250 EUR;

Titel : Territoriale valorisatie van streekgebonden producten, een gezamenlijke actie in het hart van de « Entre-Sambre-et-Meuse »;

Operator : PG van de « Entre-Sambre-et-Meuse »;

Codificatie van het project : E LEA 6 14412 A008 2;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 31.500 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 10.000 EUR;

Titel : Landbouw- en milieugronden;

Operator : « Groupe Nature et Patrimoine de Jalhay-Sart »;

Codificatie van het project : E LEA 6 14514 A004 2;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 116.145 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 39.000 EUR;

Basisallocatie : 51.21.05;

Vastleggingskredieten : 21.600 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 6.975 EUR,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 556 duizend EUR en ordonnanceringskredieten ten belope van 257 duizend EUR overgedragen van programma 06 van organisatieafdeling 30 naar programma 05 van organisatieafdeling 19.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 05 van organisatieafdeling 19 en van programma 06 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 19 31.20.05	0	186	+ 205	+ 110	205	296
O.A. 19 31.21.05	367	912	+ 318	+ 132	685	1.044
O.A. 19 51.21.05	12	21	+ 33	+ 15	45	36
O.A. 30 01.01.06	33.042	1.964	- 556	- 257	32.486	1.707

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 2004.

J. HAPPART
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4166

[2004/203105]

7 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mai 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement à l'allocation de base 51.05 du programme 01 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon en sa séance du 8 novembre 2000, dans le cadre du « Phasing Out » de l'Objectif 1, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Phasing Out de l'Objectif 1;

Axe 1 : Polariser la croissance par le développement de la base productive;

Mesure 1.1 : Aides aux investissements industriels et serviciels;

Projets et codification du projet;

Dossiers multiples expansion économique E P1A 1 101;

E P1B 1 101;

Allocation de base : 51.05.01;

Crédits d'engagement : 1.100.000 EUR,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 1.100 milliers d'EUR sont transférés du programme 02 de la division organique 30 au programme 01 de la division organique 11.**Art. 2.** La ventilation des allocations de base suivantes du programme 01 de la division organique 11 et du programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :*(en milliers d'EUR)*

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 11 51.05.01	5.260	39.248	+ 1.100	-	6.360	39.248
DO 30 01.01.02	131.612	1.584	- 1.100	-	130.512	1.584

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.**Art. 4.** Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juin 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4166

[2004/203105]

7. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 26. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungsermächtigungen auf die Basiszuwendung 51.05 des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um den in ihrer Sitzung vom 8. November 2000 im Rahmen des «Phasing Out» des Ziels 1 getroffenen Beschlüssen der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgenden Maßnahmen (Bezeichnungen und Kodifizierungen der mitfinanzierten Projekte):

Phasing Out von Ziel 1;

Zielrichtung 1: Stärkung des Wachstums durch den Ausbau der Produktionsbasis;

Maßnahme 1.1: Beihilfen für Industrie- und Dienstleistungsinvestitionen;

Projekte und Kodifizierung des Projekts;

Multiple Akten Wirtschaftsaufschwung E P1A 1 101;

E P1B 1 101;

Basiszuwendung: 51.05.01;

Verpflichtungsermächtigungen: 1.100.000 EUR,

Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 1.100.000 EUR vom Programm 02 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 01 des Organisationsbereichs 11 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 und des Programms 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E	A.E.	V.E	A.E.	V.E	A.E.
OB 11 51.05.01	5.260	39.248	+ 1.100	-	6.360	39.248
OB 30 01.01.02	131.612	1.584	- 1.100	-	130.512	1.584

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juni 2004

S. KUBLA
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4166

[2004/203105]

7 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2004;

Overwegende dat vastleggingskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 51.05, programma 01 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zitting van 8 november 2000 door de Waalse Regering genomen beslissingen in het kader van « Phasing Out » van Doelstelling 1, namelijk de volgende dossiers (titels en codificatie van de medegefinancierde projecten) :

Phasing Out van Doelstelling 1;

Hoofdlijn 1 : De groei polariseren door de ontwikkeling van de productieve basis;

Maatregel 1.1 : Steun aan industriële en dienstinvesteringen;

Projecten en codificatie van het project;

Verschillende dossiers economische expansie E P1A 1 101;

E P1B 1 101;

Basisallocatie : 51.05.01;

Vastleggingskredieten : 1.100.000 EUR,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 1.100 duizend EUR overgedragen van programma 02 van organisatieafdeling 30 naar programma 01 van organisatieafdeling 11.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 01 van organisatieafdeling 11 en van programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 11 51.05.01	5.260	39.248	+ 1.100	-	6.360	39.248
O.A. 30 01.01.02	131.612	1.584	- 1.100	-	130.512	1.584

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juni 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4167

[2004/203106]

11 JUIN 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juin 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement à l'allocation de base 31.05 du programme 01 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon en ses séances des 24 octobre 2003 et 25 mars 2004 dans le cadre de l'Interreg III A - Wallonie - Lorraine - Luxembourg, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Interreg III A - Wallonie - Lorraine - Luxembourg;

Axe 2 : Création et développement d'un espace économique transfrontalier intégré;

Mesure 2.1 : Stimuler et soutenir la création et le développement de structures intégrées de développement économique et social;

Intitulé : Optimalisation de la gestion et de la promotion d'équipements d'accueil d'activités sur les territoires meusien et de la province de Luxembourg;

Opérateur : IDELUX;

Codification du projet : E ILL 1 20100 EE05 2 ;

Allocation de base : 31.05.01;

Crédits d'engagement : 143 milliers d'EUR;

Crédits d'ordonnement : 48 milliers d'EUR;

Intitulé : PIASTE - Projet interrégional d'Amélioration de la Sécurité au Travail dans les Entreprises;

Opérateur : CCILB - Chambre de Commerce du Luxembourg belge;
 Codification du projet : E ILL 1 20100 EE03 2 ;
 Allocation de base : 31.05.01;
 Crédits d'engagement : 50 milliers d'EUR;
 Crédits d'ordonnancement : 34 milliers d'EUR,
 Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 193 milliers d'EUR sont transférés du programme 02 de la division organique 30 au programme 01 de la division organique 11.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 01 de la division organique 11 et du programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 11 31.05.01	920	10.440	+ 193	+ 82	1.113	10.522
DO 11 51.05.01	5.260	40.000	-	- 82	5.260	39.918
DO 30 01.01.02	131.805	1.666	- 193	-	131.612	1.666

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juin 2004.

S. KUBLA
 M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4167

[2004/203106]

11. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 10. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendung 31.05 des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um den in ihren Sitzungen vom 24. Oktober 2003 und vom 25. März 2004 im Rahmen von Interreg III A - Wallonie-Lothringen-Luxemburg getroffenen Beschlüssen der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgenden Maßnahmen (Bezeichnungen und Kodifizierungen der mitfinanzierten Projekte):

Interreg III A - Wallonie-Lothringen-Luxemburg;

Zielrichtung 2: Schaffung und Entwicklung eines grenzüberschreitenden integrierten Wirtschaftsraums;

Maßnahme 2.1: Förderung und Unterstützung der Gründung und der Entwicklung von integrierten Strukturen zur wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung;

Bezeichnung: Optimieren der Verwaltung und der Förderung der Aufnahmeeinrichtungen für Aktivitäten auf den Maas Gebieten und den Gebieten der Provinz Luxemburg;

Träger: IDELUX;

Kodifizierung des Projekts: E ILL 1 20100 EE05 2;

Basiszuwendung: 31.05.01;

Verpflichtungsermächtigungen: 143.000 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 48.000 EUR;

Bezeichnung: PIASTE - «Projet interrégional d'Amélioration de la Sécurité au Travail dans les Entreprises»;

Träger: CCILB - Industrie- und Handelskammer der belgischen Provinz Luxemburg;

Kodifizering des Projekts: E ILL 1 20100 EE03 2 ;
 Basiszuwendungsnummer: 31.05.01;
 Verpflichtungsermächtigungen: 50.000 EUR;
 Ausgabermächtigungen: 34.000 EUR,
 Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 193.000 EUR vom Programm 02 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 01 des Organisationsbereichs 11 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 01 des Organisationsbereichs 11 und des Programms 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E	A.E.	V.E	A.E.	V.E	A.E.
OB 11 31.05.01	920	10.440	+ 193	+ 82	1.113	10.522
OB 11 51.05.01	5.260	40.000	-	- 82	5.260	39.918
OB 30 01.01.02	131.805	1.666	- 193	-	131.612	1.666

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juni 2004

S. KUBLA
 M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4167

[2004/203106]

11 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrustingen en Openbare Werken,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juni 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 31.05, programma 01 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zittingen van 24 oktober 2003 en 25 maart 2004 door de Waalse Regering genomen beslissing in het kader van INTERREG III A Wallonië-Lotharingen-Luxemburg, namelijk de volgende dossiers (titels en codificatie van de medegefinancierde projecten) :

INTERREG III A Wallonië-Lotharingen-Luxemburg;

Hoofdlijn 2 : Oprichting en ontwikkeling van een geïntegreerde grensoverschrijdende economische ruimte;

Maatregel 2.1 : Stimulering en ondersteuning van de oprichting en ontwikkeling van geïntegreerde structuren voor economische en sociale ontwikkeling;

Titel : Optimalisering van het beheer en de promotie van uitrustingen voor activiteiten op de grondgebieden van de Maas en de provincie Luxemburg;

Operator : IDELUX;

Codificatie van het project : E ILL 1 20100 EE05 2;

Basisallocatie : 31.05.01;

Vastleggingskredieten : 143 duizend EUR;

Ordonnanceringskredieten : 48 duizend EUR;

Titel : « PIASTE » - Interregionaal project voor de verbetering van de veiligheid op de werkplaats in bedrijven;

Operator : « CCILB - Chambre de Commerce du Luxembourg belge »;

Codificatie van het project : E ILL 1 20100 EE03 2;

Basisallocatie : 31.05.01;

Vastleggingskredieten : 50 duizend EUR;

Ordonnanceringskredieten : 34 duizend EUR,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 193 duizend EUR overgedragen van programma 02 van organisatieafdeling 30 naar programma 01 van organisatieafdeling 11.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 01 van organisatieafdeling 11 en van programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
OA 11 31.05.01	920	10.440	+ 193	+ 82	1.113	10.522
O.A. 11 51.05.01	5.260	40.000	-	- 82	5.260	39.918
OA 30 01.01.02	131.805	1.666	- 193	-	131.612	1.666

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juni 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4168

[2004/203104]

11 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 02 de la division organique 11 et le programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juin 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement à l'allocation de base 81.04 du programme 02 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 4 décembre 2003 dans le cadre du « Phasing Out » de l'Objectif 5b, à savoir, le dossier suivant (intitulé, opérateur et codification du projet cofinancé) :

Phasing Out de l'Objectif 5b;

Axe 1 : Inciter et soutenir le développement endogène d'activités économiques marchandes;

Mesure 1.2 : Ingénierie financière - volet Capital à risque;

Intitulé : Ingénierie financière - Capital à risque;

Opérateur : S.A. SOWALFIN;

Codification : E 2RP 1 10200 0001 2,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 1.236 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnement à concurrence de 1.236 milliers d'EUR sont transférés du programme 02 de la division organique 30 au programme 02 de la division organique 11.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 02 de la division organique 11 et du programme 02 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 11 81.04.02	0	0	+ 1.236	+ 1.236	1.236	1.236
DO 30 01.01.02	130.512	1.666	- 1.236	- 1.236	129.276	430

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juin 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4168

[2004/203104]

11. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 02 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 10. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendung 81.04 des Programms 02 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um dem in ihrer Sitzung vom 4. Dezember 2003 im Rahmen des «Phasing Out» des Ziels 5b getroffenen Beschluss der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgende Maßnahme (Bezeichnung, Träger und Kodifizierung des mitfinanzierten Projekts):

Phasing Out von Ziel 5b;

Zielrichtung 1: Anreize und Hilfen für die endogene Entwicklung der erwerbsorientierten Wirtschaft;

Maßnahme 1.2: «Finanz-Engineering - Teil Risikokapital»;

Bezeichnung: Finanz-Engineering - Risikokapital;

Träger: S.A. SOWALFIN;

Kodifizierung: E 2RP 1 10200 0001 2,

Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 1.236.000 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 1.236 EUR vom Programm 02 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 02 des Organisationsbereichs 11 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 02 des Organisationsbereichs 11 und des Programms 02 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.
OB 11 81.04.02	0	0	+ 1.236	+ 1.236	1.236	1.236
OB 30 01.01.02	130.512	1.666	- 1.236	- 1.236	129.276	430

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpfichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juni 2004

S. KUBLA
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4168

[2004/203104]

11 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 02 van organisatieafdeling 11 en programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juni 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 81.04, programma 02 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zitting van 4 december 2003 door de Waalse Regering genomen beslissing in het kader van « Phasing Out » van Doelstelling 5b, namelijk het volgende dossier (titel, operator en codificatie van het medegefinancierde project) :

Phasing Out van Doelstelling 5b;

Hoofdlijn 1 : De endogene ontwikkeling van economische handelsactiviteiten aansporen en ondersteunen;

Maatregel 1.2 : Financiële engineering - luik Risicokapitaal;

Titel : Financiële engineering - luik Risicokapitaal;

Operator : N.V. SOWALFIN;

Codificatie : E 2RP 1 10200 0001 2,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 1.236 duizend EUR en ordonnanceringskredieten ten belope van 1.236 duizend EUR overgedragen van programma 02 van organisatieafdeling 30 naar programma 02 van organisatieafdeling 11.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 02 van organisatieafdeling 11 en van programma 02 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 11 81.04.02	0	0	+ 1.236	+ 1.236	1.236	1.236
O.A. 30 01.01.02	130.512	1.666	- 1.236	- 1.236	129.276	430

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juni 2004.

S. KUBLA
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4169

[2004/203102]

11 JUIN 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 05 de la division organique 19 et le programme 06 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 19 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juin 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement aux allocations de base 31.18 et 31.21 du programme 05 de la division organique 19 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon en ses séances des 12 avril 2001 et 6 février 2003 dans le cadre du Leader + et du « Phasing Out » de l'Objectif 1, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Leader +;

Intitulé : Valorisation des produits du terroir en Hesbaye brabançonne;

Bénéficiaire : Cultur'alité;

Codification du projet : E LEA 2 14405 A012 6;

Allocation de base : 31.21.05;

Crédits d'engagement : 54 milliers d'EUR;

Crédits d'ordonnement : 20 milliers d'EUR;

Intitulé : Ruralis;

Bénéficiaire : Cultur'alité;

Codification du projet : E LEA 2 14405 A007 6;

Allocation de base : 31.21.05;

Crédits d'engagement : 58.500 EUR;

Crédits d'ordonnement : 32.300 EUR;

Phasing Out de l'Objectif 1 Hainaut;

Axe 3 : Valorisation du potentiel agricole, sylvicole, aquacole et du milieu rural;

Mesure 3.2 : Valorisation du potentiel agricole et sylvicole;

Intitulé : Elevage et sélection de bovins mâles;

Bénéficiaire : AWE avant centre de sélection bovine d'Ath;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0006 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnement : 52.800 EUR;

Intitulé : Verger et atelier expérimentale de la pomme;

Bénéficiaire : VERGER;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0001 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnement : 6.560 EUR;

Intitulé : Qualité et valorisation de la pomme de terre;

Bénéficiaire : FIWAP;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0009 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnement : 34.000 EUR;

Intitulé : Structuration de la filière animale;

Bénéficiaire : CARAH;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0007 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnancement : 22.500 EUR;

Intitulé : Installation d'entreprise horticole;

Bénéficiaire : CEHW;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0003 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnancement : 36.320 EUR;

Intitulé : Commercialisation de produits horticoles ornementaux;

Bénéficiaire : Hainaut plants;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0011 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnancement : 28.000 EUR;

Intitulé : CEQ;

Bénéficiaire : FUSAGX;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0004 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnancement : 57.400 EUR;

Intitulé : Valorisation production laitière;

Bénéficiaire : CARAH;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0008 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnancement : 7.760 EUR;

Intitulé : S.C.R.L. Saveurs du terroir;

Bénéficiaire : Saveur du terroir à Binche;

Codification du projet : E P1A 2 30205 0005 6;

Allocation de base : 31.18.05;

Crédits d'ordonnancement : 14.356 EUR,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 113 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnancement à concurrence de 313 milliers d'EUR sont transférés du programme 06 de la division organique 30 au programme 05 de la division organique 19.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 05 de la division organique 19 et du programme 06 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 19 31.18.05	0	297	-	+ 260	0	557
DO 19 31.21.05	685	1.044	+ 113	+ 53	798	1.097
DO 30 01.01.06	32.486	1.707	- 113	- 313	32.373	1.394

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juin 2004.

M. DAERDEN
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4169

[2004/203102]

11. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 05 des Organisationsbereichs 19 und dem Programm 06 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 1. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendungen 31.18 und 31.21 des Programms 05 des Organisationsbereichs 19 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um den in ihren Sitzungen vom 12. April 2001 und vom 6. Februar 2003 im Rahmen von Leader + und im Rahmen des «Phasing Out» des Ziels 1 getroffenen Beschlüssen der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgenden Maßnahmen (Bezeichnung und Kodifizierung der mitfinanzierten Projekte):

Leader +;

Bezeichnung: Aufwertung der einheimischen Produkte in der «Hesbaye brabançonne»;

Begünstigter: «Cultur'alité»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14405 A012 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 54.000 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 20.000 EUR;

Bezeichnung: «Ruralis»;

Begünstigter: «Cultur'alité»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14405 A007 6;

Basiszuwendung: 31.21.05;

Verpflichtungsermächtigungen: 58.500 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 32.300 EUR;

Phasing Out von Ziel 1 Hennegau;

Zielrichtung 3: Verwertung des land-, forst- und wasserwirtschaftlichen Potentials und des Potentials der ländlichen Gebiete;

Maßnahme 3.2: Verwertung des land- und forstwirtschaftlichen Potentials;

Bezeichnung: Zucht und Auslese von männlichen Rindern;

Begünstigter: «AWE avant centre de sélection bovine d'Ath»;

Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0006 6;

Basiszuwendung: 31.18.05;

Ausgabeermächtigungen: 52.800 EUR;

Bezeichnung: Obstgarten und Experimentierwerkstatt für Apfelprodukte;

Begünstigter: VERGER;

Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0001 6;

Basiszuwendung: 31.18.05;

Ausgabeermächtigungen: 6.560 EUR;

Bezeichnung: Qualität und Aufwertung der Kartoffeln;

Begünstigter: FIWAP;

Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0009 6;

Basiszuwendung: 31.18.05;

Ausgabeermächtigungen: 34.000 EUR;

Bezeichnung: Strukturierung des Tiersektors;

Begünstigter: CARAH

Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0007 6;

Basiszuwendung: 31.18.05;

Ausgabeermächtigungen: 22.500 EUR;
 Bezeichnung: Niederlassung eines Gartenbauunternehmens;
 Begünstigter: CEHW;
 Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0003 6;
 Basiszuwendung: 31.18.05;
 Ausgabeermächtigungen: 36.320 EUR;
 Bezeichnung: Vermarktung von Produkten des Ziergartenbaus;
 Begünstigter: «Hainaut plants»;
 Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0011 6;
 Basiszuwendung: 31.18.05;
 Ausgabeermächtigungen: 28.000 EUR;
 Bezeichnung: «CEQ»;
 Begünstigter: FUSAGx;
 Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0004 6;
 Basiszuwendung: 31.18.05;
 Ausgabeermächtigungen: 57.400 EUR;
 Bezeichnung: Verwertung der Milchproduktion;
 Begünstigter: CARAH;
 Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0008 6;
 Basiszuwendung: 31.18.05;
 Ausgabeermächtigungen: 7.760 EUR;
 Bezeichnung: SCRL «Saveurs du terroir»;
 Begünstigter: «Saveurs du terroir» in Binche;
 Kodifizierung des Projekts: E P1A 2 30205 0005 6;
 Basiszuwendung: 31.18.05;
 Ausgabeermächtigungen: 14.356 EUR,
 Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 113.000 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 313.000 EUR vom Programm 06 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 05 des Organisationsbereichs 19 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 05 des Organisationsbereichs 19 und des Programms 06 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E	A.E.	V.E	A.E.	V.E	A.E.
OB 19 31.18.05	0	297	-	+ 260	0	557
OB 19 31.21.05	685	1.044	+ 113	+ 53	798	1.097
OB 30 01.01.06	32.486	1.707	- 113	- 313	32.373	1.394

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juni 2004

M. DAERDEN
 J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4169

[2004/203102]

11 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 05 van organisatieafdeling 19 en programma 06 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 19 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juni 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 31.18 en 31.21, programma 05 van organisatieafdeling 19 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zittingen van 12 april 2001 en van 6 februari 2003 door de Waalse Regering genomen beslissingen in het kader van Leader + en van « Phasing Out » van Doelstelling 1, namelijk de volgende dossiers (titels en codificaties van de medegefinancierde projecten) :

Leader +;

Titel : Valorisatie van streekgebonden producten in Brabants-Haspengouw;

Begunstigde : « Cultur'alité »;

Codificatie van het project : E LEA 2 14405 A012 6;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 54 duizend EUR;

Ordonnanceringskredieten : 20 duizend EUR;

Titel : Ruralis;

Begunstigde : « Cultur'alité »;

Codificatie van het project : E LEA 2 14405 A007 6;

Basisallocatie : 31.21.05;

Vastleggingskredieten : 58.500 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 32.300 EUR;

Phasing Out van Doelstelling 1 - Henegouwen;

Hoofdlijn 3 : Herwaardering van de landbouw-, bosbouw- en visteeltproducten en van het platteland;

Maatregel 3.2 : Valorisatie van de landbouw- en bosbouwproducten;

Titel : Fokken en selecteren van mannelijke runderen;

Begunstigde : AWE vóór centrum voor runderselectie van Aat;

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0006 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 52.800 EUR;

Titel : Boomgaard en proefcentrum voor appelonderzoek;

Begunstigde : VERGER;

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0001 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 6.560 EUR;

Titel : Kwaliteit en valorisatie van de aardappel;

Begunstigde : « FIWAP »

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0009 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 34.000 EUR;

Titel : Structurering van de dierensector;

Begunstigde : « CARAH »;

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0007 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 22.500 EUR;

Titel : Vestiging van een tuinbouwbedrijf;

Begunstigde : CEHW;

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0003 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 36.320 EUR;

Titel : Commercialisering van decoratieve tuinbouwproducten;

Begunstigde : Hainaut plants;

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0011 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 28.000 EUR;

Titel : CEQ;

Begunstigde : « FUSAGx »;

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0004 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 57.400 EUR;

Titel : Valorisatie melkproductie;

Begunstigde : « CARAH »;

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0008 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 7.760 EUR;

Titel : « S.C.R.L. Saveurs du terroir »;

Begunstigde : « Saveurs du terroir Binche »

Codificatie van het project : E P1A 2 30205 0005 6;

Basisallocatie : 31.18.05;

Ordonnanceringskredieten : 14.356 EUR,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 113 duizend EUR en ordonnanceringskredieten ten belope van 313 duizend EUR overgedragen van programma 06 van organisatieafdeling 30 naar programma 05 van organisatieafdeling 19.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 05 van organisatieafdeling 19 en van programma 06 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 19 31.18.05	0	297	-	+ 260	0	557
O.A. 19 31.21.05	685	1.044	+ 113	+ 53	798	1.097
OA 30 01.01.06	32.486	1.707	- 113	- 313	32.373	1.394

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juni 2004.

M. DAERDEN
J. HAPPART

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 4170

[2004/203100]

16 JUIN 2004. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 07 de la division organique 11 et le programme 01 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement à l'allocation de base 12.04 du programme 07 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon en ses séances du 19 juillet 2001, 24 avril 2003 et 1^{er} et 29 avril 2004 dans le cadre du « Phasing Out » de l'Objectif 1 - Hainaut, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Phasing Out de l'Objectif 1 Hainaut;

Axe 4 : Renforcer l'attractivité par la restauration et la promotion de l'image;

Mesure 4.5 : Mobilisation des ressources et dynamique de participation active;

Intitulé : « Site Web portail » promotionnel du Hainaut;

Opérateur : Ministère de la Région wallonne - Direction de la Communication;

Codification du projet : E P1A 1 40500 0005 1;

Allocation de base : 12.04.07;

Crédits d'engagement : 16.280,55 EUR (Société WIN);

Crédits d'ordonnement : 16.280,55 EUR (Société WIN);

Intitulé : Congrès de Marketing régional;

Opérateur : Ministère de la Région wallonne - Direction de la Communication;

Codification du projet : E P1A 1 40500 0004 1;

Allocation de base : 12.04.07;

Crédits d'engagement : 26.725,58 EUR (Société Meeting Time);

Crédits d'ordonnement : 26.725,58 EUR (Société Meeting Time);

Crédits d'engagement : 12.497,50 EUR (Société Ripley);

Crédits d'ordonnement : 12.497,50 EUR (Société Ripley);

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 56 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnement à concurrence de 56 milliers d'EUR sont transférés du programme 01 de la division organique 30 au programme 07 de la division organique 11.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 07 de la division organique 11 et du programme 01 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 11 12.04.07	0	171	+ 56	+ 56	56	227
DO 30 01.01.01	3.086	1.179	- 56	- 56	3.030	1.123

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juin 2004.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4170

[2004/203100]

16. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 07 des Organisationsbereichs 11 und dem Programm 01 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 7. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendung 12.04 des Programms 07 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um den in ihren Sitzungen vom 19. Juli 2001, vom 24. April 2003, vom 1. und vom 29. April 2004 im Rahmen des «Phasing Out» des Ziels 1 - Hennegau getroffenen Beschlüssen der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgenden Maßnahmen (Bezeichnungen und Kodifizierungen der mitfinanzierten Projekte):

Phasing Out von Ziel 1 Hennegau;

Zielrichtung 4: Verstärkung der Attraktivität durch die Wiederaufwertung und Förderung des Images;

Maßnahme 4.5: Mobilisierung der Ressourcen und Dynamik der aktiven Beteiligung;

Bezeichnung: «Portal Website» zur Förderung von Hennegau;

Träger: Ministerium der Wallonischen Region - Direktion der Kommunikation;

Kodifizierung des Projekts: E P1A 1 40500 0005 1;

Basiszuwendung: 12.04.07;

Verpflichtungsermächtigungen: 16.280,55 EUR (Firma WIN);

Ausgabeermächtigungen: 16.280,55 EUR (Firma WIN);

Bezeichnung: Kongress «regionales Marketing»;

Träger: Ministerium der Wallonischen Region - Direktion der Kommunikation;

Kodifizierung des Projekts: E P1A 1 40500 0004 1;

Basiszuwendung: 12.04.07;

Verpflichtungsermächtigungen: 26.725,58 EUR (Firma Meeting Time);

Ausgabeermächtigungen: 26.725,58 EUR (Firma Meeting Time);

Verpflichtungsermächtigungen: 12.497,50 EUR (Firma Ripley);

Ausgabeermächtigungen: 12.497,50 EUR (Firma Ripley),

Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 56.000 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 56.000 EUR vom Programm 01 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 07 des Organisationsbereichs 11 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 07 des Organisationsbereichs 11 und des Programms 01 des Organisationsbereichs 30 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.	V.E.	A.E.
OB 11 12.04.07	0	171	+ 56	+ 56	56	227
OB 30 01.01.01	3.086	1.179	- 56	- 56	3.030	1.123

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juni 2004

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4170

[2004/203100]

16 JUNI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 07 van organisatieafdeling 11 en programma 01 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister-President van de Waalse Regering,
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 jun 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 12.04, programma 07 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zittingen van 19 juli 2001, 24 april 2004 en 29 april 2003 door de Waalse Regering genomen beslissingen in het kader van « Phasing Out » van Doelstelling 1 - Henegouwen, namelijk de volgende dossiers (titels en codificaties van de medegefinancierde projecten) :

Phasing Out van Doelstelling 1 - Henegouwen;

Hoofddlijn 4 : Versterking van de aantrekkingskracht door de verbetering en de bevordering van het imago;

Maatregel 4.5 : Beschikbaarstelling van de middelen en actieve participatiedynamiek;

Titel : Portaal van Henegouwen;

Operator : Ministerie van het Waalse Gewest - Directie Communicatie;

Codificatie van het project : E P1A 1 40500 0005 1;

Basisallocatie : 12.04.07;

Vastleggingskredieten : 16.280,55 EUR (Vennootschap WIN);

Ordonnanceringskredieten : 16.280,55 EUR (Vennootschap WIN);

Titel : Gewestelijk Marketingcongres;

Operator : Ministerie van het Waalse Gewest - Directie Communicatie;

Codificatie van het project : E P1A 1 40500 0004 1;

Basisallocatie : 12.04.07;

Vastleggingskredieten : 26.725,58 EUR (Vennootschap Meeting Time);

Ordonnanceringskredieten : 26.725,58 EUR (Vennootschap Meeting Time);

Vastleggingskredieten : 12.497,50 EUR (Vennootschap Ripley);

Ordonnanceringskredieten : 12.497,50 EUR (Vennootschap Ripley).

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 56 duizend EUR en ordonnanceringskredieten ten belope van 56 duizend EUR overgedragen van programma 01 van organisatieafdeling 30 naar programma 07 van organisatieafdeling 11.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 07 van organisatieafdeling 11 en van programma 01 van organisatieafdeling 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 11 12.04.07	0	171	+ 56	+ 56	56	227
O.A. 30 01.01.01	3.086	1.179	- 56	- 56	3.030	1.123

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juni 2004.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4171

[2004/203120]

**30 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant approbation de la modification des statuts de la Société publique de Gestion de l'Eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, 1^o;

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau;

Vu la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 12 juin 1998 approuvant la modification des statuts de la S.A. Renat constituée le 16 juillet 1985 la transformant en S.A. « S.P.G.E. »

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La modification des statuts de la S.A. Renat la transformant en S.A. S.P.G.E., approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 12 juin 1998 et publiée dans l'annexe - Sociétés commerciales et agricoles - au *Moniteur belge* du 11 juillet 1998, est approuvée.

Art. 2. Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 septembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4171

[2004/203120]

30. SEPTEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderung der Satzungen der «Société publique de Gestion de l'Eau» (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 6, § 1, V, 1^o;

Aufgrund des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer «Société publique de Gestion de l'Eau» (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

Aufgrund des Beschlusses der außerordentlichen Generalversammlung vom 12. Juni 1998 zur Genehmigung der Abänderung der Satzungen der am 16. Juli 1985 gebildeten «S.A. Renat», durch welche diese Gesellschaft in die «S.A. S.P.G.E.» umgegründet wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der von der außerordentlichen Generalversammlung vom 12. Juni 1998 genehmigten und in der Anlage «Handels- und landwirtschaftliche Gesellschaften» zum *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Juli 1998 veröffentlichten Abänderung der Satzungen der «S.A. Renat», durch welche diese Gesellschaft in die «S.A. S.P.G.E.» umgegründet wird, wird zugestimmt.

Art. 2 - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. September 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4171

[2004/203120]

30 SEPTEMBER 2004. — **Besluit van de Waalse Regering waarbij de wijziging in de statuten van de « Société publique de Gestion de l'Eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) goedgekeurd wordt**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, 1°;

Gelet op het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau »;

Gelet op de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van 12 juni 1998 tot goedkeuring van de wijziging in de statuten van de op 16 juli 1985 opgerichte « S.A. Renat » waarbij deze laatste tot de « S.A. S.P.G.E » omgevormd wordt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De wijziging in de statuten van de « S.A. Renat » waarbij ze tot de « S.A. S.P.G.E. » omgevormd wordt, goedgekeurd door de buitengewone algemene vergadering van 12 juni 1998 en bekendgemaakt in de bijlage - Landbouw- en Handelsvennootschappen - bij het *Belgisch Staatsblad* van 11 juli 1998, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 september 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
ET MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 4172

[2004/203101]

27 MAI 2004. — **Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 03 de la division organique 30 et le programme 04 de la division organique 54 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004**

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipelement et des Travaux publics,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mai 2004;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnement à l'allocation de base 01.01 du programme 04 de la division organique 54 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en ses séances des 21 novembre 2002 et 10 avril 2003 dans le cadre du Leader +, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Leader +;

GAL « Cultur'alité en Hesbaye brabançonne »;

Intitulé : Valorisation et entretien des voies de mobilité lente;

Opérateur : CRABE A.S.B.L.;

Codification du projet : E LEA 2 14405 A003 3;

Allocation de base : 01.01.04;

Crédits d'engagement : 76.500 EUR;

Crédits d'ordonnancement : 18.000 EUR;

GAL « Entre-Sambre-et-Meuse »;

Intitulé : Réseau des liaisons intervillages;

Opérateur : A.S.B.L. « Chemins et sentiers de la vallée de l'Eau d'Heure »;

Codification du projet : E LEA 2 14412 A005 3;

Allocation de base : 01.01.04;

Crédits d'engagement : 46.791 EUR;

Crédits d'ordonnancement : 16.000 EUR,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 124 milliers d'EUR et des crédits d'ordonnancement à concurrence de 34 milliers d'EUR sont transférés du programme 03 de la division organique 30 au programme 04 de la division organique 54.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 03 de la division organique 30 et du programme 04 de la division organique 54 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 30 01.01.03	12.349	1.536	- 124	- 34	12.225	1.502
DO 54 01.01.04	410	529	+ 124	+ 34	534	563

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004.

J. DARAS
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
UND WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2004 — 4172

[2004/203101]

27. MAI 2004 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 03 des Organisationsbereichs 30 und dem Programm 04 des Organisationsbereichs 54 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Rundschreibens vom 18. Januar 2001 über die administrative Verwaltung der von den Europäischen Fonds mitfinanzierten Programme in der Wallonischen Region, insbesondere des Punkts III, 2, Absatz 4;

Aufgrund des am 18. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen auf die Basiszuwendung 01.01 des Programms 04 des Organisationsbereichs 54 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 zu übertragen, um dem in ihren Sitzungen vom 21. November 2002 und vom 10. April 2003 im Rahmen von Leader + getroffenen Beschluss der Wallonischen Regierung Folge zu leisten, nämlich durch die folgenden Maßnahmen (Bezeichnungen und Kodifizierungen der mitfinanzierten Projekte):

Leader +;

LAG «Cultur'alité en Hesbaye brabançonne»;

Bezeichnung: Aufwertung und Instandhaltung der Wege für langsamen Verkehr;

Träger: «CRABE» VoE;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14405 A003 3;

Basiszuwendung: 01.01.04;

Verpflichtungsermächtigungen: 76.500 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 18.000 EUR;

LAG «Entre-Sambre-et-Meuse»;

Bezeichnung: «Réseau des liaisons intervillages» (Wegenetz zwischen Dörfern);

Träger: VoE «Association pour la Gestion des Lacs de l'Eau d'Heure»;

Kodifizierung des Projekts: E LEA 2 14412 A005 3;

Basiszuwendung: 01.01.04;

Verpflichtungsermächtigungen: 46.791 EUR;

Ausgabeermächtigungen: 16.000 EUR,

Beschließen:

Artikel 1 - Es werden Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 124.000 EUR und Ausgabeermächtigungen in Höhe von 34.000 EUR vom Programm 03 des Organisationsbereichs 30 auf das Programm 04 des Organisationsbereichs 54 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 03 des Organisationsbereichs 30 und des Programms 04 des Organisationsbereichs 54 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004 wird wie folgt abgeändert:

(in tausend EUR)

Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel und Übertragungserlasse A.M.		Übertragung		Angepasste Mittel	
	V.E	A.E.	V.E	A.E.	V.E	A.E.
OB 30 01.01.03	12.349	1.536	- 124	- 34	12.225	1.502
OB 54 01.01.04	410	529	+ 124	+ 34	534	563

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2004

J. DARAS
M. DAERDEN

VERTALING

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
EN WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER**

N. 2004 — 4172

[2004/203101]

27 MEI 2004. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 03 van organisatieafdeling 30 en programma 04 van organisatieafdeling 54 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 mei 2004;

Overwegende dat vastleggings- en ordonnanceringskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 01.01, programma 04 van organisatieafdeling 54 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 om gevolg te geven aan de tijdens de zittingen van 21 november 2002 en van 10 april 2003 door de Waalse Regering genomen beslissing, namelijk de volgende dossiers (titels en codificatie van de medegefinancierde projecten) :

Leader +;

PG « Cultur'alité en Hesbaye brabançonne »;

Titel : Valorisatie en onderhoud van de wegen voor traag verkeer;

Operator : « CRABE A.S.B.L. »;

Codificatie van het project : E LEA 2 14405 A003 3;

Basisallocatie : 01.01.04;

Vastleggingskredieten : 76.500 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 18.000 EUR;

PG « Entre-Sambre-et-Meuse »;

Titel : Net van verbindingen tussen dorpen;

Operator : « A.S.B.L. Chemins et sentiers de la vallée de l'Eau d'Heure »;

Codificatie van het project : E LEA 3 14412 A005 2;

Basisallocatie : 01.01.04;

Vastleggingskredieten : 46.791 EUR;

Ordonnanceringskredieten : 16.000 EUR,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 124 duizend EUR en ordonnanceringskredieten ten belope van 34 duizend EUR overgedragen van programma 03 van organisatieafdeling 30 naar programma 04 van organisatieafdeling 54.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 03 van organisatieafdeling 30 en van programma 04 van organisatieafdeling 54 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet en overdrachtsbesluiten G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
O.A. 30 01.01.03	12.349	1.536	- 124	- 34	12.225	1.502
O.A. 54 01.01.04	410	529	+ 124	+ 34	534	563

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

J. DARAS
M. DAERDEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C - 2004/29298]

Secretariaat-generaal. — Dienst Nationale Orden. — Algemene Directie Cultuur. — Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 13 september 2004 wordt de zilveren medaille in de Orde van Leopold II toegekend aan :

De heer Bouvry, Daniel, Spelend lid bij de "Fanfare Royale Les Bons Amis", te Frasnes-lez-Buisenal.

Ranginneming op 15 november 1996.

De heer Deharbes, Daniel Roger Robert, Ondervoorzitter van de "Fanfare Royale Les Joyeux Artisans", te Beauwelz.

Ranginneming op 8 april 1998.

De heer Dumont, Willy Philippe Fernand, Spelend lid bij de "Société Royale Ensemble Instrumental Waremmien", te Borgworm.

Ranginneming op 15 november 2002.

De heer Kain, Jean Léon Louis, Spelend lid bij de "Fanfare Royale Les Bons Amis", te Frasnes-lez-Buisenal.

Ranginneming op 8 april 2002.

De heer Marouse, Jean, Spelend lid bij de "Fanfare Royale Les Bons Amis", te Frasnes-lez-Buisenal.

Ranginneming op 8 april 2004.

De hierboven vermelde personen zullen in de Orde rang innemen op de bij hun naam vermelde datum.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C - 2004/29298]

Secrétariat général. — Service des Ordres nationaux. — Direction générale de la Culture. — Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 13 septembre 2004 la Médaille d'Argent de l'Ordre de Léopold II est décernée à :

M. Bouvry, Daniel, Musicien à la Fanfare Royale Les Bons Amis, à Frasnes-lez-Buisenal.

Prise de rang, le 15 novembre 1996.

M. Deharbes, Daniel Roger Robert, Vice-Président à la Fanfare Royale Les Joyeux Artisans, à Beauwelz.

Prise de rang, le 8 avril 1998.

M. Dumont, Willy Philippe Fernand, Musicien à la Société Royale Ensemble Instrumental Waremmien, à Waremmie.

Prise de rang, le 15 novembre 2002.

M. Kain, Jean Léon Louis, Musicien à la Fanfare Royale Les Bons Amis, à Frasnes-lez-Buisenal.

Prise de rang, le 8 avril 2002.

M. Marouse, Jean, Musicien à la Fanfare Royale Les Bons Amis, à Frasnes-lez-Buisenal.

Prise de rang, le 8 avril 2004.

Les personnes reprises ci-dessus prendront rang dans l'ordre à la date indiquée en regard de leur nom.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C - 2004/29299]

Secretariaat-generaal. — Dienst Nationale Orden. — Algemene Directie Cultuur. — Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 13 september 2004 wordt de gouden medaille der Kroonorde toegekend aan :

De heer Dejalle, Léopold Edouard Hubert, Spelend lid bij de "Royale Harmonie Saint-Joseph", te Hombourg.

Ranginneming op 15 november 2003.

De heer Deparis, Vital, Spelend lid bij de "Royale Fanfare communale de Thieulain", te Thieulain.

Ranginneming op 8 april 2004.

De heer Dortu, Joseph Alfred Ignace, Voorzanger bij de "Royale Chorale Sainte-Cécile", te Welkenraedt.

Ranginneming op 8 april 1998.

wordt de zilveren medaille der Kroonorde toegekend aan :

De heer Dessoignies, Paul Léon Emile, Spelend lid bij de "Royale Fanfare communale de Huissignies", te Huissignies.

Ranginneming op 8 april 2003.

De heer Frisschen, Marcel Mathieu Guillaume Gilles, Commissaris bij de "Royale Harmonie Saint-Joseph", te Hombourg.

Ranginneming op 15 november 2003.

De hierboven vermelde personen zullen in de Orde rang innemen op de bij hun naam vermelde datum.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C - 2004/29299]

Secrétariat général - Service des Ordres nationaux. — Direction générale de la Culture. — Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 13 septembre 2004 la Médaille d'Or de l'Ordre de la Couronne est décernée à :

M. Dejalle, Léopold Edouard Hubert, Musicien à la Royale Harmonie Saint-Joseph, à Hombourg.

Prise de rang, le 15 novembre 2003.

M. Deparis, Vital, Musicien à la Royale Fanfare communale de Thieulain, à Thieulain.

Prise de rang, le 8 avril 2004.

M. Dortu, Joseph Alfred Ignace, Chantre à la Royale Chorale Sainte-Cécile, à Welkenraedt.

Prise de rang, le 8 avril 1998.

La Médaille d'Argent de l'Ordre de la Couronne, est décernée à :

M. Dessoignies, Paul Léon Emile, Musicien à la Royale Fanfare communale de Huissignies, à Huissignies.

Prise de rang, le 8 avril 2003.

M. Frisschen, Marcel Mathieu Guillaume Gilles, Commissaire à la Royale Harmonie Saint-Joseph, à Hombourg.

Prise de rang, le 15 novembre 2003.

Les personnes reprises ci-dessus prendront rang dans l'Ordre à la date indiquée en regard de leur nom.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2004/22828]

30 APRIL 2004. — Koninklijk besluit houdende ontslag van een raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Antwerpen. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 302 van 24 augustus 2004, blz. 62761, bij het arbeidshof te Antwerpen, lezen :

De heer Louis Vanhaeren, i.p.v. de heer Louis Verhaeren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2004/22828]

30 AVRIL 2004. — Arrêté royal portant démission d'un conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail d'Anvers. — Erratum

Moniteur belge n° 302 du 24 août 2004, p. 62761, à la cour du travail d'Anvers, lire :

M. Louis Vanhaeren, au lieu de M. Louis Verhaeren.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2004/12331]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 1 september 2004 wordt de heer Hubert Gosset, administratief assistent, met ingang van 1 april 2004, door overgang naar het hogere niveau bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur.

Een beroep tot nietigverklaring tegen de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2004/12331]

Personnel. — Promotion

Par arrêté du 1^{er} septembre 2004, M. Hubert Gosset, assistant administratif, est promu par accession au niveau supérieur au grade de conseiller adjoint, à partir du 1^{er} avril 2004.

Un recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section administrative du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles, sous pli recommandé à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2004/12327]

Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming
Afbreken en verwijderen van asbest
Artikel 148decies 2.5.9.3.4.

Bij ministerieel besluit van 30 september 2004 is de B.V. A.R.P., Valkenier 301, te 6713 RH Ede (Nederland), erkend geworden voor het afbreken en verwijderen van asbest tot 1 oktober 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2004/12327]

Règlement général pour la protection du travail
Démolition et retrait d'asbeste
Article 148decies 2.5.9.3.4.

Par arrêté ministériel du 30 septembre 2004, la B.V. A.R.P., Valkenier 301, à 6713 RH Ede (Pays-Bas), est agréée pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste jusqu'au 1^{er} octobre 2007.

Bij ministerieel besluit van 30 september 2004 is de N.V. Sotramiante, zone industrielle, rue du Moulin 303, te 59193 Erquinghem sur la Lys (Frankrijk), erkend geworden voor het afbreken en verwijderen van asbest tot 1 september 2005.

Par arrêté ministériel du 30 septembre 2004, la S.A. Sotramiante, zone industrielle, rue du Moulin 303, à 59193 Erquinghem sur la Lys (France), est agréée pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste jusqu'au 1^{er} septembre 2005.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2004/11443]

4 OKTOBER 2004. — Koninklijk besluit houdende ontslag en benoeming van een lid van de raad van bestuur van het Instituut voor de nationale rekeningen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 113, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 mei 2003 houdende benoeming van de leden van de raad van bestuur van het Instituut voor de nationale rekeningen;

Overwegende dat de directeur-generaal van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie, van rechtswege lid is van de raad van bestuur van het Instituut voor de nationale rekeningen;

Overwegende dat één lid, een ambtenaar van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de andere taalrol dan de directeur-generaal, wordt benoemd op voordracht van de Minister van Economie;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag wordt verleend aan de heer Jean-Paul Stassart, van de Franse taalrol, adviseur bij de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie, als lid van de raad van bestuur van het Instituut voor de nationale rekeningen.

Art. 2. Mevr. Annie Versonnen, van de Nederlandse taalrol, adviseur-generaal bij de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie, wordt benoemd als lid van de raad van bestuur van het Instituut voor de nationale rekeningen, ter vervanging van de heer Jean-Paul Stassart, wiens mandaat zij zal beëindigen.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 september 2004.

Art. 4. Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 oktober 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2004/11443]

4 OCTOBRE 2004. — Arrêté royal portant démission et nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 113, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 12 mai 2003 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux;

Considérant que le directeur général de la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique, est membre de droit du conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux;

Considérant qu'un membre, fonctionnaire de la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique, et de l'autre rôle linguistique que le directeur général, est nommé sur proposition du Ministre de l'Economie;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission honorable de son mandat de membre du conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux est accordé à M. Jean-Paul Stassart, du rôle linguistique français, conseiller à la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique.

Art. 2. Mme Annie Versonnen, du rôle linguistique néerlandais, conseiller général à la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique, est nommée membre du conseil d'administration de l'Institut des comptes nationaux, en remplacement de M. Jean-Paul Stassart, dont elle achève le mandat.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 10 septembre 2004.

Art. 4. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 octobre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2004/11391]

6 SEPTEMBER 2004. — Ministerieel besluit nr. 119 houdende bevestiging en intrekking van erkenning in toepassing van de artikelen 74 en 75 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentkrediet

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentkrediet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1992, 4 augustus 1992, 8 december 1992, 11 februari 1994, 6 juli 1994, 5 juli 1998, 30 oktober 1998, 11 december 1998, 11 april 1999, 7 januari 2001, 10 augustus 2001, 17 juli 2002, 20 december 2002, 24 maart 2003 en 22 december 2003 en bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, 13 juli 2001 en 4 april 2003, inzonderheid op de artikelen 74 en 75;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1992 tot bepaling van het bedrag van het in hoofde van de kredietgever vereiste netto-actief bedoeld in artikel 75, § 3, 1^o, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentkrediet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2004/11391]

6 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel n° 119 portant confirmation et retrait d'agrément en application des articles 74 et 75 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifiée par les lois des 6 juillet 1992, 4 août 1992, 8 décembre 1992, 11 février 1994, 6 juillet 1994, 5 juillet 1998, 30 octobre 1998, 11 décembre 1998, 11 avril 1999, 7 janvier 2001, 10 août 2001, 17 juillet 2002, 20 décembre 2002, 24 mars 2003 et 22 décembre 2003 et par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000, 13 juillet 2001 et 4 avril 2003, notamment les articles 74 et 75;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1992 déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, § 3, 1^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1992 betreffende de aanvragen om erkenning en inschrijving bedoeld bij de artikelen 74 en 77 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 augustus 1992, 25 februari 1996 en 20 juli 2000,

Besluit :

Artikel 1. De volgende met name hierna aangeduide persoon, oorspronkelijk erkend onder de benaming AGF Belgium Bank, wordt bevestigd onder het nummer voor zijn naam onder zijn nieuwe benaming met het oog op het aanbieden of het toezeggen van leningen op afbetaling, overeenkomstig het artikel 1, 11°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van kredietopeningen, overeenkomstig het artikel 1, 12°, van dezelfde wet en van kredietovereenkomsten die het voorwerp uitmaken van een onmiddellijke overdracht of indeplaatsstelling ten gunste van de aanvrager :

733 Record Bank N.V., Henri Matisselaan 16, 1140 Evere.

Art. 2. De volgende met name hierna aangeduide persoon, oorspronkelijk erkend onder de benaming Record Bank, wordt bevestigd onder het nummer voor zijn naam onder zijn nieuwe benaming met het oog op het aanbieden of het toezeggen van leningen op afbetaling, overeenkomstig het artikel 1, 11°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van kredietopeningen, overeenkomstig het artikel 1, 12°, van dezelfde wet en van kredietovereenkomsten die het voorwerp uitmaken van een onmiddellijke overdracht of indeplaatsstelling ten gunste van de aanvrager :

106289 Record Credit Services S.C.R.L., rue Forgeur 17-21, 4000 Liège.

Art. 3. De volgende met name hierna aangeduide persoon, oorspronkelijk erkend onder de benaming Bank Dewaay — Banque Dewaay, wordt bevestigd onder het nummer voor zijn naam onder zijn nieuwe benaming met het oog op het aanbieden of het toezeggen van kredietopeningen, overeenkomstig het artikel 1, 12° van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en van kredietovereenkomsten, overeenkomstig het artikel 1, 4°, van dezelfde wet :

131065 HSBC Dewaay S.A., Avenue de Tervuren 270, 1150 Brussel.

Art. 4. De volgende met name hierna aangeduide persoon, oorspronkelijk erkend onder de benaming Overlease, wordt bevestigd onder het nummer voor zijn naam onder zijn nieuwe benaming met het oog op het aanbieden of het toezeggen van financieringshuren, overeenkomstig het artikel 1, 10° van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet :

133482 RCI Financial Services N.V., Pleinlaan 21, 1050 Brussel.

Art. 5. De erkenning van de volgende met name hierna aangeduide persoon wordt ingetrokken daar zij geen activiteiten meer uitoefent bedoeld in artikel 74 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet :

130020 Ypracars N.V., Veurnseweg 21, 8900 Ieper.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 6 september 2004.

Brussel, 6 september 2004.

M. VERWILGHEN

Vu l'arrêté royal du 25 février 1992 relatif aux demandes d'agrément et d'inscription visées aux articles 74 et 77 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par les arrêtés royaux des 24 août 1992, 25 février 1996 et 20 juillet 2000,

Besluit :

Article 1^{er}. La personne nommément désignée ci-après, initialement agréée sous le nom AGF Belgium Bank est confirmée sous le numéro en regard de son nom sous sa nouvelle dénomination en vue d'offrir ou de consentir des prêts à tempérament, conformément à l'article 1^{er}, 11°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, des ouvertures de crédit, conformément à l'article 1^{er}, 12°, de la même loi et des contrats de crédit qui font l'objet d'une cession ou d'une subrogation immédiate en faveur de la requérante :

733 Record Bank N.V., Henri Matisselaan 16, 1140 Evere.

Art. 2. La personne nommément désignée ci-après, initialement agréée sous le nom Record Bank, est confirmée sous le numéro en regard de son nom sous sa nouvelle dénomination en vue d'offrir ou de consentir des prêts à tempérament, conformément à l'article 1^{er}, 11°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, des ouvertures de crédit, conformément à l'article 1^{er}, 12°, de la même loi et des contrats de crédit qui font l'objet d'une cession ou d'une subrogation immédiate en faveur de la requérante :

106289 Record Credit Services S.C.R.L., rue Forgeur 17-21, 4000 Liège.

Art. 3. La personne nommément désignée ci-après, initialement agréée sous le nom de Bank Dewaay S.A. — Banque Dewaay, est confirmée sous le numéro en regard de son nom sous sa nouvelle dénomination en vue d'offrir ou de consentir des ouvertures de crédit, conformément à l'article 1^{er}, 12° de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et des contrats de crédit, conformément à l'article 1^{er}, 4°, de la même loi :

131065 HSBC Dewaay S.A., Avenue de Tervuren 270, 1150 Bruxelles.

Art. 4. La personne nommément désignée ci-après, initialement agréée sous le nom Overlease, est confirmée sous le numéro en regard de son nom sous sa nouvelle dénomination en vue d'offrir ou de consentir des crédits-bails, conformément à l'article 1^{er}, 10° de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation :

133482 RCI Financial Services N.V., Pleinlaan 21, 1050 Bruxelles.

Art. 5. L'agrément de la personne nommément désignée ci-après est retiré, celle-ci ne pratiquant plus d'opérations visées à l'article 74 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation

130020 Ypracars N.V., Veurnseweg 21, 8900 Ieper.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 6 septembre 2004.

Bruxelles, le 6 septembre 2004.

M. VERWILGHEN

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2004/11446]

**Raad voor de Mededinging
Adjunct-secretaris. — Ontslag. — Benoeming**

Bij het ministerieel besluit van 11 oktober 2004 wordt de heer Gerdie Devos, adjunct-adviseur bij de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, en van de Nederlandse taalrol, op zijn verzoek, vanaf 1 oktober 2004 uit zijn functie van adjunct-secretaris van de Raad voor de Mededinging ontzet.

Krachtens datzelfde besluit wordt de heer Xavier Vercaemer, adjunct-adviseur bij de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, en van de Nederlandse taalrol, met ingang van 1 oktober 2004 tot adjunct-secretaris van de Raad voor de Mededinging benoemd.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2004/11446]

**Conseil de la concurrence
Secrétaire adjoint. — Démission. — Nomination**

Par arrêté ministériel du 11 octobre 2004, M. Gerdie Devos, conseiller adjoint au SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, et du rôle linguistique néerlandophone est, à sa demande, déchargé de ses fonctions de secrétaire adjoint du Conseil de la Concurrence, à la date du 1^{er} octobre 2004.

Par le même arrêté, M. Xavier Vercaemer, conseiller adjoint au SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et du rôle linguistique néerlandophone, est désigné comme secrétaire adjoint du Conseil de la Concurrence à la date du 1^{er} octobre 2004.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 2004/36570]

Kabinet van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel. — Benoemingen

Bij besluit van de Vlaamse Regering van 8 oktober 2004 wordt Mevr. Carla Brion, geboren in Sas Van Gent (NL) op 2 augustus 1952, directeur bij de Vlaamse Milieumaatschappij, met ingang van 16 september 2004 benoemd tot kabinetschef van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel.

Bij besluit van de Vlaamse Regering van 8 oktober 2004 wordt de heer Stefaan De Ruyck, geboren in Oudenaarde op 18 september 1957, met ingang van 20 september 2004 benoemd tot raadgever met de rang van kabinetschef van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel, en dit voor de duur van de legislatuur.

Tijdens die periode bestaat zijn opdracht uit het leidinggeven en inhoudelijk sturen van de cel Cultuur en als bijzondere opdracht de opvolging van de cel Jeugd.

Het besluit van de Vlaamse Regering van 17 september 2004 waarbij de heer Stefaan De Ruyck met ingang van 20 september 2004 werd benoemd tot kabinetschef van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel wordt opgeheven met ingang van 20 september 2004.

De Vlaamse minister bevoegd voor cultuur, jeugd, Sport en Brussel is belast met de uitvoering van deze besluiten.

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C – 2004/36571]

Ruimtelijke ordening

ANTWERPEN. — Bij besluit van 29 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening :

— is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg « Schroeilaan » genaamd, van de stad Antwerpen, bestaande uit een plan bestaande toestand, een bestemmingsplan, bijhorende verordenende voorschriften en een onteigeningsplan;

— is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de innames aangegeven op het onteigeningsplan;

— is aan de stad Antwerpen machtiging tot onteigenen verleend.

BEVEREN. — Bij besluit van 29 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening :

— is goedgekeurd het bijgaand rooilijn- en onteigeningsplan voor de buurtweg nr. 9 « Pastoor Steenssenstraat » van de gemeente Beveren;

— is verklaard dat het algemeen nut de onmiddellijke inbezitneming vordert van de onroerende goederen, aangegeven op het onteigeningsplan;

— is aan de gemeente Beveren machtiging tot onteigenen verleend: de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen voor algemeen nut, zoals bepaald in artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, kan op deze onteigening worden toegepast.

GROBBENDONK. — Bij besluit van 13 juli 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Ruimtelijke Ordening, Wetenschappen en Technologische Innovatie :

— is goedgekeurd het bijgaand rooilijn- en onteigeningsplan « Houtstraat » genaamd, van de gemeente Grobbendonk, bestaande uit één plan en bijhorende tabel van de onteigeningen;

— is verklaard dat het algemeen nut de innemingen vordert van de onroerende goederen, aangegeven op het onteigeningsplan;

— is aan de gemeente Grobbendonk machtiging tot onteigenen verleend.

HAMONT-ACHEL. — Bij besluit van 24 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening :

— is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg « Achel centrum-wijziging » genaamd, van de stad Hamont-Achel, bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan;

— is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de percelen aangegeven op het onteigeningsplan;

— is aan de stad Hamont-Achel machtiging tot onteigenen verleend.

KNOKKE-HEIST. — Bij besluit van 24 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg nr. H-04 « Pannestraat » — gedeeltelijke herziening van de gemeente Knokke-Heist, bestaande uit een plan van de bestaande toestand en uit een bestemmingsplan met bijhorende stedenbouwkundige voorschriften.

KORTRIJK. — Bij besluit van 27 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg « sectoraal BPA zonevremde bedrijven » genaamd, van de stad Kortrijk, bestaande uit 23 deelplannen bestaande toestand en 23 bestemmingsplannen met bijhorende stedenbouwkundige voorschriften, met uitzondering van de blauw omrande delen.

RANST. — Bij besluit van 29 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening :

— is verklaard dat het algemeen nut de onmiddellijke inbezitneming vordert van de inname van de loten 11 (eigendom van Wijnants-Verholen, Pannenhuisstraat 350 te Lier) 32 (eigendom van De Haes-Van Sprundel, Broechemsesteenweg 93 te Ranst), 48 (eigendom van Coppens-Peers, Liersebaan 236 te Zandhoven), 52 (eigendom van De Peuter, Kloosterstraat 4 te Ranst) 54 (eigendom van Vercammen-Aertgeerts, Broechemsesteenweg 130 te Ranst), 56 (eigendom van Claes Verheyden, Kantstraat 2, te Lier) 77 en 78 (beide eigendom van Lommaert, Luc, Kruishoevestraat 27 a te Keerbergen), aangegeven, op het bij ministerieel besluit van 7 oktober 2002 goedgekeurd onteigeningsplan, dat behoort bij rooilijnplan van de Broechemsesteenweg van de gemeente Ranst;

— is aan de gemeente Ranst machtiging tot onteigenen verleend, met mogelijke toepassing van de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen voor algemeen nut, zoals bepaald in artikel 5 van de wet van 26 juli 1962.

TONGEREN. — Bij besluit van 24 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg « Kleinhandelszone Luikersteenweg » genaamd, van de stad Tongeren, bestaande uit een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften.

VEURNE. — Bij besluit van 24 september 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting en Ruimtelijke Ordening wordt goedgekeurd de beslissing van de Bestendige Deputatie van de Provincieraad van West-Vlaanderen van 5 februari 2004, houdende de gedeeltelijke afschaffing van de buurwegen nr. 5 (tussen de punten A en B) en 18 (tussen de punten B en C) van de stad Veurne.

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 2004/36567]

Wegen van het Vlaamse Gewest. — Indeling bij de gemeentewegen. — Respectievelijke gewestwegen

HERK-DE-STAD. — Bij besluit van 25 augustus 2004 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur worden de gewestwegen N2-904 doortocht te Herk-de-stad — tussen mp. 0.000 en mp. 1.780 -, N716-901 verbinding N716 - Centrum te Herk-de-Stad — tussen mp. 0.000 en mp. 0.461- en N754-0 HERK-DE-STAD - BORGLOON — tussen mp. 0.000 en mp. 0.400-gelegen op het grondgebied van de gemeente stad Herk-de-Stad aan hun bestemming van gewestweg onttrokken en ingedeeld bij de gemeentewegen.

De gemeentewegen De Pierpontstraat — tussen mp. 0.000 en mp. 0.400 — lengte 400 meter-, Doelstraat tussen mp. 0.000 en mp. 0.520 — lengte 520 meter gelegen op het grondgebied van dezelfde stad Herk-de-Stad worden ingedeeld bij de gewestwegen.

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 2004/36566]

Wegen van het Vlaamse Gewest. — Indeling bij de gemeentewegen

BRUGGE. — Krachtens het besluit van 11 september 2004 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur wordt de verlaten gewestweg N376 : Dudzeelse steenweg (lengte 238 m) gelegen op het grondgebied van de stad Brugge aan zijn bestemming van gewestweg onttrokken en ingedeeld bij de gemeentewegen.

PITTEM. — Krachtens het besluit van 15 september 2004 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur worden de gewestwegen N35-Stationstraat, Tielstraat, Vijfstraat tussen kmp 53,525 en kmp.54,997, N35e-Tielstraat tussen kmp 0,000 en kmp.0,293 gelegen op het grondgebied van de gemeente Pittem aan hun bestemming van gewestweg onttrokken en ingedeeld bij de gemeentewegen.

WAREGEM. — Bij besluit van 23 september 2004 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur wordt de gewestweg N357 - Aloïse Biebuyckstraat, Posterijstraat (tussen kmp. 22,044 en kmp. 22,986) gelegen op het grondgebied van de stad Waregem aan zijn bestemming van gewestweg onttrokken en ingedeeld bij de gemeentewegen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2004/203093]

Agence wallonne à l'Exportation. — Personnel

Par arrêté du directeur général du 30 septembre 2000, M. Christian Saelens est promu par avancement de grade au grade de premier attaché, à la date du 1^{er} octobre 2000.

Par arrêté du directeur général du 6 décembre 2000, Mme Chantal de Bleu est nommée à titre définitif au grade d'attachée, à la date du 16 septembre 1999.

Par arrêté du directeur général du 2 juin 2004, M. Michel Butaye est promu par avancement de grade au grade de premier attaché, à la date du 1^{er} janvier 2004.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2004/203093]

“Agence wallonne à l'Exportation” (Wallonische Exportagentur). — Personal

Durch Erlass des Generaldirektors vom 30. September 2000 wird Herr Christian Saelens am 1. Oktober 2000 in den nächsthöheren Dienstgrad zum Dienstgrad eines ersten Attachés befördert.

Durch Erlass des Generaldirektors vom 6. Dezember 2000 wird Frau Chantal de Bleu am 16. September 1999 als Attaché endgültig ernannt.

Durch Erlass des Generaldirektors vom 2. Juni 2004 wird Herr Michel Butaye am 1. Januar 2004 in den nächsthöheren Dienstgrad zum Dienstgrad eines ersten Attachés befördert.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2004/203093]

Waals Exportagentschap. — Personeel

Bij besluit van de directeur-generaal van 30 september 2000 wordt de heer Christian Saelens op 1 oktober 2000 door verhoging in graad bevorderd tot eerste attaché.

Bij besluit van de directeur-generaal van 6 december 2000 wordt Mevr. Chantal de Bleu op 16 september 1999 in vast verband benoemd tot attaché.

Bij besluit van de directeur-generaal van 2 juni 2004 wordt de heer Michel Butaye op 1 januari 2004 door verhoging in graad bevorderd tot eerste attaché.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[2004/203089]

29 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Andenne, Zone portuaire de Sclayn

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o;

Vu la loi spéciale du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 57, §§ 2 et 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique : par la nécessité d'une part de restaurer la continuité du RAVeL dont les usagers passant par Sclayn doivent actuellement côtoyer les engins de chargement et d'autre part de conserver l'intégrité de la zone d'activité industrielle,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la restauration de la continuité du RAVeL sur la zone portuaire de Sclayn à Andenne tel que détaillés au plan n° 2718 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962.

Namur, le 29 septembre 2004.

M. DAERDEN

Le dossier et le plan peuvent être consultés au M.E.T., D.232, Direction des Voies hydrauliques de Namur, rue Blondeau 1, 5000 Namur.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

ARBITRAGEHOF

[2004/203076]

Uittreksel uit arrest nr. 136/2004 van 22 juli 2004

Rolnummers 2796 en 2839

In zake : de prejudiciële vragen betreffende de artikelen 146, derde lid, en 149, §§ 1 en 5, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals ingevoegd of vervangen bij het decreet van 4 juni 2003, gesteld door de Correctionele Rechtbank te Gent en de Correctionele Rechtbank te Dendermonde.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters A. Arts en M. Melchior, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter A. Arts,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vragen en rechtspleging*

a. Bij vonnis van 23 september 2003 in zake het openbaar ministerie tegen R. Vergauwen en M. Avontroodt, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 3 oktober 2003, heeft de Correctionele Rechtbank te Gent de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Schendt artikel 146, derde lid, van het decreet [van het Vlaamse Gewest] van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals gewijzigd bij decreet van 4 juni 2003, het wettigheidsbeginsel in strafzaken, gewaarborgd bij de artikelen 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet alsmede bij artikel 7 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten ?

2. Schendt artikel 146, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals gewijzigd bij decreet van 4 juni 2003, door het invoeren van een onzekere strafbaarstelling, het gelijkheids- en nondiscriminatiebeginsel gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ?

3. Schendt artikel 149, § 1 en § 5, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals gewijzigd bij decreet van 4 juni 2003, door het maken van een onderscheid dat alleen afhankelijk is van het feit dat het bouw misdrijf vóór of na 1 mei 2000 werd gepleegd of dat alleen afhankelijk is van het feit dat de meerwaarde werd gevorderd en betaald vóór of na 1 mei 2000, het gelijkheids- en nondiscriminatiebeginsel gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ? »

b. Bij vonnis van 20 oktober 2003 in zake het openbaar ministerie tegen A. Vanacker en G. de Cauwer, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 21 november 2003, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Schendt artikel 146, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals toegevoegd door artikel 4 [lees : 7] van het decreet van 4 juni 2003, het door de artikelen 12 en 14 van de Grondwet gewaarborgde wettigheidsbeginsel in strafzaken ?

2. Schendt artikel 146, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals toegevoegd door artikel 4 [lees : 7] van het decreet van 4 juni 2003, het door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet gewaarborgde gelijkheidsbeginsel doordat de strafbaarheid van de instandhouding van een stedenbouwmisdrijf afhankelijk wordt gemaakt van het aanwezig zijn van omwonenden en het veroorzaken van onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder voor die omwonenden zodat er een ongelijke behandeling bestaat tussen personen die een stedenbouwmisdrijf hebben gepleegd dat geen onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder voor omwonenden veroorzaakt (en die dus niet voor de instandhouding van de onwettige toestand kunnen worden gestraft) en personen die een stedenbouwmisdrijf hebben gepleegd dat echter wel onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder voor omwonenden veroorzaakt (en die dus wel voor de instandhouding van de onwettige toestand kunnen worden gestraft), zonder dat dit verschil in behandeling berust op een objectief criterium en het redelijk verantwoord is ? »

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 2796 en 2839 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

III. *In rechte*

(...)

De aan het Hof voorgelegde bepalingen

B.1.1. Vóór de wijziging bij artikel 7 van het decreet van 4 juni 2003 bepaalde artikel 146 van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening :

« Met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 5 jaar en met een geldboete van 26 EUR tot 400.000 EUR of met één van deze straffen alleen, wordt de persoon gestraft die :

1° de bij de artikelen 99 en 101 bepaalde handelingen, werken of wijzigingen hetzij zonder voorafgaande vergunning, hetzij in strijd met de vergunning, hetzij na verval, vernietiging of het verstrijken van de termijn van de vergunning, hetzij in geval van schorsing van de vergunning, uitvoert, voortzet of in stand houdt;

2° handelingen, werken of wijzigingen uitvoert, voortzet of in stand houdt in strijd met een ruimtelijke uitvoeringsplan, bedoeld in artikelen 37 tot en met 53, met een ontwerp van ruimtelijk uitvoeringsplan waarvoor toepassing werd gemaakt van artikel 102 of 103, §§ 1, 3 en 4, of met de stedenbouwkundige en verkavelingsverordeningen, bedoeld in artikelen 54 tot en met 60;

3° als eigenaar toestaat of aanvaardt dat één van de onder 1° en 2° bedoelde strafbare feiten worden gepleegd, voortgezet of in stand gehouden;

4° een inbreuk pleegt op de informatieplicht, bedoeld in artikelen 137 tot en met 142;

5° de handelingen, werken of wijzigingen voortzet in strijd met het bevel tot staking, de bekrachtigingsbeslissing of, in voorkomend geval, de beschikking in kortgeding;

6° een inbreuk op de plannen van aanleg en verordeningen die tot stand zijn gekomen volgens de bepalingen van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996 en die van kracht blijven zolang en in de mate dat ze niet vervangen worden door nieuwe voorschriften uitgevaardigd krachtens onderhavig decreet, pleegt na de datum van inwerkingtreding van dit decreet, of dit voortzet of in stand houdt, op welke wijze ook;

7° werken, handelingen of wijzigingen die een inbreuk zijn op de bouw- en verkavelingsvergunningen die zijn verleend krachtens het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, uitvoert, voortzet of in stand houdt.

De minimumstraffen zijn echter een gevangenisstraf van vijftien dagen en een geldboete van 2.000 EUR, of één van deze straffen alleen, indien de in het eerste lid bedoelde misdrijven gepleegd worden door instrumenterende ambtenaren, vastgoedmakelaars en andere personen die in de uitoefening van hun beroep of activiteit onroerende goederen kopen, verkavelen, te koop of te huur zetten, verkopen of verhuren, bouwen of vaste of verplaatsbare inrichtingen ontwerpen en/of opstellen of personen die bij die verrichtingen als tussenpersonen optreden, bij de uitoefening van hun beroep.»

B.1.2. Artikel 7 van het decreet van 4 juni 2003 houdende wijziging van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, wat het handhavingsbeleid betreft, heeft aan het voormelde artikel 146 een derde en vierde lid toegevoegd, die als volgt luiden :

« De strafsanctie voor het instandhouden van inbreuken, bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 3°, 6° en 7°, geldt niet voorzover de handelingen, werken, wijzigingen of het strijdige gebruik niet gelegen zijn in de ruimtelijk kwetsbare gebieden, voorzover ze geen onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder veroorzaken voor de omwonenden of voorzover ze geen ernstige inbreuk vormen op de essentiële stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg.

Onder de ruimtelijk kwetsbare gebieden worden verstaan de groengebieden, natuurgebieden, natuurgebieden met wetenschappelijke waarde, natuurreservaten, natuurontwikkelingsgebieden, parkgebieden, bosgebieden, valleigebieden, brongebieden, agrarische gebieden met ecologische waarde of belang, agrarische gebieden met bijzondere waarde, grote eenheden natuur, grote eenheden natuur in ontwikkeling en de ermee vergelijkbare gebieden, aangewezen op plannen van aanleg, alsook de beschermde duingebieden en voor het duingebied belangrijke landbouwgebieden, aangewezen krachtens het decreet van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen.»

B.1.3. De wijzigingen die bij het decreet van 21 november 2003 in artikel 146 zijn aangebracht, hebben geen weerslag op de aan het Hof voorgelegde rechtsvragen.

B.2.1. Vóór de wijziging bij artikel 8 van het decreet van 4 juni 2003 bepaalde artikel 149, §§ 1 en 5, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening :

« § 1. Naast de straf beveelt de rechtbank, op vordering van de stedenbouwkundige inspecteur, of van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied de werken, handelingen of wijzigingen, bedoeld in artikel 146, werden uitgevoerd, de plaats in de oorspronkelijke toestand te herstellen of het strijdige gebruik te staken, en/of bouw- of aanpassingswerken uit te voeren en/of een geldsom te betalen gelijk aan de meerwaarde die het goed door het misdrijf heeft verkregen.

De meerwaarde kan niet worden gevorderd in de volgende gevallen :

- 1° bij herhaling van een misdrijf, strafbaar gesteld in dit decreet;
- 2° bij het niet naleven van een bevel tot staking;
- 3° indien het misdrijf onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder veroorzaakt voor de burenen;
- 4° indien het misdrijf een ernstige inbreuk is op de essentiële stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg.

De Vlaamse regering kan nadere voorwaarden bepalen voor de gevallen waarin de meerwaarde niet gevorderd kan worden.

Indien de vorderingen van de stedenbouwkundige inspecteur en van het college van burgemeester en schepenen niet overeenstemmen, heeft de vordering van de eerstgenoemde voorrang.

De rechtbank bepaalt voor de uitvoering van de herstelmaatregelen een termijn die één jaar niet mag overschrijden en na het verstrijken van deze termijn van uitvoering, op vordering van de stedenbouwkundige inspecteur of van het college van burgemeester of schepenen, een dwangsom per dag vertraging in de tenuitvoerlegging van de herstelmaatregel.

[...]

§ 5. De rechtbank bepaalt het bedrag van de meerwaarde.

Bij een veroordeling tot de betaling van een geldsom gelijk aan de meerwaarde kan de veroordeelde zich op een geldige wijze kwijten door binnen een jaar na de uitspraak de plaats te herstellen in de oorspronkelijke toestand of het strijdige gebruik te staken.

De Vlaamse regering bepaalt de regels voor de berekening van het te vorderen bedrag en de betaling van de meerwaarde.»

B.2.2. Artikel 8 van het decreet van 4 juni 2003 houdende wijziging van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, wat het handhavingsbeleid betreft, heeft het voormelde artikel 149, § 1, vervangen door wat volgt :

« § 1. Naast de straf kan de rechtbank bevelen de plaats in de oorspronkelijke toestand te herstellen of het strijdige gebruik te staken, en/of bouw- of aanpassingswerken uit te voeren en/of een geldsom te betalen gelijk aan de meerwaarde die het goed door het misdrijf heeft verkregen. Dit gebeurt op vordering van de stedenbouwkundig inspecteur of van het college van burgemeester en schepenen op wier grondgebied de werken, handelingen of wijzigingen, bedoeld in artikel 146, werden uitgevoerd. Indien deze inbreuken dateren van voor 1 mei 2000 is voorafgaand een eensluidend advies van de Hoge Raad voor het Herstelbeleid vereist.

Het eensluidend advies van de Hoge Raad voor het Herstelbeleid moet worden verleend binnen 60 dagen na de aangetekende adviesaanvraag. Wanneer de Hoge Raad voor het Herstelbeleid geen eensluidend advies heeft verleend binnen de gestelde termijn, mag aan de adviesvereiste worden voorbijgegaan.

Voor de misdrijven waarvan de eigenaar kan aantonen dat ze werden gepleegd voor 1 mei 2000, kan in principe steeds het middel van de meerwaarde worden aangewend, tenzij in één van de volgende gevallen :

- 1° bij het niet naleven van een bevel tot staking;
- 2° indien het misdrijf onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder veroorzaakt voor de omwonenden;
- 3° indien het misdrijf een zwaarwichtige en onherstelbare inbreuk vormt op de essentiële stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg.

Indien de vorderingen van de stedenbouwkundig inspecteur en van het college van burgemeester en schepenen niet overeenstemmen, heeft de vordering van eerstgenoemde voorrang.

De rechtbank bepaalt een termijn voor de uitvoering van de herstelmaatregelen en, op vordering van de stedenbouwkundig inspecteur of het college van burgemeester en schepenen, een dwangsom per dag vertraging in de tenuitvoerlegging van de herstelmaatregelen.»

Dezelfde bepaling heeft aan artikel 149, § 5, een vierde lid toegevoegd, dat als volgt luidt :

« In afwijking van het eerste lid worden de geldsommen gelijk aan de meerwaarde, waarvan de betaling werd gevorderd en verkregen zonder voorafgaande veroordeling door de rechtbank, geacht geldig te zijn bepaald en verkregen voorzover de vordering tot het betalen van die geldsommen en de algehele betaling dateert van voor 1 mei 2000. »

B.2.3. De wijzigingen die bij het decreet van 21 november 2003 in artikel 149, § 1, zijn aangebracht, hebben geen weerslag op de aan het Hof voorgelegde rechtsvragen.

Ten aanzien van de eerste prejudiciële vraag in beide zaken

B.3. De verwijzende rechters vragen het Hof of artikel 146, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening een schending inhoudt van de artikelen 12 en 14 van de Grondwet en - enkel in de zaak nr. 2796 - van artikel 7 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.4.1. De Vlaamse Regering betwist de pertinentie van de prejudiciële vraag omdat het antwoord erop de beklagden niet tot voordeel zou kunnen strekken.

B.4.2. Het staat in beginsel aan de rechter die een prejudiciële vraag stelt te oordelen of het antwoord op die vraag nodig is voor de oplossing van het geschil dat hij moet beslechten. Slechts wanneer dit klaarblijkelijk niet het geval is, vermag het Hof te beslissen dat de vraag geen antwoord behoeft.

B.4.3. Het is voldoende, zoals dit in de voorliggende zaken het geval is, dat een rechter twijfels heeft over de grondwettigheid van de strafbepalingen die hij moet toepassen, opdat een prejudiciële vraag die ertoe strekt die twijfels weg te nemen niet als klaarblijkelijk impertinent voor de oplossing van het geschil kan worden beschouwd.

B.4.4. De exceptie wordt verworpen.

B.5.1. De Vlaamse Regering werpt tevens op dat het Hof niet bevoegd is zich uit te spreken over de rechtstreekse schending van artikel 7 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.5.2. Op grond van artikel 26, § 1, 3^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, gewijzigd bij de bijzondere wet van 9 maart 2003, is het Hof bevoegd om bij wijze van prejudiciële beslissing wetgevende normen te toetsen aan de artikelen van titel II « De Belgen en hun rechten » en aan de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet.

B.5.3. Wanneer evenwel een verdragsbepaling die België bindt, een draagwijdte heeft die analoog is aan die van een of meer van de voormelde grondwetsbepalingen, vormen de waarborgen vervat in die verdragsbepaling een onlosmakelijk geheel met de waarborgen die in de betrokken grondwetsbepalingen zijn opgenomen. De schending van een grondrecht houdt overigens *ipso facto* een schending in van het gelijkheids- en niet-discriminatiebeginsel.

B.5.4. Daaruit volgt dat, wanneer een schending wordt aangevoerd van een bepaling van titel II of van de artikelen 170, 172 of 191 van de Grondwet, het Hof, bij zijn onderzoek, rekening houdt met internationaalrechtelijke bepalingen die analoge rechten of vrijheden waarborgen.

B.5.5. Zoals de artikelen 12 en 14 van de Grondwet waarborgen artikel 7 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten het recht op de naleving van het wettigheidsbeginsel in strafzaken.

Daaruit volgt dat het Hof bevoegd is om te oordelen of de in het geding zijnde bepaling het wettigheidsbeginsel zoals gewaarborgd bij de voormelde grondwetsbepalingen, rekening houdend met voormelde verdragsbepalingen, schendt.

B.6.1.1. Artikel 12 van de Grondwet bepaalt :

« De vrijheid van de persoon is gewaarborgd.

Niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft.

[...] »

Artikel 14 van de Grondwet bepaalt :

« Geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet. »

B.6.1.2. Artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 15.1 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepalen :

« Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten, dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde dat het handelen of nalaten geschiedde. [...] »

B.6.2. Door aan de wetgevende macht de bevoegdheid te verlenen, enerzijds, om te bepalen in welke gevallen en in welke vorm strafvervolgning mogelijk is en, anderzijds, om een wet aan te nemen op grond waarvan een straf kan worden bepaald en toegepast, waarborgen de artikelen 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet aan elke burger dat geen enkele gedraging strafbaar zal worden gesteld en geen enkele straf zal worden opgelegd dan krachtens regels aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Die grondwetsbepalingen staan evenwel niet eraan in de weg dat de wet een beoordelingsbevoegdheid toekent aan de rechter die belast is met de toepassing ervan, voor zover zij de bijzondere eisen ter zake van nauwkeurigheid, duidelijkheid en voorspelbaarheid waaraan de strafwetten moeten voldoen, niet miskent.

B.6.3. Uit de artikelen 12 en 14 van de Grondwet, alsmede uit artikel 7 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, vloeit voort dat de strafwet weliswaar een zekere flexibiliteit mag vertonen met het oog op de wijzigende omstandigheden, maar dat zij niettemin moet worden geformuleerd in bewoordingen op grond waarvan eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is.

B.7.1. Artikel 146, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening bepaalt in welke gevallen het in stand houden van stedenbouwmisdrijven strafbaar is. Dat is voortaan het geval (a) wanneer de handelingen, werken, wijzigingen of het strijdige gebruik gelegen zijn in de ruimtelijk kwetsbare gebieden, (b) wanneer ze onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder veroorzaken voor de omwonenden of (c) wanneer ze een ernstige inbreuk vormen op de essentiële stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg.

B.7.2. Het eerste geval van strafbaarheid van het in stand houden van een stedenbouwmisdrijf, namelijk wanneer het misdrijf plaatsvindt in de ruimtelijk kwetsbare gebieden, voldoet aan de vereisten van nauwkeurigheid, duidelijkheid en voorspelbaarheid waaraan de strafwetten moeten voldoen. Artikel 146, vierde lid, van het decreet van 18 mei 1999 bepaalt immers dat onder de ruimtelijk kwetsbare gebieden worden verstaan :

« de groengebieden, natuurgebieden, natuurgebieden met wetenschappelijke waarde, natuurreservaten, natuurontwikkelingsgebieden, parkgebieden, bosgebieden, valleigebieden, brongebieden, agrarische gebieden met ecologische waarde of belang, agrarische gebieden met bijzondere waarde, grote eenheden natuur, grote eenheden natuur in ontwikkeling en de ermee vergelijkbare gebieden, aangewezen op plannen van aanleg, alsook de beschermde duingebieden en voor het duingebied belangrijke landbouwgebieden, aangewezen krachtens het decreet van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen ».

B.7.3. Het in stand houden van een stedenbouwmisdrijf is evenwel ook strafbaar wanneer het « onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder » veroorzaakt voor de omwonenden.

De afdeling wetgeving van de Raad van State was van oordeel dat de omschrijving « onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder » een te grote beoordelingsruimte laat voor de strafrechter en aldus niet beantwoordt aan de precieze afbakening van de strafbare gedraging waartoe het legaliteitsbeginsel in strafzaken noopt (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/4, p. 10).

De decreetgever heeft aan die opmerking geen gevolg gegeven. Dit wordt in de parlementaire voorbereiding als volgt verantwoord :

« Uit de artikelen 1382 en 544 B.W. werd een constante rechtspraak afgeleid, waarbij wordt gesteld dat de abnormale burenhinder deze is die de maat van de gewone ongemakken van een nabuurschap overtreft. Dienaangaande kan worden verwezen naar de constante rechtspraak van het Hof van Cassatie (Cass. 6 april 1960, A.C. 1960, 722; Cass. 19 oktober 1972, A.C. 1973, 178).

Verder moet worden opgemerkt dat heden eenzelfde criterium in artikel 149 wordt gebruikt om te bepalen in welke gevallen een meerwaardevordering is uitgesloten. » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/5, p. 5)

Volgens één van de indieners van het voorstel van decreet moet onder « onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder » bijvoorbeeld worden verstaan « het bouwen - in strijd met de toegestane bouwvergunning - van een (appartementen)gebouw met twee bouwlagen hoger dan de omliggende woningen » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/7, p. 15).

B.7.4. Het in stand houden van een stedenbouwmisdrijf is ten slotte ook strafbaar wanneer het een « ernstige inbreuk » vormt op de « essentiële » stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg.

Die omschrijving van het strafbaar feit werd niet ter advies aan de Raad van State voorgelegd. Zij werd toegevoegd bij amendement, dat als volgt werd verantwoord :

« Verder wordt er nog een derde - objectief - criterium aan toegevoegd, nl. het niet in strijd zijn met de essentiële stedenbouwkundige voorschriften inzake bestemming. De memorie van toelichting bij het ontwerp van decreet houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening beklemtoont dat het handhavingsbeleid het sluitstuk vormt van een goede ruimtelijke ordening. Een wet of een decreet heeft geen enkele zin als zij niet op een efficiënte en praktisch haalbare manier kan worden afgedwongen.

Een eerste beperking is dat het enkel voorschriften inzake bestemming betreft. Een tweede beperking is dat het essentiële voorschriften betreft. Een derde beperking tenslotte is dat het een ernstige inbreuk betreft. Deze beperkingen houden reeds een belangrijke appreciatie in. » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/5, p. 5)

Volgens één van de indieners van het voorstel van het amendement moet onder « inbreuk op een essentieel stedenbouwkundig voorschrift » bijvoorbeeld worden begrepen « het - in strijd met de toegestane bouwvergunning - bouwen met een bouwdiepte die aanzienlijk groter is dan de in een BPA bepaalde diepte, bijvoorbeeld 30 in plaats van 20 meter. Het moet gaan om een ernstige inbreuk, dus niet om een afwijking van een halve meter op de bouwdiepte bijvoorbeeld, en om een essentieel stedenbouwkundig voorschrift, dus niet om een tuinhuisje met een hoogte van 2,10 meter in plaats van de opgelegde 2 meter » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/7, p. 15).

B.7.5. Ook al is het begrip « onaanvaardbare hinder » aanvaardbaar binnen het burgerlijk recht - hoewel het zich tot extensieve definities leent -, toch kan het, evenmin als het begrip « ernstige inbreuk », op zich niet de definitieve vormen van een misdrijf, zonder ontoelaatbare onzekerheid te creëren. De voorwaarde dat het moet gaan om stedenbouwkundige hinder voor de omwonenden is geen voldoende beperking want zij laat diezelfde onzekerheid bestaan voor al diegenen die dergelijke hinder doen ontstaan. De voorwaarde dat het moet gaan om inbreuken op « essentiële » stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg doet de onzekerheid zelfs toenemen aangezien zonder verdere verduidelijking niet kan worden uitgemaakt welke voorschriften als essentieel moeten worden beschouwd.

De omschrijving « onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder voor de omwonenden » en de omschrijving « ernstige inbreuk op de essentiële stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg » hebben derhalve geen voldoende nauwkeurige normatieve inhoud om een misdrijf te kunnen definiëren.

B.8. De prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord.

Ten aanzien van de tweede prejudiciële vraag in de zaak nr. 2796

B.9. De verwijzende rechter vraagt het Hof of artikel 146, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt doordat het een onzekere strafbaarstelling invoert.

B.10. De vaststelling van de schending van het wettigheidsbeginsel in strafzaken houdt de vaststelling in van een schending van het beginsel van de gelijkheid en de niet-discriminatie, neergelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Er is immers een niet te verantwoorden verschil in behandeling tussen twee categorieën van rechtsonderhorigen : in tegenstelling tot degenen die voor andere misdrijven worden vervolgd, wordt aan degenen die voor het in stand houden van een stedenbouwmisdrijf worden vervolgd de waarborg ontzegd dat niemand kan worden onderworpen aan een strafwet die niet voldoet aan de vereisten van nauwkeurigheid, duidelijkheid en voorspelbaarheid opdat eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is.

B.11. De prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord.

Ten aanzien van de tweede prejudiciële vraag in de zaak nr. 2839

B.12. De verwijzende rechter vraagt het Hof of artikel 146, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt doordat het de strafbaarheid van de instandhouding van een stedenbouwmisdrijf afhankelijk maakt van de aanwezigheid van omwonenden.

B.13. De Vlaamse Regering betwist de pertinentie van de prejudiciële vraag omdat het antwoord erop de beklagden niet tot voordeel zou kunnen strekken.

Om de redenen uiteengezet in B.4.2 en B.4.3 dient de exceptie te worden verworpen.

B.14. Zoals ook wordt bevestigd in de parlementaire voorbereiding van het decreet van 4 juni 2003, dat de in het geding zijnde bepaling heeft ingevoegd, heeft een stedenbouwmisdrijf « een ernstige en blijvende impact op de ruimtelijke ordening, die van algemeen belang is » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/1, p. 6).

Uit de afwezigheid van omwonenden kan worden afgeleid dat de instandhouding van een stedenbouwmisdrijf geen particuliere belangen schaadt. Daaruit kan evenwel niet worden afgeleid dat de instandhouding van een stedenbouwmisdrijf de goede ordening van de ruimte niet in het gedrang zou brengen.

De aanwezigheid van omwonenden is derhalve geen pertinent criterium voor de strafbaarheid van de instandhouding van een stedenbouwmisdrijf.

B.15. De prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord.

Ten aanzien van de derde prejudiciële vraag in de zaak nr. 2796

B.16. De verwijzende rechter vraagt het Hof of artikel 149 van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt doordat het een onderscheid maakt naargelang het bouwmisdrijf (§ 1) respectievelijk de meerwaardevordering (§ 5) dateert van vóór of na 1 mei 2000.

B.17. De Vlaamse Regering betwist de pertinentie van de prejudiciële vraag omdat het antwoord erop de beklagden niet tot voordeel zou kunnen strekken.

Aangezien de verwijzende rechter rekening moet houden met de belangen van alle in het geding zijnde partijen, alsmede met het algemeen belang, kan de pertinentie van de vraag niet afhankelijk zijn van het eventuele voordeel ervan voor één van de partijen.

Nu niet blijkt dat de prejudiciële vraag klaarblijkelijk zonder nut is voor de oplossing van het geschil, dient de exceptie te worden verworpen.

B.18.1. Op grond van artikel 149, § 1, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening beveelt de rechtbank, naast de straf, de plaats in de oorspronkelijke toestand te herstellen of het strijdige gebruik te staken, en/of bouw- of aanpassingswerken uit te voeren en/of een geldsom te betalen gelijk aan de meerwaarde die het goed door het misdrijf heeft verkregen.

B.18.2. Inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening is het van essentieel belang dat de beoordeling wordt overgelaten aan een overheid die oordeelt op grond van het algemeen belang. De vordering tot het nemen van de in artikel 149, § 1, van het voormelde decreet voorgeschreven herstelmaatregelen is door de decreetgever ingevoerd met het oog op de vrijwaring van een goede ruimtelijke ordening. Herstelmaatregelen kunnen op die basis slechts worden bevolen op vordering van de stedenbouwkundige inspecteur en/of het college van burgemeester en schepenen. Hun optreden steunt op hun wettelijke opdracht om het algemeen stedenbouwkundig belang te behartigen.

B.19.1. Krachtens het nieuwe artikel 149, § 1, eerste lid, laatste zin, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening moeten herstellvorderingen voor inbreuken die dateren van vóór 1 mei 2000 voortaan een eensluidend advies krijgen van de Hoge Raad voor het Herstelbeleid.

B.19.2. De Hoge Raad voor het Herstelbeleid telt zeven leden, waarvan vier leden ten minste vijf jaar - wat de voorzitter betreft ten minste tien jaar - het ambt van magistraat in de rechtbanken en hoven of in de Raad van State hebben bekleed en drie leden ten minste vijf jaar relevante werkervaring inzake de ruimtelijke ordening hebben.

De oprichting van de Hoge Raad voor het Herstelbeleid is ingegeven door de « behoefte aan een autonoom en onafhankelijk orgaan, los van politieke beïnvloeding, dat de beslissingen van de gewestelijke stedenbouwkundig inspecteur evalueert en toetst aan het gelijkheids- en redelijkheidsbeginsel » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/1, p. 7).

B.19.3. Het behoort tot de beoordelingsbevoegdheid van de decreetgever om inzake ruimtelijke ordening de keuze van de herstelmaatregel aan de daartoe meest geschikt geachte overheid over te laten. Hij dient daarbij evenwel de artikelen 10 en 11 van de Grondwet na te leven.

B.19.4. Indien de decreetgever het nodig acht om, met het oog op de coherentie van het herstelbeleid, de herstellvordering te laten voorafgaan door een eensluidend advies van de Hoge Raad voor het Herstelbeleid, ziet het Hof niet in waarom dit vereiste voor bepaalde inbreuken zou gelden en niet voor andere.

Weliswaar is de datum van 1 mei 2000, zoals in de parlementaire voorbereiding is gesteld « een objectieve datum [...], met name de datum waarop het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke [ordering] in werking is getreden » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1566/7, p. 16), doch die datum houdt geen verband met de doelstelling van de in het geding zijnde bepaling. Meer bepaald blijkt niet in welk opzicht voor inbreuken die vóór 1 mei 2000 zijn gepleegd een grotere behoefte aan een coherent herstelbeleid zou bestaan dan voor de inbreuken die na die datum zijn gepleegd.

B.19.5. Artikel 149, § 1, eerste lid, laatste zin, is niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.20.1. Het nieuwe artikel 149, § 1, derde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening bepaalt dat voor de misdrijven waarvan de eigenaar kan aantonen dat ze werden gepleegd vóór 1 mei 2000, in principe steeds het middel van de meerwaarde kan worden aangewend, behalve (a) bij het niet naleven van een bevel tot staking, (b) indien het misdrijf onaanvaardbare stedenbouwkundige hinder veroorzaakt voor de omwonenden of (c) indien het misdrijf een zwaarwichtige en onherstelbare inbreuk vormt op de essentiële stedenbouwkundige voorschriften inzake de bestemming krachtens het ruimtelijk uitvoeringsplan of plan van aanleg.

B.20.2. Het komt de decreetgever toe de modaliteiten van de herstelmaatregelen te bepalen en derhalve de vordering van een bepaalde maatregel in bepaalde gevallen uit te sluiten. Het staat de decreetgever eveneens vrij zijn herstelbeleid aan te passen aan de gewijzigde omstandigheden. Wanneer hij daarbij evenwel een criterium van onderscheid hanteert dat niet overeenstemt met de datum van uitwerking van het wijzigingsdecreet, dient daarvoor een objectieve en redelijke verantwoording te bestaan.

B.20.3. Het Hof ziet niet in welk gegeven kan verantwoord worden dat het betalen van de meerwaarde steeds mogelijk is onder bepaalde voorwaarden indien de inbreuk vóór 1 mei 2000 is gepleegd, terwijl zulks niet mogelijk is indien de inbreuk na 1 mei 2000 is gepleegd. De datum van inwerkingtreding van het voormelde decreet van 18 mei 1999 biedt in dat verband geen verantwoording. Integendeel, vanaf die datum bepaalde artikel 149, § 1, precies dat de meerwaarde niet kon worden gevorderd in de voormelde gevallen.

B.20.4. Artikel 149, § 1, derde lid, is niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.21.1. In het verleden bestond een administratieve praktijk om het betalen van de meerwaarde als herstelmaatregel op te leggen zonder optreden van de rechtbank.

Krachtens het nieuwe artikel 149, § 5, vierde lid, van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening worden de geldsommen gelijk aan de meerwaarde, waarvan de betaling werd gevorderd en verkregen zonder voorafgaande veroordeling door de rechtbank, geacht geldig te zijn bepaald en verkregen voorzover de vordering tot het betalen van die geldsommen en de algehele betaling dateert van vóór 1 mei 2000.

B.21.2. De in het geding zijnde bepaling doet afbreuk aan in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraken waarbij de zonder rechterlijk optreden opgelegde herstelmaatregelen onwettig werden verklaard. Zij ontzegt derhalve aan een categorie van personen het voordeel van rechterlijke beslissingen die definitief zijn geworden, wat door geen enkele omstandigheid kan worden verantwoord.

B.21.3. Artikel 149, § 5, vierde lid, is niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.22. De prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

- Artikel 146, derde lid, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals toegevoegd bij artikel 7 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 4 juni 2003, schendt de artikelen 10, 11, 12 en 14 van de Grondwet.

- Artikel 149, § 1, van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij artikel 8, 1^o, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 4 juni 2003, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het een verschil in behandeling doet ontstaan naargelang het bouw misdrijf vóór of na 1 mei 2000 is gepleegd.

- Artikel 149, § 5, vierde lid, van hetzelfde decreet, zoals toegevoegd bij artikel 8, 3^o, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 4 juni 2003, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het een verschil in behandeling doet ontstaan naargelang de meerwaarde werd gevorderd en betaald vóór of na 1 mei 2000.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 22 juli 2004.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

A. Arts.

COUR D'ARBITRAGE

[2004/203076]

Extrait de l'arrêt n° 136/2004 du 22 juillet 2004

Numéros du rôle : 2796 et 2839

En cause : les questions préjudicielles concernant les articles 146, alinéa 3, et 149, §§ 1^{er} et 5, du décret de la Région flamande du 18 mai 1999 « portant organisation de l'aménagement du territoire », tels qu'ils ont été insérés ou remplacés par le décret du 4 juin 2003, posées par le Tribunal correctionnel de Gand et le Tribunal correctionnel de Termonde.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents A. Arts et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président A. Arts,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des questions préjudicielles et procédure*

a. Par jugement du 23 septembre 2003 en cause du ministère public contre R. Vergauwen et M. Avontroodt, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 3 octobre 2003, le Tribunal correctionnel de Gand a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 146, alinéa 3, du décret [de la Région flamande] du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, modifié par le décret du 4 juin 2003, viole-t-il le principe de légalité en matière répressive, garanti par les articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution ainsi que par l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ?

2. L'article 146, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, modifié par le décret du 4 juin 2003, en instaurant une incrimination incertaine, viole-t-il le principe d'égalité et de non-discrimination garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution ?

3. L'article 149, §§ 1^{er} et 5, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, modifié par le décret du 4 juin 2003, en établissant une distinction qui est uniquement subordonnée au fait de savoir si l'infraction en matière d'urbanisme a été commise avant ou après le 1^{er} mai 2000 ou si la plus-value a été réclamée et payée avant ou après le 1^{er} mai 2000, viole-t-il le principe d'égalité et de non-discrimination garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution ? »

b. Par jugement du 20 octobre 2003 en cause du ministère public contre A. Vanacker et G. de Cauwer, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 21 novembre 2003, le Tribunal de première instance de Termonde a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 146, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, inséré par l'article 4 [lire : 7] du décret du 4 juin 2003, viole-t-il le principe de légalité en matière répressive garanti par les articles 12 et 14 de la Constitution ?

2. L'article 146, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, inséré par l'article 4 [lire : 7] du décret du 4 juin 2003, viole-t-il le principe d'égalité garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que le caractère punissable de la persistance d'une infraction en matière d'urbanisme est subordonné à la présence de voisins et à la provocation de nuisances urbanistiques inadmissibles pour ces voisins, en sorte qu'il existe un traitement inégal entre les personnes ayant commis une infraction en matière d'urbanisme qui ne provoque pas de nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins (et qui ne peuvent donc être sanctionnées pour la persistance de la situation illégale) et les personnes ayant commis une infraction en matière d'urbanisme qui provoque, elle, des nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins (et qui peuvent donc être sanctionnées pour la persistance de la situation illégale), sans que cette différence de traitement se fonde sur un critère objectif et soit raisonnablement justifiée ? »

Ces affaires, inscrites sous les numéros 2796 et 2839 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

III. *En droit*

(...)

Les dispositions soumises à la Cour

B.1.1. Avant sa modification par l'article 7 du décret du 4 juin 2003, l'article 146 du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire disposait :

« Est punie [lire : puni] d'un emprisonnement de 8 jours à 5 ans et d'une amende de 26 EUR à 400.000 EUR ou de l'une de ces peines, quiconque :

1° exécute, poursuit ou maintient les opérations, travaux ou modifications définis aux articles 99 et 101, soit sans permis préalable, soit en contravention du permis, soit après déchéance, annulation ou échéance du délai du permis, soit en cas de suspension du permis;

2° exécute, poursuit ou maintient des opérations, travaux ou modifications contraires à un plan d'exécution spatial, tel que visé aux articles 37 jusqu'à 53, à un projet de plan d'exécution spatial pour lequel a été appliqué l'article 102 ou 103, §§ 1^{er}, 3 et 4, ou aux règlements urbanistiques et règlements de lotissement, visés aux articles 54 jusqu'à 60 inclus;

3° admet ou tolère en sa qualité de propriétaire que l'un des faits punissables visés aux 1° et 2° sont commis, poursuivis ou maintenus;

4° commet une infraction à l'obligation d'information visée aux articles 137 jusqu'à 142;

5° poursuit les opérations, travaux ou modifications contraires à l'ordre de cessation, à la décision de confirmation ou, le cas échéant, à la décision en référé;

6° commet une infraction aux plans d'aménagement et règlements qui ont été établis conformément aux dispositions du décret relatif à l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 et qui restent en vigueur aussi longtemps et dans la mesure où ils ne sont pas remplacés par de nouvelles prescriptions émises en vertu du présent décret, après la date d'entrée en vigueur du présent décret, ou poursuit ou maintient cette infraction, de quelque façon qu'il soit;

7° exécute, poursuit ou maintient des travaux, opérations ou modifications qui constituent une infraction aux permis de bâtir et permis de lotir qui ont été accordés en vertu du décret relatif à l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996.

Les peines minimales sont toutefois un emprisonnement de quinze jours et une amende de 2 000 EUR, ou l'une de ces peines, lorsque les infractions visées à l'alinéa premier sont commises par des agents instrumentants, agents immobiliers et autres personnes qui achètent, lotissent, mettent en vente ou en location, vendent ou louent, construisent ou conçoivent et/ou érigent des installations fixes ou amovibles dans l'exercice de leur profession ou activité ou les personnes qui agissent comme intermédiaire dans le cadre de telles opérations, durant l'exercice de leur profession. »

B.1.2. L'article 7 du décret du 4 juin 2003 « modifiant le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire en ce qui concerne la politique de maintien » a ajouté à l'article 146 précité des alinéas 3 et 4 libellés comme suit :

« La sanction pour la perpétuation d'infractions visées à l'alinéa premier, 1°, 2°, 3°, 6° et 7°, ne s'applique pas pour autant que les opérations, travaux, modifications ou l'utilisation contraire ne sont pas situés dans les zones vulnérables du point [de] vue spatial, pour autant qu'ils ne provoquent pas de nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins ou pour autant qu'ils ne constituent pas de violation grave des prescriptions urbanistiques essentielles en matière de destination en vertu du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement.

Par zones vulnérables du point [de] vue spatial, il faut entendre les zones vertes, les zones naturelles, les zones naturelles à valeur scientifique, les réserves naturelles, les zones de développement naturelles, les zones de parc, les zones forestières, les zones de vallées et de sources, les zones agricoles à valeur à valeur à intérêt écologique, les zones agricoles à valeur particulière, les grandes entités naturelles, les grandes entités naturelles en développement et les zones y comparables, désignées sur les plans d'aménagement, ainsi que les zones dunaires protégées et les zones dunaires à intérêt agricole, désignées en vertu du décret du 14 juillet 1993 portant les mesures de protection des dunes côtières. »

B.1.3. Les modifications qui ont été apportées à l'article 146 par le décret du 21 novembre 2003 n'ont pas d'incidence sur les points de droit soumis à la Cour.

B.2.1. Avant sa modification par l'article 8 du décret du 4 juin 2003, l'article 149, §§ 1^{er} et 5, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire disposait :

« § 1^{er}. Outre la peine, le tribunal ordonne, sur requête de l'inspecteur urbaniste, ou du Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle les travaux, opérations ou modifications visés à l'article 146 ont été exécutés, de remettre le lieu en son état initial ou de cesser l'utilisation contraire, et/ou d'exécuter des travaux de construction ou d'adaptation et/ou de payer une amende égale à la plus-value acquise par le bien suite à l'infraction.

La plus-value ne peut plus être réclamée dans les cas suivants :

1° en cas de répétition d'une infraction, rendue punissable par le présent décret;

2° en cas de non-respect d'un ordre de cessation;

3° lorsque l'infraction provoque des nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins;

4° lorsque l'infraction constitue une violation grave des prescriptions urbanistiques essentielles en matière de destination en vertu du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement.

Le Gouvernement flamand peut déterminer d'autres modalités pour les cas où la plus-value ne peut pas être réclamée.

Lorsque les actions de l'inspecteur urbaniste et du Collège des bourgmestre et échevins ne correspondent pas, l'action du premier cité est prioritaire.

Pour l'exécution des mesures de réparation, le tribunal fixe un délai qui ne peut dépasser un an et après l'expiration de ce délai d'exécution, sur requête de l'inspecteur urbaniste ou du Collège des bourgmestre et échevins, une astreinte par journée de retard dans la mise en œuvre de la mesure de réparation.

[...]

§ 5. Le tribunal détermine le montant de la plus-value.

En cas de condamnation au paiement d'un montant égal à la plus-value, la personne condamnée peut s'acquitter valablement en remettant les lieux dans l'état initial ou en mettant fin à l'utilisation contraire, dans l'année suivant le jugement.

Le Gouvernement flamand détermine le mode de calcul du montant à réclamer et de paiement de la plus-value. »

B.2.2. L'article 8 du décret du 4 juin 2003 « modifiant le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire en ce qui concerne la politique de maintien » a remplacé l'article 149, § 1^{er}, comme suit :

« § 1^{er}. Outre la peine, le tribunal peut ordonner de remettre le lieu en son état initial ou de cesser l'utilisation contraire, et/ou d'exécuter des travaux de construction ou d'adaptation et/ou de payer une amende égale à la plus-value acquise par le bien suite à l'infraction. Ceci se fait sur requête de l'inspecteur urbaniste, ou du Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle les travaux, opérations ou modifications visés à l'article 146 ont été exécutés. Lorsque ces infractions datent d'avant le 1^{er} mai 2000, un avis conforme préalable du Conseil supérieur de la Politique de Réparation est requis.

L'avis conforme du Conseil supérieur de la Politique de Réparation doit être émis dans les 60 jours après la demande d'avis envoyée en recommandé. Lorsque le Conseil supérieur de la Politique de Réparation n'a pas émis d'avis conforme dans le délai imposé, l'obligation en matière d'avis n'est plus requise.

Pour les infractions dont le propriétaire peut démontrer qu'elles ont été commises avant le 1^{er} mai 2000, le moyen de la plus-value peut en principe toujours être utilisé, sauf dans un des cas suivants :

1° en cas de non-respect d'un ordre de cessation;

2° lorsque l'infraction provoque des nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins;

3° lorsque l'infraction constitue une violation grave et irréparable des prescriptions urbanistiques essentielles en matière de destination en vertu du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement.

Lorsque les actions de l'inspecteur urbaniste et du Collège des bourgmestre et échevins sont divergentes, l'action du premier cité est prioritaire.

Pour l'exécution des mesures de réparation, le tribunal fixe un délai et, sur requête de l'inspecteur urbaniste ou du Collège des bourgmestre et échevins, une astreinte par journée de retard dans la mise en œuvre de la mesure de réparation. »

La même disposition a complété l'article 149, § 5, par un alinéa 4 libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa premier, les montants égaux à la plus-value, dont le paiement a été réclamé et obtenu sans condamnation préalable par le tribunal, sont censés être fixés et obtenus valablement pour autant que l'action en paiement de ces montants et le paiement total date d'avant le 1^{er} mai 2000. »

B.2.3. Les modifications qui ont été apportées à l'article 149, § 1^{er}, par le décret du 21 novembre 2003 n'ont pas d'incidence sur les points de droit soumis à la Cour.

Quant à la première question préjudicielle dans les deux affaires

B.3. Les juges *a quo* demandent à la Cour si l'article 146, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire viole les articles 12 et 14 de la Constitution et - uniquement dans l'affaire n° 2796 - l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.4.1. Le Gouvernement flamand conteste la pertinence de la question préjudicielle parce que la réponse ne saurait procurer un avantage aux prévenus.

B.4.2. C'est en principe au juge qui pose la question préjudicielle qu'il appartient d'apprécier si la réponse à cette question est utile à la solution du litige qu'il doit trancher. Ce n'est que lorsque ce n'est manifestement pas le cas que la Cour peut décider que la question n'appelle pas de réponse.

B.4.3. Il suffit, comme c'est le cas dans les affaires présentement examinées, qu'un juge ait des doutes sur la constitutionnalité de dispositions pénales qu'il doit appliquer pour qu'une question préjudicielle qui vise à écarter ces doutes ne puisse pas être considérée comme manifestement dénuée de pertinence pour la solution du litige.

B.4.4. L'exception est rejetée.

B.5.1. Le Gouvernement flamand objecte également que la Cour n'est pas compétente pour se prononcer sur la violation directe de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.5.2. En vertu de l'article 26, § 1^{er}, 3°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, modifiée par la loi spéciale du 9 mars 2003, la Cour est compétente pour contrôler les normes législatives, par voie de décision préjudicielle, au regard des articles du titre II « Des Belges et de leurs droits » et des articles 170, 172 et 191 de la Constitution.

B.5.3. Toutefois, lorsqu'une disposition conventionnelle liant la Belgique a une portée analogue à une ou plusieurs des dispositions constitutionnelles précitées, les garanties consacrées par cette disposition conventionnelle constituent un ensemble indissociable avec les garanties inscrites dans les dispositions constitutionnelles en cause. Par ailleurs, la violation d'un droit fondamental constitue *ipso facto* une violation du principe d'égalité et de non-discrimination.

B.5.4. Il s'ensuit que, lorsqu'est alléguée la violation d'une disposition du titre II ou des articles 170, 172 ou 191 de la Constitution, la Cour tient compte, dans son examen, des dispositions de droit international qui garantissent des droits ou libertés analogues.

B.5.5. Comme les articles 12 et 14 de la Constitution, l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantissent le droit au respect du principe de légalité en matière répressive.

Il s'ensuit que la Cour est compétente pour juger si la disposition en cause viole le principe de légalité tel qu'il est garanti par les dispositions constitutionnelles précitées, en tenant compte des dispositions conventionnelles précitées.

B.6.1.1. L'article 12 de la Constitution dispose :

« La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

[...] »

L'article 14 de la Constitution dispose :

« Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi. »

B.6.1.2. L'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 15.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques disposent :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. [...] »

B.6.2. En attribuant au pouvoir législatif la compétence, d'une part, de déterminer dans quels cas et sous quelle forme des poursuites pénales sont possibles et, d'autre part, d'adopter la loi en vertu de laquelle une peine peut être établie et appliquée, les articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution garantissent à tout citoyen qu'aucun comportement ne sera punissable et qu'aucune peine ne sera infligée qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

Ces dispositions constitutionnelles n'empêchent toutefois pas que la loi attribue un pouvoir d'appréciation au juge chargé de l'appliquer, pour autant qu'elle ne méconnaisse pas les exigences particulières de précision, de clarté et de prévisibilité auxquelles doivent satisfaire les lois en matière pénale.

B.6.3. Il découle des articles 12 et 14 de la Constitution, ainsi que de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que la loi pénale peut certes présenter une certaine souplesse afin de tenir compte de l'évolution des circonstances, mais qu'elle doit néanmoins être formulée en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable.

B.7.1. L'article 146, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire détermine les cas dans lesquels la persistance des infractions en matière d'urbanisme est punissable. C'est désormais le cas (a) lorsque les opérations, les travaux, les modifications ou les usages abusifs sont situés dans une « zone vulnérable du point de vue spatial », (b) lorsqu'ils provoquent « des nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins » ou (c) lorsqu'ils constituent une violation grave des règles urbanistiques essentielles, en matière d'affectation, qui résultent du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement.

B.7.2. Le premier cas dans lequel la persistance d'une infraction en matière d'urbanisme est punissable, à savoir lorsque l'infraction est commise dans une « zone vulnérable du point de vue spatial », remplit les exigences de précision, de clarté et de prévisibilité auxquelles doivent répondre les lois pénales. L'article 146, alinéa 4, du décret du 18 mai 1999 dispose en effet qu'il faut entendre par « zone vulnérable du point de vue spatial » :

« les zones vertes, les zones naturelles, les zones naturelles à valeur scientifique, les réserves naturelles, les zones de développement naturelles, les zones de parc, les zones forestières, les zones de vallées et de sources, les zones agricoles à valeur ou intérêt écologique, les zones agricoles à valeur particulière, les grandes entités naturelles, les grandes entités naturelles en développement et les zones y comparables, désignées sur les plans d'aménagement, ainsi que les zones dunaires protégées et les zones dunaires à intérêt agricole, désignées en vertu du décret du 14 juillet 1993 portant les mesures de protection des dunes côtières ».

B.7.3. La persistance d'une infraction en matière d'urbanisme est toutefois punissable aussi lorsqu'elle provoque « des nuisances urbanistiques inadmissibles » pour les voisins.

La section de législation du Conseil d'Etat estimait que la notion de « nuisances urbanistiques inadmissibles » laissait une trop grande marge d'appréciation au juge pénal et ne constituait donc pas la définition précise du comportement punissable qu'exige le principe de légalité en matière répressive. (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/4, p. 10).

Le législateur décrétoir n'a pas donné suite à cette observation et a justifié comme suit cette attitude dans les travaux préparatoires :

« Des articles 1382 et 544 du Code civil résulte une jurisprudence constante, selon laquelle le trouble anormal de voisinage est celui qui excède la mesure des inconvénients ordinaires du voisinage. On peut renvoyer à cet égard à la jurisprudence constante de la Cour de cassation (Cass. 6 avril 1960, A.C. 1960, p. 722; Cass. 19 octobre 1972, A.C. 1973, p. 178).

Il convient par ailleurs d'observer que le même critère est utilisé aujourd'hui dans l'article 149 pour déterminer dans quels cas la demande d'une plus-value est exclue. » (*Doc.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/5, p. 5)

Selon l'un des auteurs de la proposition de décret, il y a lieu d'entendre par « nuisance urbanistique inadmissible » le fait, par exemple, de « construire - en violation du permis de bâtir accordé - un immeuble (à appartements) comportant deux étages de plus que les habitations environnantes » (*Doc.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/7, p. 15).

B.7.4. Enfin, la persistance d'une infraction en matière d'urbanisme est également punissable lorsqu'elle constitue « une violation grave » des règles urbanistiques « essentielles » en matière d'affectation qui résultent du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement.

Cette définition du fait punissable n'a pas été soumise au Conseil d'Etat pour avis. Elle a été ajoutée par un amendement justifié comme suit :

« Un troisième critère - objectif - est ajouté, à savoir le fait de ne pas violer les règles urbanistiques essentielles en matière d'affectation. L'exposé des motifs du projet de décret portant organisation de l'aménagement du territoire souligne que la ' politique en matière de maintien ' constitue la clé de voûte d'un bon aménagement du territoire. Une loi ou un décret n'a aucun sens si son application ne peut pas être poursuivie de manière efficiente et pratiquement réalisable.

Une première limitation consiste en ce que seules les règles en matière d'affectation sont concernées. Une deuxième limitation est que cela vise les règles essentielles. Enfin, une troisième limitation consiste en ce qu'il doit s'agir d'une violation grave. Ces limitations impliquent déjà dans une large mesure une appréciation. » (*Doc.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/5, p. 5)

Selon l'un des auteurs de la proposition d'amendement, il faut entendre par « violation d'une règle urbanistique essentielle », par exemple, « le fait de construire - en violation du permis de bâtir accordé - sur une profondeur qui est sensiblement supérieure à celle fixée dans le plan particulier d'aménagement : par exemple 30 mètres au lieu de 20. Il doit s'agir d'une violation grave et donc pas d'une différence de 50 centimètres sur la profondeur de la construction par exemple, et d'une règle d'urbanisme essentielle et donc pas d'une cabane de jardin d'une hauteur de 2,10 mètres au lieu des 2 mètres imposés » (*Doc.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/7, p. 15).

B.7.5. Si la notion de « nuisance inadmissible » est acceptable en droit civil - bien qu'elle se prête à des définitions extensives -, elle ne peut, pas plus que la notion de « violation grave », constituer à elle seule la définition d'une infraction, sans créer une insécurité inadmissible. La condition de l'existence d'une « nuisance urbanistique » pour les voisins ne constitue pas une restriction suffisante parce qu'elle laisse subsister cette même insécurité pour tous ceux qui font naître un tel trouble. La condition selon laquelle la violation doit porter sur des règles urbanistiques « essentielles » en matière d'affectation résultant du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement accroît même encore cette insécurité, étant donné que, sans autre précision, on ne peut savoir quelles règles doivent être considérées comme essentielles.

La notion de « nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins » et la notion de « violation grave des prescriptions urbanistiques essentielles en matière de destination en vertu du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement » n'ont dès lors pas un contenu normatif suffisamment précis pour qu'elles puissent définir une infraction.

B.8. La question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

Quant à la deuxième question préjudicielle dans l'affaire n° 2796

B.9. Le juge *a quo* demande si l'article 146, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il établit une incrimination incertaine.

B.10. La constatation de la violation du principe de légalité en matière répressive entraîne la constatation d'une violation du principe d'égalité et de non-discrimination contenu aux articles 10 et 11 de la Constitution. En effet, une différence de traitement injustifiable est établie entre deux catégories de justiciables : contrairement à ceux qui sont poursuivis pour d'autres infractions, ceux qui sont poursuivis pour la persistance d'une infraction en matière d'urbanisme sont privés de la garantie en vertu de laquelle personne ne peut être soumis à une loi pénale qui ne satisfait pas aux conditions de précision, de clarté et de prévisibilité permettant à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable.

B.11. La question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

Quant à la deuxième question préjudicielle dans l'affaire n° 2839

B.12. Le juge *a quo* demande à la Cour si l'article 146, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il fait dépendre le caractère punissable de la persistance d'une infraction en matière d'urbanisme de l'existence de voisins.

B.13. Le Gouvernement flamand conteste la pertinence de la question préjudicielle parce que la réponse à celle-ci ne pourrait procurer aucun avantage aux prévenus.

Cette exception doit être rejetée pour les motifs exposés aux B.4.2 et B.4.3.

B.14. Ainsi que le confirment également les travaux préparatoires du décret du 4 juin 2003 qui a inséré la disposition en cause, une infraction en matière d'urbanisme a « une incidence grave et persistante sur l'aménagement du territoire, lequel est d'intérêt général » (*Doc.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/1, p. 6).

L'absence de voisins permet de conclure que la persistance d'une infraction en matière d'urbanisme ne lèse aucun intérêt particulier. On ne peut toutefois en déduire que la persistance de cette infraction ne met pas en péril le bon aménagement du territoire.

L'existence de voisins ne constitue dès lors pas un critère pertinent en ce qui concerne le caractère punissable de la persistance d'une infraction en matière d'urbanisme.

B.15. La question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

Quant à la troisième question préjudicielle dans l'affaire n° 2796

B.16. Le juge *a quo* demande à la Cour si l'article 149 du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il établit une distinction selon que l'infraction en matière d'urbanisme (§ 1^{er}) ou la demande portant sur la plus-value (§ 5) est antérieure ou postérieure au 1^{er} mai 2000.

B.17. Le Gouvernement flamand conteste la pertinence de la question préjudicielle parce que la réponse ne procurerait aucun avantage aux prévenus.

Etant donné que le juge *a quo* doit tenir compte des intérêts de toutes les parties en cause ainsi que de l'intérêt général, la pertinence de la question ne saurait dépendre de l'avantage éventuel qu'en retirerait une des parties.

Dès lors qu'il n'apparaît pas que la question préjudicielle serait manifestement sans utilité pour la solution du litige, l'exception doit être rejetée.

B.18.1. En vertu de l'article 149, § 1^{er}, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, le tribunal prononce la peine et ordonne en outre de remettre les lieux en leur état initial ou de cesser l'utilisation abusive, et/ou d'exécuter des travaux de construction ou d'adaptation et/ou de payer une somme d'argent égale à la plus-value acquise par le bien à la suite de l'infraction.

B.18.2. En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, il est essentiel que l'appréciation soit laissée à une autorité qui décide en se fondant sur l'intérêt général. La demande visant à faire ordonner les mesures de réparation prévues à l'article 149, § 1^{er}, du décret précité a été instaurée par le législateur décentralisé en vue de sauvegarder le bon aménagement du territoire. Des mesures de réparation ne peuvent être ordonnées sur cette base qu'à la demande de l'inspecteur urbaniste et/ou du collègue des bourgmestre et échevins. Leur intervention s'appuie sur leur mission légale de défense de l'intérêt général en matière d'urbanisme.

B.19.1. En vertu du nouvel article 149, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dernière phrase, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, les demandes de réparation relatives à des infractions antérieures au 1^{er} mai 2000 doivent désormais faire l'objet d'un avis conforme du Conseil supérieur de la politique de réparation.

B.19.2. Le Conseil supérieur de la politique de réparation compte sept membres, dont quatre ont exercé pendant cinq ans au moins - et au moins dix ans en ce qui concerne le président - les fonctions de magistrat près les cours et tribunaux ou au Conseil d'Etat et dont les trois autres ont une expérience pertinente de cinq ans au moins en matière d'aménagement du territoire.

La création du Conseil supérieur de la politique de réparation répond au « besoin d'un organe autonome et indépendant, détaché de toute influence politique, qui évalue les décisions des inspecteurs urbanistes régionaux et les contrôle au regard du principe d'égalité et du principe du raisonnable » (*Doc.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/1, p. 7).

B.19.3. Il relève de la liberté d'appréciation du législateur décrétaal de laisser le choix de la mesure de réparation en matière d'aménagement du territoire à l'autorité jugée la plus apte à cette fin. Il doit toutefois, ce faisant, respecter les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.19.4. Si le législateur décrétaal juge qu'il est nécessaire à la cohérence de la politique de réparation que la demande de réparation soit précédée d'un avis conforme du Conseil supérieur de la politique de réparation, la Cour n'aperçoit pas pourquoi cette exigence s'appliquerait à certaines infractions et non à d'autres.

Comme l'indiquent les travaux préparatoires, la date du 1^{er} mai 2000 est certes « une date objective [...], à savoir la date à laquelle le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire est entré en vigueur » (*Doc.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1566/7, p. 16), mais cette date n'a aucun lien avec le but de la disposition en cause. On n'aperçoit pas, en particulier, pour quels motifs une politique de réparation cohérente serait plus nécessaire pour les infractions commises avant le 1^{er} mai 2000 que pour celles commises après cette date.

B.19.5. L'article 149, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dernière phrase, n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.20.1. Le nouvel article 149, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire dispose que, lorsque le propriétaire peut démontrer que les infractions ont été commises avant le 1^{er} mai 2000, la mesure de la plus-value peut en principe toujours être utilisée, sauf (a) en cas de non-respect d'un ordre de cessation, (b) lorsque l'infraction provoque des « nuisances urbanistiques inadmissibles pour les voisins » ou (c) lorsque l'infraction constitue une « violation grave et irréparable des prescriptions urbanistiques essentielles en matière de destination en vertu du plan d'exécution spatial ou du plan d'aménagement ».

B.20.2. Il appartient au législateur décrétaal de déterminer les modalités d'application des mesures de réparation et d'exclure dès lors que certaines mesures puissent être demandées dans des cas déterminés. Le législateur décrétaal est également libre d'adapter sa politique de réparation à l'évolution des circonstances. Toutefois, lorsque, ce faisant, il utilise un critère de distinction qui ne correspond pas à la date à laquelle le décret modificatif sortit ses effets, il doit fournir pour ce critère une justification objective et raisonnable.

B.20.3. La Cour n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier que le paiement de la plus-value est toujours possible, sous certaines conditions, si l'infraction a été commise avant le 1^{er} mai 2000, alors que ce n'est pas le cas si l'infraction a été commise après le 1^{er} mai 2000. La date d'entrée en vigueur du décret précité du 18 mai 1999 n'offre aucune justification à cet égard. Au contraire, à partir de cette date, l'article 149, § 1^{er}, précisait justement que la plus-value ne pouvait être demandée dans les cas précités.

B.20.4. L'article 149, § 1^{er}, alinéa 3, n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.21.1. Dans le passé, il existait une pratique administrative qui consistait à imposer le paiement de la plus-value comme mesure de réparation, sans intervention du tribunal.

En vertu du nouvel article 149, § 5, alinéa 4, du décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, les montants égaux à la plus-value, dont le paiement a été réclamé et obtenu sans condamnation préalable par un tribunal, sont censés avoir été fixés et obtenus valablement, pour autant que l'action en paiement de ces montants et le paiement total soient antérieurs au 1^{er} mai 2000.

B.21.2. La disposition en cause porte atteinte aux décisions judiciaires passées en force de chose jugée qui ont déclaré illégales les mesures de réparation imposées sans intervention judiciaire. Elle prive par conséquent une catégorie de personnes du bénéfice de décisions judiciaires qui sont devenues définitives, ce qu'aucune circonstance ne saurait justifier.

B.21.3. L'article 149, § 5, alinéa 4, n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.22. La question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

- L'article 146, alinéa 3, du décret de la Région flamande du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, tel qu'il a été inséré par l'article 7 du décret de la Région flamande du 4 juin 2003, viole les articles 10, 11, 12 et 14 de la Constitution.

- L'article 149, § 1^{er}, du même décret, tel qu'il a été remplacé par l'article 8, 1^o, du décret de la Région flamande du 4 juin 2003, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'il crée une différence de traitement selon que l'infraction en matière d'urbanisme a été commise avant ou après le 1^{er} mai 2000.

- L'article 149, § 5, alinéa 4, du même décret, tel qu'il a été inséré par l'article 8, 3^o, du décret de la Région flamande du 4 juin 2003, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'il crée une différence de traitement selon que la plus-value a été réclamée et payée avant ou après le 1^{er} mai 2000.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 22 juillet 2004.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

A. Arts.

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[2004/203076]

Auszug aus dem Urteil Nr. 136/2004 vom 22. Juli 2004

Geschäftsverzeichnisnrn. 2796 und 2839

In Sachen: Präjudizielle Fragen in bezug auf die Artikel 146 Absatz 3 und 149 §§ 1 und 5 des Dekrets der Flämischen Region vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung hinsichtlich der Durchführungspolitik, eingefügt bzw. ersetzt durch das Dekret vom 4. Juni 2003, gestellt vom Strafgericht Gent und vom Strafgericht Dendermonde.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden A. Arts und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden A. Arts,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Fragen und Verfahren

a. In seinem Urteil vom 23. September 2003 in Sachen der Staatsanwaltschaft gegen R. Vergauwen und M. Avontroodt, dessen Ausfertigung am 3. Oktober 2003 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Gent folgende präjudizielle Fragen gestellt:

«1. Verstößt Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets [der Flämischen Region] vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung, in der durch das Dekret vom 4. Juni 2003 abgeänderten Fassung, gegen das durch die Artikel 12 Absatz 2 und 14 der Verfassung sowie durch Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte gewährleistete Legalitätsprinzip in Strafsachen?»

2. Verstößt Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung, in der durch das Dekret vom 4. Juni 2003 abgeänderten Fassung, indem er eine unsichere Unterstrafestellung einführt, gegen den in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankerten Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz?»

3. Verstößt Artikel 149 §§ 1 und 5 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung, in der durch das Dekret vom 4. Juni 2003 abgeänderten Fassung, indem er einen Unterschied durchführt, der nur davon abhängt, ob die städtebauliche Straftat vor oder nach dem 1. Mai 2000 begangen wurde, oder ob der Mehrwert vor oder nach dem 1. Mai 2000 gefordert und gezahlt wurde, gegen den in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankerten Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz?»

b. In seinem Urteil vom 20. Oktober 2003 in Sachen der Staatsanwaltschaft gegen A. Vanacker und G. de Cauwer, dessen Ausfertigung am 21. November 2003 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Dendermonde folgende präjudizielle Fragen gestellt:

«1. Verstößt Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung, eingefügt durch Artikel 4 [zu lesen ist: 7] des Dekrets vom 4. Juni 2003, gegen das durch die Artikel 12 und 14 der Verfassung gewährleistete Legalitätsprinzip in Strafsachen?»

2. Verstößt Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung, eingefügt durch Artikel 4 [zu lesen ist: 7] des Dekrets vom 4. Juni 2003, gegen den in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankerten Gleichheitsgrundsatz, indem er die Strafbarkeit der Aufrechterhaltung einer städtebaulichen Straftat von der Anwesenheit von Anrainern und der Verursachung von für diese Anrainer unzumutbaren städtebaulichen Beeinträchtigungen abhängen läßt, so daß eine Behandlungsungleichheit entsteht zwischen denjenigen, die eine städtebauliche Straftat begangen haben, die keine für die Anrainer unzumutbaren städtebaulichen Beeinträchtigungen verursacht (und die somit nicht wegen der Aufrechterhaltung einer städtebaulichen Straftat bestraft werden können), und denjenigen, die eine städtebauliche Straftat begangen haben, die aber wohl für die Anrainer unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen verursacht (und die somit wohl wegen der Aufrechterhaltung einer städtebaulichen Straftat bestraft werden können), ohne daß dieser Behandlungsunterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und vernünftig gerechtfertigt ist?»

Diese unter den Nummern 2796 und 2839 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

III. In rechtlicher Beziehung

(...)

Die dem Hof unterbreiteten Bestimmungen

B.1.1. Vor der Abänderung durch Artikel 7 des Dekrets vom 4. Juni 2003 besagte Artikel 146 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung:

«Mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis fünf Jahren und mit einer Geldbuße von 26 EUR bis 400.000 EUR oder mit einer dieser Strafen wird die Person bestraft, die

1. die in den Artikeln 99 und 101 festgelegten Verrichtungen, Arbeiten oder Änderungen entweder ohne vorherige Genehmigung oder im Widerspruch zur Genehmigung oder nach Entzug, Aufhebung oder Fristablauf der Genehmigung oder im Falle der Aussetzung der Genehmigung ausführt, weiterführt oder aufrechterhält;

2. Verrichtungen, Arbeiten oder Änderungen ausführt, weiterführt oder aufrechterhält, die im Widerspruch zu einem räumlichen Ausführungsplan im Sinne der Artikel 37 bis 53, zu einem Entwurf eines räumlichen Ausführungsplans, bei dem Artikel 102 oder 103 §§ 1, 3 und 4 angewandt wurde, oder zu den städtebaulichen Verordnungen und den Parzellierungsverordnungen im Sinne der Artikel 54 bis 60 stehen;

3. es als Eigentümer erlaubt oder annimmt, daß eine der in den Nrn. 1 und 2 vorgesehenen strafbaren Handlungen begangen, weitergeführt oder aufrechterhalten wird;

4. gegen die in den Artikeln 137 bis 142 vorgesehene Informationspflicht verstößt;

5. die Verrichtungen, Arbeiten oder Änderungen im Widerspruch zur Einstellungsanordnung oder gegebenenfalls zum Eilverfahrensbeschluß weiterführt;

6. einen Verstoß gegen Raumordnungspläne und Verordnungen, die gemäß den Bestimmungen des am 22. Oktober 1996 koordinierten Raumordnungsdekrets zustande gekommen sind und in Kraft bleiben, solange und sofern sie nicht durch neue Vorschriften ersetzt werden, die aufgrund des vorliegenden Dekrets erlassen werden, nach dem Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets begeht oder diesen in irgendeiner Weise weiterführt oder aufrechterhält;

7. Arbeiten, Verrichtungen oder Änderungen, die im Widerspruch zu den Bau- und Parzellierungsgenehmigungen stehen, die aufgrund des am 22. Oktober 1996 koordinierten Raumordnungsdekrets erteilt wurden, ausführt, weiterführt oder aufrechterhält.

Die Mindeststrafen sind eine Gefängnisstrafe von fünfzehn Tagen und eine Geldbuße von 2.000 EUR oder nur eine dieser Strafen, wenn die in Absatz 1 genannten Verstöße begangen werden durch beurkundende Beamte, Immobilienmakler und andere Personen, die in der Ausübung ihres Berufes oder ihrer Tätigkeit Immobilien kaufen, parzellieren, zum Kauf oder zur Miete anbieten, verkaufen oder vermieten, bauen oder unbewegliche oder bewegliche Einrichtungen planen und/oder errichten, oder Personen, die bei diesen Verrichtungen als Vermittler auftreten, bei der Ausübung ihres Berufes.»

B.1.2. Artikel 7 des Dekrets vom 4. Juni 2003 zur Abänderung des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung hinsichtlich der Durchführungs politik hat dem obenerwähnten Artikel 146 einen dritten und vierten Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Sanktion für die Aufrechterhaltung von Verstößen im Sinne von Absatz 1 Nrn. 1, 2, 3, 6 und 7 gilt nicht, wenn die Verrichtungen, Arbeiten und Änderungen oder die unzulässige Verwendung nicht in gefährdeten Räumen erfolgen, wenn sie keine für die Anrainer unzumutbaren städtebaulichen Beeinträchtigungen verursachen oder wenn sie keinen schwerwiegenden Verstoß gegen die wesentlichen städtebaulichen Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans darstellen.

Als gefährdete Räume gelten Grüngebiete, Naturgebiete, Naturgebiete von wissenschaftlichem Wert, Naturschutzgebiete, Naturentwicklungsgebiete, Parkgebiete, Waldgebiete, Talgebiete, Quellgebiete, landwirtschaftliche Gebiete mit ökologischem Wert oder Interesse, landwirtschaftliche Gebiete mit besonderem Wert, große Natureinheiten, sich in der Entwicklung befindliche große Natureinheiten und die damit vergleichbaren Gebiete, die in den Raumordnungsplänen ausgewiesen sind, sowie die geschützten Dünengebiete und die für das Dünengebiet wichtigen landwirtschaftlichen Gebiete, die aufgrund des Dekrets vom 14. Juli 1993 zur Festlegung von Maßnahmen zum Schutz der Küstendünen ausgewiesen wurden.»

B.1.3. Die durch das Dekret vom 21. November 2003 an Artikel 146 vorgenommenen Abänderungen wirken sich nicht auf die dem Hof unterbreiteten Rechtsfragen aus.

B.2.1. Vor der Abänderung durch Artikel 8 des Dekrets vom 4. Juni 2003 besagte Artikel 149 §§ 1 und 5 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung:

«§ 1. Zusätzlich zu der Strafe befiehlt das Gericht auf Antrag des Städtebauinspektors oder des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde, in deren Gebiet die in Artikel 146 genannten Arbeiten, Verrichtungen oder Änderungen durchgeführt werden, den Ort wieder in den ursprünglichen Zustand zu versetzen oder die rechtswidrige Verwendung einzustellen und/oder Bau- und Anpassungsarbeiten durchzuführen und/oder eine Geldsumme zu zahlen, die dem durch die strafbare Handlung erzielten Mehrwert des Gutes entspricht.

Der Mehrwert kann in folgenden Fällen nicht gefordert werden:

1. bei Wiederholung einer durch dieses Dekret unter Strafe gestellten Handlung;
2. bei Mißachtung einer Einstellungsanordnung;
3. wenn die strafbare Handlung für die Nachbarn unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen verursacht;
4. wenn die strafbare Handlung einen schwerwiegenden Verstoß gegen die wesentlichen städtebaulichen Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans darstellt.

Die Flämische Regierung kann Bedingungen präzisieren für die Fälle, in denen der Mehrwert nicht verlangt werden kann.

Wenn die Klagen des Städtebauinspektors und des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums nicht miteinander übereinstimmen, ist die Klage des Erstgenannten vorrangig.

Das Gericht legt für die Ausführung der Wiederherstellungsmaßnahmen eine Frist, die ein Jahr nicht überschreiten darf, und nach Verstreichen dieser Ausführungsfrist, auf Antrag des Städtebauinspektors oder des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, ein Zwangsgeld für jeden Tag, um den sich die Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahme verspätet, fest.

[...]

§ 5. Das Gericht bestimmt die Höhe des Mehrwertes.

Im Fall einer Verurteilung zur Zahlung eines Geldbetrags in Höhe des Mehrwertes kann der Verurteilte seine Schuld auf gültige Weise tilgen, indem er innerhalb eines Jahres nach der Urteilsverkündung den Ort wieder in den ursprünglichen Zustand versetzt oder die rechtswidrige Verwendung einstellt.

Die Flämische Regierung legt die Regeln zur Berechnung des zu erhebenden Betrags und zur Bezahlung des Mehrwertes fest.»

B.2.2. Artikel 8 des Dekrets vom 4. Juni 2003 zur Abänderung des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung hinsichtlich der Durchführungs politik hat den obenerwähnten Artikel 149 § 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1. Zusätzlich zu der Strafe kann das Gericht anordnen, den Ort wieder in den ursprünglichen Zustand zu versetzen oder die rechtswidrige Verwendung einzustellen und/oder Bau- oder Anpassungsarbeiten durchzuführen und/oder einen Geldbetrag in Höhe des Mehrwertes, den das Gut durch den Verstoß erhalten hat, zu zahlen. Dies geschieht auf Antrag des Städtebauinspektors oder des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, auf deren Gebiet die Arbeiten, Verrichtungen oder Änderungen im Sinne von Artikel 146 ausgeführt wurden. Wenn diese Verstöße vor dem 1. Mai 2000 begangen wurden, ist eine vorherige gleichlautende Stellungnahme des Hohen Rates für die Wiederherstellungspolitik erforderlich.

Die gleichlautende Stellungnahme des Hohen Rates für die Wiederherstellungspolitik muß innerhalb von 60 Tagen nach dem per Einschreiben zugesandten Antrag auf Stellungnahme erteilt werden. Wenn der Hohe Rat für die Wiederherstellungspolitik keine gleichlautende Stellungnahme innerhalb der festgelegten Frist erteilt hat, kann vom Erfordernis der Stellungnahme abgesehen werden.

Bei den Verstößen, bei denen der Eigentümer nachweisen kann, daß sie vor dem 1. Mai 2000 begangen wurden, kann grundsätzlich immer das Mittel des Mehrwertes angewandt werden, außer in einem der folgenden Fälle:

1. bei Mißachtung einer Einstellungsanordnung;
2. wenn die strafbare Handlung für die Anrainer unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen verursacht;
3. wenn die strafbare Handlung einen schwerwiegenden und nicht wiedergutzumachenden Verstoß gegen die wesentlichen städtebaulichen Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans darstellt.

Wenn die Klagen des Städtebauinspektors und des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums nicht miteinander übereinstimmen, ist die Klage des Erstgenannten vorrangig.

Das Gericht legt eine Frist für die Ausführung der Wiederherstellungsmaßnahmen sowie auf Antrag des Städtebauinspektors und des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums ein Zwangsgeld für jeden Tag, um den sich die Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahmen verspätet, fest.»

Dieselbe Bestimmung hat Artikel 149 § 5 einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«In Abweichung von Absatz 1 wird davon ausgegangen, daß die Geldbeträge in Höhe des Mehrwertes, deren Zahlung gefordert wurde und die ohne vorherige Verurteilung durch das Gericht eingegangen sind, gültig festgelegt wurden und eingegangen sind, sofern die Forderung zur Zahlung dieser Geldbeträge und die vollständige Bezahlung vor dem 1. Mai 2000 erfolgt sind.»

B.2.3. Die durch das Dekret vom 21. November 2003 an Artikel 149 § 1 vorgenommenen Änderungen haben keine Auswirkung auf die dem Hof unterbreiteten Rechtsfragen.

In bezug auf die erste präjudizielle Frage in beiden Rechtssachen

B.3. Die verweisenden Richter fragen den Hof, ob Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung einen Verstoß gegen die Artikel 12 und 14 der Verfassung und - nur in der Rechtssache Nr. 2796 - gegen Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte beinhaltet.

B.4.1. Die Flämische Regierung ficht die Sachdienlichkeit der präjudiziellen Frage an, da deren Beantwortung den Angeklagten keinen Vorteil bieten könne.

B.4.2. Es obliegt grundsätzlich dem Richter, der eine präjudizielle Frage stellt, zu beurteilen, ob die Beantwortung dieser Frage notwendig ist zur Lösung der Streitsache, die er schlichten muß. Nur wenn dies eindeutig nicht der Fall ist, kann der Hof beschließen, daß die Frage nicht beantwortet werden muß.

B.4.3. Es reicht, wie es in den vorliegenden Rechtssachen der Fall ist, aus, daß ein Richter Zweifel an der Verfassungsmäßigkeit der Strafbestimmungen, die er anwenden muß, hat, damit eine präjudizielle Frage, die dazu dient, diese Zweifel auszuräumen, nicht als eindeutig unsachdienlich für die Lösung der Streitsache betrachtet werden kann.

B.4.4. Die Einrede wird abgewiesen.

B.5.1. Die Flämische Regierung macht ferner geltend, daß der Hof nicht befugt sei, sich über einen unmittelbaren Verstoß gegen Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte zu äußern.

B.5.2. Aufgrund von Artikel 26 § 1 Nr. 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof in der durch das Sondergesetz vom 9. März 2003 abgeänderten Fassung ist der Hof dafür zuständig, im Wege der Vorabentscheidung Gesetzesnormen anhand der Artikel von Titel II «Die Belgier und ihre Rechte» sowie der Artikel 170, 172 und 191 der Verfassung zu prüfen.

B.5.3. Wenn jedoch eine Vertragsbestimmung, die für Belgien verbindlich ist, eine Tragweite hat, die derjenigen einer oder mehrerer der obenerwähnten Verfassungsbestimmungen entspricht, bilden die in dieser Vertragsbestimmung enthaltenen Garantien ein untrennbares Ganzes mit den in die betreffenden Verfassungsbestimmungen aufgenommenen Garantien. Der Verstoß gegen ein Grundrecht beinhaltet im übrigen *ipso facto* einen Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung.

B.5.4. Daraus ergibt sich, daß in dem Fall, wo ein Verstoß gegen eine Bestimmung von Titel II oder gegen die Artikel 170, 172 oder 191 der Verfassung angeführt wird, der Hof bei seiner Prüfung Bestimmungen des internationalen Rechts berücksichtigt, die ähnliche Rechte oder Freiheiten garantieren.

B.5.5. Wie die Artikel 12 und 14 der Verfassung garantieren Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte das Recht auf Einhaltung des Legalitätsprinzips in Strafsachen.

Daraus ergibt sich, daß der Hof befugt ist zu beurteilen, ob die fragliche Bestimmung gegen das Legalitätsprinzip verstößt, so wie es durch die obenerwähnten Verfassungsbestimmungen garantiert wird, dies unter Berücksichtigung der obenerwähnten Vertragsbestimmungen.

B.6.1.1. Artikel 12 der Verfassung bestimmt:

«Die Freiheit der Person ist gewährleistet.

Niemand darf verfolgt werden, es sei denn in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form.

[...]»

Artikel 14 der Verfassung bestimmt:

«Eine Strafe darf nur aufgrund des Gesetzes eingeführt oder angewandt werden.»

B.6.1.2. Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmen:

«Niemand kann wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach inländischem oder internationalem Recht nicht strafbar war. [...]»

B.6.2. Indem die Artikel 12 Absatz 2 und 14 der Verfassung der gesetzgebenden Gewalt die Befugnis verleihen, einerseits festzulegen, in welchen Fällen und in welcher Form eine Strafverfolgung möglich ist, und andererseits Gesetze anzunehmen, auf deren Grundlage eine Strafe festgelegt und angewandt werden kann, gewährleisten sie jedem Bürger, daß eine Verhaltensweise nur strafbar ist und eine Strafe nur auferlegt wird aufgrund von Regeln, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

Diese Verfassungsbestimmungen sprechen jedoch nicht dagegen, daß das Gesetz dem mit der Prüfung seiner Anwendung beauftragten Richter eine Beurteilungsbefugnis gewährt, insofern es die diesbezüglichen besonderen Erfordernisse der Genauigkeit, der Deutlichkeit und der Vorhersehbarkeit, die Strafgesetze erfüllen müssen, nicht mißachtet.

B.6.3. Aus den Artikeln 12 und 14 der Verfassung, sowie aus Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte geht hervor, daß ein Strafgesetz zwar eine gewisse Flexibilität hinsichtlich der sich verändernden Umstände aufweisen darf, daß es jedoch so formuliert werden muß, daß jeder auf dessen Grundlage zu dem Zeitpunkt, an dem er ein Verhalten annimmt, feststellen kann, ob dieses Verhalten strafbar ist oder nicht.

B.7.1. Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung legt fest, in welchen Fällen die Aufrechterhaltung von städtebaulichen Verstößen strafbar ist. Dies ist nunmehr der Fall, (a) wenn die Verrichtungen, Arbeiten, Änderungen oder die rechtswidrige Verwendung in gefährdeten Räumen erfolgen, (b) wenn sie für die Anrainer unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen verursachen oder (c) wenn sie einen schwerwiegenden Verstoß gegen die wesentlichen städtebaulichen Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans darstellen.

B.7.2. Der erste Fall der Strafbarkeit der Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes, nämlich wenn der Verstoß in gefährdeten Räumen erfolgt, erfüllt die Erfordernisse der Genauigkeit, Deutlichkeit und Vorhersehbarkeit, die Strafgesetze erfüllen müssen. Artikel 146 Absatz 4 des Dekrets vom 18. Mai 1999 besagt nämlich, daß unter gefährdeten Räumen zu verstehen ist:

«Grüngebiete, Naturgebiete, Naturgebiete von wissenschaftlichem Wert, Naturschutzgebiete, Naturentwicklungsgebiete, Parkgebiete, Waldgebiete, Talgebiete, Quellgebiete, landwirtschaftliche Gebiete mit ökologischem Wert oder Interesse, landwirtschaftliche Gebiete mit besonderem Wert, große Natureinheiten, sich in der Entwicklung befindliche große Natureinheiten und die damit vergleichbaren Gebiete, die in den Raumordnungsplänen ausgewiesen sind, sowie die geschützten Dünengebiete und die für das Dünengebiet wichtigen landwirtschaftlichen Gebiete, die aufgrund des Dekrets vom 14. Juli 1993 zur Festlegung von Maßnahmen zum Schutz der Küstendünen ausgewiesen wurden».

B.7.3. Die Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes ist jedoch auch strafbar, wenn sie für die Anrainer «unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen» verursacht.

Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates war der Auffassung, daß die Beschreibung «unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen» dem Strafrichter einen zu großen Ermessensspielraum gewähre und folglich nicht das Erfordernis einer präzisen Abgrenzung des strafbaren Verhaltens erfülle, zu der das Legalitätsprinzip in Strafsachen verpflichte (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/4, S. 10).

Der Dekretgeber hat dieser Bemerkung nicht Folge geleistet. Dies wurde in den Vorarbeiten wie folgt gerechtfertigt:

«Aus den Artikeln 1382 und 544 des Zivilgesetzbuches wurde eine ständige Rechtsprechung abgeleitet, wobei man davon ausgeht, daß eine anormale Belästigung der Nachbarn diejenige ist, die über die gewöhnlichen Unannehmlichkeiten einer Nachbarschaft hinausgeht. Diesbezüglich kann auf die ständige Rechtsprechung des Kassationshofes verwiesen werden (Kass. 6. April 1960, A.C. 1960, 722; Kass. 19. Oktober 1972, A.C. 1973, 178).

Ferner ist zu bemerken, daß heute das gleiche Kriterium in Artikel 149 angewandt wird, um zu bestimmen, in welchen Fällen eine Forderung des Mehrwertes ausgeschlossen ist.» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/5, S. 5)

Nach Darlegung eines der Autoren des Dekretsvorschlags ist unter «unzumutbaren städtebaulichen Beeinträchtigungen» beispielsweise «das Bauen - im Widerspruch zur erteilten Baugenehmigung - eines (Appartement) Gebäudes mit zwei Stockwerken höher als die umliegenden Wohngebäude» zu verstehen (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/7, S. 15).

B.7.4. Die Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes ist schließlich auch strafbar, wenn sie einen «schwerwiegenden Verstoß» gegen die «wesentlichen» städtebaulichen Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans darstellt.

Diese Beschreibung der strafbaren Handlung wurde dem Staatsrat nicht zur Beurteilung unterbreitet. Sie wurde hinzugefügt durch einen Abänderungsantrag, der wie folgt gerechtfertigt wurde:

«Ferner wird ein drittes - objektives - Kriterium hinzugefügt, nämlich nicht im Widerspruch zu den wesentlichen städtebaulichen Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung stehen. In der Begründung des Entwurfs des Dekrets über die Organisation der Raumordnung wird hervorgehoben, daß die Durchführungspolitik den Schlußstein einer guten Raumordnung darstellt. Ein Gesetz oder ein Dekret hat keinen Sinn, wenn es nicht auf effiziente und praktisch durchführbare Weise durchgesetzt werden kann.

Eine erste Einschränkung besteht darin, daß es nur Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung betrifft. Eine zweite Einschränkung ist diejenige, daß es sich um wesentliche Vorschriften handelt. Eine dritte Einschränkung ist schließlich diejenige, daß es sich um einen schwerwiegenden Verstoß handelt. Diese Einschränkungen beinhalten bereits größtenteils eine Beurteilung.» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/5, S. 5)

Nach Darlegung eines der Autoren des Abänderungsantrags ist unter «Verstoß gegen eine wesentliche städtebauliche Vorschrift» beispielsweise zu verstehen: «das Bauen - im Widerspruch zur erteilten Baugenehmigung - in einer Bautiefe, die wesentlich größer ist als die in einem besonderen Raumordnungsplan vorgesehene Tiefe, beispielsweise 30 statt 20 Meter. Es muß sich um einen schwerwiegenden Verstoß handeln, also nicht um eine Abweichung um einen halben Meter in der Bautiefe beispielsweise, und um eine wesentliche städtebauliche Vorschrift, also nicht um ein Gartenhäuschen in einer Höhe von 2,10 Meter statt der vorgeschriebenen 2 Meter» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/7, S. 15).

B.7.5. Auch wenn der Begriff «unzumutbare Beeinträchtigungen» im bürgerlichen Recht annehmbar ist - obwohl er sich für weit ausgelegte Definitionen eignet -, kann er ebensowenig wie der Begriff «schwerwiegender Verstoß» an sich nicht die Definition einer Übertretung bilden, ohne eine unzulässige Unsicherheit zu schaffen. Die Bedingung, daß es sich um städtebauliche Beeinträchtigungen für die Anrainer handeln muß, ist keine ausreichende Einschränkung, denn sie läßt die gleiche Unsicherheit für all jene bestehen, die solche Beeinträchtigungen verursachen. Die Bedingung, daß es sich um Verstöße gegen «wesentliche» städtebauliche Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans handeln muß, verstärkt sogar die Unsicherheit, da ohne weitere Verdeutlichung nicht zu bestimmen ist, welche Vorschriften als wesentlich anzusehen sind.

Die Umschreibung «für die Anrainer *unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen*» und die Umschreibung «*schwerwiegender Verstoß* gegen die *wesentlichen* städtebaulichen Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans» haben daher keinen ausreichend genauen normgebenden Inhalt, um eine Übertretung definieren zu können.

B.8. Die präjudizielle Frage ist bejahend zu beantworten.

In bezug auf die zweite präjudizielle Frage in der Rechtssache Nr. 2796

B.9. Der verweisende Richter fragt den Hof, ob Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, da er eine unsichere Strafandrohung einführe.

B.10. Die Feststellung des Verstoßes gegen das Legalitätsprinzip in Strafsachen beinhaltet die Feststellung eines Verstoßes gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung, der in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung festgelegt ist. Es besteht nämlich ein nicht zu rechtfertigender Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Rechtsunterworfenen, denn im Gegensatz zu denjenigen, die wegen anderer Übertretungen verfolgt werden, wird denjenigen, die wegen der Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes verfolgt werden, die Garantie entzogen, daß niemand einem Strafgesetz unterworfen werden kann, das nicht die Erfordernisse der Genauigkeit, der Deutlichkeit und der Vorhersehbarkeit erfüllt, damit jeder zu dem Zeitpunkt, wo er ein Verhalten annimmt, feststellen kann, ob dieses Verhalten strafbar ist oder nicht.

B.11. Die präjudizielle Frage ist bejahend zu beantworten.

In bezug auf die zweite präjudizielle Frage in der Rechtssache Nr. 2839

B.12. Der verweisende Richter fragt den Hof, ob Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, da er die Strafbarkeit der Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes von der Anwesenheit von Anrainern abhängig mache.

B.13. Die Flämische Regierung ficht die Sachdienlichkeit der präjudiziellen Frage an, da deren Beantwortung den Angeklagten keinen Vorteil bieten könne.

Aus den in B.4.2 und B.4.3 dargelegten Gründen ist die Einrede abzuweisen.

B.14. Wie auch in den Vorarbeiten zum Dekret vom 4. Juni 2003, das die fragliche Bestimmung eingefügt hat, bestätigt wurde, hat ein städtebaulicher Verstoß «eine ernsthafte und dauerhafte Auswirkung auf die Raumordnung, die von allgemeinem Interesse ist» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/1, S. 6).

Aus dem Nichtvorhandensein von Anrainern kann abgeleitet werden, daß die Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes keinen privaten Interessen schadet. Daraus kann jedoch nicht abgeleitet werden, daß die Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes die ordnungsgemäße Raumordnung nicht gefährden würde.

Das Vorhandensein von Anrainern ist daher kein sachdienliches Kriterium für die Strafbarkeit der Aufrechterhaltung eines städtebaulichen Verstoßes.

B.15. Die präjudizielle Frage ist bejahend zu beantworten.

In bezug auf die dritte präjudizielle Frage in der Rechtssache Nr. 2796

B.16. Der verweisende Richter fragt den Hof, ob Artikel 149 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, da er einen Unterschied mache, je nachdem, ob die bauliche Übertretung (§ 1) beziehungsweise die Forderung des Mehrwertes (§ 5) vor oder nach dem 1. Mai 2000 erfolgt sei.

B.17. Die Flämische Regierung ficht die Sachdienlichkeit der präjudiziellen Frage an, da deren Beantwortung den Angeklagten keinen Vorteil bieten könne.

Da der verweisende Richter die Interessen aller am Verfahren beteiligten Parteien sowie das Gemeinwohl berücksichtigen muß, kann die Sachdienlichkeit der Frage nicht vom einem etwaigen Vorteil für eine der Parteien abhängen.

Da nicht ersichtlich ist, daß die präjudizielle Frage eindeutig nutzlos ist für die Lösung der Streitsache, ist die Einrede abzuweisen.

B.18.1. Aufgrund von Artikel 149 § 1 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung ordnet das Gericht neben der Strafe an, die Örtlichkeit wieder in den ursprünglichen Zustand zu versetzen oder die rechtswidrige Verwendung einzustellen, und/oder Bau- oder Anpassungsarbeiten auszuführen und/oder einen Geldbetrag in Höhe des Mehrwertes, den das Gut durch die Übertretung erhalten hat, zu zahlen.

B.18.2. In bezug auf Städtebau und Raumordnung ist es wesentlich, daß die Beurteilung einer Instanz überlassen wird, die auf der Grundlage des Gemeinwohls urteilt. Die Forderung zur Ergreifung der in Artikel 149 § 1 des obengenannten Dekrets vorgeschriebenen Wiederherstellungsmaßnahmen wurde durch den Dekretgeber im Hinblick auf die Gewährleistung einer ordnungsgemäßen Raumordnung eingeführt. Wiederherstellungsmaßnahmen können auf dieser Grundlage nur auf Antrag des Städtebauinspektors und/oder des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums angeordnet werden. Ihr Auftreten beruht auf ihrem gesetzlichen Auftrag zur Wahrung der allgemeinen städtebaulichen Interessen.

B.19.1. Aufgrund des neuen Artikels 149 § 1 Absatz 1 letzter Satz des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung benötigen Wiederherstellungsforderungen wegen Übertretungen, die vor dem 1. Mai 2000 begangen wurden, nunmehr eine gleichlautende Stellungnahme des Hohen Rates für die Wiederherstellungspolitik.

B.19.2. Der Hohe Rat für die Wiederherstellungspolitik umfaßt sieben Mitglieder, von denen vier Mitglieder mindestens fünf Jahre lang - und der Vorsitzende mindestens zehn Jahre lang - ein Amt als Magistrat bei Gerichten und Gerichtshöfen oder beim Staatsrat bekleidet haben müssen und drei Mitglieder mindestens fünf Jahre sachdienliche Erfahrung in bezug auf die Raumordnung besitzen müssen.

Die Einsetzung des Hohen Rates für die Wiederherstellungspolitik beruht auf der «Notwendigkeit einer autonomen und unabhängigen Instanz, frei von politischer Beeinflussung, die die Entscheidungen des regionalen Städtebauinspektors beurteilt sowie am Grundsatz der Gleichheit und Vernunft prüft» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/1, S. 7).

B.19.3. Es gehört zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers, in bezug auf die Raumordnung die Wahl der Wiederherstellungsmaßnahme der hierfür als die geeignetste angesehene Instanz zu überlassen. Er muß dabei jedoch die Artikel 10 und 11 der Verfassung einhalten.

B.19.4. Wenn der Dekretgeber es als notwendig erachtet, im Hinblick auf die Kohärenz der Wiederherstellungspolitik vor der Forderung zur Wiederherstellung eine gleichlautende Stellungnahme des Hohen Rates für die Wiederherstellungspolitik vorzusehen, erkennt der Hof nicht, warum dieses Erfordernis für bestimmte Übertretungen gelten soll und für andere nicht.

Zwar ist das Datum des 1. Mai 2000, wie in den Vorarbeiten erklärt wurde, «ein objektives Datum [...], nämlich das Datum, an dem das Dekret vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung in Kraft getreten ist» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1566/7, S. 16), doch dieses Datum weist keinen Zusammenhang mit der Zielsetzung der fraglichen Bestimmung auf. Insbesondere ist nicht ersichtlich, inwiefern für Übertretungen, die vor dem 1. Mai 2000 begangen wurden, ein größerer Bedarf an kohärenter Wiederherstellungspolitik bestehen würde als für die Übertretungen, die nach diesem Datum begangen wurden.

B.19.5. Artikel 149 § 1 Absatz 1 letzter Satz ist nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar.

B.20.1. Der neue Artikel 149 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung besagt, daß für die Übertretungen, bei denen der Eigentümer nachweisen kann, daß sie vor dem 1. Mai 2000 begangen wurden, grundsätzlich immer das Mittel des Mehrwertes angewandt werden kann, außer (a) bei Mißachtung einer Einstellungsanordnung, (b) wenn die Übertretung für die Anrainer unzumutbare städtebauliche Beeinträchtigungen verursacht oder (c) wenn der Verstoß eine schwerwiegende und nicht wiedergutzumachende Verletzung wesentlicher städtebaulicher Vorschriften bezüglich der Zweckbestimmung kraft des räumlichen Ausführungsplans oder des Raumordnungsplans darstellt.

B.20.2. Es obliegt dem Dekretgeber, die Modalitäten der Wiederherstellungsmaßnahmen festzulegen und folglich die Forderung einer bestimmten Maßnahme in bestimmten Fällen auszuschließen. Es steht dem Dekretgeber ebenfalls frei, seine Wiederherstellungspolitik den sich verändernden Umständen anzupassen. Wenn er dabei jedoch ein Unterscheidungskriterium anwendet, das nicht dem Datum des Inkrafttretens des Änderungsdekrets entspricht, muß dafür eine objektive und vernünftige Rechtfertigung vorliegen.

B.20.3. Der Hof erkennt nicht, welcher Umstand es rechtfertigen kann, daß die Zahlung des Mehrwertes unter bestimmten Bedingungen immer möglich ist, wenn die Übertretung vor dem 1. Mai 2000 begangen wurde, während dies nicht möglich ist, wenn die Übertretung nach dem 1. Mai 2000 begangen wurde. Das Datum des Inkrafttretens des obenerwähnten Dekrets vom 18. Mai 1999 bietet in diesem Zusammenhang keine Rechtfertigung. Im Gegenteil, ab diesem Datum besagte Artikel 149 § 1 gerade, daß der Mehrwert in den obenerwähnten Fällen nicht mehr gefordert werden kann.

B.20.4. Artikel 149 § 1 Absatz 3 ist nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar.

B.21.1. In der Vergangenheit bestand eine Verwaltungspraxis, wonach die Zahlung des Mehrwertes als Wiederherstellungsmaßnahme ohne Eingreifen des Gerichts auferlegt wurde.

Aufgrund des neuen Artikels 149 § 5 Absatz 4 des Dekrets vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung wird davon ausgegangen, daß die Geldbeträge in Höhe des Mehrwertes, deren Zahlung ohne vorherige Verurteilung durch das Gericht gefordert wurde und eingegangen ist, gültig bezahlt wurden und eingegangen sind, sofern die Forderung zur Zahlung dieser Geldbeträge und die vollständige Zahlung vor dem 1. Mai 2000 erfolgt sind.

B.21.2. Die fragliche Bestimmung verletzt rechtskräftige Gerichtsurteile, mit denen die ohne Eingreifen eines Richters auferlegten Wiederherstellungsmaßnahmen für gesetzwidrig erklärt wurden. Sie entzieht folglich einer Kategorie von Personen den Vorteil von Gerichtsentscheidungen, die Endgültigkeit erlangt haben, was durch keinen Umstand zu rechtfertigen ist.

B.21.3. Artikel 149 § 5 Absatz 4 ist nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar.

B.22. Die präjudizielle Frage ist bejahend zu beantworten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

- Artikel 146 Absatz 3 des Dekrets der Flämischen Region vom 18. Mai 1999 über die Organisation der Raumordnung, eingefügt durch Artikel 7 des Dekrets der Flämischen Region vom 4. Juni 2003, verstößt gegen die Artikel 10, 11, 12 und 14 der Verfassung.

- Artikel 149 § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch Artikel 8 Nr. 1 des Dekrets der Flämischen Region vom 4. Juni 2003, verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er einen Behandlungsunterschied herbeiführt, je nachdem, ob die städtebauliche Straftat vor oder nach dem 1. Mai 2000 begangen wurde.

- Artikel 149 § 5 Absatz 4 desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 8 Nr. 3 des Dekrets der Flämischen Region vom 4. Juni 2003, verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er einen Behandlungsunterschied herbeiführt, je nachdem, ob der Mehrwert vor oder nach dem 1. Mai 2000 gefordert und bezahlt wurde.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Juli 2004.

Der Kanzler,
(gez.) P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
(gez.) A. Arts.

COUR D'ARBITRAGE

[2004/202953]

Extrait de l'arrêt n° 138/2004 du 22 juillet 2004

Numéro du rôle : 2804

En cause : les questions préjudicielles relatives aux articles 31 et 34 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, posées par la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot et J.-P. Moerman, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des questions préjudicielles et procédure*

Par décision du 10 octobre 2003 en cause de J. Ramoudt, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 16 octobre 2003, la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence a posé les questions préjudicielles suivantes :

« Eu égard aux articles 10 et 11 de la Constitution, les termes de l'article 34 de la loi du 1^{er} août 1985 [portant des mesures fiscales et autres] ne sont-ils pas en contradiction avec ceux de l'article 31 (qui dispose que la victime peut introduire la requête soit après s'être constituée partie civile, soit après avoir donné citation directe, soit après avoir introduit une procédure devant le Tribunal Civil), puisqu'il n'est plus fait référence à la procédure civile dans l'article 34 alors que les deux articles doivent manifestement se lire conjointement ?

Selon la réponse apportée à cette question, il y a lieu d'envisager l'une des deux sous-questions préjudicielles suivantes :

1) si les termes de l'article 34 sont en contradiction avec ceux de l'article 31, l'article 34 de la loi du 1^{er} août 1985 viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il exclut du bénéfice de la loi les victimes d'actes intentionnels de violence ayant fait le choix d'une procédure devant les juridictions civiles, par rapport aux victimes ayant introduit une requête sur base d'une décision pénale définitive ?

2) si les termes de l'article 34 ne sont pas en contradiction avec ceux de l'article 31, les articles 31 et 34 violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution et revêtent-ils un caractère discriminatoire en ce qu'ils déclarent irrecevable la requête d'une victime s'appuyant sur un jugement définitif prononcé par une juridiction civile reconnaissant la responsabilité des auteurs de l'acte de violence, par rapport à la requête d'une victime se basant sur un jugement prononcé par une juridiction pénale ? »

(...)

III. En droit

(...)

B.1. La Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence (actuellement la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence) interroge la Cour sur la compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution des articles 31 et 34 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qu'ils traiteraient de manière différente les victimes d'actes intentionnels de violence qui ont fait le choix d'une procédure devant la juridiction civile par rapport aux victimes ayant introduit une requête devant elle sur la base d'une décision pénale définitive.

B.2. Il ressort de la motivation de la décision de renvoi que seuls le paragraphe 1^{er}, 3^o, de l'article 31 et le paragraphe 2, alinéa 3, de l'article 34 de la loi en cause sont visés par la question préjudicielle.

B.3. Lorsque le juge *a quo* a décidé de poser la question préjudicielle, le 10 octobre 2003, les articles 31 et 34 de la loi du 1^{er} août 1985 disposaient :

« Art. 31. § 1^{er}. La personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique, peut demander une aide aux conditions suivantes :

1. la réparation du préjudice ne paraît pas pouvoir être assurée de façon effective et suffisante par d'autres moyens, tels que le paiement de dommages-intérêts par le délinquant ou le versement de toute somme relative au préjudice par un régime de sécurité sociale ou de réparation des dommages résultant des accidents du travail ou des maladies professionnelles ou par une assurance privée;

2. la victime doit, au moment où l'acte de violence est commis, être de nationalité belge ou avoir le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume;

3. la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil. »

« Art. 34. § 1^{er}. [...]

§ 2. [...]

La requête ne pourra toutefois être présentée qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou, si l'auteur de l'acte ne peut pas être poursuivi ou condamné, qu'après la décision de la juridiction d'instruction. Elle pourra également être présentée si l'auteur demeure inconnu à l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à la date de la constitution de partie civile. »

B.4. La Cour constate, comme l'a fait observer le Conseil des ministres, que ces dispositions ont été modifiées par la loi du 26 mars 2003 portant les conditions auxquelles la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide, qui remplace l'article 31 de la loi et insère un article 31*bis*, qui dispose :

« L'aide financière visée à l'article 31 est octroyée aux conditions suivantes :

1^o L'acte de violence a été commis en Belgique. Est assimilé à un acte intentionnel de violence commis en Belgique, celui qui est commis à l'étranger et dont est victime une personne en service commandé visée à l'article 42, § 2.

2^o Au moment où l'acte de violence est commis, la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'est vue octroyer par la suite par l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains.

3^o Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil. Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant. L'aide peut également être demandée lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

4^o La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique.

5^o La réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière. »

Conformément à son article 14, cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 en vertu de l'article 24 de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 « modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et l'article 29, deuxième alinéa, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres ».

Conformément à l'article 13 de la loi du 26 mars 2003, les modifications apportées aux articles 31 et 31*bis* sont applicables aux requêtes pendantes devant la Commission au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

B.5. Compte tenu des articles 31 et 31*bis* modifiés, qui sont applicables aux requêtes pendantes devant la Commission, il convient de renvoyer l'affaire à cette dernière afin qu'elle apprécie si la réponse à la question préjudicielle est encore utile.

Par ces motifs,

la Cour

renvoie la question préjudicielle à la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 22 juillet 2004.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

[2004/202953]

Uittreksel uit arrest nr. 138/2004 van 22 juli 2004

Rolnummer 2804

In zake : de prejudiciële vragen betreffende de artikelen 31 en 34 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, gesteld door de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot en J.-P. Moerman, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vragen en rechtspleging*

Bij beslissing van 10 oktober 2003 in zake J. Ramoudt, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 16 oktober 2003, heeft de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« Zijn de bewoordingen van artikel 34 van de wet van 1 augustus 1985 [houdende fiscale en andere bepalingen], rekening houdend met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, niet in tegenspraak met die van artikel 31 (dat bepaalt dat een slachtoffer een verzoekschrift kan indienen na zich burgerlijke partij te hebben gesteld, een rechtstreekse dagvaarding te hebben uitgebracht of een procedure te hebben ingeleid bij de burgerlijke rechtbank) aangezien in artikel 34 niet meer wordt verwezen naar de burgerlijke rechtspleging, terwijl de twee artikelen klaarblijkelijk in samenhang moeten worden gelezen ?

Naar gelang van het antwoord op die vraag, dient één van de twee volgende prejudiciële subvragen te worden beantwoord :

1) Indien de bewoordingen van artikel 34 in tegenspraak zijn met die van artikel 31, schendt artikel 34 van de wet van 1 augustus 1985 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden die geopteerd hebben voor een rechtspleging voor de burgerlijke rechtscolleges uitsluit van het voordeel van de wet, in tegenstelling tot de slachtoffers die op grond van een definitieve strafrechtelijke beslissing een verzoekschrift hebben ingediend ?

2) Indien de bewoordingen van artikel 34 niet in tegenspraak zijn met die van artikel 31, schenden de artikelen 10 en 34 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en zijn zij discriminerend doordat zij het verzoekschrift van een slachtoffer dat steunt op een definitief vonnis uitgesproken door een burgerlijk rechtscollege waarbij de aansprakelijkheid van de daders wordt erkend, onontvankelijk verklaren, in tegenstelling tot het verzoekschrift van een slachtoffer dat gebaseerd is op een vonnis uitgesproken door de strafrechter ? »

(...)

III. *In rechte*

(...)

B.1. De Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden (thans de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden) stelt het Hof een vraag over de bestaanbaarheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, van de artikelen 31 en 34 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen doordat, ingevolge die artikelen, de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden die geopteerd hebben voor een rechtspleging voor de burgerlijke rechtbank, verschillend zouden worden behandeld in vergelijking met de slachtoffers die op grond van een definitieve strafrechtelijke beslissing bij haar een verzoekschrift hebben ingediend.

B.2. Uit de motivering van de verwijzingsbeslissing blijkt dat alleen paragraaf 1, 3^o, van artikel 31 en paragraaf 2, derde lid, van artikel 34 van de in het geding zijnde wet door de prejudiciële vraag worden beoogd.

B.3. Op het ogenblik dat de verwijzende rechter heeft beslist de prejudiciële vraag te stellen, op 10 oktober 2003, bepaalden de artikelen 31 en 34 van de wet van 1 augustus 1985 het volgende :

« Art. 31. § 1. Wie ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd, kan een hulp aanvragen en wel onder de volgende voorwaarden :

1. het nadeel lijkt niet voldoende en op daadwerkelijke wijze door andere middelen te kunnen worden hersteld, zoals door betaling van schadevergoeding door de dader of door betaling van ieder bedrag met betrekking tot de schade door een stelsel van maatschappelijke zekerheid of van schadeloosstelling ten gevolge van arbeidsongevallen of beroepsziekten, dan wel van een private verzekering;

2. het slachtoffer moet, op het ogenblik dat de gewelddaad wordt gepleegd, de Belgische nationaliteit bezitten of gerechtigd zijn het Rijk binnen te komen, er te verblijven of er zich te vestigen;

3. het slachtoffer moet zich burgerlijk partij hebben gesteld uit hoofde van de bestanddelen van het strafbare feit van de opzettelijke gewelddaad of een rechtstreekse dagvaarding hebben uitgebracht of een procedure hebben ingeleid bij de burgerlijke rechtbank. »

« Art. 34. § 1. [...]

§ 2. [...]

Het verzoekschrift kan slechts worden ingediend nadat door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing uitspraak is gedaan over de strafvordering, of, indien de dader niet kan worden vervolgd of veroordeeld na de beslissing van het onderzoeksgerecht. Het mag eveneens worden ingediend indien de dader onbekend blijft nadat een termijn van een jaar is verlopen na de datum van de burgerlijke partijstelling. »

B.4. Het Hof stelt vast, zoals door de Ministerraad is opgemerkt, dat die bepalingen zijn gewijzigd bij de wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen, die het in het geding zijnde artikel 31 van de wet vervangt en een artikel 31 bis invoegt, dat bepaalt :

« De financiële hulp als bedoeld in artikel 31 wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1^o De gewelddaad is in België gepleegd.

Hiermee wordt een in het buitenland gepleegde opzettelijke gewelddaad, waarvan een in artikel 42, § 2, bedoeld persoon in bevolen dienst het slachtoffer is, gelijkgesteld.

2^o Het slachtoffer bezit op het moment van de gewelddaad de Belgische nationaliteit, is gerechtigd het Rijk binnen te komen, er te verblijven of er zich te vestigen, of heeft naderhand van de Dienst Vreemdelingenzaken een verblijfsvergunning van onbepaalde duur verkregen in het kader van een onderzoek wegens mensenhandel.

3° Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Indien het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. De hulp kan ook worden aangevraagd indien er meer dan een jaar verstreken is sinds de datum van de burgerlijke partijstelling en de dader onbekend blijft.

4° Het verzoek is binnen drie jaar ingediend. De termijn loopt, naargelang het geval, vanaf de eerste beslissing tot seponering, de beslissing van het onderzoeksgerecht, de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen.

5° De schade kan niet afdoende worden hersteld door de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij, op grond van een stelsel van sociale zekerheid of een private verzekering, noch op enige andere manier. »

Overeenkomstig artikel 14 ervan is die wet in werking getreden op 1 januari 2004, op grond van artikel 24 van het koninklijk besluit van 19 december 2003 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en van het artikel 29, tweede lid van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen ».

Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 26 maart 2003 zijn de wijzigingen die in de artikelen 31 en 31bis zijn aangebracht, van toepassing op de verzoeken die hangende zijn bij de Commissie op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet.

B.5. Rekening houdend met de gewijzigde artikelen 31 en 31bis, die van toepassing zijn op de verzoeken die hangende zijn bij de Commissie, dient de zaak te worden teruggezonden naar die Commissie opdat zij nagaat of het antwoord op de prejudiciële vraag nog dienstig is.

Om die redenen,

het Hof

zendt de prejudiciële vraag terug naar de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 22 juli 2004.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

M. Melchior

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[2004/202953]

Auszug aus dem Urteil Nr. 138/2004 vom 22. Juli 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2804

In Sachen : Präjudizielle Fragen in bezug auf die Artikel 31 und 34 des Gesetzes vom 1. August 1985 zur Festlegung steuerrechtlicher und anderer Bestimmungen, gestellt von der Hilfskommission für Opfer vorsätzlicher Gewalttaten.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot und J.-P. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand der präjudiziellen Fragen und Verfahren

In ihrem Beschluß vom 10. Oktober 2003 in Sachen J. Ramoudt, dessen Ausfertigung am 16. Oktober 2003 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat die Hilfskommission für Opfer vorsätzlicher Gewalttaten folgende präjudizielle Fragen gestellt :

« Stehen - in Anbetracht der Artikel 10 und 11 der Verfassung - die Bestimmungen von Artikel 34 des Gesetzes vom 1. August 1985 [zur Festlegung steuerrechtlicher und anderer Bestimmungen] nicht im Widerspruch zu den Bestimmungen von Artikel 31 (der bestimmt, daß ein Opfer einen Antrag stellen kann, entweder nachdem es als Zivilpartei aufgetreten ist oder eine direkte Ladung veranlaßt oder ein Verfahren vor dem Zivilgericht eingeleitet hat), indem in Artikel 34 nicht mehr auf das Zivilverfahren hingewiesen wird, während die zwei Artikel offensichtlich in Verbindung miteinander betrachtet werden sollen?

Je nach der Antwort auf diese Frage wäre eine der zwei nachstehenden Zusatzfragen zu beantworten :

1) Falls die Bestimmungen von Artikel 34 im Widerspruch zu den Bestimmungen von Artikel 31 stehen : Verstößt Artikel 34 des Gesetzes vom 1. August 1985 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er die Opfer einer vorsätzlichen Gewalttat, die sich für ein Verfahren vor dem Zivilgericht entschieden haben, vom Vorteil des Gesetzes ausschließt, im Gegensatz zu den Opfern, die einen Antrag aufgrund einer endgültigen strafrechtlichen Entscheidung eingereicht haben?

2. Falls die Bestimmungen von Artikel 34 nicht im Widerspruch zu den Bestimmungen von Artikel 31 stehen : Verstößen die Artikel 31 und 34 des Gesetzes vom 1. August 1985 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung und sind sie diskriminierend, indem sie den von einem Opfer gestellten Antrag, der auf einem endgültigen Urteil eines Zivilgerichts basiert, wobei die Haftung der Täter anerkannt wird, für unzulässig erklären, im Gegensatz zu dem von einem Opfer gestellten Antrag, der auf einem Urteil eines Strafrichters basiert? »

(...)

III. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die Hilfskommission für Opfer vorsätzlicher Gewalttaten (jetzt die Kommission für finanzielle Hilfe zugunsten von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten) stellt dem Hof eine Frage über die Vereinbarkeit der Artikel 31 und 34 des Gesetzes vom 1. August 1985 zur Festlegung steuerrechtlicher und anderer Bestimmungen mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, indem infolge dieser Artikel die Opfer vorsätzlicher Gewalttaten, die sich für ein Verfahren vor dem Zivilgericht entschieden haben, unterschiedlich behandelt würden im Vergleich mit jenen Opfern, die aufgrund einer endgültigen strafrechtlichen Entscheidung bei ihr einen Antrag eingereicht haben.

B.2. Aus der Begründung der Verweisungsentscheidung geht hervor, daß die präjudizielle Frage nur Paragraph 1 Nr. 3 von Artikel 31 und Paragraph 2 Absatz 3 von Artikel 34 des fraglichen Gesetzes betrifft.

B.3. Zu dem Zeitpunkt, zu dem der verweisende Richter beschlossen hat, die präjudizielle Frage zu stellen, bestimmten die Artikel 31 und 34 des Gesetzes vom 1. August 1985 folgendes :

« Art. 31. § 1. Wer schwere körperliche oder gesundheitliche Schäden als direkte Folge einer in Belgien begangenen vorsätzlichen Gewalttat erlitten hat, kann unter folgenden Bedingungen um Gewährung einer Hilfe ersuchen :

1. die Wiedergutmachung des Schadens scheint nicht durch andere Mittel, das heißt weder durch Zahlung von Schadenersatz durch den Straftäter noch durch Zahlung eines Betrags im Zusammenhang mit dem Schaden durch eine Regelung der sozialen Sicherheit oder Schadenersatzleistung aufgrund von Arbeitsunfällen oder Berufskrankheiten, noch aufgrund einer Privatversicherung, auf wirksame und ausreichende Weise gewährleistet zu sein;

2. das Opfer muß zum Zeitpunkt der Gewalttat die belgische Nationalität besitzen oder das Recht haben, ins Königreich einzureisen, sich dort aufzuhalten oder sich dort niederzulassen;

3. das Opfer muß als Zivilpartei aufgetreten sein wegen des Tatbestands der vorsätzlichen Gewalttat oder eine direkte Ladung veranlaßt oder ein Verfahren vor einem Zivilgericht eingeleitet haben. »

« Art. 34. § 1. [...]

§ 2. [...]

Der Antrag kann jedoch erst nach einer rechtskräftig gewordenen gerichtlichen Entscheidung über die öffentliche Klage oder, wenn der Täter nicht verfolgt oder verurteilt werden kann, nach der Entscheidung des Untersuchungsrechtsprechungsorgans eingereicht werden. Er kann ebenfalls eingereicht werden, wenn der Täter nach Ablauf einer Frist von einem Jahr ab dem Tag des Auftretens als Zivilpartei unbekannt geblieben ist. »

B.4. Der Hof stellt fest, wie vom Ministerrat bemerkt wurde, daß diese Bestimmungen durch das Gesetz vom 26. März 2003 « zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Kommission für finanzielle Hilfe zugunsten von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten eine Hilfe gewähren kann » abgeändert wurden, das den fraglichen Artikel 31 des Gesetzes ersetzt und einen folgendermaßen lautenden Artikel 31^{bis} einfügt :

« Die in Artikel 31 erwähnte finanzielle Hilfe wird unter folgenden Bedingungen gewährt :

1. Die Gewalttat ist in Belgien begangen worden.

Gleichgesetzt mit einer in Belgien begangenen vorsätzlichen Gewalttat wird eine im Ausland begangene vorsätzliche Gewalttat, deren Opfer eine in Artikel 42 § 2 erwähnte Person im befohlenen Dienst ist.

2. Das Opfer besitzt zum Zeitpunkt der Gewalttat die belgische Staatsangehörigkeit, hat das Recht, ins Königreich einzureisen, sich dort aufzuhalten oder sich dort niederzulassen, oder hat nachträglich vom Ausländeramt im Rahmen einer Untersuchung wegen Menschenhandels eine unbefristete Aufenthaltsgenehmigung erhalten.

3. Über die Strafverfolgung ist eine definitive gerichtliche Entscheidung getroffen worden und der Antragsteller hat versucht, durch das Auftreten als Zivilpartei, durch eine direkte Ladung oder durch Einleitung eines Verfahrens vor einem Zivilgericht die Ersetzung seines Schadens zu erwirken.

Wird die Strafverfolgung eingestellt, weil der Täter unbekannt geblieben ist, kann die Kommission erachten, daß es ausreicht, wenn der Antragsteller Anzeige erstattet oder die Eigenschaft als geschädigte Partei erworben hat. Um Hilfe kann ebenfalls ersucht werden, wenn seit dem Datum des Auftretens als Zivilpartei mindestens ein Jahr vergangen ist und der Täter immer noch unbekannt ist.

4. Das Ersuchen wird binnen einer Frist von drei Jahren eingereicht. Die Frist beginnt, je nach Fall, ab der ersten Entscheidung zwecks Einstellung der Strafverfolgung, ab der Entscheidung des Untersuchungsgerichts, ab dem Tag, an dem über die Strafverfolgung durch eine definitive Entscheidung befunden worden ist, oder ab dem Tag, ab dem nach der Entscheidung über die Strafverfolgung eine Entscheidung über die Zivilinteressen getroffen worden ist.

5. Die Wiedergutmachung des Schadens kann nicht wirksam und ausreichend von dem Täter oder der zivilrechtlich haftenden Partei, durch eine Sozialversicherungsregelung oder eine Privatversicherung oder auf irgendeine andere Weise gewährleistet werden. »

Gemäß seinem Artikel 14 ist dieses Gesetz aufgrund von Artikel 24 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2003 « zur Abänderung des königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1986 über die Hilfskommission für Opfer vorsätzlicher Gewalttaten und des Artikels 29 Absatz 2 des Gesetzes vom 1. August 1985 zur Festlegung steuerrechtlicher und anderer Bestimmungen » am 1. Januar 2004 in Kraft getreten.

Gemäß Artikel 13 des Gesetzes vom 26. März 2003 sind die an den Artikeln 31 und 31^{bis} vorgenommenen Änderungen anwendbar auf die Anträge, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes bei der Kommission anhängig sind.

B.5. Unter Berücksichtigung der abgeänderten Artikel 31 und 31^{bis}, die auf die bei der Kommission anhängigen Anträge anwendbar sind, muß die Rechtssache an die Kommission zurückgeschickt werden, damit sie prüft, ob die Antwort auf die präjudizielle Frage noch zweckdienlich ist.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

schickt die präjudizielle Frage zurück an die Kommission für finanzielle Hilfe zugunsten von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Juli 2004.

Der Kanzler,

(gez.) P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,

(gez.) M. Melchior

ARBITRAGEHOF

[2004/202955]

Uittreksel uit arrest nr. 139/2004 van 22 juli 2004

Rolnummer 2849

In zake : de prejudiciële vraag betreffende artikel 1675/13, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, gesteld door de beslagrechter in de Rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters A. Arts en M. Melchior, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot en J.-P. Moerman, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter A. Arts,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag en rechtspleging*

Bij vonnis van 18 november 2003 in zake G. De Fleurquin en anderen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 1 december 2003, heeft de beslagrechter in de Rechtbank van eerste aanleg te Gent de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 1675/13, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het aan de beslagrechter de mogelijkheid van kwijtschelding van schulden van de gefailleerde die overblijven na het faillissement ingevolge het feit dat de gefailleerde niet verschoonbaar werd verklaard bij toepassing van de faillissementswet van 8 augustus 1997 ontzegt, terwijl aan de beslagrechter wel de mogelijkheid werd verleend om schulden van een gefailleerde die overblijven na een faillissement waarvan de sluiting is uitgesproken met toepassing van de wet van 18 april 1851 op het faillissement kwijt te schelden, en dit terwijl pas ingevolge de wet van 4 september 2002 houdende wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, de verschoonbaarheid de regel is geworden zodat de beoogde categorie gefailleerden al evenmin van deze gunstmaatregel hebben kunnen genieten ? »

(...)

III. *In rechte*

(...)

B.1. Artikel 1675/13 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 19 april 2002, luidt :

« Indien de maatregelen voorzien in artikel 1675/12, § 1, niet volstaan om de in artikel 1675/3, derde lid, genoemde doelstelling te bereiken, kan de rechter, op vraag van de schuldenaar, besluiten tot elke andere gedeeltelijke kwijtschelding van schulden, zelfs van kapitaal onder de volgende voorwaarden :

- alle goederen die voor beslag in aanmerking komen, worden te gelde gemaakt op initiatief van de schuldbemiddelaar, overeenkomstig de regels inzake de gedwongen tenuitvoerleggingen. De verdeling heeft plaats met inachtneming van de gelijkheid van de schuldeisers onverminderd de wettige redenen van voorrang;

- na de tegeldemaking van de voor beslag vatbare goederen maakt het saldo, nog verschuldigd door de schuldenaar, het voorwerp uit van een aanzuiveringsregeling met inachtneming van de gelijkheid van de schuldeisers, behalve wat de lopende onderhoudsverplichtingen betreft, bedoeld in artikel 1412, eerste lid.

Onverminderd artikel 1675/15, § 2, kan de kwijtschelding van schulden maar verkregen worden als de schuldenaar de door de rechter opgelegde aanzuiveringsregeling heeft nageleefd, en behoudens terugkeer van de schuldenaar tot beter fortuin vóór het einde van de gerechtelijke aanzuiveringsregeling.

§ 2. Het vonnis duidt de looptijd van de gerechtelijke aanzuiveringsregeling aan, die ligt tussen drie en vijf jaar. Artikel 51 is niet van toepassing.

§ 3. De rechter kan geen kwijtschelding verlenen voor volgende schulden :

- de onderhoudsgelden die niet vervallen zijn op de dag van de uitspraak houdende vaststelling van de gerechtelijke aanzuiveringsregeling;

- de schulden die een schadevergoeding inhouden, toegestaan voor het herstel van een lichamelijke schade veroorzaakt door een misdrijf;

- de schulden van een gefailleerde die overblijven na het sluiten van het faillissement.

§ 4. In afwijking van de voorgaande paragraaf kan de rechter kwijtschelding verlenen voor de schulden van een gefailleerde die overblijven na een faillissement waarvan de sluiting is uitgesproken met toepassing van de wet van 18 april 1851 op het faillissement, de bankbreuk en de opschorting van betaling. Deze kwijtschelding kan niet worden verleend aan de gefailleerde die veroordeeld werd wegens eenvoudige of bedrieglijke bankbreuk.

§ 5. Onverminderd de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum en met inachtneming van artikel 1675/3, derde lid, kan de rechter wanneer hij de regeling opstelt, bij bijzonder gemotiveerde beslissing afwijken van de artikelen 1409 tot 1412. »

B.2. De verwijzende rechter vraagt aan het Hof of paragraaf 3 van voormelde bepaling bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het niet de kwijtschelding toestaat van de schulden van een gefailleerde wiens faillissement onverschoonbaar is verklaard onder de gelding van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

Aldus zou die categorie van personen ongelijk worden behandeld in vergelijking met, ten eerste, personen die failliet zijn verklaard onder de gelding van de wet van 18 april 1851 op het faillissement, de bankbreuk en de opschorting van betaling (hierna « de oude faillissementswet » genoemd), vermits deze laatsten, overeenkomstig het bepaalde in artikel 1675/13, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, wel kwijtschelding van schulden kunnen verkrijgen, tenzij zij werden veroordeeld wegens eenvoudige of bedrieglijke bankbreuk.

Zij zouden, ten tweede, worden gediscrimineerd ten opzichte van personen die failliet zijn verklaard onder de gelding van de faillissementswet van 8 augustus 1997, zoals aangepast bij de wet van 4 september 2002 tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van vennootschappen (hierna « de wet van 4 september 2002 » genoemd), waarbij een soepeler systeem van verschoonbaarverklaring is ingesteld.

B.3.1. De procedure van collectieve schuldenregeling, ingevoerd bij de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, heeft tot hoofddoel de financiële situatie te herstellen van een schuldenaar met overmatige schuldenlast door hem met name ertoe in staat te stellen voor zover mogelijk zijn schulden te betalen en tegelijkertijd te waarborgen dat hij zelf en zijn gezin een menswaardig leven kunnen leiden (artikel 1675/3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van de voormelde wet van 5 juli 1998). De financiële situatie van de persoon met overmatige schuldenlast wordt in kaart gebracht en de ongecontroleerde druk van de schuldeisers valt voor die persoon weg dankzij het optreden van een schuldbemiddelaar, die luidens het nieuwe artikel 1675/6 van hetzelfde Wetboek wordt aangewezen door de rechter die voorafgaandelijk uitspraak zal hebben gedaan over de toelaatbaarheid van de vordering tot collectieve schuldenregeling. De beschikking van toelaatbaarheid doet een toestand van samenloop ontstaan tussen de schuldeisers en heeft de opschorting van de loop van de intresten en de onbeschikbaarheid van het vermogen van de verzoeker tot gevolg (artikel 1675/7 van hetzelfde Wetboek).

B.3.2. De schuldenaar stelt aan zijn schuldeisers voor een minnelijke collectieve aanzuiveringsregeling te treffen, onder toezicht van de rechter; die kan een gerechtelijke aanzuiveringsregeling opleggen indien geen akkoord wordt bereikt (artikel 1675/3). Die ontstentenis van akkoord wordt vastgesteld door de bemiddelaar (artikel 1675/11). De gerechtelijke aanzuiveringsregeling kan een aantal maatregelen bevatten, zoals het uitstel of de herschikking van betaling van de schulden of de gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van de moratoire intresten, vergoedingen en kosten (artikel 1675/12) en, indien die maatregelen het niet mogelijk maken de financiële situatie van de schuldenaar te herstellen, elke andere gedeeltelijke kwijtschelding van schulden, zelfs van kapitaal, op voorwaarde dat de in artikel 1675/13 vastgestelde voorwaarden in acht worden genomen. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 1675/13, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek blijkt dat die paragraaf is opgevat en aangenomen met de bedoeling rekening te houden met de realiteit van de overmatige schuldenlast: « schuldenaars zijn onvermogen en de economische logica mag niet aanvaarden dat deze personen zich verschansen in de ondergrondse economie en een gewicht voor de maatschappij blijven. Zij moeten opnieuw in het economisch en sociaal stelsel worden opgenomen door hen de mogelijkheid te geven een nieuwe start te nemen » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nrs. 1073/1-1074/1, p. 45).

B.3.3. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 1675/13 blijkt verder dat de wetgever strenge voorwaarden heeft gesteld aan de kwijtschelding van de schulden in hoofdsom:

« In principe gebeurt de gerechtelijke aanzuiveringsregeling zonder kwijtschelding van schulden in hoofdsom.

Bovendien kan de rechter, op verzoek van de schuldenaar, een grotere kwijtschelding van schulden beslissen dan deze bedoeld bij het vorig artikel, inzonderheid op de hoofdsom, maar mits naleving van heel strenge voorwaarden en modaliteiten, inzonderheid de tegeldemaking van alle goederen waarop beslag kan worden gelegd, conform de regels betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

Het spreekt voor zich dat deze maatregel slechts zal worden beslist indien de rechter deze onontbeerlijk acht in bijzonder ernstige toestanden van overmatige schuldenlast, waarin de schuldenaar niet over voldoende middelen beschikt om zijn schuldeisers terug te betalen. » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nrs. 1073/1-1074/1, p. 44)

De wetgever heeft ook uitdrukkelijk bepaald dat sommige schulden niet konden worden kwijtgescholden, met name de schulden van een gefailleerde die bestaan na de sluiting van het faillissement. Die uitsluiting is verantwoord door het feit dat « wanneer de handelsrechtbank beslist heeft om aan een gefailleerde het voordeel van de verschoonbaarheid [op grond van de artikelen 80 en volgende van de nieuwe faillissementswet van 8 augustus 1997] en dus van een kwijtschelding van schulden, te weigeren, op deze beslissing niet meer kan worden teruggekomen in het kader van een latere procedure van collectieve schuldenregeling » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nrs. 1073/1-1074/1, p. 47).

B.3.4. De uitzondering van paragraaf 4 werd als volgt verantwoord:

« Personen van wie het faillissement werd gesloten vóór de inwerkingtreding van de nieuwe wet op de faillissementen kunnen echter niet genieten van de nieuwe mogelijkheid verschoonbaar te worden verklaard.

Aan deze gefailleerden wordt dus de mogelijkheid ontzegd om van hun schulden te worden ontlast, zowel in toepassing van de toekomstige wet op de faillissementen, als in toepassing van § 3 van dit artikel.

Om aan deze onbillijke toestand te verhelpen, wordt in § 4 van dit artikel een uitzondering voorzien voor deze personen van wie het faillissement meer dan tien jaar geleden gesloten is, in toepassing van de oude wet, op voorwaarde dat zij het voorwerp niet hebben uitgemaakt van een veroordeling wegens eenvoudige of bedrieglijke bankbreuk. » (*ibid.*, pp. 47-48)

Wat het eerste onderdeel van de prejudiciële vraag betreft

B.4. Met de in het in het geding zijnde bepaling beoogde de wetgever de wetgeving inzake faillissement en de wetgeving inzake collectieve schuldenregeling, wat betreft de kwijtschelding van schulden, op elkaar af te stemmen. Meer specifiek wilde hij vermijden dat personen die vroeger als handelaar-natuurlijke persoon failliet werden verklaard later in een burgerlijke procedure kwijtschelding zouden kunnen verkrijgen van schulden die overbleven na het sluiten van het faillissement en waarvoor zij niet verschoonbaar waren verklaard. Hij wenste niet dat op dat punt de uitspraak van de handelsrechter en die van de beslagrechter met elkaar in tegenspraak zouden komen.

B.5. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.6. Het in het eerste onderdeel van de prejudiciële vraag gemaakte onderscheid tussen personen, die te dezen wel vergelijkbaar zijn, berust op een objectief criterium, namelijk de mogelijkheid tot verschoonbaarverklaring met oorspronkelijk een uitsluiting van vervolging door de schuldeisers als gevolg, en na de wetswijziging van 4 september 2002 een kwijtschelding van schulden als gevolg, en is pertinent ten opzichte van de in B.4 uiteengezette doelstelling. Gefailleerden van wie het faillissement is afgesloten onder de oude faillissementswet, hebben immers in het raam van de oude faillissementsprocedure nooit de kans gekregen om kwijtschelding van hun schulden door de rechtbank van koophandel te verkrijgen. Ofschoon artikel 534 van de oude faillissementswet erin voorzag dat de rechtbank besliste of de gefailleerde al dan niet verschoonbaar was, had een dergelijke verschoonbaarheid geen enkele invloed op de verhaalsrechten van de schuldeisers na sluiting van het faillissement. De verschoonbaarverklaring in de faillissementswet van 8 augustus 1997, in de versie vóór de wijziging ervan bij de wet van 4 september 2002, heeft daarentegen tot gevolg dat een gefailleerde niet meer kan worden vervolgd door zijn schuldeisers. Vermits de regeling van de verschoonbaarverklaring waarin bij de wet van 8 augustus 1997 is voorzien niet van toepassing was op faillissementen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de nieuwe faillissementswet (1 januari 1998) reeds waren afgesloten en gefailleerden wier faillissement vóór die datum onder de oude wetgeving was afgesloten bijgevolg voor altijd zouden kunnen worden vervolgd door hun schuldeisers, vermocht de wetgever in de wetgeving op de collectieve schuldenregeling voor die categorie van « oude gefailleerden » in een uitzondering te voorzien op de regel dat de rechter geen kwijtschelding kan verlenen voor de schulden van een gefailleerde die overblijven na het sluiten van een faillissement.

B.7. De regel dat de rechter geen kwijtschelding kan verlenen voor schulden van een gefailleerde die overblijven na de sluiting van het faillissement, kan niet als onevenredig worden beschouwd, vermits de faillissementswet via de verklaring van verschoonbaarheid een specifieke mogelijkheid tot kwijtschelding van schulden biedt zodat de betrokken bepaling in werkelijkheid enkel doelt op de schulden van de onverschoonbaar verklaarde gefailleerde. Weliswaar zijn het stelsel van de verschoonbaarheid en dat van de kwijtschelding van schulden in het kader van artikel 1675/13 van het Gerechtelijk Wetboek niet identiek doordat de toepassingsvoorwaarden en criteria verschillen - waarbij aan de kwijtschelding van schulden in hoofdsom strenge voorwaarden zijn gesteld -, toch moet worden vastgesteld dat beide gebaseerd zijn op de idee van de « fresh start », zijnde het verlenen van een nieuwe kans aan de gefailleerde respectievelijk de door schuldenlast getroffen persoon, zodat het in redelijkheid verantwoord is dat de wetgever heeft willen vermijden dat twee verschillende rechters in het kader van twee onderscheiden procedures hieromtrent uitspraak zouden doen.

B.8. De prejudiciële vraag dient, wat het eerste onderdeel betreft, ontkennend te worden beantwoord.

Wat het tweede onderdeel van de prejudiciële vraag betreft

B.9. Volgens het tweede onderdeel van de prejudiciële vraag zouden personen die failliet zijn verklaard onder de gelding van de wet van 8 augustus 1997 worden gediscrimineerd ten opzichte van personen die failliet zijn verklaard onder de faillissementswet van 4 september 2002, vermits, doordat de laatsten het voordeel kunnen genieten van « het ruimere en soepeler systeem » van verschoonbaarverklaring, de eerste categorie van personen zwaarder wordt benadeeld door de in het geding zijnde bepaling dan de tweede categorie.

De verwijzende rechter wenst in werkelijkheid te vernemen of, ten gevolge van de wijziging van de omschrijving van de voorwaarden voor en van de omvang van de gevolgen van de verschoonbaarverklaring, de wetgever de artikelen 10 en 11 van de Grondwet heeft geschonden door voor de niet-verschoonbaar verklaarde gefailleerde wiens faillissement is afgesloten onder de toepassing van de faillissementswet van 8 augustus 1997 maar vóór de inwerkingtreding van de wet van 4 september 2002, niet te voorzien in een uitzondering of in een overgangsmaatregel op de regel dat de schulden van een gefailleerde die overblijven na het sluiten van het faillissement, niet kunnen worden kwijtgescholden.

B.10. Artikel 80 van de faillissementswet, vóór de wijziging ervan bij artikel 27 van de wet van 4 september 2002, luidde :

« Nadat de rechtbank in voorkomend geval de betwistingen betreffende de rekening heeft beslecht en de rekening zo nodig heeft verbeterd, beveelt zij, op verslag van de rechter-commissaris, de sluiting van het faillissement.

De rechter-commissaris doet, aan de rechtbank in raadkamer mededeling van de beraadslaging van de schuldeisers over de verschoonbaarheid van de gefailleerde en brengt verslag uit over de omstandigheden van het faillissement. De rechtbank beslist of de gefailleerde al dan niet verschoonbaar is. Tegen die laatste beslissing over de verschoonbaarheid kan binnen een maand te rekenen van de bekendmaking derdenverzet worden gedaan door de individuele schuldeisers, of door de gefailleerde binnen een maand te rekenen van de kennisgeving van het vonnis tot sluiting van het faillissement.

De rechtbank kan beslissen dat het vonnis waarbij de sluiting van het faillissement wordt bevolen, bij uittreksel wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Het vonnis moet bekendgemaakt worden wanneer de rechtbank de gefailleerde verschoonbaar verklaart.

De sluiting van het faillissement maakt een einde aan de opdracht van de curators, behalve wat de uitvoering van de sluiting betreft, en houdt een algemene kwijting in. »

Dezelfde bepaling, zoals gewijzigd bij de wet van 4 september 2002, luidt :

« Nadat de rechtbank in voorkomend geval de betwistingen betreffende de rekening heeft beslecht en de rekening zo nodig heeft verbeterd, beveelt zij, op verslag van de rechter-commissaris, nadat de gefailleerde behoorlijk is opgeroepen met een gerechtsbrief die de tekst van dit artikel bevat, de sluiting van het faillissement.

De rechter-commissaris doet aan de rechtbank in raadkamer mededeling van de beraadslaging van de schuldeisers over de verschoonbaarheid van de gefailleerde en brengt verslag uit over de omstandigheden van het faillissement. De curator en de gefailleerde worden in raadkamer gehoord over de verschoonbaarheid en over de sluiting van het faillissement. Behalve in geval van gewichtige omstandigheden, met bijzondere redenen omkleed, spreekt de rechtbank de verschoonbaarheid uit van de ongelukkige gefailleerde die te goeder trouw handelt. De beslissing over de verschoonbaarheid is vatbaar voor derdenverzet bij wijze van een dagvaarding die de individuele schuldeisers binnen een maand te rekenen van de bekendmaking van het vonnis tot sluiting van het faillissement ervan aan de curator en aan de gefailleerde kunnen doen. Van het vonnis dat de sluiting van het faillissement gelast, wordt door toedoen van de griffier aan de gefailleerde kennis gegeven.

De rechtbank kan beslissen dat het vonnis waarbij de sluiting van het faillissement wordt bevolen, bij uittreksel wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Het vonnis moet bekendgemaakt worden wanneer de rechtbank de gefailleerde verschoonbaar verklaart.

De sluiting van het faillissement maakt een einde aan de opdracht van de curators, behalve wat de uitvoering van de sluiting betreft, en houdt een algemene kwijting in. »

B.11. Artikel 80 van de wet van 8 augustus 1997 maakt deel uit van de faillissementswetgeving, die in essentie ertoe strekt een billijk evenwicht tot stand te brengen tussen de belangen van de schuldenaar en de belangen van de schuldeisers.

De verklaring van verschoonbaarheid vormt voor de gefailleerde een gunstmaatregel die hem in staat stelt zijn activiteiten op een aangezuiverde basis te hervatten, en zulks niet alleen in zijn belang maar ook in het belang van zijn schuldeisers of sommigen onder hen die belang erbij kunnen hebben dat hun schuldenaar zijn activiteiten op een dergelijke basis hervat (*Parl. St.*, Kamer, 1991-1992, nr. 631/1, p. 35). In de parlementaire voorbereiding wordt gepreciseerd dat « verschoonbaarheid [...] een gunst [is] die aan de handelspartner wordt gegeven in zoverre hij, naar redelijke verwachtingen, een betrouwbare tegenpartij zal zijn wiens handels- of industriële activiteit het algemeen belang zal dienen » (*ibid.*, p. 36).

De wetgever, die van oordeel is dat « de mogelijkheid tot herstel [...] utopisch [blijft] indien [de gefailleerde] de last van het passief moet blijven dragen », heeft gemeend dat « het [...] immers niet te verantwoorden [is] dat het in gebreke blijven van de schuldenaar als gevolg van omstandigheden waarvan hij het slachtoffer is, hem verhindert andere activiteiten te verrichten » (*Parl. St.*, Kamer, 1991-1992, nr. 631/13, p. 50).

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever « op een evenwichtige wijze rekening [heeft willen] houden met de gecombineerde belangen van de gefailleerde zelf, van de schuldeisers, de werknemers en de economie in zijn geheel » en voor een menselijke regeling heeft willen zorgen die de rechten van alle betrokken partijen in acht neemt (*Parl. St.*, Kamer, 1991-1992, nr. 631/13, p. 29).

Met de wet van 4 september 2002 tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van vennootschappen heeft de wetgever beoogd met nog meer doeltreffendheid de oorspronkelijke doelstellingen te bereiken (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1132/001, p. 1) en heeft hij een nieuwe voorwaarde ingevoerd : de gefailleerde kan enkel verschoonbaar worden verklaard wanneer hij ongelukkig en te goeder trouw is. Wanneer hij aan die voorwaarde voldoet, kan hem de verschoonbaarheid door de rechtbank slechts geweigerd worden « in geval van gewichtige omstandigheden, met bijzondere redenen omkleed ».

B.12.1. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet vereisen niet dat een wijziging van wetgeving steeds met een overgangsstelsel gepaard zou gaan. Het is daarenboven inherent aan een nieuwe regeling dat een onderscheid wordt gemaakt tussen personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de vroegere regeling vielen en personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de nieuwe regeling vallen. Een dergelijk onderscheid maakt op zich geen schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet uit. Elke wetwijziging zou onmogelijk worden, indien zou worden aangenomen dat een nieuwe bepaling die grondwetsartikelen zou schenden om de enkele reden dat zij de toepassingsvereisten van de vroegere regeling wijzigt.

B.12.2. Ook al is de omschrijving van de voorwaarden voor en de omvang van de gevolgen van de verschoonbaarheid met de wet van 4 september 2002 gewijzigd, toch is zulk een wijziging niet van die aard dat zij de wetgever ertoe zou verplichten, gelet op het doel van de in het geding zijnde bepaling zoals uiteengezet in B.4, een bijkomende uitzondering aan te brengen op de regel dat de rechter in het kader van een procedure tot collectieve schuldenregeling geen kwijtschelding kan verlenen voor die schulden van een gefailleerde die overblijven na het sluiten van een faillissement. Zoals onder de gelding van het oorspronkelijke artikel 80 van de faillissementswet, behoudt de rechtbank van koophandel, ook na de wetwijziging van 4 september 2002, de mogelijkheid om de verschoonbaarheid te weigeren indien de gefailleerde niet ongelukkig en te goeder trouw is, en zelfs wanneer hij die voorwaarde vervult, indien ernstige omstandigheden, die volgens de wet speciaal moeten worden gemotiveerd, die weigering verantwoorden.

Vermits zowel onder de faillissementswet van 8 augustus 1997 als na de wetwijziging van 4 september 2002 het al dan niet toekennen van verschoonbaarheid door de rechtbank van koophandel een beslissing is die gezag van gewijsde heeft, is het, gelet op hetgeen voorafgaat, in redelijkheid verantwoord dat de wetgever niet toestaat dat de kwijtschelding van die schulden opnieuw ter beoordeling aan een rechter wordt voorgelegd.

B.13. De prejudiciële vraag dient, wat het tweede onderdeel betreft, ontkennend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 1675/13, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet doordat de beslagrechter geen kwijtschelding kan verlenen voor de schulden van een gefailleerde die overblijven na het sluiten van een faillissement waarvoor de gefailleerde niet verschoonbaar is verklaard met toepassing van de faillissementswet van 8 augustus 1997, zowel in de versie vóór als in de versie na de wijziging ervan bij de wet van 4 september 2002.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 22 juli 2004.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

A. Arts

COUR D'ARBITRAGE

[2004/202955]

Extrait de l'arrêt n° 139/2004 du 22 juillet 2004

Numéro du rôle : 2849

En cause : la question préjudicielle relative à l'article 1675/13, § 3, du Code judiciaire, posée par le Juge des saisies au Tribunal de première instance de Gand.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents A. Arts et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot et J.-P. Moerman, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président A. Arts,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 18 novembre 2003 en cause de G. De Fleurquin et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 1^{er} décembre 2003, le Juge des saisies du Tribunal de première instance de Gand a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 1675/13, § 3, du Code judiciaire viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet pas au juge des saisies d'accorder la remise des dettes du failli qui subsistent à l'issue de la faillite du fait que le failli n'a pas été déclaré excusable par application de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, tandis que le juge des saisies peut accorder la remise des dettes d'un failli qui subsistent à l'issue d'une faillite dont la clôture a été prononcée par application de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, et ce alors que ce n'est que par suite de la loi du 4 septembre 2002 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites que l'excusabilité est devenue la règle, si bien que la catégorie visée de faillis n'a pas davantage pu bénéficier de cette mesure de faveur ? »

(...)

III. *En droit*

(...)

B.1. L'article 1675/13 du Code judiciaire, modifié par l'article 5 de la loi du 19 avril 2002, dispose :

« § 1^{er}. Si les mesures prévues à l'article 1675/12, § 1^{er}, ne permettent pas d'atteindre l'objectif visé à l'article 1673/3, alinéa 3, à la demande du débiteur, le juge peut décider toute autre remise partielle de dettes, même en capital, aux conditions suivantes :

- tous les biens saisissables sont réalisés à l'initiative du médiateur de dettes, conformément aux règles des exécutions forcées. La répartition a lieu dans le respect de l'égalité des créanciers, sans préjudice des causes légitimes de préférence;

- après réalisation des biens saisissables, le solde restant dû par le débiteur fait l'objet d'un plan de règlement dans le respect de l'égalité des créanciers, sauf en ce qui concerne les obligations alimentaires en cours visées à l'article 1412, alinéa 1^{er}.

Sans préjudice de l'article 1675/15, § 2, la remise de dettes n'est acquise que lorsque le débiteur aura respecté le plan de règlement imposé par le juge et sauf retour à meilleure fortune du débiteur avant la fin du plan de règlement judiciaire.

§ 2. Le jugement mentionne la durée du plan de règlement judiciaire qui est comprise entre trois et cinq ans. L'article 51 n'est pas d'application.

§ 3. Le juge ne peut accorder de remise pour les dettes suivantes :

- les dettes alimentaires non échues au jour de la décision arrêtant le plan de règlement judiciaire;
- les dettes constituées d'indemnités accordées pour la réparation d'un préjudice corporel, causé par une infraction;
- les dettes d'un failli subsistant après la clôture de la faillite.

§ 4. Par dérogation au paragraphe précédent, le juge peut accorder la remise pour les dettes d'un failli, subsistant après une faillite dont la clôture a été prononcée en application de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis de paiement. Cette remise ne peut être accordée au failli qui a été condamné pour banqueroute simple ou frauduleuse.

§ 5. Sans préjudice de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et dans le respect de l'article 1675/3, alinéa 3, le juge peut, lorsqu'il établit le plan, déroger aux articles 1409 à 1412 par décision spécialement motivée. »

B.2. Le juge *a quo* demande à la Cour si le paragraphe 3 de la disposition précitée est compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant qu'il ne permet pas la remise des dettes d'un failli dont la faillite a été déclarée inexécutable sous l'empire de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

Cette catégorie de personnes serait ainsi traitée inégalement lorsqu'on la compare, premièrement, avec les personnes déclarées faillies sous l'empire de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis (dénommée ci-après « l'ancienne loi sur les faillites »), puisque ces dernières peuvent obtenir cette remise de dettes, conformément à l'article 1675/13, § 4, du Code judiciaire, à moins qu'elles n'aient été condamnées pour banqueroute simple ou frauduleuse.

Cette même catégorie de personnes serait discriminée, secondement, par rapport aux personnes qui ont été déclarées faillies sous l'empire de la loi du 8 août 1997 sur les faillites telle que celle-ci a été adaptée par la loi du 4 septembre 2002 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le Code judiciaire et le Code des sociétés (dénommée ci-après « la loi du 4 septembre 2002 »), qui a instauré un système plus souple de déclaration d'excusabilité.

B.3.1. La procédure de règlement collectif de dettes, instaurée par la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, a pour objectif principal de rétablir la situation financière d'un débiteur surendetté en lui permettant notamment, dans la mesure du possible, de payer ses dettes et en lui garantissant simultanément, ainsi qu'à sa famille, qu'ils pourront mener une vie conforme à la dignité humaine (article 1675/3, alinéa 3, du Code judiciaire inséré par l'article 2 de la loi précitée du 5 juillet 1998). La situation financière de la personne surendettée est globalisée et celle-ci est soustraite à la pression anarchique des créanciers grâce à l'intervention d'un médiateur de dettes, désigné aux termes de l'article 1675/6 nouveau du même Code par le juge qui aura, au préalable, statué sur l'admissibilité de la demande de règlement collectif de dettes. La décision d'admissibilité fait naître une situation de concours entre les créanciers et a pour effet la suspension du cours des intérêts et l'indisponibilité du patrimoine du requérant (article 1675/7 du même Code).

B.3.2. Le débiteur propose à ses créanciers de conclure un plan de règlement collectif amiable, sous le contrôle du juge; celui-ci peut imposer un plan de règlement judiciaire à défaut d'accord (article 1675/3). Ce défaut d'accord est constaté par le médiateur (article 1675/11). Le plan de règlement judiciaire peut comporter un certain nombre de mesures, tels le report ou le rééchelonnement du paiement des dettes ou la remise totale ou partielle des dettes d'intérêts moratoires, indemnités et frais (article 1675/12) et, si ces mesures ne permettent pas de rétablir la situation financière du débiteur, toute autre remise partielle de dettes, même en capital, moyennant le respect des conditions fixées par l'article 1675/13. Il appert des travaux préparatoires de l'article 1675/13, § 1^{er}, du Code judiciaire que ce paragraphe a été conçu et adopté dans le but de tenir compte de la réalité du surendettement : « des débiteurs sont insolubles, et la logique économique ne peut admettre que ces personnes se cantonnent dans l'économie souterraine et restent un poids pour la société. Il faut les réintégrer dans le système économique et social en leur permettant de prendre un nouveau départ » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n^{os} 1073/1-1074/1, p. 45).

B.3.3. Il ressort encore des travaux préparatoires de l'article 1675/13 que le législateur a posé des conditions sévères à la remise de dettes au principal :

« Le principe est le règlement judiciaire sans remise de dettes au principal.

En outre, à la demande du débiteur, le juge peut décider des remises de dettes plus étendues que celles visées à l'article précédent en particulier sur le principal, mais moyennant le respect de conditions et modalités fort sévères, en particulier la réalisation de tous les biens saisissables, conformément aux règles relatives aux exécutions forcées.

Il va de soi que cette mesure ne sera décidée que si le juge l'estime indispensable, face à des situations de surendettement particulièrement délabrées, où le débiteur ne dispose pas de moyens suffisants pour rembourser ses créanciers. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n^{os} 1073/1-1074/1, p. 44)

Le législateur a aussi expressément prévu que certaines dettes ne pouvaient pas faire l'objet d'une remise, notamment les dettes d'un failli subsistant après la clôture de la faillite. Cette exclusion a été justifiée par le fait qu'« il est logique que, lorsque le tribunal de commerce a décidé de refuser à un failli le bénéfice de l'excusabilité [sur la base des articles 80 et suivants de la nouvelle loi du 8 août 1997 sur les faillites], et donc d'une remise de dettes, cette décision ne puisse être revue dans le cadre d'une procédure ultérieure de règlement collectif » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n^{os} 1073/1-1074/1, p. 47).

B.3.4. L'exception inscrite au paragraphe 4 a été justifiée comme suit :

« La nouvelle possibilité d'être déclarées excusables ne pourra cependant pas profiter aux personnes dont la faillite a été clôturée avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les faillites.

Ces faillis sont donc privés de la possibilité d'être déchargés de leurs dettes, tant en application de la loi sur les faillites qu'en application du paragraphe 3 du présent article.

Pour résoudre cette situation injuste, il est prévu au paragraphe 4 du présent article, une exception pour ces personnes dont la faillite a été clôturée il y a plus de dix ans, sous l'emprise de l'ancienne loi, à condition qu'elles n'aient pas fait l'objet d'une condamnation pour banqueroute simple ou frauduleuse. » (*ibid.*, pp. 47-48)

S'agissant de la première partie de la question préjudicielle

B.4. En adoptant la disposition en cause, le législateur visait à aligner l'une sur l'autre la législation en matière de faillites et celle régissant le règlement collectif de dettes, en ce qui concerne la remise de dettes. Il entendait éviter, en particulier, que des personnes déclarées faillies en tant que commerçants personnes physiques puissent obtenir ultérieurement, à la suite d'une procédure civile, la remise des dettes qui subsistaient après la clôture de la faillite pour laquelle elles n'avaient pas été déclarées excusables. Il ne souhaitait pas que la décision du juge de commerce et celle du juge des saisies puissent se contredire sur ce point.

B.5. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.6. La distinction opérée dans la première partie de la question préjudicielle entre des personnes qui, en l'espèce, sont bien comparables, repose sur un critère objectif, à savoir la possibilité pour le failli d'être déclaré excusable avec comme conséquence initialement une exclusion de poursuites par les créanciers et après la modification législative du 4 septembre 2002 une remise des dettes, et est pertinente par rapport à l'objectif exposé au B.4. Les faillis dont la faillite a été clôturée par application de l'ancienne loi sur les faillites n'ont en effet jamais eu la possibilité, dans le cadre de l'ancienne procédure de faillite, d'obtenir une remise de leurs dettes par le tribunal de commerce. Bien que l'article 534 de l'ancienne loi sur les faillites prévît que le tribunal décide si le failli est ou non excusable, cette excusabilité n'avait aucune influence sur les droits de poursuite des créanciers après la clôture de la faillite. Par contre, la déclaration d'excusabilité prévue par la loi du 8 août 1997 sur les faillites, dans la version de cette loi antérieure à sa modification par la loi du 4 septembre 2002, a pour effet qu'un failli ne peut plus être poursuivi par ses créanciers. Dès lors que le régime de l'excusabilité prévu dans la loi du 8 août 1997 n'était pas applicable aux faillites déjà clôturées au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les faillites (le 1^{er} janvier 1998) et que les faillis dont la faillite avait été clôturée avant cette date, par application de l'ancienne législation, auraient par conséquent pu être poursuivis en tout temps par leurs créanciers, le législateur pouvait prévoir dans la législation sur le règlement collectif de dettes, à l'égard de cette catégorie « d'anciens faillis », une exception à la règle selon laquelle le juge ne peut accorder la remise des dettes d'un failli qui subsistent après la clôture de la faillite.

B.7. La règle en vertu de laquelle le juge ne peut accorder de remise pour les dettes d'un failli subsistant après la clôture de la faillite ne peut pas être considérée comme disproportionnée, puisque la loi sur les faillites offre une possibilité spécifique de remise des dettes, par le biais de la déclaration d'excusabilité, en sorte que la disposition en cause ne vise en réalité que les dettes du failli déclaré non excusable. Le régime de l'excusabilité et celui de la remise de dettes dans le cadre de l'article 1675/13 du Code judiciaire ne sont certes pas identiques, étant donné que les conditions d'application et les critères diffèrent - des conditions sévères étant mises à la remise de la dette au principal-, mais il convient d'observer que tous deux sont basés sur l'idée de « fresh start », c'est-à-dire le fait d'offrir une nouvelle chance au failli ou à la personne endettée, de sorte qu'il est raisonnablement justifié que le législateur ait voulu éviter que deux juges différents puissent se prononcer à ce sujet dans le cadre de deux procédures distinctes.

B.8. La question préjudicielle appelle une réponse négative en ce qui concerne sa première partie.

S'agissant de la deuxième partie de la question préjudicielle

B.9. Selon la deuxième partie de la question préjudicielle, des personnes qui ont été déclarées faillies sous l'empire de la loi du 8 août 1997 seraient discriminées par rapport aux personnes qui ont été déclarées faillies sous l'empire de la loi du 4 septembre 2002 sur les faillites parce que, ces dernières pouvant bénéficier d'un régime « plus large et plus souple » d'excusabilité, la première catégorie de personnes serait plus gravement lésée que la seconde par la disposition en cause.

Le juge *a quo* souhaite en réalité savoir si, à la suite de la modification de la définition des conditions permettant de bénéficier d'une déclaration d'excusabilité et de l'étendue des effets de cette déclaration, le législateur a violé les articles 10 et 11 de la Constitution en ne prévoyant pas, en faveur des personnes faillies qui n'ont pas été déclarées excusables et dont la faillite a été clôturée par application de la loi sur les faillites du 8 août 1997 mais avant l'entrée en vigueur de la loi du 4 septembre 2002, une mesure transitoire ou une exception à la règle en vertu de laquelle les dettes du failli qui subsistent après la clôture de la faillite ne peuvent être remises.

B.10. L'article 80 de la loi sur les faillites, avant sa modification par l'article 27 de la loi du 4 septembre 2002, disposait :

« Sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal ordonne la clôture de la faillite, après avoir tranché le cas échéant les contestations relatives au compte et redressé celui-ci s'il y a lieu.

Le juge-commissaire présente au tribunal, en chambre du conseil, la délibération des créanciers relative à l'excusabilité du failli, et un rapport sur les circonstances de la faillite. Le tribunal décide si le failli est ou non excusable. La décision sur l'excusabilité est susceptible de tierce-opposition de la part des créanciers individuellement dans le mois à compter de la publication, ou de la part du failli dans le mois à compter de la notification du jugement de clôture.

Le tribunal peut décider que le jugement ordonnant la clôture de la faillite sera publié par extrait au *Moniteur belge*. Ce jugement doit être publié lorsque le tribunal déclare le failli excusable.

Sauf pour ce qui concerne son exécution, la clôture de la faillite met fin aux fonctions des curateurs; elle emporte décharge générale. »

La même disposition, modifiée par la loi du 4 septembre 2002, énonce :

« Sur le rapport du juge-commissaire, le failli dûment appelé par pli judiciaire contenant le texte du présent article, le tribunal ordonne la clôture de la faillite, après avoir tranché le cas échéant les contestations relatives au compte et redressé celui-ci s'il y a lieu.

Le juge-commissaire présente au tribunal, en chambre du conseil, la délibération des créanciers relative à l'excusabilité du failli, et un rapport sur les circonstances de la faillite. Le curateur et le failli sont entendus en chambre du conseil sur l'excusabilité et sur la clôture de la faillite. Sauf circonstances graves spécialement motivées, le tribunal prononce l'excusabilité du failli malheureux et de bonne foi. La décision sur l'excusabilité est susceptible de tierce-opposition par citation donnée au curateur et au failli de la part des créanciers individuellement dans le mois à compter de la publication du jugement de clôture de la faillite. Le jugement ordonnant la clôture de la faillite est notifié au failli par les soins du greffier.

Le tribunal peut décider que le jugement ordonnant la clôture de la faillite sera publié par extrait au *Moniteur belge*. Ce jugement doit être publié lorsque le tribunal déclare le failli excusable.

Sauf pour ce qui concerne son exécution, la clôture de la faillite met fin aux fonctions des curateurs; elle emporte décharge générale. »

B.11. L'article 80 de la loi du 8 août 1997 s'inscrit dans la législation sur les faillites, qui vise essentiellement à réaliser un juste équilibre entre les intérêts du débiteur et ceux des créanciers.

La déclaration d'excusabilité constitue pour le failli une mesure de faveur qui lui permet de reprendre ses activités sur une base assainie, et ceci non seulement dans son intérêt, mais aussi dans l'intérêt de ses créanciers ou de certains d'entre eux qui peuvent avoir intérêt à ce que leur débiteur reprenne ses activités sur une telle base (*Doc. parl.*, Chambre, 1991-1992, n° 631/1, p. 35). Les travaux préparatoires précisent que « l'excusabilité reste une mesure de faveur accordée au débiteur qui, nonobstant sa faillite, peut être un partenaire commercial fiable dont le maintien en activité commerciale ou industrielle sert l'intérêt général » (*ibid.*, p. 36).

Jugeant que « la faculté de se redresser est [...] utopique si [le failli] doit conserver la charge du passif », le législateur a estimé que « rien ne justifie que la défaillance du débiteur, conséquence de circonstances dont il est victime, l'empêche de reprendre d'autres activités » (*Doc. parl.*, Chambre, 1991-1992, n° 631/13, p. 50).

Il ressort des travaux parlementaires que le législateur s'est soucié de tenir « compte, de manière équilibrée, des intérêts combinés de la personne du failli, des créanciers, des travailleurs et de l'économie dans son ensemble » et d'assurer un règlement humain qui respecte les droits de toutes les parties intéressées (*Doc. parl.*, Chambre, 1991-1992, n° 631/13, p. 29).

Par la loi du 4 septembre 2002 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le Code judiciaire et le Code des sociétés, le législateur a entendu atteindre les objectifs originaux avec encore davantage d'efficacité (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1132/001, p. 1) et a introduit une exigence nouvelle : le failli ne peut être excusé que s'il est malheureux et de bonne foi. S'il satisfait à cette condition, l'excusabilité ne peut lui être refusée que si le tribunal constate qu'il existe des « circonstances graves spécialement motivées ».

B.12.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne requièrent pas qu'une modification législative soit toujours accompagnée d'un régime transitoire. C'est en outre le propre d'une nouvelle règle d'établir une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entreraient dans le champ d'application de la règle antérieure et les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de la nouvelle règle. Semblable distinction ne viole pas en soi les articles 10 et 11 de la Constitution. A peine de rendre impossible toute modification de la loi, il ne peut être soutenu qu'une disposition nouvelle violerait les articles constitutionnels susdits par cela seul qu'elle modifie les conditions d'application de la législation ancienne.

B.12.2. Même si la loi du 4 septembre 2002 a modifié la définition des conditions de l'excusabilité et de l'étendue des effets de celle-ci, cette modification n'est pas de nature à obliger le législateur, compte tenu de l'objectif de la disposition en cause exposé au B.4, à prévoir une exception supplémentaire à la règle en vertu de laquelle, dans le cadre d'une procédure de règlement collectif de dettes, le juge ne peut accorder la remise des dettes d'un failli qui subsistent après la clôture de la faillite. Comme sous l'empire de l'article 80 originaire de la loi sur les faillites, le tribunal de commerce conserve, même après la modification législative du 4 septembre 2002, la faculté de refuser l'excusabilité si le failli n'est pas malheureux et de bonne foi et même, lorsqu'il satisfait à cette condition, si des circonstances graves, qui selon la loi doivent être spécialement motivées, justifient ce refus.

Dès lors que tant sous l'empire de la loi du 8 août 1997 sur les faillites qu'après la modification législative du 4 septembre 2002, l'octroi éventuel de l'excusabilité par le tribunal de commerce est une décision ayant autorité de chose jugée, il se justifie raisonnablement, eu égard à ce qui précède, que le législateur n'autorise pas que la remise de ces dettes soit à nouveau soumise à l'appréciation d'un juge.

B.13. La question préjudicielle appelle une réponse négative en ce qui concerne sa deuxième partie.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 1675/13, § 3, du Code judiciaire ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet pas au juge des saisies d'accorder la remise des dettes du failli qui subsistent après la clôture d'une faillite pour laquelle le failli n'a pas été déclaré excusable en application de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, tant dans sa version antérieure que dans sa version postérieure à la modification apportée par la loi du 4 septembre 2002.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 22 juillet 2004.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
A. Arts

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[2004/202955]

Auszug aus dem Urteil Nr. 139/2004 vom 22. Juli 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2849

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf Artikel 1675/13 § 3 des Gerichtsgesetzbuches, gestellt vom Pfändungsrichter am Gericht erster Instanz Gent.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden A. Arts und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot und J.-P. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden A. Arts,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand der präjudiziellen Frage und Verfahren

In seinem Urteil vom 18. November 2003 in Sachen G. De Fleurquin und anderer, dessen Ausfertigung am 1. Dezember 2003 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Pfändungsrichter am Gericht erster Instanz Gent folgende präjudizielle Frage gestellt :

« Verstößt Artikel 1675/13 § 3 des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er dem Pfändungsrichter die Möglichkeit versagt, dem Konkursschuldner, der in Anwendung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 für nicht entschuldbar erklärt wurde, die nach dem Konkursverfahren übrigbleibenden Schulden zu erlassen, während dem Pfändungsrichter wohl die Möglichkeit gewährt wurde, dem Konkursschuldner die Schulden zu erlassen, die nach einem Konkursverfahren übrigbleiben, dessen Aufhebung ausgesprochen wurde gemäß dem Gesetz vom 18. April 1851 über den Konkurs, und dies während die Entschuldbarkeit erst infolge des Gesetzes vom 4. September 2002 zur Abänderung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 die Regel geworden ist, so daß die genannte Kategorie von Konkursschuldnern diese Vergünstigung ebensowenig haben genießen können? »

(...)

III. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Artikel 1675/13 des Gerichtsgesetzbuches, abgeändert durch Artikel 5 des Gesetzes vom 19. April 2002, bestimmt :

« § 1. Reichen die in Artikel 1675/12 § 1 vorgesehenen Maßnahmen nicht aus, um das in Artikel 1675/3 Absatz 3 erwähnte Ziel zu erreichen, kann der Richter auf Anfrage des Schuldners über jeden anderen teilweisen Schuldenerlaß, selbst in bezug auf das Kapital, befinden, unter folgenden Bedingungen :

— Alle pfändbaren Güter werden auf Initiative des Schuldenvermittlers gemäß den Regeln der Zwangsvollstreckung realisiert. Die Verteilung erfolgt unter Wahrung der Gleichheit der Gläubiger, unbeschadet der rechtmäßigen Vorranggründe;

— Nach Realisierung der pfändbaren Güter wird der vom Schuldner noch geschuldete Restbetrag Gegenstand eines Schuldenregelungsplans unter Wahrung der Gleichheit der Gläubiger, mit Ausnahme dessen, was die laufenden, in Artikel 1412 Absatz 1 erwähnten Unterhaltspflichten betrifft.

Unbeschadet des Artikels 1675/15 § 2 wird der Schuldenerlaß nur gewährt, wenn der Schuldner dem vom Richter auferlegten Schuldenregelungsplan nachgekommen und keine Besserung der Finanzlage des Schuldners vor Ablauf des gerichtlichen Schuldenregelungsplans eingetreten ist.

§ 2. Im Urteil ist die Dauer des gerichtlichen Schuldenregelungsplans, die zwischen drei und fünf Jahren liegt, vermerkt. Artikel 51 findet keine Anwendung.

§ 3. Der Richter kann keinen Schuldenerlaß für folgende Schulden gewähren :

— Unterhaltsschulden, die am Tag der Entscheidung, durch die der gerichtliche Schuldenregelungsplan erlassen wird, noch nicht fällig sind;

— Schulden, die Schadenersatz beinhalten, der für die Wiedergutmachung einer durch eine Straftat verursachten Körperverletzung zuerkannt worden ist;

— Schulden eines Konkursschuldners, die nach Aufhebung des Konkursverfahrens übrigbleiben.

§ 4. In Abweichung vom vorhergehenden Paragraphen kann der Richter Schuldenerlaß für die Schulden eines Konkursschuldners gewähren, die nach einem Konkursverfahren übrigbleiben, dessen Aufhebung in Anwendung des Gesetzes vom 18. April 1851 über den Konkurs, den Bankrott und den Zahlungsaufschub ausgesprochen worden ist. Dieser Schuldenerlaß kann einem Konkursschuldner, der wegen einfachen oder betrügerischen Bankrotts verurteilt worden ist, nicht gewährt werden.

§ 5. Unbeschadet des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum und unter Berücksichtigung von Artikel 1675/3 Absatz 3 kann der Richter, wenn er den Plan aufstellt, durch eine mit besonderen Gründen versehene Entscheidung von den Artikeln 1409 bis 1412 abweichen. »

B.2. Der verweisende Richter fragt den Hof, ob Paragraph 3 der obengenannten Bestimmung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist, insofern er nicht den Erlaß der Schulden eines Konkursschuldners, dessen Konkurs unter der Geltung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 für nicht entschuldbar erklärt worden ist, erlaubt.

Somit würde diese Kategorie von Personen erstens im Vergleich zu jenen Personen ungleich behandelt, über die unter der Geltung des Gesetzes vom 18. April 1851 über den Konkurs, den Bankrott und den Zahlungsaufschub (weiter unten « das alte Konkursgesetz » genannt) ein Konkursverfahren eröffnet wurde, da letzteren gemäß den Bestimmungen von Artikel 1675/13 § 4 des Gerichtsgesetzbuches sehr wohl ihre Schulden erlassen werden können, es sei denn, sie sind wegen einfachen oder betrügerischen Bankrotts verurteilt worden.

Sie würden zweitens im Vergleich zu jenen Personen diskriminiert, über die unter der Geltung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997, angepaßt durch das Gesetz vom 4. September 2002 zur Abänderung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997, des Gerichtsgesetzbuches und des Gesellschaftsgesetzbuches (weiter unten « das Gesetz vom 4. September 2002 » genannt), das ein flexibleres System der Entschuldbarkeitserklärung eingeführt hat, ein Konkursverfahren eröffnet wurde.

B.3.1. Das Verfahren der kollektiven Schuldenregelung, das durch das Gesetz vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenregelung und die Möglichkeit eines freihändigen Verkaufs gepfändeter unbeweglicher Güter eingeführt worden ist, hat hauptsächlich zum Ziel, die Finanzlage des überschuldeten Schuldners zu sanieren, indem er insbesondere in die Lage versetzt wird, im Rahmen des Möglichen seine Schulden zu zahlen, und gleichzeitig garantiert wird, daß er selbst und seine Familie ein menschenwürdiges Leben führen können (Artikel 1675/3 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 des vorgenannten Gesetzes vom 5. Juli 1998). Die Finanzlage der überschuldeten Person wird erfaßt, und diese wird dem unkontrollierten Druck der Gläubiger entzogen durch das Eingreifen des Schuldenvermittlers, der laut dem neuen Artikel 1675/6 desselben Gesetzbuches durch den Richter bestellt wird, nachdem dieser über die Annehmbarkeit des Antrags auf kollektive Schuldenregelung befunden hat. Durch die Annehmbarkeitsentscheidung entsteht eine Konkurrenzsituation zwischen den Gläubigern; diese Entscheidung hat außerdem die Aussetzung des Laufs der Zinsen und die Unverfügbarkeit des Vermögens des Antragstellers zur Folge (Artikel 1675/7 desselben Gesetzbuches).

B.3.2. Der Schuldner schlägt seinen Gläubigern vor, einen gütlichen kollektiven Schuldenregelungsplan unter richterlicher Aufsicht zu vereinbaren; der Richter kann einen gerichtlichen Schuldenregelungsplan auferlegen, wenn keine Vereinbarung getroffen wird (Artikel 1675/3). Dieses Fehlen einer Vereinbarung wird durch den Schuldenvermittler festgestellt (Artikel 1675/11). Der gerichtliche Schuldenregelungsplan kann eine Reihe von Maßnahmen enthalten, wie z.B. den Aufschub oder die Neuverteilung der Zahlung der Schulden oder den vollständigen oder teilweisen Erlaß der Aufschubzinsen, Entschädigungen und Kosten (Artikel 1675/12) und, wenn durch diese Maßnahmen die finanzielle Situation des Schuldners nicht geregelt werden kann, jeden anderen teilweisen Erlaß von Schulden, selbst in bezug auf das Kapital, vorausgesetzt, die in 1675/13 festgelegten Bedingungen sind erfüllt worden. Aus den Vorarbeiten zum Artikel 1675/13 § 1 des Gerichtsgesetzbuches wird ersichtlich, daß dieser Paragraph abgefaßt und angenommen wurde, um der Realität der Überschuldung Rechnung zu tragen : « Schuldner sind zahlungsunfähig, und die wirtschaftliche Logik kann nicht zulassen, daß diese Personen sich in den wirtschaftlichen Untergrund zurückziehen und der Gesellschaft zur Last fallen. Sie müssen wieder in das Wirtschafts- und Sozialsystem eingegliedert werden, indem man ihnen die Möglichkeit eines Neubeginns gibt » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nrn. 1073/1-1074/1, S. 45).

B.3.3. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 1675/13 geht ferner hervor, daß der Gesetzgeber strenge Bedingungen für den Erlaß der Schulden in der Hauptsomme vorgeschrieben hat :

« Grundsätzlich erfolgt die gerichtliche Schuldenregelung ohne Erlaß der Schulden in der Hauptsomme.

Außerdem kann der Richter auf Antrag des Schuldners einen weiterreichenden Schuldenerlaß als den im vorigen Artikel vorgesehenen beschließen, insbesondere hinsichtlich der Hauptsomme, allerdings unter Einhaltung sehr strenger Bedingungen und Modalitäten, wobei es sich insbesondere um Realisierung aller pfändbaren Güter handelt, gemäß den Vorschriften bezüglich der Zwangsvollstreckung.

Es versteht sich von selbst, daß diese Maßnahme nur dann beschlossen wird, wenn der Richter sie in besonders gravierenden Situationen der Überschuldung, wobei der Schuldner nicht über ausreichende Mittel verfügt, um seine Gläubiger zu befriedigen, für unentbehrlich hält. » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nrn. 1073/1-1074/1, S. 44)

Der Gesetzgeber hat außerdem ausdrücklich vorgesehen, daß gewisse Schulden nicht erlassen werden können, insbesondere die Schulden eines Konkursschuldners, die nach Aufhebung des Konkursverfahrens bestehen bleiben. Dieser Ausschluß wurde dadurch gerechtfertigt, daß « wenn das Handelsgericht entschieden hat, einem Konkurs-schuldner den Vorteil der Entschuldbarkeit [aufgrund der Artikel 80 ff. des neuen Konkursgesetzes vom 8. August 1997] und somit eines Schuldenerlasses zu verweigern, diese Entscheidung im Rahmen eines späteren Verfahrens kollektiver Schuldenregelung nicht revidiert werden kann » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nrn. 1073/1-1074/1, S. 47).

B.3.4. Die in Paragraph 4 vorgesehene Ausnahme wurde folgendermaßen gerechtfertigt :

« Personen, deren Konkursverfahren vor dem Inkrafttreten des neuen Konkursgesetzes abgeschlossen wurde, können jedoch nicht die neue Möglichkeit beanspruchen, für entschuldbar erklärt zu werden.

Diesen Konkurs-schuldner wird somit die Möglichkeit verweigert, aus ihren Schulden entlassen zu werden, sowohl in Anwendung des künftigen Konkursgesetzes, als auch in Anwendung von § 3 dieses Artikels.

Um diesen ungerechten Zustand zu beseitigen, wird in § 4 dieses Artikels eine Ausnahme für diese Personen vorgesehen, deren Konkursverfahren in Anwendung des alten Gesetzes vor mehr als zehn Jahren abgeschlossen wurde, vorausgesetzt, sie wurden nicht wegen einfachen oder betrügerischen Bankrotts verurteilt. » (ebenda, SS. 47-48)

Hinsichtlich des ersten Teils der präjudiziellen Frage

B.4. Mit der fraglichen Bestimmung wollte der Gesetzgeber die Gesetzgebung über den Konkurs und die Gesetzgebung über die kollektive Schuldenregelung hinsichtlich des Schuldenerlasses aufeinander abstimmen. Insbesondere wollte er vermeiden, daß natürlichen Personen, über die früher als Kaufmann ein Konkursverfahren eröffnet worden war, später in einem Zivilverfahren Schulden erlassen werden, die nach Aufhebung des Konkursverfahrens übriggeblieben sind, für das sie nicht für entschuldbar erklärt wurden. Er wollte nicht, daß in diesem Punkt die Entscheidung des Handelsrichters und diejenige des Pfändungsrichters einander widersprechen.

B.5. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.6. Der im ersten Teil der präjudiziellen Frage gemachte Unterschied zwischen Personen, die im vorliegenden Fall wohl vergleichbar sind, beruht auf einem objektiven Kriterium, und zwar der Möglichkeit der Entschuldbarkeitserklärung, die ursprünglich einen Ausschluß der Verfolgung durch die Gläubiger zur Folge hatte und seit der Gesetzesänderung vom 4. September 2002 zum Schuldenerlaß führt, und ist relevant angesichts der in B.4 dargelegten Zielsetzung. Konkurs-schuldner, bei denen das Konkursverfahren unter der Geltung des alten Konkursgesetzes aufgehoben wurde, haben nämlich im Rahmen des alten Konkursverfahrens niemals die Möglichkeit gehabt, vom Handelsgericht den Erlaß ihrer Schulden zu erhalten. Wengleich Artikel 534 des alten Konkursgesetzes vorsah, daß vom Gericht entschieden wurde, ob der Konkurs-schuldner entschuldbar ist oder nicht, hatte eine solche Entschuld-barkeitserklärung keinerlei Einfluß auf die Forderungsrechte der Gläubiger nach Aufhebung des Konkursverfahrens. Die Entschuldbarkeitserklärung nach dem Konkursgesetz vom 8. August 1997 in der vor dessen Abänderung durch das Gesetz vom 4. September 2002 geltenden Fassung führt hingegen dazu, daß ein Konkurs-schuldner nicht mehr von seinen Gläubigern verfolgt werden kann. Da die im Gesetz vom 8. August 1997 vorgesehene Regelung der Entschuldbarkeitserklärung nicht auf Konkursverfahren anwendbar war, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Konkursgesetzes (1. Januar 1998) bereits aufgehoben worden waren, und Konkurs-schuldner, bei denen das Konkursverfahren vor diesem Datum unter der Geltung der alten Gesetzgebung aufgehoben worden war, demzufolge für immer von ihren Gläubigern verfolgt werden könnten, konnte der Gesetzgeber in der Gesetzgebung über die kollektive Schuldenregelung für diese Kategorie der « alten Konkurs-schuldner » berechtigterweise eine Ausnahme von der Regel vorsehen, der zufolge der Richter dem Konkurs-schuldner keine Schulden erlassen kann, die nach der Aufhebung des Konkursverfahrens übrigbleiben.

B.7. Die Regel, der zufolge der Richter dem Konkurs-schuldner keine Schulden erlassen kann, die nach der Aufhebung des Konkursverfahrens übrigbleiben, kann nicht als unverhältnismäßig bewertet werden, da das Konkursgesetz durch die Entschuldbarkeitserklärung eine spezifische Möglichkeit des Schuldenerlasses bietet, so daß die betreffende Bestimmung in Wirklichkeit nur auf die Schulden des nicht für entschuldbar erklärten Konkurs-schuldners abzielt. Zwar sind das System der Entschuldbarkeitserklärung und das System des Schuldenerlasses im Rahmen von Artikel 1675/13 des Gerichtsgesetzbuches nicht identisch, indem die Anwendungsbedingungen und Kriterien unterschiedlich sind - wobei strenge Bedingungen für den Erlaß der Schulden in der Hauptsomme vorgeschrieben sind -, aber dennoch ist festzuhalten, daß beide auf dem Gedanken des « fresh start » beruhen, d.h. dem Konkurs-schuldner bzw. der überschuldeten Person eine neue Chance zu geben, so daß es vernünftigerweise gerechtfertigt ist, daß der Gesetzgeber vermeiden wollte, daß zwei verschiedene Richter im Rahmen von zwei unterschiedlichen Verfahren darüber entscheiden.

B.8. Die präjudizielle Frage ist, was den ersten Teil betrifft, verneinend zu beantworten.

Hinsichtlich des zweiten Teils der präjudiziellen Frage

B.9. Dem zweiten Teil der präjudiziellen Frage zufolge würden Personen, über die das Konkursverfahren unter der Geltung des Gesetzes vom 8. August 1997 eröffnet wurde, diskriminiert gegenüber Personen, über die das Konkursverfahren unter der Geltung des Konkursgesetzes vom 4. September 2002 eröffnet wurde, indem letztere in den Genuß des « großzügigeren und flexibleren Systems » der Entschuldbarkeitserklärung gelangen könnten und erstere durch die fragliche Bestimmung schwerer benachteiligt würden als letztere.

Der verweisende Richter möchte in Wirklichkeit erfahren, ob der Gesetzgeber infolge der Änderung der Umschreibung der Bedingungen sowie des Umfangs der Folgen der Entschuldbarkeitserklärung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen hat, indem er für den nicht für entschuldbar erklärten Konkurschuldner, bei dem das Konkursverfahren unter der Geltung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997, aber vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 4. September 2002 aufgehoben wurde, angesichts der Regel, der zufolge dem Konkurschuldner kein Erlaß der nach Aufhebung des Konkursverfahrens übrigbleibenden Schulden gewährt werden kann, keine Ausnahme oder Übergangsmaßnahme vorgesehen hat.

B.10. Artikel 80 des Konkursgesetzes besagte vor seiner Abänderung durch Artikel 27 des Gesetzes vom 4. September 2002 :

« Nach Bericht des Konkursrichters ordnet das Gericht die Aufhebung des Konkursverfahrens an, nachdem es gegebenenfalls in den Streitfällen in bezug auf die Rechnung entschieden und die Rechnung erforderlichenfalls berichtet hat.

Der Konkursrichter teilt dem Gericht in der Ratskammer die Beratung der Gläubiger über die Entschuldbarkeit des Konkurschuldners mit und erstattet Bericht über die Umstände des Konkurses. Das Gericht beschließt, ob der Konkurschuldner entschuldbar ist oder nicht. Gegen den Beschluß über die Entschuldbarkeit kann binnen einem Monat ab der Veröffentlichung individuell von den Gläubigern oder binnen einem Monat ab Notifizierung des Aufhebungsurteils vom Konkurschuldner Dritteinspruch erhoben werden.

Das Gericht kann beschließen, daß das Urteil, durch das die Aufhebung des Konkursverfahrens angeordnet wird, auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird. Dieses Urteil muß veröffentlicht werden, wenn das Gericht den Konkurschuldner für entschuldbar erklärt.

Mit der Aufhebung des Konkursverfahrens endet der Auftrag der Konkursverwalter, ausgenommen für das, was die Ausführung der Aufhebung betrifft, und geht eine allgemeine Entlastung einher. »

In der durch das Gesetz vom 4. September 2002 abgeänderten Fassung lautet dieselbe Bestimmung :

« Nach Bericht des Konkursrichters ordnet das Gericht nach ordnungsgemäßer Vorladung des Konkurschuldners per Gerichtsbrief, der den Wortlaut des vorliegenden Artikels enthält, die Aufhebung des Konkursverfahrens an, nachdem es gegebenenfalls in den Streitfällen in bezug auf die Rechnung entschieden und die Rechnung erforderlichenfalls berichtet hat.

Der Konkursrichter teilt dem Gericht in der Ratskammer die Beratung der Gläubiger über die Entschuldbarkeit des Konkurschuldners mit und erstattet Bericht über die Umstände des Konkurses. Der Konkursverwalter und der Konkurschuldner werden in der Ratskammer über die Entschuldbarkeit und die Aufhebung des Konkursverfahrens angehört. Außer bei schwerwiegenden Umständen, die besonders zu begründen sind, verkündet das Gericht die Entschuldbarkeit des unglücklichen Konkurschuldners, der aus Gutgläubigkeit gehandelt hat. Gegen den Beschluß über die Entschuldbarkeit des Konkurschuldners kann binnen einem Monat ab der Veröffentlichung des Urteils zur Aufhebung des Konkursverfahrens von jedem Gläubiger persönlich Dritteinspruch erhoben werden durch Ladung des Konkursverwalters und des Konkurschuldners. Das Urteil, durch das die Aufhebung des Konkursverfahrens angeordnet wird, wird dem Konkurschuldner auf Betreiben des Greffiers notifiziert.

Das Gericht kann beschließen, daß das Urteil, durch das die Aufhebung des Konkursverfahrens angeordnet wird, auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird. Dieses Urteil muß veröffentlicht werden, wenn das Gericht den Konkurschuldner für entschuldbar erklärt.

Mit der Aufhebung des Konkursverfahrens endet der Auftrag der Konkursverwalter, ausgenommen für das, was die Ausführung der Aufhebung betrifft, und geht eine allgemeine Entlastung einher. »

B.11. Artikel 80 des Gesetzes vom 8. August 1997 ist Bestandteil der Konkursgesetzgebung, die im wesentlichen dazu dient, einen billigen Ausgleich zwischen den Interessen des Schuldners und denjenigen der Gläubiger herzustellen.

Die Entschuldbarkeitserklärung stellt für den Konkurschuldner eine Gunstmaßnahme dar, die es ihm ermöglicht, seine Tätigkeiten auf einer sanierten Grundlage wieder aufzunehmen, dies nicht nur in seinem Interesse, sondern auch im Interesse seiner Gläubiger oder einiger von ihnen, die ein Interesse daran haben können, daß ihr Schuldner seine Tätigkeiten auf einer solchen Grundlage wieder aufnimmt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1991-1992, Nr. 631/1, S. 35). In den Vorarbeiten wurde darauf hingewiesen, daß « die Entschuldbarkeit [...] eine Begünstigung [ist], die einem Handelspartner gewährt wird, insofern er nach vernünftigen Erwartungen ein zuverlässiger Partner sein wird, dessen kaufmännische oder industrielle Tätigkeit dem Gemeinwohl dienen wird » (ebenda, S. 36).

Der Gesetzgeber, der der Auffassung ist, daß « die Möglichkeit zur Gesundung [...] utopisch [bleibt], wenn [dem Konkurschuldner] die Last der Passiva nicht abgenommen wird », hat gemeint, daß « es [...] nämlich nicht zu rechtfertigen [ist], wenn der Schuldner aufgrund von Umständen, deren Leidtragender er ist, in Verzug gerät und somit an der Ausübung anderer Tätigkeiten gehindert wird » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1991-1992, Nr. 631/13, S. 50).

Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß der Gesetzgeber « auf ausgeglichene Weise die miteinander verbundenen Interessen des Konkurschuldners selber, der Gläubiger, der Arbeitnehmer und der Wirtschaft in ihrer Gesamtheit [hat] berücksichtigen wollen » und für eine menschliche, die Rechte aller betroffenen Parteien währende Regelung sorgen wollte (*Parl. Dok.*, Kammer, 1991-1992, Nr. 631/13, S. 29).

Mit dem Gesetz vom 4. September 2002 zur Abänderung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997, des Gerichtsgesetzbuches und des Gesellschaftsgesetzbuches bezweckte der Gesetzgeber, die ursprünglichen Zielsetzungen mit noch mehr Effizienz zu erreichen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1132/001, S. 1), und hat er eine neue Bedingung eingeführt : Nur ein unglücklicher Konkurschuldner, der aus Gutgläubigkeit gehandelt hat, kann für entschuldbar erklärt werden. Wenn der Konkurschuldner diese Bedingung erfüllt, kann ihm die Entschuldbarkeitserklärung vom Gericht nur « bei schwerwiegenden Umständen, die besonders zu begründen sind » verweigert werden.

B.12.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung erfordern nicht, daß eine Änderung der Gesetzgebung stets mit einer Übergangsregelung einhergeht. Es gehört übrigens zum Wesen einer neuen Regelung, daß unterschieden wird zwischen Personen, die von der in den Anwendungsbereich der früheren Regelung fallenden Rechtslage betroffen sind, und Personen, die von der in den Anwendungsbereich der neuen Regelung fallenden Rechtslage betroffen sind. Ein solcher Unterschied stellt an sich keinen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung dar. Jede Gesetzesänderung würde unmöglich, wenn man davon ausgehen würde, daß eine neue Regelung nur aus dem Grund gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde, daß sie die Anwendungsbedingungen der früheren Regelung ändert.

B.12.2. Wenngleich die Umschreibung der Bedingungen sowie des Umfangs der Folgen der Entschuldbarkeitserklärung mit dem Gesetz vom 4. September 2002 geändert wurde, ist eine solche Änderung nicht so beschaffen, daß sie den Gesetzgeber dazu verpflichten würde, in Anbetracht der in B.4 dargelegten Zielsetzung der fraglichen Bestimmung eine besondere Ausnahme von der Regel vorzusehen, der zufolge der Richter im Rahmen eines Verfahrens der kollektiven Schuldenregelung keinen Erlaß der nach Aufhebung des Konkursverfahrens übrigbleibenden Schulden eines Konkurschuldners gewähren kann. So wie unter der Geltung des ursprünglichen Artikels 80 des Konkursgesetzes behält das Handelsgericht auch nach der Gesetzesänderung vom 4. September 2002 die Möglichkeit bei, die Entschuldbarkeitserklärung abzulehnen, wenn es nicht um einen unglücklichen Konkurschuldners geht, der aus Gutgläubigkeit gehandelt hat, und selbst in dem Fall, wo der Konkurschuldner diese Bedingung erfüllt, wenn schwerwiegende Umstände, die laut dem Gesetz besonders zu begründen sind, diese Weigerung rechtfertigen.

Da sowohl unter der Geltung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 als nach der Gesetzesänderung vom 4. September 2002 die Gewährung oder Nichtgewährung der Entschuldbarkeitserklärung durch das Handelsgericht eine rechtskräftige Entscheidung ist, ist es in Anbetracht der vorstehenden Erwägungen vernünftigerweise gerechtfertigt, daß der Gesetzgeber nicht erlaubt, daß der Erlaß dieser Schulden erneut einem Richter zur Beurteilung vorgelegt wird.

B.13. Die präjudizielle Frage ist, was den zweiten Teil betrifft, verneinend zu beantworten.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erkennt für Recht :

Artikel 1675/13 § 3 des Gerichtsgesetzbuches verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem der Pfändungsrichter keinen Erlaß der Schulden eines Konkurschuldners gewähren kann, die nach Aufhebung des Konkursverfahrens übrigbleiben, für das der Konkurschuldner in Anwendung des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 sowohl in der Fassung vor als in der Fassung nach dessen Abänderung durch das Gesetz vom 4. September 2002 nicht für entschuldigbar erklärt wurde.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Juli 2004.

Der Kanzler,
(gez.) P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,
(gez.) A. Arts

ARBITRAGEHOF

[2004/202871]

Uittreksel uit arrest nr. 146/2004 van 15 september 2004

Rolnummers 2705, 2744 en 2752

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 8 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, ingesteld door de v.z.w. FEBEM en anderen, door de n.v. Missil Petroleum en anderen en door de v.z.w. Verbond der Ondernemingen voor recuperatie van ferro- en non-ferrometalen en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters A. Arts en M. Melchior, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter A. Arts,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 26 mei, 27 en 30 juni 2003 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 27 mei, 30 juni en 1 juli 2003, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 8 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002, tweede uitgave) door :

- de v.z.w. FEBEM, met maatschappelijke zetel te 1930 Zaventem, Leuvensesteenweg 613, de n.v. Biffa Treatment, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Robert Schumanplein 6/5, de n.v. C.E.T.B., met maatschappelijke zetel te 7141 Carnières, chaussée Brunehault 401, de n.v. Depovan, met maatschappelijke zetel te 8800 Roeselare, Moorseelesteenweg 32, de n.v. Machiels, met maatschappelijke zetel te 3590 Diepenbeek, Kapelstraat 17, de n.v. Remo-Milieubeheer, met maatschappelijke zetel te 3590 Diepenbeek, Kapelstraat 17, de n.v. Oostvlaams Milieubeheer, met maatschappelijke zetel te 9042 Sint-Kruis-Winkel, J. Kennedylaan 50, de n.v. Propreté assainissement gestion de l'environnement, met maatschappelijke zetel te 6041 Gosselies, rue Jean Mermoz 1, de n.v. SGS EWACS, met maatschappelijke zetel te 9120 Melsele, Keetberglaan 4, Haven 1091, de n.v. Sita Noord, met maatschappelijke zetel te 2340 Beerse, Lilsedijk 19, de n.v. Stevan, met maatschappelijke zetel te 8860 Lendeledde, Heulsestraat 87, de n.v. Transvanheede, met maatschappelijke zetel te 8940 Wervik, Dullaardstraat 4, de n.v. Van Gansewinkel Conteneurs Transport Wallonie, met maatschappelijke zetel te 7180 Seneffe, rue de Manage 59-61, de n.v. Van Gansewinkel Chemie, met maatschappelijke zetel te 2400 Mol, Berkebossenlaan 9, en de n.v. Van Gansewinkel Containertransport Vlaanderen, met maatschappelijke zetel te 2400 Mol, Berkebossenlaan 7;

- de n.v. Missil Petroleum, met maatschappelijke zetel te 5660 Couvin, Chantier de la Gare, de b.v.b.a. Société couvinoise des carburants, met maatschappelijke zetel te 5660 Couvin, rue de la Ville 16, en de b.v.b.a. Pima, met maatschappelijke zetel te 5032 Mazy, chaussée de Nivelles 2;

- de v.z.w. Verbond der Ondernemingen voor recuperatie van ferro- en non-ferrometalen, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Komediëntenstraat 16/22, de n.v. Casier Recycling, met maatschappelijke zetel te 8540 Deerlijk, St. Elooistraat 2, de n.v. Cometsambre, met maatschappelijke zetel te 6200 Châtelet, Rivage du Boubier 25, de n.v. Galloo, met maatschappelijke zetel te 8930 Menen, Wervikstraat 320, de n.v. Van Heyghen Recycling, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Scheepzatestraat 9, en de n.v. Retra, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Scheepzatestraat 5.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 2705, 2744 en 2752 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(...)

B.1. Uit de verzoekschriften blijkt dat het beroep tot vernietiging beperkt is tot artikel 8, 1^o, van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken (hierna « wet van 24 december 2002 »). Dat artikel wijzigt artikel 198 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, waarin de uitgaven worden opgesomd die, inzake vennootschapsbelasting, niet worden aangemerkt als beroepskosten. De aangevochten bepaling luidt aldus :

« In artikel 198 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid, 5^o, opgeheven bij de wet van 22 december 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

' 5^o de gewestelijke belastingen, heffingen en retributies andere dan deze bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsmede de verhogingen, vermeerderingen, kosten en nalatigheidsinteressen met betrekking tot deze niet-afrekbare belastingen, heffingen en retributies; ' ».

B.2.1. Met de wet van 24 december 2002 wilde de wetgever de vennootschapsbelasting hervormen om op een substantiële manier het tarief van die belasting te verlagen. Die hervorming diende evenwel te geschieden binnen een budgettair neutraal kader. Aldus worden voor de vennootschappen sommige aftrekken herzien of gewijzigd (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1918/001, p. 7). De bestreden bepaling past in dat kader. Luidens de memorie van toelichting :

« moet de verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting plaatsvinden binnen een neutraal kader op budgettair vlak. [...] »

Dit globale doel wordt gedeeltelijk bereikt door onderhavige bepaling die de aftrek van de gewestbelastingen ten name van de binnenlandse vennootschappen verbiedt.

Dit middel werd dus gebruikt rekening houdend met de globale doelstelling tot verlaging van het belastingtarief waarvan alle binnenlandse vennootschappen zullen kunnen genieten, zodat alle binnenlandse vennootschappen beoogd worden door deze maatregel. » (*ibid.*, pp. 44-45)

B.2.2. De bestreden bepaling sluit niet de aftrekbaarheid van de belastbare inkomsten als beroepskosten van alle gewestelijke belastingen en heffingen in de vennootschapsbelasting uit maar enkel van « de gewestelijke belastingen, heffingen en retributies » andere dan diegene die zijn vermeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten zoals laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten.

Bedoeld zijn enkel de belastingen die de gewesten invoeren op grond van hun autonome fiscale bevoegdheid bedoeld in artikel 170, § 2, van de Grondwet (cf. *Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1918/001, pp. 43-44) en niet - hoewel de parlementaire voorbereiding het tegenovergestelde aangeeft (*ibid.*) - de retributies welke zij vaststellen met toepassing van artikel 173 van de Grondwet.

Aangezien de middelen enkel betrekking hebben op de aldus omschreven gewestelijke belastingen en niet op de blijkens de parlementaire voorbereiding niet beoogde gewestelijke retributies, zal het Hof deze laatste niet in zijn onderzoek betrekken.

B.2.3. De keuze voor de autonome gewestelijke belastingen werd door de wetgever als volgt gemotiveerd :

« Toelaten dat deze belastingen, heffingen en retributies zouden worden afgetrokken van de winsten belastbaar in de vennootschapsbelasting, zou het uiteindelijk effect van deze heffingen verminderen en zou derhalve van dien aard zijn dat de doeltreffendheid van de fiscale instrumenten, welke op autonoom vlak werden aangenomen door de Gewesten [...] onrechtstreeks zou worden gedwarsboemd. » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1918/001, p. 44)

B.3. De in de verzoekschriften aangevoerde middelen hebben zowel betrekking op de naleving van de bevoegdheidsregels als op de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel. Het Hof onderzoekt de overeenstemming van de aangevochten bepaling met de bevoegdheidsverdelende regels alvorens de bestaanbaarheid ervan met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie te onderzoeken.

B.4. In een eerste reeks van middelen wordt de schending aangevoerd van artikel 170, § 2, van de Grondwet, *junctis* artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 2 van de wet van 23 januari 1989 betreffende de in artikel 110, §§ 1 en 2, van de Grondwet (thans artikel 170) bedoelde belastingsbevoegdheid, alsook het evenredigheidsbeginsel. Met de bestreden bepaling zou de federale wetgever zich ten eerste ten onrechte in het milieubeleid van de gewesten mengen doordat hij, zich baserend op het verschil tussen de autonome gewestelijke belastingen en de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, de effectiviteit van de autonome gewestelijke belastingen zou willen verhogen, wat hem niet zou toekomen. Ten tweede zou de bestreden maatregel tot gevolg hebben dat diegenen die de afvalheffingen verschuldigd zijn, waarvoor op grond van artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen uitsluitend de gewesten bevoegd zijn, meer belastingen zouden dienen te betalen terwijl de Staat overeenkomstig artikel 2 van de wet van 23 januari 1989 niet gemachtigd is om belastingen te heffen op de in artikel 6, § 1, II, bedoelde materies water en afval. Minstens zou de federale wetgever het de gewesten overdreven moeilijk maken een leefmilieubeleid te voeren vermits aldus geïntervenieerd wordt in de economische draagwijdte van de milieuheffingen.

B.5.1. De bestreden bepaling schaft, binnen het kader van de vennootschapsbelasting, de aftrekbaarheid als beroepskosten van de autonome gewestelijke belastingen af. Met die maatregel heeft de federale wetgever een bevoegdheid uitgeoefend die hem eigen is, namelijk zijn bevoegdheid op het stuk van vennootschapsbelasting. Het komt de wetgever die bevoegd is om een belasting te heffen toe de modaliteiten van die belasting vast te stellen.

Er dient evenwel te worden onderzocht of de federale wetgever bij het uitoefenen van zijn fiscale bevoegdheid geen inbreuk heeft gemaakt op de bevoegdheden van de gewesten.

B.5.2. Rekening houdend met de algemene fiscale bevoegdheid die overeenkomstig artikel 170, §§ 1 en 2, van de Grondwet aan de daarin genoemde overheden toekomt, staat het de federale wetgever in principe vrij de modaliteiten te bepalen voor de berekening van de belastbare grondslag van de federale vennootschapsbelasting en dus te bepalen dat de bedoelde gewestbelastingen niet langer als aftrekbare beroepskosten kunnen worden beschouwd. Ook al heeft een dergelijke maatregel onmiskenbaar gevolgen voor de belastingplichtigen die onderworpen zijn zowel aan de vennootschapsbelasting als aan die gewestbelastingen, toch kan een dergelijke maatregel niet worden beschouwd als een nieuwe federale belasting. Het betreft evenmin een beperking of een afschaffing van de door de gewesten ingestelde belasting zodat de vraag of de « noodzakelijkheid » ervan, zoals bedoeld in artikel 170, § 2, tweede lid, van de Grondwet, is aangetoond niet dient te worden gesteld.

B.5.3. Overigens moet een wetgever, wanneer hij een belasting heft, het belang dat hij wil beschermen afwegen tegen andere belangen wanneer die beschermd worden door maatregelen van andere wetgevers bij de uitoefening van hun bevoegdheid. Die evenredigheid is een onderdeel van de bevoegdheid van die wetgever.

In dit verband moet bijzondere aandacht worden besteed aan het milieuheffingenbeleid van de gewesten dat, ofschoon het zijn bevoegdheidsrechtelijke grondslag vindt in de bevoegdheid van de gewesten om belastingen te heffen, in nauw verband staat met hun bevoegdheid inzake leefmilieu, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.5.4. Door de autonome gewestelijke belastingen als criterium te nemen, heeft de federale wetgever geenszins inbreuk gemaakt op bevoegdheden die de zijne niet zijn maar, zoals blijkt uit de verklaringen opgenomen in B.2.3, intendeel de fiscale autonomie van de gewesten en hun beleidsdoelstellingen dienaangaande willen respecteren.

B.5.5. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.6. In de zaak nr. 2705 wordt tevens de schending van artikel 172, eerste lid, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 143, § 1, van de Grondwet, aangevoerd, doordat de bestreden bepaling de compensatie voor de verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting, die van toepassing is in zowel het Vlaamse, het Waalse als het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, zou afwentelen op één bepaald gewest, namelijk het Vlaamse Gewest, waar de autonome gewestelijke belastingen en met name de milieuheffingen gemiddeld hoger liggen dan in de andere gewesten. De federale loyaliteit en het recht op de gelijke bescherming van de economische en monetaire unie zouden hierdoor zijn aangetast.

B.7.1. Uit de algehele staatsopvatting en uit de bijzondere en gewone wetten tot bepaling van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, inzonderheid artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de artikelen 9, § 1, en 9bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989, blijkt dat het Belgische staatsbestel berust op een economische en monetaire unie.

Hoewel artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 past in het kader van de toewijzing van bevoegdheden aan de gewesten wat de economie betreft, geldt die bepaling als de uiting van de wil van de bijzondere wetgever om een eenvormige basisregeling van de organisatie van de economie in een geïntegreerde markt te handhaven. De diverse overheden dienen bijgevolg hun bevoegdheden uit te oefenen met inachtneming van het normatief kader van de economische en de monetaire unie.

B.7.2. *In casu* tonen de partijen niet aan en ziet het Hof niet in op welke wijze een maatregel die de afschaffing van de aftrekbaarheid van de autonome gewestelijke belastingen als beroepskosten in de vennootschapsbelasting beoogt en die zich dus beperkt tot het stellen van regels op fiscaal gebied binnen de eigen fiscale bevoegdheid van de federale wetgever inzake vennootschapsbelasting, op zichzelf de regels van de economische unie en in het bijzonder het vrije verkeer van goederen zou aantasten.

B.7.3. De omstandigheid dat de niet-aftrekbaarheid van de autonome gewestelijke belastingen voor bepaalde vennootschappen niet volledig gecompenseerd wordt door de verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting, kan weliswaar de gewesten in voorkomend geval ertoe aanzetten de autonome belastingen te herzien, doch hieruit volgt niet dat de in het middel aangehaalde bepalingen zouden zijn geschonden.

B.7.4. De argumenten waarmee de verzoekende partijen willen aantonen dat de in het geding zijnde bepaling de federale loyaliteit schendt, vallen verder samen met die welke in B.5 werden verworpen.

B.7.5. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.8. Alle verzoekende partijen voeren de schending aan van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet doordat artikel 8, 1°, van de wet van 24 december 2002 enkel « de gewestelijke belastingen, heffingen en retributies » uitsluit van de aftrekbaarheid als beroepskosten terwijl de provinciale en gemeentelijke belastingen wel aftrekbaar blijven.

B.9.1. Volgens de Ministerraad zijn de gewestelijke belastingen, enerzijds, en de gemeentelijke en provinciale belastingen, anderzijds, niet vergelijkbaar daar deze laatste zich op een lager niveau bevinden dan de federale belastingen.

Ofschoon de fiscale bevoegdheid die bij artikel 170, §§ 3 en 4, van de Grondwet aan de provincies en de gemeenten wordt toegekend, in de regel niet zinvol kan worden vergeleken met de fiscale bevoegdheid van de federale Staat of van de gewesten, zijn de gewestelijke en de gemeentelijke en provinciale belastingen in het kader van de aftrekbaarheid of niet-aftrekbaarheid ervan als beroepskosten in de federale vennootschapsbelasting, vergelijkbaar vermits zij beide kosten kunnen uitmaken die de belastingplichtige in het belastbare tijdperk heeft gedaan of gedragen om de belastbare inkomsten te verkrijgen of te behouden.

De exceptie wordt verworpen.

B.9.2. Het behoort evenwel niet tot de bevoegdheid van het Hof zich uit te spreken over de verschillende wijze waarop de wetgever twee soorten van belastingen behandelt. Opdat het Hof zich kan uitspreken binnen de perken van zijn bevoegdheden moet het middel worden begrepen als een vergelijking van de fiscale situatie van twee categorieën van personen.

Dienaangaande stelt het Hof vast dat alle vennootschappen, in voorkomend geval, onderworpen zijn aan de autonome gewestelijke belastingen, enerzijds, alsook aan de gemeentelijke en provinciale belastingen, anderzijds.

B.9.3. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.10. In de zaak nr. 2705 alsook in de zaak nr. 2744 voeren de verzoekende partijen de schending van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet aan, al dan niet in samenhang gelezen met de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, daar de bestreden bepaling ten onrechte een onderscheid zou maken tussen de autonome gewestelijke belastingen en de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 vermits, sinds de wijziging van laatstgenoemde bepaling bij de wet van 13 juli 2001, het onderscheid tussen beide soorten van belastingen verdwenen is. Volgens de verzoekende partijen zou er bijgevolg een discriminatie bestaan tussen de vennootschappen onderworpen aan de eerste categorie van belastingen en de vennootschappen onderworpen aan de tweede categorie van belastingen daar enkel deze laatste aftrekbaar zouden blijven als beroepskosten binnen de vennootschapsbelasting.

B.11.1. Zoals in B.9.2 stelt het Hof vast dat alle vennootschappen, in voorkomend geval, onderworpen zijn aan de autonome gewestelijke belastingen, enerzijds, alsook aan de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989, anderzijds.

Afgezien van hetgeen zij in de in B.19 en B.21 uiteengezette middelen aanvoeren - die het Hof in B.20 en B.22 zal onderzoeken - tonen verzoekende partijen niet aan in welk opzicht een bepaalde categorie van vennootschappen zou worden gediscrimineerd ten opzichte van een andere categorie.

B.11.2. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.12. In de zaak nr. 2705 alsook in de zaak nr. 2752 voeren de verzoekende partijen de schending van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet aan doordat de bestreden bepaling een ongelijkheid van behandeling zou invoeren tussen de autonome gewestelijke belastingen, die niet langer aftrekbaar zijn als beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en de federale milieutaksen, die wel aftrekbaar blijven.

B.13.1. Vermits alle vennootschappen onderworpen kunnen worden zowel aan de autonome gewestelijke belastingen als aan de federale milieutaksen, is er tussen hen geen verschil in behandeling.

B.13.2. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.14. In de zaak nr. 2744 alsook in de zaak nr. 2752 voeren de verzoekende partijen aan dat de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet worden geschonden doordat de bestreden bepaling enkel van toepassing is op vennootschappen en niet geldt voor natuurlijke personen die hun werkzaamheid in de vorm van een eenmanszaak uitoefenen. Ofschoon beide categorieën van personen onderworpen zijn aan de autonome gewestelijke belastingen, zal de tweede categorie van personen die belastingen wel nog als beroepskosten kunnen aftrekken in de personenbelasting, terwijl de eerste categorie van personen in de vennootschapsbelasting niet langer over die aftrekmogelijkheid beschikt.

B.15.1. Volgens de Ministerraad zijn vennootschappen en natuurlijke personen die hun werkzaamheid in de vorm van een eenmanszaak uitoefenen, op fiscaal vlak niet vergelijkbaar daar voor elke van beide categorieën van personen een afzonderlijk belastingstelsel van toepassing is.

B.15.2. Ofschoon aan de personenbelasting en aan de vennootschapsbelasting verschillende beginselen ten grondslag liggen vermits ten eerste de aanslagvoeten verschillen, ten tweede alle inkomsten, winsten en baten van de vennootschappen belastbaar zijn, wat niet het geval is voor die van de natuurlijke personen, en ten derde de natuurlijke personen van hun belastbaar inkomen enkel de bij de wet voorgeschreven kosten kunnen aftrekken, terwijl de vennootschappen alle kosten kunnen aftrekken behoudens die welke bij de wet zijn uitgesloten, dient de exceptie van de Ministerraad te worden verworpen, daar de autonome gewestelijke belastingen zowel voor natuurlijke personen als voor vennootschappen kosten uitmaken die de belastingplichtige in het belastbare tijdperk heeft gedaan of gedragen om de belastbare inkomsten te verkrijgen of te behouden in de zin van artikel 49 van het W.I.B. 1992 en bijgevolg vergelijkbaar zijn.

B.15.3. De exceptie wordt verworpen.

B.16.1. De bestreden bepaling past in het streven van de wetgever om het tarief van de vennootschapsbelasting te verlagen binnen een budgettair neutraal kader.

Vermits de tariefverlaging van de vennootschapsbelasting enkel ten goede komt aan de vennootschappen, is het niet onverantwoord de budgettaire compensatie voor het verlies van de fiscale ontvangsten als gevolg van die vermindering van het tarief van de vennootschapsbelasting, uitsluitend ten laste van de vennootschappen te leggen.

Een dergelijke maatregel kan evenmin als onevenredig worden beschouwd gelet op het voordeel van de tariefverlaging die de vennootschappen genieten.

B.16.2. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.17. De verzoekende partijen in de zaak nr. 2744 voeren de schending van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet aan doordat de bestreden bepaling een ongelijkheid van behandeling zou invoeren tussen de vennootschappen die eigenaar zijn van uitsluitend in het Waalse Gewest gevestigde pompstations, die onderworpen zijn aan de jaarlijkse heffing op zelfbedieningspompen bedoeld in het decreet van het Waalse Gewest van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest (*Belgisch Staatsblad*, 27 november 1998), enerzijds, en vennootschappen die eigenaar zijn van soortgelijke installaties en die gevestigd zijn in de twee andere gewesten, anderzijds, waar een dergelijke heffing niet zou bestaan. Ten gevolge van de bestreden bepaling zou enkel de eerste categorie van vennootschappen de bovenvermelde belasting niet langer als beroepskosten in de vennootschapsbelasting kunnen aftrekken.

B.18.1. De in het middel aangeklaagde onderscheiden behandeling houdt verband, niet met de bestreden bepaling, die alle autonome gewestelijke belastingen in elk gewest zonder onderscheid beoogt, maar met de fiscale autonomie die door de Grondwet aan de gewesten is toegekend en met de daaruit voortvloeiende mogelijkheid van een onderscheiden beleid. Die fiscale autonomie van de gewesten houdt onder meer in dat niet kan worden beweerd dat het gelijkheidsbeginsel is geschonden door het enkele feit dat het ene gewest een belasting heeft ingevoerd terwijl het andere gewest dat niet heeft gedaan. Een zodanig verschil kan op zich niet geacht worden strijdig te zijn met de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet. Zelfs wanneer bepaalde vennootschappen door de bestreden maatregel meer worden getroffen dan andere, kan die omstandigheid niet worden beschouwd als een onevenredig gevolg van de maatregel, nu die niet willekeurig is.

B.18.2. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.19. In de zaak nr. 2705 alsook in de zaak nr. 2752 voeren de verzoekende partijen de schending van de artikelen 10, 11 en 172, eerste lid, van de Grondwet aan, gelezen in samenhang met het evenredigheidsbeginsel, doordat de verlaging van de vennootschapsbelasting die ten goede komt aan elke vennootschap, slechts zou worden gedragen door een zeer beperkte groep van vennootschappen, namelijk de federale vennootschapsbelastingplichtige ondernemingen die tegelijk regionale milieuheffingsplichtigen zijn. De verzoekende partijen stellen dat, vermits de autonome gewestelijke belastingen voornamelijk bestaan uit milieuheffingen, vooral de vennootschappen die met dergelijke heffingen te kampen hebben, worden getroffen.

B.20.1. De in de middelen aangeklaagde onderscheiden behandeling vindt haar oorzaak niet in de bestreden bepaling, die immers op gelijke wijze geldt voor alle vennootschappen die autonome gewestelijke belastingen betalen, maar is een mogelijk gevolg van een onderscheiden fiscaal beleid, wat is toegestaan door de fiscale autonomie die door artikel 170, § 2, van de Grondwet, aan de gewesten is toegekend. Een dergelijke autonomie van de gewesten houdt immers ook in dat niet kan worden beweerd dat het gelijkheidsbeginsel is geschonden door het enkele feit dat de milieuheffingen in het ene gewest meer ontwikkeld zijn dan in het andere gewest. Evenzeer staat het de gewesten vrij om op grond van artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen een eigen leefmilieubeleid uit te bouwen. Dergelijke verschillen kunnen op zich niet geacht worden strijdig te zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Zelfs wanneer bepaalde vennootschappen door de bestreden maatregel meer worden getroffen dan andere, kan die omstandigheid niet worden beschouwd als een onevenredig gevolg van de maatregel, nu die niet willekeurig is.

B.20.2. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.21. In de zaak nr. 2752 voeren de verzoekende partijen de schending aan van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet doordat alle vennootschappen op gelijke wijze door de bestreden maatregel worden getroffen. In het licht van de doelstelling van de wetgever, die erin zou bestaan het effect van de milieuheffingen te versterken, zien zij niet in hoe kan worden verantwoord dat zowel vennootschappen die veel afval produceren als recyclagebedrijven waarvan de maatschappelijke activiteit er juist in bestaat afval te vermijden, het voordeel van de aftrekbaarheid van de milieuheffingen verliezen.

B.22.1. Uit het feit dat in de parlementaire voorbereiding is verklaard dat de wetgever met de bestreden maatregel mede de fiscale autonomie van de gewesten wenste te respecteren, volgt niet dat het doel van de maatregel was de gevolgen van de regionale milieuheffingen te versterken.

B.22.2. Wat de vennootschapsbelasting betreft, bestaat er tussen vennootschappen die afval produceren en die welke afval recycleren niet een zodanig verschil dat hieruit voor de federale wetgever de verplichting zou voortspuiten om voor de tweede categorie van vennootschappen in een bijzondere regeling te voorzien. Beide categorieën genieten immers op eenzelfde wijze de verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting, zodat, wat de compenserende maatregelen betreft, zij op een gelijke wijze kunnen worden getroffen. Gelet op artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, komt het daarenboven aan de bevoegde decreetgever toe te bepalen of en in welke mate inzake afvalstoffenbeleid en milieuheffingen een onderscheid dient te worden gemaakt tussen recyclagebedrijven en andere.

B.23. Het middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt de beroepen.

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 september 2004.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

A. Arts.

COUR D'ARBITRAGE

[2004/202871]

Extrait de l'arrêt n° 146/2004 du 15 septembre 2004

Numéros du rôle : 2705, 2744 et 2752

En cause : les recours en annulation de l'article 8 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale, introduits par l'a.s.b.l. FEGE et autres, par la s.a. Missil Petroleum et autres et par l'a.s.b.l. Fédération des entreprises de récupération de métaux ferreux et non ferreux et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents A. Arts et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président A. Arts,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 26 mai, 27 et 30 juin 2003 et parvenues au greffe les 27 mai, 30 juin et 1^{er} juillet 2003, des recours en annulation de l'article 8 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002, deuxième édition) ont été introduits par :

- l'a.s.b.l. FEGE, dont le siège social est établi à 1930 Zaventem, Leuvensesteenweg 613, la s.a. Biffa Treatment, dont le siège social est établi à 1040 Bruxelles, Rond-point Robert Schuman 6/5, la s.a. C.E.T.B., dont le siège social est établi à 7141 Carnières, chaussée Brunehaut 401, la s.a. Depovan, dont le siège social est établi à 8800 Roulers, Moorseelesteenweg 32, la s.a. Machiels, dont le siège social est établi à 3590 Diepenbeek, Kapelstraat 17, la s.a. Remo-Milieubeheer, dont le siège social est établi à 3590 Diepenbeek, Kapelstraat 17, la s.a. Oostvlaams Milieubeheer, dont le siège social est établi à 9042 Sint-Kruis-Winkel, J. Kennedylaan 50, la s.a. Propreté assainissement gestion de l'environnement, dont le siège social est établi à 6041 Gosselies, rue Jean Mermoz 1, la s.a. SGS EWACS, dont le siège social est établi à 9120 Melsele, Keetberglaan 4, Haven 1091, la s.a. Sita Noord, dont le siège social est établi à 2340 Beerse, Lilsedijk 19, la s.a. Stevan, dont le siège social est établi à 8860 Lendeledede, Heulsestraat 87, la s.a. Transvanheede, dont le siège social est établi à 8940 Wervik, Dullaardstraat 4, la s.a. Van Gansewinkel Conteneurs Transport Wallonie, dont le siège social est établi à 7180 Seneffe, rue de Manage 59-61, la s.a. Van Gansewinkel Chemie, dont le siège social est établi à 2400 Mol, Berkebossenlaan 9, et la s.a. Van Gansewinkel Containertransport Vlaanderen, dont le siège social est établi à 2400 Mol, Berkebossenlaan 7;

- la s.a. Missil Petroleum, dont le siège social est établi à 5660 Couvin, Chantier de la Gare, la s.p.r.l. Société couvinoise des carburants, dont le siège social est établi à 5660 Couvin, rue de la Ville 16, et la s.p.r.l. Pima, dont le siège social est établi à 5032 Mazy, chaussée de Nivelles 2;

- l'a.s.b.l. Fédération des entreprises de récupération de métaux ferreux et non ferreux, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue des Comédiens 16/22, la s.a. Casier Recycling, dont le siège social est établi à 8540 Deerlijk, Sint-Elooistraat 2, la s.a. Cometsambre, dont le siège social est établi à 6200 Châtelet, Rivage du Boubier 25, la s.a. Galloo, dont le siège social est établi à 8930 Menin, Wervikstraat 320, la s.a. Van Heyghen Recycling, dont le siège social est établi à 9000 Gand, Scheepzatestraat 9, et la s.a. Retra, dont le siège social est établi à 9000 Gand, Scheepzatestraat 5.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 2705, 2744 et 2752 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Il ressort des requêtes que le recours en annulation est limité à l'article 8, 1^o, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (ci-après la « loi du 24 décembre 2002 »). Cet article modifie l'article 198 du Code des impôts sur les revenus 1992, qui énumère les dépenses qui, en matière d'impôt des sociétés, ne sont pas considérées comme des frais professionnels. La disposition attaquée est ainsi libellée :

« A l'article 198 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er}, 5^o, abrogé par la loi du 22 décembre 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

' 5^o les impôts, taxes et rétributions régionaux autres que ceux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, ainsi que les accroissements, majorations, frais et intérêts de retard afférents à ces impôts, taxes et rétributions non déductibles; ' ».

B.2.1. Par la loi du 24 décembre 2002, le législateur entendait réformer l'impôt des sociétés afin d'en abaisser le taux de manière substantielle. Cette réforme devait toutefois s'opérer dans un cadre budgétairement neutre. C'est ainsi que certaines déductions dont bénéficiaient les sociétés ont été revues ou modifiées (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1918/001, p. 7). La disposition attaquée s'inscrit dans ce cadre. Selon l'exposé des motifs :

« la diminution des taux d'imposition de l'impôt des sociétés doit s'effectuer dans un cadre neutre sur le plan budgétaire. [...] »

L'objectif global est partiellement atteint par la présente disposition rejetant la déduction des impôts régionaux dans le chef des sociétés résidentes.

Ce moyen a donc été retenu compte tenu de l'objectif global de réduction des taux d'imposition qui bénéficiera à l'ensemble des sociétés résidentes, de sorte que l'ensemble des sociétés résidentes sont visées par cette mesure. » (*ibid.*, pp. 44-45)

B.2.2. La disposition attaquée n'interdit pas que soient déduits des bénéfices imposables, à l'impôt des sociétés, au titre de frais professionnels, tous les impôts et taxes régionaux mais seulement les « impôts, taxes et rétributions régionaux » autres que ceux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant renforcement des communautés et extension des compétences fiscales des régions.

Ne sont visés que les impôts instaurés par les régions en vertu de leur pouvoir fiscal autonome visé à l'article 170, § 2, de la Constitution (cf. *Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1918/001, pp. 43-44) ainsi que - bien que les travaux préparatoires affirment le contraire (*ibid.*) - les rétributions qu'elles établissent par application de l'article 173 de la Constitution.

Les moyens ne portant que sur les impôts régionaux ainsi définis et non sur les rétributions régionales non visées selon les travaux préparatoires, la Cour n'inclura pas ces dernières dans son examen.

B.2.3. Le législateur a justifié comme suit le choix des impôts régionaux autonomes :

« Admettre la déduction de ces impôts, taxes et rétributions des bénéfices imposables à l'impôt des sociétés atténuerait l'impact final de ces prélèvements et serait dès lors de nature à contrecarrer indirectement l'efficacité des instruments fiscaux adoptés de manière autonome par les Régions [...]. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1918/001, p. 44)

B.3. Les moyens formulés dans les requêtes portent tant sur le respect des règles de compétence que sur celui du principe d'égalité. La Cour examine la conformité de la disposition attaquée aux règles répartitrices de compétences avant d'examiner sa compatibilité avec le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.4. Dans une première série de moyens est alléguée la violation de l'article 170, § 2, de la Constitution, combiné avec l'article 6, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, avec l'article 2 de la loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1^{er} et 2, de la Constitution (actuel article 170), ainsi qu'avec le principe de proportionnalité. Par la disposition attaquée, le législateur fédéral s'immiscerait tout d'abord illégitimement dans la politique environnementale des régions en ce que, se basant sur la différence qui existe entre les impôts régionaux autonomes et les impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, il voudrait accroître l'effectivité des impôts régionaux autonomes, ce qu'il ne lui appartiendrait pas de faire. Ensuite, la mesure attaquée aurait pour effet que les débiteurs de la redevance sur les déchets, pour laquelle les régions sont exclusivement compétentes sur la base de l'article 6, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, devraient payer plus d'impôts, alors que l'Etat, conformément à l'article 2 de la loi du 23 janvier 1989, n'est pas autorisé à lever des impôts dans les matières de l'eau et des déchets, visées à l'article 6, § 1^{er}, II. Le législateur fédéral rendrait tout au moins exagérément difficile l'exercice d'une politique d'environnement par les régions puisqu'il agit ainsi sur la portée économique des redevances d'environnement.

B.5.1. La disposition attaquée supprime, dans le cadre de l'impôt des sociétés, la déductibilité à titre de frais professionnels des impôts régionaux autonomes. En adoptant cette mesure, le législateur fédéral a exercé une compétence qui lui est propre, à savoir sa compétence en matière d'impôt des sociétés. Il appartient au législateur qui est compétent pour lever un impôt d'établir les modalités de celui-ci.

Il convient cependant d'examiner si, en exerçant sa compétence fiscale, le législateur fédéral n'a pas empiété sur les compétences des régions.

B.5.2. Compte tenu de la compétence fiscale générale qui, conformément à l'article 170, §§ 1^{er} et 2, de la Constitution, appartient aux autorités citées dans cet article, le législateur fédéral peut en principe déterminer librement les modalités de calcul de la base imposable de l'impôt fédéral des sociétés et donc décider que les impôts régionaux visés ne peuvent plus être considérés comme des frais professionnels déductibles. Bien qu'elle ait indiscutablement des effets pour les contribuables qui sont simultanément soumis à l'impôt des sociétés et à ces impôts régionaux, une telle mesure ne peut cependant pas être considérée comme un nouvel impôt fédéral. Il ne s'agit pas non plus d'une limitation ou d'une suppression des impôts établis par les régions, de sorte qu'il n'y a pas lieu de poser la question de la « nécessité » de la mesure, au sens de l'article 170, § 2, alinéa 2, de la Constitution.

B.5.3. Par ailleurs, lorsqu'il lève un impôt, un législateur doit mettre l'intérêt qu'il entend protéger en balance avec d'autres intérêts, si ceux-ci sont protégés par des mesures prises par d'autres législateurs dans l'exercice de leurs compétences. Cette proportionnalité constitue un élément de la compétence de ce législateur.

Une attention particulière doit être prêtée, à cet égard, à la politique des taxes d'environnement des régions qui, si elle trouve son fondement de compétence dans le pouvoir fiscal des régions, est étroitement liée à leur compétence en matière d'environnement, visée à l'article 6, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.5.4. En prenant pour critère les impôts régionaux autonomes, le législateur fédéral n'a nullement porté atteinte à des compétences qui ne sont pas les siennes mais a, au contraire, entendu respecter à cet égard l'autonomie fiscale des régions et leurs objectifs politiques y relatifs, ainsi qu'il appert des déclarations reproduites au B.2.3.

B.5.5. Le moyen ne peut être accueilli.

B.6. Dans l'affaire n° 2705 est aussi alléguée la violation de l'article 172, alinéa 1^{er}, de la Constitution, combiné avec l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et des articles 10 et 11, combinés avec l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution, en ce que la disposition attaquée répercute la compensation de la réduction du taux de l'impôt des sociétés, qui s'applique aussi bien dans la Région flamande que dans la Région wallonne et dans la Région de Bruxelles-Capitale, sur une région déterminée, à savoir la Région flamande, dans laquelle les impôts régionaux autonomes, et notamment les taxes d'environnement, sont en moyenne plus élevés que dans les autres régions. Il serait par là porté atteinte à la loyauté fédérale et au droit à une protection égale de l'union économique et monétaire.

B.7.1. Il ressort de la conception globale de l'Etat ainsi que des lois spéciales et ordinaires déterminant les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, et notamment de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et des articles 9, § 1^{er}, et 9bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989, que la structure de l'Etat belge repose sur une union économique et monétaire.

Bien que l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 s'inscrive dans le cadre de l'attribution de compétences aux régions en matière d'économie, cette disposition exprime la volonté du législateur spécial de maintenir un régime de base uniforme pour l'organisation de l'économie dans un marché intégré. Les diverses autorités doivent par conséquent exercer leurs compétences en respectant le cadre normatif de l'union économique et monétaire.

B.7.2. En l'espèce, les parties n'indiquent pas et la Cour n'aperçoit pas de quelle manière une mesure qui vise à supprimer la déductibilité des impôts régionaux autonomes au titre de frais professionnels à l'impôt des sociétés et qui se borne donc à établir des règles sur le plan fiscal, dans les limites de la compétence fiscale propre du législateur fédéral en matière d'impôt des sociétés, porterait par elle-même une atteinte aux règles de l'union économique et en particulier à la libre circulation des biens.

B.7.3. Le fait que la non-déductibilité des impôts régionaux autonomes ne soit pas totalement compensée, dans le chef de certaines sociétés, par l'abaissement du taux de l'impôt des sociétés, peut certes, le cas échéant, inciter les régions à revoir les impôts autonomes mais il ne s'ensuit pas que les dispositions citées au moyen seraient violées.

B.7.4. Les arguments avancés par les parties requérantes pour démontrer que la disposition en cause viole la loyauté fédérale se confondent, pour le surplus, avec ceux qui ont été rejetés aux B.5.

B.7.5. Le moyen ne peut être accueilli.

B.8. Toutes les parties requérantes allèguent la violation des articles 10, 11 et 172 de la Constitution en ce que l'article 8, 1^o, de la loi du 24 décembre 2002 n'exclut de la déductibilité à titre de frais professionnels que « les impôts, taxes et rétributions régionaux », tandis que les taxes provinciales et communales demeurent déductibles.

B.9.1. Selon le Conseil des ministres, les impôts régionaux, d'une part, et les impôts communaux et provinciaux, d'autre part, ne sont pas comparables, étant donné que ces derniers se situent à un niveau inférieur à celui des impôts fédéraux.

Bien que le pouvoir fiscal que l'article 170, §§ 3 et 4, de la Constitution attribue aux provinces et communes ne saurait en règle être utilement comparé au pouvoir fiscal de l'Etat fédéral ou à celui des régions, les impôts régionaux et les taxes provinciales et communales sont comparables en ce qui concerne leur éventuelle déductibilité au titre de frais professionnels à l'impôt fédéral des sociétés, puisque les uns et les autres constituent des frais que le contribuable peut faire ou supporter pendant la période imposable en vue d'acquiescer ou de conserver des revenus imposables.

L'exception est rejetée.

B.9.2. Il n'appartient toutefois pas à la Cour de porter une appréciation sur la manière différente dont le législateur traite deux sortes d'impôts. Pour que la Cour puisse se prononcer dans la limite de ses compétences, le moyen doit se comprendre comme comparant la situation fiscale de deux catégories de personnes.

De ce point de vue, la Cour constate que toutes les sociétés sont, le cas échéant, soumises, d'une part, aux impôts régionaux autonomes et, d'autre part, aux impôts communaux et provinciaux en vigueur.

B.9.3. Le moyen ne peut être accueilli.

B.10. Dans l'affaire n° 2705 et dans l'affaire n° 2744, les parties requérantes allèguent la violation des articles 10, 11 et 172 de la Constitution, combinés ou non avec la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, en ce que la disposition attaquée ferait à tort une distinction entre les impôts régionaux autonomes et les impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989, puisque depuis la modification de cette dernière disposition par la loi du 13 juillet 2001, la distinction entre les deux sortes d'impôts a disparu. Selon les parties requérantes, il existerait par conséquent une discrimination entre les sociétés soumises à la première catégorie d'impôts et les sociétés soumises à la deuxième catégorie d'impôts, parce que seuls les impôts de cette dernière catégorie demeureraient déductibles au titre de frais professionnels à l'impôt des sociétés.

B.11.1. Comme au B.9.2, la Cour constate que toutes les sociétés sont, le cas échéant, soumises à la fois aux impôts régionaux autonomes et aux impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Indépendamment de ce qu'elles font valoir dans les moyens exposés aux B.19 et B.21 - que la Cour examinera aux B.20 et B.22 -, les parties requérantes ne démontrent pas en quoi une certaine catégorie de sociétés serait discriminée par rapport à une autre catégorie.

B.11.2. Le moyen ne peut être accueilli.

B.12. Dans l'affaire n° 2705 et dans l'affaire n° 2752, les parties requérantes allèguent la violation des articles 10, 11 et 172 de la Constitution en ce que la disposition attaquée créerait une inégalité de traitement entre les impôts régionaux autonomes, qui ne sont plus déductibles au titre de frais professionnels à l'impôt des sociétés, et les écotaxes fédérales, qui restent déductibles.

B.13.1. Puisque toutes les sociétés sont susceptibles d'être soumises aussi bien aux impôts régionaux autonomes qu'aux écotaxes fédérales, il n'existe pas de différence de traitement entre elles.

B.13.2. Le moyen ne peut être accueilli.

B.14. Dans l'affaire n° 2744 et dans l'affaire n° 2752, les parties requérantes font valoir que les articles 10, 11 et 172 de la Constitution sont violés en ce que la disposition attaquée est applicable seulement aux sociétés, et non aux personnes physiques qui exercent leur activité sous la forme d'une entreprise individuelle. Bien que les deux catégories de personnes soient soumises aux impôts régionaux autonomes, seule la deuxième pourra encore déduire ces impôts au titre de frais professionnels à l'impôt des personnes physiques, alors que la première ne bénéficiera plus de cette possibilité de déduction à l'impôt des sociétés.

B.15.1. Selon le Conseil des ministres, les sociétés et les personnes physiques qui exercent leur activité sous la forme d'une entreprise individuelle ne sont pas comparables sur le plan fiscal, parce qu'un régime d'imposition différent est applicable à chacune des deux catégories de personnes.

B.15.2. Bien que l'impôt des personnes physiques et l'impôt des sociétés obéissent à des principes différents étant donné que, premièrement, les taux d'imposition diffèrent, que, deuxièmement, tous les revenus, bénéfiques et profits des sociétés sont taxables, ce qui n'est pas le cas de ceux des personnes physiques et que, troisièmement, les personnes physiques ne peuvent déduire de leurs revenus imposables que les dépenses prévues par la loi alors que les sociétés peuvent déduire toutes dépenses sauf celles exclues par la loi, l'exception soulevée par le Conseil des ministres doit être rejetée parce que les impôts régionaux autonomes constituent des frais que le contribuable a faits ou supportés pendant la période imposable en vue d'acquiescer ou de conserver les revenus imposables au sens de l'article 49 du C.I.R. 1992 et qui sont par conséquent comparables tant pour les personnes physiques que pour les sociétés.

B.15.3. L'exception est rejetée.

B.16.1. La disposition attaquée est liée à la volonté du législateur de réduire le taux de l'impôt des sociétés dans un cadre budgétaire neutre.

Puisque la réduction du taux de l'impôt des sociétés ne bénéficie qu'aux sociétés, il n'est pas injustifié que la compensation budgétaire de la perte de recettes fiscales résultant de cette réduction de l'impôt des sociétés soit mise à charge des seules sociétés.

Une telle mesure ne peut pas non plus être considérée comme disproportionnée compte tenu de l'avantage de la réduction du taux dont bénéficient les sociétés.

B.16.2. Le moyen ne peut être accueilli.

B.17. Les parties requérantes dans l'affaire n° 2744 allèguent la violation des articles 10, 11 et 172 de la Constitution en ce que la disposition attaquée instaure une inégalité de traitement entre les sociétés qui sont propriétaires de stations-service distributrices de carburant exclusivement établies en Région wallonne, qui sont soumises à la taxe annuelle sur les pompes à essence en libre service visée dans le décret de la Région wallonne du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne (*Moniteur belge*, 27 novembre 1998), d'une part, et les sociétés qui sont propriétaires d'installations similaires et qui sont établies dans les deux autres régions, d'autre part, où une telle perception n'existerait pas. Par suite de la disposition attaquée, seule la première catégorie de sociétés ne pourrait plus déduire au titre de frais professionnels à l'impôt des sociétés la taxe susmentionnée.

B.18.1. La différence de traitement dénoncée au moyen ne provient pas de la disposition attaquée, qui vise sans distinction tous les impôts régionaux autonomes dans chaque région, mais est la conséquence de l'autonomie fiscale attribuée aux régions par la Constitution et de la possibilité de politique distincte qui en découle. Cette autonomie fiscale des régions implique notamment qu'on ne saurait prétendre que le principe d'égalité est violé pour la simple raison qu'une région a instauré un impôt alors que l'autre région ne l'a pas fait. Une telle différence ne peut en soi être jugée contraire aux articles 10, 11 et 172 de la Constitution. Même si certaines sociétés sont plus affectées que d'autres par la mesure attaquée, cette circonstance ne peut être considérée comme une conséquence disproportionnée de cette mesure, celle-ci n'étant pas arbitraire.

B.18.2. Le moyen ne peut être accueilli.

B.19. Dans l'affaire n° 2705 et dans l'affaire n° 2752, les parties requérantes allèguent la violation des articles 10, 11 et 172, alinéa 1^{er}, de la Constitution, combinés avec le principe de proportionnalité, en ce que l'abaissement de l'impôt des sociétés dont bénéficient toutes les sociétés serait supporté seulement par un groupe très limité de sociétés, à savoir les entreprises redevables de l'impôt fédéral des sociétés qui sont en même temps redevables des taxes régionales d'environnement. Les parties requérantes affirment que, puisque les impôts régionaux autonomes consistent principalement en des taxes d'environnement, ce sont avant tout les sociétés qui doivent faire face à de telles perceptions qui sont touchées.

B.20.1. La différence de traitement dénoncée dans les moyens ne trouve pas son origine dans la disposition attaquée, qui s'applique en effet de manière égale à toutes les sociétés qui paient des impôts régionaux autonomes, mais est la conséquence possible de politiques fiscales distinctes permises par l'autonomie fiscale que l'article 170, § 2, de la Constitution a attribuée aux régions. En effet, cette autonomie des régions implique également qu'on ne saurait prétendre que le principe d'égalité est violé pour le seul motif que les taxes d'environnement sont plus développées dans une région que dans une autre. Les régions ont de même la liberté de mener leur propre politique d'environnement, conformément à l'article 6, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Une telle différence ne peut en soi être jugée contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution. Même si certaines sociétés sont plus affectées que d'autres par la mesure attaquée, cette circonstance ne peut être considérée comme une conséquence disproportionnée de cette mesure, celle-ci n'étant pas arbitraire.

B.20.2. Le moyen ne peut être accueilli.

B.21. Dans l'affaire n° 2752, les parties requérantes allèguent la violation des articles 10, 11 et 172 de la Constitution en ce que toutes les sociétés sont également touchées par la mesure attaquée. Compte tenu de l'objectif poursuivi par le législateur, qui serait de renforcer l'effet des taxes d'environnement, elles n'aperçoivent pas comment il pourrait se justifier que tant les sociétés qui produisent beaucoup de déchets que les sociétés de recyclage dont l'activité sociale consiste précisément à éviter les déchets, perdent le bénéfice de la déductibilité des taxes d'environnement.

B.22.1. Il ne résulte pas du fait qu'il ait été déclaré au cours des travaux préparatoires que le législateur, par la mesure attaquée, souhaitait respecter notamment l'autonomie fiscale des régions, que le but de la mesure aurait été de renforcer l'effet des taxes régionales d'environnement.

B.22.2. En ce qui concerne l'impôt des sociétés, il n'existe pas entre les sociétés qui produisent des déchets et celles qui recyclent des déchets une différence telle qu'il en résulterait pour le législateur fédéral l'obligation de prévoir un régime particulier pour cette deuxième catégorie de sociétés. Les deux catégories bénéficient en effet de la même manière de la réduction du taux de l'impôt des sociétés, de sorte que, s'agissant des mesures compensatoires, elles peuvent être touchées de la même manière. Compte tenu de l'article 6, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, c'est au législateur décentralisé qu'il revient en outre de déterminer si et dans quelle mesure une distinction doit être faite en matière de politique des déchets et de taxes d'environnement entre les sociétés de recyclage et les autres.

B.23. Le moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

rejette les recours.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 septembre 2004.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

A. Arts.

SCHIEDSHOF

[2004/202871]

Auszug aus dem Urteil Nr. 146/2004 vom 15. September 2004

Geschäftsverzeichnissnrn. 2705, 2744 und 2752

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 8 des Gesetzes vom 24. Dezember 2002 zur Abänderung der Gesellschaftsregelung bezüglich der Einkommensteuern und zur Einführung eines Systems der Vorentscheidungen in Steuersachen, erhoben von der VoG FEBEM und anderen, von der Missil Petroleum AG und anderen und von der VoG Verbond der Ondernemingen voor recuperatie van ferro- en non-ferrometalen und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden A. Arts und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden A. Arts,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 26. Mai, am 27. und am 30. Juni 2003 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 27. Mai, am 30. Juni und am 1. Juli 2003 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 8 des Gesetzes vom 24. Dezember 2002 zur Abänderung der Gesellschaftsregelung bezüglich der Einkommensteuern und zur Einführung eines Systems der Vorentscheidungen in Steuersachen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 2002, zweite Ausgabe):

- die VoG FEBEM, mit Vereinigungssitz in 1930 Zaventem, Leuvensesteenweg 613, die Biffa Treatment AG, mit Gesellschaftssitz in 1040 Brüssel, Robert Schumanplein 6/5, die C.E.T.B. AG, mit Gesellschaftssitz in 7141 Carnières, chaussée Brunehaut 401, die Depovan AG, mit Gesellschaftssitz in 8800 Roeselare, Moorseelsesteenweg 32, die Machiels AG, mit Gesellschaftssitz in 3590 Diepenbeek, Kapelstraat 17, die Remo-Milieubeheer AG, mit Gesellschaftssitz in 3590 Diepenbeek, Kapelstraat 17, die Oostvlaams Milieubeheer AG, mit Gesellschaftssitz in 9042 Sint-Kruis-Winkel, J. Kennedylaan 50, die Propreté assainissement gestion de l'environnement AG, mit Gesellschaftssitz in 6041 Gosselies, rue Jean Mermoz 1, die SGS EWACS AG, mit Gesellschaftssitz in 9120 Melsele, Keetberglaan 4, Haven 1091, die Sita Noord AG, mit Gesellschaftssitz in 2340 Beerse, Lilsedijk 19, die Stevan AG, mit Gesellschaftssitz in 8860 Lendeledede, Heulsestraat 87, die Transvanheede AG, mit Gesellschaftssitz in 8940 Wervik, Dullaardstraat 4, die Van Gansewinkel Conteneurs Transport Wallonie AG, mit Gesellschaftssitz in 7180 Seneffe, rue de Manage 59-61, die Van Gansewinkel Chemie AG, mit Gesellschaftssitz in 2400 Mol, Berkebossenlaan 9, und die Van Gansewinkel Containertransport Vlaanderen AG, mit Gesellschaftssitz in 2400 Mol, Berkebossenlaan 7;

- die Missil Petroleum AG, mit Gesellschaftssitz in 5660 Couvin, Chantier de la Gare, die Société couvinoise des carburants GmbH, mit Gesellschaftssitz in 5660 Couvin, rue de la Ville 16, und die Pima GmbH, mit Gesellschaftssitz in 5032 Mazy, chaussée de Nivelles 2;

- die VoG Verbond der Ondernemingen voor recuperatie van ferro- en non-ferrometalen, mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, Komedianteenstraat 16/22, die Casier Recycling AG, mit Gesellschaftssitz in 8540 Deerlijk, Sint-Elooisstraat 2, die Cometsambre AG, mit Gesellschaftssitz in 6200 Châtelet, Rivage du Boubier 25, die Galloo AG, mit Gesellschaftssitz in 8930 Menen, Wervikstraat 320, die Van Heyghen Recycling AG, mit Gesellschaftssitz in 9000 Gent, Scheepzatestraat 9, und die Retra AG, mit Gesellschaftssitz in 9000 Gent, Scheepzatestraat 5.

Diese unter den Nummern 2705, 2744 und 2752 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Aus den Klageschriften geht hervor, daß die Nichtigkeitsklage sich auf Artikel 8 Nr. 1 des Gesetzes vom 24. Dezember 2002 zur Abänderung der Gesellschaftsregelung bezüglich der Einkommensteuern und zur Einführung eines Systems der Vorentscheidungen in Steuersachen (nachstehend «Gesetz vom 24. Dezember 2002») beschränkt. Dieser Artikel ändert Artikel 198 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 ab, in dem die Ausgaben aufgezählt sind, die hinsichtlich der Körperschaftsteuer nicht als Berufsaufwendungen gelten. Die angefochtene Bestimmung lautet wie folgt:

«In Artikel 198 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Absatz 1 Nr. 5, der durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 aufgehoben wurde, wird mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

5. die anderen regionalen Steuern, Abgaben und Gebühren als diejenigen im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen sowie die Erhöhungen, Vermehrungen, Kosten und Verzugszinsen in bezug auf diese nicht abzugsfähigen Steuern, Abgaben und Gebühren; ».

B.2.1. Mit dem Gesetz vom 24. Dezember 2002 wollte der Gesetzgeber eine Reform der Körperschaftsteuer durchführen, um die Sätze dieser Steuer wesentlich zu senken. Diese Reform mußte jedoch in einem haushaltsneutralen Rahmen erfolgen. Daher wurden in bezug auf die Gesellschaften gewisse Abzüge angepaßt oder geändert (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1918/001, S. 7). Die angefochtene Bestimmung fügt sich in diesen Rahmen ein. Laut der Begründung

«muß die Senkung der Körperschaftsteuer hinsichtlich des Haushalts neutral sein. [...]

Dieses globale Ziel wird teilweise erreicht durch die vorliegende Bestimmung, die den Abzug der Regionalsteuern auf seiten der inländischen Gesellschaften verbietet.

Dieses Mittel wurde also angewandt unter Berücksichtigung der globalen Zielsetzung einer Senkung der Steuersätze, in deren Genuß alle inländischen Gesellschaften gelangen sollen, so daß diese Maßnahme für alle inländischen Gesellschaften vorgesehen ist.» (ebenda, SS. 44-45)

B.2.2. Die angefochtene Bestimmung schließt nicht die Abzugsfähigkeit aller regionalen Steuern und Abgaben als Berufsaufwendungen von den besteuerten Einkünften im System der Körperschaftsteuer aus, sondern lediglich der anderen «regionalen Steuern, Abgaben und Gebühren» als derjenigen, die in Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen in der zuletzt durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerlichen Befugnisse der Regionen abgeänderten Fassung angeführt sind.

Sie bezieht sich nur auf die Steuern, die die Regionen auf der Grundlage ihrer autonomen Steuerbefugnis im Sinne von Artikel 170 § 2 der Verfassung einführen (siehe *Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1918/001, SS. 43-44) und nicht - obwohl in den Vorarbeiten das Gegenteil angeführt ist (ebenda) - auf die Gebühren, die sie in Anwendung von Artikel 173 der Verfassung festlegen.

Da die Klagegründe sich nur auf die somit beschriebenen Regionalsteuern und nicht auf die gemäß den Vorarbeiten nicht ins Auge gefaßten regionalen Gebühren beziehen, wird der Hof die letzteren in seiner Untersuchung nicht berücksichtigen.

B.2.3. Die Auswahl der autonomen Regionalsteuern hat der Gesetzgeber wie folgt begründet:

«Zu erlauben, daß diese Steuern, Abgaben und Gebühren von den im System der Körperschaftsteuer zu versteuernden Gewinnen abgezogen würden, würde schließlich die Wirkung dieser Abgaben verringern und könnte daher die Effizienz der Steuerinstrumente, die von den Regionen autonom beschlossen wurden, [...] indirekt hintertreiben.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1918/001, S. 44)

B.3. Die in den Klageschriften angeführten Klagegründe beziehen sich sowohl auf die Einhaltung der Zuständigkeitsregeln als auch auf die Einhaltung des Gleichheitsgrundsatzes. Der Hof prüft die Übereinstimmung der angefochtenen Bestimmung mit den Regeln der Zuständigkeitsverteilung, bevor er ihre Vereinbarkeit mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung prüft.

B.4. In einer ersten Reihe von Klagegründen wird ein Verstoß gegen Artikel 170 § 2 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 6 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 2 des Gesetzes vom 23. Januar 1989 bezüglich der in Artikel 110 §§ 1 und 2 der Verfassung (nunmehr Artikel 170) genannten Steuerkompetenz sowie mit dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz angeführt. Mit der angefochtenen Bestimmung mische sich der föderale Gesetzgeber zunächst zu Unrecht in die Umweltpolitik der Regionen ein, indem er ausgehend von dem Unterschied zwischen den autonomen Regionalsteuern und den Regionalsteuern im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen die Effizienz der autonomen Regionalsteuern erhöhen wolle, was ihm nicht zustehe. Zweitens habe die angefochtene Maßnahme zur Folge, daß die Schuldner der Abfallabgaben, für die aufgrund von Artikel 6 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ausschließlich die Regionen zuständig seien, mehr Steuern zahlen müßten, während der Staat gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 23. Januar 1989 nicht befugt sei, Steuern auf die in Artikel 6 § 1 II vorgesehenen Sachbereiche Wasser und Abfall zu erheben. Zumindest erschwere es der föderale Gesetzgeber den Regionen in übertriebenem Maße, eine Umweltpolitik zu führen, da auf diese Weise in die wirtschaftliche Tragweite der Umweltabgaben eingegriffen werde.

B.5.1. Die angefochtene Bestimmung schafft im Rahmen der Körperschaftsteuer die Abzugsfähigkeit der autonomen Regionalsteuern als Berufsaufwendungen ab. Mit dieser Maßnahme hat der föderale Gesetzgeber eine Befugnis ausgeübt, die er besitzt, nämlich seine Befugnis für die Körperschaftsteuer. Es obliegt dem Gesetzgeber, der zur Erhebung einer Steuer befugt ist, die Modalitäten dieser Steuer festzulegen.

Es ist jedoch zu prüfen, ob der föderale Gesetzgeber bei der Ausübung seiner Steuerbefugnis nicht auf die Befugnisse der Regionen übergriffen hat.

B.5.2. Unter Berücksichtigung der allgemeinen Steuerbefugnis, die gemäß Artikel 170 §§ 1 und 2 der Verfassung den darin angeführten Obrigkeiten zukommt, steht es dem föderalen Gesetzgeber grundsätzlich frei, die Modalitäten zur Berechnung der Erhebungsgrundlage der föderalen Körperschaftsteuer festzulegen und somit zu bestimmen, daß die betreffenden Regionalsteuern nicht mehr als abzugsfähige Berufsaufwendungen anzusehen sind. Auch wenn eine solche Maßnahme eindeutig Folgen für die Steuerpflichtigen hat, die sowohl der Körperschaftsteuer als auch diesen Regionalsteuern unterliegen, kann eine solche Maßnahme nicht als eine neue föderale Steuer angesehen werden. Es handelt sich ebenfalls nicht um eine Abschaffung der durch die Regionen eingeführten Steuern, so daß die Frage, ob deren «Notwendigkeit» im Sinne von Artikel 170 § 2 Absatz 2 der Verfassung erwiesen ist, nicht zu stellen ist.

B.5.3. Im übrigen muß ein Gesetzgeber bei der Erhebung einer Steuer das Interesse, das er schützen möchte, gegen andere Interessen abwägen, wenn diese durch Maßnahmen anderer Gesetzgeber bei der Ausübung ihrer Zuständigkeit geschützt werden. Die Verhältnismäßigkeit ist ein Bestandteil der Befugnis dieses Gesetzgebers.

In diesem Zusammenhang ist der Politik der Umweltabgaben der Regionen eine besondere Aufmerksamkeit zu widmen, denn obwohl sie ihre zuständigerrechtliche Grundlage in der Zuständigkeit der Regionen zur Erhebung von Steuern findet, steht sie im engen Zusammenhang mit ihrer Zuständigkeit für die Umweltpolitik gemäß Artikel 6 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

B.5.4. Indem der föderale Gesetzgeber die autonomen Regionalsteuern als Kriterium gewählt hat, hat er keineswegs gegen Zuständigkeiten verstoßen, die er nicht besitzt, sondern wie aus den in B.2.3 angeführten Erklärungen hervorgeht, im Gegenteil die Steuerautonomie der Regionen und ihre diesbezüglichen politischen Ziele beachten wollen.

B.5.5. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.6. In der Rechtssache Nr. 2705 wird gleichzeitig ein Verstoß gegen Artikel 172 Absatz 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 143 § 1 angeführt, da die angefochtene Bestimmung den Ausgleich für die Senkung der Sätze der Körperschaftsteuer, die sowohl in der Flämischen und der Wallonischen Region als auch in der Region Brüssel-Hauptstadt Anwendung findet, auf eine bestimmte Region abwälze, nämlich die Flämische Region, in der die autonomen Regionalsteuern und insbesondere die Umweltabgaben im Durchschnitt höher seien als in den anderen Regionen. Die föderale Loyalität und das Recht auf gleichen Schutz der Wirtschafts- und Währungsunion würden hierdurch verletzt.

B.7.1. Aus dem globalen Staatsverständnis sowie aus den Sondergesetzen und den ordentlichen Gesetzen zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen, insbesondere Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und Artikel 9 § 1 und sowie Artikel 9bis des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989, geht hervor, daß das belgische Staatssystem auf einer Wirtschafts- und Währungsunion fußt.

Obwohl Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sich in den Rahmen der Zuteilung von Zuständigkeiten an die Regionen hinsichtlich der Wirtschaft einfügt, gilt diese Bestimmung als Ausdruck des Willens des Sondergesetzgebers, eine einheitliche Grundregelung der Organisation der Wirtschaft auf einem integrierten Markt aufrechtzuerhalten. Die verschiedenen Obrigkeiten müssen daher ihre Zuständigkeiten unter Berücksichtigung des normativen Rahmens der Wirtschafts- und Währungsunion ausüben.

B.7.2. Im vorliegenden Fall weisen die Parteien nicht nach und erkennt der Hof nicht, wie eine Maßnahme, die die Abschaffung der Abzugsfähigkeit der autonomen Regionalsteuern als Berufsaufwendungen in der Körperschaftsteuer bezweckt und die sich somit auf die Festlegung von Regeln in steuerlicher Hinsicht innerhalb der eigenen Steuerbefugnis des föderalen Gesetzgebers für die Körperschaftsteuer beschränkt, an sich die Regeln der Wirtschafts- und insbesondere den freien Güterverkehr verletzen würde.

B.7.3. Der Umstand, daß die Nichtabzugsfähigkeit der autonomen Regionalsteuern auf seiten bestimmter Gesellschaften nicht vollständig durch die Senkung der Körperschaftsteuersätze ausgeglichen wird, kann zwar gegebenenfalls die Regionen veranlassen, die autonomen Steuern anzupassen, doch daraus ergibt sich nicht, daß ein Verstoß gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen vorliegt.

B.7.4. Die Argumente, mit denen die klagenden Parteien nachweisen möchten, daß die angefochtene Bestimmung gegen die föderale Loyalität verstoße, decken sich im übrigen mit denjenigen, die in B.5 abgewiesen wurden.

B.7.5. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.8. Alle klagenden Parteien führen einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung an, da Artikel 8 Nr. 1 des Gesetzes vom 24. Dezember 2002 nur «die regionalen Steuern, Abgaben und Gebühren» von der Abzugsfähigkeit als Berufsaufwendungen ausschließt, während die Steuern der Provinzen und Gemeinden weiterhin abzugsfähig seien.

B.9.1. Nach Darlegung des Ministerrates seien einerseits die Regionalsteuern und andererseits die Gemeinde- und Provinzsteuern nicht miteinander vergleichbar, da letztere sich auf einer niedrigeren Ebene befänden als die föderalen Steuern.

Obwohl die Steuerbefugnis, die den Provinzen und Gemeinden durch Artikel 170 §§ 3 und 4 der Verfassung zuerkannt wird, in der Regel nicht sinnvoll mit der Steuerbefugnis des Föderalstaates oder der Regionen verglichen werden kann, sind die Steuern der Regionen und der Gemeinden und Provinzen hinsichtlich der Abzugsfähigkeit oder Nichtabzugsfähigkeit als Berufsaufwendungen im föderalen System der Körperschaftsteuer vergleichbar, da beide Kosten darstellen können, die der Steuerpflichtige in einem besteuerebaren Zeitraum getätigt oder auf sich genommen hat, um die besteuerebaren Einkünfte zu erwerben oder zu behalten.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.9.2. Es gehört jedoch nicht zur Zuständigkeit des Hofes, über die unterschiedliche Weise zu befinden, in der der Gesetzgeber zwei Arten von Steuern behandelt. Damit der Hof im Rahmen seiner Zuständigkeiten Stellung nehmen kann, muß der Klagegrund als ein Vergleich der Steuersituation von zwei Kategorien von Personen verstanden werden.

Diesbezüglich stellt der Hof fest, daß alle Gesellschaften gegebenenfalls einerseits den autonomen Regionalsteuern und andererseits den Gemeinde- und Provinzsteuern unterliegen.

B.9.3. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.10. In der Rechtssache Nr. 2705 sowie in der Rechtssache Nr. 2744 führen die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung an, gegebenenfalls in Verbindung mit dem Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerlichen Befugnisse der Regionen, da die angefochtene Bestimmung zu Unrecht zwischen den autonomen Regionalsteuern und den Regionalsteuern im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 unterscheidet, denn seit der Abänderung der letztgenannten Bestimmung durch das Gesetz vom 13. Juli 2001 sei der Unterschied zwischen beiden Arten von Steuern verschwunden. Nach Auffassung der klagenden Parteien bestehe folglich eine Diskriminierung zwischen den Gesellschaften, die der ersten Kategorie von Steuern unterlägen, und den Gesellschaften, die der zweiten Kategorie von Steuern unterlägen, da nur letztere als Berufsaufwendungen im System der Körperschaftsteuer abzugsfähig blieben.

B.11.1. Wie in B.9.2 stellt der Hof fest, daß alle Gesellschaften gegebenenfalls einerseits den autonomen Regionalsteuern und andererseits den Regionalsteuern im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 unterliegen.

Abgesehen von dem, was sie in den in B.19 und B.21 dargelegten Klagegründen anführen - die der Hof in B.20 und B.22 untersuchen wird -, weisen die klagenden Parteien nicht nach, inwiefern eine bestimmte Kategorie von Gesellschaften gegenüber einer anderen Kategorie diskriminiert würde.

B.11.2. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.12. In der Rechtssache Nr. 2705 sowie in der Rechtssache Nr. 2752 führen die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung an, da die angefochtene Bestimmung eine Behandlungsungleichheit einführe zwischen den autonomen Regionalsteuern, die nicht mehr als Berufsaufwendungen in der Körperschaftsteuer abzugsfähig seien, und den föderalen Umweltsteuern, die hingegen abzugsfähig blieben.

B.13.1. Da alle Gesellschaften sowohl den autonomen Regionalsteuern als auch den föderalen Umweltsteuern unterliegen können, besteht zwischen ihnen kein Behandlungsunterschied.

B.13.2. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.14. In der Rechtssache Nr. 2744 sowie in der Rechtssache Nr. 2752 führen die klagenden Parteien an, es werde gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung verstoßen, da die angefochtene Bestimmung nur auf Gesellschaften anwendbar sei und nicht für natürliche Personen gelte, die ihre Tätigkeit in Form eines Einmannbetriebes ausübten. Obwohl beide Kategorien von Personen den autonomen Regionalsteuern unterlägen, werde die zweite Kategorie von Personen diese Steuern dennoch als Berufsaufwendungen im System der Steuer der natürlichen Personen abziehen können, während die erste Kategorie von Personen im System der Körperschaftsteuer nicht mehr über diese Abzugsmöglichkeit verfüge.

B.15.1. Nach Darlegung des Ministerrates seien Gesellschaften und natürliche Personen, die ihre Tätigkeit in Form eines Einmannbetriebes ausübten, in steuerlicher Hinsicht nicht vergleichbar, da für jede der beiden Kategorien von Personen eine andere Steuerregelung anwendbar sei.

B.15.2. Obwohl der Steuer der natürlichen Personen und der Körperschaftsteuer unterschiedliche Grundsätze zugrunde liegen, weil erstens die Steuersätze unterschiedlich sind und zweitens alle Einkünfte, Gewinne und Erträge der Gesellschaften besteuerebar sind, was für diejenigen der natürlichen Personen nicht der Fall ist, und drittens die natürlichen Personen von ihrem besteuerebaren Einkommen nur die gesetzlich vorgeschriebenen Kosten abziehen können, während die Gesellschaften alle Kosten abziehen können, mit Ausnahme derjenigen, die durch das Gesetz ausgeschlossen sind, ist die Einrede des Ministerrates abzuweisen, weil die autonomen Regionalsteuern sowohl für natürliche Personen als auch für Gesellschaften Kosten darstellen, die der Steuerpflichtige im besteuerebaren Zeitraum getätigt oder auf sich genommen hat, um das besteuerebare Einkommen zu erwerben oder zu behalten im Sinne von Artikel 49 des EStGB 1992, und somit vergleichbar sind.

B.15.3. Die Einrede wird abgewiesen.

B.16.1. Die angefochtene Bestimmung fügt sich in das Bemühen des Gesetzgebers ein, die Körperschaftsteuersätze in einem haushaltsneutralen Rahmen zu senken.

Da die Senkung der Körperschaftsteuersätze nur den Gesellschaften zugute kommt, ist es nicht ungerechtfertigt, den Haushaltsausgleich für den Verlust der Steuereinnahmen infolge dieser Senkung der Körperschaftsteuersätze ausschließlich den Gesellschaften aufzuerlegen.

Eine solche Maßnahme kann ebenfalls nicht als unverhältnismäßig angesehen werden angesichts des Vorteils der Senkung der Steuersätze zugunsten der Gesellschaften.

B.16.2. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.17. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2744 führen einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung an, da die angefochtene Bestimmung eine Behandlungsungleichheit einführe zwischen einerseits den Gesellschaften, die Eigentümerinnen von ausschließlich in der Wallonischen Region niedergelassenen Tankstellen seien und die der jährlichen Abgabe auf Selbstbedienungszapfsäulen im Sinne des Dekrets der Wallonischen Region vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region (*Belgisches Staatsblatt*, 27. November 1998) unterlägen, und andererseits den Gesellschaften, die Eigentümerinnen ähnlicher Anlagen seien und die in den beiden anderen Regionen niedergelassen seien, in denen eine solche Abgabe nicht bestehe. Infolge der angefochtenen Bestimmung werde nur die erste Kategorie von Gesellschaften die obenerwähnten Steuern nicht mehr als Berufsaufwendungen im System der Körperschaftsteuer abziehen können.

B.18.1. Die im Klagegrund angeprangerte unterschiedliche Behandlung hängt nicht mit der angefochtenen Bestimmung zusammen, die sich ohne Unterschied auf alle autonomen Regionalsteuern in gleich welcher Region bezieht, sondern mit der Steuerautonomie, die den Regionen durch die Verfassung gewährt wurde, und mit der sich daraus ergebenden Möglichkeit einer unterschiedlichen Politik. Diese Steuerautonomie der Regionen beinhaltet unter anderem, daß nicht behauptet werden kann, es werde bloß dadurch gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, daß eine Region eine Steuer eingeführt habe, während eine andere Region dies nicht getan habe. Es kann nicht davon ausgegangen werden, daß ein solcher Unterschied im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 172 der Verfassung steht. Selbst wenn bestimmte Gesellschaften stärker von der angefochtenen Maßnahme betroffen sind als andere, kann dieser Umstand nicht als eine unverhältnismäßige Folge der Maßnahme angesehen werden, da diese nicht willkürlich ist.

B.18.2. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.19. In der Rechtssache Nr. 2705 sowie in der Rechtssache Nr. 2752 führen die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 Absatz 1 der Verfassung in Verbindung mit dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz an, da die Senkung der Körperschaftsteuer zugunsten aller Gesellschaften nur von einer sehr begrenzten Gruppe von Gesellschaften getragen werde, nämlich den der föderalen Körperschaftsteuer unterliegenden Unternehmen, die gleichzeitig die regionale Umweltabgabe zahlen müßten. Die klagenden Parteien führen an, da die autonomen Regionalsteuern hauptsächlich aus Umweltabgaben bestünden, seien insbesondere die Gesellschaften betroffen, die mit solchen Abgaben zu kämpfen hätten.

B.20.1. Die in den Klagegründen angeprangerte unterschiedliche Behandlung findet ihren Ursprung nicht in der angefochtenen Bestimmung, da diese in gleicher Weise für alle Gesellschaften gilt, die autonome Regionalsteuern zahlen, sondern ist eine mögliche Folge einer unterschiedlichen Steuerpolitik, was durch die Steuerautonomie erlaubt ist, die den Regionen durch Artikel 170 § 2 der Verfassung gewährt wurde. Eine solche Autonomie der Regionen beinhaltet jedoch auch, daß nicht behauptet werden kann, es werde durch den bloßen Umstand gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, daß die Umweltabgaben in einer Region stärker ausgeprägt seien als in einer anderen Region. Ebenso steht es den Regionen frei, aufgrund von Artikel 6 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen eine eigene Umweltpolitik aufzubauen. Es kann nicht davon ausgegangen werden, daß solche Unterschiede an sich im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehen. Selbst wenn bestimmte Gesellschaften stärker von der angefochtenen Maßnahme betroffen sind als andere, kann dieser Umstand nicht als unverhältnismäßige Folge der Maßnahme angesehen werden, da diese nicht willkürlich ist.

B.20.2. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.21. In der Rechtssache Nr. 2752 führen die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung an, da alle Gesellschaften in gleicher Weise von der angefochtenen Maßnahme betroffen seien. Im Lichte der Zielsetzung des Gesetzgebers, die darin bestehe, die Wirkung der Umweltabgaben zu verstärken, sähen sie nicht ein, wie es zu rechtfertigen sei, daß sowohl Gesellschaften, die viel Abfälle erzeugten, als auch Recyclingbetriebe, deren Gesellschaftstätigkeit gerade darin bestehe, Abfälle zu vermeiden, den Vorteil der Abzugsfähigkeit der Umweltabgaben verlören.

B.22.1. Aus dem Umstand, daß in den Vorarbeiten erklärt wurde, daß der Gesetzgeber mit der angefochtenen Maßnahme auch die Steuerautonomie der Regionen beachten wollte, ergibt sich nicht, daß die Maßnahme dazu diene, die Folgen der regionalen Umweltabgaben zu verstärken.

B.22.2. In bezug auf die Körperschaftsteuer besteht zwischen Gesellschaften, die Abfall erzeugen, und denjenigen, die Abfälle aufbereiten, nicht ein solcher Unterschied, daß sich daraus für den föderalen Gesetzgeber die Verpflichtung ergeben würde, für die zweite Kategorie von Gesellschaften eine Sonderregelung vorzusehen. Beide Kategorien gelangen nämlich in gleicher Weise in den Genuß der Senkung der Körperschaftsteuersätze, so daß sie hinsichtlich der Ausgleichsmaßnahmen in gleicher Weise betroffen sein können. Unter Berücksichtigung von Artikel 6 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen obliegt es darüber hinaus dem zuständigen Dekretgeber festzulegen, ob und in welchem Maße hinsichtlich der Abfallpolitik und der Umweltabgaben zwischen Recyclingbetrieben und anderen zu unterscheiden ist.

B.23. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klagen zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. September 2004.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

A. Arts.

COUR D'ARBITRAGE

[2004/203073]

Extrait de l'arrêt n° 148/2004 du 15 septembre 2004

Numéro du rôle : 2773

En cause : la question préjudicielle concernant les articles 1^{er bis} et 1^{er ter} de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, posée par le Tribunal du travail de Bruxelles.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot et L. Lavrysen, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 28 juillet 2003 en cause de B. Le Charlier contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 13 août 2003, le Tribunal du travail de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 1^{er bis} et 1^{er ter} de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives en cas d'infractions à certaines lois sociales, violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'ils ne permettent pas aux personnes qui exercent devant le tribunal le recours prévu à l'article 8 de cette loi et qui établissent que le délai raisonnable pour prononcer une amende administrative a été dépassé, de bénéficier d'une réduction de l'amende au dessous des minima légaux prévus par la loi, alors que, pour une même infraction, elles peuvent bénéficier, devant le tribunal correctionnel, de l'application de l'article 21^{ter} du Code d'instruction criminelle entraînant, le cas échéant, soit une simple déclaration de culpabilité soit une peine inférieure à la peine minimale prévue par la loi ? »

(...)

III. *En droit*

(...)

B.1. Le juge *a quo* interroge la Cour au sujet de la différence de traitement existant entre l'employeur coupable d'infractions à certaines lois sociales qui est poursuivi devant le tribunal correctionnel, et celui qui, coupable des mêmes infractions, se voit infliger une amende administrative sur la base de la loi du 30 juin 1971, après que l'auditeur du travail a pris la décision de ne pas poursuivre, et qui exerce, devant le tribunal du travail, un recours contre la décision lui infligeant cette amende.

En cas de dépassement du délai raisonnable de la procédure, l'employeur poursuivi pénalement peut, soit se voir infliger une peine inférieure à la peine minimale prévue par la loi, soit voir prononcer une simple déclaration de culpabilité, en application de l'article 21^{ter} du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

B.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le tribunal du travail ne pourrait considérer que le dépassement du délai raisonnable qu'il constate constitue une circonstance atténuante et accorder en conséquence une réduction de l'amende par application de l'article 1^{er ter} de la loi du 30 juin 1971, de sorte que la différence de traitement dénoncée par la question préjudicielle disparaîtrait ou serait atténuée et, dès lors, justifiée.

En effet, la notion de dépassement du délai raisonnable ne se confond pas avec celle de circonstance atténuante, et rien, dans la loi du 30 juin 1971, n'autorise le fonctionnaire ou le tribunal du travail à appliquer l'article 1^{er ter} de cette loi dans l'hypothèse du dépassement du délai raisonnable.

B.3. Bien que l'article 21^{ter} du titre préliminaire du Code de procédure pénale, qui confirme une solution adoptée par la Cour de cassation, ne s'applique, en tant que tel, qu'en cas de poursuites pénales, il ne s'ensuit pas que la personne qui se voit infliger une amende administrative et qui exerce un recours devant le tribunal du travail pourrait être jugée et condamnée hors de tout délai raisonnable sans que ce tribunal ne puisse tenir compte du préjudice causé par ce dépassement du délai.

B.4. Lorsque, pour un même fait, une personne peut être condamnée, soit à une amende pénale, soit à une amende administrative qui ont l'une et l'autre un caractère répressif prédominant, elle puise dans l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme - de même que dans un principe général du droit interne - le droit de ne pas être jugée au-delà d'un délai raisonnable. Dans l'un et l'autre cas, il appartient au juge saisi d'apprécier si ce délai a été dépassé et de déterminer la réparation la plus adéquate du préjudice subi. Quelle que soit la juridiction saisie, elle doit apprécier de la même manière quel est le point de départ du délai, en tenant compte de ce qu'il peut s'agir d'une date antérieure à la saisine de la juridiction de jugement, par exemple de l'ouverture d'enquêtes préliminaires (Cour eur. D.H., *Deweert c/Belgique* du 27 février 1980, série A, n° 35, § 42; *Corigliano c/Italie* du 10 décembre 1982, série A, n° 57, § 34), et de ce que, si l'accusation se définit comme « la notification officielle, émanant de l'autorité compétente, du reproche d'avoir accompli une infraction pénale », elle peut « dans certains cas revêtir la forme d'autres mesures impliquant un tel reproche et entraînant elles aussi des répercussions importantes sur la situation du suspect » (mêmes arrêts et Cour eur. D.H., *Metzger c/Allemagne* du 31 mai 2001, § 31).

B.5. Si le législateur a aménagé les conséquences du dépassement du délai raisonnable par la disposition contenue à l'article 21^{ter} du titre préliminaire du Code de procédure pénale et si cet article ne s'applique pas au recours exercé devant le tribunal du travail, celui-ci n'est pas dispensé pour autant de tirer les conséquences d'un dépassement du délai raisonnable qu'il constate.

B.6. La seule différence de traitement entre les deux catégories de personnes comparées dans la question préjudicielle tient à ce que, pour celle qui est poursuivie devant le tribunal correctionnel, les conséquences du dépassement du délai raisonnable sont déterminées par l'article 21^{ter} du titre préliminaire du Code de procédure pénale, tandis que, pour celle qui exerce un recours devant le tribunal du travail, ces conséquences sont laissées à l'appréciation de ce tribunal. Si les deux catégories de personnes font l'objet d'un traitement différent, celui-ci ne peut être tenu pour discriminatoire.

B.7. Il s'ensuit que la question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

La question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 septembre 2004.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/203073]

Uittreksel uit arrest nr. 148/2004 van 15 september 2004

Rolnummer 2773

In zake : de prejudiciële vraag over de artikelen *1bis* en *1ter* van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, gesteld door de Arbeidsrechtbank te Brussel.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot en L. Lavrysen, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag en rechtspleging*

Bij vonnis van 28 juli 2003 in zake B. Le Charlier tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 13 augustus 2003, heeft de Arbeidsrechtbank te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden de artikelen *1bis* en *1ter* van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre zij het de personen die voor de rechtbank het in artikel 8 van die wet bedoelde beroep instellen en die aantonen dat de redelijke termijn om een administratieve geldboete uit te spreken is overschreden, niet mogelijk maken een vermindering van de geldboete te genieten tot minder dan de in de wet bedoelde wettelijke minima terwijl, voor eenzelfde inbreuk, zij voor de correctionele rechtbank de toepassing kunnen genieten van artikel 21ter van het Wetboek van Strafvordering dat, in voorkomend geval, hetzij tot een eenvoudige schuldigverklaring hetzij tot een straf die lager kan zijn dan de wettelijke minimumstraf leidt ? »

(...)

III. *In rechte*

(...)

B.1. De verwijzende rechter ondervraagt het Hof over het verschil in behandeling tussen de werkgever die schuldig is aan overtredingen van sommige sociale wetten en die wordt vervolgd voor de correctionele rechtbank, en de werkgever die schuldig is aan dezelfde overtredingen en een administratieve geldboete opgelegd krijgt op grond van de wet van 30 juni 1971, nadat de arbeidsauditeur de beslissing heeft genomen hem niet te vervolgen, en die, voor de arbeidsrechtbank, een beroep instelt tegen de beslissing waarbij hem die boete wordt opgelegd.

In geval van overschrijding van de redelijke termijn van de procedure kan aan de werkgever die strafrechtelijk wordt vervolgd, een straf worden opgelegd die lager is dan de bij de wet voorgeschreven minimumstraf, ofwel kan tegen hem een eenvoudige schuldigverklaring worden uitgesproken, met toepassing van artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

B.2. In tegenstelling met wat de Ministerraad beweert, zou de arbeidsrechtbank niet ervan kunnen uitgaan dat de overschrijding van de redelijke termijn die zij vaststelt, een verzachtende omstandigheid is en dienovereenkomstig een vermindering van de geldboete toekennen met toepassing van artikel 1ter van de wet van 30 juni 1971, zodat het in de prejudiciële vraag aangeklaagde verschil in behandeling zou verdwijnen of zou worden afgezwakt en derhalve verantwoord zou zijn.

Het begrip « overschrijding van de redelijke termijn » valt immers niet samen met het begrip « verzachtende omstandigheid », en niets in de wet van 30 juni 1971 staat de ambtenaar of de arbeidsrechtbank toe artikel 1ter van die wet toe te passen in het geval van de overschrijding van de redelijke termijn.

B.3. Hoewel artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, die een door het Hof van Cassatie aangenomen oplossing bevestigt, als dusdanig slechts van toepassing is in geval van strafrechtelijke vervolgingen, volgt daaruit niet dat de persoon die een administratieve geldboete opgelegd krijgt en die voor de arbeidsrechtbank een beroep instelt, zou kunnen worden berecht en veroordeeld buiten elke redelijke termijn zonder dat die rechtbank rekening zou kunnen houden met het nadeel dat door die overschrijding van de termijn wordt veroorzaakt.

B.4. Wanneer een persoon, wegens eenzelfde feit, kan worden veroordeeld, hetzij tot een strafrechtelijke boete, hetzij tot een administratieve boete, die beide een overwegend repressief karakter hebben, vindt die persoon in artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens - alsmede in een algemeen beginsel van intern recht - het recht om niet buiten een redelijke termijn te worden berecht. In beide gevallen staat het aan de rechter te oordelen of die termijn is overschreden en het meest gepaste herstel voor het geleden nadeel vast te stellen. Ongeacht het rechtscollege waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, dient op dezelfde manier te worden nagegaan welk het aanvangspunt van de termijn is, rekening houdend met het feit dat het kan gaan om een datum die aan de aanhangigmaking bij het vonnisgerecht voorafgaat, bijvoorbeeld de opening van het voorafgaand onderzoek (E.H.R.M., Deweer t/België van 27 februari 1980, serie A, nr. 35, § 42; Corigliano t/Italië van 10 december 1982, serie A, nr. 57, § 34) en met het feit dat, hoewel de beschuldiging wordt gedefinieerd als « de officiële kennisgeving, uitgaande van de bevoegde overheid, van het verwijt dat een strafrechtelijke inbreuk is gepleegd », zij « in sommige gevallen de vorm [kan] aannemen van andere maatregelen die een dergelijk verwijt inhouden en ook een belangrijke weerslag kunnen hebben op de situatie van de verdachte » (zelfde arresten en E.H.R.M., Metzger t/Duitsland van 31 mei 2001, § 31).

B.5. Hoewel de wetgever de gevolgen van de overschrijding van de redelijke termijn heeft ondervangen met de bepaling vervat in artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering en hoewel dat artikel niet van toepassing is op het beroep dat voor de arbeidsrechtbank wordt ingesteld, is die rechtbank daarom nog niet vrijgesteld van de verplichting rekening te houden met de gevolgen van een overschrijding van de redelijke termijn die zij vaststelt.

B.6. Het enige verschil in behandeling tussen de twee categorieën van personen die in de prejudiciële vraag worden vergeleken ligt in het feit dat, voor de categorie die voor de correctionele rechtbank wordt vervolgd, de gevolgen van de overschrijding van de redelijke termijn worden vastgesteld bij artikel 21^{ter} van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, terwijl voor de categorie die voor de arbeidsrechtbank een beroep instelt, die gevolgen aan het oordeel van die rechtbank worden overgelaten. Worden die twee categorieën van personen weliswaar verschillend behandeld, toch kan dat verschil niet discriminerend worden geacht.

B.7. Daaruit volgt dat de prejudiciële vraag geen antwoord behoeft.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

De prejudiciële vraag behoeft geen antwoord.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 september 2004.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[2004/203073]

Auszug aus dem Urteil Nr. 148/2004 vom 15. September 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2773

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf die Artikel 1^{bis} und 1^{ter} des Gesetzes vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldstrafen, die bei Verstößen gegen bestimmte Sozialgesetze zur Anwendung kommen, gestellt vom Arbeitsgericht Brüssel.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot und L. Lavrysen, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der präjudiziellen Frage und Verfahren*

In seinem Urteil vom 28. Juli 2003 in Sachen B. Le Charlier gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 13. August 2003 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstoßen die Artikel 1^{bis} und 1^{ter} des Gesetzes vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldstrafen, die bei Verstößen gegen bestimmte Sozialgesetze zur Anwendung kommen, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem sie es den Personen, die vor Gericht die in Artikel 8 dieses Gesetzes vorgesehene Klage erheben und nachweisen, daß die angemessene Frist zur Verhängung einer administrativen Geldstrafe überschritten ist, nicht ermöglichen, eine Herabsetzung der Geldstrafe bis unter die im Gesetz festgelegten Mindestsätze zu genießen, während sie für die gleiche Straftat vor dem Strafgericht in den Genuß der Anwendung von Artikel 21^{ter} des Strafprozeßgesetzbuches kommen können, der vorkommendenfalls entweder zu einer einfachen Schuldigerklärung oder zu einer Strafe, die unter dem gesetzlichen Strafmaß liegen kann, führt?»

(...)

III. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

B.1. Der verweisende Richter befragt den Hof bezüglich des Behandlungsunterschieds zwischen Arbeitgebern, die Übertretungen gewisser Sozialgesetze begehen und vor dem Strafgericht verfolgt werden, und denjenigen, die die gleichen Übertretungen begehen und denen eine administrative Geldstrafe aufgrund des Gesetzes vom 30. Juni 1971 auferlegt wird, nachdem der Arbeitsauditor beschlossen hat, sie nicht zu verfolgen, und die vor dem Arbeitsgericht Klage gegen die Entscheidung zur Auferlegung dieser Geldstrafe erheben.

Bei Überschreitung der angemessenen Verfahrensfrist kann einem strafrechtlich verfolgten Arbeitgeber entweder eine geringere Strafe als die gesetzlich vorgesehene Mindeststrafe auferlegt werden, oder es kann eine einfache Schuldigerklärung in Anwendung von Artikel 21^{ter} des einleitenden Titels des Strafprozeßgesetzbuches verkündet werden.

B.2. Im Gegensatz zu den Behauptungen des Ministerrates kann das Arbeitsgericht nicht davon ausgehen, daß die von ihm festgestellte Überschreitung der angemessenen Frist einen mildernden Umstand darstellt, und folglich kann es keine Herabsetzung der Geldstrafe in Anwendung von Artikel 1^{ter} des Gesetzes vom 30. Juni 1971 gewähren, so daß der in der präjudiziellen Frage angeprangerte Behandlungsunterschied aufgehoben oder vermindert würde und folglich gerechtfertigt wäre.

Der Begriff der «Überschreitung der angemessenen Frist» ist nämlich nicht mit demjenigen der «mildernden Umstände» gleichzusetzen, und das Gesetz vom 30. Juni 1971 erlaubt es dem Beamten oder dem Arbeitsgericht keineswegs, Artikel 1^{ter} dieses Gesetzes im Falle der Überschreitung der angemessenen Frist anzuwenden.

B.3. Obwohl Artikel 21^{ter} des einleitenden Titels des Strafprozeßgesetzbuches, der eine vom Kassationshof angenommene Lösung bestätigt, als solcher nur im Falle einer strafrechtlichen Verfolgung Anwendung findet, ergibt sich daraus nicht, daß die Person, der eine administrative Geldstrafe auferlegt wird und die Klage beim Arbeitsgericht erhebt, außerhalb jeder angemessenen Frist ein Urteil erhalten und verurteilt werden könnte, ohne daß das Gericht den durch diese Überschreitung der Frist verursachten Schaden berücksichtigen könnte.

B.4. Wenn eine Person wegen der gleichen Handlung entweder zu einer Geldstrafe im strafrechtlichen Sinne oder zu einer administrativen Geldstrafe verurteilt werden kann, die beide überwiegend repressiver Art sind, besitzt sie aufgrund von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention - sowie eines allgemeinen Grundsatzes des innerstaatlichen Rechts - das Recht, innerhalb einer angemessenen Frist ein Urteil zu erhalten. In beiden Fällen obliegt es dem befaßten Richter, zu beurteilen, ob diese Frist überschritten wurde, und die am besten geeignete Wiedergutmachung des erlittenen Schadens zu bestimmen. Ungeachtet des befaßten Rechtsprechungsorgans ist auf die gleiche Weise zu beurteilen, wann die Frist beginnt, dies unter Berücksichtigung dessen, daß es sich um ein Datum vor der Befassung des erkennenden Gerichts handeln kann, beispielsweise im Falle der Eröffnung einer Voruntersuchung (EuGHMR, Deweer gegen Belgien vom 27. Februar 1980, Serie A, Nr. 35, § 42; Corigliano gegen Italien vom 10. Dezember 1982, Serie A, Nr. 57, § 34), sowie der Tatsache, daß, wenngleich die Anklage als «amtliche Notifikation des Vorwurfs, eine Straftat begangen zu haben, durch die zuständige Behörde» definiert wird, sie «in gewissen Fällen die Form anderer Maßnahmen, die einen solchen Vorwurf beinhalten und ebenfalls erhebliche Auswirkungen auf die Lage des Verdächtigen mit sich bringen können, aufweisen kann» (dieselben Urteile und EuGHMR, Metzger gegen Deutschland vom 31. Mai 2001, § 31).

B.5. Zwar hat der Gesetzgeber die Folgen der Überschreitung der angemessenen Frist durch die in Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozeßgesetzbuches enthaltene Bestimmung aufgefangen und findet dieser Artikel nicht Anwendung auf die Klage beim Arbeitsgericht, doch dieses ist nicht davon befreit, die Schlußfolgerungen aus einer von ihm festgestellten Überschreitung der angemessenen Frist zu ziehen.

B.6. Der einzige Behandlungsunterschied zwischen den beiden in der präjudiziellen Frage miteinander verglichenen Kategorien von Personen besteht darin, daß für diejenigen, die vor dem Strafgericht verfolgt werden, die Folgen der Überschreitung der angemessenen Frist durch Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozeßgesetzbuches festgelegt werden, während für diejenigen, die Klage beim Arbeitsgericht erheben, diese Folgen dem Ermessen dieses Gerichtes überlassen bleiben. Auch wenn die beiden Kategorien von Personen unterschiedlich behandelt werden, kann dies nicht als diskriminierend angesehen werden.

B.7. Folglich bedarf die präjudizielle Frage keiner Antwort.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erkennt für Recht :

Die präjudizielle Frage bedarf keiner Antwort.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. September 2004.

Der Kanzler,

(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,

(gez.) M. Melchior.

COUR D'ARBITRAGE

[2004/202874]

Extrait de l'arrêt n° 150/2004 du 15 septembre 2004

Numéro du rôle : 2813

En cause : le recours en annulation de l'article 4 de la loi du 2 avril 2003 « modifiant la loi du 15 avril 1994, relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, et réglant le transfert de certains agents du Service de la Sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire », introduit par l'a.s.b.l. Ardennes liégeoises et J.-M. Vanguestaine.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges R. Henneuse, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 octobre 2003 et parvenue au greffe le 31 octobre 2003, un recours en annulation de l'article 4 de la loi du 2 avril 2003 « modifiant la loi du 15 avril 1994, relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, et réglant le transfert de certains agents du Service de la Sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire » (publiée au *Moniteur belge* du 2 mai 2003) a été introduit par l'a.s.b.l. Ardennes liégeoises, dont le siège social est établi à 4190 Ferrières, chemin du Vieux Thier 6, et J.-M. Vanguestaine, demeurant à 4190 Ferrières, chemin du Vieux Thier 6.

(...)

II. *En droit*

(...)

La disposition attaquée

B.1. Le recours porte sur l'article 4 de la loi du 2 avril 2003 « modifiant la loi du 15 avril 1994, relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, et réglant le transfert de certains agents du Service de la Sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire ».

Cette disposition insère dans la loi précitée du 15 avril 1994 un article *2bis*, qui énonce :

« La loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration n'est pas applicable aux matières nucléaires de même que tous les documents et données y relatifs. »

Quant au fond

En ce qui concerne le premier moyen

B.2. Selon le premier moyen, l'interdiction d'accès aux documents et données relatifs aux matières nucléaires - qu'édicte l'article 4 attaqué, en écartant en ce qui les concerne l'application de la loi du 11 avril 1994 - porterait une atteinte non justifiée et disproportionnée au droit à la publicité des documents administratifs; est notamment critiquée l'imprécision des termes « matières nucléaires » utilisés pour déterminer le champ d'application de l'interdiction d'accès en cause.

B.3.1. L'article 32 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134. »

B.3.2. En déclarant, à l'article 32 de la Constitution, que chaque document administratif - notion qui, selon le Constituant, doit être interprétée très largement - est en principe public, le Constituant a érigé le droit à la publicité des documents administratifs en un droit fondamental.

Des exceptions au principe de la publicité des documents administratifs ne sont possibles que dans les conditions fixées par la loi, le décret ou l'ordonnance. Elles doivent être justifiées et sont de stricte interprétation (*Doc. parl., Sénat, 1991-1992, n° 100-49/2°, p. 9*).

B.4.1. Les parties requérantes critiquent tout d'abord l'imprécision des termes « matières nucléaires » utilisés par l'article 4 attaqué pour déterminer l'objet des documents et données pour lesquels la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration est déclarée non applicable. Est plus particulièrement critiqué le fait que pourraient ainsi être visés tant les matières fissiles et leurs résidus que les « matières environnementales au sens institutionnel ».

B.4.2. L'article 2 de la loi du 2 avril 2003, en son 2°, complète par plusieurs définitions celles qui figuraient déjà à l'article 1^{er} de la loi précitée du 15 avril 1994. Les « matières nucléaires » sont définies comme suit par l'article 1^{er} nouveau :

« Pour l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution, il y a lieu d'entendre :

[...]

- matières nucléaires : les produits fissiles spéciaux et les matières brutes suivantes :

a) les produits fissiles spéciaux sont le plutonium 239, l'uranium 233, l'uranium enrichi en uranium 235 ou 233; tout produit contenant un ou plusieurs des isotopes ci-dessus.

L'uranium enrichi en uranium 235 ou 233 est de l'uranium qui contient soit de l'uranium 235 soit de l'uranium 233, soit ces deux isotopes en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 est supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel;

b) les matières brutes sont l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature, et l'uranium appauvri en uranium 235; le thorium; toutes les matières mentionnées ci-dessus sous forme de métal, d'alliage, de composés chimiques ou de concentrés; ».

B.4.3. Il s'ensuit que les termes « matières nucléaires » que vise l'article 2bis nouveau de la loi précitée du 15 avril 1994 ne peuvent être entendus qu'au sens que leur confère, limitativement, l'article 1^{er} nouveau de la même loi. La loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration est dès lors applicable aux matières nucléaires autres que celles reprises ci-dessus, ainsi qu'aux documents et données y relatifs.

B.5. Les parties requérantes critiquent le caractère à la fois injustifié et non proportionné de l'interdiction d'accès aux documents et données relatifs aux matières nucléaires au regard du droit à la publicité des documents administratifs, garanti par l'article 32 et, selon les requérants, par l'article 23 de la Constitution en ce qui concerne l'environnement.

B.6.1. Les objectifs généraux que poursuivait le législateur, en adoptant la loi en cause, ont été, lors des travaux préparatoires, précisés en ces termes :

« Les recherches et la production en matière d'énergie nucléaire ont été réglementées pour la première fois en Belgique par la loi du 4 août 1955 concernant la Sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire et son arrêté royal d'exécution du 14 mars 1956, qui sont remplacés par ce projet de loi.

L'objectif essentiel de cette loi était d'éviter que les matières nucléaires et la technologie nucléaire civile, provenant essentiellement des Etats-Unis d'Amérique (en contrepartie de la fourniture d'uranium du Congo pendant la seconde guerre mondiale), ne soient livrées à une puissance étrangère qui pourrait en faire mauvais usage.

[...]

En effet, si la protection des matières nucléaires se justifie toujours dans l'intérêt de la Sûreté de l'Etat, au niveau international, elle se justifie également par la volonté d'éviter la prolifération des armes nucléaires.

[...]

Le nouveau projet de loi abroge et remplace la loi du 4 août 1955 concernant la Sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire, tout en maintenant les grands principes consacrés par ceux-ci [lire : la loi et l'arrêté]. Il ne confère néanmoins, aucune compétence nouvelle aux inspecteurs nucléaires en matière policière et judiciaire même s'il étend le champ de compétences au contrôle des mesures de protection physique. » (*Doc. parl., Chambre, 2002-2003, DOC 50-2244/001, pp. 4 et 5*)

De même, il a été précisé :

« Le projet de loi concerne donc essentiellement les mesures de protection physique des matières et installations nucléaires ainsi que des documents y afférents. Ces mesures contribuent à assurer une plus grande sécurité dans ce domaine. Il s'agit en fait de toute mesure administrative, organisationnelle et technique qui a pour objectif de protéger les matières nucléaires en cours de production, d'utilisation, d'entreposage ou de transport contre les risques de vol ou de toute autre détention illicite.

Ces mesures visent également à protéger ces matières nucléaires en cours de production, d'utilisation, d'entreposage ainsi que les installations nucléaires et les transports nucléaires nationaux et internationaux contre les risques de sabotage. Très concrètement, il s'agira, par le biais des arrêtés d'exécution, de prévoir des moyens tels que des capteurs de détection d'intrusion, une surveillance par des gardiens, des restrictions à l'accès en fonction du degré de protection préconisé par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN). » (*Doc. parl., Chambre, 2002-2003, DOC 50-2244/002, pp. 3 et 4*)

B.6.2. L'article 4 attaqué a été, pour sa part, justifié comme suit :

« L'article 4 introduit une disposition selon laquelle il apparaît que la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration ne s'applique ni aux matières nucléaires, ni aux documents et données y afférents, par analogie à l'article 26 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Cette disposition a été ajoutée après que le texte a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat et porte sur l'instauration d'un système propre de classification et de déclassification pour le secteur nucléaire, indépendamment de la loi du 11 décembre 1998. » (*Doc. parl., Chambre, 2002-2003, DOC 50-2244/001, p. 7*)

B.7.1. En outre, la Cour constate que l'article 13 de la loi du 2 avril 2003 habilite le Roi à réglementer la classification des matières nucléaires et des documents et données y relatifs. Cet article a été commenté comme suit dans les travaux préparatoires :

« Cette disposition, qui est nouvelle par rapport au projet soumis au Conseil d'Etat, concerne l'article 10 du projet. Sur la base des propositions formulées par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, le Roi définit les règles en matière de classification et de déclassification et définit qui peut procéder à une classification. Le système mis au point peut s'éloigner des dispositions de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité afin qu'il puisse être tenu compte des directives reprises dans la Convention de protection physique et des directives de l'AIEA. » (*ibid.*, p. 10)

B.7.2. Il résulte de ce qui précède que, en adoptant l'article 4 attaqué, le législateur a entendu écarter l'application de la loi du 11 avril 1994 - législation de droit commun en matière de publicité de l'administration - pour les seuls documents et données qui seraient appelés à être classifiés en application de l'article 13 et des dispositions réglementaires prises en exécution de ce même article.

B.8. L'article 4 attaqué apporte au droit à la publicité des documents administratifs une restriction qui n'est pas dénuée de justification raisonnable.

Tout d'abord, l'interdiction d'accès en cause peut être considérée comme nécessaire à la réalisation des objectifs poursuivis par le législateur, à savoir assurer la sécurité de l'Etat et lutter contre la prolifération et le trafic illicite des armes nucléaires.

Par ailleurs, dès lors qu'elle est limitée, d'une part, aux seules matières nucléaires au sens de l'article 1^{er} nouveau de la loi du 15 avril 1994 et, d'autre part, aux seuls documents et données relatifs à ces matières et qui sont classifiés, l'interdiction d'accès n'est pas une mesure manifestement disproportionnée au regard des objectifs précités. En outre, l'article 26 de la loi du 15 avril 1994 charge l'Agence fédérale de contrôle nucléaire de diffuser une information neutre et objective dans le domaine nucléaire, y compris en ce qui concerne l'information technique en matière de sécurité nucléaire et de radioprotection, de telle sorte qu'une certaine publicité est néanmoins assurée en la matière.

B.9. Le premier moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le second moyen

B.10.1. La première branche du deuxième moyen, qui invoque la violation de l'article 23 de la Constitution, est proposée par les parties requérantes elles-mêmes « à l'appui » du premier moyen : le droit à la protection d'un environnement sain supposerait un large accès à l'information, tel que celui-ci est inscrit « en principe » à l'article 32 de la Constitution.

B.10.2. L'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution, qui charge le législateur compétent de garantir, d'une part, le droit à la protection d'un environnement sain, en tenant compte des obligations correspondantes, et, d'autre part, les conditions de leur exercice, ne permet pas de déduire un droit à l'information en ce qui concerne les matières nucléaires, qui irait au-delà des garanties de l'article 32 de la Constitution.

L'absence de violation de l'article 32 de la Constitution, constatée à l'occasion de l'examen du premier moyen, implique le rejet de la première branche du second moyen, prise de la violation de l'article 23 de la Constitution.

B.11. Dans la seconde branche du second moyen, les requérants allèguent que l'interdiction d'accès aux documents et données relatifs aux matières nucléaires, édictée par l'article 4 attaqué, violerait l'obligation de *standstill* résultant de l'article 23 de la Constitution, dont l'alinéa 3, 4^o, prévoit le droit à la protection d'un environnement sain.

B.12. Sans se prononcer sur le point de savoir si l'article 23 de la Constitution implique, en l'espèce, une obligation de *standstill* qui s'opposerait à ce que le législateur compétent réduise sensiblement le niveau de protection offert par la législation applicable, sans que soient présents à cette fin des motifs liés à l'intérêt général, la Cour constate que la restriction de l'accès aux documents et données dans les matières nucléaires, précisée en B.7.2, ne peut être qualifiée de mesure qui réduirait sensiblement le niveau de protection offert par la législation antérieure.

B.13.1. L'accès aux documents et données relatifs aux matières nucléaires était réglé par la loi du 4 août 1955 « concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire » et par ses arrêtés d'exécution.

L'article 2 de cette loi, abrogée par la loi attaquée du 2 avril 2003, prévoyait que les recherches, les matières et les méthodes de production nucléaires étaient couvertes par « le secret qui intéresse la défense du territoire et la sûreté de l'Etat ».

L'arrêté royal du 14 mars 1956, pris en exécution de cette loi, a instauré une procédure de classification, en a déterminé les modalités et a défini les mesures de sûreté applicables aux documents et matières classifiés. A ce titre, l'article 7 prévoit l'interdiction, pour toute personne qui détient des documents et matières classifiés, de les communiquer ou de fournir des informations à toute personne autre que celles qui ont qualité, en raison de leurs fonctions, pour en prendre connaissance ou pour les recevoir et font partie du même organisme ou exercent leur activité en collaboration avec les mêmes personnes.

B.13.2. La loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration organise, en son chapitre III, le droit de chacun de consulter les documents administratifs des autorités fédérales, et précise les modalités de cette consultation. L'article 6 précise toutefois diverses hypothèses dans lesquelles la demande de consultation peut être rejetée, notamment lorsqu'est en cause la sauvegarde de « l'ordre public, la sûreté ou la défense nationale » (paragraphe 1^{er}, 4^o) ou la sauvegarde d'« une obligation de secret instaurée par la loi » (paragraphe 2, 2^o). Cette seconde exception a toutefois été déclarée inapplicable aux documents administratifs à caractère environnemental par la loi du 26 juin 2000.

Par ailleurs, la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité prévoit (article 3) que peuvent faire l'objet d'une classification, notamment, les documents ou données dont l'utilisation inappropriée est de nature à porter atteinte, entre autres intérêts, à « la sûreté intérieure de l'Etat », y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire. L'article 26 de cette même loi écarte l'application de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration en ce qui concerne les informations, documents, données ou matières qui ont été classifiés.

B.14. Il résulte de ce qui précède que la disposition contenue dans l'article 4 de la loi du 2 avril 2003 ne peut être considérée comme emportant un recul sensible par rapport au droit d'accès aux documents et données en matière nucléaire.

B.15. Le second moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 septembre 2004.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/202874]

Uittreksel uit arrest nr. 150/2004 van 15 september 2004

Rolnummer 2813

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 4 van de wet van 2 april 2003 « tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en tot regeling van de overdracht van sommige personeelsleden van de Dienst Veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie », ingesteld door de v.z.w. Ardennes liégeoises en J.-M. Vanguestaine.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters R. Henneuse, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 oktober 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 31 oktober 2003, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 4 van de wet van 2 april 2003 « tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en tot regeling van de overdracht van sommige personeelsleden van de Dienst Veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 mei 2003), door de v.z.w. Ardennes liégeoises, met maatschappelijke zetel te 4190 Ferrières, chemin du Vieux Thier 6, en J.-M. Vanguestaine, wonende te 4190 Ferrières, chemin du Vieux Thier 6.

(...)

II. *In rechte*

(...)

De aangevochten bepaling

B.1. Het beroep heeft betrekking op artikel 4 van de wet van 2 april 2003 « tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en tot regeling van de overdracht van sommige personeelsleden van de Dienst Veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie ».

Bij die bepaling wordt in de voormelde wet van 15 april 1994 een artikel *2bis* ingevoegd, dat als volgt luidt :

« De wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur is niet van toepassing op kernmateriaal en alle daarop betrekking hebbende documenten en gegevens. »

*Ten gronde**Ten aanzien van het eerste middel*

B.2. Volgens het eerste middel zou het verbod van toegang tot documenten en gegevens betreffende het kernmateriaal - uitgevaardigd bij het aangevochten artikel 4, dat ter zake de toepassing van de wet van 11 april 1994 uitsluit - een onverantwoorde en onevenredige inbreuk maken op het recht op openbaarheid van de bestuursdocumenten; onder meer wordt de onduidelijkheid bekritiseerd van het woord « kernmateriaal » dat wordt gebruikt om de toepassingsfeer van het in het geding zijnde toegangsverbod te bepalen.

B.3.1. Artikel 32 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht elk bestuursdocument te raadplegen en er een afschrift van te krijgen, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de wet, het decreet of de regel bedoeld in artikel 134. »

B.3.2. Door te bepalen, in artikel 32 van de Grondwet, dat elk bestuursdocument - begrip dat volgens de Grondwetgever zeer ruim moet worden geïnterpreteerd - in de regel openbaar is, heeft de Grondwetgever het recht op openbaarheid van de bestuursdocumenten ingeschreven als een grondrecht.

Uitzonderingen op het beginsel van de openbaarheid van de bestuursdocumenten zijn slechts mogelijk onder de voorwaarden vastgesteld door de wet, het decreet of de ordonnantie. Zij moeten worden verantwoord en moeten beperkend worden geïnterpreteerd (*Parl. St.*, Senaat, 1991-1992, nr. 100-49/2°, p. 9).

B.4.1. De verzoekende partijen uiten in de eerste plaats kritiek op de onduidelijkheid van het woord « kernmateriaal » dat in het aangevochten artikel 4 is gebruikt om het onderwerp aan te geven van de documenten en gegevens waarvoor de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur niet-toepasselijk wordt verklaard. Inzonderheid wordt kritiek geuit op het feit dat daarmee zowel de splijtstoffen en hun residu's als het « kernmateriaal in de institutionele zin » zouden kunnen worden bedoeld.

B.4.2. Bij artikel 2, 2°, van de wet van 2 april 2003 wordt de lijst van definities die reeds waren opgenomen in artikel 1 van de voormelde wet van 15 april 1994, met verscheidene definities aangevuld. Het « kernmateriaal » wordt in het nieuwe artikel 1 als volgt gedefinieerd :

« Voor de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen wordt verstaan onder :

[...]

- kernmateriaal : de volgende bijzondere splijtbare producten en kerngrondstoffen :

a) de bijzondere splijtbare producten zijn plutonium 239, uranium 233, uranium verrijkt in uranium 235 of 233 : elk product dat één of meerdere van de hierboven vermelde isotopen bevat.

Uranium verrijkt in uranium 235 of 233 is uranium dat hetzij uranium 235 bevat hetzij uranium 233, dan wel deze beide isotopen in een zodanige hoeveelheid dat de verhouding tussen de som van beide isotopen en de isotoop 238 groter is dan de verhouding tussen de isotoop 235 en de isotoop 238 in natuurlijk uranium;

b) de kerngrondstoffen zijn het uranium dat een mengeling aan isotopen bevat die in de natuur voorkomen en uranium verarmd in uranium 235; thorium; de voornoemde materialen onder de vorm van metaal, legering, de chemische verbindingen of concentraten; ».

B.4.3. Daaruit volgt dat de term « kernmateriaal » bedoeld in het nieuwe artikel 2bis van de voormelde wet van 15 april 1994, enkel kan worden begrepen in de zin die daaraan op beperkende wijze wordt gegeven door het nieuwe artikel 1 van dezelfde wet. De wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur is derhalve van toepassing op het kernmateriaal dat niet hierboven bedoeld is, alsmede op de documenten en gegevens die daarop betrekking hebben.

B.5. De verzoekende partijen uiten kritiek op het onverantwoorde en ook onevenredige karakter van het verbod op toegang tot de documenten en gegevens betreffende kernmateriaal in het licht van het recht op de openbaarheid van de bestuursdocumenten dat wordt gewaarborgd door artikel 32 en, volgens de verzoekers, door artikel 23 van de Grondwet, wat het leefmilieu betreft.

B.6.1. De algemene doelstellingen van de wetgever met het aannemen van de betrokken wet werden in de parlementaire voorbereiding als volgt gepreciseerd :

« De opzoekingen en de productie op het gebied van kernenergie werden in België voor het eerst gereguleerd door de wet van 4 augustus 1955 betreffende de Veiligheid van de Staat op het gebied van kernenergie en zijn uitvoerend koninklijk besluit van 14 maart 1956, die door dit wetsontwerp worden vervangen.

Het hoofddoel van deze wet was te vermijden dat kernmateriaal en de burgerlijke nucleaire technologie, hoofdzakelijk verkregen van de Verenigde Staten van Amerika (als tegenprestatie voor de levering van uranium uit Kongo tijdens de tweede wereldoorlog), zouden geleverd worden aan een buitenlandse mogendheid die er een verkeerd gebruik zou kunnen van maken.

[..]

Inderdaad, de bescherming van kernmateriaal is nog steeds gerechtvaardigd in het belang van de Veiligheid van de Staat. Op internationaal vlak wordt deze bescherming eveneens gerechtvaardigd door de wil om de verspreiding van de nucleaire wapens tegen te gaan.

[...]

Het nieuwe wetsontwerp heft de wet van 4 augustus 1955 met betrekking tot de Veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie op en vervangt deze. De grote principes gehuldigd door de wet en het besluit blijven echter behouden. Het kent niettemin, geen enkele nieuwe politieke of gerechtelijke bevoegdheid toe aan de nucleaire inspecteurs, niettegenstaande de uitbreiding van de draagwijdte van de bevoegdheden tot de controle van de maatregelen inzake de fysieke bescherming. » (*Parl. St., Kamer, 2002-2003, DOC 50-2244/001, pp. 4 en 5*)

Eveneens werd gepreciseerd :

« Het wetsontwerp betreft dus voornamelijk de maatregelen van fysieke bescherming van het kernmateriaal en de kerninstallaties, alsmede van de documenten die er betrekking op hebben. Die maatregelen dragen bij tot een grotere veiligheid terzake. In feite gaat het om alle administratieve, organisatorische en technische maatregelen om kernmateriaal tijdens de productie, het gebruik, de opslag of het transport te beschermen tegen de risico's van onoorloofd bezit en diefstal.

Die maatregelen beogen tevens dat kernmateriaal tijdens de productie, het gebruik en de opslag, alsmede de nucleaire installaties en het nationale en internationale vervoer te beschermen tegen de risico's van sabotage. Concreet is het er, via de uitvoeringsbesluiten, om te doen te voorzien in middelen zoals detectoren tegen binnendringing, toezicht door bewakers en beperkingen inzake de toegang naar gelang van de door het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) voorgestane graad van beveiliging. » (*Parl. St., Kamer, 2002-2003, DOC 50-2244/002, pp. 3 en 4*)

B.6.2. Het aangevochten artikel 4 werd van zijn kant als volgt verantwoord :

« Artikel 4 voert een bepaling in waaruit blijkt dat de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur niet van toepassing is op kernmateriaal en alle daarop betrekking hebbende documenten en gegevens, naar analogie met artikel 26 van de wet van 11 december 1998 houdende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Deze bepaling werd toegevoegd nadat de tekst voor advies werd voorgelegd aan de Raad van State en houdt verband met het inrichten van een eigen classificatie en declassificatiesysteem voor de nucleaire sector los van voornoemde wet van 11 december 1998. » (*Parl. St., Kamer, 2002-2003, DOC 50-2244/001, p. 7*)

B.7.1. Bovendien merkt het Hof op dat artikel 13 van de wet van 2 april 2003 de Koning ertoe machtigt de classificatie van kernmateriaal en de documenten en gegevens die erop betrekking hebben, te reglementeren. Dat artikel werd als volgt toegelicht in de parlementaire voorbereiding :

« Deze bepaling, die nieuw is ten aanzien van het ontwerp voorgelegd aan de Raad van State houdt verband met artikel 10 van het ontwerp. De Koning bepaalt, op grond van de voorstellen geformuleerd door het Federaal Agentschap voor nucleaire controle de regels inzake classificatie en declassificatie en bepaalt wie een classificatie kan doorvoeren. Het uitgewerkte systeem kan afwijken van het bepaalde in de wet van 11 december 1998 houdende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen zodat rekening kan worden gehouden met de richtlijnen opgenomen in het Verdrag inzake de fysieke bescherming en de richtlijnen van het IAEA. » (*ibid.*, p. 10)

B.7.2. Uit wat voorafgaat volgt dat de wetgever, door het aannemen van het aangevochten artikel 4, de toepassing van de wet van 11 april 1994 - wetgeving van gemeen recht inzake de openbaarheid van bestuur - enkel heeft willen uitsluiten voor de documenten en gegevens die zouden moeten worden geclassificeerd met toepassing van artikel 13 en de verordeningsbepalingen die ter uitvoering van datzelfde artikel zouden worden genomen.

B.8. Het bestreden artikel 4 brengt in het recht op de openbaarheid van de bestuursdocumenten een beperking aan die niet zonder redelijke verantwoording is.

In de eerste plaats kan het in het geding zijnde toegangsverbod noodzakelijk worden geacht voor het verwezenlijken van de doelstellingen van de wetgever, namelijk de veiligheid van de Staat verzekeren en de verspreiding en illegale handel van kernwapens bestrijden.

Aangezien het beperkt is, enerzijds, tot het kernmateriaal in de zin van het nieuwe artikel 1 van de wet van 15 april 1994 en, anderzijds, tot de documenten en gegevens betreffende die materialen en die geïnclassificeerd zijn, is het toegangsverbod geen kennelijk onevenredige maatregel in het licht van de voormelde doelstellingen. Bovendien is volgens artikel 26 van de wet van 15 april 1994 het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met de verspreiding van neutrale en objectieve informatie op nucleair gebied, met inbegrip van de technische informatie inzake stralingsbescherming en nucleaire veiligheid, zodat ter zake niettemin een zekere openbaarheid wordt gewaarborgd.

B.9. Het eerste middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

B.10.1. Het eerste onderdeel van het tweede middel, waarin de schending van artikel 23 van de Grondwet wordt aangevoerd, wordt door de verzoekende partijen zelf voorgedragen « ter ondersteuning » van het eerste middel : het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu zou een ruime toegang tot de informatie veronderstellen zoals die « in beginsel » in artikel 32 van de Grondwet is ingeschreven.

B.10.2. Uit artikel 23, derde lid, 4°, van de Grondwet, dat de bevoegde wetgever ermee belast, enerzijds, het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu te waarborgen, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, en, anderzijds, de voorwaarden voor de uitoefening ervan te waarborgen, kan geen recht op informatie inzake kernmateriaal worden afgeleid dat verder zou gaan dan de waarborgen van artikel 32 van de Grondwet.

De ontstentenis van schending van artikel 32 van de Grondwet, vastgesteld bij het onderzoek van het eerste middel, impliceert de verwerping van het eerste onderdeel van het tweede middel, dat is afgeleid uit de schending van artikel 23 van de Grondwet.

B.11. In het tweede onderdeel van het tweede middel beweren de verzoekende partijen dat het verbod van toegang tot de documenten en gegevens betreffende kernmateriaal, uitgevaardigd bij het aangevochten artikel 4, de *standstill*-verplichting zou schenden die voortvloeit uit artikel 23 van de Grondwet, waarvan het derde lid, 4°, voorziet in het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu.

B.12. Zonder dat het Hof zich dient uit te spreken over de vraag of artikel 23 van de Grondwet te dezen een *standstill*-verplichting impliceert, die eraan in de weg zou staan dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat geboden wordt door de van toepassing zijnde wetgeving in aanzienlijke mate vermindert, zonder dat daarvoor redenen die verband houden met het algemeen belang, voorhanden zijn, stelt het vast dat de beperkte toegang tot documenten en gegevens over kernmateriaal, gepreciseerd in B.7.2, niet kan worden gekwalificeerd als een maatregel die het door de voorheen bestaande wetgeving geboden beschermingsniveau in aanzienlijke mate zou verminderen.

B.13.1. De toegang tot de documenten en gegevens betreffende kernmateriaal was geregeld bij de wet van 4 augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie en bij de uitvoeringsbesluiten ervan.

Artikel 2 van die wet, opgeheven bij de aangevochten wet van 2 april 2003, bepaalde dat nucleaire opzoekingen, materialen en productiemethoden werden beschouwd « als een geheim dat door de verdediging van het grondgebied en de veiligheid van de Staat [werd] geboden ».

In het koninklijk besluit van 14 maart 1956, genomen ter uitvoering van die wet, werd een classificatieprocedure ingevoerd en werden de modaliteiten bepaald en de veiligheidsmaatregelen vastgesteld die van toepassing zijn op de geïnclassificeerde documenten en materialen. Daartoe verbiedt artikel 7 elke persoon die geïnclassificeerde documenten en materialen bezit, ze mede te delen of daarover informatie te verstrekken aan andere personen dan degenen die wegens hun ambt bevoegd zijn om er kennis van te nemen of om ze te ontvangen en deel uitmaken van dezelfde instelling of hun bedrijvigheid in samenwerking met dezelfde personen uitoefenen.

B.13.2. De wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur organiseert in hoofdstuk III het recht van eenieder om bestuursdocumenten van de federale overheden te raadplegen en bepaalt de nadere regels van die raadpleging. Artikel 6 preciseert evenwel diverse gevallen waarin de vraag tot raadpleging kan worden verworpen, onder meer wanneer de vrijwaring van « de openbare orde, de veiligheid of de verdediging van het land » (paragraaf 1, 4°) of de vrijwaring van « een bij wet ingestelde geheimhoudingsverplichting » (paragraaf 2, 2°) in het geding zijn. Bij de wet van 26 juni 2000 is die tweede uitzondering evenwel niet-toepasselijk verklaard op de bestuursdocumenten inzake milieu.

Daarnaast bepaalt de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (artikel 3) dat, onder meer, in een classificatie kunnen worden ondergebracht de documenten of gegevens waarvan de niet-geëigende aanwending schade kan toebrengen aan, naast andere belangen, « de inwendige veiligheid van de Staat », met inbegrip van het domein van de kernenergie. Artikel 26 van dezelfde wet wijst de toepassing van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur af wanneer het gaat om informatie, documenten, gegevens of materialen die geïnclassificeerd zijn.

B.14. Uit wat voorafgaat blijkt dat het bepaalde in artikel 4 van de wet van 2 april 2003 niet in die zin kan worden beschouwd dat het een aanzienlijke vermindering zou inhouden ten opzichte van het recht op toegang tot de documenten en gegevens met betrekking tot kernmateriaal.

B.15. Het tweede middel, in zijn tweede onderdeel, is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 september 2004.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2004/202874]

Auszug aus dem Urteil Nr. 150/2004 vom 15. September 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2813

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 4 des Gesetzes vom 2. April 2003 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. April 1994 über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderale Nuklearkontrollbehörde sowie zur Regelung der Übertragung bestimmter Personalmitglieder des Staatssicherheitsdienstes im Bereich der Kernenergie», erhoben von der VoG Ardennes liégeoises und J.-M. Vanguestaine.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern R. Henneuse, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Oktober 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 31. Oktober 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 4 des Gesetzes vom 2. April 2003 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. April 1994 über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderale Nuklearkontrollbehörde sowie zur Regelung der Übertragung bestimmter Personalmitglieder des Staatssicherheitsdienstes im Bereich der Kernenergie» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. Mai 2003): die VoG Ardennes liégeoises, mit Vereinigungssitz in 4190 Ferrières, chemin du Vieux Thier 6, und J.-M. Vanguestaine, wohnhaft in 4190 Ferrières, chemin du Vieux Thier 6.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

Die angefochtene Bestimmung

B.1. Die Klage bezieht sich auf Artikel 4 des Gesetzes vom 2. April 2003 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. April 1994 über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderale Nuklearkontrollbehörde sowie zur Regelung der Übertragung bestimmter Personalmitglieder des Staatssicherheitsdienstes im Bereich der Kernenergie».

Mit dieser Bestimmung wurde in das obenerwähnte Gesetz vom 15. April 1994 ein Artikel 2*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Das Gesetz vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung findet nicht Anwendung auf Kernmaterial und alle diesbezüglichen Dokumente und Daten.»

Zur Hauptsache

In bezug auf den ersten Klagegrund

B.2. Gemäß dem ersten Klagegrund stelle das Verbot des Zugangs zu Dokumenten und Daten in bezug auf Kernmaterial - enthalten im angefochtenen Artikel 4, der diesbezüglich die Anwendung des Gesetzes vom 11. April 1994 ausschließe - eine ungerechtfertigte und unverhältnismäßige Verletzung des Rechtes auf Öffentlichkeit der Verwaltungsdokumente dar; unter anderem wird die Undeutlichkeit des Wortes «Kernmaterial» bemängelt, das zur Bestimmung des Anwendungsbereichs des angefochtenen Zugangsverbots verwendet wird.

B.3.1. Artikel 32 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat das Recht, jegliches Verwaltungsdokument einzusehen und eine Abschrift davon zu bekommen, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz, Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel festgelegt sind.»

B.3.2. Indem der Verfassungsgeber in Artikel 32 der Verfassung festgelegt hat, daß jedes Verwaltungsdokument - ein gemäß dem Verfassungsgeber sehr weit auszulegender Begriff - in der Regel öffentlich ist, hat er das Recht auf Öffentlichkeit der Verwaltungsdokumente als ein Grundrecht definiert.

Ausnahmen zum Grundsatz der Öffentlichkeit der Verwaltungsdokumente sind nur möglich unter den Bedingungen, die durch Gesetz, Dekret oder Ordonnanz festgelegt sind. Sie müssen begründet sein und sind einschränkend auszulegen (*Parl. Dok.*, Senat, 1991-1992, Nr. 100-49/2^o, S. 9).

B.4.1. Die klagenden Parteien üben zunächst Kritik an der Undeutlichkeit des Wortes «Kernmaterial», das im angefochtenen Artikel 4 verwendet wird, um den Gegenstand der Dokumente und Daten zu bestimmen, auf die das Gesetz vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung als nicht anwendbar erklärt wird. Insbesondere wird Kritik daran geübt, daß hiermit sowohl Spaltstoffe und ihre Rückstände als auch «Kernmaterial im institutionellen Sinne» gemeint sein könnten.

B.4.2. Durch Artikel 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 2. April 2003 wird die Liste der Definitionen, die bereits in Artikel 1 des obengenannten Gesetzes vom 15. April 1994 aufgenommen worden waren, durch verschiedene Definitionen ergänzt. «Kernmaterial» wird im neuen Artikel 1 wie folgt definiert:

«Zur Anwendung dieses Gesetzes und seiner Ausführungsmaßnahmen ist zu verstehen unter:

[...]

- Kernmaterial: folgende besondere spaltbare Produkte und Kerngrundstoffe:

a) die besonderen spaltbaren Produkte sind Plutonium 239, Uran 233, angereichertes Uran in Uran 235 oder 233; jedes Produkt, das ein oder mehrere der vorgenannten Isotope enthält.

Angereichertes Uran in Uran 235 oder 233 ist Uran, das entweder Uran 235 oder Uran 233 oder diese beiden Isotope in einer solchen Menge enthält, daß das Verhältnis zwischen der Summe beider Isotope und dem Isotop 238 größer ist als das Verhältnis zwischen dem Isotop 235 und dem Isotop 238 im natürlichen Uran;

b) Kerngrundstoffe sind Uran, das eine Mischung von Isotopen enthält, die in der Natur vorkommen und von abgereichertem Uran in Uran 235; Thorium; die obenerwähnten Stoffe in Form von Metall, einer Legierung, die chemischen Verbindungen oder Konzentrate;».

B.4.3. Daraus ergibt sich, daß der Begriff «Kernmaterial», auf den sich der neue Artikel 2*bis* des obengenannten Gesetzes vom 15. April 1994 bezieht, nur in dem Sinne zu verstehen ist, der darin einschränkend durch den neuen Artikel 1 desselben Gesetzes angegeben ist. Das Gesetz vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung ist daher anwendbar auf Kernmaterial, das nicht oben erwähnt wird, sowie auf die diesbezüglichen Dokumente und Daten.

B.5. Die klagenden Parteien äußern Kritik an der ungerechtfertigten und auch unverhältnismäßigen Beschaffenheit des Verbotes des Zugangs zu Dokumenten und Daten in bezug auf Kernmaterial im Lichte des Rechtes auf die Öffentlichkeit der Verwaltungsdokumente, das durch Artikel 32 sowie nach Darlegung der Kläger durch Artikel 23 der Verfassung hinsichtlich der Umwelt gewährleistet sei.

B.6.1. Die allgemeine Zielsetzung des Gesetzgebers bei der Annahme des angefochtenen Gesetzes wurde während der Vorarbeiten wie folgt erläutert:

«Die Forschung und die Produktion auf dem Gebiet von Kernenergie wurden in Belgien zum ersten Mal durch das Gesetz vom 4. August 1955 über die Sicherheit des Staates im Bereich der Atomenergie sowie seinen Ausführungserlaß vom 14. März 1956, die durch diesen Gesetzesentwurf ersetzt werden, geregelt.

Mit diesem Gesetz sollte vor allem vermieden werden, daß Kernmaterial und die zivile Kerntechnologie, die hauptsächlich von den Vereinigten Staaten von Amerika bezogen wurde (als Gegenleistung für die Lieferung von Uran aus dem Kongo während des Zweiten Weltkriegs), an eine fremde Macht geliefert würden, die sie schlecht benutzen könnte.

[...]

In der Tat ist der Schutz von Kernmaterial nach wie vor gerechtfertigt im Interesse der Sicherheit des Staates. Auf internationaler Ebene wird dieser Schutz ebenfalls gerechtfertigt mit dem Willen, die Verbreitung von Kernwaffen zu bekämpfen.

[...]

Der neue Gesetzesentwurf hebt das Gesetz vom 4. August 1955 über die Sicherheit des Staates im Bereich der Atomenergie auf und ersetzt es. Die im Gesetz und im Erlaß beachteten großen Prinzipien werden jedoch aufrechterhalten. Er gewährt dennoch den Kerninspektoren keinerlei neue polizeiliche oder gerichtliche Befugnis, ungeachtet der Ausdehnung der Tragweite der Befugnisse auf die Kontrolle der Maßnahmen hinsichtlich des physischen Schutzes.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2244/001, SS. 4 und 5)

Ferner wurde präzisiert:

«Der Gesetzesentwurf betrifft also hauptsächlich die Maßnahmen des physischen Schutzes von Kernmaterial und von Kernanlagen sowie der diesbezüglichen Dokumente. Diese Maßnahmen tragen in dem betreffenden Bereich zu einer größeren Sicherheit bei. In Wirklichkeit geht es um alle administrativen, organisatorischen und technischen Maßnahmen, um Kernmaterial während der Produktion, der Verwendung, der Lagerung und des Transports vor den Gefahren des unerlaubten Besitzes und des Diebstahls zu schützen.

Diese Maßnahmen bezwecken ferner, Kernmaterial während der Produktion, der Verwendung und der Lagerung sowie die Kernanlagen und den nationalen und internationalen Transport vor der Gefahr von Sabotage zu schützen. Konkret sollen durch die Ausführungserlasse Mittel wie Detektoren gegen Einbruch vorgesehen werden, eine Beaufsichtigung durch Wachpersonal und Einschränkungen des Zugangs entsprechend dem durch die Föderale Nuklearkontrollbehörde empfohlenen Sicherheitsgrad.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2244/002, SS. 3 und 4)

B.6.2. Der angefochtene Artikel 4 wurde seinerseits wie folgt begründet:

«Artikel 4 führt eine Bestimmung ein, aus der hervorgeht, daß das Gesetz vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung nicht auf Kernmaterial und alle diesbezüglichen Dokumente und Daten anwendbar ist, und zwar in Analogie zu Artikel 26 des Gesetzes vom 11. Dezember 1998 über die Klassifizierung und die Sicherheitsermächtigungen.

Diese Bestimmung wurde hinzugefügt, nachdem der Text dem Staatsrat zur Begutachtung unterbreitet worden war, und bezieht sich auf die Einführung eines eigenen Klassifizierungs- und Deklassifizierungssystems für den Nuklearsektor, unabhängig vom obenerwähnten Gesetz vom 11. Dezember 1998.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2244/001, S. 7)

B.7.1. Außerdem bemerkt der Hof, daß Artikel 13 des Gesetzes vom 2. April 2003 den König ermächtigt, die Klassifizierung von Kernmaterial sowie der diesbezüglichen Dokumente und Daten zu regeln. Dieser Artikel wurde während der Vorarbeiten wie folgt begründet:

«Diese Bestimmung, die hinsichtlich des dem Staatsrat unterbreiteten Entwurfs neu ist, hängt mit Artikel 10 des Entwurfs zusammen. Der König legt auf der Grundlage der Vorschläge der Föderalen Nuklearkontrollbehörde die Regeln bezüglich der Klassifizierung und Deklassifizierung fest und bestimmt, wer eine Klassifizierung vornehmen kann. Das ausgearbeitete System kann von den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Dezember 1998 über die Klassifizierung und die Sicherheitsermächtigungen abweichen, so daß den Richtlinien Rechnung getragen werden kann, die in das Übereinkommen über den physischen Schutz und die Richtlinien der IAEO aufgenommen wurden.» (ebenda, S. 10)

B.7.2. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß der Gesetzgeber durch die Annahme des angefochtenen Artikels 4 die Anwendung des Gesetzes vom 11. April 1994 - Gesetzgebung des Gemeinrechts über die Öffentlichkeit der Verwaltung - nur für die Dokumente und Daten ausschließen wollte, die in Anwendung von Artikel 13 und der zur Ausführung dieses Artikels angenommenen Verordnungsbestimmungen klassifiziert werden müssen.

B.8. Der angefochtene Artikel 4 nimmt eine Einschränkung des Rechtes auf Öffentlichkeit der Verwaltungsdokumente vor, die nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt.

Zunächst kann das angefochtene Zugangsverbot als notwendig angesehen werden zur Verwirklichung der Ziele des Gesetzgebers, die darin bestehen, die Sicherheit des Staates zu gewährleisten sowie die Verbreitung von und den illegalen Handel mit Kernwaffen zu bekämpfen.

Da das Zugangsverbot einerseits auf Kernmaterial im Sinne des neuen Artikels 1 des Gesetzes vom 15. April 1994 und andererseits auf die Dokumente und Daten bezüglich dieser Materialien, die klassifiziert sind, begrenzt ist, stellt es keine offensichtlich unverhältnismäßige Maßnahme im Lichte der obenerwähnten Zielsetzung dar. Außerdem ist gemäß Artikel 26 des Gesetzes vom 15. April 1994 die Föderale Nuklearkontrollbehörde mit der Verbreitung neutraler und objektiver Informationen im Nuklearbereich beauftragt, einschließlich der technischen Informationen über den Strahlenschutz und die nukleare Sicherheit, so daß diesbezüglich dennoch eine gewisse Öffentlichkeit gewährleistet ist.

B.9. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

B.10.1. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds, in dem ein Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung angeführt wird, wird von den klagenden Parteien selbst «zur Untermauerung» des ersten Klagegrunds vorgetragen; das Recht auf Schutz einer gesunden Umwelt setze einen umfassenderen Zugang zur Information voraus, so wie er «grundsätzlich» in Artikel 32 der Verfassung festgelegt sei.

B.10.2. Aus Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung, der den zuständigen Gesetzgeber damit beauftragt, einerseits das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen zu gewährleisten und andererseits die Bedingungen für deren Ausübung zu garantieren, kann kein Recht auf Information über Kernmaterial abgeleitet werden, das weiter reichen würde als die Garantien von Artikel 32 der Verfassung.

Das Nichtvorhandensein eines Verstoßes gegen Artikel 32 der Verfassung, das bei der Prüfung des ersten Klagegrunds festgestellt wurde, setzt die Abweisung des ersten Teils des zweiten Klagegrunds voraus, der aus einem Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung abgeleitet ist.

B.11. Im zweiten Teil des zweiten Klagegrunds führen die klagenden Parteien an, daß das Verbot des Zugangs zu Dokumenten und Daten über Kernmaterial, das im angefochtenen Artikel 4 enthalten sei, gegen die Stillhalteverpflichtung verstoße, die sich aus Artikel 23 der Verfassung ergebe, dessen Absatz 3 Nr. 4 das Recht auf Schutz einer gesunden Umwelt vorsehe.

B.12. Ohne daß der Hof sich zu der Frage äußern muß, ob Artikel 23 der Verfassung im vorliegenden Fall eine Stillhalteverpflichtung beinhaltet, die verhindern würde, daß der zuständige Gesetzgeber das durch die geltende Gesetzgebung gebotene Schutzniveau erheblich verringern würde, ohne daß es hierfür Gründe im Zusammenhang mit dem allgemeinen Interesse gäbe, stellt er fest, daß der beschränkte Zugang zu Dokumenten und Daten über Kernmaterial, der in B.7.2 präzisiert wurde, nicht als eine Maßnahme bezeichnet werden kann, die das durch die zuvor bestehende Gesetzgebung gebotene Schutzniveau in erheblicher Weise verringern würde.

B.13.1. Der Zugang zu Dokumenten und Daten über Kernmaterial wurde durch das Gesetz vom 4. August 1955 über die Sicherheit des Staates im Bereich der Atomenergie und durch dessen Ausführungserlasse geregelt.

Artikel 2 dieses Gesetzes, der durch das angefochtene Gesetz vom 2. April 2003 aufgehoben wurde, besagt, daß die Forschung, Materialien und Produktionsmethoden im Nuklearbereich «als ein durch die Verteidigung des Staatsgebietes und die Sicherheit des Staates auferlegtes Geheimnis» angesehen wurde.

Im königlichen Erlaß vom 14. März 1956, der zur Ausführung dieses Gesetzes angenommen wurde, wurde ein Klassifizierungsverfahren eingeführt und wurden die Modalitäten bestimmt sowie die Sicherheitsmaßnahmen festgelegt, die auf eingestufte Dokumente und Materialien Anwendung finden. Hierzu verbietet Artikel 7 es jeder Person, die eingestufte Dokumente und Materialien besitzt, sie weiterzugeben oder diesbezügliche Informationen zu erteilen an andere Personen als denjenigen, die aufgrund ihres Amtes befugt sind, sie zur Kenntnis zu nehmen oder sie zu erhalten, und die der gleichen Einrichtung angehören, oder ihre Tätigkeit in Zusammenarbeit mit denselben Personen ausüben.

B.13.2. Das Gesetz vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung organisiert in Kapitel III das Recht eines jeden, Verwaltungsdokumente der föderalen Behörden einzusehen, und legt im einzelnen die Regeln dieser Einsichtnahme fest. Artikel 6 beschreibt jedoch verschiedene Fälle, in denen der Antrag auf Einsichtnahme abgewiesen werden kann, insbesondere wenn es um die Gewährleistung «[der] öffentliche[n] Ordnung, [der] Sicherheit oder [der] Verteidigung des Landes» (Paragraph 1 Nr. 4) oder die Gewährleistung «einer durch das Gesetz eingeführte[n] Geheimhaltungspflicht» (Paragraph 2 Nr. 2) geht. Durch das Gesetz vom 26. Juni 2000 wurden diese beiden Ausnahmen jedoch für nicht anwendbar auf umweltbezogene Verwaltungsdokumente erklärt.

Darüber hinaus besagt das Gesetz vom 11. Dezember 1998 über die Klassifizierung und die Sicherheitsermächtigungen (Artikel 3), daß unter anderem in eine Klassifizierung die Dokumente oder Daten aufgenommen werden können, deren unsachgemäße Anwendung neben anderen Interessen «der inneren Sicherheit des Staates» schaden kann, einschließlich des Bereichs der Kernenergie. Artikel 26 desselben Gesetzes weist die Anwendung des Gesetzes vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung ab, wenn es um eingestufte Informationen, Dokumente, Daten oder Materialien geht.

B.14. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die Bestimmungen von Artikel 4 des Gesetzes vom 2. April 2003 nicht in dem Sinne ausgelegt werden können, daß er eine erhebliche Einschränkung des Rechtes auf Zugang zu Dokumenten und Daten über Kernmaterial beinhalten würde.

B.15. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. September 2004.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/202956]

Uittreksel uit arrest nr. 152/2004 van 15 september 2004

Rolnummer 2877

In zake : de prejudiciële vraag betreffende de artikelen 159 en 191 van het Wetboek van Strafvordering, gesteld door het Hof van Cassatie.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters A. Arts en M. Melchior, en de rechters P. Martens, M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Moerman en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter A. Arts,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag en rechtspleging*

Bij arrest van 2 december 2003 in zake G. Van Volsem tegen W. Smets en J. Meulepas, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 19 december 2003, heeft het Hof van Cassatie de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden de artikelen 159 en 191 Wetboek van Strafvordering de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in de mate dat uit deze artikelen volgt dat de inverdenkinggestelde die voor de kamer van inbeschuldigingstelling, welke uitspraak doet met toepassing van de artikelen 136, 136*bis*, 235 en 235*bis* Wetboek van Strafvordering, een vordering tot schadevergoeding tegen de burgerlijke partij kan instellen op grond dat de klacht van deze laatste niet ontvankelijk alsmede tergend en roekeloos is, terwijl de burgerlijke partij dergelijke vordering niet kan instellen wanneer de inverdenkinggestelde voor datzelfde gerecht een tergend en roekeloos middel of rechtsmiddel aanwendt ? »

(...)

III. *In rechte*

(...)

B.1. De prejudiciële vraag betreft de artikelen 159 en 191 van het Wetboek van Strafvordering. Die bepalingen luiden :

« Art. 159. Indien het feit noch een wanbedrijf, noch een overtreding oplevert, vernietigt de rechtbank de dagvaarding en alles wat erop gevolgd is, en zij beslist bij hetzelfde vonnis over de vorderingen tot schadevergoeding. »

« Art. 191. Indien het feit noch een wanbedrijf noch een overtreding oplevert, vernietigt de rechtbank het onderzoek, de dagvaarding en alles wat erop gevolgd is, ontslaat de beklagde van rechtsvervolging en beslist over de vorderingen tot schadevergoeding. »

Artikel 212 van het Wetboek van Strafvordering, dat samenhangt met de in het geding zijnde bepalingen, luidt :

« Art. 212. Indien het vonnis wordt teniet gedaan omdat het feit door geen enkele wet wordt beschouwd als wanbedrijf of overtreding, ontslaat het hof de beklagde van rechtsvervolging en beslist in voorkomend geval over de schadevergoeding te zijnen behoeve. »

B.2. De prejudiciële vraag strekt ertoe van het Hof te vernemen of de artikelen 159, 191 en 212 van het Wetboek van Strafvordering bestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre zij een verschil in behandeling invoeren tussen, enerzijds, de burgerlijke partij die tegen een beschikking van buitenvervolginstelling van de verdachte hoger beroep heeft ingesteld en door de kamer van inbeschuldigingstelling, op grond van die bepalingen, in de interpretatie die het verwijzende rechtscollege eraan geeft, op vordering van de buiten vervolging gestelde verdachte, kan worden veroordeeld tot schadevergoeding wegens tergend en roekeloos hoger beroep, en, anderzijds, de verdachte die tegen een beschikking tot verwijzing naar de feitenrechter hoger beroep heeft ingesteld en door de kamer van inbeschuldigingstelling, bij ontstentenis van op soortgelijke wijze geïnterpreteerde wetsbepalingen, niet kan worden veroordeeld tot schadevergoeding wegens tergend en roekeloos hoger beroep.

B.3.1. Ingevolge de vervanging van artikel 136 van het Wetboek van Strafvordering bij artikel 31 van de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek (*Belgisch Staatsblad*, 2 april 1998, eerste uitgave) is de kamer van inbeschuldigingstelling niet langer verplicht de burgerlijke partij die in het ongelijk werd gesteld in het hoger beroep (« verzet ») dat zij op grond van het vroegere artikel 135 van hetzelfde Wetboek had ingesteld tegen de beschikkingen van de raadkamer die het voortzetten van de strafvordering in de weg stonden, te veroordelen tot schadevergoeding jegens de verdachte.

Het vroegere artikel 136 van het Wetboek van Strafvordering, waarop die verplichting was gebaseerd, werd door het Hof bestaanbaar verklaard met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in de arresten nr. 43/95 van 6 juni 1995, nr. 76/95 van 9 november 1995 en nr. 34/99 van 17 maart 1999. In het kader van de hervorming van de strafrechtspleging die zou leiden tot de voormelde wet van 12 maart 1998, werden de voordelen van het behoud van de mogelijkheid daartoe weliswaar erkend, maar onvoldoende geacht om een wettelijke handhaving ervan te overwegen. In dat verband vermeldt de parlementaire voorbereiding van die wet het volgende :

« Het huidige artikel 136 heeft zijn belang : namelijk het besparen van een afzonderlijke procedure in het geval waar een persoon die buiten vervolging wordt gesteld, van de burgerlijke partij die zich als tegenpartij opwerpt en die in het ongelijk wordt gesteld, een schadevergoeding wil vorderen. Aanvankelijk werd door de Commissie Strafprocesrecht beoogd deze mogelijkheid te behouden, doch facultatief te maken opdat de burgerlijke partij die in het ongelijk werd gesteld niet meer, *proprio motu*, veroordeeld zou moeten worden door de kamer van inbeschuldigingstelling. Dit gebeurt in de praktijk trouwens nu reeds lang niet meer automatisch.

Zoals de Raad van State in zijn advies terecht opmerkte, rijst de vraag echter of met deze wijziging in het kader van het wetsontwerp het verschil in behandeling tussen de inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij - die wel veroordeeld kan worden tot een schadevergoeding aan de verdachte, enerzijds, maar geen aanspraak kan maken op een schadevergoeding vanwege de verdachte, anderzijds - nog wel verantwoord is. Dat het Arbitragehof in het verleden oordeelde dat dit verschil in behandeling zoals het nu in de wet ingeschreven staat, wel degelijk verantwoord is (zie Arbitragehof, 6 juni 1995, nr. 43/95; Arbitragehof 9 november 1995, nr. 76/95), vormt geen garantie voor de toekomst, aangezien met het huidige wetsontwerp de mogelijkheden van beroep aanzienlijk verruimd zouden worden.

In deze omstandigheden lijkt het de Commissie strafprocesrecht dan ook verkieslijk de mogelijkheid tot veroordeling van de burgerlijke partij tot schadevergoeding wegens onwerkdadig hoger beroep in zijn geheel af te schaffen, eerder dan een zelfde mogelijkheid in te voeren ten nadele van de verdachte. » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 857/1, pp. 65-66)

B.3.2. Het verwijzende rechtscollege heeft de artikelen 159, 191 en 212 van het Wetboek van Strafvordering evenwel aldus geïnterpreteerd dat zij de kamer van inbeschuldigingstelling niettemin de bevoegdheid verlenen de burgerlijke partij wier hoger beroep tegen een beschikking tot buitenvervolginstelling van de verdachte ongegrond wordt verklaard, op vordering van de buiten vervolging gestelde verdachte te veroordelen tot schadevergoeding wegens tergend en roekeloos hoger beroep.

Het Hof dient die bepalingen, in de interpretatie die het verwijzende rechtscollege eraan geeft, te toetsen aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.4. Het verschil in behandeling van de burgerlijke partij en de in verdenking gestelde verdachte berust op een objectief criterium, namelijk hun hoedanigheid als procespartij en de onderscheiden gronden waarop zij thans op basis van de paragrafen 1 en 2 van artikel 135 van het Wetboek van Strafvordering hoger beroep kunnen instellen tegen de beschikkingen van de raadkamer. Anders dan de burgerlijke partij vermag de in verdenking gestelde verdachte slechts op een beperkt aantal gronden een beschikking van de raadkamer in hoger beroep te betwisten, wat het verschil in behandeling tussen de beide partijen op het vlak van de mogelijkheid tot veroordeling wegens tergend en roekeloos hoger beroep kan verantwoorden.

B.5. Het rechtsmiddel dat op grond van artikel 135 van het Wetboek van Strafvordering door de burgerlijke partij wordt aangewend tegen de beschikking van de raadkamer tot buitenvervolginstelling van de verdachte, is, zelfs na de wijziging van de artikelen 135 en 136 van het Wetboek van Strafvordering bij de voormelde wet van 12 maart 1998, een uitzondering op de regel volgens welke het openbaar ministerie de toepassing van de strafwet vordert. Het gevolg van het hoger beroep van de burgerlijke partij is identiek aan dat van het hoger beroep van het openbaar ministerie, vermits de kamer van inbeschuldigingstelling zich niet uitspreekt over de burgerlijke vordering, doch wel over de strafvordering. Het valt daarbij niet uit te sluiten dat burgerlijke partijen misbruik zouden maken van hun recht van hoger beroep en de verdachte zouden schaden door het gerechtelijk onderzoek te verlengen, om redenen die geen verband houden met het algemeen belang, door ongepast hoger beroep in te stellen en aldus de strafvordering aan te houden.

In de interpretatie van het verwijzende rechtscollege bieden de in het geding zijnde bepalingen dan ook de mogelijkheid - doch geenszins de verplichting - de burgerlijke partij tot schadevergoeding te veroordelen wanneer zij op haar hoger beroep tegen een beschikking van de raadkamer tot buitenvervolginstelling van de verdachte in het ongelijk wordt gesteld. Op die wijze wordt de buiten vervolging gestelde verdachte beschermd en de burgerlijke partij gewaarschuwd tegen het onverantwoord aanwenden van het rechtsmiddel van het hoger beroep tegen een beschikking van buitenvervolginstelling. Het onderscheid is dan ook pertinent om de doelstelling te verwezenlijken.

B.6. De maatregel, in de interpretatie van het verwijzende rechtscollege, is ook niet onevenredig met de beoogde doelstelling.

De maatregel staat het instellen van hoger beroep, dat volkomen rechtmatig is wanneer het rechtsmiddel strekt tot vrijwaring van een beschermenswaardig belang, met name de hervorming of vernietiging van een nadelige rechterlijke uitspraak, op grond van ernstige grieven, geenszins in de weg. Alleen kennelijk misbruik van de mogelijkheid om de beschikking tot buitenvervolginstelling voor de kamer van inbeschuldigingstelling te betwisten, kan tot veroordeling tot schadevergoeding aanleiding geven, overigens niet ambtshalve, maar op vordering van de buiten vervolging gestelde partij en nadat hierover een debat is gevoerd. Het komt de kamer van inbeschuldigingstelling toe, op grond van de concrete elementen van het dossier, te oordelen of het hoger beroep dient te worden gekwalificeerd als tergend en roekeloos en of de vordering tot schadevergoeding gegrond is.

De maatregel beperkt evenmin op buitensporige wijze de rechten van burgerlijke partijen, die hun vorderingen nog steeds voor de burgerlijke rechter kunnen brengen. Het is daarentegen vanuit proceseconomische overwegingen niet onverantwoord de vordering tot schadevergoeding van de buitenvervolginstelling, die uitsluitend voortvloeit uit het tergend en roekeloos karakter van het hoger beroep tegen de beschikking van de raadkamer waarbij hij buiten vervolging wordt gesteld, te laten beoordelen door het rechtscollege dat het meest aangewezen moet worden geacht om daarover te oordelen.

B.7. De prejudiciële vraag dient ontkennend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

De artikelen 159, 191 en 212 van het Wetboek van Strafvordering schenden niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in die zin geïnterpreteerd dat zij de kamer van inbeschuldigingstelling de bevoegdheid verlenen om kennis te nemen van de vordering van de buiten vervolging gestelde verdachte tot schadevergoeding wegens tergend en roekeloos hoger beroep van de burgerlijke partij tegen de beschikking tot buitenvervolginstelling van de raadkamer.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 september 2004.

De griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

A. Arts

COUR D'ARBITRAGE

[2004/202956]

Extrait de l'arrêt n° 152/2004 du 15 septembre 2004

Numéro du rôle : 2877

En cause : la question préjudicielle concernant les articles 159 et 191 du Code d'instruction criminelle, posée par la Cour de cassation.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents A. Arts et M. Melchior, et des juges P. Martens, M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Moerman et J. Spreutels, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président A. Arts,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par arrêt du 2 décembre 2003 en cause de G. Van Volsem contre W. Smets et J. Meulepas, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 19 décembre 2003, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 159 et 191 du Code d'instruction criminelle violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution dans la mesure où il découle de ces dispositions que l'inculpé peut introduire une demande en dommages-intérêts contre la partie civile devant la chambre des mises en accusation statuant en application des articles 136, 136bis, 235 et 235bis du Code d'instruction criminelle sur la base du fait que la plainte de cette dernière est irrecevable ainsi que téméraire et vexatoire, alors que la partie civile ne peut introduire une telle demande lorsque l'inculpé utilise devant cette même juridiction un moyen ou une voie de recours téméraire et vexatoire ? »

(...)

III. *En droit*

(...)

B.1. La question préjudicielle concerne les articles 159 et 191 du Code d'instruction criminelle. Ces dispositions sont libellées comme suit :

« Art. 159. Si le fait ne présente ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera la citation et tout ce qui aurait suivi, et statuera par le même jugement sur les demandes en dommages-intérêts. »

« Art. 191. Si le fait n'est réputé ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera l'instruction, la citation et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu, et statuera sur les demandes en dommages-intérêts. »

L'article 212 du Code d'instruction criminelle, qui est connexe aux dispositions litigieuses, énonce :

« Si le jugement est réformé, parce que le fait n'est réputé délit ni contravention de police par aucune loi, la cour renverra le prévenu, et statuera, s'il y a lieu, sur ses dommages-intérêts. »

B.2. Par la question préjudicielle, il est demandé à la Cour si les articles 159, 191 et 212 du Code d'instruction criminelle sont compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant qu'ils instaurent une différence de traitement entre, d'une part, la partie civile qui a fait appel de l'ordonnance de non-lieu prononcée à l'égard de l'inculpé et qui, sur requête de ce dernier, peut être condamnée aux dommages-intérêts pour cause d'appel téméraire et vexatoire par la chambre des mises en accusation, sur la base des dispositions susmentionnées, dans l'interprétation que leur donne la juridiction *a quo*, et, d'autre part, l'inculpé qui a fait appel d'une ordonnance de renvoi devant le juge du fond et qui, faute de dispositions législatives interprétées de la même manière, ne peut être condamné aux dommages-intérêts pour cause d'appel téméraire et vexatoire.

B.3.1. A la suite du remplacement de l'article 136 du Code d'instruction criminelle par l'article 31 de la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction (*Moniteur belge*, 2 avril 1998, première édition), la chambre des mises en accusation n'est plus obligée de condamner la partie civile à payer à l'inculpé des dommages-intérêts lorsqu'elle succombe dans son appel (« opposition ») formé sur la base de l'ancien article 135 du même Code contre les ordonnances de la chambre du conseil empêchant la poursuite de l'action pénale.

Dans ses arrêts n° 43/95 du 6 juin 1995, n° 76/95 du 9 novembre 1995 et n° 34/99 du 17 mars 1999, la Cour avait déclaré que l'ancien article 136 du Code d'instruction criminelle, sur lequel cette obligation était basée, était compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution. Dans le cadre de la réforme de la procédure pénale qui allait aboutir à la loi précitée du 12 mars 1998, les avantages du maintien de cette possibilité ont certes été reconnus mais n'ont pas été jugés suffisants pour qu'on envisage de l'inscrire dans la loi. A cet égard, les travaux préparatoires de cette loi mentionnent ce qui suit :

« L'article 136 en vigueur a un intérêt : celui de faire l'économie d'une procédure distincte dans l'hypothèse où la personne qui bénéficie d'un non-lieu veut exiger des dommages et intérêts de la part de la partie civile qui a formé opposition et qui succombe de son action. Initialement, la Commission avait maintenu cette condamnation en lui donnant un caractère facultatif, afin que la chambre des mises en accusation puisse ne plus condamner, *proprio motu*, à des dommages et intérêts la partie civile qui succombe. En pratique, cette condamnation n'était d'ailleurs plus automatique.

Comme le Conseil d'Etat l'a fait remarquer dans son avis, la question se pose de savoir, si avec cette modification dans le cadre du projet de loi, la différence de traitement qui existe entre l'inculpé et la partie civile - qui peut être condamnée à des dommages et intérêts envers le suspect, d'une part, mais qui, d'autre part, ne peut réclamer des dommages et intérêts à l'inculpé, se justifie encore. Le fait que la Cour d'arbitrage ait, par [le] passé, jugé que cette différence de traitement, [telle qu'elle est actuellement inscrite dans la loi, était parfaitement justifiée (voir Cour d'arbitrage, 6 juin 1995, n° 43/95; 9 novembre 1995, n° 76/95)], ne donne aucune garantie pour l'avenir, dans la mesure où le projet actuel élargit considérablement les possibilités de recours.

Dans ces circonstances, la Commission pour le droit de la procédure pénale a estimé qu'il était préférable de supprimer purement et simplement la possibilité de condamner la partie civile à payer des dommages et intérêts en raison d'un recours non fondé, plutôt que d'introduire la même possibilité en faveur de l'inculpé. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 857/1, pp. 65-66)

B.3.2. La juridiction *a quo* a toutefois interprété les articles 159, 191 et 212 du Code d'instruction criminelle en ce sens qu'ils confèrent néanmoins à la chambre des mises en accusation le pouvoir de condamner aux dommages-intérêts pour cause d'appel téméraire et vexatoire, sur requête de l'inculpé mis hors cause, la partie civile dont l'appel contre une ordonnance de non-lieu prononcée à l'égard de l'inculpé a été déclaré non fondé.

La Cour doit contrôler au regard des articles 10 et 11 de la Constitution les dispositions susdites, dans l'interprétation qui leur est donnée par la juridiction *a quo*.

B.4. Le traitement différent de la partie civile et de l'inculpé repose sur un critère objectif, à savoir leur qualité en tant que parties au procès et les motifs distincts pour lesquels ils peuvent désormais interjeter appel des ordonnances de la chambre du conseil, sur la base des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 135 du Code d'instruction criminelle. A la différence de la partie civile, l'inculpé ne peut contester en appel une ordonnance de la chambre du conseil que pour un nombre restreint de motifs, ce qui est susceptible de justifier la différence de traitement entre les deux parties en ce qui concerne la possibilité de condamnation pour cause d'appel téméraire et vexatoire.

B.5. La voie de recours utilisée par la partie civile, sur la base de l'article 135 du Code d'instruction criminelle, contre une ordonnance de la chambre du conseil prononçant le non-lieu à l'égard de l'inculpé demeure, même après la modification des articles 135 et 136 du Code d'instruction criminelle par la loi précitée du 12 mars 1998, une exception à la règle selon laquelle l'action publique est exercée par le ministère public. L'appel interjeté par la partie civile a un effet identique à celui de l'appel du ministère public, puisque la chambre des mises en accusation ne se prononce pas sur l'action civile, mais bien sur l'action publique. On ne saurait exclure, à cet égard, que des parties civiles abusent de leur droit d'appel et nuisent à l'inculpé en allongeant l'instruction judiciaire pour des motifs étrangers à l'intérêt général, en formant un appel intempestif et en prolongeant ainsi l'action publique.

Dans l'interprétation qui leur est donnée par la juridiction *a quo*, les dispositions en cause offrent dès lors la possibilité - mais nullement l'obligation - de condamner la partie civile aux dommages-intérêts lorsqu'elle succombe dans son appel contre une ordonnance de non-lieu à l'égard de l'inculpé prononcée par la chambre du conseil. De cette manière, l'inculpé mis hors cause est protégé et la partie civile est mise en garde contre l'usage injustifié de la voie de recours de l'appel contre une ordonnance de non-lieu. La distinction est donc pertinente pour atteindre l'objectif.

B.6. La mesure, dans l'interprétation qu'en donne la juridiction *a quo*, n'est pas non plus disproportionnée à l'objectif poursuivi.

La mesure n'empêche nullement l'intentement de l'appel, qui est parfaitement légitime lorsque cette voie de recours vise à sauvegarder un intérêt digne de protection, notamment la réformation ou l'annulation, fondée sur des griefs sérieux, d'une décision judiciaire préjudiciable. Seul l'abus manifeste de la faculté de contester une ordonnance de non-lieu devant la chambre des mises en accusation peut donner lieu à une condamnation aux dommages-intérêts, et ceci du reste non pas d'office mais sur requête de la partie mise hors cause et après débat. Il appartient à la chambre des mises en accusation d'apprécier, sur la base des éléments concrets du dossier, si l'appel doit être qualifié de téméraire et vexatoire et si l'action en dommages-intérêts est fondée.

La mesure ne limite pas non plus de manière excessive les droits des parties civiles, qui conservent toujours le droit de porter leurs demandes devant le juge civil. Il peut par contre se justifier, du point de vue de l'économie du procès, que l'action en dommages-intérêts intentée par la personne mise hors cause, qui découle exclusivement du caractère téméraire et vexatoire de l'appel formé contre l'ordonnance de la chambre du conseil qui l'a mise hors cause, soit tranchée par la juridiction qui doit être considérée comme la plus à même de se prononcer sur ce point.

B.7. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

Les articles 159, 191 et 212 du Code d'instruction criminelle ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution, interprétés en ce sens qu'ils confèrent à la chambre des mises en accusation le pouvoir de connaître de l'action en dommages-intérêts intentée par l'inculpé mis hors cause pour cause d'appel téméraire et vexatoire interjeté par la partie civile contre l'ordonnance de la chambre du conseil ayant prononcé le non-lieu.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 septembre 2004.

Le greffier,

Le président,

L. Potoms

A. Arts

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[2004/202956]

Auszug aus dem Urteil Nr. 152/2004 vom 15. September 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2877

In Sachen : Präjudizielle Frage in bezug auf die Artikel 159 und 191 des Strafprozeßgesetzbuches, gestellt vom Kassationshof.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden A. Arts und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Moerman und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden A. Arts,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand der präjudiziellen Frage und Verfahren

In seinem Urteil vom 2. Dezember 2003 in Sachen G. Van Volsem gegen W. Smets und J. Meulepas, dessen Ausfertigung am 19. Dezember 2003 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Kassationshof folgende präjudizielle Frage gestellt :

« Verstoßen die Artikel 159 und 191 des Strafprozeßgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem aus diesen Artikeln folgt, daß der Beschuldigte, der vor der Anklagekammer, die in Anwendung der Artikel 136, 136bis, 235 und 235bis des Strafprozeßgesetzbuches entscheidet, eine Schadensersatzklage gegen die Zivilpartei erheben kann, indem er geltend macht, daß deren Klage unzulässig sei und auf schikanöse und leichtfertige Art eingelegt worden sei, während die Zivilpartei eine ähnliche Klage nicht erheben kann, wenn der Beschuldigte vor demselben Gericht auf schikanöse und leichtfertige Art einen Klagegrund vorbringt oder ein Rechtsmittel einlegt? »

(...)

III. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die präjudizielle Frage betrifft die Artikel 159 und 191 des Strafprozeßgesetzbuches. Diese Bestimmungen besagen :

« Art. 159. Wenn die Tat weder als Vergehen noch als Übertretung bezeichnet wird, erklärt das Gericht die Vorladung und alle anschließenden Maßnahmen für nichtig und entscheidet es mit demselben Urteil über die Schadensersatzforderungen. »

« Art. 191. Wenn die Tat weder als Vergehen noch als Übertretung bezeichnet wird, erklärt das Gericht die Untersuchung, die Vorladung und alle anschließenden Maßnahmen für nichtig, entläßt den Angeschuldigten und entscheidet über die Schadensersatzforderungen. »

Artikel 212 des Strafprozeßgesetzbuches, der mit den fraglichen Bestimmungen zusammenhängt, lautet :

« Art. 212. Wenn das Urteil für nichtig erklärt wird, weil die Tat durch keinerlei Gesetz als Vergehen oder Übertretung eingestuft wird, entläßt der Gerichtshof den Angeschuldigten und entscheidet er gegebenenfalls über dessen Schadensersatz. »

B.2. Die präjudizielle Frage dient dazu, vom Hof zu vernehmen, ob die Artikel 159, 191 und 212 des Strafprozeßgesetzbuches mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar seien, insofern sie einen Behandlungsunterschied einführen zwischen einerseits der Zivilpartei, die gegen einen angesichts des Beschuldigten verkündeten Einstellungsbeschluß Berufung eingelegt hat und durch die Anklagekammer aufgrund dieser Bestimmungen in ihrer Auslegung durch das verweisende Rechtsprechungsorgan auf Antrag des außer Verfolgung gestellten Beschuldigten zum Schadensersatz wegen schikanöser und leichtfertiger Berufung verurteilt werden kann, und andererseits dem Beschuldigten, der gegen die Verweisung an den Tatrichter Berufung eingelegt hat und durch die Anklagekammer in Ermangelung von auf diese Weise ausgelegten Gesetzesbestimmungen nicht zum Schadensersatz wegen schikanöser und leichtfertiger Berufung verurteilt werden kann.

B.3.1. Infolge des Ersatzes von Artikel 136 des Strafprozeßgesetzbuches durch Artikel 31 des Gesetzes vom 12. März 1998 zur Verbesserung des Strafverfahrens im Stadium der Voruntersuchung und der gerichtlichen Untersuchung (*Belgisches Staatsblatt*, 2. April 1998, erste Ausgabe) ist die Anklagekammer nicht mehr verpflichtet, die Zivilpartei, die in der Berufungsinanz (« Einspruch ») das Verfahren verloren hat, das sie aufgrund des früheren Artikels 135 desselben Gesetzbuches gegen die Beschlüsse der Ratskammer, die einer Weiterführung der Strafverfolgung im Wege standen, eingeleitet hatte, zum Schadensersatz gegenüber dem Beschuldigten zu verurteilen.

Der frühere Artikel 136 des Strafprozeßgesetzbuches, auf dem diese Verpflichtung beruhte, wurde vom Hof für vereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung erklärt in den Urteilen Nr. 43/95 vom 6. Juni 1995, Nr. 76/95 vom 9. November 1995 und Nr. 34/99 vom 17. März 1999. Im Rahmen der Reform des Strafverfahrens, die zum obengenannten Gesetz vom 12. März 1998 geführt hat, wurden die Vorteile der Aufrechterhaltung dieser Möglichkeit zwar anerkannt, jedoch nicht als ausreichend angesehen, um eine gesetzliche Aufrechterhaltung zu begründen. In diesem Zusammenhang heißt es in den parlamentarischen Vorarbeiten zu diesem Gesetz :

« Der heutige Artikel 136 hat seine Bedeutung, nämlich die Einsparung eines getrennten Verfahrens in dem Fall, wo eine Person, deren Verfolgung eingestellt wurde, von der Zivilpartei, die als Gegenpartei auftritt und das Verfahren verliert, Schadensersatz fordern will. Anfangs beabsichtigte der Ausschuß für Strafprozeßrecht, diese Möglichkeit beizubehalten, jedoch fakultativ, da die Zivilpartei, die das Verfahren verloren hat, nicht mehr *proprio motu* durch die Anklagekammer verurteilt werden mußte. Dies geschieht in der Praxis jedoch seit langem nicht mehr automatisch.

Wie der Staatsrat in seinem Gutachten zu Recht bemerkt hat, stellt sich jedoch die Frage, ob mit dieser Änderung im Rahmen des Gesetzesentwurfs der Behandlungsunterschied zwischen dem Beschuldigten und der Zivilpartei - die einerseits wohl zu Schadensersatz zugunsten des Verdächtigen verurteilt werden kann, jedoch andererseits keinen Anspruch auf Schadensersatz durch den Beschuldigten erheben kann -, noch gerechtfertigt ist. Daß der Schiedshof in der Vergangenheit den Standpunkt vertrat, dieser Behandlungsunterschied sei, so wie er derzeit im Gesetz festgelegt ist, tatsächlich gerechtfertigt (siehe Schiedshof, 6. Juni 1995, Nr. 43/95; Schiedshof 9. November 1995, Nr. 76/95), stellt keine Garantie für die Zukunft dar, da durch den vorliegenden Gesetzesentwurf die Möglichkeiten zur Rechtsmittelinlegung erheblich erweitert werden.

Unter diesen Umständen erscheint es dem Ausschuß für Strafprozeßrecht folglich als wünschenswert, die Möglichkeit zur Verurteilung der Zivilpartei zum Schadensersatz wegen einer unbegründeten Berufung insgesamt abzuschaffen, statt eine gleiche Möglichkeit zum Nachteil des Beschuldigten einzuführen. » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 857/1, SS. 65-66)

B.3.2. Das verweisende Rechtsprechungsorgan hat die Artikel 159, 191 und 212 des Strafprozeßgesetzbuches jedoch so ausgelegt, daß sie der Anklagekammer dennoch die Befugnis verleihen, die Zivilpartei, deren Berufung gegen einen angesichts des Beschuldigten verkündeten Einstellungsbeschuß für unbegründet erklärt wird, auf Antrag des außer Verfolgung gestellten Beschuldigten zum Schadensersatz wegen schikanöser und leichtfertiger Berufung zu verurteilen.

Der Hof muß diese Bestimmungen in ihrer Auslegung durch das verweisende Rechtsprechungsorgan anhand der Artikel 10 und 11 der Verfassung prüfen.

B.4. Der Behandlungsunterschied zwischen einer Zivilpartei und Beschuldigten beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich ihrer Eigenschaft als Verfahrnsparthei und den unterschiedlichen Gründen, aus denen sie derzeit auf der Grundlage der Paragraphen 1 und 2 von Artikel 135 des Strafprozeßgesetzbuches gegen den Beschluß der Ratskammer Berufung einlegen können. Im Unterschied zur Zivilpartei kann der Beschuldigte nur aus einer begrenzten Anzahl von Gründen einen Beschluß der Ratskammer in der Berufungsinstanz anfechten, was den Behandlungsunterschied zwischen beiden Parteien hinsichtlich der Möglichkeit zur Verurteilung wegen schikanöser und leichtfertiger Berufung rechtfertigen kann.

B.5. Das Rechtsmittel, das aufgrund von Artikel 135 des Strafprozeßgesetzbuches von der Zivilpartei gegen den von der Ratskammer angesichts des Beschuldigten verkündeten Einstellungsbeschuß eingelegt wird, ist selbst nach der Abänderung der Artikel 135 und 136 des Strafprozeßgesetzbuches durch das obengenannte Gesetz vom 12. März 1998 eine Ausnahme zu der Regel, wonach die Staatsanwaltschaft die Anwendung des Strafgesetzes fordert. Die Berufung der Zivilpartei hat die gleiche Folge wie die Berufung der Staatsanwaltschaft, da die Anklagekammer nicht über die Zivilklage, sondern vielmehr über die Strafverfolgung befindet. Hierbei ist nicht auszuschließen, daß Zivilparteien ihr Berufungsrecht mißbrauchen und dem Beschuldigten schaden, indem sie die gerichtliche Untersuchung verlängern, dies aus Gründen, die nicht mit dem allgemeinen Interesse zusammenhängen, indem sie auf unangebrachte Weise Berufung einlegen und somit das Strafverfahren unterbrechen.

In der Auslegung durch das verweisende Rechtsprechungsorgan bieten die angefochtenen Bestimmungen somit die Möglichkeit - ohne jedoch die Verpflichtung zu enthalten -, die Zivilpartei zum Schadensersatz zu verurteilen, wenn sie ihre Berufung gegen einen von der Ratskammer angesichts des Beschuldigten verkündeten Einstellungsbeschuß verliert. Auf diese Weise wird der außer Verfolgung gestellte Beschuldigte geschützt und die Zivilpartei vor einer ungerechtfertigten Anwendung des Rechtsmittels einer Berufung gegen einen Einstellungsbeschuß gewarnt. Der Unterschied ist folglich sachdienlich im Hinblick auf die Verwirklichung der Zielsetzung.

B.6. Die Maßnahme ist in der Auslegung durch das verweisende Rechtsprechungsorgan auch nicht unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung.

Die Maßnahme steht der Einreichung einer Berufung, die absolut rechtmäßig ist, wenn das Rechtsmittel dazu dient, ein schützenswertes Interesse zu wahren, namentlich die Abänderung oder Nichtigterklärung eines nachteiligen Gerichtsurteils, und zwar wegen ernsthafter Beschwerden, keinesfalls im Weg. Nur ein offensichtlicher Mißbrauch der Möglichkeit, den Einstellungsbeschuß vor der Anklagekammer anzufechten, kann zur Verurteilung zum Schadensersatz Anlaß geben, dies übrigens nicht von Amts wegen, sondern auf eine Klage der außer Verfolgung gestellten Partei hin und nachdem darüber eine Debatte stattgefunden hat. Es obliegt der Anklagekammer, aufgrund der konkreten Elemente der Akte zu beurteilen, ob die Berufung als schikanös und leichtfertig einzustufen ist und ob die Schadensersatzklage begründet ist.

Die Maßnahme beschränkt ebenfalls nicht in übertriebener Weise die Rechte der Zivilparteien, da diese ihre Forderungen immer noch dem Zivilrichter unterbreiten können. Es ist hingegen aus verfahrensökonomischen Gründen nicht ungerechtfertigt, die Schadensersatzklage der außer Verfolgung gestellten Person, die sich ausschließlich aus der schikanösen und leichtfertigen Beschaffenheit der Berufung gegen den Einstellungsbeschuß der Ratskammer ergibt, durch das Rechtsprechungsorgan beurteilen zu lassen, das als das geeignetste anzusehen ist, darüber zu urteilen.

B.7. Die präjudizielle Frage ist verneinend zu beantworten.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erkennt für Recht :

Die Artikel 159, 191 und 212 des Strafprozeßgesetzbuches verstoßen nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, wenn sie dahingehend ausgelegt werden, daß sie der Anklagekammer die Befugnis erteilen, über die Klage des außer Verfolgung gestellten Beschuldigten auf Schadensersatz wegen einer auf schikanöse und leichtfertige Art von der Zivilpartei gegen den Einstellungsbeschuß der Ratskammer eingelegten Berufung zu befinden.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. September 2004.

Der Kanzler,

(gez.) L. Potoms

Der Vorsitzende,

(gez.) A. Arts

RECHTERLIJKE MACHT

[2004/12332]

Arbeidshof te Gent

Bij beschikking van 4 oktober 2004 werd de heer Frans Demuyne, eraadsheer in sociale zaken, als werkgever, bij het arbeidshof te Gent, door de eerste voorzitter van dit hof aangewezen om, vanaf 17 juli 2004, het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van zeventig jaar heeft bereikt.

POUVOIR JUDICIAIRE

[2004/12332]

Cour du travail de Gand

Par ordonnance du 4 octobre 2004, M. Frans Demuyne, conseiller social honoraire au titre d'employeur à la cour du travail de Gand, a été désigné par le premier président de cette cour pour exercer, à partir du 17 juillet 2004, les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de septante ans.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Werving. — Resultaten

[C – 2004/08202]

Selectie van Franstalige technici « ionosferische peilingen » (m/v) (niv. C) voor het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI) Centra van Dourbes – Provincie Namen (AFG04006). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage :

1. Lejeune, Luc, Vresse-sur-Semois
2. Di Cataldo, Giovanni, Charleroi
3. Marotte, Serge, Anderlues
4. Bouche, Michael, Mettet

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[C – 2004/08202]

Sélection de techniciens « sondages ionosphériques » (m/f) (niv. C) d'expression française, pour l'Institut royal météorologique de Belgique (IRM) Centre de Dourbes – Province de Namur (AFG04006). — Resultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Lejeune, Luc, Vresse-sur-Semois
2. Di Cataldo, Giovanni, Charleroi
3. Marotte, Serge, Anderlues
4. Bouche, Michael, Mettet

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[C – 2004/08203]

Selectie van Franstalige technici der vorsing (m/v) (niveau C) voor het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI) - Brussel (AFG04007) Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage.

1. Guilmot, Sébastien, Oupeye.
2. Raquet, Nicolas, Braine-l'Alleud.
3. Vanderhaegen, Philippe, Woluwe-Saint-Pierre.
4. Lejeune, Luc, Vresse-sur-Semois.
5. Leroy, Christian, Herne.
6. Renaux, Jean-Jacques, Halle.
7. Vankerm, Stéphane, Walhain.
8. Marotte, Serge, Anderlues.
9. Delannoy, Arnold, Binche (Waudrez).
10. Bertrand, Laurent, Châtelineau.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[C – 2004/08203]

Sélection de techniciens de la recherche (m/f) (niveau C), d'expression française, pour l'Institut royal météorologique de Belgique (IRM) - Bruxelles (AFG04007). — Resultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage.

1. Guilmot, Sébastien, Oupeye.
2. Raquet, Nicolas, Braine-l'Alleud.
3. Vanderhaegen, Philippe, Woluwe-Saint-Pierre.
4. Lejeune, Luc, Vresse-sur-Semois.
5. Leroy, Christian, Herne.
6. Renaux, Jean-Jacques, Halle.
7. Vankerm, Stéphane, Walhain.
8. Marotte, Serge, Anderlues.
9. Delannoy, Arnold, Binche (Waudrez).
10. Bertrand, Laurent, Châtelineau.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[C – 2004/08205]

Selectie van Franstalige kinesitherapeuten voor intensieve zorgen (m/v) (niveau B) voor het Ministerie van Defensie (AFG04807). Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage.

1. Stautemas, Vincent, Bruxelles.
2. Verhezen, Delphine, Ath.
3. Longdot, Béatrice, Anderlecht.
4. Massart, Stéphanie, Uccle.
5. Meert, Laurence, Bruxelles.
6. Decraecker, Céline, Uccle.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[C – 2004/08205]

Sélection de kinésithérapeutes aux soins intensifs (m/f) (niveau B), d'expression française, pour le Ministère de la Défense (AFG04807). — Resultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage.

1. Stautemas, Vincent, Bruxelles.
2. Verhezen, Delphine, Ath.
3. Longdot, Béatrice, Anderlecht.
4. Massart, Stéphanie, Uccle.
5. Meert, Laurence, Bruxelles.
6. Decraecker, Céline, Uccle.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

JOBPUNT VLAANDEREN

[C – 2004/05051]

Jobpunt Vlaanderen coördineert de aanwerving van een informaticus « exploitatie en veiligheid », 2 assistenten-programmeur voor het Vlaams Parlement en een boekhouder voor het Vlaams Parlement

Het Vlaams Parlement is het hart van de democratie in Vlaanderen. In dit Parlement, gelegen in het centrum van Brussel, vergaderen de Vlaamse volksvertegenwoordigers die door meer dan 4,5 miljoen Vlamingen verkozen zijn. De belangrijkste opdrachten van het Vlaams Parlement zijn de bespreking en goedkeuring van de Vlaamse decreten en de benoeming en de controle van de Vlaamse Regering. Het Vlaams Parlement functioneert als een glazen huis met een open kijk op wat er in Vlaanderen leeft. Daarom wordt groot belang gehecht aan het contact met de Vlaamse samenleving en de uitstraling van de instelling. Momenteel zijn we, voor het aanleggen van een wervingsreserve en onmiddellijk invullen van specifieke functies, dringend op zoek naar een (m/v) :

Informaticus « exploitatie en veiligheid », universitair niveau

U coördineert het 5-koppig exploitatieteam dat zich voornamelijk concentreert op het back-office-gebeuren. Het uitwerken van het veiligheidsbeleid valt ook onder uw verantwoordelijkheid, dit omvat onder meer de antivirus- en antispamproblematiek en de back-up van gegevens. U wordt mee ingeschakeld in het permanentiesysteem en we verwachten van u dat u voorstellen en suggesties doet voor het optimaliseren van het IT-gebeuren.

U hebt een grondige kennis van back-upsystemen, antivirus- en antispamsoftware, internettechnologieën, gebruikersbeheer, Linux en Windows. Daarnaast hebt u een goed zicht op J2EE-architectuur, Novell, MS-Windows en Office. U hebt leidinggevende capaciteiten en kunt goed in teamverband werken. U hebt zin voor verantwoordelijkheid en initiatief.

2 Assistenten-programmeur, niveau graduaat

U wordt ingeschakeld in het team « Ontwikkelingen » of « Systemen » van de directie Informatica. In het team « Ontwikkelingen » bent u verantwoordelijk voor de ontwikkeling en het onderhoud van voornamelijk webapplicaties. In het team « Systemen » bent u verantwoordelijk voor het beheer en de systeemaspecten van de applicatie/webservers en de databanken. U wordt mee ingeschakeld in het permanentiesysteem en we verwachten van u dat u voorstellen en suggesties doet voor het optimaliseren van het IT-gebeuren.

U hebt een diploma hoger onderwijs 1 cyclus in de industriële wetenschappen (informatica, elektromechanica, elektronica ICT) en voor de ontwikkelaar een grondige kennis van J2EE-architectuur, JAVA, relationele databanken (bij voorkeur Oracle), internettechnologieën, Linux en Windows. Daarnaast hebt u ook een goed zicht op Microsoft.net-architectuur, Visual Basic en Apache webserver. Als systeembeheerder hebt u een grondige kennis van applicatie/webservers en bijhorende modules (Oracle AS, OID, Portal, SSO,...), Oracle-databanken, Linux en Windows. U hebt een goed zicht op het beheer van de connectiviteit cliënt/applicatieservers, systeemaspecten van toepassingssoftware. U kunt goed in team werken met veel zin voor verantwoordelijk en initiatief.

Boekhouder, niveau graduaat

Binnen een team van 4 personen voert u op een adequate en transparante manier de boekhouding van de verschillende entiteiten van het Vlaams Parlement. U analyseert en rapporteert over de cijfergegevens afkomstig uit de algemene, budgettaire of analytische boekhouding. U staat ook in voor de opvolging van de rappels en u wordt betrokken bij het activa- en voorraadbeheer van de verschillende entiteiten van het Parlement. Uiteraard bent u ook betrokken bij de afsluiting van de boekhouding. U hebt een diploma hoger onderwijs 1 cyclus richting boekhouden. U bent kostenbewust en oplossingsgericht. U hebt een integere ingesteldheid en u kunt uitermate goed in team werken.

Aanbod : een statutaire benoeming • een wervingsreserve voor de duur van 3 jaar voor de IT-functies en van 2 jaar voor de functie van boekhouder • voor de informatici zal er, op basis van een eerste schriftelijke proef, een algemene wervingsreserve voor 3 jaar worden opgesteld. Bij een specifieke vacature, zoals voor bovenstaande functies, zullen de personen uit deze reserve uitgenodigd worden om aan een bijkomende selectieproef deel te nemen • Veel opleidingsmogelijkheden, een salaris volgens het niveau van de functie en de geldende barema's terzake, een goede vakantieregeling, sociale voordelen zoals een ziektekostenverzekering en gratis woon-werkverkeer met het openbaar vervoer.

Interesse ? Voor meer informatie kunt u terecht op de website www.vlaamsparlement.be onder de rubriek « heet van de naald-vacatures ». Indien u geïnteresseerd bent in deze functies, kunt u uw sollicitatiebrief met vermelding van de functietitel samen met uw cv en een kopie van uw diploma sturen naar het advies-kantoor De Witte & Morel, t.a.v. Ellen Mertens, Moutstraat 56, 9000 Gent, hqs.government@hudson.com. Indien u over een buitenlands diploma beschikt, vragen we u om een attest van gelijkwaardigheid mee te sturen. We verwachten uw kandidatuur uiterlijk op 4 november 2004. (post- of e-maildatum).

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2004/33066]

Private Rundfunksender

Durch Erlasse der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 3. Juni 2004 zur Genehmigung von privaten Rundfunksendern werden nachstehenden privaten Rundfunksendern folgende Genehmigungen erteilt :

Der VoG Radio Sunshine mit Sitz in 4710 Lontzen, Rabotrath 117 wird die Genehmigung erteilt, einen privaten lokalen Hörfunksender mit der Bezeichnung «Radio Sunshine» für einen Zeitraum von sechs Jahren zu betreiben.

Folgende technische Bedingungen sind einzuhalten:

Zugewiesene Frequenzen: Eupen, UKW 97,5 MHz: 6°E02'49", 50°N37'39"

Maximale Ausstrahlungsstärke: Eupen, UKW 97,5 Mhz: 1000W (ERP)

Maximale Antennenhöhe: Eupen, UKW 97,5 MHz: 35m

Richtwirkung der Antenne so wie im Strahlungsdiagramm dargestellt.

Der VoG Radio OK! mit Sitz in 4780 St. Vith, Malmedyer Str. 91 wird die Genehmigung erteilt, einen privaten lokalen Hörfunksender mit der Bezeichnung «Radio OK!» für einen Zeitraum von sechs Jahren zu betreiben.

Folgende technische Bedingungen sind einzuhalten:

Zugewiesene Frequenzen: St. Vith, UKW 101,7 MHz: 6°E07'04", 50°N17'36"

Maximale Ausstrahlungsstärke: St. Vith, UKW 101,7 MHz: 1000W (ERP)

Maximale Antennenhöhe: St. Vith, UKW 101,7 MHz: 42m

Richtwirkung der Antenne so wie im Strahlungsdiagramm dargestellt.

Der VoG Radio Fantasy mit Sitz in 4730 Raeren, Petergensfeld 78 wird die Genehmigung erteilt, einen privaten lokalen Hörfunksender mit der Bezeichnung, «Fantasy Dance FM 96,7» für einen Zeitraum von sechs Jahren zu betreiben.

Folgende technische Bedingungen sind einzuhalten:

Zugewiesene Frequenzen: Eupen, UKW 96,7 MHz: 6°E10'15", 50°N38'59"

Maximale Ausstrahlungsstärke: Eupen, UKW 96,7 MHz: 300W (ERP)

Maximale Antennenhöhe: Eupen, UKW 96,7 MHz: 27m

Richtwirkung der Antenne so wie im Strahlungsdiagramm dargestellt.

Der Personengesellschaft mit beschränkter Haftung Radio Ostbelgien Reise-Sender Kelmis mit Sitz in 4720 Kelmis, Kirchstraße 28 wird die Genehmigung erteilt, einen privaten regionalen Hörfunksender mit der Bezeichnung «Radio Ostbelgien Reise-Sender Kelmis» für einen Zeitraum von zwölf Jahren zu betreiben.

Folgende technische Bedingungen sind einzuhalten:

Zugewiesene Frequenzen: Kelmis, UKW 92,6 MHz: 6°E03'00", 50°N43'05"

Hünningen, UKW 107,3 MHz: 6°E06'50", 50°N17'50"

Maximale Ausstrahlungsstärke: Kelmis, UKW 92,6 MHz: 2000W (ERP)

Hünningen, UKW 107,3 MHz: 800W (ERP)

Maximale Antennenhöhe: Kelmis, UKW 92,6 MHz: 35m

Hünningen, UKW 107,3 MHz: 22m

Richtwirkung der Antenne(n) so wie im (in den) Strahlungsdiagramm(en) dargestellt.

Der Aktiengesellschaft Cobel D mit Sitz in 4700 Eupen, Aachener Straße 14 wird die Genehmigung erteilt, einen privaten regionalen Hörfunksender mit der Bezeichnung «Radio Contact » für einen Zeitraum von zwölf Jahren zu betreiben.

Folgende technische Bedingungen sind einzuhalten:

Zugewiesene Frequenzen: Eupen, UKW 107,0 MHz : 6°E02'18", 50°N36'55"

Bütgenbach, UKW 98,0 MHz : 6°E11'47", 50°N25'00"

Maximale Ausstrahlungsstärke: Eupen, UKW 107,0 MHz: 1000W (ERP)

Bütgenbach, UKW 98,0 MHz: 2000W (ERP)

Maximale Antennenhöhe: Eupen, UKW 107,0 Mhz: 32m

Bütgenbach, UKW 98,0 MHz: 50m

Richtwirkung der Antenne(n) so wie im (in den) Strahlungsdiagramm(en) dargestellt.

Der Aktiengesellschaft Radio 3000 mit Sitz in 4700 Eupen, Kehrweg 11 wird die Genehmigung erteilt, einen privaten regionalen Hörfunksender mit der Bezeichnung «100,5 Das Hitradio» für einen Zeitraum von zwölf Jahren zu betreiben.

Folgende technische Bedingungen sind einzuhalten:

Zugewiesene Frequenzen: Eupen, UKW 100,5 MHz: 6°E10'09", 50°N39'13"
 Bütgenbach, UKW 94,4 MHz: 6°E11'47", 50°N25'00"
 Honsfeld, UKW 107,6 MHz: 6°E16'30", 50°N22'00"
 St. Vith, UKW 104,8 MHz: 6°E07'04", 50°N17'36"

Maximale Ausstrahlungsstärke: Eupen, UKW 100,5 MHz: 20 000W
 Bütgenbach, UKW 94,4 MHz: 1300W
 Honsfeld, UKW 107,6 MHz: 1000W
 St. Vith, UKW 104,8 MHz: 2500 W

Maximale Antennenhöhe : Eupen, UKW 100,5 MHz: 60m
 Bütgenbach, UKW 94,4 MHz: 50m
 Honsfeld, UKW 107,6 MHz: 50m
 St. Vith, UKW 104,8 MHz: 35m

Richtwirkung der Antenne(n) so wie im (in den) Strahlungsdiagramm(en) dargestellt.

Bei Frequenzwechsel sind die neuen zugewiesenen Frequenzen binnen vier Monaten nach In-Kraft-Treten diese Erlasse in Betrieb zu nehmen.

Bisher genutzte Frequenzen dürfen nach In-Kraft-Treten dieser Erlasse, noch bis zu sechs Monate mit einer abgestrahlten Leistung von maximal 100 W (ERP) weiter betrieben werden.

Diese Erlasse treten am Tage ihrer Verabschiedung in Kraft.

Die Sender sind verpflichtet, innerhalb von sechs Monaten mit der Regierung eine Vereinbarung zur Aufwertung der Kultur und der Künstler der Deutschsprachigen Gemeinschaft und den Nachbarregionen gemäß Artikel 28 des Erlasses der Regierung vom 7. September 2000 zur Ausführung des Mediendekretes vom 26. April 1999 abzuschließen.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[C - 2004/33066]

Radiodiffusion privés

Par arrêtés du Gouvernement de la Communauté germanophone du 3 juin 2004 autorisant des organismes de radiodiffusion privés les autorisations suivantes sont accordées aux organismes de radiodiffusion privés ci-après :

L'autorisation d'exploiter une radio locale privée dénommée "Radio Sunshine" est accordée pour une durée de six ans à l'A.S.B.L. Radio Sunshine dont le siège se situe à 4710 Lontzen, Rabotrath 117.

Les conditions techniques suivantes doivent être respectées :

fréquences attribuées : Eupen, FM 97,5 MHz : 6°E02'49", 50°N37'39"
 puissance maximale d'émission : Eupen, FM 97,5 MHz : 1000W (ERP)
 hauteur maximale de l'antenne : Eupen, FM 97,5 MHz : 35 m
 orientation de l'antenne telle que présentée dans le diagramme d'émission.

L'autorisation d'exploiter une radio locale privée dénommée "Radio OK!" est accordée pour une durée de six ans à l'A.S.B.L. radio locale "Radio OK!" dont le siège se situe à 4780 St-Vith, Malmedyer Straße 91.

Les conditions techniques suivantes doivent être respectées

fréquences attribuées : St-Vith, FM 101,7 - MHz : 6°E07'04", 50°N17'36"
 puissance maximale d'émission : St-Vith, 101,7 MHz : 1000W (ERP)
 hauteur maximale de l'antenne : St-Vith, 101,7 MHz : 42 m
 orientation de l'antenne telle que présentée dans le diagramme d'émission.

L'autorisation d'exploiter une radio locale privée dénommée "Fantasy Dance FM 96,7" est accordée pour une durée de six ans à l'A.S.B.L. Radio Fantasy dont le siège se situe à 4730 Raeren, Petergensfeld 78.

Les conditions techniques suivantes doivent être respectées :

fréquences attribuées : Eupen, FM 96,7 MHz : 6°E10'15", 50°N38'59"
 puissance maximale d'émission : Eupen, FM 96,7 MHz : 300W (ERP)
 hauteur maximale de l'antenne : Eupen, FM 96,7 MHz : 27 m
 orientation de l'antenne telle que présentée dans le diagramme d'émission.

L'autorisation d'exploiter une radio régionale privée dénommée "Radio Ostbelgien Reise-Sender Kelmis" est accordée pour une durée de douze ans à la S.P.R.L. Radio Ostbelgien Reise-Sender Kelmis dont le siège se situe à 4720 La Calamine, Kirchstraße 28.

Les conditions techniques suivantes doivent être respectées

fréquences attribuées : La Calamine FM 92,6 MHz : 6°E03'00", 50°N43'05"
 Hunnange, FM 107,3 MHz : 6°E06'50", 50°N17'50"
 puissance maximale d'émission : La Calamine FM 92,6 MHz : 2000W (ERP)
 Hunnange, FM 107,3 MHz : 800 W (ERP)

hauteur maximale de l'antenne : La Calamine FM 92,6 MHz : 35 m

Hunnange, FM 107,3 MHz : 22 m

orientation des antennes telle que présentée dans le(s) diagramme(s) d'émission.

L'autorisation d'exploiter une radio régionale privée dénommée "Radio Contact" est accordée pour une durée de douze ans à la S.A. Cobel D dont le siège se situe à 4700 Eupen, Aachener Straße 14.

Les conditions techniques suivantes doivent être respectées :

fréquences attribuées : Eupen FM 107,0 MHz : 6°E02'18", 50°N36'55"
Butgenbach, FM 98,0 MHz : 6°E11'47", 50°N25'00"

puissance maximale d'émission : Eupen FM 107,0 MHz : 1000W (ERP)
Butgenbach, FM 98,0 - Mhz : 2000 W (ERP)

hauteur maximale de l'antenne : Eupen FM 107,0 MHz : 32 m
Butgenbach, FM 98,0 MHz : 50 m

orientation des antennes telle que présentée dans le(s) diagramme(s) d'émission.

L'autorisation d'exploiter une radio régionale privée dénommée "100,5 Das Hitradio" est accordée pour une durée de douze ans à la S.A. Radio 3000 dont le siège se situe à 4700 Eupen, Kehrweg 11.

Les conditions techniques suivantes doivent être respectées :

fréquences attribuées : Eupen FM 100,5 MHz : 6°E10'09", 50°N39'13"
Butgenbach, FM 94,4 MHz : 6°E11'47", 50°N25'00"
Honsfeld, FM 107,6 MHz : 6°E16'30", 50°N22'00"
St-Vith, FM 104,8 MHz : 6°E07'04", 50°N17'36"

puissance maximale d'émission : Eupen FM 100,5 MHz : 20000 W
Butgenbach, FM 94,4 MHz : 1300 W
Honsfeld, FM 107,6 MHz : 1000 W
St-Vith, FM 104,8 MHz : 2500 W

hauteur maximale de l'antenne : Eupen FM 100,5 MHz : 60 m
Butgenbach, FM 94,4 MHz : 50 m
Honsfeld, FM 107,6 MHz : 50 m
St-Vith, FM 104,8 MHz : 35 m

orientation des antennes telle que présentée dans le(s) diagramme(s) d'émission.

En cas de changement de fréquence, les nouvelles fréquences attribuées doivent être mises en exploitation dans les quatre mois suivant l'entrée en vigueur de ces arrêtés.

Après l'entrée en vigueur de cet arrêté, les fréquences utilisées jusqu'à présent peuvent être exploitées pendant six mois encore avec une puissance d'émission maximale de 100W (ERP).

Ces arrêtés entrent en vigueur le jour de leur adoption.

Dans les six mois, les radios sont tenues de conclure avec le Gouvernement un accord visant la valorisation de la culture et des artistes de la Communauté germanophone et des régions avoisinantes, conformément à l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement du 7 septembre 2000 portant exécution du décret sur les médias du 26 avril 1999.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[C - 2004/33066]

Privaatrechtelijke omroeporganisaties

Door besluiten van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 3 juni 2004 tot machtiging van privaatrechtelijke omroeporganisaties worden volgende vergunningen toegekend aan de hierna vermelde privaatrechtelijke omroeporganisaties :

De vereniging zonder winstgevend doel Radio Sunshine, gevestigd te 4710 Lontzen, Rabotrath 117, wordt ertoe gemachtigd een private lokale radio, benoemd "Radio Sunshine'1, gedurende zes jaar te exploiteren.

Aan volgende technische voorwaarden dient te worden voldaan :
toegewezen frequenties : Eupen, FM 97,5 MHz : 6°E02'49", 50°N37'39"
maximaal zendvermogen : Eupen, FM 97,5 MHz : 1000W (ERP)
maximale antennehoogte : Eupen, FM 97,5 MHz : 35 m
oriëntering van de antenne volgens uitzenddiagram.

De vereniging zonder winstgevend doel, lokale radio "Radio OK!", gevestigd te 4780 St. Vith, Malmedyer Straße 91, wordt ertoe gemachtigd een private lokale radio, benoemd "Radio GIS!", gedurende zes jaar te exploiteren.

Aan volgende technische voorwaarden dient te worden voldaan :
toegewezen frequenties : St. Vith, FM 101,7 MHz : 6°E07'04", 50°N 17'36"
maximaal zendvermogen : St. Vith, 101,7 MHz : 1000W (ERP)
maximale antennehoogte : St. Vith, 101,7 MHz : 42 m oriëntering van de antenne volgens uitzenddiagram.

De vereniging zonder winstgevend doel Radio Fantasy, gevestigd te 4730 Raeren, Petergensfeld 78, wordt ertoe gemachtigd een private lokale radio, benoemd "Fantasy Dance FM 96,7", gedurende zes jaar te exploiteren.

Aan volgende technische voorwaarden dient te worden voldaan :
toegewezen frequenties : Eupen, FM 96,7 MHz : 6°E10'15", 50°N38'59"
maximaal zendvermogen : Eupen, FM 96,7 MHz : 300W (ERP)
maximale antennehoogte : Eupen, FM 96,7 MHz : 27 m
oriëntering van de antenne volgens uitzenddiagram.

De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Radio Qstbelgien Reise-Sender Kelmis, gevestigd te 4720 Kelmis, Kirchstraße 28, wordt ertoe gemachtigd een private regionale radio, benoemd "Radio Ostbelgien Reise-Sender Kelmis", gedurende twaalf jaar te exploiteren.

Aan volgende technische voorwaarden dient te worden voldaan :

toegewezen frequenties : Kelmis FM 92,6 MHz : 6°E03'00", 50°N43'05"
Hunningen, FM 107,3 MHz : 6°E06'50", 50°N17'50"

maximaal zendvermogen : Kelmis FM 92,6 - MHz : 2000W (ERP)
Hunningen, FM 107,3 MHz : 800 W (ERP)

maximale antennehoogte : Kelmis FM 92,6 MHz : 35 m
Hunningen, FM 107,3 MHz : 22 m

oriëntering van de antennes volgens uitzenddiagram(men).

De naamloze vennootschap Cobel D, gevestigd te 4700 Eupen, Aachener Straße 14, wordt ertoe gemachtigd een private regionale radio, benoemd "Radio Contact", gedurende twaalf jaar te exploiteren.

Aan volgende technische voorwaarden dient te worden voldaan :

toegewezen frequenties : Eupen FM 107,0 - MHz : 6°E02'18", 50°N36'55"
Butgenbach, FM 98,0 MHz : 6°E11'47", 50°N25'00"

maximaal zendvermogen : Eupen FM 107,0 MHz : 1000W (ERP)
Butgenbach, FM 98,0 MHz : 2000 W (ERP)

maximale antennehoogte : Eupen FM 107,0 MHz : 32 m
Butgenbach, FM 98,0 MHz : 50 m

oriëntering van de antennes volgens uitzenddiagram(men).

De naamloze vennootschap Radio 3000, gevestigd te 4700 Eupen, Kehrweg 11, wordt ertoe gemachtigd een private regionale radio, benoemd "100,5 Das Hitradio", gedurende twaalf jaar te exploiteren.

Aan volgende technische voorwaarden dient te worden voldaan :

toegewezen frequenties : Eupen FM 100,5 MHz : 6°E 10'09", 50°N39'13"
Butgenbach, FM 94,4 MHz : 6°E11'47", 50°N25'00"
Honsfeld, FM 107,6 MHz : 6°E16'30", 50°N22'00"
St. Vith, FM 104,8 MHz : 6°E07'04", 50°N17'36"

maximaal zendvermogen : Eupen FM 100,5 MHz : 20 000 W
Butgenbach, FM 94,4 MHz : 1300 W
Honsfeld, FM 107,6 MHz : 1000 W
St. Vith, FM 104,8 MHz : 2500 W

maximale antennehoogte : Eupen FM 100,5 MHz : 60 m
Butgenbach, FM 94,4 MHz : 50 m
Honsfeld, FM 107,6 MHz : 50 m
St. Vith, FM 104,8 MHz : 35 m

oriëntering van de antennes volgens uitzenddiagram(men).

Bij frequentiewijziging moeten de nieuwe toegewezen frequenties binnen de vier maanden na de inwerkingtreding van deze besluiten geëxploiteerd worden.

Na de inwerkingtreding van deze besluiten mogen de gebruikte frequenties nog gedurende zes maanden met een maximaal zendvermogen van 100 W (ERP) geëxploiteerd worden.

Deze besluiten treden in werking de dag waarop ze worden aangenomen.

Binnen de zes maanden moeten de radio's met de Regering een overeenkomst met het oog op de herwaardering van de cultuur en van de kunstenaars van de Duitstalige Gemeenschap en de naburige streken sluiten, overeenkomstig artikel 28 van het besluit van de Regering van 7 september 2000 tot uitvoering van het decreet over de media van 26 april 1999.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2004/203091]

7 OCTOBRE 2004. — Circulaire relative au budget pour 2005 des communes de la Région wallonne à l'exception des communes de la Communauté germanophone

A Mesdames et Messieurs les bourgmestres et échevins,

Pour information :

A Messieurs les Gouverneurs,

A Mesdames et Messieurs les Députés permanents,

A Mesdames et Messieurs les Secrétaires et Receveurs communaux,

A Mesdames et Messieurs les Greffiers provinciaux,

Mesdames,

Messieurs,

I. INTRODUCTION

Municipaliste convaincu, c'est avec une réelle joie que je prends pour la première fois contact avec vous, en tant que Ministre des Pouvoirs locaux, et ce, par le biais de la circulaire budgétaire 2005.

Le Gouvernement wallon s'est engagé dans un vaste projet pour la Wallonie qui ne pourra exister que grâce à la mobilisation de l'ensemble des forces vives de notre région.

Les communes joueront un rôle réellement privilégié dans cette dynamique et constitueront des partenaires à part entière de ce projet.

La volonté de la nouvelle équipe gouvernementale est donc, d'une part, de renforcer les communes et, d'autre part, de définir la meilleure articulation entre les deux piliers de la politique wallonne que sont les communes et la Région sans oublier les pouvoirs intermédiaires.

Dans cette optique, qui est bien entendu également la mienne, l'ensemble des pouvoirs locaux, partenaires essentiels et naturels du contrat d'avenir renouvelé, seront consultés de manière systématique sur l'ensemble des réformes qu'elles soient de grande ampleur ou qu'elles concernent ces petits détails qui font toute la différence !

Les contrats d'avenir locaux, pratique initiée précédemment avec plusieurs municipalités, devront être étendus à l'ensemble des communes afin notamment d'activer les 4 plans stratégiques transversaux de la déclaration de politique régionale 2004-2009.

Tous les pouvoirs locaux sont en effet concernés directement ou indirectement par les plans "création d'activité", "inclusion sociale" "développement territorial équilibré" et "développement du capital humain, des connaissances et du savoir-faire".

I.1. Avant-propos

Vous trouverez ci-après mes recommandations pour l'élaboration des budgets communaux à partir de l'exercice 2005. La présente circulaire constitue un document complet qui remplace les circulaires budgétaires précédentes.

Dans un souci d'efficacité, j'ai encadré les points fondamentaux de cette circulaire et certaines explications didactiques figurent en italique.

Je rappelle que dans un souci de parfaite transparence, il sera indispensable de remettre à chaque conseiller un exemplaire de la présente circulaire.

Dans le cadre du partenariat entre les autorités locales et de tutelle, mon administration, la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne (rue Van Opre, 95 à 5100 Jambes, tél. 081-32 37 11, fax 081-30 90 93, e-mail : dgpl@mrw.wallonie.be), peut vous apporter toute sa compétence pour les questions que vous souhaiteriez lui poser, notamment au sujet de la présente.

La présente circulaire est consultable sur le site web de la DGPL, qui est également à votre entière disposition pour toute information générale que vous souhaiteriez obtenir ("<http://mrw.wallonie.be/dgpl/>").

I.2. Définitions de base

Le vote d'un budget est un acte essentiel dans la vie des pouvoirs locaux. Il détermine, en chiffres, la politique qui sera menée au cours de l'exercice à venir et les moyens financiers qui seront mis en œuvre pour ce faire. Document de gestion prévisionnelle, il contient le montant des dépenses et des recettes qui pourront intervenir dans le courant de l'année concernée.

Le budget comprend deux services. D'une part, le service ordinaire qui comprend l'ensemble des recettes et des dépenses qui permettent la vie courante de la commune; ces recettes et ces dépenses sont récurrentes. D'autre part, le service extraordinaire qui comprend les recettes et les dépenses d'investissement de la commune.

Toutes les dépenses et toutes les recettes sont regroupées en fonctions budgétaires. Ces fonctions budgétaires recouvrent les différents secteurs d'activité de la commune (exemples : la fonction "104" pour l'administration générale, la fonction "421" pour la voirie, la fonction "930" pour l'urbanisme). La liste de base de ces fonctions figure sous le point II.2.b.

De même, toutes les dépenses et toutes les recettes sont groupées par natures de recettes et de dépenses. C'est ainsi que l'on distingue, pour le service ordinaire, les recettes de prestations (services organisés par la commune et payants), les recettes de transfert (surtout les additionnels et les impôts propres, mais aussi les subsides escomptés), les recettes de dette (dividendes et intérêts de placements), les dépenses de personnel, les dépenses de fonctionnement, les dépenses de transfert (subsides octroyés), les dépenses de dette (charges d'intérêt et d'amortissement de la dette). Dans les dépenses, il faut encore distinguer les dépenses obligatoires (exemple : personnel) et les dépenses facultatives (exemple : subside octroyé à une A.S.B.L.).

Le budget est constitué d'articles budgétaires. Ces articles sont composés de trois parties, la première, de trois à cinq chiffres, affecte le crédit à une fonction budgétaire (il s'agit donc du code fonctionnel); la deuxième, de trois chiffres, spécifie la nature de la recette ou de la dépense (il s'agit donc du code économique); la troisième enfin, de deux chiffres, précise s'il s'agit du service ordinaire ou extraordinaire.

Il est essentiel de retenir que les articles budgétaires de dépense sont limitatifs, c'est-à-dire que le montant prévu ne peut être dépassé, sauf deux exceptions : tout d'abord, les articles relatifs à un prélèvement d'office (exemple : frais relatifs au fonctionnement d'un service régional d'incendie); ensuite, il est possible de "regrouper" le solde des articles budgétaires de dépenses ordinaires obligatoires portant les mêmes codes fonctionnels et économiques limités aux trois premiers chiffres.

II. DIRECTIVES GENERALES

II.1. Calendrier légal

Dans un souci de bonne maîtrise de la gestion communale, j'attire votre attention sur la nécessité de veiller à respecter au mieux les prescrits légaux concernant les dates de vote budgétaires et comptables, traduisant ainsi la rigueur d'efforts parfois difficiles mais nécessaires afin de pouvoir disposer dès le début de l'exercice financier d'un budget, et encore plus de comptes annuels visant rapidement à l'arrêt de la situation réelle de la commune. Pour mémoire, le budget doit être voté par le conseil communal le premier lundi du mois d'octobre (article 241 de la nouvelle loi communale) et le compte de l'exercice précédent au cours du premier trimestre de l'exercice suivant (article 238 de la nouvelle loi communale). Dans un souci de bonne maîtrise de la gestion de votre commune, je vous recommande également de ne voter et de ne transmettre à l'autorité de tutelle après le 15 novembre de l'exercice que les modifications budgétaires strictement indispensables au bon fonctionnement de la commune et dont il n'a pas été possible de tenir compte dans le budget avant cette date, ceci afin de ne perturber en rien l'exercice normal de la tutelle (tutelle d'approbation et droit d'évocation). J'en appelle à toute la rigueur des gestionnaires communaux.

Par ailleurs, en vertu de l'article 242 de la nouvelle loi communale, je rappelle que le budget doit être déposé à la maison communale où quiconque peut toujours en prendre connaissance sans déplacement. Cette possibilité est rappelée par voie d'affichage (qui ne peut être inférieur à 10 jours) dans le mois qui suit l'adoption du budget.

Je tiens aussi à rappeler que la possibilité ouverte par l'article 99 de la nouvelle loi communale, visant le vote séparé d'un article, groupe d'articles ou postes spécifiques, ne peut en aucun cas aboutir à une demande de vote séparé sur tous les articles du budget ou du compte, ce qui dénaturerait la faculté offerte par cet article.

II.2. Règles budgétaires essentielles

L'équilibre budgétaire, c'est-à-dire l'équilibre global (déterminé sur la dernière ligne des tableaux récapitulatifs figurant à la fin du budget), tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, constitue le premier principe essentiel de la gestion financière. Il s'agit d'une prescription légale contenue dans les articles 252 et 253 de la nouvelle loi communale.

II.2.a. Règle de fond

Les recettes et dépenses doivent être précises et complètes, conformément à l'article 5 du règlement général de la comptabilité communale (R.G.C.C.).

Cet article énonce que le budget comprend l'estimation précise de toutes les recettes et de toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice budgétaire. Pour ce qui concerne particulièrement le service ordinaire, une comparaison efficace peut être effectuée via le compte pénultième ou les balances budgétaires de l'exercice antérieur. Ces balances sont des tableaux où figure chaque article ainsi que la hauteur des recettes ou dépenses effectuées au moment où elles sont éditées.

L'approbation d'un crédit budgétaire ne dégage pas les autorités communales de l'application des diverses législations et réglementations applicables à l'opération recouverte par ce crédit.

Je songe notamment à l'application de la législation relative aux marchés publics : il est clair que la présence d'un article budgétaire de dépenses permet la conclusion effective du marché mais n'exonère pas l'autorité compétente du respect de l'ensemble des étapes imposées par la réglementation.

II.2.b. Règle de forme

Le budget regroupe les diverses recettes et dépenses par fonctions, dont voici la liste de base.

00	Recettes et dépenses générales
01	Dette générale
02	Fonds
04	Impôts et taxes
05	Assurances
06	Prélèvements
10-121	Administration générale
124	Patrimoine privé
13	Services généraux
3	Justice-Police
35-36	Pompiers
4	Communications-Voirie-Cours d'eau
5	Commerce-Industrie
6	Agriculture
70-72	Enseignement primaire
73	Enseignement secondaire, artistique et technique
74	Enseignement supérieur
75	Enseignement pour handicapés
767	Bibliothèques publiques
76-77-78	Education populaire et arts
79	Cultes et laïcité
80	Recettes et dépenses non ventilables
82-83	Sécurité et assistance sociale
84	Aide sociale et familiale
870-872	Santé et hygiène
873-874	Alimentation-Eaux
875-876	Désinfection-Nettoyage-Immondices
877	Eaux usées
878-879	Cimetières et protection de l'environnement
9	Logement-Urbanisme

La rigueur dans la forme impose notamment la stricte conformité aux classifications fonctionnelle et économique normalisées et à la classification normalisée des comptes généraux et particuliers (arrêtés ministériels des 30 octobre 1990, 25 mars 1994, 29 avril 1996, 9 juin 1997 et 24 octobre 2003).

Les modèles de documents comptables tels que définis par les arrêtés ministériels des 23 septembre 1991 et 10 janvier 1996 sont de stricte application. Dans cette perspective, la règle de forme devient également une règle de fond.

Le budget doit obligatoirement comprendre l'ensemble des prévisions de recettes et de dépenses ainsi que les annexes et le rapport synthétisant le projet de budget et définissant la politique générale et financière de la commune tels que prévus à l'article 96 de la nouvelle loi communale. Ce rapport ne peut se limiter à quelques données ou considérations trop générales mais doit constituer un document véritablement circonstancié qui permette une vision claire et transparente de la gestion communale. A cette fin, ce rapport comprendra un tableau exposant la situation nette de chaque fonction budgétaire (soit le total des recettes de la fonction moins le total des dépenses de la fonction).

En vertu de l'article 12 du R.G.C.C., une commission comprenant au moins un membre du collège, le secrétaire et le receveur, doit donner son avis sur la légalité et les implications financières prévisibles du projet de budget. Le rapport écrit de cette commission doit faire apparaître clairement l'avis de chacun de ses membres, tel qu'émis au cours de la réunion, même si l'avis doit être présenté d'une manière unique. Ce rapport doit être joint au projet de budget présenté au conseil communal et au budget soumis à l'approbation de la tutelle. Pour rappel, cette procédure doit également être appliquée à toutes les modifications budgétaires ultérieures. Je tiens à préciser que l'avis de chacun des membres de cette commission doit être clairement repris dans le compte-rendu de la commission si des opinions divergentes apparaissent et qu'il est interdit de "censurer" quelque propos que ce soit.

Je rappelle que l'avis de cette commission constitue une formalité essentielle, ledit rapport constituant quant à lui une annexe légale et formellement obligatoire. L'absence de l'avis de cette commission ne peut que conduire à la non-approbation du budget (ou de la modification budgétaire) concerné(e).

Enfin, j'insiste pour que le maniement du budget, sa lecture et sa compréhension soient aisés, tant pour les mandataires locaux que pour les organes de tutelle.

II.3. Présentation

II.3.a. Forme

Afin d'assurer une bonne lisibilité des documents :

1° les budgets ordinaires et extraordinaires doivent être présentés en deux livrets distincts;

2° les dépenses et recettes peuvent être présentées soit sous la forme d'une liste continue (les dépenses précédant les recettes) soit en regard les unes des autres; dans cette hypothèse, il convient que les dépenses figurent sur les pages de gauche et les recettes sur les pages de droite;

3° toute modification dans la classification des recettes ou des dépenses rendant inopérante la comparaison avec les exercices antérieurs doit être explicitement mentionnée dans l'annexe.

II.3.b. Tableau de synthèse

Ce tableau revêt une importance particulière car il permet d'inscrire aux exercices antérieurs du budget le résultat escompté de l'exercice précédent. Les données qui y sont mentionnées doivent donc être dûment justifiées et, comme l'ensemble des crédits repris au budget, représenter une estimation suffisamment précise.

Il ne s'agit pas d'une simple annexe au budget, mais d'un élément fondamental et indissociable de celui-ci. Les articles budgétaires relatifs à la reprise des résultats présumés (000/951-01, 000/951-51...) doivent obligatoirement figurer de manière distincte dans le corps du budget, aux exercices antérieurs.

Le tableau de synthèse présente une vue des résultats budgétaires :

- réels pour l'année pénultième (résultat budgétaire du compte);
- présumés pour l'année précédente (budget avec les dernières modifications budgétaires et adaptations);
- budgétisés pour l'année budgétaire en cours.

Dans la présentation du tableau, ces trois parties sont indépendantes les unes des autres : les résultats ne doivent pas être additionnés les uns aux autres dans la mesure où ils figurent déjà dans les reports.

Le volet du tableau de synthèse relatif à l'année précédant l'exercice comprend trois parties distinctes :

a) Première partie (après la dernière modification budgétaire)

Cette partie reprend les prévisions de recettes ainsi que les prévisions de dépenses telles qu'elles ressortent de la dernière modification budgétaire arrêtée par le conseil communal.

Ainsi que mentionné ci-avant, le résultat du compte de l'année pénultième a déjà été reporté par modification budgétaire avant l'établissement du budget.

b) Deuxième partie (adaptations)

Cette partie reprend, tant en prévisions de recettes qu'en prévisions de dépenses, les modifications au budget précédant l'exercice, non déjà intégrées dans une modification budgétaire.

L'attention des autorités locales est attirée spécialement sur ce point. Le tableau de synthèse est un document essentiellement technique qui ne peut contenir que des constats de prévisions de recettes ou de dépenses en plus ou en moins générées par des faits ou des situations qui sont intervenus en fin de l'exercice précédent. Il ne peut servir à apporter de nouvelles modifications au budget précédent (pour ce faire, une modification budgétaire classique était indispensable) sauf s'il s'agit d'enregistrer des droits constatés en plus ou en moins ou des annulations de dépenses portées en compte après les dernières modifications budgétaires de l'exercice précédent. Il n'est pas permis d'y imputer des augmentations de dépenses qui constitueraient en fait des dépassements de crédits existant, sauf s'il s'agit de prélèvements d'office.

Ces modifications seront, comme de coutume, détaillées dans un état récapitulatif signé par le receveur communal qui déclarera en avoir pris connaissance.

En ce qui concerne les diminutions de crédits de dépenses, le collège des bourgmestre et échevins et le receveur communal devront tenir compte des ajustements repris en annexe du tableau de synthèse et ne pourront engager, imputer et payer au-delà des limites des nouveaux crédits. Par ailleurs, je rappelle que le receveur communal n'est fondé à prévoir une dépense que s'il y a un engagement préalablement opéré par le collège des bourgmestre et échevins sur ledit crédit.

c) Troisième partie (après adaptations)

Cette partie reprend simplement le total des deux parties précédentes et ne demande aucune explication complémentaire.

Le budget de l'exercice

La partie du tableau de synthèse réservée au budget de l'exercice reprend les prévisions de recettes et de dépenses de l'exercice.

La différence entre ces deux éléments donne le résultat budgétaire présumé à la date du 31 décembre de l'exercice.

II.3.c. Annexes

Les annexes justifiant certains crédits seront jointes, et notamment :

- les budgets des régies communales (avec le dernier compte d'exercice approuvé par la tutelle), et une copie de la page du budget du C.P.A.S. contenant la prévision de dotation communale ou à défaut une copie du procès-verbal de la réunion du comité de concertation tel que prévu aux articles 26 et suivants de la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976;

- le tableau figurant (normalement) en tête du budget et portant des renseignements généraux sur la commune;
- la liste nominative des locataires et fermiers;
- le tableau des emprunts communaux, présenté par emprunt, avec récapitulation;
- le tableau d'évolution de la dette communale (couvrant six exercices, deux avant et trois après l'exercice courant) intégrant toutes les prévisions d'emprunts futurs et leur remboursement. Il convient également de mentionner les remboursements anticipés qui auraient été effectués au cours de la période considérée;
- le tableau du personnel communal assorti d'une note reprenant le plan d'embauche et de promotion de l'année budgétaire (ce qui permet une gestion prévisionnelle affinée et une parfaite information des conseillers);
- le tableau d'évolution des charges de dettes échues depuis cinq ans;
- la liste des garanties de bonne fin accordées par la commune à des tiers (toute personne physique ou morale, etc.);

Le budget initial de l'exercice devra être accompagné d'une liste des A.S.B.L. et autres associations subventionnées par la commune qui précisera tout type de participation et les montants leur attribués s'ils sont équivalents ou supérieurs à € 1.250.

Lorsque la subvention communale dépassera € 25.000, le bilan et le dernier compte de l'A.S.B.L. (ou, le cas échéant, copie de la page de ce compte relative à la subvention accompagnée de l'attestation communale que le contrôle prévu par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions a bien été réalisé) devront être joints au budget qui m'est présenté.

- le tableau de la situation et des mouvements des réserves et provisions présentant clairement leur évolution en fonction des dotations et utilisations prévues au budget (avec remise à jour lors de chaque modification budgétaire s'il échet);
- le programme d'investissements et des voies et moyens de financement reprenant le programme détaillé par article budgétaire des dépenses d'investissements pour l'exercice et les moyens de financement y afférents.
- la délibération du Conseil communal in extenso (cfr. II, 12).

On notera que :

- le programme triennal des travaux sera inclus de façon détaillée et identifié par la mention PTR en marge des libellés;
- le tableau doit reprendre tous les investissements prévus et non seulement les travaux (il s'agit donc de reprendre également des investissements significatifs en matériel de bureau ou en matériel roulant par exemple);
- figurent dans le tableau des investissements les travaux internes effectués à charge du service ordinaire.

Complémentaire aux annexes qui doivent déjà être obligatoirement jointes au projet de budget présenté au conseil communal et au budget soumis ultérieurement à la tutelle, j'attire l'attention des autorités des villes et communes soumises à plan de gestion (CRAC - Tonus axe 2...) sur la nécessité d'y adjoindre le plan de gestion actualisé ainsi que l'ensemble des pièces et documents permettant d'en assurer le suivi.

En outre, je vous invite à joindre au projet de budget un récapitulatif du contentieux en cours ainsi qu'un descriptif de l'état d'avancement afin de donner une information correcte aux conseillers. Cette information doit permettre notamment de mieux gérer le contentieux dans le temps et d'opérer une politique préventive.

En ce qui concerne la transmission de ces documents aux conseillers communaux, ceux-ci seront clairement informés de leur droit à recevoir toutes les annexes. Les modalités de communication de ces annexes seront également précisées aux conseillers plus tard au moment de l'envoi du budget.

Ces annexes seront par contre impérativement communiquées à l'autorité de tutelle.

Par ailleurs, l'absence d'une (ou de plusieurs) de ces annexes constitue un facteur susceptible d'entraîner des mesures de tutelle liées au défaut de justification de certains crédits (prorogation de délai, réformation ou non-approbation). Je vous engage donc vivement à transmettre un dossier parfaitement complet à l'autorité de tutelle.

II.4. Crédits provisoires

L'adoption du budget en temps voulu permet à la commune de disposer des crédits indispensables à son fonctionnement dès le début de l'exercice. Lorsqu'à la suite de circonstances particulières, le budget n'a pas encore été adopté par le conseil communal au 1^{er} janvier de l'exercice, force est de recourir à des crédits provisoires (douzièmes provisoires). Si le budget n'a pas encore été voté, ces crédits sont égaux au douzième des dépenses ordinaires obligatoires de l'exercice précédent. Si le budget est arrêté, ces crédits sont égaux au douzième de l'exercice en cours.

Dans le cas où le budget n'a pas encore été adopté, le conseil communal doit expressément statuer et prendre une délibération particulière concernant le recours aux crédits provisoires. Une telle décision doit être explicitement motivée par référence aux dites circonstances particulières; le simple constat que le budget n'est pas voté ne constitue pas une motivation suffisante. Il convient de ne voter qu'un seul douzième à la fois.

Dans le cas où le budget est arrêté par le conseil communal au 1^{er} janvier de l'exercice mais n'a pas encore été approuvé par la tutelle, le recours à des crédits provisoires "douzièmes provisoires" est autorisé sans délibération spécifique supplémentaire.

On rappellera que les dépenses à engager dans le cadre d'actions spécifiques subsidiées ne sont pas considérées comme facultatives pour l'application de l'article 14, § 3 du R.G.C.C. lorsque la commune a reçu la notification de son droit à la subvention. Dans cette hypothèse spécifique, il est également permis d'utiliser les crédits provisoires pour engager des dépenses nouvelles prévues au budget de l'exercice et pour lesquelles aucun crédit budgétaire ne figurait au budget de l'exercice précédent.

Par souci de précision, je signale qu'il est bien entendu que les chèques-repas octroyés par les communes ne sont pas considérés comme des dépenses facultatives pour l'application des crédits provisoires pour autant que leur octroi soit prévu dans le règlement administratif du personnel.

II.5. Modifications budgétaires

Il n'y a pas de limites formelles dans le temps pour introduire les modifications budgétaires.

Ceci est compréhensible pour la modification budgétaire qui doit introduire le plus rapidement possible, dans le corps du budget, le résultat du compte de l'exercice précédent en application de l'article 9 du R.G.C.C.

Il convient, toutefois, de limiter au maximum les modifications d'autres crédits trop tôt dans le courant de l'exercice, au regard de l'article 5 du R.G.C.C. Je souhaite donc que les communes évitent de prendre des modifications de ce type qui ne seraient pas justifiées par des événements particuliers avant le 1^{er} mai de l'exercice.

De même, pour des raisons évidentes d'intérêt communal, il convient de voter exclusivement les dernières modifications budgétaires en fin d'exercice si l'évaluation de l'exécution du budget de l'exercice en cours l'exige ou si de nouveaux engagements de dépenses doivent être réalisés.

J'attire votre attention sur le fait qu'il découle clairement de la nouvelle loi communale que la transmission tardive de celles-ci à l'autorité de tutelle peut conduire à une absence de décision avant le 31 décembre de l'exercice, qui rendrait donc inexécutoires lesdites modifications et empêcherait tout engagement de crédits y prévus. De même, des modifications budgétaires soumises à l'autorité de tutelle après le 31 décembre de l'exercice ne peuvent que faire l'objet d'une décision formelle de non-approbation.

Aussi, je ne peux que vous recommander de ne voter et de ne transmettre à l'autorité de tutelle après le 15 novembre de l'exercice que les modifications budgétaires strictement indispensables au bon fonctionnement de la commune et dont il n'a pas été possible de tenir compte dans le budget avant cette date. J'en appelle à toute la rigueur des gestionnaires communaux.

Toutes les règles de principe applicables au budget initial de l'exercice sont évidemment transposables aux modifications budgétaires de l'exercice, y compris les règles de tutelle spéciale d'approbation et d'exercice du droit d'évocation.

II.6. Report du résultat du compte

L'article 9 du R.G.C.C. stipule que le résultat estimé des exercices antérieurs porté au budget tel qu'il a été établi par le tableau de synthèse est remplacé, par voie de modification budgétaire, par le résultat du compte dès que celui-ci est arrêté par le conseil communal.

L'article 240 de la loi communale précise que le compte communal doit être présenté au conseil communal au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

L'article 9 susmentionné précise aussi que le conseil communal doit prendre les mesures propres à rétablir l'équilibre budgétaire lorsque le report du résultat de l'exercice antérieur provoque ou accroît un déficit global. Un retard dans l'arrêt des comptes pourrait donc compromettre la recherche des voies et moyens nécessaires à restaurer l'équilibre.

II.7. Additionnels au précompte immobilier : crédit sur exercice antérieur

Afin de pallier, dans la mesure du possible, les retards de perception, l'autorité de tutelle tolérera l'inscription dans la modification budgétaire prévue à l'article 9 du R.G.C.C. d'un crédit budgétaire (fictif) de recette sur exercice antérieur reprenant une estimation des additionnels au précompte immobilier restant à percevoir. Ce crédit ne pourra être utilisé et s'annulera automatiquement au 31 décembre de l'exercice.

Le montant de ce crédit budgétaire ne pourra excéder 95 % des droits restant à percevoir du dernier exercice d'imposition, c'est-à-dire de l'exercice précédant celui du budget.

Pour établir cette prévision, la commune doit tenir compte de tout élément exceptionnel (exemple : fermeture d'entreprise) qui justifierait un dégrèvement ou un irrécouvrable important.

L'inscription de ce crédit est strictement concomitante à l'injection du résultat du compte précédent (article 9 du R.G.C.C.).

II.8. Engagements des dépenses

II.8.1. Article 02

Les modifications budgétaires évitent le recours abusif à l'article 02. Ne peuvent dès lors apparaître à l'article 02 que des sommes représentant des dépassements de crédits approuvés sur base du budget précédent et non pas des crédits nouveaux.

De la même manière, il est formellement interdit de faire figurer des dépenses facultatives à l'article 02, dans la mesure où l'engagement de tels crédits ne peut s'effectuer qu'après leur inscription formelle au budget de l'exercice et leur approbation par l'autorité de tutelle.

II.8.2. Date limite des engagements

Je rappelle qu'en vertu des articles 238 et 247 de la nouvelle loi communale, en particulier, il est tout à fait illégal et donc formellement interdit d'engager des crédits avant leur approbation formelle (ou implicite de par l'effet de l'expiration du délai imparti à la tutelle pour se prononcer), et que si un crédit n'a pas été approuvé avant le 31 décembre de l'exercice, il est inexécutoire. Toute transgression de ces règles impliquera dorénavant la stricte rigueur des sanctions pesant sur les responsables de l'infraction (dont éventuellement des conséquences pécuniaires...).

II.8.3. Engagements reportés

Dès que le collège des bourgmestres et échevins a arrêté la liste des engagements à reporter, le receveur communal dispose des crédits nécessaires au paiement de ces engagements. Il peut donc procéder au paiement de ces dépenses sans attendre la clôture du compte.

II.8.4. Marchés publics. Enregistrement de l'engagement

Pour ne pas pénaliser les communes, et dans l'attente d'une modification de l'article 57 du R.G.C.C., l'engagement des dépenses extraordinaires effectuées dans le cadre de marchés publics sera enregistré à la date d'attribution du marché par le collège des bourgmestres et échevins, comme sous l'empire de l'ancien règlement général.

II.8.5. Engagement de marchés sur la base de crédits approuvés l'exercice précédent

La tolérance admise par la tutelle sous l'empire de l'ancien règlement général sur la comptabilité communale, en son article 29 tel que commenté, est bien maintenue sous le nouveau règlement général de la comptabilité communale en ce qui concerne l'engagement de dépenses extraordinaires prévues au budget de l'exercice précédent (x-1), approuvées par la tutelle mais non engagées et réinscrites au budget du nouvel exercice x. Dans cette hypothèse, très spécifique, il est admis que ces dépenses extraordinaires puissent être engagées dès le vote du budget de l'exercice x avant l'approbation formelle de l'autorité de tutelle, ceci toutefois sous la réserve d'un budget x équilibré quant à son résultat global.

II.9. Perception des recettes

Je vous rappelle qu'en vertu, notamment, de l'article 4 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, les droits établis dans les rôles sont comptabilisés aux recettes de l'exercice au cours duquel lesdits rôles sont rendus exécutoires. J'insiste sur l'intérêt de rendre les rôles de taxes exécutoires dans le courant de l'exercice auquel ils se rattachent. En effet, cette manière de procéder assure à la commune une prise en compte équilibrée d'année en année de l'ensemble de ses recettes fiscales qui influencent le calcul des coefficients et quotients fiscaux utilisés pour la détermination de la quote-part dans le Fonds des communes.

Par ailleurs, lorsqu'une commune souhaite reprendre dans le budget de l'exercice en cours des recettes liées à des rôles de taxes de l'exercice précédent rendus exécutoires entre le 1^{er} janvier et le 30 juin de l'exercice en cours, cette opération ne peut se faire d'abord qu'au moment de l'injection du résultat du compte, afin d'éviter toute double inscription en recettes, et ensuite que par une inscription de recettes qui doit figurer aux exercices antérieurs (ceci n'est pas d'application si la commune a seulement inscrit à son budget précédent la part de recettes relative aux rôles de taxes rendus exécutoires au cours de cet exercice).

J'attire votre attention sur les articles 9 à 12 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, tels que modifiés par les articles 91 à 94 de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale (*Moniteur belge* du 27 mars 1999) ainsi que sur la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale (*Moniteur belge* du 27 mars 1999) et sur l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale (*Moniteur belge* du 12 avril 1999).

En vertu de cette réglementation, le collège des bourgmestre et échevins est seul compétent, en tant qu'autorité administrative, pour statuer, au premier degré, sur les réclamations concernant une taxe communale. La décision prise peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

En outre, pour les problèmes de fond, il y a lieu de se référer à la circulaire du 10 mai 2000 (*Moniteur belge* du 20 mai 2000) du Ministre fédéral de l'Intérieur relative à l'arrêté royal précité du 12 avril 1999. Cette circulaire apporte une réponse à un certain nombre de questions qui ont été posées en rapport avec la réforme (délai de réclamation, accusé de réception, compétence, règles d'audition devant le collège, rédaction des procès-verbaux, délai de décision, etc.) et s'avère dès lors particulièrement utile pour guider les collèges des bourgmestre et échevins dans leur tâche nouvelle.

II.10. Réévaluation annuelle des biens du patrimoine immobilier

Pour l'application de l'article 21 du Règlement général de la Comptabilité communale (R.G.C.C.), l'indice ABEX de référence pour le compte 2004 est de 579 (552 en 2003).

II.11. Placements

Je porte à l'attention des autorités communales que je ne m'oppose pas à ce qu'elles pratiquent des placements de fonds en S.I.C.A.V. dans la mesure où ces placements seraient couverts par un contrat de garantie concomitant à l'acquisition de fonds en S.I.C.A.V. Dans ce cadre, il ne s'agit plus de placements à risque (taux minimum garanti). Il n'y a aucune raison de s'y opposer en principe.

De la même manière, je ne m'oppose pas à des placements opérés dans des fonds possédant un rating AAA.

II.12. Décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces, les intercommunales et les zones de police unicommunales et pluricommunales de la Région wallonne

Les documents budgétaires sont soumis à une tutelle d'approbation. Avant son approbation définitive (soit avant l'expiration de l'éventuelle seconde phase d'évocation) ou l'expiration du délai d'approbation, le budget n'est pas exécutoire, c'est-à-dire qu'il ne peut être mis à exécution.

J'attire l'attention des communes sur certaines modalités fonctionnelles à respecter dans le cadre du décret organisant la tutelle :

- en ce qui concerne les budgets, modifications budgétaires, transferts de crédits de dépenses et comptes annuels, les autorités communales veilleront à en adresser trois exemplaires à la Députation permanente du Conseil provincial et simultanément un exemplaire à mon attention (rue du Moulin de Meuse 4, à 5000 Namur) (mise en application des articles 17 et 21 du décret);

- la transmission des documents budgétaires et comptables communaux - budget initial, modifications budgétaires de cours d'exercice, bilan, comptes de résultat, annexe - doit être effectuée à la fois sur support papier (comme actuellement) et sur support informatique. Cette nouvelle pratique vise à terme un objectif non seulement de modernisation de la tutelle, mais aussi de simplification administrative.

Aussi, à partir de ce jour, et dans une première phase, je vous rappelle qu'il convient de me communiquer, en même temps que l'envoi en double transmissions visé à l'article 17, § 1^{er}, du décret organisant la tutelle en Région wallonne, une version informatique du document soumis à l'approbation (soit budget initial, soit modification budgétaire). Cette communication sur support informatique doit strictement respecter le protocole vous communiqué ainsi que les modalités y définies. Les fournisseurs informatiques travaillant en Région wallonne ont été associés au développement de ce protocole et sont aptes à vous apporter toute l'aide voulue à cette fin;

- ces documents budgétaires devront être accompagnés de toutes les pièces justificatives (en un seul exemplaire) permettant leur analyse complète préalable à leur approbation, et en particulier la délibération in extenso du conseil communal (mise en application des articles 3 et 4 du décret).

III. BUDGET ORDINAIRE

Le service ordinaire comprend l'ensemble des recettes et des dépenses qui se produisent au cours de chaque exercice financier et qui assurent à la commune des revenus et un fonctionnement réguliers, en ce compris le remboursement périodique de la dette.

III.1. Recettes

III.1.a. Financement général des communes

Les communes de première catégorie inscriront à l'article 021/466/01 (dotation principale) la prévision du montant qu'elles recevront en 2005 par référence au crédit inscrit au budget régional.

Les communes de deuxième et troisième catégories inscriront à l'article 021/466/01 (dotation principale) une prévision égale au montant qu'elles ont reçu comme quote-part définitive en 2004 et à l'article 024/466/01 (dotation spécifique) une prévision égale à 90 % de la quote-part définitive reçue en 2003.

Ces prévisions seront affectées d'un coefficient d'indexation de 1,0241 (variation de l'indice des prix à la consommation de juillet 2003 à juillet 2004).

J'attire spécialement l'attention sur le fait que les montants reçus au titre des mesures correctives ou compensatoires ou à titre ponctuel ne peuvent en aucun cas servir au calcul susvisé. Il en est de même pour d'éventuelles rectifications de dotations antérieures, reçues au cours de l'exercice 2004, qui ne peuvent pas non plus être intégrées dans le calcul.

Pour autant que de besoin, je rappelle que le fonds spécial de l'aide sociale est inscrit au budget du C.P.A.S. de la commune.

III.1.a.2. Plan Tonus communal - Axe 1

Concrètement, les tranches suivantes sont concernées :

- revenu moyen par habitant : la répartition est revue chaque année sur la base des chiffres de population, mais compte tenu de la progression normale de la population, j'autorise l'inscription de 90 % (par mesure de prudence) de la quote-part reçue en 2004 (pour 249 communes à l'exclusion des 4 plus grandes villes de la Région wallonne);
- intervention forfaitaire de € 100.000 par commune : il s'agit d'une mesure récurrente, donc l'inscription de ce montant est admise en 2005 (pour 249 communes à l'exclusion des 4 plus grandes villes de la Région wallonne);
- compensation de la perte dans la dotation principale : pas d'inscription admise vu son caractère imprévisible;
- compensation chef-lieu (WAVRE) : il s'agit d'une mesure récurrente, et donc j'admets en 2005 une inscription identique à celle de 2004.

Le total des montants ainsi admis sera inscrit sur un article 02910/466-48, comme auparavant.

III.1.b. Fiscalité

L'autonomie fiscale dévolue aux communes doit se concilier avec la tâche impartie au Gouvernement wallon de veiller à la préservation de l'intérêt général qui implique de veiller à ce que la politique fiscale de la commune s'intègre dans le cadre plus global de l'ensemble des fiscalités qui pèsent sur les entreprises et les citoyens wallons.

Il convient dès lors que les communes, comme les autres niveaux de pouvoirs, veillent à pratiquer des politiques cohérentes et raisonnables et que l'effort financier demandé aux contribuables conserve un caractère de juste participation à la vie de la Région.

Je souhaite que les conseils communaux maintiennent leur collaboration à la poursuite de cet objectif lors de l'exercice 2005. Dans ce contexte, il me paraît que, sous réserve de situations particulières, les limitations actuelles rencontrent l'intérêt général.

J'incite ainsi les conseils communaux à limiter les champs de leur fiscalité aux taxes reprises à la nomenclature figurant en annexe. La pratique a démontré que le choix de ces taxes, communément appliquées aux taux recommandés, garantit une plus grande sécurité juridique et ne risque pas de blesser l'intérêt général. Pour rappel, les taxes ainsi que les taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature ci-annexée que les communes possédaient au 1^{er} janvier 1998 peuvent néanmoins sans obstacle être maintenus sauf celles qui seraient relatives :

- aux automates de toute nature (les pompes à carburant, les appareils délivrant des boissons, des aliments, des tabacs, des billets de banque, les guichets automatisés des banques, les lecteurs optiques, etc...);
- au personnel occupé;
- aux immeubles exonérés du précompte immobilier par la Région wallonne.

Conformément au contenu de la déclaration de politique régionale, il est désormais loisible aux communes d'instaurer une taxe sur les immeubles bâtis inoccupés. En effet, les communes constituent le niveau de pouvoir le plus adapté pour apprécier l'opportunité de mettre en place le recouvrement d'une telle taxe et mener les investigations propres à dresser l'inventaire des biens concernés. Le défi d'une nouvelle fiscalité immobilière doit être relevé.

Le décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les sites d'activité économiques désaffectés a été abrogé par le décret du 27 mai 2004 portant sur le même objet, mais relatif uniquement aux sites bâtis de plus de 5.000 m².

Le renvoi de cette taxation au niveau communal implique, en outre, l'abrogation du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne.

Il convient toutefois de préciser le champ d'application temporel respectif de ces deux niveaux de taxation successifs.

Pour l'application de la taxe régionale sur les logements abandonnés, en est redevable le propriétaire d'un logement abandonné au 1^{er} janvier de l'année qui suit la période d'imposition (article 3, alinéa 1^{er} du décret du 19 novembre 1998).

Il n'entre plus dans les intentions de la Région de lever cette taxe à partir du 31 décembre 2004. Le décret du 19 novembre 1998 sera donc abrogé à partir de cette date.

De ce fait, les communes pourront faire entrer en vigueur leur règlement-taxe sur les immeubles inoccupés dès la période d'imposition 2005.

Afin de préserver le principe d'autonomie communale garanti par la Constitution, il appartient à l'autorité de tutelle d'effectuer un examen concret et individualisé des circonstances de l'espèce, lorsqu'elle est amenée à apprécier les motifs justifiant l'adoption

d'un nouveau règlement-taxe aux yeux d'un conseil communal. Dès lors, les communes sont invitées, lors de la communication de tout règlement-taxe qui ne rencontrerait pas ces recommandations, à exposer, de manière tout à fait circonstanciée, les raisons pour lesquelles il y aurait lieu de considérer, selon elles, que le règlement-taxe en question est nécessaire, tout en ne violant pas l'intérêt général ou l'intérêt régional.

Dans son rapport traitant de la fiscalité, l'Observatoire des Finances communales préconise la possibilité pour les communes de pouvoir relever leur taux de la taxe additionnelle à l'IPP afin de neutraliser les implications qui résultent pour elles de la réforme fiscale mise en œuvre par l'Etat fédéral.

Vu l'impact de la réforme fiscale sur les revenus 2004 (c'est-à-dire sur l'exercice d'imposition 2005), la perte de produit fiscal attendue pour les communes permet de justifier que le taux maximum recommandé soit porté à 8,8 % pour l'année 2005.

Je rappelle que les règlements relatifs aux impositions communales sont soumis à tutelle d'approbation.

Enfin, je vous informe que depuis fin avril 2003, un site internet relatif à la fiscalité communale a été élaboré. Vous pouvez le consulter à l'adresse suivante : www.mementofiscalcommunal.be. Vous y trouverez notamment une partie comprenant une liste de 30 modèles de règlements-taxes qui ont été élaborés dans un objectif de simplification. Ceux-ci constituent un outil de base mis à la disposition des communes pour l'adoption de leurs règlements fiscaux.

Ces modèles sont destinés à aider les communes dans leur travail de réglementation. Ils sont toutefois purement indicatifs et donc non contraignants. L'autonomie de la commune reste pleine et entière en matière de réglementation fiscale, sous réserve du respect des lois et décrets, ainsi que de l'exercice du contrôle de tutelle.

Recommandations particulières

J'attire plus spécialement l'attention des mandataires communaux sur l'interdiction de lever :

- une taxe sur la remise à domicile de plis à caractère judiciaire destinés à des particuliers (interdite par l'article 37, § 3, du Code judiciaire);

- une taxe sur les jeux et paris autres que les courses de chevaux (interdite par l'article 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus);

- une taxe sur les captages d'eau (arrêt n° 33.727 du 7 janvier 1990 du Conseil d'Etat selon lequel cette taxe ne respecte pas la règle de territorialité de l'impôt et arrêts n° 26.210 du 10 avril 1986 et 87.161 du 10 mai 2000 du Conseil d'Etat admettant les griefs d'inopportunité de cette taxe avancés par l'autorité de tutelle);

- une taxe sur les bois exploités (arrêt n° 13.835 du 11 décembre 1969 du Conseil d'Etat admettant les griefs d'inopportunité de cette taxe avancés par l'autorité de tutelle);

- une taxe sur la distribution des annuaires téléphoniques officiels (interdiction de taxer un bien considéré par le législateur fédéral comme faisant partie du service presté au titre de service universel des télécommunications - article 84, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques);

- une taxe sur les antennes paraboliques (avis motivé de la Commission des Communautés européennes du 26 mai 1999). Pour mémoire, les recettes non encore recouvrées, quelque soit leur exercice d'origine, doivent être portées en irrécouvrables vu que, connaissant le caractère illégal de la taxe au regard de l'article 49 du traité CE, plus aucun acte de poursuite ne peut être posé visant à obtenir paiement de cette taxe, et ce nonobstant le fait qu'il n'existe aucune obligation de rembourser les contribuables qui se sont acquittés de l'impôt en temps voulu et qui n'ont introduit aucune réclamation à son encontre ou qui ont été déboutés dans le cadre de leur recours fiscal.

- une taxe indirecte sur les mines, minières et carrières (arrêt n°85.563 du 23 février 2000 du Conseil d'Etat analysant cette taxe comme un octroi prohibé en vertu de la loi du 18 juillet 1860 portant abolition des octrois communaux).

- une taxe sur l'absence d'emplacement de parcage (cette taxe est illégale car dépourvue de base admissible).

Je rappelle aussi quelques recommandations utiles :

1. Le principe d'égalité des citoyens devant la loi, visé aux articles 10 et 172 de la Constitution, exige que tous ceux qui se trouvent dans la même situation soient atteints de la même manière par l'impôt. Les critères qui sont invoqués pour justifier une distinction doivent être objectifs et en rapport avec le but et la nature de l'impôt. Toute autre façon de procéder entraînerait l'illégalité de la taxe concernée et donc sa non-approbation.

Les communes seront donc attentives au respect de l'égalité des situations de fait et/ou des personnes. Appliquer un traitement différencié entre les contribuables domiciliés dans la commune (personnes physiques) ou y ayant leur principal établissement (personnes morales) et les autres contribuables ne peut être admis sauf dans des hypothèses bien définies, pertinentes et objectivement déterminées.

Le Conseil d'Etat a déjà annulé de nombreux règlements-taxes pour motif d'inégalité de traitement entre contribuables.

2. L'établissement d'une taxe doit non seulement tenir compte de son rendement net réel, du coût du recensement, de l'enrôlement et de la perception, mais aussi de ses répercussions économiques, sociales et environnementales. Cela n'exclut évidemment pas le rôle d'outil politique de la fiscalité.

3. Je recommande aux communes de bien veiller à voter et à transmettre suffisamment tôt à l'autorité de tutelle les règlements relatifs aux taxes additionnelles.

Afin d'éviter tout problème au niveau de la transmission au SPF Finances des données nécessaires à l'enrôlement, il appartient aux communes de transmettre à l'Administration centrale des contributions directes, Service de mécanographie (KARDEX), Direction VI/1, Tour des Finances, boulevard du Jardin Botanique 50/52, à 1010 Bruxelles, la délibération communale concernée et l'arrêté d'approbation y relatif.

L'attention des communes est attirée sur le fait que, si le règlement est adopté pour plusieurs exercices, le KARDEX estime primordial de recevoir, chaque année, notification du règlement et de son arrêté d'approbation. De son côté, mon administration prendra langue avec le service du Kardex en vue de définir une procédure de vigilance.

Pour rappel, ces transmissions doivent être faites pour :

- le 31 mars de l'exercice d'imposition pour les centimes additionnels au précompte immobilier;

- le 31 mai de l'exercice d'imposition pour la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

Tout manquement à ces règles retarde la perception de ces recettes fiscales et met en péril l'équilibre de trésorerie non seulement pour cet exercice mais aussi pour l'exercice suivant.

En outre, pour éviter les confusions et les rôles supplétifs, je recommande, sauf circonstances exceptionnelles, de ne pas modifier les taux des taxes additionnelles en cours d'exercice.

4. Les recommandations faites dans la circulaire du 9 août 1985 d'un de mes prédécesseurs intitulée "Impositions provinciales et communales - Exonération en faveur des industries nouvelles et des investissements" restent d'actualité.

Hormis l'exonération visée à l'article 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique tel que remplacé par le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1992, entraînant automatiquement l'exonération des centimes additionnels aux précomptes immobiliers provinciaux et communaux afférents aux immeubles concernés, les conseils communaux peuvent, moyennant certaines conditions, exonérer temporairement de certaines taxes les industries nouvelles et les investissements sur leur territoire en précisant que l'exonération peut porter notamment sur :

- les taxes sur la force motrice;
- les taxes sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes;
- les taxes sur les constructions;
- la taxe sur les enseignes et publicités assimilées;
- la taxe industrielle compensatoire;
- les diverses taxes sur le patrimoine industriel.

5. Les communes ne peuvent établir des taxes dissuasives qui auraient pour seul objectif d'empêcher l'exercice d'une activité par ailleurs licite.

Une taxe ne peut non plus être appliquée à des situations illégales dans le but d'y mettre fin. En l'occurrence, ce sont les voies pénales qui doivent être utilisées (ou la possibilité nouvelle offerte par la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes qui permet d'établir une amende administrative). Je renvoie à ce sujet à l'article 119bis de la nouvelle loi communale pour les modalités de mise en œuvre soit d'une peine soit d'une sanction administrative en cas d'infraction à un règlement ou à une ordonnance communale.

Je vous invite à regrouper ces amendes sous un article 100/380-03 (éventuellement individualisé au niveau du code fonctionnel : 100xx/380-03)

6. Taxes communales additionnelles aux taxes provinciales.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, l'autorité chargée de rendre exécutoires les rôles de taxe diffère selon qu'il s'agit d'une taxe communale ou d'une taxe provinciale. En outre, le recouvrement des impôts provinciaux n'est désormais plus assuré par les receveurs de l'Etat mais par le receveur provincial (article 113octies de la loi provinciale), lequel ne dispose d'aucun pouvoir en matière de perception ou de recouvrement de taxes levées par d'autres autorités administratives que la province.

Suite à cette double réforme émanant du pouvoir fédéral, il n'y a plus de base légale suffisante pour percevoir ou recouvrer un additionnel communal à une taxe provinciale.

Il s'impose donc que les communes concernées par ce type de taxes additionnelles revoient leurs dispositions en la matière.

7. La notion de redevance peut se caractériser par deux éléments essentiels :

a) le paiement est dû suite à un service rendu par la commune à une entreprise, un ménage ou un particulier et presté à son bénéfice personnel (notion de service rendu), que ce service soit demandé librement par l'entreprise, le ménage ou le particulier ou lui soit imposé par une réglementation quelconque;

b) le coût doit être répercuté sur le bénéficiaire du service. Il doit donc y avoir une adéquation, une correspondance entre le coût du service et la redevance demandée, ce qui n'exclut pas l'établissement de forfaits pour la récupération de montants peu élevés.

8. Les différentes taxes communales doivent être reprises au budget de la commune sous les numéros de code adéquat définis par les classifications fonctionnelles et économiques normalisées (arrêtés ministériels des 30 octobre 1990, 25 mars 1994, 29 avril 1996 et 9 juin 1997). Les taxes non reprises dans ces classifications seront portées au budget sous le numéro de code figurant dans la liste annexée.

9. Sanctions en matière de règlements-taxes.

L'article 12 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales dispose que le titre VII, chapitre 10 du Code des impôts sur les revenus 1992 s'applique aux impositions locales.

Cela signifie que les sanctions pénales prévues à la section 2 du chapitre précité s'appliquent aux infractions relatives aux impositions locales et donc que le conseil communal ne peut fixer lui-même des sanctions pénales en la matière.

Il en est de même pour les amendes administratives prévues à la section 1ère du dit chapitre (article 445).

Quant aux accroissements d'impôts en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, l'article 6, alinéa 5, de la loi du 24 décembre 1996 permet au conseil communal de prévoir, en cas d'enrôlement d'office de la taxe, des accroissements qui ne peuvent dépasser le double du montant dû. Par conséquent, l'article 444 du C.I.R. 1992 ne s'applique pas à ce cas d'espèce.

10. A plusieurs reprises lors des exercices écoulés, des problèmes de lisibilité des règlements fiscaux communaux sont apparus suite aux fréquentes modifications y apportées. Afin d'éviter aux communes de désagréables problèmes au stade du contentieux, il s'indique fortement, dans un souci de transparence, de revoter le règlement en entier lorsqu'on souhaite le modifier. Il n'est, en tout état de cause, pas normal que l'on doive se reporter à un règlement (datant parfois de plus de dix ans) et à une dizaine de modifications subséquentes pour pouvoir appréhender la situation fiscale d'un redevable.

Plus généralement, dans le souci de permettre aux nouveaux conseils d'appréhender la politique fiscale communale dans sa globalité, je suggère de revoter l'ensemble des règlements fiscaux communaux en limitant dans tous les cas leur durée de validité à celle de la législature communale.

11. Respect des articles 112 et 114 de la nouvelle loi communale.

A l'occasion de l'examen de plusieurs dossiers récents, j'ai pu constater que de nombreuses communes ne respectaient pas la procédure prévue à l'article 112 de la Nouvelle loi communale quant à la publication de leurs règlements.

Je vous rappelle donc, qu'en vertu de cet article, les règlements et ordonnances du conseil communal, du collège des bourgmestre et échevins et du bourgmestre sont publiés par ce dernier par la voie d'une affiche indiquant l'objet du règlement ou de l'ordonnance, la date de la décision par laquelle il a été adopté et, le cas échéant, la décision de l'autorité de tutelle. L'affiche mentionne également le ou les lieux où le texte du règlement ou de l'ordonnance peut être consulté par le public.

La commune doit également tenir un registre de publication des règlements et ordonnances des autorités communales respectant les prescriptions figurant dans l'arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif à cet objet et publié au *Moniteur belge* du 29 octobre 1991. En cas de litige entre la commune et un de ses concitoyens affirmant ne pas être soumis au règlement, seule la production d'un extrait de ce registre peut apporter la preuve irréfutable que le règlement concerné a bien été publié et est donc en vigueur.

L'affichage doit au moins durer 24 heures. Ce délai de 24 heures est tiré de l'interprétation combinée de l'article 114 de la NLC (qui se préoccupe du jour de la publication) et d'un arrêt de la Cour de cassation selon lequel l'affichage doit s'entendre comme un mode permanent de publication qui permet aux intéressés de prendre connaissance à toute heure des mesures prescrites par les règlements et ordonnances (en conséquence, une publication uniquement pendant les heures de bureaux à l'intérieur des locaux de l'administration communale ne répond pas au prescrit légal).

A ce sujet, je remarque également que des communes se méprennent sur les effets de la règle posée à l'article 114 de la nouvelle loi communale selon laquelle les règlements et ordonnances visés à l'article 112 de la NLC deviennent obligatoires le cinquième jour qui suit leur publication par la voie de l'affichage, sauf s'ils en disposent autrement. Lue en perspective avec l'article 190 de la Constitution, cette règle signifie, comme en témoigne la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt numéro 72.843 du 30 mars 1998), qu'un règlement peut au plus tôt devenir obligatoire le jour de sa publication (ou le jour de la publication de la décision de l'autorité de tutelle le concernant s'il s'agit d'un règlement soumis à tutelle spéciale d'approbation).

Il n'appartient donc pas à une commune de prévoir qu'un règlement sera applicable à une date (par exemple le 1^{er} janvier de l'exercice) antérieure à sa publication effectuée conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale puisqu'une telle décision reviendrait à vouloir faire application d'un règlement qui, à cette date, n'avait pas de caractère obligatoire, c'est-à-dire un règlement dont le contenu ne s'imposait pas encore à ses destinataires.

En outre, il convient encore de faire une distinction entre les taxes directes et les taxes indirectes dans la mesure où, seule une taxe directe peut rétroagir au 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

Pour rappel, une taxe directe est une taxe qui frappe une situation durable dans le temps (ex : taxe sur les terrains non bâtis). A l'inverse, la taxe indirecte frappe des faits isolés, dont le contribuable est l'auteur déclaré ou, à défaut de celui-ci, l'auteur présumé.

Compte tenu de ce qui précède, je vous recommande de renouveler vos règlements de taxe et de redevance suffisamment tôt de telle sorte qu'ils puissent avoir reçu l'approbation requise avant le 1^{er} janvier de l'exercice concerné afin de pouvoir frapper les faits qui se produiront à partir du 1^{er} janvier.

En pratique, le rappel de ces règles ne devrait soulever aucune difficulté dans la mesure où l'article 241 de la nouvelle loi communale prévoit que le conseil communal se réunit chaque année le premier lundi du mois d'octobre pour délibérer sur le budget des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. Les communes normalement prévoyantes veilleront donc à renouveler à cette occasion leurs règlements fiscaux venant à expiration à la fin de l'exercice en cours.

Par ailleurs, je souhaite que la publication des règlements fiscaux soit également assurée en les intégrant sur le site internet de la commune lorsque celui-ci existe.

12. Je vous rappelle également que la consignation du montant de la taxe à un moment où celle-ci n'est pas encore exigible est interdite. En effet, l'article 3 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales n'habilite pas les communes à obliger le contribuable à déboursier le montant de la taxe à un moment où celle-ci n'est pas encore exigible au sens de loi du 24 décembre 1996 précitée et aucune autre disposition de droit positif ne prévoit la possibilité de faire consigner un impôt communal avant que celui-ci ne soit dû par le redevable. Ainsi, par exemple, dans le cas d'une taxe au comptant sur la délivrance de documents administratifs, la taxe n'est exigible au sens de la loi du 24 décembre 1996 qu'au moment de l'accomplissement du fait taxable (à savoir, dans cette hypothèse, la délivrance du document) ou au moment de l'enrôlement de la taxe s'il s'avère que la perception ne peut être effectuée au comptant. Dès lors, si une commune prévoit dans l'exemple ci-dessus une consignation du montant de la taxe au moment de l'introduction de la demande, lorsque ce document ne peut être délivré immédiatement, elle transgresse le principe de légalité en vertu duquel aucune autorité ne peut agir et prendre des décisions que si cette action ou cette décision peuvent s'inscrire dans le cadre de lois existantes ou de normes de droit inférieur existantes et régulièrement arrêtées.

13. Recommandé préalable au commandement par voie d'huissier. L'article 298 du CIR, tel que modifié par la loi du 5 février 2001 prévoit l'obligation du recommandé préalable au commandement par voie d'huissier. Cet article figure dans le chapitre 1^{er} du titre VII du Code des Impôts sur les revenus (CIR).

Cette disposition (entrée en vigueur le 1^{er} mars 2002) est applicable à la matière des taxes communales dans la mesure où l'article 12 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales stipule que les dispositions des chapitres 1^{er}, 3, 4, et 7 à 10 du titre VII du CIR sont applicables aux taxes provinciales et communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.

En vertu de cet article, il y a donc obligation d'envoyer un rappel par voie recommandée (l'obligation ne concerne que l'envoi d'un et d'un seul rappel) et, prévoit que les frais de l'envoi du recommandé sont à charge du redevable.

14. En ce qui concerne l'obligation de procéder à l'enquête commodo et incommodo, je vous rappelle que cette formalité n'est pas une formalité obligatoire préalable à l'adoption d'un règlement-taxe. Par ailleurs, pour les communes qui décident néanmoins de procéder à ce type d'enquête, il convient de noter que la tenue de cette enquête ne dispense pas la commune des formalités de publication de son règlement au sens des articles 112 et 114 de la nouvelle loi communale.

III.1.c. Compensation pour la non-perception des centimes additionnels au précompte immobilier sur certains immeubles

Article 025/466/09 - Les communes inscriront le dernier montant connu.

III.1.d. Subventions

C'est la date de la notification de la subvention qui définit l'exercice d'inscription de la recette comptable.

III.1.e. Amendes administratives

La loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes octroie aux communes la faculté de prévoir une série d'amendes administratives. L'arrêté royal du 7 janvier 2001 (*Moniteur belge* du 2 février 2001) en fixe les modalités, et la circulaire du 2 mai 2001 (*Moniteur belge* du 23 mai 2001) y apporte des précisions. Je vous invite à regrouper les recettes de ces amendes sous un article 100/380-03 (éventuellement individualisé au niveau du code fonctionnel : 100xx/380-03).

III.1.f. Service "incendie" - intervention provinciale

Dans le cadre des décisions prises par le Gouvernement wallon le 13 juin 2002, j'ai recommandé aux autorités provinciales de prévoir l'inscription d'un crédit concernant les actions provinciales additionnelles, à savoir des actions allégeant directement les charges des communes notamment par la participation provinciale au financement et à la gestion des services d'incendie.

Ce montant affecté par les provinces devra aider les communes dans la gestion des services incendie. Il n'y a toutefois aucune inscription budgétaire communale et les communes ne peuvent donc rien inscrire à ce titre dans leur budget, 2005 ou ultérieur.

III.1.g. Libéralisation du secteur énergétique

Pour ce qui concerne l'exercice 2005 et dans l'attente d'une décision du Gouvernement wallon sur les prochaines étapes de la libéralisation du secteur, les communes continueront à percevoir les dividendes pour la distribution de l'énergie à leurs clients captifs (c'est-à-dire ceux dont la consommation est inférieure à 10GWH au 31/12/2002). Il n'y aura donc normalement pas de changements fondamentaux pour l'exercice 2005.

Dès lors, pour l'heure, à défaut de notification de prévisions en provenance des intercommunales, les communes inscriront au budget 2005 les mêmes montants qu'en 2004.

Par ailleurs, en vertu du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (*Moniteur belge* du 1^{er} mai 2001), en particulier son article 20, le gestionnaire de réseau doit s'acquitter d'une redevance annuelle auprès des communes pour occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion. Un arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2002 relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique (*Moniteur belge* du 28 décembre 2002, 2^e édition) organise ladite redevance.

Il vous est donc suggéré de créer un article budgétaire (recette de prestation - article 552/161-05) destiné à accueillir le produit de la redevance pour occupation du domaine public et d'y inscrire le montant qui vous est communiqué par le gestionnaire de réseau. Il va de soi que ce montant ne peut apparaître qu'une seule fois, soit individualisé comme dit ci-avant, soit globalisé avec le dividende "classique".

III.2. Dépenses

III.2.a. Dépenses facultatives

Le contrôle de ce type de dépenses ne doit pas échapper au pouvoir communal qui en est le dispensateur (la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est de stricte application).

On veillera à leur impact sur l'ensemble du budget.

Dans le contexte actuel des finances publiques, plus que jamais le contrôle de ce type de dépenses ne doit pas échapper au pouvoir communal qui en est le dispensateur (la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est de stricte application). Le Collège des bourgmestre et échevins veillera donc à fournir à tous les conseillers les moyens utiles et efficaces visant à leur permettre d'exercer toutes leurs prérogatives en la matière (transmission de pièces, informations...).

Je rappelle toute l'importance qu'il faut accorder aux dépenses à caractère sportif, de par la mise en valeur de certaines qualités culturelles et le facteur de cohésion sociale qu'elles peuvent apporter à la Région wallonne et à son image, tout en maintenant la rigueur budgétaire.

Je rappelle également que, dans le souci de promouvoir une juste égalité entre les convictions philosophiques confessionnelles et non confessionnelles, les dépenses relatives aux maisons de la laïcité et aux associations laïques ne peuvent être considérées comme facultatives. Par souci d'uniformité, il convient d'inscrire les subventions à la laïcité sous l'article budgétaire 79090/332-01. L'article 181, § 2, de la Constitution prévoit d'ailleurs que les traitements et pensions des délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle sont à charge de l'Etat, comme ceux des ministres du culte.

III.2.b. Dépenses de personnel

L'évaluation des crédits doit tenir compte de l'effectif prévisible pour l'année budgétaire, des évolutions de carrières et des mouvements naturels du personnel (mises à la retraite, démissions, engagements ainsi que des conséquences de la mise en œuvre de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi).

Une indexation de 2 % peut être prévue par rapport aux rémunérations de juillet 2004.

Les communes bénéficiant des services d'un receveur régional provisionneront les dépenses y relatives.

Il convient de tenir compte du taux de cotisation communiqué par l'O.N.S.S.A.P.L. pour les agents soumis au régime commun des pensions des pouvoirs locaux.

Par ailleurs, j'insiste pour que, sur la base d'un plan de formation, vous prévoyiez les crédits nécessaires destinés à assurer la carrière et la mise à niveau du personnel.

Dans le même ordre d'idées, les autorités locales sont également rendues attentives à la problématique de la pension de leurs mandataires. Il conviendra de veiller à prévoir les crédits suffisants pour pallier à ces dépenses.

En plus du tableau du personnel, une note reprendra le plan d'embauche et de promotion de l'année en cours. Ceci permettra une gestion prévisionnelle affinée et une parfaite information des conseillers. En outre, un tableau dont modèle communiqué en 2001 mettra en exergue le personnel affecté aux cabinets (nombre de personnes, grades et dépenses y affectées). Les mêmes renseignements porteront sur le personnel mis à disposition des services extérieurs aux communes, notamment les A.S.B.L. et les intercommunales.

III.2.d. Dépenses de fonctionnement

Bien que les dépenses de fonctionnement reflètent l'évolution du coût de la vie, j'incite à la stabilisation de leur part relative dans le total des dépenses ordinaires.

Pour mémoire, la dépense correspondant à la souscription obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2001 (loi du 4 mai 1999, article 329bis) d'une assurance particulière pour couvrir la responsabilité civile des mandataires dans l'exercice de leurs fonctions doit être inscrite à l'article 101/124-08.

Par ailleurs, dans le souci de rencontrer diverses préoccupations très actuelles, telles la compression des dépenses, la protection de l'environnement et le bon usage concret de l'informatique, je ne peux que vous sensibiliser à une réduction de l'emploi du papier dans toutes les circonstances où cela s'avère possible.

III.2.e. Dépenses de transfert

Il y a lieu d'entendre par subvention toute contribution, avantage ou aide, quelle qu'en soit la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables, consenties sans intérêt, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, à l'exclusion toutefois des prix décernés aux savants et aux artistes pour leurs œuvres.

Dans la situation actuelle des finances publiques, il va de soi que les institutions qui tirent leurs ressources des communes, doivent, elles aussi, veiller à mener une politique de stricte économie. Je vise notamment ici les C.P.A.S., en ce compris les établissements de soins, les fabriques d'église, les intercommunales, les A.S.B.L. qui assument des tâches à caractère communal et les zones de police.

Dans le strict respect de l'autonomie locale, il convient que les mandataires communaux veillent à exercer toutes leurs responsabilités en ce qui concerne les compétences de contrôle leur dévolues à l'égard de ces institutions et organismes para-locaux.

Par ailleurs, je rappelle l'insécurité juridique qui caractérise les relations avec une association de fait ainsi que le fait qu'il n'y a pas de droit subjectif à recevoir des subventions.

Lorsqu'une commune accorde une subvention, il convient qu'elle :

- motive clairement sa décision et précise l'objet de la subvention;
- veille à organiser un contrôle strict et réel des recettes et des dépenses (la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est de stricte application). Les dépenses effectuées sur base de la subvention doivent en tous cas être conformes à l'objet fixé par le conseil communal.

C.P.A.S.

Les communes veilleront à rechercher et appliquer de nécessaires économies d'échelle et synergies avec leur C.P.A.S. (fusions de fonctions, de services à l'exception de l'octroi de l'aide sociale).

Hôpitaux publics

Beaucoup d'intercommunales du secteur médico-social (hôpitaux, MRS et maisons de repos) doivent faire face à de graves difficultés financières et sont d'ailleurs concernées par le Plan Tonus axe Hôpitaux. Des plans de gestion ont été élaborés et sont d'application. La recherche de l'équilibre financier constitue l'objectif premier de ces plans. Néanmoins, un déficit social résiduel demeure possible pour préserver la qualité des services.

Aussi, afin de prévenir au mieux toutes les situations susceptibles de connaître des dégradations, il conviendra dorénavant d'inscrire au budget communal une prévision de couverture du déficit de l'institution sur la base du dernier compte de résultats arrêté par ladite institution (soit le compte 2003 pour l'exercice 2005, ou à défaut sur base de tous les éléments connus, avérés et manifestement prévisibles), afin d'anticiper tout effet "boule de neige" du déficit.

Afin de planifier son intervention et d'éviter toute surprise désagréable au moment de l'arrêt définitif des comptes et du déficit à supporter, la commune pourra constituer une provision ou un fonds de réserve, ce dernier par un prélèvement sur le boni des exercices antérieurs lequel devra cependant s'inscrire dans la règle du tiers boni.

La libération de ce crédit aura lieu dès l'approbation des comptes susvisés par l'autorité régionale compétente de tutelle.

Il va de soi que les mandataires locaux (qui vont recevoir une formation ad hoc organisée par la Région wallonne), délégués dans ces intercommunales, doivent prêter leur mission avec une attention et une vigilance toute particulière, attentifs au bon suivi du plan de gestion et à sa bonne exécution, dans la perspective du maintien d'une médecine publique de qualité, mais aussi de rigueur.

Zones de police

Je vous rappelle, comme cela est clairement précisé à travers l'article 208 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qu'il convient de considérer la dotation communale en faveur de la zone de police comme une dépense obligatoire.

Si une commune ou une zone de police pluricommunale ne satisfait pas à cette obligation, le Ministre de l'Intérieur ou le gouverneur peut lui-même, sans préjudice de l'application de l'article 89 de loi sur la police intégrée, déterminer le budget ou la dotation communale, conformément aux normes budgétaires minimales, en d'autres termes, les crédits budgétaires nécessaires pour la rémunération correcte du personnel et pour un bon fonctionnement de la zone.

L'inscription de la dotation communale en faveur de la zone de police se fera sous l'article 330/435-01 (ordinaire) et 330/635-51 (extraordinaire). Je vous invite à procéder au versement de la dotation communale sous forme de douzième.

Concernant les zones de police, je souhaite mettre différents points en exergue.

En premier lieu, je vous invite à vous référer à ma circulaire du 03 mai 2004 explicitant le décret du 12 février 2004 consacré à la tutelle ordinaire administrative exercée en Région wallonne sur les actes des zones de police. Les Comités de coordination institués par l'Accord de coopération sur l'exercice d'une double tutelle veilleront à harmoniser les décisions prises sous le couvert de la tutelle spécifique et de la tutelle ordinaire.

Relativement aux dotations communales aux zones de police, je vous invite soit à inscrire le montant déterminé lors de l'année X-1 dans la dernière modification budgétaire du budget de votre zone de police majoré de 2 % d'augmentation, soit, si le budget zonal a déjà été approuvé par les autorités zonales, d'indiquer le montant inscrit dans le budget zonal 2005. Aucune disparité ne pourra être admise.

Par ailleurs, sauf cas particuliers, plus aucune dépense ni recette concernant la fonction police ne pourra être admise aux exercices antérieurs et à l'exercice propre en dehors de la dotation communale à la zone de police.

Il apparaît important que les conseillers communaux soient vigilants aux dépenses réalisées au sein des zones de police, en particulier pour les dépenses d'investissement.

Dans le domaine des cadres des zones de police, le dépassement des normes fédérales en terme de personnel opérationnel et administratif devra être mis en adéquation par rapport aux finances des communes composant les zones.

Enfin, il conviendra de prendre en considération le nouvel arrêté royal du 2 avril 2004 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale (*Moniteur belge* du 28 avril 2004).

III.2.f. Dépenses de dette

J'insiste pour que le tableau annexé au budget et relatif à l'évolution de la dette communale soit le plus fiable et le plus complet possible. Dans ce but, il convient d'y intégrer les données - les plus récentes possibles par rapport à la date de vote du budget - en provenance de tous les organismes financiers auprès desquels la commune a contracté des emprunts. Il convient également de ne pas oublier d'y faire figurer tous les emprunts à contracter découlant des programmes antérieurs.

III.2.f.1. Stabilisation de la charge de la dette

L'objectif de la technique explicitée ci-après est d'éviter l'augmentation exponentielle par " effet boule de neige " connu par la dette de l'Etat et de certaines grandes villes dans les années 80.

Je précise qu'il n'y a stabilisation de la charge de la dette que pour autant que les charges complètes d'intérêts et d'amortissement (estimation prévisionnelle puisqu'il n'y a pas d'amortissement l'année où l'emprunt est contracté) des emprunts contractés en 2005 n'excèdent pas la moyenne arithmétique des charges complètes d'intérêts et d'amortissement des emprunts venus à échéance au cours des 5 années précédentes (soit de 2000 inclus à 2004 inclus - afin d'éviter la référence à un seul exercice qui pourrait s'avérer exceptionnellement faible ou important). Il est indispensable d'inclure dans ces calculs les charges relatives aux opérations de leasing.

Afin d'éviter de juger de la stabilité de la charge de la dette au travers de cette seule règle mathématique, il conviendra de tenir à jour un tableau reprenant, par exercice, les montants qui ont servi à l'autofinancement du service extraordinaire ainsi que les montants affectés à des remboursements anticipés d'emprunts (soit sur boni extraordinaire, soit par transfert direct de service, soit par prélèvement via un fonds de réserve).

Je précise clairement qu'il conviendra de bien distinguer les autofinancements et remboursements anticipés pratiqués hors dividendes exceptionnels des opérations DEXIA de ceux pratiqués au moyen de ces dividendes exceptionnels des opérations DEXIA.

Par ailleurs, j'attire tout particulièrement l'attention sur le danger de comprendre le principe de stabilisation de la charge de la dette de façon trop restrictive. Une comparaison qui se ferait strictement au niveau des charges nominales pourrait, à terme, aboutir à une augmentation importante de la dette réelle de la commune qui pourrait avoir des conséquences néfastes en cas de hausses de taux.

Toutes les communes, et en particulier celles qui présentent un déficit à l'exercice proprement dit, doivent s'inspirer du principe de la stabilisation de la charge de la dette afin d'éviter une éventuelle dégradation de leur situation financière.

III.2.f.2. Leasing

Les charges périodiques de leasing doivent être imputées aux fonctions concernées, en dépenses ordinaires de dette, sous un code économique 911-03 pour le remboursement du capital et sous un code économique 211-03 pour les intérêts.

En outre, la décision de souscription d'un leasing doit être prévue au service extraordinaire (voir point IV.6.).

Par ailleurs, les charges du leasing devront être prises en considération dans le cadre de la stabilisation de la charge de la dette.

III.2.f.3. Emprunts à contracter prévus au cours des exercices antérieurs

L'article 46, § 2, 3° du R.G.C.C. prévoit que le droit à recette est constaté lorsqu'est prise la décision par laquelle le conseil communal accepte les conditions mises par l'organisme de crédit au contrat d'emprunt. Quant au résultat du compte de l'exercice précédent, il est introduit à la plus prochaine modification budgétaire.

Il s'ensuit que seuls les emprunts constatés sont repris dans le résultat du compte. Il n'y a donc plus de correctifs à apporter. De nouveaux crédits budgétaires de recettes doivent être votés par le conseil communal pour constater les droits relatifs aux emprunts non contractés en temps voulu.

III.2.f.4. Garanties d'emprunts

Les communes annexeront à leur budget une liste complète des garanties qu'elles ont accordées (bénéficiaire, organisme prêteur, montant, durée de validité, totalisation des garanties, etc.). Ces décisions sont soumises à approbation.

III.2.f.5. Rééchelonnements d'emprunts

La notion de rééchelonnement vise l'étalement de charges sur une période plus longue, non la suppression d'un emprunt et son remplacement par un autre (par exemple).

Ces décisions sont également soumises à approbation.

Je rappelle que les marchés d'emprunts sont soumis à la législation sur les marchés publics.

III.2.f.6. Charge des nouveaux emprunts

Les communes inscriront au budget une prévision correcte en fonction de l'évolution des taux de charges d'intérêts (il n'y a pas d'amortissement à prévoir la 1ère année) équivalente :

- à six mois pour les nouveaux emprunts à contracter au cours de l'exercice pour des investissements non subsidiés;
- à trois mois pour les nouveaux emprunts à contracter au cours de l'exercice pour les investissements subsidiés.

III.2.f.7. Prélèvements et provisions pour risques et charges

Les autorités communales ont à gérer les bonis dégagés tant par le budget en cours que par la gestion des exercices précédents. Cette gestion intervient via des fonds de réserve et des provisions pour risques et charges.

Chacun de ces modes de pré-financement de charges futures répond à des définitions particulières qu'il importe de ne pas confondre.

Sommairement, on peut dire d'un fonds de réserve qu'il s'agit d'un fonds permettant d'inscrire, au moment opportun, certaines recettes au résultat global du budget. Parfois, ces fonds sont précisément affectés à couvrir certaines dépenses bien définies; ce n'est pas toujours le cas.

Pour être bref également en ce qui concerne la provision, il s'agit de constituer une réserve pour couvrir une dépense qui viendra grever le budget de façon certaine mais pour un montant indéterminé. Ces provisions pour risques et charges sont forcément toujours affectées à une dépense future précise. Elles permettent l'inscription des recettes nécessaires à l'exercice propre du budget, dans la fonction concernée.

III.2.f7.a. Prélèvements

La constitution des fonds de réserve - qui ne peut se pratiquer que sur un boni - ne doit pas être affectée uniquement à la couverture du financement des dépenses extraordinaires. Le recours à des fonds de réserve ordinaire peut en effet contribuer à mieux répartir des charges et produits courants fortement fluctuants dans le moyen ou le long terme. Un fonds de réserve ne peut jamais être rapatrié dans l'exercice proprement dit d'un budget mais toujours dans le résultat global par la fonction 060 (correspondance stricte entre la constitution du fonds avec des recettes globales et son utilisation comme dépenses globales).

III.2.f7.b. Provisions pour risques et charges

Les dispositions de l'article 8 du R.G.C.C. permettent l'utilisation des fonctions bénéficiaires pour la constitution et l'utilisation de provisions pour risques et charges.

Pour ce faire, il s'agira de créer au niveau de chaque fonction une nature "prélèvement pour provisions" avec le code économique 958-01 pour la dotation (code totalisateur 78), les codes économiques 998-01 pour l'utilisation et 998-02 pour la reprise (code totalisateur 68).

Le rappelle que la constitution de provisions pour risques et charges vise à introduire une planification de certaines dépenses à venir dans la comptabilité communale. Il doit s'agir de dépenses futures certaines ou du moins très probables quant à leur principe, circonscrites quant à leur nature ou leur objet (s'il s'agit d'une volonté de constituer une réserve générale pour le futur, on doit passer par un fonds de réserve "classique" - voir ci-avant) mais indéterminée quant à leur montant. La matière des hôpitaux (quand déficit) et celle des rémunérations des receveurs régionaux constituent des contextes où la constitution de provisions est quasi indispensable.

Dans le cadre indiqué, la constitution et l'utilisation de provisions pour risques et charges porteront donc sur l'exercice proprement dit de plusieurs budgets non nécessairement successifs (il est interdit, et au surplus sans intérêt, de constituer une provision et de l'utiliser au cours du même exercice).

Il est illégal et formellement interdit de mélanger prélèvements et provisions, en constituant par exemple un fonds par prélèvement (sur des crédits de provenance globale) et en le rapatriant comme une provision (à l'exercice proprement dit). Ceci confond irrégulièrement les deux notions et change la nature des crédits concernés, en totale infraction avec les articles 5 et 6 du R.G.C.C.

Exemple :

1. Le crédit relatif à la constitution d'une provision destinée à couvrir le prélèvement du déficit des hôpitaux sera enregistré sous l'article 872/958-01 et non plus sous l'article 060/958-01.

Dans la comptabilité générale, la dotation aux provisions donnera lieu à l'enregistrement de l'écriture suivante :
66621 Dotations aux provisions pour risques et charges à 16000 Provisions pour risques et charges.

2. L'utilisation de la provision sera enregistrée sous l'article 872/998-01 dans l'exemple et non plus sous l'article 060/998-01 au moment de la prise en compte de la contribution (portée à l'article 872/435-02 dans l'exemple).

Dans la comptabilité générale, les opérations suivantes sont enregistrées :

Comptabilisation de la contribution :

63618 Contributions dans le déficit des hôpitaux publics à 46502 Subsidés octroyés à payer.

46502 Subsidés octroyés à payer à 55001 CCB Compte courant.

Comptabilisation de l'utilisation de la provision :

16000 Provisions pour risques et charges à 66622 Utilisation des provisions pour risques et charges.

3. La reprise éventuelle de la provision sera enregistrée sous l'article 872/998-02 et non plus sous l'article 060/998-02.

Dans la comptabilité générale, l'écriture suivante doit être passée :

16000 Provisions pour risques et charges à 77111 Reprise des provisions pour risques et charges.

En outre le tableau récapitulatif du budget du service ordinaire devra être aménagé comme suit :

- en dépenses ordinaires :

nature :	Personnel	Code totalisateur 70
nature :	Fonctionnement	Code totalisateur 71
nature :	Transferts	Code totalisateur 72
nature :	Dettes	Code totalisateur 7X
nature :	Prélèvements pour provisions	Code totalisateur 78
nature :	TOTAL	Code totalisateur 73

- en recettes ordinaires :

nature :	Prestations	Code totalisateur 60
nature :	Transferts	Code totalisateur 61
nature :	Dettes	Code totalisateur 62
nature :	Prélèvements pour provisions	Code totalisateur 68
nature :	TOTAL	Code totalisateur 63

IV. BUDGET EXTRAORDINAIRE

IV.1. Généralités

Le service extraordinaire du budget comprend l'ensemble des recettes et des dépenses qui affectent directement et durablement l'importance, la valeur ou la conservation du patrimoine communal, à l'exclusion de son entretien courant. Il comprend également les subsidés et prêts consentis à cette même fin, les participations et placements de fonds à plus d'un an ainsi que les remboursements anticipés de la dette.

Tous les investissements dont la réalisation est projetée au cours de l'année budgétaire doivent être repris au service extraordinaire.

La recherche de toutes les subventions possibles est une nécessité impérieuse qu'il convient de mettre en œuvre dans toutes les hypothèses.

Je rappelle que, par référence à l'article 5 du règlement général de la comptabilité communale, il est illégal de ne voter qu'une modification budgétaire extraordinaire isolée (c'est-à-dire sans voter simultanément une modification budgétaire ordinaire), sauf si cette modification budgétaire extraordinaire n'a aucun impact sur le service ordinaire.

Je recommande aux autorités locales d'inscrire les subventions extraordinaires dans le budget de l'exercice correspondant à celui au cours duquel la dépense sera engagée, ce qui apporte l'adéquation parfaite entre la recette et la dépense et rejoint les préoccupations de l'article 5 du R.G.C.C. Il conviendra donc de tenir compte de la promesse ferme sur adjudication, non de la promesse ferme sur projet.

IV.1.a. Petites dépenses d'investissement. Comptabilisation

Il n'existe pas de méthode permettant de répondre simultanément et directement aux préoccupations de garder la trace des petits investissements en comptabilité et de conserver une classification précise des petits investissements en comptabilité budgétaire.

L'utilisation du code économique 749-98 entraîne l'enregistrement des petits investissements dans les actifs immobilisés et en impose ainsi le suivi. L'amortissement de ce type d'investissements, dont la durée d'utilisation présumée est réduite, est fixé à un an par le R.G.C.C. lui-même.

Si l'utilisation des articles budgétaires du service ordinaire permet de ventiler de manière plus précise les petits investissements, elle ne permet pas d'en assurer le suivi au travers des comptes particuliers.

Les deux méthodes paraissent acceptables et pourraient être complétées, la première par une subdivision du code fonctionnel permettant de ventiler les petits investissements de manière plus précise, la seconde par le report dans le fichier du patrimoine, à titre signalétique, des petits investissements réalisés au service ordinaire.

Au delà de ces deux méthodes de comptabilisation, les communes peuvent, bien entendu, décider d'enregistrer les petits investissements comme les investissements "classiques" dans les différents articles budgétaires du service extraordinaire.

IV.1.b. Délégation

L'article 234 de la nouvelle loi communale autorise de déléguer au collège des bourgmestre et échevins le choix du mode de passation des marchés relatifs à la gestion journalière de la commune, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire.

Je maintiens la jurisprudence de la tutelle d'autoriser les conseils communaux, par délibération spéciale, à fixer eux-mêmes, pour les petits investissements à inscrire au budget ordinaire, des montants limites, d'une part par marché, et, d'autre part, par unité de bien.

IV.2. Travaux subsidiés

Les instructions relatives au programme triennal des travaux 2004-2006 ont fait l'objet d'une circulaire spécifique en date du 24 octobre 2003. Pour la comptabilisation des opérations SPGE, je rappelle la circulaire du 23 février 2004.

IV.3. Boni des exercices antérieurs

Il importe d'être prudent dans l'utilisation du boni du service extraordinaire des exercices antérieurs qui apparaît au tableau de synthèse du budget.

Un tel boni ne peut jamais être affecté sans discernement à la couverture de dépenses extraordinaires. Il est absolument indispensable d'en dégager d'abord les éléments constitutifs réellement disponibles, faute de quoi l'équilibre du service peut être rompu.

Sauf des circonstances particulières à justifier, une commune ne peut conserver un important boni extraordinaire inemployé, alors qu'elle pourrait éviter des emprunts.

IV.4. Réserves extraordinaires

Il est précisé que le droit est constaté en "prélèvement de la réserve extraordinaire" au moment de l'engagement de la dépense extraordinaire.

Si l'imputation est inférieure à l'engagement, le droit constaté à l'article 995-51 sera rectifié dans la mesure où la correction a lieu au cours du même exercice.

S'il s'agit d'un engagement reporté, l'excédent prélevé sera annulé par l'imputation d'une dépense extraordinaire sur l'article 955-51 et la réserve ainsi réajustée.

IV.5. Marchés publics

Tant que les crédits nécessaires et suffisants n'auront pas été prévus au budget et n'auront pas été définitivement approuvés, les autorités communales s'abstiendront d'adjudger des travaux, de confier des études à des auteurs de projet ou de contracter des emprunts conformément au R.G.C.C.

Quant à l'application de la réglementation en matière de marchés publics, je vous rappelle que vous pouvez toujours vous adresser à la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne pour toutes les questions ou problèmes pratiques que vous rencontrez, lesquels seront soumis à un groupe de travail technique.

IV.6. Investissement par leasing

Les investissements financés par leasing doivent figurer au budget extraordinaire sous des articles de dépenses 748-5x pour le montant de l'investissement et sous un article de recette 961-53 pour le montant emprunté.

La procédure de souscription d'un leasing est exactement similaire à celle d'un emprunt traditionnel.

Les charges périodiques de leasing figurent au budget ordinaire (voir point III.2.f.2.).

IV.7. achat et vente de biens immobiliers

Une circulaire relative aux modalités à respecter en matière de vente et d'acquisition de biens immobiliers vous sera transmise ultérieurement.

V. MAITRISE DU DEFICIT BUDGETAIRE

V.1. Communes sous plan de d'assainissement ou de gestion

Je rappelle à l'attention des communes concernées les circulaires du 31 octobre 1996 relatives, d'une part, aux prêts d'aide extraordinaire à long terme et, d'autre part, aux prêts, dits de soudure, octroyés dans le cadre du compte "CRAC" ainsi que celle du 10 mai 1999 relative aux dépenses de personnel des communes émergeant au compte précité.

En cas d'accès à ce compte, le Centre régional d'aide aux Communes (allée du Stade, 1 à 5100 Namur, tél. 081-32 71 11, fax 081-32 71 91, e-mail : crac@skynet.be) doit obligatoirement être associé aux travaux d'élaboration des documents budgétaires et comptables, et il convient de lui communiquer tous les documents susceptibles de lui être utiles dans l'exercice de ses missions.

Lorsque cela s'impose, le plan de gestion ou d'assainissement sera actualisé et ce, bien entendu, également en collaboration avec le Centre précité.

Je tiens également à rappeler que toute commune peut me solliciter pour demander une étude du Centre, soit sur un point particulier de gestion financière, soit sur l'étude budgétaire globale de la commune. Le rôle de conseil du Centre vise aussi les missions d'aide à la gestion de trésorerie et de guidance, visant à la définition d'un plan de stabilité financière pour les communes qui le souhaitent.

La procédure recommandée pour la comptabilisation d'un prêt d'aide contracté auprès du CRAC est la suivante (ceci quel que soit le type de prêt, et notamment le Plan Tonus communal axe 2 et le Plan Tonus Hôpitaux ou Pensions) :

- i inscription de l'emprunt en recettes extraordinaires sur l'article 000/961-51 (ou 55 au choix de la commune);
- ii transfert de l'emprunt vers le service ordinaire (dépenses extraordinaires) par l'article 000/956-51 (ou 55 au choix de la commune);
- iii inscription du transfert en recettes ordinaires sur l'article 000/996-01.

Si plusieurs emprunts CRAC sont contractés au cours du même exercice, il conviendra de les séparer clairement dans des articles distincts (via les 4^e et 5^e chiffres du code fonctionnel) et de bien indiquer l'objet de l'emprunt dans le libellé (par exemple : Plan Tonus communal axe 2 exercice 2005 - Plan Tonus Hôpitaux...). Il n'y a pas d'objection, par contre, à globaliser les charges y afférentes dans un seul article (en distinguant évidemment les intérêts, les amortissements...).

Pour ce qui concerne plus particulièrement les dépenses de personnel, toutes les décisions d'engagement, de promotion et/ou de remplacement qui seront prises, tant dans le cadre des prévisions budgétaires qu'en cours d'exercice, devront être soumises au Centre précité en vue de pouvoir obtenir mon aval. Cependant, pour les remplacements en cours d'exercice, non programmés par la prévision budgétaire, mon aval ne sera requis que si le crédit initialement prévu s'avère insuffisant.

Enfin, dans un souci de cohérence par rapport aux actions menées en cette matière par mes collègues, les engagements qui seront réalisés dans le cadre d'un programme de résorption du chômage et de mise au travail des jeunes ne seront pas soumis à une autorisation de ma part. Cependant, les crédits de dépenses suffisants devront être exécutoires préalablement à tout engagement; si les crédits inscrits s'avèrent être insuffisants, il conviendra de les adapter antérieurement à toute entrée en service. Les communes tiendront compte, dans leurs décisions, des projections qu'effectuera le Centre en matière de répercussion des charges de personnel le cas échéant sur les exercices ultérieurs.

Une attention particulière sera portée aux crédits de transfert, d'une part afin que l'évolution de la dotation au CPAS ainsi que les subventions aux organismes para-communales soient maîtrisées et, d'autre part, en vue d'obtenir de chacun de ceux-ci une participation maximale à l'effort de maîtrise entrepris par la commune.

En matière de recettes, dans le cadre particulier des communes en difficultés financières, j'insiste pour que le nécessaire soit fait afin de rendre exécutoires les rôles des taxes au plus tôt, soit dans l'exercice budgétaire concerné sauf le cas de taxes particulières qui nécessitent la collecte de données en fin d'exercice.

Les tarifs des redevances administratives seront établis en référence aux notions de coût et de service rendu. J'attire également l'attention des communes sur la problématique spécifique du service des immondices qui est appelé à tendre vers l'équilibre, de sorte qu'il ne constitue plus une charge pour la commune.

En ce qui concerne la procédure d'inscription budgétaire pour 2005 de l'octroi de l'aide régionale dans le cadre du Plan Tonus communal axe 2, les communes ayant bénéficié d'une aide définitive pour l'année 2003 pourront inscrire un montant prévisionnel d'aide pour 2005 équivalent à 70 % de l'intervention financière reçue en 2003.

Je souhaite attirer une nouvelle fois l'attention des autorités communales sur la nécessité de sortir au plus vite la commune de ses difficultés structurelles. A cet effet, toutes les mesures doivent être envisagées et les décisions prises au plus vite pour engranger le maximum d'effets avant le terme de la législature communale.

En outre, les aides octroyées par la Région wallonne s'éteignent progressivement mais, par contre, les charges communales relatives à ces aides régionales, à savoir la part minimale de 25 % à charge de la commune, et à tout moment révisable, sera à supporter durant l'ensemble de la période du prêt (20 ans).

Je tiens encore à vous rappeler qu'afin d'assurer, comme le prévoit la note de méthodologie, le suivi le plus efficace possible du plan de gestion de votre commune, l'obligation de transmission simultanée de votre budget initial et de vos modifications budgétaires (+ annexes) à la Députation permanente et au Gouvernement (article 17 du décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle). Par ailleurs, il convient également de transmettre au CRAC et au réviseur en charge de votre commune, en même temps que l'envoi officiel susvisé, une copie complète de votre budget initial, de vos modifications budgétaires et de vos comptes annuels (+ annexes).

Enfin, il conviendra, comme déjà indiqué dans la note de méthodologie, de veiller à actualiser le plan de gestion communal lors de l'adoption du budget, des modifications budgétaires et de la clôture des comptes annuels.

Une circulaire complémentaire sera adressée aux communes sous plan de d'assainissement ou de gestion dans les prochaines semaines.

V.2. Règle du tiers boni

La règle du tiers boni est un signal d'alerte devant une situation financière en voie de dégradation.

Respecte la règle du tiers boni la commune dont le budget de l'exercice x présente à son exercice proprement dit un mali qui est strictement inférieur au tiers du montant constitué du boni présumé au 31 décembre x-1 majoré du fonds de réserve ordinaire sans affectation spéciale existant au 31 décembre x-1.

Exemple : boni présumé = € 300.000.

fonds de réserve ordinaire sans affectation = € 60.000.

tiers boni = € 120.000.

Si le mali de l'exercice proprement dit est de € 119.999 au maximum, la commune respecte la règle du tiers boni.

Lorsque le déficit présenté à l'exercice proprement dit du budget ne respecte pas cette règle du tiers boni, il importe que le conseil communal mène une réflexion en profondeur sur les causes du déficit constaté, son caractère éventuellement structurel et les moyens d'y remédier dans le futur, afin d'assurer la pérennité financière de l'institution dont le conseil communal a la charge.

Je vous remercie de l'attention que vous réserverez à la présente.

* * *

La présente circulaire sera publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
P. COURARD

Vos correspondants :

Direction Générale des Pouvoirs Locaux - tél. 081-32 37 01 - fax 081-30 90 93.

Division des communes - tél. 081-32 37 11 - fax 081-30 81 88

G.Verlaine@mrw.wallonie.be

M.Charlier@mrw.wallonie.be

Direction d'ARLON - tél. 063-21 26 36 - fax 063-22 29 69

J.Finck@mrw.wallonie.be

Direction de LIEGE - tél. 04-224 54 11 - fax 04-224 56 66

M.Kepenne@mrw.wallonie.be

Direction de MONS - tél. 065-32 81 11 - fax 065-32 81 55

A.Bortoluzzi@mrw.wallonie.be

Direction de NAMUR - tél. 081-74 26 19 - fax 081-74 3262

JM.Matagne@mrw.wallonie.be

Direction de WAVRE - tél. 010 23 55 50 - fax 010-23 55 51

H.DeSuray@mrw.wallonie.be

ANNEXE

Nomenclature des taxes communales

Prestations administratives

040/361-01 : Conservation des véhicules saisis par la police ou déplacés par mesure de police (Redevance)

Taux maxima recommandés :

1. Enlèvement du véhicule : 110 euros;

2. Garde :

- camion : 10 euros/jour;

- voiture : 5 euros/jour;

- motocyclette : 2,5 euros/jour;

- cyclomoteur : 2,5 euros/jour.

040/361-02 : Demande d'autorisation d'activités en application du décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement (taxe ou redevance)

Concernant cette matière, la commune dispose d'une alternative :

Soit la commune prévoit une redevance pour couvrir les frais administratifs liés au traitement des demandes de permis d'environnement, le taux de celle-ci doit alors (cette obligation ressort de la notion même de la redevance) être établi sur base d'un décompte des frais administratifs additionnels réellement engagés (et ayant trait à l'affichage, la publication et l'envoi).

Soit la commune fait le choix d'un montant forfaitaire (taxe ou redevance), les taux maximum recommandés sont les suivants :

Permis environnement classe 1	500 euros
Permis environnement classe 2	50 euros
Permis unique classe 1	600 euros
Permis unique classe 2	150 euros
Déclaration classe 3	20 euros

040/361-03 : Délivrance d'un permis de lotir (Taxe ou redevance)

Taux maximum recommandé : 120 euros par lot.

Pour rappel :

- la taxe est due pour chacun des lots créés par la division de la parcelle,

- la taxe est due uniquement sur la délivrance et ne peut pas concerner la demande.

040/361-04 : Délivrance de documents administratifs (taxe ou redevance)

Pour la délivrance de pièces administratives, le taux maximum recommandé est fixé à 10 euros.

Toutefois, pour les documents sans caractère répétitif (cartes d'identité, passeports, carnets de mariage, permis de conduire, naturalisation, permis de location, etc.), le taux peut être majoré jusque 20 euros.

Remarques :

- La gratuité est hautement souhaitable pour les pièces relatives à :
 - la recherche d'un emploi;
 - la création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société);
 - la présentation d'un examen relatif à la recherche d'un emploi;
- la candidature à un logement dans une société agréée par la S.R.W.L.;
- l'allocation déménagement et loyer (A.D.L.).
- La légalisation d'un acte est taxée à 2 euros maximum.
- La redevance pour des travaux administratifs spéciaux sera établie en fonction des frais réels (temps, coût salarial, autres charges). Une redevance pourra être prévue pour récupérer les frais engagés par la commune lors de l'établissement de dossiers sortant du cadre habituel des services rendus (délivrance de permis présentant un caractère exceptionnel, frais d'enquêtes publiques, etc.).
- Lorsque la commune prévoit une redevance pour couvrir les frais administratifs liés au traitement des demandes de permis d'urbanisme, le taux de celle-ci doit être établi sur base d'un décompte des frais réels engagés. Lorsque la commune instaure un taux forfaitaire, le taux maximum recommandé est de 100 euros.
- Les autorisations d'inhumation ou d'incinération sont délivrées gratuitement (article 77 du Code civil).
- Les règlements intégreront les dispositions combinées des articles 272 à 274 et 288 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
- Lorsqu'une commune délivre une copie d'un document administratif visé par la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, tel que, par exemple, un règlement fiscal, la rétribution demandée ne peut excéder le prix coûtant de la copie.
- Aucun impôt ou redevance ne peut être levé sur les informations fournies aux notaires quand ils interpellent les communes conformément aux articles 433 et 434 du C.I.R. 1992 (renseignements de nature fiscale).
- Lorsqu'une commune prélève une taxe sur la délivrance de passeports, il est recommandé de prévoir une taxation plus lourde pour les passeports délivrés selon la procédure d'urgence, sans pour autant dépasser le maximum recommandé fixé à 20 euros.
- Une circulaire du 7 septembre 2001 du Ministre des Affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération internationale relative aux instructions complémentaires à la lettre circulaire du 8 février 2001 demande de ne percevoir aucun droit de chancellerie pour la délivrance des passeports en ce qui concerne les mineurs (donc de 0 à 18 ans et plus seulement de 0 à 12 ans). J'invite les communes à faire de même.
- L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux prescriptions particulières aux logements collectifs et aux petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale (*Moniteur belge* du 9 avril 1999) tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 (*Moniteur belge* du 16 janvier 2002) dispose, en son article 5, qu'une commune ne peut exiger, pour une enquête menée dans le cadre de l'octroi d'un permis de location, une rémunération qui excède :
 - 125 euros en cas de logement individuel;
 - 125 euros, à majorer de 25 euros par pièce d'habitation à usage individuel, en cas de logement collectif.
- Les communes doivent respecter les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel lorsqu'elles sont amenées à répondre à des demandes de communication d'informations figurant dans des fichiers détenus par la commune.
- Enfants de Tchernobyl : l'accueil de ces enfants étant justifié par motifs humanitaires, je recommande aux communes de ne pas percevoir d'imposition communale (taxe ou redevance) tant lors de la délivrance de la déclaration d'arrivée de ces enfants que pour toute démarche administrative entreprise pour leur accueil. (cf. les circulaires des 17 avril et 18 juin 2003).
- L'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux pièces et certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans spécifie que le coût pouvant être exigé par la commune pour le renouvellement d'une pièce d'identité ou pour la délivrance d'un certificat d'identité ne peut être supérieur à 50 BEF (soit € 1.25).

040/361-48 : Prestations communales techniques en général

Il s'impose de tenir compte des coûts réellement engagés (redevance).

Taxes de remboursement

040/362-01 : Acquisition d'assiettes de voirie

Le taux de la taxe doit être fixé en fonction des dépenses réellement exposées par la commune (déduction faite d'éventuelles subventions), auxquelles peuvent être ajoutés les intérêts de l'emprunt contracté pour la réalisation des travaux.

La durée du remboursement est normalement équivalente à celle de l'emprunt.

Dans un souci d'équité entre contribuables riverains d'une voirie subsidiée et contribuables riverains d'une voirie non subsidiée, il est loisible de procéder à une globalisation par exercice des subsides reçus et de faire rejaillir ceux-ci sur le taux de récupération mis à charge des contribuables concernés par l'application de la taxe lors d'un exercice donné.

La commune peut aussi ne réclamer par le biais de la taxe de remboursement que la partie non subsidiable des travaux pour lesquels l'aide régionale n'a pas été demandée ou obtenue.

040/362-02 : Pavage des rues (ou de revêtement de voirie)

040/362-03 : Construction des trottoirs

040/362-04 : Constructions d'égouts

040/362-05 : Travaux de raccordement d'immeubles au réseau d'égouts

Comme pour 040/362-01

040/362-07 : Taxe d'urbanisation

Cette taxe s'élève à 20 euros maximum le mètre courant pour autant qu'il existe un équipement de voirie, des égouts et trottoirs corrects. Le minimum d'imposition par propriété imposable est de 25 euros.

L'introduction de cette taxe entraîne automatiquement la non-application des taxes correspondant aux codes 040/362-02 à 040/362-05.

Il importe à cet égard de rappeler que l'instauration d'une taxe d'urbanisation répond à un but précis : procurer une rentrée financière pour une commune qui a équipé une rue sans réclamer de taxe de remboursement au moment de la construction. La taxe d'urbanisation ne peut donc viser des propriétés riveraines de rues non équipées ni des propriétés riveraines qui, au moment de l'équipement de la rue, ont été soumises à une taxe de remboursement.

En fonction de la nature de cet impôt et de son caractère non limité dans le temps, il convient que les communes fassent preuve de modération dans les taux applicables et veillent à ne pas dépasser le maximum recommandé par mètre courant.

040/362-08 : Inflexion dans les trottoirs (Redevance)

040/362-09 : Aménagement spécial des rues piétonnières commerçantes

Comme pour 040/362-01.

Taxes ou redevances sur les prestations d'hygiène publique

040/363-02 : Travaux de raccordement d'immeubles au réseau de distribution d'eau

Redevance

040/363-03 : Enlèvement des immondices - Traitement des immondices

Le taux doit être calculé pour tendre vers la couverture du coût du service.

Afin d'éviter des conséquences financières néfastes aux redevables qui quittent une commune dans le courant de l'exercice d'imposition, il serait souhaitable de prendre uniquement en considération la date du 1^{er} janvier de l'exercice pour le recensement des situations imposables.

Cette taxe n'est plus considérée comme rémunératoire d'un service particulier parce que l'enlèvement des immondices entre dans le cadre de la mission de veiller à la salubrité publique qui est confiée aux conseils communaux et parce que les dépenses y relatives sont rendues obligatoires par l'article 255, 11^o de la nouvelle loi communale.

Des exonérations ou des taux différenciés justifiés par des raisons sociales peuvent être prévus. Compte tenu de leur autonomie, les conseils communaux fixeront, s'ils l'estiment souhaitable, les critères d'exonération ou de réduction d'impôt selon des normes ressortissant à la législation sociale, en fonction de leur sensibilité et des spécificités locales.

Néanmoins, ces avantages sociaux ne doivent pas empêcher la couverture du coût du service.

Les communes qui pratiquent un système de mise en vente de sacs poubelles payants enregistrent la recette de vente des sacs à l'article budgétaire 040/363-16, la dépense d'achat des sacs étant enregistrée à l'article de dépenses 876/124-04. Les communes qui ont confié la vente de sacs poubelles à une intercommunale chargée de l'enlèvement des immondices comptabilisent également ce produit à l'article 040/363-16. Il n'est pas admis d'opérer la compensation avec les dépenses facturées par l'intercommunale qui sont portées à l'article 876/435-01.

040/363-04 : Vidange des fosses d'aisance

Redevance.

040/363-05 : Enlèvement d'objets encombrants

Redevance.

040/363-07 : Enlèvement des versages sauvages

Le dépôt de déchets dans des endroits non autorisés constitue une infraction au regard de l'article 7 du décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets et sa répression est assurée par la mise en œuvre des sanctions pénales prévues audit décret.

Lorsque les services communaux sont amenés à intervenir pour enlever un dépôt sauvage de déchets ménagers, un prélèvement couvrant les frais réellement engagés par la commune peut être demandé.

Si la commune souhaite établir un forfait au lieu de s'en tenir à la récupération des frais réels encourus, elle ne doit pas perdre de vue qu'il existe une différence importante entre l'enlèvement d'un dépôt mineur (cendrier, un seul sac, ...) et l'enlèvement d'un dépôt important. Dès lors, en cas de forfait unique, le taux ne pourra dépasser 80 euros, taux qui semble raisonnable pour les petits déchets. Lorsque le règlement prévoira différents taux forfaitaires par type de dépôts, les taux s'échelonneront de 80 euros pour les petits déchets à 400 euros pour les déchets volumineux. En outre, le règlement devra toujours prévoir que l'enlèvement des dépôts qui entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire prévu pour la catégorie de déchets concernés sera facturé sur base d'un décompte des frais réels. A défaut de prévoir une disposition en ce sens, la commune serait dans l'impossibilité de se rémunérer correctement lorsque plusieurs tonnes de déchets doivent être enlevées par les services communaux.

040/363-08 : Immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts

1. Taxe sur les logements ou immeubles non affectés au logement raccordés à l'égout : taxe due par le propriétaire ou par l'occupant du logement.

2. Taxe sur les logements ou immeubles non affectés au logement susceptibles d'être raccordés à l'égout : taxe due par le propriétaire du logement.

3. Règlement ayant trait à la fois aux deux taxes envisagées sub 1 et 2 : taux maximum de 50 euros par logement ou immeuble.

Ne peut faire double emploi avec 040/363-09.

040/363-09 : Entretien des égouts

Taux maximum recommandé : 50 euros par logement.

Taxe due par l'occupant des lieux. Ne peut faire double emploi avec 040/363-08.

040/363-10 : Inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium

Taux maximum recommandé : 300 euros.

Remarques :

- La taxe sur les inhumations et dispersion ou conservation des cendres après crémation englobant déjà les prestations effectuées par le personnel communal, il ne peut y être ajouté une redevance pour couvrir ces frais.

- La loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, telle que modifiée par la loi du 20 septembre 1998 (*Moniteur belge* du 28 octobre 1998), prévoit deux modes de sépulture qui sont l'inhumation et la dispersion ou conservation des cendres après crémation. Ces deux modes de sépulture doivent être taxés de manière identique.

- La circulaire du 27 janvier 2000 relative à l'application de la loi du 20 juillet 1971 précitée a été publiée au *Moniteur belge* du 10 février 2000. Cette circulaire abroge les circulaires antérieures relatives à cette matière.

- Même si le prix d'une concession rétribue un avantage, celui de disposer d'une parcelle individualisée dans un cimetière, qui est indépendant de la question de l'inhumation, laquelle doit avoir lieu selon les mêmes modalités et ce qu'elle s'opère dans une parcelle concédée ou dans la fosse visée à l'article 19 de la loi précitée du 20 juillet 1971, je ne m'opposerai pas à ce que les communes, si elles le souhaitent, exonèrent de la taxe les inhumations en parcelles concédées.

Par ailleurs, selon l'article 8 de la loi précitée du 20 juillet 1971, le tarif des concessions constitue une redevance. A cet égard, lorsqu'il s'avère que le coût de construction d'un columbarium le justifie, le prix demandé pour une concession dans un columbarium pourra être plus élevé que celui prévu pour une concession en pleine terre.

Enfin, il est à noter qu'il ne peut être levé aucune taxe ou rétribution sur les sépultures non concédées et provisoirement conservées à l'issue du délai de cinq ans prévu par l'article 19, alinéa 1^{er} de la loi du 20 juillet 1971.

040/363-11 : Exhumation

Redevance.

Si la commune ne prévoit pas une facturation selon les frais réels (ce qui est pourtant la situation idéale), elle peut opter pour un système forfaitaire dont les taux maxima recommandés sont de 250 euros pour les exhumations simples (caveau) et de 1.250 euros pour les exhumations complexes (de pleine terre).

Si la commune opte pour un taux forfaitaire unique, je l'invite à ne pas dépasser 250 euros par exhumation (simple ou complexe).

040/363-12 : Transports funèbres

La taxe pour la classe la moins chère ou pour la classe unique de corbillard ne peut dépasser 300 euros. Des suppléments ne peuvent être réclamés pour les transports funèbres assurés le samedi. Toutefois, les communes peuvent percevoir une taxe spéciale de 175 euros maximum lorsque leur personnel fournit des prestations lors de funérailles effectuées avec le corbillard d'une entreprise privée.

040/363-13 : Location de caveaux d'attente

Redevance.

040/363-14 : Séjour à la morgue ou au dépôt mortuaire

Redevance

Taxes sur les entreprises industrielles, commerciales et agricoles

040/364-02 : Personnel de bar

Taux maximum recommandé : 15.000 euros par établissement.

Le personnel de bar visé ici est toute personne, en ce compris le tenancier ou la tenancière, occupée dans un bar, qui favorise directement ou indirectement le commerce de l'exploitant, soit en consommant habituellement avec les clients, soit en provoquant la consommation de toute autre manière que par le service normal des clients ou par le seul exercice du chant ou de la danse.

A l'occasion de l'examen des rapports sur la traite des êtres humains, la Commission spéciale de la Chambre des Représentants a recommandé une suppression de cette taxe communale. Il appartient donc aux conseils communaux d'apprécier l'opportunité d'une telle suppression en tenant compte des enjeux éthique, financier et sécuritaire de ce règlement.

040/364-03 : Force motrice

Les communes sont invitées à réduire le taux de leur taxe ou du moins à ne pas le majorer par rapport à l'exercice précédent.

Dans les établissements utilisant plusieurs moteurs, il est fait application d'un coefficient de réduction allant de 0,99 à partir du deuxième moteur à 0,71 pour 30 moteurs utilisés. A partir du 31^e moteur, le coefficient de réduction pour la force motrice totale reste limité à 0,70.

Pour appliquer ce coefficient, il convient d'additionner les puissances recensées et de multiplier cette somme par le coefficient qui y correspond.

Les autorités communales veilleront à opérer un contrôle strict et approfondi des moteurs et puissances concernés par l'application de cette taxe. Le contrôle est effectué par la commune elle-même ou par un organisme extérieur qu'elle charge de cette mission.

Une perception équitable permet de limiter le taux de la taxe tout en obtenant le même rendement.

Je recommande également aux communes de ne plus prévoir dans leurs règlements -taxes sur la force motrice une exonération pour les moteurs utilisés dans les stations de compression de gaz naturel pour actionner les compresseurs créant le régime de pression dans les conduites d'alimentation.

J'attire spécialement l'attention des communes sur le fait que la taxe sur la force motrice ne peut pas être appliquée aux véhicules soumis à la taxe de circulation prévue par l'arrêté royal du 23 novembre 1965 portant codification des dispositions légales relatives aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus (articles 3 et 42, § 1^{er}, de l'arrêté royal).

040/364-09 : Mines, minières, carrières et terrils

Le Conseil d'Etat, dans l'arrêt n° 85.563 du 23 février 2000, a jugé qu'une taxe indirecte sur les mines, minières et carrières, carrières à ciel ouvert et terrils établis sur le territoire communal, qui est due solidairement par l'exploitant et le propriétaire, qui est calculée "par tonne de produits exploités (c'est à dire de produits destinés directement ou indirectement à la commercialisation), en ce compris les déchets commercialisés (à savoir les substances minérales exploitées en vue de la fabrication de la chaux, des ciments, des dolomies, et des fondations de voirie)", qui est perçue sur la base d'un relevé récapitulatif faisant apparaître les tonnages exploités quelle que soit la destination de ceux-ci, ne pouvait s'analyser que comme un octroi (prohibé par la loi du 18 juillet 1860 portant abolition des octrois communaux). Il se dégage donc de cette jurisprudence que toute taxe indirecte sur les mines, minières et carrières est illégale.

Par contre, il n'y a pas d'objection au vote d'une taxe directe sur les carrières. Il est toutefois recommandé de définir le taux de la taxe en tenant compte de la production annuelle.

Lors des précédentes circulaires le souhait avait été émis que les communes ne profitent pas du passage à une taxe directe pour augmenter inconsidérément la charge imposée aux entreprises de ce secteur.

040/364-12 : Débits de boissons

Taux maximum recommandé : 175 euros/établissement.

Taux à moduler, au choix de la commune, selon le chiffre d'affaires, le caractère accessoire ou non de l'activité exercée ou encore la superficie des locaux exploités, auquel cas il convient de tenir compte des terrasses établies sur le domaine privé.

J'invite les communes à ne pas appliquer cette taxe aux grands magasins, ainsi qu'aux petites et moyennes surfaces. Ceux-ci ne doivent pas être considérés comme des débits de boissons au sens de l'article 17 de l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées puisqu'ils ne vendent pas des boissons à consommer sur place.

En vertu de l'esprit de cet arrêté royal, je rappelle que cette taxe ne peut être appliquée qu'aux débits de boissons fermentées et/ou spiritueuses.

040/364-13 : Débits de tabac

Taux maximum recommandé : 175 euros/établissement.

Taux à moduler, au choix de la commune, selon le chiffre d'affaires ou le caractère accessoire ou non de l'activité exercée.

Les distributeurs automatiques de cigarettes ne peuvent plus être repris dans la base d'imposition de la présente taxe.

040/364-16 : Agences de paris sur les courses de chevaux

Le taux maximum est fixé par l'article 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Ce taux est actuellement fixé à 62 euros par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Cette taxe ne peut être établie que sur les agences de paris aux courses de chevaux autorisées dans le cadre de l'article 66 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

040/364-18 : Clubs privés

Taux maximum recommandé : 7.500 euros.

Sont visés les établissements où est offerte la possibilité de consommer des boissons et dont l'accès est réservé à certaines personnes ou subordonné à l'accomplissement de certaines formalités.

La commune veillera cependant à exonérer les cercles qui poursuivent un but philosophique, culturel, social ou sportif.

Lorsque le club privé occupe du personnel visé au 040/364-02, il convient d'appliquer à l'exploitant la taxe sur le personnel de bar, à l'exclusion de la présente imposition.

040/364-21 : Exploitations de taxis - publicités sur les taxis - taxis équipés de la radiotéléphonie

La taxe maximum pour l'obtention d'une licence d'exploitation s'élève à 136,34 euros dans les communes de moins de 10.000 habitants et à 272,68 euros dans les autres.

Le prix de la licence peut être majoré de 25 ou 50 euros pour les taxis qui accueillent de la publicité. Une surtaxe ne dépassant pas 68,17 euros par an et par véhicule peut également être perçue à charge des exploitants de services de taxis ne stationnant pas sur la voie publique mais dont les véhicules sont équipés de la radiotéléphonie. Il est renvoyé pour plus de précisions à la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis et à l'arrêté royal du 6 mai 1975 relatif à la perception de taxes et surtaxes en matière d'exploitation de services de taxis.

Je vous rappelle que pour les taxis qui ont un emplacement fixe sur la voie publique, une taxe supplémentaire de 409,02 euros maximum peut être perçue, laquelle doit être encodée à l'article budgétaire 040/366-08 (cfr ci-dessous mes commentaires relatifs à cet article).

040/364-22 : Enseignes et publicités assimilées

Une publicité est assimilée à une enseigne lorsque, placée à proximité immédiate d'un établissement, elle promeut cet établissement ou les activités qui s'y déroulent et les produits et services qui y sont fournis.

Le taux maximum recommandé est de :

0,2 euro le dm² pour les enseignes et/ou publicités assimilées,

0,4 euro le dm² pour les enseignes et/ou publicités assimilées lumineuses.

Seules les enseignes et publicités assimilées visibles de la voie publique peuvent être taxées, à l'exclusion des enseignes rendues obligatoires par une disposition réglementaire (pharmacien, etc.).

Cette taxe n'exclut pas l'application de la taxe sur les panneaux publicitaires fixes étant entendu qu'un même panneau ne peut être taxé à la fois comme publicité assimilée et comme panneau publicitaire.

040/364-23 : Panneaux publicitaires fixes

Taux maximum recommandé : 0,6 euro le dm².

Ce taux pourra être majoré jusqu'au double lorsque le panneau est équipé d'un système de défilement électronique ou mécanique des messages publicitaires ou lorsque le panneau est lumineux ou éclairé.

Il n'existe aucune objection à ce que les communes étendent la base taxable de ce règlement aux affiches en métal léger ou en PVC ne nécessitant aucun support. Cette adaptation du règlement, rendue indispensable par l'utilisation de nouveaux matériaux, ne constitue ni une nouvelle taxe dans son principe ni une violation du pacte fiscal conclu entre les autorités régionales et les pouvoirs locaux. Elle ne vise en effet qu'à maintenir intact le rendement escompté de cette imposition.

04001/364-24 : Distribution gratuite d'écrits publicitaires "toutes boîtes"

Taux maximum recommandé : 0,0744 euro par exemplaire.

Le recommande aux communes de moduler le taux en fonction du nombre de pages, de la superficie des écrits publicitaires ou de leur poids.

Pour rappel, lorsque le taux maximum admissible est passé de 0,5 franc à 3 francs par exemplaire distribué, l'intention était de réserver le taux de 3 francs aux écrits publicitaires volumineux (gros catalogues, etc.). La pratique de ces trois derniers exercices démontre toutefois que beaucoup de communes n'ont pas respecté cette intention et ont relevé leur taux sans aucune mesure (quadruplement, etc.). Il en résulte un accroissement fort important des rendements budgétisés (1,73 milliard en 2001 pour 627 millions en 1997).

Cette charge fiscale excessive entraîne également une multiplication des contentieux et une réaction des redevables qui tentent légitimement de choisir une voie moins imposée (par exemple en prenant des pages de publicité dans des toutes boîtes exonérés ou en insérant du texte rédactionnel dans leur écrit).

Comme rappelé encore récemment par l'avis du Conseil central de l'économie, ce phénomène illustre la nécessité pour les communes de mesurer avec soin les incidences d'une décision d'augmentation des taux. En l'espèce, on peut penser qu'une diminution des taux actuellement pratiqués serait susceptible, à terme, d'assurer le maintien d'un rendement appréciable tout en favorisant la création d'un environnement économique moins paralysant pour les commerçants.

Si les communes n'y prennent garde, l'alourdissement démesuré de la fiscalité sur les écrits publicitaires risque d'entraîner la disparition de ces écrits et donc la perte pure et simple d'une recette appréciable.

Ceci précisé, le Conseil d'Etat a admis, par son arrêt n° 50241 du 16 novembre 1994, que les écrits publicitaires qui comportent un certain volume de textes rédactionnels non publicitaires soient exonérés de la taxe. Dans le cas soumis à la censure du Conseil d'Etat, le pourcentage de textes rédactionnels était de 30 %. Il paraît dès lors sage de s'en tenir à ce pourcentage et d'exonérer de la taxe les journaux, ainsi que les écrits publicitaires comportant au moins 30 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Par texte rédactionnel, on entend :

- soit les textes qui, au niveau de la population locale (par "locale" il faut entendre la ou les communes comprises dans la zone de distribution), apportent une information sur les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins-infirmières-pharmaciens-vétérinaires) installés dans la (ou les communes);
- soit les nouvelles politiques, sportives, culturelles, artistiques, littéraires et scientifiques;
- soit les informations sur les cultes et la laïcité, les annonces d'activités locales ("locales" comme défini ci-dessus) telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels, manifestations sportives, concerts, expositions et permanences politiques;
- soit les annonces électorales.

Sont ainsi définis comme du texte publicitaire :

- les réclames ou annonces commerciales qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, des produits ou services et dont l'objectif est la vente des divers produits de la nature ou de l'industrie ou l'offre de services rémunérés;
- les publicités relatives à des spectacles organisés par toute personne physique ou morale ou par toute association poursuivant un but de lucre.

Sont considérés comme imprimés commerciaux, notamment les catalogues, échantillons, prospectus et prix courants.

Récemment le Conseil d'Etat a mis fin à la controverse relative à la qualification de cette taxe. Dans son arrêt n° 132.983 du 24 juin 2004, le Conseil d'Etat estime que cette taxe ne peut s'analyser comme un octroi "étant donné qu'elle ne frappe pas la "consommation" des imprimés publicitaires et des journaux "toutes boîtes", mais bien un service représenté par la distribution gratuite à domicile de ces écrits, indépendamment du fait que ces imprimés et journaux soient lus ou non par la suite."

04002/364-24 : Diffusion publicitaire sur la voie publique (diffuseurs sonores ou panneaux mobiles)

Diffuseurs sonores

Taux maximum recommandé : 60 euros/jour.

Diffusion par panneaux mobiles, ou supports ou distribution de tracts ou gadgets sur la voie publique

Taux maximum recommandé : 15 euros/jour.

Les commerçants ambulants (glacier,...) ne sont pas visés par la présente taxe dans la mesure où l'utilisation d'un matériel de sonorisation fait partie intégrante de la nature de l'activité exercée et ne revêt dès lors pas un caractère purement publicitaire.

Par ailleurs, la publicité par rayons lasers peut être taxée.

040/364-26 : Taxe de séjour

Le taux maximum recommandé est fixé à 0,9 euro par personne et par nuitée ou forfaitairement à 100 euros/an/lit, chambre ou emplacement de camping.

L'application de cette taxe implique automatiquement que l'exploitant des lieux loués et les locataires de ceux-ci ne soient pas soumis à la taxe sur les secondes résidences (code budgétaire 040/367-13).

040/364-27 : Terrains de camping

La réglementation relative à l'exploitation des terrains de camping-caravaning est définie par :

- le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991;
- l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991,
- la circulaire du 16 février 1995 du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 février 1995 fixant les conditions et les modalités d'octroi de primes en matière de camping - caravaning.

Ce dispositif réglementaire distingue quatre types d'emplacements en fonction des abris qu'ils accueillent et fixe des superficies minimales pour chaque catégorie.

La taxe sera modulée en fonction du nombre d'emplacements de chaque type.

Superficie de l'emplacement	Type d'abris	Taux maximum recommandé
Type 1 - de 50 à 79 m ²	Tentes	50 euros
Type 2 - 80 à 99 m ²	Caravanes motor-homes (2,5m/8m)	70 euros
Type 3 - de 100 à 119 m ²	Caravanes résidentielles et chalets,... (art. 1; 2 ^o , alinéa 2 du décret) - (superficie au sol jusque 30 m ²)	85 euros
Type 4 - 120 m ² et plus	Idem 3 ci-avant (superficie au sol de plus de 30 m ²)	100 euros

La taxe sera réduite de moitié pour les emplacements des types 1 et 2 (pour les tentes, caravanes et motor-homes) réservés aux touristes de passage. Sauf dans les cas d'exception prévus à l'article 2 alinéa 3 du décret, à l'article 43, alinéa 3, de l'arrêté, et commentés au point 1 des mesures techniques d'aménagement de la circulaire ministérielle, les communes sont autorisées à taxer les personnes qui exploitent un terrain de camping - caravanning sans le permis légal.

Dans cette hypothèse, il est admis qu'en l'absence des règles normatives la taxation s'opère au taux le plus élevé selon les abris dénombrés par les agents habilités à constater les infractions aux règlements-taxes communaux.

La perception de la taxe communale n'exonère pas le contrevenant aux dispositions légales des sanctions pénales ou autres prévues par les lois et règlements.

Le camping à la ferme (réglementé par le décret du 20 juillet 1976 du Conseil Culturel de la Communauté française, l'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 22 avril 1977), ne peut être considéré comme un camping exploité sans permis au sens du décret du 4 mars 1991, et fait l'objet de l'autorisation délivrée par le collège des Bourgmestre et Echevins.

Les emplacements réservés au camping résidentiel pourront être taxés comme secondes résidences.

040/364-29 : Dépôts de mitrailles et de véhicules usagés

Je vous invite à adopter des règlements distincts en ce qui concerne la taxe sur les dépôts de mitrailles et de véhicules usagés et la taxe sur les véhicules isolés abandonnés. En effet, la taxe sur le dépôt de mitrailles et de véhicules usagés vise exclusivement une exploitation commerciale alors que la taxe sur les véhicules isolés abandonnés vise un particulier.

Taux maxima recommandés :

- 1) 7,5 euros/m² et 3800 euros/an par installation;
- 2) véhicules isolés abandonnés : 600 euros par véhicule.

040/364-30 : Taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes ainsi que ceux visés par le permis d'environnement

Taux maxima recommandés :

- 1^{re} classe : 150 euros
- 2^e classe : 70 euros
- 3^e classe : 30 euros

Cette taxe s'applique tant aux établissements relevant de l'ancienne (RGPT) que de la nouvelle classification (permis d'environnement).

J'invite les conseils communaux à exonérer les ruchers de la taxe pour les établissements de classe 3.

040/364-32 : Taxe sur les agences bancaires (entreprises dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et à octroyer des crédits pour leur propre compte ou pour le compte d'un organisme avec lequel elles ont conclu un contrat d'agence ou de représentation).

Taux maximum recommandé : 200 euros par poste de réception. Par poste de réception, il faut entendre tout endroit (local, bureau, guichet,...) où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

L'agence bancaire ne pourra être taxée par référence au nombre des distributeurs automatiques de billets et autres guichets automatisés dont ses clients peuvent faire usage.

040/364-33 : Centres d'enfouissement technique

La mise en centre d'enfouissement technique des déchets, à l'exception des matières enlevées du lit et des berges des voies hydrauliques régionales du fait de dragage et de curage, peut être taxée selon les taux maxima recommandés suivants :

- Centre d'enfouissement technique de classe 1 : de 2,4789 euros à 3,7184 euros la tonne;
- Centre d'enfouissement technique de classe 2 : de 1,2394 à 2,4789 euros la tonne;
- Centre d'enfouissement technique de classe 3 : de 0,4957 à 1,2394 euros la tonne.

Les centres d'enfouissement technique de classe 5 ne peuvent faire l'objet d'une taxation vu qu'ils sont uniquement destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets.

040/364-34 : Taxe sur les logements loués meublés

Taux maximum recommandé : 150 euros.

Lorsque la taxation vise les logements soumis à la législation relative au permis de location (superficie réduite ou comportant une ou plusieurs pièces collectives), la taxe est réduite de moitié.

La section 3 du Code wallon du Logement a été modifiée par le décret du 15 mai 2003 et stipule dorénavant que les kots d'étudiant sont soumis au permis de location.

04001/364 48 : Taxe industrielle compensatoire

Seules les communes qui ont instauré cette taxe pour l'exercice 1992 pourront la maintenir avec une éventuelle augmentation maximale donnée par la formule :

$(X/Y) - x Z$ où X représente le nombre d'additionnels au précompte immobilier voté pour l'exercice, Y le nombre d'additionnels au précompte immobilier pour 1992 et Z le taux de la taxe industrielle compensatoire pour 1992.

L'application de cette taxe suppose le strict respect des instructions et modalités prévues par la circulaire du 23 avril 1980.

La taxe industrielle compensatoire doit permettre de récupérer, en tout ou en partie, le montant correspondant aux revenus industriels dégrévés lors de la dernière péréquation générale des revenus cadastraux.

04002/364 48 : Commerce de frites (hot-dogs, beignets, etc.) à emporter

Taux maximum recommandé est fixé à : 800 euros/an.

Il n'est pas conforme au principe d'égalité devant l'impôt de soumettre les commerces installés sur le domaine public à un taux de taxation différent de celui frappant ceux établis sur le domaine privé.

Par contre, une redevance d'occupation peut être perçue en plus de la taxe lorsque le commerce est installé sur le domaine public communal.

04003/364 48 : Loges foraines et loges mobiles

Taux maximum recommandé est fixé à : 3 euros/m².

Il n'est pas conforme au principe d'égalité devant l'impôt de soumettre les commerces installés sur le domaine public à un taux de taxation différent de celui frappant ceux établis sur le domaine privé.

Par contre, une redevance d'occupation peut être perçue en plus de la taxe lorsque le commerce est installé sur le domaine public communal.

Par loges mobiles, il convient d'entendre les infrastructures permettant l'exploitation d'un métier qui, comme tel, n'est pas reconnu comme forain (et non pas celles qui servent au logement des forains.)

Cette précision ressort en fait de l'objet de cette taxe qui est de viser l'exploitation d'un métier présent sur une foire ou kermesse et non la taxation d'un logement.

Taxe sur les spectacles et les divertissements

040/365-01 : Spectacles et divertissements

La nature des divertissements influence fortement les maxima appliqués : ceux-ci s'échelonnent de 10 % à 31 % sur les recettes diverses et de 8,5 à 33,75 % sur le produit des billets d'entrée.

D'autre part, les dispositions de la circulaire ministérielle relative aux taxes communales sur les spectacles cinématographiques restent d'application (circulaire du 5 mai 1980).

040/365-02 : Dancings

Taux maximum recommandé : 750 euros/mois, à moduler selon le chiffre d'affaires de l'activité dancing et le caractère accessoire ou non de celle-ci.

Pour les mégadancings, il convient de moduler le taux de la taxe en fonction de la capacité d'accueil telle qu'elle est reprise dans le permis d'exploiter. C'est ainsi que le taux maximum recommandé est de :

€ 3.000 par mois pour le dancing dont la capacité d'accueil varie entre 1.500 et 3.000 personnes.

€ 5.000 par mois pour le dancing dont la capacité d'accueil varie entre 3.001 et 5.000 personnes.

€ 8.000 par mois pour le dancing dont la capacité d'accueil est de 5.001 personnes et plus.

Je vous invite à allouer les recettes de la taxe sur les mégadancings à l'amélioration des mesures de sécurité aux abords de ceux-ci.

040/365-08 : Taxe sur la mise à l'eau d'embarcations dans un but commercial

Taux maxima recommandés :

90 euros/an par embarcation;

3 euros/jour par embarcation.

Ce montant doit cependant être modulé en fonction du site ou de l'importance de l'exploitation.

Taxes ou redevances pour l'occupation du domaine public

040/366-01 : Droits d'emplacement sur les marchés

En vertu de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics et de son arrêté d'exécution du 3 avril 1995 tel que modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1996 et du 10 janvier 1999 (*Moniteur belge* du 6 mars 1999), le droit perçu par la commune pour l'occupation d'un emplacement sur un marché public constitue une redevance.

Les communes veilleront donc à ne plus voter ce droit sous forme de taxe.

Par ailleurs, il résulte de l'arrêté royal du 3 avril 1995 que le nombre d'emplacements pouvant faire l'objet d'un abonnement ne peut dépasser 95 % du nombre total d'emplacements.

Afin de ne pas aggraver la situation financière des intéressés, le choix de la formule d'abonnement doit être garanti au redevable sans être rendu obligatoire.

En cas de fourniture de services tels que mise à disposition d'eau ou d'électricité, la redevance demandée peut être majorée par rapport à la simple mise à disposition d'un emplacement.

040/366-03 : Loges foraines, loges mobiles et loges servant au logement sur la voie publique

Redevance

040/366-05 : Droit de quai

Redevance.

040/366-06 : Placement de terrasses, de tables et de chaises

Redevance.

040/366-07 : Parking

A ce sujet rappelons que, depuis le 1^{er} mars 2004 (date de la mise en œuvre de la loi du 07.02.2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière) certaines infractions de stationnement ont été dépenalisées (stationnement payant, stationnement sur les emplacements réservés aux riverains, stationnement à durée limitée).

Les redevances sur l'occupation de l'un de ces 3 types d'emplacement de parking sont admissibles en vertu de l'article unique de la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.

Aucune disposition légale ne s'oppose à ce qu'une commune utilise un double tarif laissant le choix à l'utilisateur entre le stationnement limité et le stationnement de longue durée (généralement une demi-journée) pour lequel sont réputés opter les utilisateurs qui n'alimentent pas l'horodateur.

En raison du contentieux que suscite l'application de ce type de règlement, les autorités communales tiendront compte des éléments suivants :

- La nature d'un règlement-redevance sur le stationnement est celle d'une disposition édictant les conditions, notamment financières, selon lesquelles s'organise, sur le territoire concerné, le service de stationnement payant fourni par la ville. Les relations qui se nouent entre l'autorité dispensatrice du service et les personnes qui recourent à celui-ci sont régies par le droit civil. Le règlement-redevance constitue, dans chaque cas d'espèce où il trouve application vis-à-vis d'un redevable, un ensemble de dispositions contractuelles auxquelles le particulier a marqué son accord par le fait de recourir au service. Le contentieux lié à l'application du règlement redevance relève donc des tribunaux ordinaires.

- Etant donné la nature civile du règlement, le non respect par le redevable de son obligation de s'acquitter de la somme due sur invitation à payer lorsqu'il a omis d'alimenter l'horodateur, peut être assorti d'une clause pénale (au sens donné à ce terme par l'article 1226 du Code civil) mais il n'est pas admissible que le montant de celle-ci s'éloigne d'une évaluation correcte du dommage subi par la commune suite au non paiement par le particulier. Les dispositions prévoyant une indemnité forfaitaire de plusieurs centaines d'euros en cas de non paiement de la somme due après envoi de l'invitation à payer sont donc illégales car elles constituent de véritables peines privées interdites par l'article 6 du Code civil.

- Il n'est pas admissible qu'une redevance soit prélevée sur toute contravention (toutes les infractions de stationnement n'ont pas été dépenalisées) dressée par la police communale afin de couvrir les frais administratifs exposés pour la rédaction du procès-verbal de constat car le service rendu par les agents de la police communale n'est pas presté dans l'intérêt direct et immédiat du redevable mais dans l'intérêt de la collectivité, seule bénéficiaire d'une application correcte des lois. Dès lors qu'un tel prélèvement ne peut s'analyser comme une redevance, il revêt une nature pénale et échappe aux compétences de la commune.

- En ce qui concerne la carte de riverain, l'arrêté ministériel du 18 décembre 1991 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte de riverain ainsi que l'autorité habilitée à délivrer cette carte, et en déterminant le modèle ainsi que les modalités de délivrance et d'utilisation a été modifié par l'arrêté ministériel du 3 mai 2004 (*Moniteur belge* du 21 mai 2004).

040/366-08 : Stationnement de taxis et voitures de louage

Pour les taxis qui ont un emplacement fixe sur la voie publique, une taxe supplémentaire (cfr. mes commentaires relatifs à l'article budgétaire 040/364-21) de 409,02 euros maximum peut être perçue.

040/366-09 : Commerces de frites (hot-dogs, beignets, etc.). kiosques à journaux sur la voie publique

Redevance.

Taxes sur le patrimoine

040/367-09 : Parcelles et terrains non bâtis

Cette taxe s'applique aux parcelles non bâties comprises dans un lotissement non périmé et sur les terrains non bâtis situés dans une zone d'habitation prévue par un plan d'aménagement approuvé ou arrêté par le Gouvernement et en bordure d'une voie publique suffisamment équipée, en eau et électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux.

Je recommande un taux de 20 euros maximum par mètre courant de longueur de parcelle à front de voirie et limité à 350 euros par terrain/parcelle non bâti(e).

Lorsque la parcelle est située dans les limites d'une zone protégée, en vertu des articles 393 à 405 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les montants des maxima cités ci-dessus sont portés à 60 euros et 1500 euros.

Lorsqu'une parcelle jouxte la voirie de deux côtés, seul le plus grand côté est pris en considération pour le calcul de l'imposition.

La taxe est due dans le chef du propriétaire lotisseur à partir du 1^{er} janvier de la deuxième année qui suit celle de la délivrance du permis de lotir et elle frappe les parcelles non bâties qui n'ont pas encore trouvé acquéreur à cette date. La taxe est due dans le chef de l'acquéreur des parcelles à partir du 1^{er} janvier de la deuxième année qui suit celle de leur acquisition à la condition que les parcelles acquises soient toujours non bâties à cette date.

Les communes sont priées de se référer à l'article 160 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour plus de précisions sur les conditions légales dans lesquelles cette imposition peut être levée.

L'arrêt de la Cour de cassation du 29 mars 2001 déclarant illégale une taxe communale établie à un taux forfaitaire unique m'incite à préconiser à prévoir une modulation du taux de la taxe en fonction du nombre de mètre courant de façade à front de voirie.

Au vu de la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêts n° 18.030 et 18.296) selon laquelle il s'agit de deux taxes différentes pouvant être votées individuellement, je recommande aux communes de voter un règlement spécifique à chaque objet et de scinder, à l'intérieur de ce même article budgétaire les recettes provenant de la taxe sur les parcelles non bâties de celles provenant de la taxe sur les terrains non bâtis.

04002/367-10 : Taxe sur les pylônes de diffusion pour GSM

Taux maximum recommandé : 2.500 euros par pylône

Le principe de liberté de commerce et d'industrie s'oppose à ce que les communes taxent les antennes de diffusion ou unités d'émission du réseau GSM car leur nombre important rendrait difficilement rentable l'exploitation de ces réseaux. En outre, une taxation par antenne ou unité d'émission tendrait à décourager l'installation de ces antennes sur des supports existants, ce qui constitue pourtant le but poursuivi par la réglementation applicable en la matière.

Par contre, il n'y pas d'objection à taxer les pylônes de diffusion ou mats d'une certaine importance qui sont des structures en site propre destinées à supporter les divers types d'antennes nécessaires au bon fonctionnement du réseau de télécommunication mobile n'ayant pu prendre place sur un site existant (toit, église,...).

Je recommande toutefois de ne pas dépasser un maximum de 2.500 euros par pylône de diffusion afin que la généralisation de cette taxe n'entraîne pas une augmentation sensible du prix d'utilisation facturé au consommateur. Par ailleurs, le strict respect de ce maximum est de nature à ne pas voir cette taxe être assimilée à une entrave aux libertés garanties par le Traité C.E.

La jurisprudence n'étant pas actuellement univoque sur ce point, Il n'y a pas d'obstacles juridiques à l'établissement de cette taxe. Il appartient aux pouvoirs locaux d'apprécier l'opportunité de la conserver ou non.

040/367-11 : Absence d'emplacement de parcage

Cette taxe est illégale parce que dépourvue de base taxable. Vu que toute taxe doit reposer sur une ressource du contribuable, il n'est en effet pas admissible d'établir une imposition sur un fait négatif.

040/367-13 : Secondes résidences

Les biens taxés comme seconde résidence ne peuvent donner lieu à l'application d'une taxe pour le séjour des personnes qui les occupent.

La taxe peut varier selon l'importance des secondes résidences.

Je recommande un taux de 450 euros au maximum.

Cependant, les taux maxima recommandés sont de 175 euros lorsque la taxe vise les secondes résidences établies dans un camping agréé, et de 87.5 euros lorsque la taxe vise les secondes résidences établies dans des logements pour étudiants (kots).

La taxe sur les secondes résidences ne peut s'appliquer aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôte visés par le décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981, lesquels peuvent cependant faire l'objet d'une taxe de séjour (code 040/364-26).

Par ailleurs, dans son arrêt n° 66545 du 4 juin 1997, le Conseil d'Etat estime qu'il n'existe pas de justification raisonnable et adéquate de la différence de traitement entre, d'une part, les personnes domiciliées sur le territoire d'une commune et, d'autre part, les personnes qui ne sont pas inscrites dans les registres de la population de cette commune, les premières citées n'étant pas redevables de la taxe communale sur les secondes résidences à l'inverse des secondes citées. En conséquence, les communes ne peuvent donc pas exonérer une seconde résidence pour le motif que la personne qui peut en disposer serait déjà domiciliée à une autre adresse dans la commune.

040/367-15 : Taxe sur les immeubles inoccupés

Le fait générateur de la taxe est le maintien en l'état d'un immeuble inoccupé pendant la période comprise entre deux constats consécutifs.

Il est recommandé de prévoir un délai de 6 mois entre les deux constats sous réserve des secondes résidences.

Par immeuble inoccupé, on entend un immeuble, non visé par le décret du 27 mai 2004 relatif aux sites d'activité économique désaffectés de plus de 5 000 m², qui, à la fois, est :

1. Bâti :

Est considéré comme immeuble bâti, tout bâtiment, ouvrage ou installation, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé;

2. Inoccupé :

- soit d'un immeuble pour lequel aucune personne n'est inscrite dans les registres de la population ou d'attente au cours de la période comprise entre les deux constats consécutifs, à moins que le redevable ne prouve que l'immeuble a effectivement servi d'habitation au cours de cette période;

- soit d'un immeuble qui n'a pas servi au cours de la période comprise entre les deux constats consécutifs, de lieu d'exercice d'activités économiques de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, de commerce ou de services, à moins que le redevable n'en apporte la preuve contraire.

N'est pas considéré comme étant occupé, l'immeuble occupé sans droit ni titre.

La base imposable est le résultat de la multiplication du nombre de mètres courants de façade par le nombre de niveaux inoccupés autres que les caves, les sous-sols et les greniers non aménagés. Tout mètre commencé est dû en entier.

Il appartient à chaque commune de fixer le taux applicable à la base imposable, le taux d'accroissement en fonction de la durée de l'inoccupation ainsi que les exonérations. Eu égard aux objectifs poursuivis par la taxe, cette dernière ne doit pas être perçue lorsque l'immeuble est inoccupé pour des raisons indépendantes de la volonté du redevable.

Le taux maximum recommandé est de 150 euros par mètre courant de façade.

Est redevable de la taxe, le titulaire du droit réel de jouissance (propriétaire, usufruitier,...) sur tout ou partie d'un immeuble inoccupé à la date du deuxième constat, ou, le cas échéant, de chaque constat postérieur à celui-ci. En cas de pluralité de titulaires du droit réel de jouissance, chacun d'entre eux est solidairement redevable.

040/367-18 : Taxe sur les piscines privées

Taux maximum recommandé :

250 euros/an pour les piscines de moins de 100 m²

500 euros/an pour les piscines de 100 m² et plus.

Les règlements qui ne prévoient pas une exonération pour les piscines en kit ou présentant un caractère non permanent ne seront dorénavant plus approuvés.

L'attention des communes est attirée sur le fait qu'en prenant la date du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition pour établir le recensement de la taxe elles se donnent en même temps, un moyen d'éviter toute contestation relative au critère de permanence de la piscine.

040/367-19 : Surface de bureau et locaux affectés à l'exercice d'une profession libérale

Taux maximum recommandé : 6 euros le m² par an.

L'article budgétaire 367-19 concerne les surfaces de bureau et locaux affectés à l'exercice d'une profession libérale tandis que l'article budgétaire 367-20 concerne les locaux affectés à l'exercice d'un commerce.

Les communes sont rendues attentives à deux principes fiscaux qui peuvent trouver une application spécifique en l'occurrence :

- le principe d'égalité des citoyens devant l'impôt;
- le principe qui interdit toute double taxation ("non bis in idem") ce qui reviendrait, en pratique, à frapper de deux ou de plusieurs taxes, distinctes en la forme, une même situation juridique ou de fait.

Sont exonérées de l'impôt, les surfaces :

a) occupées par des personnes de droit public, à l'exception toutefois des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales;

b) servant aux cultes et à la laïcité, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou œuvres de bienfaisance ainsi qu'aux associations sans but lucratif et autres groupements et associations qui ne poursuivent aucun but lucratif, mentionnés à l'article 181 du C.I.R.

Peuvent être déductibles de la base imposable les surfaces strictement et effectivement réservées au logement dans le même immeuble.

040/367-20 : Locaux affectés à l'exercice d'un commerce

Idem 040/367-19

Taxes diverses

040/368-02 : Taxe sur les chevaux d'agrément et les poneys

Les taux maxima recommandés de 75 euros par cheval et 20 euros par poney peuvent être uniformisés à un taux identique pour les chevaux et les poneys.

Dans cette éventualité, le taux uniforme est de 55 euros.

Pour les exploitants de manèges et les forains, les maxima précités sont réduits de moitié.

040/368-05 : Taxe en matière d'armes

L'arrêté royal du 16 septembre 1997 (*Moniteur belge* du 8 octobre 1997) détermine le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. Une somme de 25 euros (Arrêté royal du 20 juillet 2000 paru au MB du 30 août 2000) est versée auprès de l'administration communale du requérant lors de la délivrance d'une autorisation de détention d'une arme de défense.

L'attention des communes est attirée sur la circulaire du 16 septembre 1997 (*Moniteur belge* du 8 octobre 1997) du Ministre de la Justice selon laquelle la levée de centimes additionnels aux droits et redevances prévus dans l'arrêté royal précité n'est pas possible, ni la levée d'autres formes de droits ou de redevances sur l'acquisition ou la possession d'armes.

040/368-06 : Taxe sur les appareils de capture d'oiseaux

Taux maximum recommandé : 15 euros par appareil de capture.

040/368-12 : Taxe sur les terrains de tennis privés

Taux maximum recommandé : 500 euros/an.

040/368-15 : Golfs

Taux maximum recommandé : 7.500 euros par an et par terrain de golf. Ce taux peut être modulé selon le nombre de trous, la superficie consacrée à la pratique de ce sport et le droit d'entrée.

Centimes additionnels, décime additionnel et impôts complémentaires

040/371-01 : Précompte immobilier - Centimes additionnels

Taux maximum recommandé : 2600

Les communes souhaitent à juste titre favoriser l'insertion de logements privés dans le secteur locatif social.

Il y a lieu d'attirer l'attention des communes sur le fait que, pour réaliser cet objectif, il convient d'adopter un mécanisme de subvention au bénéfice des propriétaires prouvant le paiement d'additionnels communaux pour ces logements.

Par contre, les communes ne peuvent décider localement - cette compétence étant régionale d'exonérer d'additionnels au précompte immobilier des logements qui sont la propriété de personnes de droit privé insérés dans un circuit locatif social.

Le modèle de calcul à employer pour les centimes additionnels au précompte immobilier est le suivant :

Revenu cadastral imposé pour l'exercice 2003 (non indexé) (A)
(à fournir par l'Administration du cadastre) :

Taux des additionnels de 2003 : (B)
.....

Montant des enrôlements pour l'exercice 2003 (C)
(à fournir par l'Administration des contributions directes) :

Revenu cadastral imposé pour l'exercice 2002 (non indexé) : (D)
Prévision des enrôlements de 2005 pour un centime additionnel

$\frac{A \times C}{B \times D}$: (E)
.....

Taux des additionnels de 2005 : (F)
Prévision de la recette précompte immobilier (taux 2005-base 2003)

$E \times F$: (G)
.....

L'article 518 du CIR prévoit l'indexation des revenus cadastraux avant application du précompte immobilier. La majoration de recette peut être estimée à 4,2 % pour l'exercice 2005 par rapport à l'exercice 2004 (sur base des montants de référence à l'indice 2003).

La prévision à porter au budget 2005 équivaut donc à $G \times 1,042$ (Prévision).

Si une commune dispose déjà, au moment de la confection de son budget 2005, des renseignements lui permettant de calculer la prévision budgétaire 2005 sur base du revenu cadastral imposé pour l'exercice 2004 et sur base du montant des enrôlements de l'exercice 2004, elle doit remplir la formule de calcul avec les renseignements les plus récents (exercice 2004 aux lignes A, B, et C et exercice 2003 à la ligne D) et tenir compte d'un pourcentage d'indexation de 2,7 % pour l'exercice 2005 par rapport à l'exercice 2004 (montants à l'indice 2004).

L'exemption dont bénéficiait la S.A. Belgacom, de tout impôt ou taxe au profit des provinces et communes prévue par l'article 25 de la loi du 29 juillet 1930 créant la R.T.T., a été supprimée par la loi-programme du 30 décembre 2001. Dès lors, les revenus cadastraux des immeubles appartenant à la S.A. Belgacom seront imposés au précompte immobilier et les provinces percevront la recette y afférente dès 2003.

Vu l'importance des recettes du précompte immobilier, je souhaite vivement que les communes collaborent au mieux avec l'Administration du cadastre afin de permettre à cette administration de tenir parfaitement à jour la documentation cadastrale.

Je tiens à ce sujet à rappeler que, conformément aux articles 2, §§ 1^{er} et 5 de l'arrêté royal du 10 octobre 1979, le bourgmestre de chaque commune désigne un indicateur-expert qui est tenu de participer aux expertises des immeubles, de concert avec le représentant de l'Administration du cadastre, et d'approuver et contresigner le procès-verbal des expertises dressé par ledit représentant de l'Administration du cadastre.

Dans la pratique, au vu des résultats d'une enquête récente menée auprès des directeurs régionaux de l'Administration du cadastre, il s'avère que les modalités d'exécution de cette collaboration de l'indicateur-expert ne sont généralement pas respectées.

En outre, conformément à l'article 18 du règlement pour la conservation du cadastre annexé à l'arrêté royal du 26 juillet 1877, les administrations communales délivrent trimestriellement les listes 220 des permis de bâtir et des permis de lotir délivrés et des changements survenus dans les propriétés.

Pour la mise à jour annuelle des documents cadastraux, les agents de l'Administration du cadastre sont amenés à visiter les immeubles repris aux inscriptions des listes 220 afin d'examiner si les nouvelles constructions prévues sont déjà occupées ou si les travaux de transformation, d'agrandissement et de démolition sont terminés. Or, beaucoup de ces visites sur place sont prématurées car les nouvelles constructions et transformations ne sont pas terminées et/ou pas occupées.

C'est pourquoi, une collaboration plus efficace de la part des communes, via leur indicateur-expert, semble nécessaire dans l'intérêt même des communes qui sont les principales bénéficiaires des recettes du précompte immobilier.

Je conseille donc aux communes de transmettre régulièrement à l'Administration du cadastre une liste des nouvelles constructions occupées ainsi qu'une liste des transformations terminées afin d'assurer une actualisation correcte de la documentation cadastrale.

040/372-01 : Personnes physiques

Taux maximum recommandé : 8,8 %

L'article 468 du Code des impôts sur les revenus permet aux communes de fixer un pourcentage de l'impôt dû à l'Etat comprenant une fraction limitée à une décimale.

Lorsqu'une commune modifie son taux d'imposition au moment de l'examen du projet de budget où figure une prévision formée sur une première estimation fournie par le Ministère des Finances sur base d'un taux initial inférieur à celui modifié, il convient de solliciter une nouvelle estimation liée au nouveau taux envisagé. La prévision de recettes à porter au budget ne peut pas être évaluée en pratiquant une règle de trois basée sur la première estimation des Finances. Afin d'éviter des variations annuelles préjudiciables, la formule de lissage de la prévision budgétaire autorisée par la circulaire du 4 décembre 1996 peut aussi être employée. Dans ce cas, la feuille de calcul sera jointe au dossier du budget.

A la suite de la problématique relative à la matière de la taxe additionnelle à l'IPP, abondamment relayée par la presse, je me permets de rappeler certaines règles de base applicables à la fiscalité des pouvoirs locaux.

Les communes ne doivent pas perdre de vue que les règles qui régissent l'établissement d'une taxe communale propre sont différentes de celles qui régissent l'établissement d'une taxe communale additionnelle.

Dans le domaine des taxes additionnelles, la commune est, en quelque sorte, dépouillée de sa compétence de fixer les caractéristiques essentielles du prélèvement qu'elle institue et ne dispose plus que de compétences qui lui sont reconnues expressément par la législation réglementant l'impôt de base sur lequel la commune est autorisée à lever un additionnel.

Concernant l'IPP, il ne fait aucun doute qu'en vertu de l'article 360 du CIR et de l'article 200 de son arrêté royal d'exécution du 27 août 1993, une taxe additionnelle votée par une commune pour l'exercice 2005 frappe d'office les revenus recueillis par le contribuable en 2004, sans que la commune puisse, au moment où elle vote sa taxe additionnelle pour l'exercice 2005, décider de la faire porter sur les revenus 2005.

Ainsi donc, une augmentation du taux de la taxe additionnelle à l'IPP décidée par une commune pour l'exercice 2005 trouve à s'appliquer aux revenus recueillis par le redevable en 2004.

040/373-01 : Véhicules automobiles

Les communes reçoivent d'office un décime additionnel à la taxe de circulation perçue par l'Etat sur les véhicules automobiles.

Dans le cadre de la législation actuelle, on ne peut concevoir une taxation des véhicules immatriculés à l'étranger.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2004/203144]

7 OCTOBRE 2004. — Circulaire relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2005

A Madame et Messieurs les Présidents des Conseils provinciaux,

Pour information :

A Messieurs les Gouverneurs,

A Mesdames et Messieurs les Députés permanents,

A Mesdames et Messieurs les Greffiers et Receveurs provinciaux,

Mesdames,

Messieurs,

I. INTRODUCTION

C'est avec une réelle joie que je prends pour la première fois contact avec vous, en tant que Ministre des pouvoirs locaux, et ce, par le biais de la circulaire budgétaire 2005.

Le Gouvernement wallon s'est engagé dans un vaste projet pour la Wallonie qui ne pourra exister que grâce à la mobilisation de l'ensemble des forces vives de notre région.

Les provinces joueront un rôle dans cette dynamique et constitueront des partenaires à part entière de ce projet.

La volonté de la nouvelle équipe gouvernementale est de définir la meilleure articulation entre les deux piliers de la politique wallonne que sont les communes et la Région et les pouvoirs intermédiaires.

Dans cette optique, qui est bien entendu également la mienne, l'ensemble des pouvoirs locaux, partenaires essentiels et naturels du contrat d'avenir renouvelé, seront consultés de manière systématique sur l'ensemble des réformes qu'elles soient de grande ampleur ou qu'elles concernent ces petits détails qui font toute la différence !

1.1. Avant-propos

Vous trouverez ci-après mes recommandations pour l'élaboration des budgets provinciaux de l'exercice 2005. La présente circulaire constitue un document complet, que vous voudrez bien remettre en copie à chaque conseiller provincial.

Par rapport à la circulaire relative aux budgets 2004 des provinces de la Région wallonne, il faut relever certaines adaptations, qui portent particulièrement sur les points suivants :

Point II.2. b. règles de forme; II. 7. placements; II.10. décret organisant les provinces; III.1.a. financement général des provinces; III.2.a. dépenses de personnel; IV. 1. Budget extraordinaire - généralités.

Dans le cadre du partenariat entre les autorités provinciales et de tutelle, mon administration, la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne (rue Van Opré 95, à 5100 Jambes - 081/32.37.11 Fax. 081/32.32.27 - E-mail : dgpl@mrw.wallonie.be), peut vous apporter toute sa compétence pour les questions que vous souhaiteriez lui poser, notamment au sujet de la présente.

1.2. Définitions de base

Le vote d'un budget est un acte politique essentiel dans la vie des pouvoirs locaux. Il détermine, en chiffres, la politique qui sera menée au cours de l'exercice à venir et les moyens financiers qui seront mis en œuvre pour ce faire. Document de gestion prévisionnelle, il contient le montant des dépenses et des recettes qui pourront intervenir dans le courant de l'année concernée.

Le budget comprend deux services. D'une part, le service ordinaire qui comprend l'ensemble des recettes et des dépenses qui permettent la vie courante de la province; ces recettes et ces dépenses sont récurrentes. D'autre part, le service extraordinaire qui comprend les recettes et les dépenses d'investissement de la province.

Toutes les dépenses et toutes les recettes sont regroupées en fonctions budgétaires. Ces fonctions budgétaires recouvrent les différents secteurs d'activité de la province. La liste de base de ces fonctions figure sous le point II.2.b.

De même, toutes les dépenses et toutes les recettes sont groupées par natures de recettes et de dépenses. C'est ainsi que l'on distingue, pour le service ordinaire, les recettes de prestations (services organisés par la province et payants), les recettes de transfert (surtout les additionnels et les impôts propres mais aussi les subsides escomptés), les recettes de dette (dividendes et intérêts de placements), les dépenses de personnel, les dépenses de fonctionnement, les dépenses de transfert (subsides octroyés), les dépenses de dette (charges d'intérêt et d'amortissement de la dette). Dans les dépenses, il faut encore distinguer les dépenses obligatoires (exemple : personnel) et les dépenses facultatives (exemple : subside octroyé à une A.S.B.L.).

Les dénominations de ces natures sont les termes traditionnels relatifs à la classification économique, bien que les définitions de ladite classification ne figurent pas dans les nouveaux textes légaux.

Le budget est constitué d'articles budgétaires. Ces articles sont composés de deux séries d'au moins trois chiffres : la première affecte le crédit à une fonction budgétaire (il s'agit donc du code fonctionnel); la deuxième spécifie la nature de la recette ou de la dépense (il s'agit donc du code économique).

Il est essentiel de retenir que les articles budgétaires de dépense sont limitatifs, c'est-à-dire que le montant prévu ne peut être dépassé, sauf deux exceptions : tout d'abord, les articles relatifs à un prélèvement d'office. Ensuite, il est possible de regrouper le solde des articles budgétaires de dépenses ordinaires obligatoires portant les mêmes codes fonctionnels et économiques dans les premiers chiffres.

Je rappelle que l'état des fonds généraux et des fonds à affectation spéciale font partie intégrante du budget (article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 juin 1999 sur la comptabilité provinciale). Il conviendra donc que les montants de ces fonds figurent dans les documents budgétaires à me communiquer.

Enfin, par une loi du 25 juin 1997, le législateur a restauré les compétences de contrôle de la Cour des comptes sur les provinces.

II. DIRECTIVES GENERALES

II.1. Calendrier légal

A défaut de respecter le calendrier légal pour ce qui concerne le règlement du compte de l'exercice précédent et le processus d'élaboration du budget, une justification me sera transmise.

Il convient que dès la confection du budget de l'année qui vient, une évaluation de l'exécution du budget de l'année en cours permette la mise au point de la dernière modification budgétaire de l'exercice.

Je vous saurais donc gré, sauf si cette modification budgétaire est totalement neutre, de la confectionner avant le vote du budget de l'exercice suivant, afin d'éviter que le résultat présumé au premier janvier ne soit modifié.

En tout état de cause, elle doit me parvenir à une date permettant l'exercice complet de la tutelle.

La transmission tardive de modifications budgétaires à l'autorité de tutelle peut conduire à une absence de décision avant le 31 décembre de l'exercice, qui rendrait donc inexécutables lesdites modifications et empêcherait tout engagement des crédits y prévus.

II.2. Règles budgétaires essentielles

L'équilibre budgétaire, c'est-à-dire l'équilibre global (déterminé sur la dernière ligne des tableaux récapitulatifs figurant à la fin du budget), tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, constitue le premier principe essentiel de la gestion financière (Arrêté royal n° 110 du 13 décembre 1982 imposant l'équilibre budgétaire aux provinces, aux communes et aux agglomérations et fédérations de communes, modifié par l'arrêté royal n° 145 du 30 décembre 1982).

II.2. a. Règles de fond (et droit des conseillers provinciaux en matière financière).

Les recettes et dépenses doivent être précises, conformément à l'article 5 du règlement général de la comptabilité provinciale (R.G.C.P.).

Cet article énonce que le budget comprend l'estimation précise de toutes les recettes et de toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice budgétaire. Pour ce qui concerne particulièrement le service ordinaire, une comparaison efficace peut être effectuée via le compte pénultième ou les balances budgétaires de l'exercice antérieur. Ces balances sont des tableaux où figure chaque article ainsi que la hauteur des recettes ou dépenses effectuées au moment où elles sont éditées.

L'approbation d'un crédit budgétaire ne dégage pas les autorités provinciales de l'application des diverses législations et réglementations applicables à l'opération recouverte par ce crédit.

Je songe notamment à l'application de la législation relative aux marchés publics : il est clair que la présence d'un article budgétaire de dépenses permet la conclusion effective du marché mais n'exonère pas l'autorité compétente du respect de l'ensemble des étapes imposées par la réglementation.

Vous prévoyez également, pour les nouveaux services à instaurer ou à subsidier, les crédits nécessaires, tant en recettes qu'en dépenses.

II.2. b. Règles de forme (et droit des conseillers provinciaux en matière financière).

- Le budget regroupe les diverses recettes et dépenses par fonctions, dont voici la liste de base en nouvelle comptabilité provinciale (arrêté ministériel du 15 février 2001 portant exécution de l'article 41 de l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la Comptabilité provinciale).

0. Recettes et dépenses non imputables aux fonctions

1. Administration générale

2. Défense nationale

3. Ordre public et sécurité

4. Communications, voies navigables

5. Industrie, commerce et classes moyennes

6. Agriculture, chasse et pêche

7. Enseignement, culture, loisirs, cultes et laïcité

8. Action sociale et santé publique

9. Logement et aménagement du territoire

- J'attire votre attention sur certaines dispositions du décret organisant les provinces wallonnes du 12 février 2004.

Dans les trois mois après son élection, le collège provincial soumet au conseil provincial une déclaration de politique générale comportant notamment un volet budgétaire reprenant les grandes orientations en la matière. Cette déclaration contient également les orientations proposées par le collège provincial, pour la conclusion du partenariat visé par le décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat et le financement des provinces (article 36).

En ce qui concerne le vote du budget, le conseil provincial peut instituer des conseils participatifs chargés de synthétiser les besoins prioritaires exprimés par la population afin qu'il puisse en être tenu compte dans les grandes options budgétaires annuelles. Ces conseils participatifs doivent être consultés préalablement au débat et au vote du budget par le conseil provincial (article 31, alinéas 2 et 3).

Lors de la séance d'octobre, après la consultation des conseils consultatifs et/ou participatifs, le collège provincial soumet au conseil provincial le projet de budget pour l'exercice suivant, les comptes de l'exercice précédent ainsi qu'une note de politique générale (article 37, § 2).

La liste des régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations au sein de laquelle la province participe et à la gestion desquelles elle est représentée ou qu'elle subventionne pour une aide équivalente à minimum 50.000 euros par an, les rapports d'évaluation des plans et des contrats de gestion, relatifs à l'exercice précédent, sont également joints au projet de budget (article 37, § 2, alinéa 3).

Enfin, à l'occasion de l'examen des budgets et des comptes, le conseil provincial discute de manière approfondie de la note de politique générale. Il discute également des politiques des régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations qui ont un plan ou un contrat de gestion, ainsi que des rapports d'évaluation de l'exécution des plans ou des contrats de l'exercice précédent. A cette occasion, le conseil peut entendre un ou plusieurs membres des organes de gestion des régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations visés à l'alinéa précédent (article 38).

En ce qui concerne le rôle des conseillers, ces derniers peuvent consulter le budget, comptes et délibérations des organes de gestion des intercommunales, A.S.B.L. et associations qui ont, avec la province, un plan ou un contrat de gestion (article 33). Ils peuvent en outre visiter tous les établissements et services créés et gérés par la province ainsi que les intercommunales, A.S.B.L. et associations qui ont, avec la province, un plan ou un contrat (article 34).

- Le budget sera accompagné de l'avis de la Cour des Comptes (art. 66 de la loi provinciale du 30 avril 1836; le courrier adressé par la Cour à chaque Députation permanente le 16 août 1999 - réf. N° A13 -1.746.792 L1 à L5 - présente la procédure à suivre) et de celui du Receveur provincial qui ne peut être inférieur à quatre jours ouvrables (article 80 h du décret).

Il faut noter que l'article 37, § 1^{er}, alinéa 2 du décret prévoit que, sauf dispositions contraires expresses, ce qui est le cas ici, le receveur doit émettre un avis ou procéder au visa d'un engagement dans un délai de quatre jours à dater de la réception du document ou du dossier.

A défaut de réponse du receveur dans le délai, l'avis ou le visa est réputé favorable.

En outre, l'inventaire du contentieux judiciaire en cours sera également joint au projet de budget soumis au conseil provincial.

La même procédure sera appliquée à toutes les modifications budgétaires ultérieures.

II.3. Nouvelle comptabilité provinciale

La mise en œuvre de la comptabilité patrimoniale, avec bilan et compte de résultat a débuté en 2003, sauf dérogation (2002).

Le bilan de départ doit être réalisé au plus tard lors de la présentation des comptes de l'exercice de démarrage de la N.C.P. Je demanderai instamment aux autorités provinciales de me le faire parvenir dès réalisation.

II.4. Crédits provisoires

Il s'agit de crédits permettant uniquement d'effectuer les dépenses ordinaires obligatoires pour lesquelles un crédit exécutoire était inscrit au budget de l'exercice précédent en l'absence de budget (art. 14 de l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant règlement général de la comptabilité provinciale).

L'adoption du budget à la date légale permettrait à la province de disposer des crédits indispensables à son fonctionnement dès le début de l'exercice.

Lorsqu'à la suite de circonstances particulières, le budget n'a pas encore été arrêté définitivement au 1^{er} janvier de l'exercice, force est de recourir à des crédits provisoires (douzièmes provisoires). Si le budget n'a pas encore été voté, ces crédits ne peuvent excéder, par mois écoulé ou commencé, le douzième des dépenses ordinaires obligatoires de l'exercice précédent. Si le budget est voté, ils ne peuvent excéder le douzième de l'exercice en cours ou s'il est moins élevé, le douzième du crédit budgétaire de l'exercice précédent. Ces limitations ne sont pas applicables aux dépenses relatives à la rémunération du personnel et au paiement des primes d'assurances et des taxes.

Dans le cas où le budget n'a pas encore été voté, le conseil provincial doit expressément statuer et prendre une délibération particulière concernant le recours aux crédits provisoires. Une telle décision doit être explicitement motivée par référence auxdites circonstances particulières; le simple constat que le budget n'est pas voté ne constitue pas une motivation suffisante. Il convient de ne voter qu'un seul douzième à la fois.

Les résolutions portant de tels crédits provisoires sont soumises à la tutelle générale d'annulation en vertu des articles 12 et 13 du décret du Conseil régional wallon du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne.

II.5. Modifications budgétaires

Comme indiqué au point II.1, il m'apparaît évident, dans l'intérêt même de l'institution provinciale, que la dernière modification budgétaire doit être transmise dans un délai susceptible de permettre l'exercice de la tutelle.

L'exécution des données contenues dans ce document pourra ainsi se faire durant l'année budgétaire, ce qui démontre une bonne gestion des deniers publics.

Un tableau récapitulatif des recettes et dépenses sera joint à toute modification de cours d'exercice, adapté sur la base des éléments de la modification concernée.

Les principes évoqués pour le budget initial sont également applicables aux modifications budgétaires.

II.6. Perception des recettes

J'attire votre attention sur la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux fiscal (*Moniteur belge* du 27 mars 1999), en particulier sur ses articles 91 à 95, et sur l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale (*Moniteur belge* du 22 avril 1999).

En vertu de cette réglementation, le Gouverneur est seul compétent, en tant qu'autorité administrative, pour statuer, au premier degré, sur les réclamations concernant une taxe provinciale. La décision prise peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

Je vous rappelle également qu'en vertu, notamment, de l'article 4 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, les droits établis dans les rôles sont comptabilisés aux recettes de l'exercice au cours duquel lesdits rôles sont rendus exécutoires. J'insiste sur l'intérêt de rendre les rôles de taxes exécutoires dans le courant de l'exercice auquel ils se rattachent. En effet, cette manière de procéder assure à la province une prise en compte équilibrée d'année en année de l'ensemble de ses recettes fiscales.

II.7. Placements

Je porte à l'attention des autorités provinciales, en l'occurrence les députations permanentes, que je ne m'oppose pas à ce qu'elles pratiquent des placements de fonds en S.I.C.A.V. dans la mesure où ces placements seraient couverts par un contrat de garantie concomitant à l'acquisition de fonds en S.I.C.A.V. Dans ce cadre, il ne s'agit plus de placements à risque (taux minimum garanti) et il n'y a aucune raison de s'y opposer en principe.

Un placement en S.I.C.A.V. muni d'un rating AAA est également ouvert, dans la mesure de l'absence totale de risque.

L'émission de billets de trésorerie doit aussi se pratiquer avec prudence.

II.8. Informatique

Les provinces veilleront à adapter progressivement leurs systèmes informatiques de manière à faciliter la transmission bilatérale d'informations avec la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne.

Idéalement et pour autant que de besoin, un plan cohérent et structuré d'informatisation de l'administration provinciale doit être élaboré.

II.9. Décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne

En vertu de l'article 16, § 2, du décret, les documents budgétaires sont soumis à la tutelle spéciale. Le budget n'est exécutoire que pour autant que ma décision d'approbation ait été notifiée aux autorités provinciales.

J'attire l'attention des provinces sur certaines modalités fonctionnelles à respecter dans le cadre du décret organisant la tutelle.

- En ce qui concerne les budgets et modifications budgétaires et les transferts de crédits de dépenses, les autorités provinciales veilleront à m'en adresser trois exemplaires (rue des Brigades d'Irlande 2, à 5100 Jambes) (mise en application de l'article 17 du décret);

- Il conviendra également de communiquer le document budgétaire et les annexes disponibles sur support informatique (en un exemplaire) suivant le format défini par le protocole de transfert communiqué aux sociétés informatiques concernées. Cette exigence vaut également pour toutes les modifications budgétaires;

- Ces documents budgétaires devront être accompagnés de toutes les pièces justificatives (en un seul exemplaire) permettant leur analyse complète préalable à leur approbation, notamment la délibération in extenso du conseil provincial (mise en application des articles 3 et 4 du décret).

II. 10. Décret organisant les provinces

Le décret du 12 février 2004 organisant les provinces régit dorénavant l'organisation des provinces.

La loi provinciale du 30 avril 1836 est abrogée, à l'exception de certains articles (concernant par exemple l'intervention de la Cour de Comptes, les pensions de retraite et de survie ...).

Des dispositions importantes du décret se trouvent développées au point II.2.b.

III. BUDGET ORDINAIRE

Le service ordinaire comprend l'ensemble des recettes et des dépenses qui se produisent au cours de chaque exercice financier et qui assurent à la province des revenus et un fonctionnement réguliers, en ce compris le remboursement périodique de la dette.

III.1. Recettes

III.1.a. Financement général des provinces

Les modalités du calcul du financement, revues et fixées dans les décrets du 21 mars 2002 organisant le partenariat et le financement général des provinces et dans leur arrêté d'exécution du 26 septembre 2002, régissent le contrat de partenariat 2004-2006.

En outre, il est recommandé que les actions provinciales additionnelles, à savoir des actions allégeant directement les charges des communes notamment par la participation provinciale au financement et à la gestion des services d'incendie, atteignent 9 % de la dotation du Fonds des provinces en 2005.

L'indice de juillet 2004 servant au calcul de l'indexation à appliquer (augmentation par rapport à juillet 2003), celle-ci peut être estimée à 2,41 % (115,30/112,59).

Les méthodes de valorisation des actions provinciales seront déterminées en accord avec les représentants des provinces.

III.1.b. Fiscalité

Le Gouvernement wallon, dans le contrat d'avenir, s'est engagé à préserver l'intérêt général, qui commande que la politique fiscale de la province s'intègre dans le cadre plus global de l'ensemble des fiscalités qui pèsent sur les entreprises et les citoyens. Il convient dès lors que les provinces, comme les autres niveaux de pouvoirs, veillent à pratiquer des politiques cohérentes et raisonnables et que l'effort financier demandé aux contribuables conserve un caractère de juste participation à la vie de la Région.

Les recommandations du Gouvernement wallon du 13 juin 2002 concernant la non-augmentation des taxes existantes et la non-crédation de taxes nouvelles sont toujours d'application.

Les engagements du Gouvernement sur la compensation de l'impact fiscal négatif pour les provinces de décisions prises au niveau régional le sont également.

Je souhaite que les conseils provinciaux poursuivent leur collaboration à la paix fiscale lors de l'exercice 2005 et apportent aux textes les modifications nécessitées par la législation.

Le mode de calcul à employer pour les centimes additionnels au précompte immobilier est le suivant :

Revenu cadastral imposé pour l'exercice 2003 (à fournir par l'Administration du cadastre) : euros	(A)
Taux des additionnels de 2003 :	..... (B)
Montant des enrôlements pour l'exercice 2003 (à fournir par l'administration des contributions directes) : euros	..... (C)
Revenu cadastral imposé pour 2002 : euros	..... (D)
Prévision des enrôlements de 2005 pour un centime additionnel	(E)
A x C : euros	.....
B x D	(F)
Taux des additionnels de 2005 :	.....
Prévision de la recette précompte immobilier (taux 2005 - base 2003)	(G)
E x F : euros	.....

L'article 518 du CIR prévoit l'indexation des revenus cadastraux avant application du précompte immobilier. La majoration de recette peut être estimée à 4,2 % pour l'exercice 2005 par rapport à l'exercice 2003 (sur base des montants de référence à l'indice 2003). La prévision à porter au budget 2005 équivaut donc à $G \times 1,042$ (Prévision).

Si une province dispose déjà, au moment de la confection de son budget 2005, des renseignements lui permettant de calculer la prévision budgétaire 2005 sur base du revenu cadastral imposé pour l'exercice 2004 et sur base du montant des enrôlements de l'exercice 2004, elle doit remplir la formule de calcul avec les renseignements les plus récents (exercice 2004 aux lignes A, B, et C et exercice 2003 à la ligne D) et tenir compte d'un pourcentage d'indexation de 2,7 % pour l'exercice 2005 par rapport à l'exercice 2004 (montants à l'indice 2004).

A toutes fins utiles, il est recommandé de s'assurer de la correcte adaptation des règlements concernant la taxation des activités classées à la nouvelle nomenclature découlant du permis d'environnement.

J'attire également l'attention des provinces sur la nécessité de revoter l'ensemble de leurs règlements taxes et d'en assurer la publicité avant le 31 décembre 2004 et ce, conformément aux dispositions légales applicables en la matière (article 101 du décret organisant les provinces wallonnes du 12 février 2004).

III.1.c. Enregistrement de recettes

Le R.G.C.P. énonce clairement que la députation permanente est seule compétente pour établir les droits à recette. Un droit à recette est constitué par toute somme due à la Province de manière certaine par un tiers, au cours d'un exercice donné.

L'article 44 de l'arrêté royal du 2 juin 1999 contient les dispositions techniques nécessaires au bon enregistrement des droits constatés.

III.2. Dépenses

III.2.a. Dépenses de personnel

La Révision générale des barèmes a trouvé son aboutissement en 2000.

L'évaluation des crédits doit tenir compte de l'effectif prévisible pour l'année budgétaire, des évolutions de carrières et des mouvements naturels du personnel (mises à la retraite, démissions, engagements, etc.) ainsi que des conséquences de la mise en oeuvre de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi.

Par ailleurs, j'insiste pour que, sur la base d'un plan de formation, vous prévoyiez les crédits nécessaires destinés à assurer la carrière et la mise à niveau du personnel.

Une indexation de 2 % peut être prévue par rapport aux rémunérations de juillet 2004.

En plus du tableau du personnel, une note reprendra le plan d'embauche et de promotion de l'année en cours. Ceci permettra une gestion prévisionnelle affinée et une parfaite information des conseillers.

En outre, un tableau dont modèle en annexe mettra en exergue le personnel affecté aux cabinets (nombre de personnes, grades et dépenses y affectées).

Des tableaux similaires concerneront les organismes extérieurs aux provinces (A.S.B.L., intercommunales...).

Enfin, il convient de tenir compte du taux de cotisation communiqué par l'O.N.S.S.A.P.L. pour les agents soumis au régime commun des pensions des pouvoirs locaux.

III.2.b. Dépenses de fonctionnement

Bien que les dépenses de fonctionnement reflètent l'évolution du coût de la vie, j'incite à la stabilisation de leur part relative dans le total des dépenses ordinaires.

Sans préjudice de l'article 10 de l'arrêté royal du 2 juin 1999 précité, la technique des transferts de crédits en dépenses (article 40 du décret organisant les provinces wallonnes) ne pourra être utilisée dans le but de contourner cette jurisprudence restrictive. Ces transferts requièrent mon approbation.

J'attire l'attention des mandataires sur la possibilité offerte par l'article 10 du R.G.C.P. qui permet d'éviter la notion de dépassement de crédits de dépenses en permettant la globalisation dans une même "enveloppe" de crédits de dépenses obligatoires pour autant que ceux-ci reprennent les trois mêmes premiers chiffres pour le code fonctionnel et les deux mêmes premiers chiffres pour le code économique. Cette nouvelle possibilité évite également au Conseil de trop fréquentes modifications budgétaires.

Dans le cadre des décisions prises par le Gouvernement wallon le 13 juin 2002, je recommande aux autorités provinciales de prévoir l'inscription d'un crédit concernant les actions provinciales additionnelles, à savoir des actions allégeant directement les charges des communes notamment par la participation provinciale au financement et à la gestion des services d'incendie. Dans le cadre du décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat et le financement général des provinces wallonnes, et de la tranche partenariale de 20 % du Fonds des provinces, il est recommandé que ces actions atteignent 9 % de la dotation du Fonds des provinces en 2005.

La circulaire du 12 juin 2003 relative à la participation des provinces au financement et à la gestion des services incendie détaille certaines modalités techniques (inscription budgétaire, création d'une régie provinciale autonome, création d'un organe consultatif).

III.2.c. Dépenses de transfert

Il y a lieu d'entendre par subvention toute contribution, avantage ou aide, quelle qu'en soit la forme ou la dénomination, en ce comprises les avances de fonds récupérables consenties sans intérêt, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, à l'exclusion toutefois des prix décernés aux savants et aux artistes pour leurs œuvres.

Dans la situation actuelle des finances publiques, il va de soi que les institutions qui tirent leurs ressources des provinces, doivent, elles aussi, veiller à mener une politique de stricte économie. Je vise notamment ici les intercommunales et les A.S.B.L.

Par ailleurs, je rappelle l'insécurité juridique qui caractérise les relations avec une association de fait ainsi que le fait qu'il n'y a pas de droit subjectif à recevoir des subventions.

Les obligations de la province concernant les régies, intercommunales, A.S.B.L. et associations diverses sont indiquées au point II.2 b. de la présente circulaire notamment.

Je rappelle que les stipulations de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi de certaines subventions sont de stricte application.

III.2.d. Dépenses de dette

J'insiste pour que le tableau annexé au budget et relatif à l'évolution de la dette provinciale soit le plus fiable et le plus complet possible. Dans ce but, il convient d'y intégrer les données - les plus récentes possibles par rapport à la date de vote du budget - en provenance de tous les organismes financiers auprès desquels la province a contracté des emprunts. Il convient également d'y faire figurer tous les emprunts à contracter découlant des programmes antérieurs conjointement au programme prévu pour l'exercice budgétaire concerné.

III.2.d.1. Stabilisation de la charge de la dette

Je précise qu'il n'y a stabilisation de la charge de la dette que pour autant que les charges complètes d'intérêts et d'amortissement (estimation prévisionnelle puisqu'il n'y a généralement pas d'amortissement l'année où l'emprunt est contracté) des emprunts contractés en 2005 n'excèdent pas la moyenne arithmétique des charges complètes d'intérêts et d'amortissement des emprunts venus à échéance au cours des 5 années précédant l'année de référence du budget (afin d'éviter la référence à un seul exercice qui pourrait s'avérer exceptionnellement faible ou important).

La technique ci-avant explicitée permet d'éviter l'augmentation exponentielle ("effet boule de neige") connue par la dette de l'Etat et de certaines grandes villes.

Afin d'éviter de juger la stabilité de la charge de la dette au travers de cette seule règle mathématique, il conviendra de tenir à jour un tableau reprenant, par exercice, les montants qui ont servi à l'autofinancement du service extraordinaire ainsi que les montants affectés à des remboursements anticipés d'emprunts (soit sur boni extraordinaire, soit par transfert direct de service, soit par prélèvement via un fonds de réserve).

Je précise clairement qu'il conviendra de bien distinguer les autofinancements et remboursements anticipés pratiqués hors dividendes exceptionnels des opérations DEXIA de ceux pratiqués au moyen de ces dividendes exceptionnels des opérations DEXIA.

Par ailleurs, j'attire tout particulièrement l'attention sur le danger de comprendre le principe de stabilisation de la charge de la dette de façon trop restrictive. Une comparaison qui se ferait strictement au niveau des charges nominales pourrait, à terme, aboutir à une augmentation importante de la dette réelle de la province qui pourrait avoir des conséquences néfastes en cas de hausses des taux.

Cette stabilisation reste un objectif que les provinces doivent s'efforcer d'atteindre.

III.2.d.2. Leasing

Les charges périodiques de leasing doivent être imputées aux fonctions concernées, en dépenses ordinaires de dette.

En outre, la décision de souscription d'un leasing doit être prévue au service extraordinaire (voir point IV.4).

Par ailleurs, les charges du leasing devront être prises en considération dans le cadre de la stabilisation de la charge de la dette et du tableau d'évolution de la dette.

Je rappelle que le leasing est soumis à la réglementation sur les marchés publics.

III.2.d.3. Garanties d'emprunt

Les provinces annexeront à leur budget une liste complète des garanties qu'elles ont accordées (bénéficiaire, organisme prêteur, montant, durée de validité, totalisation des garanties, etc.). Ces décisions sont soumises à approbation.

III.2.d.4. Rééchelonnements d'emprunts

La notion de rééchelonnement vise la modification des conditions d'un emprunt contracté (taux, durée, etc.) qui continue à exister, non la suppression d'un emprunt et son remplacement par un autre (par exemple).

Les décisions sont également soumises à approbation.

Je rappelle également que les marchés d'emprunts sont soumis à la législation sur les marchés publics.

III.2.d.5. Charge des nouveaux emprunts

Les provinces inscriront au budget une prévision de charges d'intérêts (il n'y a pas d'amortissement à prévoir la première année) correcte en fonction de l'évolution des taux applicables et équivalente :

- A six mois pour les nouveaux emprunts à contracter au cours de l'exercice pour des investissements non subsidiés;

- A trois mois pour les nouveaux emprunts à contracter au cours de l'exercice pour les investissements subsidiés.

IV. BUDGET EXTRAORDINAIRE

IV.1. Généralités

Le service extraordinaire du budget comprend l'ensemble des recettes et des dépenses qui affectent directement et durablement l'importance, la valeur ou la conservation du patrimoine provincial, à l'exclusion de son entretien courant. Il comprend également les subsides et prêts consentis à cette même fin, les participations et placements de fonds à plus d'un an ainsi que les remboursements, anticipés de la dette.

Je souhaite que les autorités provinciales évitent de créer des articles globalisant un ensemble d'investissements divers sous un libellé très général. S'il n'est pas possible d'agir autrement, il conviendrait qu'une annexe accompagne l'article concerné en précisant les divers investissements y regroupés.

Par ailleurs, dans tous les cas, la recherche de subventions doit être mise en œuvre avant que des projets ne soient envisagés.

Une circulaire relative aux modalités à respecter en matière de vente et d'acquisition de biens immobiliers vous sera transmise ultérieurement.

IV.2. Programme triennal des travaux 2004-2006

Je vous renvoie aux instructions relatives au programme triennal des travaux et qui ont fait l'objet de la circulaire du 24 octobre 2003 à l'adresse des autorités provinciales.

IV.3. Marchés publics

Tant que les crédits nécessaires et suffisants n'auront pas été prévus au budget et n'auront pas été définitivement approuvés, les autorités provinciales s'abstiendront d'adjuger des travaux ou des fournitures, de confier des études à des auteurs de projet ou de contracter des emprunts conformément au R.G.C.P.

J'attire votre attention sur les problèmes que peuvent engendrer des adjudications réalisées en fin d'exercice.

Quant à l'application de la réglementation en matière de marchés publics, je vous rappelle que la circulaire du 27 mars 1997 vous invitait à adresser à la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne les questions pratiques que vous rencontrez, lesquelles seront soumises à un groupe de travail technique.

Je vous rappelle, comme déjà indiqué pour les emprunts au point III. 2.d.4 et pour le leasing, au point III. 2.d.2, que toute une série de services financiers tombent sous l'application de la législation sur les marchés publics. Je vous renvoie à ce sujet à la circulaire du Premier Ministre du 3 décembre 1997 sur la matière (*Moniteur belge* du 13 décembre 1997).

IV.4. Investissement par leasing

Les investissements financés par leasing doivent figurer au budget extraordinaire.

La procédure de souscription d'un leasing est exactement similaire à celle d'un emprunt traditionnel.

Les charges périodiques de leasing figurent au budget ordinaire (voir point III.2.d.2.).

V. MAITRISE DU DEFICIT BUDGETAIRE

V.1. Plans d'assainissement, de gestion ou contrats d'accompagnement

Je rappelle les termes des circulaires du 31 octobre 1996 d'un de mes prédécesseurs relatives, d'une part, aux prêts d'aide extraordinaire à long terme et, d'autre part, aux prêts, dits de soudure, octroyés dans le cadre du compte "CRAC" ainsi que de sa circulaire du 10 mai 1999 relative aux dépenses de personnel des communes émergeant au compte précité.

En cas d'accès à ce compte, le Centre régional d'aide aux Communes (allée du Stade 1, à 5100 Namur - 081/32 71 11 Fax. 081/32.71.91 - e-mail : crac@skynet.be) doit obligatoirement être associé aux travaux d'élaboration des documents budgétaires et il convient de lui communiquer tous les documents susceptibles de lui être utiles dans l'exercice de ses missions.

De même, le plan de gestion ou d'assainissement doit être réactualisé chaque fois qu'il échet et ce dans le cadre des travaux budgétaires et, bien entendu, également en collaboration avec le Centre précité.

Par ailleurs, toute province peut me solliciter pour demander une étude du Centre précité, soit sur un point particulier de gestion financière, soit sur l'étude budgétaire globale.

Pour ce qui concerne plus particulièrement les dépenses de personnel, toutes les décisions d'engagement, de promotion et/ou de remplacement qui seront prises, tant dans le cadre des prévisions budgétaires qu'en cours d'exercice, devront être soumises au Centre précité en vue de pouvoir obtenir mon aval. Cependant, à l'inverse, pour les remplacements en cours d'exercice, non programmés par la prévision budgétaire, mon aval ne sera requis que si le crédit initialement prévu s'avère insuffisant.

Enfin, dans un souci de cohérence par rapport aux actions menées en cette matière par mes collègues, les engagements qui seront réalisés dans le cadre d'un programme de résorption du chômage et de mise au travail des jeunes ne seront pas soumis à une autorisation de ma part. Cependant, les crédits de dépenses suffisants devront être exécutoires préalablement à tout engagement; si les crédits inscrits s'avèrent être insuffisants, il conviendra de les adapter antérieurement à toute entrée en service.

Une attention particulière sera portée aux crédits de transfert, d'une part, afin que l'évolution de ces subventions aux organismes para-provinciaux soit maîtrisée et, d'autre part, en vue d'obtenir de chacun de ceux-ci une participation maximale à l'effort de maîtrise entrepris par la province.

En matière de recettes, dans le cadre particulier des provinces en difficulté financière, j'insiste pour que le nécessaire soit fait afin de rendre exécutoires les rôles des taxes au plus tôt, soit dans l'exercice budgétaire concerné sauf le cas de taxes particulières qui nécessitent la collecte de données en fin d'exercice.

V.2. Règle du tiers boni

La règle du tiers boni est un signal d'alerte devant une situation financière en voie de dégradation.

Respecte la règle du tiers boni la province dont le budget de l'exercice x présente à son exercice proprement dit un mali qui est inférieur au tiers du montant constitué du boni présumé au 31 décembre x-1 majoré du fonds de réserve ordinaire sans affectation spéciale existant au 31 décembre x-1.

Exemple : boni présumé = euros 800.000

fonds de réserve ordinaire sans affectation = euros 100.000

tiers boni = euros 300.000

Si le mali de l'exercice proprement dit est de euros 299.999, au maximum, la province respecte la règle du tiers boni.

Lorsque le déficit présenté à l'exercice proprement dit du budget ne respecte pas cette règle du tiers boni, il importe que le conseil provincial mène une réflexion en profondeur sur les causes du déficit constaté et les moyens d'y remédier dans le futur, afin d'assurer la pérennité financière de l'institution dont le conseil provincial a la charge.

Les éléments constitutifs du budget pour ordre seront annexés au budget, avec les montants correspondants.

Je vous remercie de l'attention que vous réserverez à la présente.

La présente circulaire sera publiée au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 octobre 2004

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Vos correspondants :

Direction Générale des Pouvoirs Locaux - tél. 081-32 37 01 - fax 081-30 90 93.

Division des provinces et des entreprises publiques - tél. 081-32 37 11 - fax 081-32 32 27.

PP.Mouzelard@mrw.wallonie.be

R.Jansemme@mrw.wallonie.be

R.Mariavelle@mrw.wallonie.be

Annexe
CABINETS

Service d'origine des agents concernés	Nombre d'agents concernés par grade et régime (contrat ou statut), et descriptif de la fonction exercée (noms et prénoms)	Coût annuel (incluant salaire ou sursalaire, indemnités-frais, avantages en nature et les éventuels remplacements consécutifs aux détachements)
	A : B : C : D : E :	

AGENDA'S — ORDRES DU JOUR
BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[2004/18142]

Plenaire vergadering
Agenda

Woensdag 20 oktober 2004, om 9 u. 30 m. en om 15 u. 30 m.

(Zaal van de plenaire vergaderingen, Lombardstraat 69)

1. Benoeming van het vast bureau.
2. Onderzoek van de geloofsbriefen van opvolgers.
3. Interpellaties.

Interpellatie van de heer Jacques Simonet tot de heer Charles Picqué, Minister-Président van de Regering, betreffende « de houding van de Brusselse Regering in het vooruitzicht van de onderhandelingen over de Staatshervorming ».

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2004/18142]

Séance plénière
Ordre du jour

Mercredi 20 octobre 2004, à 9 h 30 m et à 15 h 30 m

(Salle des séances plénières, rue du Lombard 69)

1. Nomination du bureau définitif.
2. Vérification des pouvoirs de suppléants.
3. Interpellations.

Interpellation de M. Jacques Simonet à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « l'attitude du Gouvernement bruxellois en vue des prochaines négociations institutionnelles ».

Interpellatie van Mevr. Brigitte De Pauw tot Mevr. Françoise Dupuis, Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Stedenbouw, betreffende « 300 extra woongelegenheden tegen sociale prijzen ».

Toegevoegde interpellatie van de heer Mohamed Daif, betreffende « de problematiek van de huisvesting in het Brussels Gewest ».

Toegevoegde interpellatie van Mevr. Nathalie Gilson, betreffende « het beleid inzake woningaanbod ».

Toegevoegde interpellatie van de heer Vincent De Wolf, betreffende « het huisvestingsbeleid ».

4. Mondelinge vragen.

Mondelinge vraag van de heer Joël Riguelle aan de heer Benoît Cerexhe, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende « het Congrespaleis ».

Mondelinge vraag van de heer Denis Grimberghs aan de heer Pascal Smet, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken, betreffende « de aankondiging van een staking bij de MIVB op 22 oktober 2004 ».

5. Dringende vragen (*).

6. Naamstemmingen (**).

Over de moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Didier Gosuin tot de heren Charles Picqué, Minister-President van de Regering; Benoît Cerexhe, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, en Mevr. Evelyne Huytebroeck, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid, betreffende « de uitbreiding van DHL op de luchthaven van Brussel Nationaal », de toegevoegde interpellatie van de heer Rudi Vervoort, betreffende « de uitbreiding van het bedrijf DHL op de luchthaven Brussel Nationaal, de toegevoegde interpellatie van de heer Denis Grimberghs, betreffende « de nachtvluchten boven het Brussels grondgebied na de mogelijke uitbreiding van de activiteiten van DHL in het licht van het regeerakkoord » en de toegevoegde interpellatie van de heer Yaron Pesztat, betreffende « de eventuele uitbreiding van de nachtactiviteiten van het koerierbedrijf DHL ».

(*) Om 15 u. 30 m.

(**) Vanaf 17 uur.

Interpellation de Mme Brigitte De Pauw à Mme Françoise Dupuis, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement et de l'Urbanisme, concernant « trois cents logements supplémentaires à des prix sociaux ».

Interpellation jointe de M. Mohamed Daif, concernant « la problématique du logement en Région bruxelloise ».

Interpellation jointe de Mme Nathalie Gilson, concernant « la politique d'offre de logements ».

Interpellation jointe de M. Vincent De Wolf, concernant « la politique du logement ».

4. Questions orales.

Question orale de M. Joël Riguelle à M. Benoît Cerexhe, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente, concernant « le Palais des Congrès ».

Question orale de M. Denis Grimberghs à M. Pascal Smet, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics, concernant « l'annonce d'une grève à la STIB le 22 octobre 2004 ».

5. Questions d'actualité (*).

6. Votes nominatifs (**).

Sur les ordres du jour déposés en conclusion de l'interpellation de M. Didier Gosuin à MM. Charles Picqué, Ministre-President du Gouvernement, Benoît Cerexhe, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente, et Mme Evelyne Huytebroeck, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, concernant « l'extension de DHL à l'aéroport de Bruxelles-National », l'interpellation jointe de M. Rudi Vervoort concernant « l'extension de la société DHL sur le site de l'aéroport de Bruxelles-National », l'interpellation jointe de M. Denis Grimberghs concernant « de survol aérien du territoire bruxellois suite à l'extension éventuelle des activités de DHL au regard de l'accord de Gouvernement » et l'interpellation jointe de M. Yaron Pesztat concernant « l'extension éventuelle de l'activité nocturne de la société de courrier express DHL ».

(*) A 15 h 30 m.

(**) A partir de 17 heures.

VERENIGDE VERGADERING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[2004/18143]

Plenaire vergadering

Agenda

Donderdag 21 oktober 2004, om 11 uur

(Zaal van de plenaire vergaderingen, Lombardstraat 69)

1. Installatie van de verenigde vergadering.

2. Interpellatie.

— Interpellatie van Mevr. Dominique Braeckman tot de heren Guy Vanhengel en Benoît Cerexhe, leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, en de heer Pascal Smet en Mevr. Evelyne Huytebroeck, leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, betreffende « de dringende medische hulp aan mensen die hier illegaal verblijven ».

3. Dringende vragen (*).

(*) Om 11 u. 30 m.

ASSEMBLEE REUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2004/18143]

Séance plénière

Ordre du jour

Jeudi 21 octobre 2004, à 11 heures

(Salle des séances plénières, rue du Lombard 69)

1. Installation de l'assemblée réunie.

2. Interpellation.

— Interpellation de Mme Dominique Braeckman à MM. Guy Vanhengel et Benoît Cerexhe, membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de la Santé, et M. Pascal Smet et Mme Evelyne Huytebroeck, membres du Collège réuni, compétents pour la Politique d'Aide aux Personnes, concernant « l'aide médicale urgente aux personnes en situation irrégulière ».

3. Questions d'actualité (*).

(*) A 11 h 30 m.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)
Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

Gemeente De Haan

Bijzonder plan van aanleg. — Bekendmaking openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996, brengt ter kennis van de bevolking dat het ontwerp van bijzonder plan van aanleg « Winkelcentrum West », omvattende een plan van de bestaande toestand (d.d. 5 augustus 2004), een bestemmingsplan (d.d. 5 augustus 2004), een nota met stedenbouwkundige voorschriften (d.d. 5 augustus 2004) en een toelichtingsnota (d.d. 5 augustus 2004), opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in zitting van 2 september 2004, in het gemeentehuis voor eenieder ter inzage ligt, gedurende een termijn van dertig dagen, hetzij van 27 oktober tot en met 25 november 2004, iedere werkdag van 8 tot 12 uur, 's zaterdags uitgezonderd.

Al wie omtrent dat plan bezwaren of opmerkingen te maken heeft, dient deze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen ter kennis te brengen vóór het einde van de termijn van ter inzagelegging, hetzij uiterlijk op 25 november 2004, te 16 uur. (33347)

Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIÉTÉS

**Babychou, naamloze vennootschap,
Hundelgemsesteenweg 1056A, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 112533 — BTW 412.838.532

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op donderdag 4 november 2004, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2004. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. Zich schikken naar de statuten. (33348)

**« Intergrow Seeds », naamloze vennootschap,
Venecolaan 7, 9880 Aalter**

BTW 432.891.697

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal plaats hebben te 8000 Brugge, Lauwerstraat 27, in het kantoor van de notaris Henry Van Caillie, op woensdag 27 oktober 2004, om 11 u. 30 m, met volgende agenda :

1. Lezing en onderzoek van de volgende stukken en verslagen.
 - a) het verslag van de raad van bestuur inzake de fusie;
 - b) het fusievoorstel.

2. Fusiebesluit waarbij de N.V. Segakor Fyto, Torhoutstraat 42, te 8610 Kortemark, wordt overgenomen door de N.V. « Intergrow Seeds », voormeld, tegen de voorwaarden bepaald in het fusievoorstel en het verslag van de raad van bestuur.

3. Machtiging te verlenen aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de genomen beslissingen.

Om deze vergadering bij te wonen of om er zich te laten vertegenwoordigen moeten de aandeelhouders zich schikken naar de voor-
schriften van de statuten.

(33349)

De raad van bestuur.

**Investpa, naamloze vennootschap,
Berlaars 3, 9991 Adegem**

Ondernemingsnummer 0458.509.003

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 28 oktober 2004, te 18 uur, in de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Bespreking balans en resultatenrekening per 31 december 2003. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Divers. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (33350)

**Lemaire Electronics, société anonyme,
avenue des Croix de Guerre 94, 1120 Bruxelles**

Numéro d'entreprise 0452.619.420

L'assemblée générale se réunira le 28 octobre 2004, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels pour l'exercice clôturé au 30 juin 2004. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (33351)

**Scierie Dupont et fils, société anonyme, à Marchin,
bois de Gœsnes 3, 4570 Marchin**

Numéro d'entreprise 0415.254.327

L'assemblée générale se réunira au siège social, le 28 octobre 2004, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2004. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation des résultats. 5. Décès d'un administrateur. 6. Divers. (33352)

**Cash Papier, société anonyme,
chaussée de Tirlemont 99, 4520 Wanze**

Numéro d'entreprise 0428.248.961

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 28 octobre 2004, à 18 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 16 des statuts. (33353)

**Société internationale de Gestion et de Gérance,
en abrégé : « S.I.G.G. », société anonyme,
rue de Laeken 95, 1000 Bruxelles**

Numéro d'entreprise 0415.498.609

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 28 octobre 2004, à 12 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (33354)

Michel 2, société anonyme,
passage Lemonnier 44, 4000 Liège
 Numéro d'entreprise 0450.485.222

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 28 octobre 2004, à 20 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (33355)

Hooijer, société anonyme,
rue des Chardons 31-33, 1030 Bruxelles
 Numéro d'entreprise 0422.433.416

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 28 octobre 2004, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 30 avril 2004.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Rémunération des administrateurs.
6. Divers. (33356)

S. Tecnicos, société anonyme,
place du Châtelain 35, 1050 Bruxelles
 R.P.M. Bryxelles 0451.028.422

Convocation

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude du notaire Lucas Boëls, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, chaussée de Charleroi 74-76, le 28 octobre 2004, à 14 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration conformément à l'article 560 du Code des sociétés sur la réunification des catégories de parts sociales. Proposition de réunir toutes les parts sociales en une seule catégorie qui seront désormais dénommées « actions » et de supprimer l'article 6 des statuts relatif aux engagements pris par la société dans le cadre des arrêtés royaux numéros 5 et 150 des 9 mars et 30 décembre 1982.

2. Augmentation du capital à concurrence de treize mille sept cent vingt-quatre euros quarante-sept cents (13.724,47 EUR), pour le porter de quarante-huit mille sept cent septante-cinq euros cinquante-trois cents (48.775,53 EUR) à soixante-deux mille cinq cents (62.500,00 EUR), par la création de six mille sept cent nonante-sept (6.797) actions sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir de leur souscription.

Les actions nouvelles seront souscrites au pair en espèces et entièrement libérées.

3. Décision à prendre concernant le droit de préférence.
4. Souscription et libération des actions nouvelles.
5. Constataion de la réalisation effective de l'augmentation de capital.
6. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions à prendre et pour le remplacer par le texte suivant :

« Le capital est fixé à soixante-deux mille cinq cents euros.

Il est représenté par trente mille neuf cent quatre-vingts actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/trente mille neuf cent quatre-vingtième de l'avoir social. »

7. Confirmation du mandat des administrateurs.

8. Proposition de refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires doivent effectuer de dépôt de leurs titres au siège social, cinq jours francs avant la date fixée pour cette assemblée, conformément aux statuts.

(33357)

Le conseil d'administration.

Mastro, société anonyme,
rue A. Levallée 64, 1080 Bruxelles

R.P.M. 0474.415.617

Assemblée générale ordinaire le 5 novembre 2004, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (33358)

Adamantis, naamloze vennootschap,
Alfons Servaislei 84, 2900 Schoten

H.R. Antwerpen 273885 — BTW 439.188.680

De gewone algemene vergadering van aandeelhouders, jaarvergadering genoemd, wordt bijeengeroepen op 02.11.2004, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking van de jaarrekening per einde boekjaar 30.06.2004. 3. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur. 7. Artikel 96, § 6°. 8. Artikelen 633 en 634. 9. Varia. De aandeelhouders worden gevraagd zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83354)

Bea Center, naamloze vennootschap,
Stalenstraat 211/2, 3600 Genk

H.R. Tongeren 60286 — BTW 428.114.250

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 02.11.2004, om 20 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30.06.2004. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Bezoldigingen. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (83355)

Beheersvennootschap Thema, naamloze vennootschap,
Meerstraat 61, 1852 Grimbergen

H.R. Brussel 549885 — BTW 440.359.412

Jaarvergadering op 02.11.2004, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30.06.2004. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (83356)

Blasco, commanditaire vennootschap op aandelen,
Industriepark, Vliegplein 27, 9990 Maldegem

H.R. Gent 128452 — BTW 420.705.826

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden op 02.11.2004, om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Resultaatbestemming. 2. Goedkeuring der voorgelegde jaarrekening. 3. Kwijting aan de zaakvoerder voor de uitoefening van zijn mandaat. 4. Varia. (83357)

Breigoedfabriek Vercruysse-Duthoit, naamloze vennootschap,**Statiestraat 65A, 8980 Zonnebeke**H.R. Ieper 30308 — BTW 428.203.827
—

Algemene vergadering op maandag 02.11.2004, om 10 uur, op de zetel. — Agenda : Bespreking en goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Diverse. (83358)

Ciges, société anonyme,**rue Vandervelde 26, 7070 Le Rœulx**T.V.A. 437.780.893
—

Assemblée générale statutaire du 21 juin 2004, reportée au 28 octobre 2004. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31.12.2003. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. (83359)

Confiserie Luyts, naamloze vennootschap,**Dorpstraat 55, 2920 Kalmthout**H.R. Antwerpen 252051 — BTW 429.085.834
—

De aandeelhouders worden hier bij uitnodigd tot het bijwonen der gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel : Dorpstraat 55, te 2920 Kalmhout, op dinsdag 02.11.2004, te 20 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30.06.2004. 3. Kwijting aan de bestuurders. (83360)

Denimmo, société anonyme,**chaussée de Namur 168, 5030 Gembloux**RPM Namur 0440.494.618 — T.V.A. 440.494.618
—

Assemblée générale ordinaire le 02.11.2004, à 17 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 30.06.2004. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (83361)

Dhaxley, naamloze vennootschap,**Molenvest 13, 2200 Herentals**Ondernemingsnummer 0436.511.183
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering der aandeelhouders gehouden op de maatschappelijke zetel op 02.11.2004, om 10 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen in de statuten. (83362)

« Egberghs Printing Service », naamloze vennootschap,**Thonissenlaan 5, 3500 Hasselt**H.R. Hasselt 83130 — BTW 454.027.306
—

Algemene vergadering : 02.11.2004, om 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting bestuurders. 5. Varia. (83363)

Fairimmo, naamloze vennootschap,**G. Verwilghensingel 36/7, 3500 Hasselt**H.R. Hasselt 93509
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 02.11.2004, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. artikel 523 Wet. ven. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30.06.2004. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83364)

Ferimmob, société anonyme,**avenue de Manhattan 15, 1380 Couture-Saint-Germain**R.C. Nivelles 544399
—

Assemblée générale ordinaire le 28.10.2004, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration Approbation comptes annuels au 30.06.2004. Affectation résultat. Décharge administrateurs. Poursuite activité. Divers. (83365)

« Focus Research », société anonyme,**avenue des Aubépines 42, 1300 Wavre**R.C. Nivelles 73115 — T.V.A. 449.423.764
—

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 02.11.2004, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport conseil administration. 2. Approbation des comptes annuels au 30.06.2004. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. (83366)

Imar, naamloze vennootschap,**Schouwburgstraat 4, 9000 Gent**

—

Jaarvergadering op 02.11.2004, om 10 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. (83367)

**Immo Bea, naamloze vennootschap,
Stalenstraat 211/2, 3600 Genk**

BTW 0435.601.066 — RPR Tongeren

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 02.11.2004, om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30.06.2004. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Bezoldigingen. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (83368)

**Immo Creditfinance, naamloze vennootschap,
Bredabaan 199, 2930 Brasschaat**

Ondernemingsnummer 0445.682.831

—
Jaarvergadering op 02.11.2004, om 11 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening + bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Varia. (83369)

**Immo SKB, naamloze vennootschap,
Cuylishofstraat 31, 2920 Kalmthout**

RPR Antwerpen — BTW 417.976.661

—
Jaarvergadering op 02.11.2004, om 14 uur, op het zetel. — Agenda : Goedkeuring verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening 30.06.2004. Kwijting bestuurders. Continuïteit. Zich richten naar de statuten. (83370)

**Immosax, société anonyme,
rue du Marais 13, 1000 Brussel-1**

Numéro d'entreprise 0449.850.663

—
Assemblée générale du 28.10.2004, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels. Affectation résultat. Décharge administrateurs. Renouvellement mandats. Divers. (83371)

**Investmoors, naamloze vennootschap,
Kezelberg 9, 8560 Moorsele**

H.R. Kortrijk 120466 — BTW 439.654.478

—
De jaarvergadering zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap op maandag 02.11.2004, om 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31.05.2004. 3. Resultaatbestemming. 4. Ontlasting bestuurders. 5. Diversen. (83372)

**Meldertse Immobiliën, naamloze vennootschap,
Zelemsebaan 116, 3560 Lummen**

Rechtspersonenregister Hasselt 0452.184.702

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 02.11.2004, om 10 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening en bestemming resultaat. 2. Kwijting bestuurders. 3. Ontslag en benoeming bestuurders. 4. Varia. Zich schikken naar de statuten. (83373)

De raad van bestuur.

**Network Inmare, naamloze vennootschap,
Maantjessteenweg 218, 2170 Merksem**

—
Jaarvergadering op 02.11.2004, om 14 uur, op de zetel. — Agenda : Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten per 30.06.2004. Kwijting. Bezoldiging. Ontslag en benoeming. (83374)

**Pipau Services, société anonyme,
rue Try Gray 8, 5651 Thy-le-Château**

R.C. Dinant 42071 — T.V.A. 451.986.841

—
Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 02.11.2004, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels du 01.07.2003 au 30.06.2004. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (83375)

**« Railpaint », naamloze vennootschap,
Westdijk 139, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 64063 — BTW 432.903.773

—
Bijzondere algemene vergadering der aandeelhouders op 29.10.2004, om 9 uur, op de zetel. — Dagorde : Omzetten van aandelen aan toonder naar aandelen op naam. (83376)

**Renova, naamloze vennootschap,
Grote Baan 402, bus 1/1, 3530 Houthalen-Helchteren**

RPR Hasselt — BTW 0423.139.635

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 02.11.2004, om 18 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening en bestemming resultaat. 2. Kwijting bestuurders. 3. Ontslag en benoeming bestuurders. 4. Varia. Zich richten naar de statuten. (83377)

De raad van bestuur.

**« Sobecor Belgium », naamloze vennootschap,
Dellestraat 16, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 91979 — BTW 454.625.241

—
Bijzondere algemene vergadering der aandeelhouders op 29.10.2004, om 14 uur, op de zetel. — Dagorde : Omzetten van aandelen aan toonder naar aandelen op naam. (83378)

**SWK, naamloze vennootschap,
Eedverbondkaai 242, 9000 Gent**

BTW 400.108.568 — RPR Gent

—
Jaarvergadering op 02.11.2004, om 17 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30.06.2004. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. (83379)

**V. Jorion & fils, société anonyme,
rue du Vicinal 19, 7911 Frasnes-lez-Buissenal**

Numéro d'entreprise 0405.611.735

—
Assemblée générale du 02.11.2004, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels. Affectation résultat. Décharge administrateurs. Divers. (83380)

Windsor, naamloze vennootschap,
Appelmansstraat 12-14/4, 2018 Antwerpen-1
 H.R. Antwerpen 333177 — BTW 465.033.242

Jaarvergadering op 02.11.2004, om 17 uur, op de zetel. — Dagorde :
 Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Bestemming
 resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zie statuten. (83381)

D V D Industries, naamloze vennootschap,
Schatting 12, 8210 Zedelgem
 Brugge RPR 0459.288.367

Jaarvergadering op 02/11/2004 om 19 u., op de zetel. Agenda :
 Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2004.
 Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar
 de statuten. (33359)

Akkuraat Burg., naamloze vennootschap,
Thonetlaan 110, 2050 Antwerpen
 Antwerpen RPR 0416.221.555

De jaarvergadering heeft plaats op vrijdag 29 oktober 2004 te
 12.00 uur, ten maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Goedkeuring van de
 jaarrekening en bestemming van het resultaat. 2. Kwijting aan de
 bestuurders. 3. Ontslagen en benoemingen. 4. Diversen Om de verga-
 dering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de
 statuten. (33360)

Leebeek, naamloze vennootschap,
Plezierstraat 22, 9810 Nazareth
 Gent RPR 0434.551.090

Jaarvergadering op 02/11/2004 om 10 u., op de zetel. Agenda :
 Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 30/06/2004. Kwijting
 bestuurders. Bezoldigingen. Rondvraag. Zich richten naar de statu-
 ten. (33361)

Charles Sternotte, naamloze vennootschap,
Zeilstraat 2, 3500 Hasselt
 Hasselt RPR 0421.502.810

Jaarvergadering op 02/11/2004 om 11 u., op de zetel. Agenda :
 Verslag raad van bestuur en de commissaris. Goedkeuring jaarrekening
 per 30/06/2004. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders en de
 commissaris. Ontslagen en benoemingen. Goedkeuring bezoldigingen.
 Rondvraag. (33362)

Pol, naamloze vennootschap,
Markt 20, 2900 Schoten
 Antwerpen RPR 0442.719.282

Jaarvergadering op 02/11/2004 om 20 u., op de zetel. Agenda :
 Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2004. Bestemming resultaat.
 Kwijting bestuurders. Statutaire benoemingen. Rondvraag. Zich richten
 naar de statuten. (33363)

Tecos, naamloze vennootschap,
Verbindingsstraat 8-10, 3053 Haasrode
 Leuven RPR 0424.897.909

Jaarvergadering op 02 november 2004 om 10 uur, op de zetel.
 Dagorde : Jaarverslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per
 30 juni 2004. Aanwending van het resultaat. Kwijting bestuurders.
 Allerlei. (33364)

« Il était une fois », naamloze vennootschap,
Neerhofstraat "Shopping Center", 9600 Ronse
 Oudenaarde RPR 0446.927.203

Jaarvergadering op 2/11/2004 om 16 uur, op de zetel. Agenda :
 Goedkeuring jaarrekening. Bestemming resultaat. Bezoldiging bestuur-
 ders. Ontslag en benoemingen. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich
 richten naar de statuten. (33365)

X.P.B.S., naamloze vennootschap,
Thonetlaan 110, 2050 Antwerpen
 Antwerpen RPR 0472.456.613

De bijzondere algemene vergadering heeft plaats op 29/10/2004 om
 11.00 uur, te 2050 Antwerpen, Thonetlaan 110. Dagorde : 1. Ontslagen
 en benoemingen. 2. Kwijting aan de bestuurders. Om de vergadering
 bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de
 statuten. (33366)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Commune de Braine-l'Alleud

Service Incendie

Recrutement et constitution d'une réserve de recrutement
 au grade de sous-lieutenant professionnel

Les conditions d'admission peuvent être obtenues sur demande
 auprès du service du personnel, tel. : 02-386 05 56 - 02-386 05 43 -
 02-386 05 39 - fax 02-386 05 95.

Consultées sur le site : <http://www.braine-lalleud.be>

Les candidatures doivent être adressées, par recommandé, à M. le
 bourgmestre, Grand-Place Baudouin 1^{er} 3, à 1420 Braine-l'Alleud, pour
 le 4 novembre 2004 au plus tard, accompagnées des pièces justificatives
 demandées. (33367)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn der stad Lier

Het O.C.M.W. van Lier gaat over tot de aanwerving van één
 animatiedeskundige (m/v) voltijds en één animatiedeskundige (m/v)
 halftijds voor R.V.T. Paradijs met een contract van onbepaalde duur
 (weddenschaal C1-C3).

De algemene aanwervingsvoorwaarden zijn :

houder van een diploma secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs of technisch secundair onderwijs of gelijkwaardig;

ofwel houder van een diploma secundair onderwijs, uitgereikt in het zevende specialisatiejaar van het beroepssecundair onderwijs, hetzij in de studierichting kindverzorging, hetzij in de studierichting thuis- en bejaardenzorg, of gelijkwaardig;

ofwel houder van een certificaat (modulaire opleiding) of een getuigschrift (lineaire opleiding) van de opleiding begeleider-animator voor bejaarden behaald in het studiegebied personenzorg in het kader van volwassenenonderwijs;

slagen voor een vergelijkend examen;

op de laatste dag voor het indienen van de kandidaturen de minimumleeftijd van 18 jaar bereikt hebben.

Sollicitatieformulieren en functiebeschrijving zijn te bekomen op het secretariaat van het O.C.M.W. (tel. 03-491 39 11).

De kandidaturen moeten uiterlijk op 15 november 2004, met aangetekend schrijven verzonden worden naar de voorzitter van het O.C.M.W., Mechelsestraat 14, te 2500 Lier. (33368)

Gemeente Opwijk

Tweede oproep

Het gemeentebestuur van Opwijk gaat over tot de aanleg van een werfreserve voor (m/v)

Deskundige sociale zaken B1-B3

Kandidaten zijn houder van een diploma-H.O.K.T., bij voorkeur maatschappelijk assistent in de psychologie, sociaal-agogische richting, ...

Eigenhandig geschreven sollicitatiebrieven dienen uiterlijk 12 november 2004, te worden verzonden naar het college van burgemeester en schepenen, GAC II, Ringlaan 20, 1745 Opwijk.

Bij de brief voegt u :

een volledig curriculum vitae;

een bewijs van goed gedrag en zeden;

een afschrift van het diploma.

Aanwervingsvoorwaarden en verdere inlichtingen kunt u krijgen van Magda De Lathouwer op het gemeentehuis, tel. : 052-36 51 14. (33369)

Gemeente Aalter

Het gemeentebestuur van Aalter organiseert een examen voor aanleg van een wervingsreserve met een geldigheidsduur van 3 jaar voor de functie van halftijds kinderbegeleidster (19/38), contractueel (weerwerkgesco), niveau D.

Taakomschrijving : U zorgt voor de opvang van kinderen tussen 2,5 en 12 jaar voor en na de schooluren, op woensdagnamiddag en tijdens de schoolvakanties.

Vereisten : diploma Bijzondere Jeugdzorg of Personenzorg of attest van de opleiding 'Begeleider Buitenschoolse Kinderopvang' bij de V.D.A.B.; Rijbewijs B en in aanmerking komen voor een tewerkstelling als weerwerkgesco - attest V.D.A.B. voor te leggen op het moment van indiensttreding.

U stuurt uw kandidatuur, samen met een curriculum vitae en een afschrift van het vereiste diploma, aangetekend op of geeft ze af tegen ontvangstbewijs aan het college van burgemeester en schepenen, Europalaan 22, 9880 Aalter, uiterlijk op woensdag 3 november 2004. De volledige aanwervingsvoorwaarden, het examenprogramma, het functieprofiel en de functieomschrijving zijn te bekomen bij de dienst Personeel (09-325 22 27). (33370)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490 van het Strafwetboek

Publication faite en exécution de l'article 490 du Code pénal

*Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement
Infractions liées à l'état de faillite*

Hof van beroep te Antwerpen

Het hof van cassatie, bij arrest uitgesproken op 14 september 2004, verwerpt het cassatieberoep van Gijsbert Besseling;

Rechtdoende op het cassatieberoep van de procureur-generaal, vernietigt, maar alleen in het belang van de wet, het arrest van 18 december 2002 in zoverre Besseling daarbij wordt veroordeeld tot een vervangende gevangenisstraf die 75 dagen overschrijft. Zegt dat er geen grond is tot verwijzing. Exp. : 707.

Uit het arrest bij verstek uitgesproken door het hof van beroep, 9e correctionele kamer, zitting houdende te Antwerpen op 18 december 2002,

(betekend op 24/1/2003 aan politie/in persoon ontvangen op 11/2/2003) inzake :

nr. 2670 Besseling, Giosbert Roelof,

zonder gekend beroep,

geboren te Amsterdam (Ned.) op 20 december 1953,

wonende te 3560 Lummen, Oostereindestraat 62, woonstkeuze doende te 3560 Lummen, Oostereindestraat 50,

Nederlander,

beklaagde,

blijkt dat het hof :

beklaagde voor de vermengde feiten A.1 (zoals vervolledigd), A.2 (zoals vervolledigd), B en C (zoals beperkt) veroordeelt tot :

een hoofdgevangenisstraf van 12 maanden;

een geldboete van $400/40,3399 \times 2\,000 = 1.983,15$ EUR of een vervangende gevangenisstraf van 75 dagen;

beklaagde verbod oplegt om gedurende een termijn van 5 jaar persoonlijk of door een tussenpersoon, de functie van bestuurder, commissaris of zaakvoerder in een vennootschap op aandelen, een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of een coöperatieve vennootschap, enige functie waarbij de macht wordt verleend om één van die vennootschappen te verbinden, de functie van persoon belast met het bestuur van een vestiging in België, bedoeld in artikel 198, § 6, eerste lid, van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, of het beroep van effectenmakelaar of correspondent effectenmakelaar uit te oefenen;

beklaagde een verbod oplegt om gedurende een termijn van 4 jaar persoonlijk of door een tussenpersoon een koopsmanbedrijf uit te oefenen;

de teruggave van overtuigingsstukken aan de rechtmatige eigenaar beveelt;

uit hoofde van :

als dader of mededader;

A.

te Lummen, op niet nader bepaalde data tussen 1 januari 1999 en 22 april 1999 :

als gefailleerd handelaar of als strafrechtelijk verantwoordelijk orgaan, als afgevaardigd bestuurder van een gefailleerde vennootschap Algimmo N.V., H.R. Hasselt 85983, als zodanig verklaard bij vonnis van 15.4.1999 van de rechtbank van koophandel te Hasselt :

1.

met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden een gedeelte van de activa te hebben verduisterd of verborgen (zoals vervolledigd)

2.

zonder wettig verhinderd te zijn, verzuimd te hebben alle gevraagde inlichtingen te verschaffen aan de curator (zoals vervolledigd)

B.

te Lummen, op niet nader bepaalde data tussen 1 januari 1999 en 22 april 1999 :

als afgevaardigd bestuurder van Algimmo N.V. met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, valsheid in handels-, bank of private geschriften te hebben gepleegd, nl. met het bedrieglijk oogmerk om latere controle van de boekhouding en de financiële verplichtingen in de schoot van de vennootschap onmogelijk te maken of te verstoren.

C.

te Lummen, op 25 november 1997 en bij samenhang te Chimay, gerechtelijk grondissement Charleroi, op 6 maart 1999 :

uitgifte ongedekte cheque (zoals beperkt).

Het hof beveelt de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Antwerpen, 12 oktober 2004.

De griffier-hoofd van dienst : (get.) R. Goethals. (33371)

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

—
Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire

—
Vrederecht van het achtste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Antwerpen, verleend op 6 oktober 2004, werd Hendriks, Urbain, geboren te Antwerpen op 2 juli 1941, wonende te 2020 Antwerpen, De Bosschaertstraat 176, doch verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, te 2640 Mortsel, Deurnestraat 252, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : zijn dochter, Hendriks, Liesbeth, geboren op 26 november 1964, wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Lumbeekstraat 145.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 24 september 2004.

Berchem (Antwerpen), 12 oktober 2004.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Arthur Jespers. (69070)

Vrederecht van het tiende kanton Antwerpen

—
Bij beschikking van de vrederechter van het tiende kanton Antwerpen, verleend op 6 oktober 2004, werd Scoliers, Ludovicus, geboren te Merksem op 25 oktober 1926, R.V.T. Melgeshof, 2170 Merksem (Antwerpen), De Lunden 2, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Scoliers, Henri, geboren te Merksem op 9 april 1925, gepensioneerde, wonende te 2170 Merksem (Antwerpen), de Biezen 33.

Merksem (Antwerpen), 12 oktober 2004.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Rudy Vermaelen. (69071)

—
Vrederecht van het kanton Boom

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Boom, verleend op 12 oktober 2004, werd De Mayer, Leontina, geboren te Hingene op 12 juli 1912, wonende te 2845 Niel, te p/a Broeklei 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verlinden, Jozef, geboren te Niel op 5 januari 1934, wonende te 2845 Niel, Vaartstraat 108.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 29 september 2004.

Boom, 12 oktober 2004.

De eerstaanwezend adjunct-griffier : (get.) Laurent, Anne-Marie. (69072)

—
Vrederecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 11 oktober 2004, werd Berlamont, Gabrielle, geboren te Machelen/Leie op 6 april 1928, gedomicilieerd en verblijvende te 9800 Deinze, R.V.T. Sint-Jozef, Kortrijksesteenweg 61, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : zijn zoon, Hauttekeete, Marc, ambtenaar N.M.B.S., gedomicilieerd te 9800 Deinze, Rijbroekstraat 10.

Deinze, 12 oktober 2004.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Dora Stevens. (69073)

—
Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 5 oktober 2004, werd De Schuyter, Georges, geboren te Gent op 11 november 1931, wonende in het R.V.T. Sint-Jozef, te 9940 Evergem, Hoeksken 29, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mr. Philippe Beuselinck, advocaat te 9040 Gent, er kantoorhoudende Antwerpsesteenweg 360.

In toepassing vanaf datum neerlegging verzoekschrift ter griffie op 9 september 2004.

Gent, 12 oktober 2004.

De adjunct-griffier : (get.) Caroline Desal. (69074)

Vrederecht van het eerste kanton Ieper

Bij vonnis van de vrederechter van het eerste kanton Ieper, verleend op 7 oktober 2004, werd de heer Devolder, Emeric, geboren te Meulebeke op 28 augustus 1913, gepensioneerd, wonende te 8840 Staden (Oostnieuwkerke), Instituut Heilige Familie, Slijperstraat 10, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : advocaat Ann De Schepper, kantoorhoudende te 8953 Heuvelland, Iepersestraat 139A.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 15 september 2004.

Ieper, 11 oktober 2004.

De hoofdgriffier : (get.) Van Engelandt, Wilfried. (69075)

Vrederecht van het kanton Landen-Zoutleeuw

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Landen-Zoutleeuw, zetel Zoutleeuw, verleend op 23 september 2004, werd Mr. Regimont, Yves, advocaat, kantoorhoudende te 3400 Landen, Marktplein 2, aangesteld als voorlopige bewindvoerder over : de heer De Neve, Julien, geboren te Gent op 17 mei 1937, wonende te 3440 Zoutleeuw, O.-L.-V. Rusthuis, Stationsstraat 36.

Zoutleeuw, 23 september 2004.

De e.a. adjunct-griffier : (get.) Moens, Jef. (69076)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 7 oktober 2004, werd Van Ballaert, August, geboren te Schoten op 30 oktober 1958, wettelijk gedomicilieerd te 2570 Duffel, Stationsstraat 99, bus 6, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verwaest, Jef, advocaat, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Scheltjens, Jean. (69077)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 7 oktober 2004, werd Van Ruymersdael, Steve, geboren te Antwerpen op 7 juli 1978, wettelijk gedomicilieerd te 2440 Geel, Zwanenstraat 19, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verwaest, Jef, advocaat, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Scheltjens, Jean. (69078)

Vrederecht van het eerste kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 4 oktober 2004, werd Berbiere, Hermine, geboren te Gent op 25 juni 1930, wonende te 8400 Oostende, Monacoplein 7D, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vanmuysen, Odette, wonende te 8400 Oostende, Zeedijk 173, bus 27.

Oostende, 12 oktober 2004.

De hoofdgriffier : (get.) Wybo, Marleen. (69079)

Justice de paix du canton de Beauraing-Dinant, Gedinne, siège de Beauraing

Suite à la requête déposée le 8 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Beauraing-Dinant-Gedinne, siège de Beauraing, rendue le 4 octobre 2004, M. Gilles, Luc, née à Dinant le 5 février 1980, célibataire, domicilié à 5570 Beauraing (Voneche), rue de Lovai 14, en instance d'inscription pour rue Fétis 26, à 5500 Bouvignes, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme De Barros, Corinne, avocat, dont les bureaux sont établis rue du Palais 24, à 5500 Dinant.

Pour extrait conforme : le greffier adj. ppal, (signé) Englebort, Joseph. (69080)

Justice de paix du canton de Ciney-Rochefort, siège de Rochefort

Suite à la requête déposée le 10 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Ciney-Rochefort, siège de Rochefort, rendue le 6 octobre 2004, Mme Baccus, Yvonne, veuve de Petry, Victor, domiciliée rue Jacquet 20, à 5580 Rochefort, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Petry, Jeannine, née le 18 septembre 1952, agent des postes, domiciliée rue des Combattants 43, à 6900 On.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hendrickx, Albert. (69081)

Justice de paix du canton de Fléron

Suite à la requête déposée le 21 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron, rendue le 6 octobre 2004, Mme Nizet, Sidoine, née le 29 septembre 1912, à Aywaille, retraitée, veuve, domiciliée rue de Verviers 62, à 4870 Trooz, résidant « La Sapinière », rue Fond des Maçons 33, à 4051 Vaux-sous-Chevremont, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Borboux, Madeleine Jeanne Dominique, née le 22 juin 1960 à Verviers, administrateur de société, domiciliée rue des Bouleaux 15, à Trooz.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (69082)

Justice de paix du canton de Florennes-Walcourt, siège de Florennes

Suite à la requête déposée le 6 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton Florennes-Walcourt, siégeant à Florennes, rendue le 5 octobre 2004, Mme Mendonca, Ilda, née le 11 juin 1917 à Lisbonne (Portugal), domiciliée rue du Pont 163A, à 5543 Heer, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Ernould, Isabelle, domiciliée rue du Pont 163A, à 5543 Heer.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Fourneau, Christian. (69083)

Justice de paix du canton de Huy II - Hannut, siège de Hannut

Suite à la requête déposée au greffe le 16 septembre 2004, par ordonnance de Mme le juge de paix du second canton judiciaire de Huy, siège de Hannut, en date du 7 octobre 2004, Mme Debotze, Paula Marie Léocadie, née à Tirlemont, le 10 août 1931, veuve de Parate, Georges, domiciliée à Hannut (Grand-Hallet), rue Emile Duchesne 37,

a été déclarée temporairement hors d'état de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Murielle Paquot, avocat à Hannut, rue de Tirlemont 4.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé)
L. Barchy. (69086)

Suite à la requête déposée au greffe le 4 octobre 2004, par ordonnance de Mme le juge de paix du second canton judiciaire de Huy, siège de Hannut, en date du 7 octobre 2004, M. Karadas, Halil, né en Turquie, à Dola, le 1^{er} août 1970, v/s de Kurtulan Neslihan, domiciliée à 4287 Lincet, rue du Warichet 42, a été déclaré temporairement hors d'état de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Daniel Lambert, avocat à 4280 Hannut, rue des Vieux Remparts 10.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé)
L. Barchy. (69087)

Justice de paix du canton d'Ixelles

Par ordonnance rendue le 5 octobre 2004 par Mme le juge de paix du canton d'Ixelles, M. Ashdjian, Heratchia, né à Constantinople (Turquie), le 18 novembre 1908, pensionné, domicilié à 1050 Ixelles, rue Armand Campenhout 55, a été mis hors d'état de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Mahmoudian, Michel, avocat à 1190 Bruxelles, chaussée de Bruxelles 281-283.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Decoster,
Jocelyne. (69088)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 23 septembre 2004, une ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, rendue le 5 octobre 2004, a déclaré M. Evrard, Pierre, né le 19 novembre 1970 à Huy, domicilié à 5300 Andenne, Cité d'Attrive 4B, résidant à l'établissement Regina Pacis 1, rue Ernest Solvay 3, à 4000 Sclessin, incapable de gérer ses biens et cette personne a, en conséquence été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Dembour, François, avocat dont le cabinet est sis à 4000 Liège, rue Sainte-Véronique 27.

Liège, le 11 octobre 2004.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Gavage, Jean-Claude. (69089)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 23 septembre 2004, par décision du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 5 octobre 2004, Mme Kaiser, Marie-Louise, née le 1^{er} août 1954 à Beho, domiciliée rue du Centre 92A, à 6672 Beho, résidant Ipal site Le Peri, Montagne Ste Walburge 4bis, à 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Gillet, Valérie, avocat, dont l'étude est établie Hameau de Hotchamps 14-16, à 4141 Louveigné (Sprimont).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé)
Bouchoms, Jacques. (69090)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur en date du 8 octobre 2004 le nommé Dumont, Olivier, né à Bunia (Congo) le 5 février 1971, domicilié et résidant à 5170 Lustin, chemin des Villas 73, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu de deux administrateurs provisoires étant ses parents :

M. Dominique Dumont, professeur, domicilié à 5170 Lustin, chemin des Villas 73.

Mme Marie-Anne Lecomte, pensionnée, domiciliée à 5170 Lustin, chemin des Villas 73.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé)
Fabienne Rouer. (69091)

Justice de paix du canton de Nivelles

Suite à la requête déposée le 6 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Nivelles, rendue le 27 septembre 2004, Mme Nasdrovsky, Danielle Germaine Andrée, née le 27 septembre 1946 à Ath, domiciliée résidence Samiette, rue Samiette 72/204, à 1400 Nivelles, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Charlier, Anita, avocat de résidence place Albert 1^{er}, 15 bte 1, à 1400 Nivelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vanpe,
Marc. (69092)

Justice de paix du premier canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek en date du 30 septembre 2004 le nommé Herman, André, né à Mater le 10 décembre 1917, résidant actuellement à 1030 Schaerbeek, avenue Louis Bertrand 36 (résidence Roland), domicilié à 1000 Bruxelles, rue de Pavie 15, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Verschueren, Jean-Marie, avocat, dont le cabinet est établi à 1000 Bruxelles, rue de Crayer 14.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Geert
Hellinckx. (69093)

Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 15 septembre 2004, suite à la requête déposée au greffe le 23 août 2004, le nommé Verhaghe, Joseph Roger, né à Verlaines le 3 janvier 1932, veuf Daumery, Jeanne, résidant et domicilié à 1030 Schaerbeek, rue Portaels 25, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Verhaghe, André Louis, né à Schaerbeek le 7 juillet 1951, époux Verhulst, Mireille, domicilié à 1030 Schaerbeek, boulevard Lambermont 175, bte 1, lien de parente : fils.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé)
Nezha Goagoua. (69094)

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 20 septembre 2004, suite à la requête déposée au greffe le 18 août 2004, la nommée Longrie, Héléne, née à Grand-Hallet le 27 avril 1907, veuve Massinon, Louis, résidant et domiciliée à 1030 Schaerbeek, rue Colonel Bourg 78, flat 409, à la résidence Senior's Flatel, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Massinon, René Joseph Louis Ghislain, né à Grand-Hallet le 20 décembre 1930, époux Villers, Cécilia, domicilié à 1170 Watermael-Boisfort, Terneuken 32, lien de parente : fils.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé)
Nezha Goagoua. (69095)

Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 22 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, rendue le 5 octobre 2004, Mme Ghaye, Céline Louisa Emilie, de nationalité belge, née le 19 mars 1928 à Rosoux-Crenwick, pensionnée, veuve, domiciliée voisinage E. Ysaye 46, à 4102 Ougrée, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Collard, Pierre-Yves, avocat-juge de paix suppléant, dont les bureaux sont établis rue A. de Lexhy 75, à 4101 Jemeppe-sur-Meuse.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Beaudinet, Francine. (69096)

Justice de paix du premier canton de Tournai

Suite à la requête déposée le 21 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Tournai, rendue le 5 octobre 2004, M. Vermeersch, Xavier, né le 15 juillet 1967 à Tournai, domicilié rue du Maréchal Foch 1B, à 7538 Tournai (Vezon), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Scoufflaire, Isabelle, avocate, dont le cabinet est sis rue Albert Asou 56, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Dehaen, Christophe. (69097)

Suite à la requête déposée le 21 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Tournai, rendue le 5 octobre 2004, M. Douterlungne, Sébastien, né le 27 novembre 1984 à Renaix, sans profession, domicilié chaussée de Namur 13, à 5140 Sombreffe, mais résidant à La maison d'Accueil « L'Etappe », place Crombez 24, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Dejaegere, Valérie, avocat, dont le cabinet est établi rue Henri Debavay 10, à 7700 Mouscron.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Dehaen, Christophe. (69098)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 4 octobre 2004, M. Soares Moreira, Ezequiel, né le 6 juin 1977 à Lisbonne, domicilié à 7866 Lessines (Ollignies), chemin des Roses 10, résidant CHP « Les Marronniers », pav. « les Genêts », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administratrice provisoire en la personne de Me Joly, Nathalie, avocate, domiciliée à 7860 Lessines, rue de la Halle 20.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (69099)

Justice de paix du canton de Vielsalm, La Roche-en-Ardenne, Houffalize, siège de La-Roche-en-Ardenne

Suite à la requête déposée le 27 août 2004, par jugement du juge de paix du canton de Vielsalm, La Roche-en-Ardenne, Houffalize, siège de La Roche-en-Ardenne, rendu le 5 octobre 2004, Mme Desset, Maria, veuve de Colson, Victor, née le 12 décembre 1908 à Villers-la-Bonne-Eau, domiciliée et résidant rue de la Forêt 66, à 6970 Tenneville, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Colson, Marcel, domicilié route de la Barrière 21, à 6970 Tenneville.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Lefebvre, Véronique. (69100)

Suite à la requête déposée le 13 août 2004, par jugement du juge de paix du canton de Vielsalm, La Roche-en-Ardenne, Houffalize, siège de La Roche-en-Ardenne, rendu le 5 octobre 2004, M. Remy, Joseph, époux de Mme Rasquin, Nelly, né le 24 mai 1921 à Hampteau, domicilié et résidant Clos Champs 3, à 6987 Rendeux, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Rasquin, Nelly, épouse de M. Remy, Joseph, domiciliée Clos Champs 3, à 6987 Rendeux.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Lefebvre, Véronique. (69101)

Justice de paix du canton de Vielsalm, La Roche-en-Ardenne, Houffalize, siège de Houffalize

Suite à la requête déposée le 1^{er} septembre 2004, par jugement du juge de paix du canton de Vielsalm, La Roche-en-Ardenne et HOuffalize, siège de Houffalize, rendue le 6 octobre 2004, M. Tribolet, Christian Erasme Emile Ghislain, né le 23 août 1957 à Wibrin, résidant et domicilié Grande-Mormont Wibrin 14, à 6666 Houffalize, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Tribolet, Joseph Adelbert Ghislain, né le 13 mai 1930 à Wibrin, pensionné, domicilié Grande-Mormont Wibrin 14, à 6666 Houffalize.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Lepinois, Françoise. (69102)

Justice de paix du canton de Virton-Florenville-Etalle, siège de Florenville

Suite à la requête déposée le 23 septembre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Virton-Florenville-Etalle, siège de Florenville, rendue le 6 octobre 2004, Mme Fosty, Léona Marie Ginette Gilles, épouse de Leroy, André, née le 23 février 1937 à Gérouville, sans profession, domiciliée rue de France 72, à 6820 Florenville, mais résidant actuellement au home « La Concille », rue des Epéires 71, à 6820 Florenville, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Leroy, André, domicilié rue de France 72, à 6820 Florenville.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Toussaint, Mireille. (69103)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Vrederecht van het vijfde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 7 oktober 2004, werd vastgesteld dat de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Brasschaat, op 17 februari 1998, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 4 maart 1998, blz. 5922, en onder nr. 6041, ophoudt uitwerking te hebben op heden en werd Op De Beeck, Johannes, geboren op 7 mei 1953, wonende te 2050 Antwerpen, Halewijnlaan 49, opnieuw in staat verklaard zijn goederen te beheren en waarop er een einde komt aan de opdracht van de voorlopige bewindvoerder Mr. Joris, Fernand, advocaat, wonende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Antwerpen, 12 oktober 2004.

Voor eensluidend uittreksel : de eeraanwezende adjunct-griffier, (get.) Christel Karsman. (69104)

Vrederecht van het kanton Asse

Beschikking d.d. 6 oktober 2004 verklaart de heer Van Ransbeeck, José, aangewezen bij vonnis verleend door de vrederechter van het kanton Asse, op 7 mei 2004 (rolnummer 04A349 - Rep.R. 852/04), tot voorlopig bewindvoerder over Mevr. Goetvinck, Stefania, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 2004, met ingang van 29 september 2004 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Asse, 12 oktober 2004.

De afgevaardigde adjunct-griffier : (get.) Bruylant, Nico. (69105)

Vrederecht van het eerste kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Gent, verleend op 11 oktober 2004, werd Masson, Denise, wonende te 9000 Gent, Hertstraat 25, aangesteld als voorlopig bewindvoerder bij onze beschikking d.d. 18 december 2002, over de goederen van De Bode, Hilda, geboren te Gent op 5 januari 1910, laatst wonende te 9000 Gent, Home Modeva, Bagattenstraat 177, bus 47, ontlast van haar ambt als voorlopig bewindvoerder ingevolge het overlijden van De Bode, Hilda, op 28 september 2004.

Gent, 11 oktober 2004.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Parijs, Nadine. (69106)

Vrederecht van het kanton Lokeren

Beschikking d.d. 8 oktober 2004 verklaart Lievens, Agnes, aangevoerd bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lokeren, op 20 november 2002 (rolnummer 02B293 - Rep.R. 3087/2002), tot voorlopig bewindvoerder over Van Den Brande, Emma Maria Elisabeth, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 17 december 2002, blz. 56316, en onder nr. 69908), met ingang van 8 oktober 2004 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Lokeren, 12 oktober 2004.

De griffier : (get.) Rasschaert, Christine. (69107)

Vrederecht van het kanton Neerpelt-Lommel, zetel Neerpelt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt-Lommel, met zetel te Neerpelt, verleend op 8 oktober 2004, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de goederen van Van Der Aa, Maria, geboren te Djakarta (Indon.) op 5 januari 1930, gedomicilieerd en verblijvende te 3930 Hamont-Achel, Kluizerdijk 31, ingevolge haar overlijden op 22 september 2004 te Hamont-Achel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Moermans. (69108)

Vrederecht van het kanton Tongeren-Voeren, zetel Tongeren

Bij vonnis verleend door van de vrederechter van het kanton Tongeren-Voeren, zetel Tongeren, d.d. 11 oktober 2004, werd Reard, Frederik, advocaat te 3700 Tongeren, Kogelstraat 19, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Tongeren-Voeren, zetel Tongeren, op 12 juni 2001 (rolnummer 01B39 - Rep.R. 1653/2001), tot voorlopig bewindvoerder over Jans, Elisa,

wonende te 3700 Tongeren, Dijk 120, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 2001, blz. 22232, en onder nr. 64524), met ingang van 1 oktober 2004 ontslagen van de opdracht, aangezien de beschermde persoon overleden is.

Tongeren, 12 oktober 2004.

De adjunct-griffier : (get.) Rosquin, Ingrid. (69109)

Justice de paix du canton de Dour-Colfontaine, siège de Colfontaine

Suite à l'ordonnance du juge de paix du canton de Dour-Colfontaine, siège de Colfontaine, rendue le 11 octobre 2004, M. Yves Bronsart, avocat à Dour, rue Pairois 44, a été déchargé de ses fonctions d'administrateur provisoire des biens de M. Caufriez, Carl, domicilié à Colfontaine, avenue Fénélon 15.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Breuse, Brigitte. (69110)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite à la requête déposée le 16 août 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, rendue le 12 octobre 2004, a été mis fin à la mission de l'administrateur provisoire désigné par ordonnance du 17 septembre 2003, publiée au *Moniteur belge* du 3 octobre 2003, à l'égard de M. Léon Libert, séparé de Rousseau, Francine, né à Stockay-Saint-Georges le 23 février 1959, domicilié à 4431 Loncin, avenue Freddy Terwagne 6/7, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de Me Georges Secretin, avocat, dont l'étude est sise à 4000 Liège, rue Charles Morren 4, et a été décidé qu'il n'y a pas lieu de pourvoir à son remplacement.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte. (69111)

Justice de paix du canton de Sprimont

Par ordonnance du juge de paix du canton de Sprimont, en date du 12 octobre 2004, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par son ordonnance du lundi 17 novembre 2003, et publiée au *Moniteur belge* du 28 novembre 2003, ed. 2 (p. 57331), à l'égard de Goebel, Arlette Henriette Andrée Ghislaine, divorcée, née à Bovigny le 20 juillet 1948, domicilié et résidant avenue Labouille 49, 4130 Tilff-Esneux, cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a en conséquence été mis fin à la mission de son administrateur provisoire, à savoir, Mme Timmermans, Nadine, juge de paix suppléant, rue J. Bovy 10, 4053 Embourg (Chaufontaine).

Sprimont, le 12 octobre 2004.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Joseph Michotte. (69112)

Justice de paix du premier canton de Tournai

Suite à la requête déposée le 27 juillet 2004, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Tournai, rendue le 11 octobre 2004, il a été mis fin à l'administration provisoire prise par ordonnance du 8 décembre 2003, à l'égard de M. Landrieu, André, né le 12 novembre 1980 à Tournai, domicilié rue Sainte-Catherine 1/13, à 7500 Tournai, cette personne étant actuellement apte à gérer elle-même ses biens.

En conséquence, il a été mis fin à la mission de son administrateur provisoire, Me Scoufflaire, Isabelle, avocate, dont le cabinet est sis rue Albert Asou 56, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Dehaen, Christophe. (69113)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 11 octobre 2004, il a été constaté que par le décès, survenu le 6 octobre 2004, de M. Connerotte, Pierre, né à Saint-Hubert le 18 décembre 1917, de son vivant domicilié à 1180 Uccle, avenue Brugmann 421, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de M. Connerotte, Jean-Pierre, domicilié à 1150 Bruxelles, avenue des Grands Prix 21, et Mme Connerotte, Danièle, domiciliée à 1180 Uccle, avenue Brugmann 296/13.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (69114)

Justice de paix du premier canton de Wavre

Par ordonnance du 7 octobre 2004, prononcée par le juge de paix du premier canton de Wavre, il a été mis fin au mandat de Me Genicot, Jean, avocat, chaussée de Bruxelles 11, à 1300 Wavre, en raison du décès de Marcq, Hélène, à Rixensart, le 7 juillet 2004 (domiciliée à 1330 Rixensart, rue de la Grande Bruyère 45, résidant à l'établissement Val du Héron, rue de Messe 9, à 1330 Rixensart).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Smeken, Viviane. (69115)

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Suite à la requête déposée le 7 octobre 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, rendue le 12 octobre 2004, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 13 juin 2001, et publiée au *Moniteur belge* du 21 juin 2001, à l'égard de Mme Marique, Marguerite, née le 24 octobre 1931 à Saint-Gérard, veuve, home Gai Logis, rue de l'Institut 5, à 5060 Auvelais, cette personne étant décédée à Sambreville le 1^{er} octobre 2004, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Laurent, Marlène, avocat, c/o Me Boxus, rue Radache 104, à 5060 Auvelais.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Watelet, Paul. (69084)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, rendue le 11 octobre 2004, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 19 février 1997, et publiée au *Moniteur belge* du 4 mars 1997, à l'égard de Mme Franz, Julia, née le 4 novembre 1925 à Auvelais, veuve, homé « La Sérénité », rue des Bachères 40, à 5060 Tamines, cette personne étant décédée 9 mai 2004, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Hubert, Christophe, avocat, rue Frappe Cul 19, à 5170 Lustin.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Watelet, Paul. (69085)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederegerecht van het achtste kanton Antwerpen

Bij vonnis van de vrederechter van het achtste kanton Antwerpen, verleend op 6 oktober 2004, werd Mevr. Janssens, Paula, weduwe van Patrick Christiaens, wonende te 2990 Wuustwezel, Mezenestje 20, aangesteld als nieuwe voorlopig bewindvoerder, over Christiaens, Koen, geboren te Brasschaat op 29 december 1982, ongehuwd, verblijvende in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, Deurnestraat 252, te 2640 Mortsel, ter vervanging van Christiaens, Patrick, overleden te Brasschaat op 6 juni 2004.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 24 september 2004.

Berchem (Antwerpen), 11 oktober 2004.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Arthur Jespers. (69116)

Vrederegerecht van het twaalfde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het twaalfde kanton Antwerpen, verleend op 12 oktober 2004, werd een einde gesteld aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van de heer Bernard Velghe (niet gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*), over de goederen van Wyffels, Serge Jérôme, geboren te Watou op 14 mei 1973, ongehuwd, wonende te 2100 Antwerpen (Deurne), Ter Heydelaan 140, en werd als nieuwe voorlopig bewindvoerder toegevoegd : Elbers, John, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Britselei 28, bus 2.

Antwerpen (Deurne), 12 oktober 2004.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Richard Blendeman, hoofdgriffier. (69117)

Justice de paix du canton de Châtelet

Par ordonnance de Mme le juge de paix du canton de Châtelet rendue le 4 octobre 2004, M. Giovanni Tannorella, né à Charleroi le 24 octobre 1974, domicilié à 6240 Farciennes, rue Paul Pastur 33, a été pourvu d'un nouvel administrateur provisoire (en remplacement de Me Pierre Grossi, avocat dont le cabinet est sis à 5100 Jambes, rue de Dave 45, désigné par ordonnance du 23 août 2001 de M. le juge de paix du deuxième canton de Namur), étant Me Marlène Laurent, avocate dont le cabinet est sis à 5060 Auvelais, rue Radache 104.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Jean-Marie De Trai. (69118)

Justice de paix du canton de Florennes-Walcourt,
siège de Florennes

Suite à la requête déposée le 23 août 2004, par ordonnance du juge de paix du canton de Florennes-Walcourt, siège de Florennes rendue le 5 octobre 2004 pour cette personne à savoir M. Thomas, Charles, né le 28 août 1932, à Evrehailles, domicilié La Rotonde, avenue G. Stinglhamber 9, à 5540 Hastière, il a été mis fin, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir M. de Vinck, Guy, administrateur de biens, domicilié boulevard Frère Orban 1/16, à 5000 Namur, lequel avait été nommé par ordonnance du 10 avril 1992, publiée au *Moniteur belge* du 17 avril 1992, lequel a été remplacé par Mme Vanolst, Bénédicte, avocate, dont les bureaux sont sis à 5600 Philippeville, rue de la Gendarmerie 13.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Fourneau, Christian. (69119)

Justice de paix du premier canton de Huy

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 4 octobre 2004, M. René Lhomme, né à Seraing, le 16 novembre 1950, domicilié à Amay, chaussée de Tongres 88, a été déchargé d'office du mandat d'administrateur provisoire des biens de Michel, Georgina Maria Henriette, née à Amay, le 6 octobre 1914, résidant « Foyer de la Charité », rue Pascal Dubois 2, à Amay et Me Christine Collignon, avocate à Amay, rue Joseph Wauters 19, a été nommée en qualité de nouvel administrateur.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien-Gautot, Liliane. (69120)

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur prononcée en date du 11 octobre 2004, il a été mis fin au mandat de M. Clerin, Bruno, dont le bureau est établi à Namur, rue Henri Lemaître 67, en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Marguerite Motte, née à Cortil-Wodon, le 1^{er} mai 1944, domiciliée et résidant à Namur, quai de l'Ecluse 7/83, un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir, Mme Françoise Brix, avocate à Namur, boulevard Isabelle Brunell 2/1.

Namur, le 12 octobre 2004.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Michel Hernalsteen. (69121)

Justice de paix du premier canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek en date du 30 septembre 2004 il a été mis fin au mandat de Sagahutu, Alexis, domicilié à 1030 Schaerbeek, rue François Bossaerts 123, en sa qualité d'administrateur provisoire de Museruka, Jean-Yves, né à Rwanda, le 25 mars 1981, domicilié à 1030 Schaerbeek, rue François Bossaerts 123.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir : Oliviers, Gilles, avocat, dont le cabinet est établi à 1040 Bruxelles, avenue de la Chasse 132.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Geert Hellinckx. (69122)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 4 octobre 2004, M. Schummer, Patrick, né le 11 juin 1965 à Schaerbeek, domicilié à 7500 Tournai, CHP « Les Marronniers », rue Despars 94, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un nouvel administrateur provisoire en la personne de M. Delroisse, Jean, assistant social, domicilié à 7502 Tournai (Esplechin), rue Trenchon 34, élisant domicilié Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », rue Despars 94, à 7500 Tournai, en remplacement de Me Marcel-Hendry Moerens, avocat, dont le cabinet est établi à 1050 Bruxelles, avenue du Passage 61, boîte 18.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (69123)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek

Publication prescrite par l'article 793 du Code civil

*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 12 oktober 2004 heeft Mevr. Joos, Greta Esther Vera, geboren te Eeklo op 31 juli 1964, identiteitskaartnummer 267 0025309 11, rijksregisternummer 640731 252 17, wonend te 9900 Eeklo, Leopoldlaan 23, optredend als drager van het ouderlijk gezag over de persoon en de goederen van haar bij haar inwonend minderjarig kind, Vandevelde, Eva, geboren te Eeklo op 28 juli 1997, wonend te 9900 Eeklo, Leopoldlaan 23, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen de heer Vandevelde, Thomas, geboren te Sint-Niklaas op 22 juli 1966, laatst wonend te 9900 Eeklo, Leopoldlaan 23, overleden te Eeklo op 9 juni 2004.

Zij heeft eveneens verklaard, bij toepassing van artikel 793 van het B.W., woonplaats te kiezen ter studie van Mr. Bernard Vanderplaetsen, notaris te Lovendegem, Diepestraat 4, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich dienen bekend te maken bij aangetekend schrijven binnen drie maanden te rekenen vanaf heden.

(Get.) B. Vanderplaetsen, notaris. (33372)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 13 oktober 2004, heeft de V.Z.W. « Belgisch-Luxemburgse Federatie van de kerk der Zevende dags Adventisten », waarvan de gewijzigde statuten gepubliceerd werden in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1996 onder nummer 17091, met ondernemingsnummer 0409.549.638 en waarvan de zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 11-13,

handelend als algemene legataris van hiernagenoemde ingevolge het eigenhandig testament, gedagtekend te Antwerpen op 30 juni 2001, neergelegd tussen de minuten van notaris Bernard Michaux, te Etterbeek op 3 maart 2003 (neergelegd ter griffie dezer rechtbank op 8 oktober 2003).

Verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Bentein, Valère Oscar, geboren te Stene op 28 juni 1915, in leven laatst wonende te 2018 Antwerpen-1, Boomgaardstraat 41/156, en overleden te Antwerpen op 3 februari 2003.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Bernard Michaux, notaris te 1040 Brussel, résidence Beaulieu, boulevard Louis Schmidt 78/33.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, 13 oktober 2004.

De adjunct-griffier, (get.) W. Mignolet. (33373)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 13 oktober 2004, heeft Mevr. Buytaert, Angelica, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Poelstraat 10, handelend in haar hoedanigheid van voogdes over de, bij vonnis d.d. 30 oktober 1992 van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, in staat van verlengd minderjarigheid verklaarde persoon, zijnde :

Corné, Cathleen, geboren te Sint-Niklaas op 6 juni 1974, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Poelstraat 10.

Verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Corne, André Cesar Jeanne, geboren te Nieuwkerken op 21 december 1929, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Poelstraat 10, en overleden te Sint-Niklaas op 9 januari 1996.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr., notaris D. De Kesel, ter standplaats 9100 Sint-Niklaas, Pastorijstraat 29.

Dendermonde, 13 oktober 2004.

De griffier, (get.) A. Vermeire. (33374)

Rechtbank van eerste aanleg te Ieper

Voor de griffier-hoofd van dienst F. Hoflack, is vandaag, 13 oktober 2004, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper verschenen :

Liesbeth Germaine Deman, geboren te Veurne op 28 mei 1976, wonende te 8640 Vleteren-Westvleteren, St. Maartensstraat 28, handelend in haar hoedanigheid van moeder-drager van het ouderlijk gezag over Jasper Boussaert, geboren te Oostende op 26 februari 1996, wonende te 8640 Vleteren-Westvleteren, St. Maartensstraat 28, en gemachtigd door de vrederechter van het kanton Ieper II-Poperinge, met zetel te Poperinge, bij beschikking van 29 juni 2004.

Mevr. Deman heeft in bovenvermelde hoedanigheid verklaard de nalatenschap van wijlen Fabrice Roger Boussaert, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving. Wijlen Fabrice Boussaert is geboren te Poperinge op 15 november 1971, woonde laatst te 8970 Poperinge, Pastoorstraat 12, en overleed te Poperinge op 13 juni 2003.

De comparante verzoekt de schuldeisers en legatarissen hun rechten te doen kennen binnen drie maanden te rekenen van de datum van deze verklaring in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht, te sturen aan Mr. S. Mourisse, notaris ter standplaats Roesbrugge-Haringe, met kantoor in de Prof. Rubbrechtstraat 5.

Ieper, 13 oktober 2004.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) F. Hoflack. (33375)

Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 13 oktober 2004 heeft verklaard :

Mr. Edwin De Maesschalck, advocaat te 9620 Zottegem, Graaf Van Egmontstraat 8;

handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Poisson, Eddy, geboren te Zottegem op 4 januari 1970 en wonende te 9620 Zottegem, Beukenstraat 4/2, hiertoe aangesteld bij beschikking van 1 juni 2004 van de vrederechter van het kanton Zottegem-Herzele, zetel Zottegem,

handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Engels, Angela Alberta, geboren te Roeselare op 27 juli 1924, in leven laatst wonende te 8800 Roeselare, Blekerijstraat 11, en overleden te Roeselare op 27 december 2001.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een afschrift vertoond van de beschikking van 29 juli 2004 van de vrederechter van het kanton Zottegem-Herzele, zetel Zottegem, waarbij hij, voor zoveel als nodig, gemachtigd werd om in naam van de voornoemde onder bewindvoering gesteld Poisson, Eddy, de nalatenschap van wijlen Engels, Angela Alberta, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. J. Thiery-Vander Heyde, notaris met standplaats te 8800 Roeselare, Rumbeeksesteenweg 352.

Kortrijk, 13 oktober 2004.

De griffier, (get.) Marc Audoor. (33376)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 13 oktober 2004 heeft verklaard :

Mr. Luk Deceuninck, kantoorhoudend te 8930 Menen, Fabiolalaan 43;

handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Wijckaert, Philippe, geboren te Kortrijk op 2 mei 1955, opgenomen in de instelling P.C. Onze-Lieve-Vrouw van Vrede, Bruggestraat 57-59, te 8930 Menen, hiertoe aangesteld bij beschikking van 15 november 1999 van de vrederechter van het kanton Menen,

handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Wijckaert, Jan Philippe Denis, geboren te Kortrijk op 8 maart 1959, in leven laatst wonende te 8510 Kortrijk-Rollegem, Tombroekstraat 55, en overleden te Kortrijk op 14 maart 2004.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een afschrift vertoond van de beschikking van 5 oktober 2004 van de vrederechter van het kanton Menen, waarbij hij gemachtigd werd om in naam van de voornoemde onder bewindvoering gestelde Wijckaert, Philippe, de nalatenschap van wijlen Wijckaert, Jan Philippe Denis, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Luk Deceuninck, advocaat te 8930 Menen, Fabiolalaan 43.

Kortrijk, 13 oktober 2004.

De griffier, (get.) Marc Audoor. (33377)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout op 13 oktober 2004, heeft :

Huygaerts, Manuël, advocaat, kantoorhoudende te 2360 Oud-Turnhout, Dorp 8;

handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, hiertoe aangewezen bij beschikking van de vrederechter van het kanton Turnhout de dato 15 juni 2004, over Lambrechts, Gustaaf, geboren te Turnhout op 25 februari 1952, wonende te 2350 Vosselaar, Bergakker 24;

tevens handelende ingevolge machtiging hem verleend, en dit in toepassing van artikel 488 bis f), par. 3e), van het Burgerlijk Wetboek, door de plaatsvervangend rechter bij het vredegerecht van het kanton Turnhout ingevolge beschikking de dato 22 september 2004;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Snyers, Valentina Philomena, geboren te Wechelderzande op 22 juni 1909, in leven laatst wonende te 2340 Beerse, Heibergstraat 17, en overleden te Beerse op 19 augustus 2004.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op zijn kantoor te 2360 Oud-Turnhout, Dorp 8.

Turnhout, 13 oktober 2004.

De griffier, (get.) W. Van der Veken. (33378)

Tribunal de première instance d'Arlon

L'an 2004, le 12 octobre, au greffe du tribunal de première instance d'Arlon, et par-devant nous, I. Gobert, greffier, a comparu :

Mme Van De Kerckhove, Véronique Nicole, née à Arlon le 11 juin 1964, domiciliée rue de Diekirch 202, à 6700 Arlon, en son nom personnel, et agissant en tant que mère et tutrice légale de son enfant mineur :

Lietard, Mélissa, née à Arlon le 21 septembre 1991;

ce, en vertu d'une ordonnance rendue le 28 septembre 2004, par Mme Delooz-Lamers, juge de paix du canton d'Arlon,

laquelle comparante a, en son nom personnel et au nom de son enfant mineur, déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire, la succession de Lietard, Philippe, né à Arlon le 18 mars 1963, en son vivant y domicilié rue de Diekirch 202, et y décédé le 6 septembre 2004.

Dont acte dressé sur réquisition expresse de la comparante qu'après lecture faite, elle a signé avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires éventuels dudit défunt sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Cambier, Philippe, notaire, faubourg d'Arival 68, à 6760 Virton.

Le greffier, (signé) I. Gobert. (33379)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 04-1961 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, le 12 octobre 2004 :

M. Lambrette, Jules, domicilié à 1030 Bruxelles, rue P. Devigne 85, agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privée datée du 1^{er} octobre 2004, et donnée par M. De Duytsche, Christian Germain Henri, domicilié à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Haras 110,

a déclaré accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Mme Battair, Nicole Paule Marie Clémence, née à Ixelles le 16 octobre 1927, de son vivant domiciliée à Bruxelles, avenue du Haras 110, et décédée le 27 juin 2004 à Forest.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à Me Dubuisson, Oliver, notaire à 1050 Bruxelles, rue Américaine 100.

Bruxelles, le 12 octobre 2004.

Le greffier, (signé) Philippe Mignon. (33380)

Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 2040 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant, le 8 octobre 2004 :

Mme Jansegers, Isabelle, domiciliée à Lessive, rue de la Digue 5, agissant avec l'autorisation de M. le juge de paix du canton de Rochefort, en date du 10 septembre 2004, dont copie conforme restera annexée au présent acte, pour et au nom de ses enfants mineurs :

Henry, Gaëtan, né à Namur le 1^{er} février 1995;

Henry, Loïc, né à Namur le 28 mai 1996;

domiciliés avec elle,

a déclaré, pour et au nom de ses fils mineurs, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui leur est dévolue par le décès de leur père, Henry, Etienne, né à Hermalle-sous-Argenteau le 2 juin 1962, en son vivant domicilié à Lessive, rue de la Digue 5, et décédé à Beatenberg (CH) en date du 5 mai 2001.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Tilmans, notaire à 6920 Wellin, rue de la Station 40a.

Pour extrait conforme délivré à Mme Jansegers : le greffier, (signé) M. Focan. (33381)

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 805 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 805 du Code civil

Par décision du 8 octobre 2004, le tribunal de première instance de Liège a désigné Me Jean-Luc Paquot, avocat, juge suppléant, avenue Blondin 33, à 4000 Liège, en qualité de curateur à la succession vacante de Marotta, Domenico, né à Villarosa (Italie) le 31 mai 1941, époux de Schmidt, Herta, en son vivant domicilié à Jemeppe-sur-Meuse, rue des Platanes 12/23, décédé à Seraing le 1^{er} février 2004.

Toute personne intéressée par ladite succession est priée de se faire connaître dans les trois mois de la présente publication.

(Signé) Jean-Luc Paquot, avocat. (33382)

Gerechtigd akkoord – Concordat judiciaire

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 4 octobre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la fin du sursis définitif octroyé par jugement du 17 juin 2002 à la S.A. Nutritec, dont le siège social et le siège d'exploitation sont établis à 1380 Ohain, chaussée de Louvain 431A, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0444.970.672, exerçant le commerce de vente de produits de nutrition animale.

Pour extrait conforme : (signé) P. Fourneau, greffière. (33383)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van de tijdelijke eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 12 oktober 2004, werd, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de heer Storme, Germain, geboren te Varsenare op 4 oktober 1952, wonende te 8000 Brugge, Bommelbekerstraat 25, met ondernemingsnummer 0519.635.334, voor de uitbating van personenvervoer (luchthaven) met benaming S.A.S.

Datum van staking van betalingen : 12 oktober 2004.

Curator : Mr. Kurt Creyf, advocaat te 8000 Brugge, Predikherenrei 11.

De aangiften van schuldvordering dienen neergelegd te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, vóór 12 november 2004.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op 22 november 2004, om 12 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, achteraan zaal N, op de eerste verdieping van het gerechtsgebouw, Kazernevest 3.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) L. Demets. (33384)

Bij vonnis van de tijdelijke eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 12 oktober 2004, werd, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Immo Haers B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 8421 De Haan, Warvinge 43, met als ondernemingsnummer 0474.768.280, en met als handelsactiviteit onderneming in onroerende goederen.

Datum van staking van betalingen : 12 oktober 2004.

Curator : Mr. Hendrik Geerts, advocaat te 8300 Knokke-Heist, Nestor De Tierestraat 28.

De aangiften van schuldvordering dienen neergelegd te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, vóór 12 november 2004.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op 22 november 2004, om 11 u. 30 m., in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, achteraan zaal N, op de eerste verdieping van het gerechtsgebouw, Kazernevest 3.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) L. Demets. (33385)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

De rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 september 2004, het faillissement van Schollen, Leopold, te Oostende, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (33386)

De rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 september 2004, het faillissement van Daelmans Maria - OVOF Verkoopzaal Royal, te Oostende, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (33387)

De rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 september 2004, het faillissement van de C.V.B.A. Onderlinge Visafslag, te Oostende, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting bij vereffening.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd : Nollet, Marina, wonende te 8450 Bredene, Zegelaan 6.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (33388)

De rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 september 2004, het faillissement van de B.V.B.A. Median, in vereffening, te Koekelare, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting bij vereffening.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd : Verbeke, Dirk, Ringlaan 63, 8680 Koekelare.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (33389)

De rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 september 2004, het faillissement van de B.V.B.A. Erka, te Oostende, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting bij vereffening.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd : Vanpoucke, Eric, wonende te 9850 Nevele, Boerestraat 12.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (33390)

Bij vonnis van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, d.d. 7 oktober 2004, worden de massa's van de faillissementen PSP Logistics B.V.B.A. en PSP Transport B.V.B.A., te 8400 Oostende (failliet verklaard d.d. 28 september 2004), één boedel waarbij de reeds aangestelde curatoren curator blijven over de gevoegde boedels van de twee faillissementen.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (Pro deo) (33391)

De rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 september 2004, het faillissement van de B.V.B.A. Topslager Johan, te Middelkerke, gesloten verklaard.

Aard vonnis : sluiting ontoereikend actief.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt als vereffenaar beschouwd : Lierman, Johan, wonende te 8430 Middelkerke, Oostendelaan 144.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) H. Crombez. (Pro deo) (33392)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, zesde kamer, d.d. 13 oktober 2004, werd De Paepe, Marc, horeca, Heilig Hartplein 7, 9240 Zele, ondernemingsnummer 0763.296.760, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : M. Philippe Van Haute.

Curator : Mr. Marc Peeters, Kerkstraat 52, 9200 Dendermonde.

Datum staking van betalingen : 9 september 2004, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op vrijdag 26 november 2004, te 9 uur.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.) C. Borms. (33393)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, zesde kamer, d.d. 13 oktober 2004, werd Ruythooren-Van Den Bosch B.V.B.A., textiel, Wilfordkaai 29, 9140 Temse, ondernemingsnummer 0405.055.964, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : M. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Johan Colpaert, Hulstbaan 233A, 9112 Sinaai-Waas.

Datum staking van betalingen : 13 oktober 2004, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op vrijdag 26 november 2004, te 11 uur.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.) C. Borms. (33394)

Bij bevelschrift van de heer Harry Cornelis, rechter-commissaris, worden de schuldeisers van het faillissement van Mevr. Daniëlle Walrave, wonende te Lokeren, Zand 12, handeldrijvende onder de benaming « Chamade », H.R. Sint-Niklaas 57242, K.B.O. 0763.201.542, daartoe aangesteld bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 8 maart 1999, opgeroepen om aanwezig te zijn op vrijdag 22 oktober 2004, om 11 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, dit voor het doen van rekening van de curator.

(Get.) Anne-Marie Laureys, advocaat.

(33395)

Bij bevelschrift van Mevr. Marianne Buyse, rechter-commissaris, worden de schuldeisers van het faillissement van Mevr. De Vleeschouwer, Kate, geboren te Sint-Niklaas op 15 februari 1977, onderneming voor het heropmaken, reinigen en stofferen van tweedehands-wagens, wonende te 9112 Sint-Niklaas (Sinaai), Puiveldestraat 41, H.R. Sint-Niklaas 58442, K.B.O. 0788.098.571, opgeroepen om aanwezig

te zijn op vrijdag 22 oktober 2004, om 11 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, dit voor het doen van rekening van de curator.

(Get.) Anne-Marie Laureys, advocaat. (33396)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 12 oktober 2004, werd het faillissement Kovapa B.V.B.A., Barkstraat 7, 9042 Sint-Kruis-Winkel, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar :

Guido Saey, Molenstraat 45, te 9960 Assenede.

De hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (33397)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 12 oktober 2004, werd het faillissement Xaveria Cvoha, Bosdreef 1C, 9080 Lochristi, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar :

Carine Van Velthoven, Provinciale Steenweg 236, te 2627 Schelle.

De hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (33398)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 12 oktober 2004, werd het faillissement Merelbeeks Vervoer B.V.B.A., Nijverheidsweg 6, 9820 Merelbeke, door vereffening beëindigd.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar :

Charles Goeminne, Vrijhem 59, te 9860 Oosterzele.

De hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (33399)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 13 oktober 2004, werd de B.V.B.A. Bruwiere Interieurs, met zetel te 3150 Haacht, Grote Baan 306, en met als activiteiten: groot- en kleinhandel in meubelen, geschenkartikelen en decoratieartikelen, H.R. Leuven 98182, ondernemingsnummer 0462.055.936, in staat van faillissement verklaard.

Curatoren: Mrs. M. Dewael en K. Vanstipelen, advocaten te 3400 Landen, Stationsstraat 108A.

Rechter-commissaris: B. Leeman.

Staking van de betalingen: 13 oktober 2004.

Indienen van schuldvorderingen tot en met 12 november 2004 ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen: 22 november 2004, te 14 uur.

De griffier, (onleesbare handtekening.) (33400)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 13 oktober 2004, werd de B.V.B.A. Mans, met zetel te 3300 Tienen, Leuvenselaan 701, en met als activiteiten: tussenpersoon in de handel, H.R. Leuven 97165, ondernemingsnummer 0461.043.671, in staat van faillissement verklaard.

Curator: Mr. J. Mommaerts, advocaat te 3000 Leuven, J.P. Minckelersstraat 33.

Rechter-commissaris: J. Boon.

Staking van de betalingen: 12 oktober 2004.

Indienen van schuldvorderingen tot en met 12 november 2004 ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen: 22 november 2004, te 14 uur.

De griffier, (onleesbare handtekening.) (33401)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 13 oktober 2004, werd de B.V.B.A. Twilight Movie, met zetel te 3000 Leuven, Diestsestraat 153, en met als activiteiten: aan- en verkoop, huur en verhuur van beeld- en klankmateriaal met inbegrip van de apparatuur, H.R. Leuven 104894, ondernemingsnummer 0472.715.444, in staat van faillissement verklaard.

Curator: Mr. J. Mommaerts, advocaat te 3000 Leuven, J.P. Minckelersstraat 33.

Rechter-commissaris: J. Boon.

Staking van de betalingen: 12 oktober 2004.

Indienen van schuldvorderingen tot en met 12 november 2004 ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen: 22 november 2004, te 14 uur.

De griffier, (onleesbare handtekening.) (33402)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 13 oktober 2004, werd, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Kantoor Dupon, met maatschappelijke en uitbatingszetel te 8650 Houthulst, Jonkershovestraat 278, gekend onder het ondernemingsnummer 0470.663.893 (voorheen H.R. Veurne 38446), en met als handelsactiviteiten bankagentschap.

Rechter-commissaris: de heer M. D'hooge.

Curator: Mr. Ivan Heughebaert, advocaat, Zuidstraat 39, bus 8, 8630 Veurne.

Staking van betalingen: 15 september 2004.

Indienen schuldvorderingen vóór 3 november 2004, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Veurne, Peter Benoîtlaan 2.

Proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen: op 22 november 2004, om 10 u. 30 m., op de rechtbank van koophandel te Veurne, Peter Benoîtlaan 2.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) E. Niville. (33403)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 13 oktober 2004, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid D.M.S., met zetel te 8600 Diksmuide-Vladslo, Werkenstraat 41A, met ondernemingsnummer 0466.271.575 (H.R. Veurne 38072), studie-, organisatie-, en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale- of sociale aangelegenheden (geen boekhoudkundige activiteiten, consultingactiviteiten) inzake informatica, patrimoniumvennootschap.

Rechter-commissaris: Mevr. P. Breyne.

Curator: Mr. Jean-Marie Verschelden, advocaat, Astridlaan 2a, 8630 Veurne.

Staking van betalingen: 13 oktober 2004.

Indienen schuldvorderingen vóór 3 november 2004, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Veurne, Peter Benoîtlaan 2.

Proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen: op 22 november 2004, om 10 u. 45 m., op de rechtbank van koophandel te Veurne, Peter Benoîtlaan 2.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) E. Niville. (Pro deo) (33404)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 13 oktober 2004, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid D en D, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8660 De Panne (Adinkerke), Moeresteenweg 4, met ondernemingsnummer 0462.583.201 (H.R. Veurne 39157).

Rechter-commissaris : de heer M. Terras.

Curator : Mr. Dirk Waeyaert, advocaat, Sasstraat 14, 8630 Veurne.

Staking van betalingen : 13 oktober 2004.

Indienen schuldvorderingen vóór 3 november 2004, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Veurne, Peter Benoîtlaan 2.

Proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 22 november 2004, om 10 u. 15 m., op de rechtbank van koophandel te Veurne, Peter Benoîtlaan 2.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) E. Niville.
(Pro deo) (33405)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du tribunal de commerce de Huy du 13 octobre 2004, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Reynders, Benjamin Edmond T.L.G., né le 3 juin 1976 à Rocourt, domicilié à 4180 Comblain-la-Tour, rue Boé 1, bte 7, ayant son principal établissement à 4180 Comblain-la-Tour, rue Joseph Huberty 63A, BCE n° 0751.452.466 (Anc. R.C. Huy 47630), pour l'activité de boulanger-pâtisseries.

Juge-commissaire : Jacques Thys, juge consulaire.

Curateur : Marianne Goijen, avocat à 4171 Poulseur, rue de l'Ourthe 58.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy dans les trente jours à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 24 novembre 2004, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le greffier en chef, (signé) Christiane Randaxhe. (33406)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 11 octobre 2004, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de Mme Henri, Fabienne Irène Mariette Lucienne Bernadette, de nationalité belge, née à Liège le 29 décembre 1962, domiciliée à 4053 Chaudfontaine (Embourg), rue Joseph Deflandre 30, anciennement inscrit au R.C. Liège 211101, pour l'exploitation d'un commerce de textile dames, à 4053 Chaudfontaine (Embourg), rue Pierre Henvard 4, sous la dénomination « Story Mode », inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0723.180.431.

Curateurs : Mes Eric Biar et Léon Leduc, avocats à 4000 Liège, rue de Campine 157.

Juge-commissaire : Mme Christiane Legros.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Liège, à 4000 Liège, îlot Saint-Michel, rue Joffre 12, endéans les trente jours du jugement déclaratif de faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 30 novembre 2004, à 9 h 30 m, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, au troisième étage).

Pour extrait conforme : le greffier chef de service, (signé) J. Tits. (33407)

Par jugement du 11 octobre 2004, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Mobe, établie et ayant son siège social à 4020 Liège, rue Libotte 7, R.C. Liège 210069, pour les activités suivantes : activités de spectacle et d'amusement, activités rattachées à l'informatique, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0474.361.870.

Curateur : Me Pierre Henfling, avocat à 4000 Liège, rue Charles Morren 4.

Juge-commissaire : Mr. Bernard Nils.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Liège, à 4000 Liège, îlot Saint-Michel, rue Joffre 12, endéans les trente jours du jugement déclaratif de faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 30 novembre 2004, à 9 h 30 m, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, au troisième étage).

Pour extrait conforme : le greffier chef de service, (signé) J. Tits. (33408)

Par jugement du 11 octobre 2004, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Erdemac 1895, établie et ayant son siège social à 4671 Barchon, rue Justin Sauvenier 37, R.C. Liège 205098, pour les activités suivantes : commerce de gros de machines outils, d'équipements industriels..., inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0467.211.386.

Curateur : Me Adrien Absil, avocat à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 6.

Juge-commissaire : Mr. Alain Piekarek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Liège, à 4000 Liège, îlot Saint-Michel, rue Joffre 12, endéans les trente jours du jugement déclaratif de faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 30 novembre 2004, à 9 h 30 m, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, au troisième étage).

Pour extrait conforme : le greffier chef de service, (signé) J. Tits. (33409)

Par jugement du 11 octobre 2004, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de M. Offermans, Patrice Paul César, de nationalité belge, né à Hermalle-sous-Argenteau le 5 décembre 1969, domicilié à 4130 Esneux, rue de la Roche aux Faucons 6, R.C. Liège 196166, pour les activités suivantes : l'entretien et la réparation de véhicules automobiles, le transport routier de marchandises, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0752.409.697.

Curateurs : Mes Eric Biar et Léon Leduc, avocats à 4000 Liège, rue de Campine 157.

Juge-commissaire : Mr. Jacques Moureau.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Liège, à 4000 Liège, îlot Saint-Michel, rue Joffre 12, endéans les trente jours du jugement déclaratif de faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 30 novembre 2004, à 9 h 30 m, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, au troisième étage).

Pour extrait conforme : le greffier chef de service, (signé) J. Tits. (33410)

Par jugement du 11 octobre 2004, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la S.A. Henri, établie et ayant son siège social à 4451 Juprelle (Voroux-lez-Liers), rue des Pinsons 24, R.C. Liège 212886, pour les activités suivantes : construction de maisons individuelles, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0479.301.348.

Curateur : Me Georges Rigo, avocat à 4000 Liège, rue Beekman 14.

Juge-commissaire : Mr. Guy Hardenne.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Liège, à 4000 Liège, îlot Saint-Michel, rue Joffre 12, endéans les trente jours du jugement déclaratif de faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 30 novembre 2004, à 9 h 30 m, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, au troisième étage).

Pour extrait conforme : le greffier chef de service, (signé) J. Tits. (33411)

Par jugement du 11 octobre 2004, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de M. Lenoir, Laurent Jean René Pol, de nationalité belge, né à Waremme le 12 août 1981, domicilié à 4300 Waremme, rue Joseph Wauters 56B, n'ayant pas inscrit au R.C. Liège, pour les activités suivantes : intermédiaire commercial en matières premières agricoles, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° 0794.102.475.

Curateur : Me Victor Hissel, avocat à 4000 Liège, rue Duvivier 26.

Juge-commissaire : Mr. Pierre Neuray.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Liège, à 4000 Liège, îlot Saint-Michel, rue Joffre 12, endéans les trente jours du jugement déclaratif de faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 30 novembre 2004, à 9 h 30 m, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, au troisième étage).

Pour extrait conforme : le greffier chef de service, (signé) J. Tits. (33412)

Par jugement du 28 septembre 2004, le tribunal de commerce de Liège a clos la faillite prononcée en date du 19 juin 2000, à charge de M. Jean-Marie Julien Defraîne, de nationalité belge, né à Bressoux le 19 septembre 1951, domicilié quai de la Dérivation 53/83, à 4020 Liège, anciennement domicilié à 4100 Seraing, rue de Rotheux 277/279, et ayant eu son siège d'exploitation à 4100 Seraing, rue de Rotheux 279, sous la dénomination Audio Visual Multimedia Technology (A.V.M.), R.C. Liège 139137.

Type de clôture : par liquidation d'actif.

Le curateur désigné à cette faillite était Me Sophie Bertrand, avocat à 4020 Liège, rue de Chaudfontaine 1.

(Signé) Sophie Bertrand, curateur. (33413)

Tribunal de commerce de Mons

Faillite du 11 octobre 2004, sur assignation, Czekala, Eugenia, née à Walbrzych (Pologne) le 31 mai 1953, domiciliée à F-56.680 Cerfontaine (France), route Nationale 722, ayant exercé les activités d'intermédiaire commercial à 7380 Quiévrain, rue de Valenciennes 114, R.C. Mons 125015, BCE 0778.021.261

Curateur : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 11 octobre 2004.

Dépôt des déclarations de créances pour le 10 novembre 2004 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le 1^{er} décembre 2004, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Benoit Delmoitie. (33414)

Faillite du 11 octobre 2004, sur assignation, L & B S.P.R.L., dont le siège social est sis à 7100 Haine-Saint-Paul, rue de l'Union des Métiers 24 B 202, R.C. Mons 147534, BCE 0458.360.236.

Curateur : Me Georges Ponchau, rue du Temple 52, 7100 La Louvière.

Cessation des paiements : provisoirement le 11 octobre 2004.

Dépôt des déclarations de créances pour le 10 novembre 2004 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le 7 décembre 2004, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Benoit Delmoitie. (33415)

Faillite du 11 octobre 2004, sur aveu, Magomy S.P.R.L., dont le siège social est sis à 7090 Braine-Le-Comte, rue de la Station 32, R.C. Mons 144366, BCE 0475.584.664, exerçant les activités de commerce en gros et demi-gros de parfumerie.

Curateur : Me Georges Ponchau, rue du Temple 52, 7100 La Louvière.

Cessation des paiements : provisoirement le 11 octobre 2004.

Dépôt des déclarations de créances pour le 10 novembre 2004 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le 6 décembre 2004, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Benoit Delmoitie. (33416)

Faillite du 11 octobre 2004, sur assignation, Ferry, Alain, né à Paris (France) le 18 juin 1955, domicilié à 7370 Dour, rue Basse 19, radié d'office, domicilié selon la BCE à 7600 Peruwelz, rue de Roucourt 85, ayant exercé les activités de commerce de détail en alimentation générale à 7370 Blaugies, rue de l'Eglise 12, R.C. Mons 142723, BCE 0664.383.583.

Curateur : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 11 octobre 2004.

Dépôt des déclarations de créances pour le 10 novembre 2004 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le 1^{er} décembre 2004, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Benoit Delmoitie. (33417)

Faillite du 11 octobre 2004, sur assignation, Lambot, Joel, né à Quévy-Le-Petit le 5 mai 1954, domicilié à 7000 Mons, avenue Jean d'Avesnes 26/3, ayant exercé les activités d'entreprise de terrassement, R.C. Mons 144861, BCE 0667.113.243.

Curateur : Me Etienne Francart, boulevard Dolez 67, 7000 Mons.

Cessation des paiements : provisoirement le 11 octobre 2004.

Dépôt des déclarations de créances pour le 10 novembre 2004 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le 30 novembre 2004, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Benoit Delmoitie. (33418)

Faillite du 11 octobre 2004, sur assignation, Knack Master Company S.P.R.L., dont le siège social est sis à 7020 Nimy, route d'Ath 76, ayant exercé les activités de transport routier de marchandises, R.C. Mons 128345, BCE 0445.374.213.

Curateur : Me Etienne Francart, boulevard Dolez 67, 7000 Mons.

Cessation des paiements : provisoirement le 11 octobre 2004.

Dépôt des déclarations de créances pour le 10 novembre 2004 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le 30 novembre 2004, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Benoit Delmoitie. (33419)

Tribunal de commerce de Neufchâteau

Par jugement du 12 octobre 2004, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Meta Ci, dont le siège social est sis à 6850 Paliseul, rue Saint-Eutrope 29, inscrite au registre de la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0471.852.342, pour les activités principales de commerce de gros et de détail de fers et métaux, fabrication et montage de constructions métalliques.

Curateur : Me Jean-Marc Laurent, avocat à 6840 Neufchâteau, chemin de la Hette 40.

Le tribunal a fixé au 1er juin 2004, l'époque de la cessation des paiements.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Franklin Roosevelt 33, la déclaration de leur créance, au plus tard, pour le 11 novembre 2004.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 26 novembre 2004, à 14 heures, en l'auditoire du tribunal de commerce au palais de justice, place Charles Bergh, à Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Wanlin. (33420)

Par jugement du 12 octobre 2004, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Boulangerie-Pâtisserie de la Sure, dont le siège social est sis à 6640 Vaux-Sur-Sure, Nives 32, inscrite au registre de la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0446.783.582, pour les activités de boulangerie-pâtisserie, le commerce de détail en produits de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie, atelier de réparation de carrosserie et le commerce de détail de pièces détachées et accessoires pour véhicules à moteur.

Curateur : Me Stany Collard, avocat à 6600 Bastogne, rue des Hêtres 24-26.

Le tribunal a fixé au 12 octobre 2004 l'époque de la cessation des paiements.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Franklin Roosevelt 33, la déclaration de leur créance, au plus tard, pour le 11 novembre 2004.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 26 novembre 2004, à 14 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce au palais de justice, place Charles Bergh, à Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Wanlin. (33421)

Par jugement du 12 octobre 2004, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé, sur assignation, la faillite de M. Didier, Joseph André, né à Tshidimba (Zaire) le 23 avril 1972, dont le domicile est sis à 6637 Fauvillers (Hollange), Sainlez 28/H, inscrit au registre de la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0724.452.418, pour exercer l'activité de travaux d'installation électrique.

Le tribunal a fixé au 12 octobre 2004 l'époque de la cessation des paiements.

Curateur : Me Jean-Charles Mottet, avocat à 6870 Saint-Hubert, rue du Chemin Neuf 4.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Franklin Roosevelt 33, la déclaration de leur créance, au plus tard, pour le 11 novembre 2004.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 26 novembre 2004, à 15 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce au palais de justice, place Charles Bergh, à Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Wanlin. (33422)

Par jugement du 12 octobre 2004, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. C et J Delmee, dont le siège social est sis à 6832 Sensenruth, rue de la Bichetour 30, inscrite au registre de la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0437.332.814, pour les activités principales d'installations de systèmes de chauffage, climatisation et de ventilation, travaux de plomberie.

Curateur : Me Jean-Charles Mottet, avocat à 6870 Saint-Hubert, rue du Chemin Neuf 4.

Le tribunal a fixé au 12 octobre 2004 l'époque de la cessation des paiements.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Franklin Roosevelt 33, la déclaration de leur créance, au plus tard, pour le 11 novembre 2004.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 26 novembre 2004, à 16 heures, en l'auditoire du tribunal de commerce au palais de justice, place Charles Bergh, à Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Wanlin. (33423)

Par jugement du 12 octobre 2004, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé, sur assignation, la faillite de M. Van Geel, Peter Achilles Jan Willy, né à Wilrijk le 22 mars 1966, dont le domicile est sis à 6880 Jehonville, place Paul Verlaine 20, inscrit au registre de la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0511.857.221, pour exercer les activités de commerce de détail d'appareils électroménagers, de radio et de télévision, réparation d'appareils électriques à usage domestiques, l'installation de câbles et appareils électriques, etc.

Curateur : Me Jean-Marc Laurant, avocat à 6840 Neufchâteau, chemin de la Hette 40.

Le tribunal a fixé au 12 octobre 2004 l'époque de la cessation des paiements.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Neufchâteau, rue Franklin Roosevelt 33, la déclaration de leur créance, au plus tard, pour le 11 novembre 2004.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au vendredi 26 novembre 2004, à 13 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce au palais de justice, place Charles Bergh, à Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Wanlin. (33424)

Par jugement du 12 octobre 2004, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé la clôture par insuffisance d'actif de la faillite de la S.A. Société Européenne de Promotion, Construction et Transformation, en abrégé S.A. E.P.C.T., dont le siège social était sis à 6600 Bastogne, rue Lamborelle 3, inscrite au registre de la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0447.559.186.

M. Pirotte, Pierre, domicilié à 4000 Liège, avenue Emile-Digneffe 2/21, est considéré comme liquidateur.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Wanlin. (33425)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, par liquidation, de la faillite de Eurofluid S.C.R.L., avenue des Neugis 2, 1332 Genval, déclarée ouverte par jugement du 18 octobre 1999, a constaté la dissolution de la société faillie et la clôture immédiate de celle-ci, a indiqué en qualité de liquidateur, M. Richard Mantoan, avenue des Neugis 2, à 1332 Genval.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33426)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, par liquidation, de la faillite de Collet Pneus S.P.R.L., rue Charles Sambon 41, 1300 Wavre, déclarée ouverte par jugement du 18 juin 2001, a constaté la dissolution de la société faillie et la clôture immédiate de celle-ci, a indiqué en qualité de liquidateur, M. Jean Collet, clos du Verger 19, à 1325 Chaumont-Gistoux (Corroy).

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33427)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, par liquidation, de la faillite de Masson-Dragnet S.A., vallée du Hain 22, 1440 Braine-le-Château, déclarée ouverte par jugement du 23 septembre 2002, a constaté la dissolution de la société faillie et la clôture immédiate de celle-ci, a indiqué en qualité de liquidateur, M. Thierry Masson, chemin des Piécettes 6, à 1420 Braine-l'Alleud.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33428)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a ordonné la clôture, par liquidation, de la faillite de Debecq, Jacqueline, dénomination : « Boutique Eve », rue de l'Invasion 118A, 1340 Ottignies, actuellement : rue Goffioul 9, à 5170 Lustin, déclarée ouverte par jugement du 18 novembre 1996, et a déclaré la faillie excusable.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33429)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, par liquidation, de la faillite de Konnexion S.A., avenue des Combattants 6, 1410 Waterloo, déclarée ouverte par jugement du 14 mars 1994, a constaté la dissolution de la société faillie et la clôture immédiate de celle-ci, a indiqué en qualité de liquidateur, M. Patrick Smetryns, rue Van Artevelde 3, à 1000 Bruxelles.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33430)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, par liquidation, de la faillite de Abys S.C.R.L., dénomination : Le Jardin d'Abys, Grand-Place 9, 1440 Braine-le-Château, déclarée ouverte par jugement du 19 avril 1999, a constaté la dissolution de la société faillie et la clôture immédiate de celle-ci, a indiqué en qualité de liquidateur, Mme Muriel Kayse, Grand-Place 9, à 1440 Braine-le-Château.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33431)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, par liquidation, de la faillite de Mobitel Telecom S.P.R.L., chaussée d'Alseberg 334, 1420 Braine-l'Alleud, déclarée ouverte par jugement du 3 septembre 2001, a constaté la dissolution de la société faillie et la clôture immédiate de celle-ci, a indiqué en qualité de liquidateur, M. Patrick Vierendeels, avenue Neptune 13, à 1410 Waterloo.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33432)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, par liquidation, de la faillite de Racer (Relais d'Argenteuil - Cercle equestre et de Restaurant) S.P.R.L., rue de Warché 24, 1310 La Hulpe, déclarée ouverte par jugement du 10 mars 2003, a constaté la dissolution de la société faillie et la clôture immédiate de celle-ci, a indiqué en qualité de liquidateur, M. Marc Wilquin, rue de Warché 24, à 1310 La Hulpe.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33433)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a ordonné la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de Vandermuntert, Jacques Germain Pierrette, avenue des Sorbiers 44, 1420 Braine-l'Alleud, déclarée ouverte par jugement du 19 mai 2003, et a déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33434)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a ordonné la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de Bouillon, Marc, Grand-Place 16, 1435 Mont-Saint-Guibert, déclarée ouverte par jugement du 9 février 2004, et a déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33435)

Par jugement du 29 septembre 2004, le tribunal de commerce de Nivelles a ordonné la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de Orbecq, Joseph Felicien Jules Ghislain, faubourg de Namur 21, 1400 Nivelles, actuellement : rue Luyckx 79, bte 16, 1360 Tubize, déclarée ouverte par jugement du 10 mars 2003, et a déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) P. Fourneau. (33436)

Intrekking faillissement – Faillite rapportée

Uit een vonnis dat de 3^e kamer van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 20 januari 2004, heeft gewezen, blijkt dat voornoemd rechtscollège :

een door de 1^e kamer van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 24 oktober 2003, gewezen verstekvonnis, houdende de faillietverklaring van de gewone commanditaire vennootschap Carlier Eleonora & Partners, Brusselsesteenweg 635, 9050 Gentbrugge, ondernemingsnummer 0458.665.686, voorheen H.R. Gent 182335, intrekt;

de door de N.V. Garage-Carrosserie Goossens, Eksaarderijweg 173, 9041 Oostakker, gevorderde faillietverklaring van de gewone commanditaire vennootschap Carlier Eleonora & Partners, voornoemd, verwerpt;

de gewone commanditaire vennootschap Carlier Eleonora & Partners, voornoemd, machtigt om het d.d. 20 januari 2004, tussengekomen vonnis, bij uittreksel bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad*.

Zottegem, 13 oktober 2004.

Namens de G.C.V. Carlier Eleonora & Partners : haar raadsman, (get.) Marc Vander Kimpen. (33437)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Bij beschikking van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout d.d. 6 oktober 2004, werd het huwelijkscontract gehomologeerd, verleden voor notaris Paul Van Roosbroeck, te Mol, op 19 juli 2004, tussen de heer Swerts, Marcel Jan Jozef geboren te Mol op 26 februari 1947, en zijn echtgenote, Mevr. Haesen, Cristina Stephania Julia, geboren te Olmen op 12 maart 1945, samenwonende te Mol, Braamstraat 51.

Mol, 12 oktober 2004.

Voor de echtgenoten, (get.) P. Roosbroeck, notaris. (33438)

Bij beschikking van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, d.d. 6 oktober 2004, werd het huwelijkscontract gehomologeerd, verleden voor notaris Paul Van Roosbroeck, te Mol, op 23 juli 2004, tussen de heer Belmans, Louis Jozef, geboren te Beverlo op 14 februari 1954, en zijn echtgenote Mevr. Van Baelen, Juliette Maria Antonia Louis, geboren te Dessel op 24 juli 1952, samenwonende te 2480 Dessel, Kruisberg 6.

Mol, 12 oktober 2004.

Voor de echtgenoten, (get.) P. Van Roosbroeck, notaris. (33439)

Bij verzoekschrift van 19 augustus 2004, hebben de heer Rufo Molero, Pedro Gustavo, geboren te Zelzate op 18 januari 1967, identiteitskaartnummer : 271 0029225 60, en zijn echtgenote, Mevr. Bruggheeman, Anne Marie Cindy, geboren te Zelzate, op 8 maart 1970, identiteitskaartnummer : 271 0018071 61, wonende te 9060 Zelzate, Leegstraat 177, een verzoek ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, tot homologatie van de akte wijziging huwelijksvoorwaarden verleden voor notaris Jean-Luc Buysse, te Zelzate, op 19 augustus 2004, waarbij zij het wettelijk stelsel hebben behouden, doch mits de inbreng door de heer Pedro Rufo Molero, van de volle eigendom van een bepaald onroerend goed in de huwgemeenschap.

Namens de verzoekers : (get.) Jean-Luc Buysse, notaris. (33440)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 11 mei 2004, werd de akte gehomologeerd houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Schockaert, Kris Robert Aline, geboren te Dendermonde op 2 april 1973, en zijn echtgenote, Mevr. Noynaert, Elke Joanna Rosy, geboren te Aalst op 11 augustus 1973, samenwonende te 9320 Aalst (Erembodegem), Ninovesteeuweg 79/1, oorspronkelijk gehuwd onder het wettelijk stelsel bij ontstentenis van huwelijkscontract, gewijzigd bij akte verleden voor het ambt van notaris Ariane Van Nieuwenhuysse, te Schellebelle, op 21 oktober 2003, met behoud van het wettelijk stelsel doch met inbreng van een eigen onroerend goed van de heer Schockaert, Kris, in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Ariane Van Nieuwenhuysse, notaris. (33441)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 11 mei 2004, werd de akte gehomologeerd houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Haentjens, Roger Frederik, geboren te Schellebelle op 2 december 1923, en zijn echtgenote, Mevr. Troch, Irène Adeline Camilla, geboren te Lede op 14 februari 1927, samenwonende te 9260 Wichelen (Schellebelle), Hekkergermstraat 108, oorspronkelijk gehuwd onder het wettelijk stelsel der gemeenschap van aanwinsten ingevolge huwelijkscontract, verleden voor notaris Georges Van Nieuwenhuysse, destijds te Schellebelle, op 20 februari 1969, gewijzigd bij akte verleden voor het ambt van notaris Ariane Van Nieuwenhuysse, te Schellebelle, op 6 maart 2003, met behoud van het wettelijk stelsel der gemeenschap van aanwinsten doch met inbreng van een eigen onroerend goed van de heer Haentjens, Roger, in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Ariane Van Nieuwenhuysse, notaris. (33442)

Bij vonnis uitgesproken door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 7 juni 2004, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Jean-Pierre Rooman, te Leuven, op 12 januari 2004, waarbij de echtgenoten Keijo Sakari Mielo, en Betty Johanna Van Den Eynde, samenwonende te Steenokkerzeel, de Croix d'Heuchinlaan 14, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, meer bepaald een inbreng in het gemeenschappelijk vermogen hebben bedongen.

Voor de verzoekers : (get.) J.-P. Rooman, notaris. (33443)

Bij vonnis uitgesproken door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 11 oktober 2004, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Jean-Pierre Rooman, te Leuven, op 5 februari 2004, waarbij de echtgenoten Raymond Alice Louis Dedoncker, en Liliane Elisabeth Christiane Henriette Messemans, samenwonende te Oud-Heverlee, Korbeekdamstraat 35, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, meer bepaald een inbreng in het gemeenschappelijk vermogen hebben bedongen.

Voor de verzoekers : (get.) J.-P. Rooman, notaris. (33444)

Bij vonnis uitgesproken door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 20 september 2004, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Jean-Pierre Rooman, te Leuven, op 8 december 2004, waarbij de echtgenoten Edmond Dupus, en Josée Alphonsine Haine, samenwonende te 3010 Leuven, Kessel-Lo, Overwinningstraat 90, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, meer bepaald een inbreng in het gemeenschappelijk vermogen hebben bedongen.

Voor de verzoekers : (get.) J.-P. Rooman, notaris. (33445)

Bij verzoekschrift d.d. 11 oktober 2004, hebben de heer Snoeys, Michel Corneel Maria, zelfstandige, geboren te Lier op 14 april 1964, rijksregisternummer : 64.04.19 403-64, en zijn echtgenote, Mevr. Mertens, Sonja Maria Louisa Gerarda, bediende, geboren te Turnhout op 1 april 1963, rijksregisternummer : 63.04.01 102-55, samenwonende te 2270 Herenthout, Zwanenberg 63, de homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel opgemaakt door notaris Philippe Goossens, te Grobbendonk, op 11 oktober 2004, bedingende dat zij het stelsel van scheiding van goederen zullen aannemen.

(Get.) Philippe Goossens, notaris. (33446)

Bij verzoekschrift van 12 oktober 2004, hebben de echtgenoten de heer Van Huychem, Eddy, en Mevr. Matté, Hilde, wonende te Galmaarden, Bruinsbroekstraat 25, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg van Brussel, de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Yves Vanden Eycken, te Idegem, op 8 september 2004, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel van het wettelijk stelsel naar zuivere scheiding van goederen.

Voor de echtgenoten Van Huychem-Matté, (get.) Yves Vanden Eycken, notaris. (33447)

Suivant jugement prononcé par la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège, en date du 20 septembre 2004, l'acte portant modification du régime matrimonial des époux Milan Stude Josko, sans profession, né à Split (Yougoslavie) le premier juin 1961, et Pollara, Carmela Francesca, sans profession, née à Ougrée le 4 octobre 1960, domiciliés ensemble à Liège (Grivegnée), rue Haute-Wez 107, mariés à Liège le 27 avril 1996, sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage, l'acte de Maître Murielle Bodson, notaire à Grivegnée, reçu le 8 juin 2004, enregistré à Liège IV, le 11 juin suivant, deux rôles, sans renvoi volume 173 folio 12 case 2 a été homologué.

L'acte modificatif comporte l'apport à la communauté d'un bien immobilier propre à Madame, Carmela Pollara.

(Signé) M. Bodson, notaire. (33448)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Par ordonnance du 5 octobre 2004 la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège a nommé M. Léon Ligot, avocat, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, en qualité de curateur à la succession de Mme Moureau, Martha Joséphine, née à Tilff le 24 juin 1904, domiciliée en son vivant à 4000 Liège (Sclessin), rue Méaroulle 1, et décédée à Liège le 23 septembre 2003.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot, avocat. (33449)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij beschikking de dato 13 oktober 2004 op verzoekschrift verleend, heeft de rechtbank van eerste aanleg, zittinghoudende te Turnhout, eerste kamer, over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mevr. Andries, Jacqueline, geboren te Ukkel op 5 september 1933, gedomicilieerd te Geel, Stelenseweg 19, overleden te Geel op 17 juli 2004, als curator aangesteld Mr. L. Matheussen, advocaat, kantoorhoudende te 2440 Geel, Nieuwstraat 88/B.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. Beliën. (33450)

Bij beschikking de dato 13 oktober 2004 op verzoekschrift verleend, heeft de rechtbank van eerste aanleg, zittinghoudende te Turnhout, eerste kamer, over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Steenwerckx, Serge Jean Roger, geboren te Leipzig (Duitsland) op 29 september 1944, laatst wonende te Turnhout, Begijnhof 67, overleden te Blankenberge op 20 augustus 1995, als curator aangesteld Mr. Herwig Declerck, advocaat, kantoorhoudende te 2300 Turnhout, Kasteelplein 6.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. Beliën. (33451)

Scheiding van goederen – Séparation de biens

Bij vonnis van de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg van Leuven, d.d. 29 juni 2004, werd een vordering tot scheiding van goederen gegrond verklaard en gezegd voor recht dat Jiri Ptacek en Esther Peeters gescheiden zijn van goederen. Deze vordering was ingesteld door Peeters, Esther Marie Renée, huishoudster, wonende te Kortenberg (sectie Erps-Kwerps), Kwerpsebaan 153, tegen haar echtgenoot, Jiri Ptacek, burgerlijk ingenieur, wonende te Kortenberg (sectie Erps-Kwerps), Kwerpsebaan 153.

(Get.) Patrick Hendrix, gerechtsdeurwaarder. (33452)

Igor Belyaev, Amy Dean, Horst Eger, Gerhard Hubmann, Reinhold Jandrisovits, Markus Kern, Michael Kundi, Hanns Moshhammer, Piero Lercher, Kurt Müller, Gerd Oberfeld*, Peter Ohnsorge, Peter Pelzmann, Claus Scheingraber and Roby Thill

EUROPAEM EMF Guideline 2016 for the prevention, diagnosis and treatment of EMF-related health problems and illnesses

DOI 10.1515/reveh-2016-0011

Received March 16, 2016; accepted May 29, 2016

Abstract: Chronic diseases and illnesses associated with non-specific symptoms are on the rise. In addition to chronic stress in social and work environments, physical and chemical exposures at home, at work, and during leisure activities are causal or contributing environmental stressors that deserve attention by the general practitioner as well as by all other members of the health care community. It seems necessary now to take “new exposures” like electromagnetic fields (EMF) into account. Physicians are increasingly confronted with health problems from unidentified causes. Studies, empirical observations, and patient reports clearly indicate interactions between EMF exposure and health problems. Individual susceptibility and environmental factors are frequently neglected. New wireless technologies and applications have been introduced without any certainty about their health effects, raising new challenges for medicine and society. For instance, the issue of so-called non-thermal

effects and potential long-term effects of low-dose exposure were scarcely investigated prior to the introduction of these technologies. Common electromagnetic field or EMF sources: Radio-frequency radiation (RF) (3 MHz to 300 GHz) is emitted from radio and TV broadcast antennas, Wi-Fi access points, routers, and clients (e.g. smartphones, tablets), cordless and mobile phones including their base stations, and Bluetooth devices. Extremely low frequency electric (ELF EF) and magnetic fields (ELF MF) (3 Hz to 3 kHz) are emitted from electrical wiring, lamps, and appliances. Very low frequency electric (VLF EF) and magnetic fields (VLF MF) (3 kHz to 3 MHz) are emitted, due to harmonic voltage and current distortions, from electrical wiring, lamps (e.g. compact fluorescent lamps), and electronic devices. On the one hand, there is strong evidence that long-term exposure to certain EMFs is a risk factor for diseases such as certain cancers, Alzheimer’s disease, and male infertility. On the other hand, the emerging electromagnetic hypersensitivity (EHS) is more and more recognized by health authorities, disability administrators and case workers, politicians, as well

European Academy for Environmental Medicine (EUROPAEM) – EMF working group:

***Corresponding author: Gerd Oberfeld**, Department of Public Health, Government of Land Salzburg, Austria,
E-mail: gerd.oberfeld@salzburg.gv.at

Igor Belyaev: Cancer Research Institute BMC, Slovak Academy of Science, Bratislava, Slovak Republic; and Prokhorov General Physics Institute, Russian Academy of Science, Moscow, Russia

Amy Dean: American Academy of Environmental Medicine, Wichita, KS, USA

Horst Eger: Association of Statutory Health Insurance Physicians of Bavaria, Medical Quality Circle “Electromagnetic Fields in Medicine – Diagnostic, Therapy, Environment”, no. 65143, Naila, Germany

Gerhard Hubmann: Center for Holistic Medicine “MEDICUS”, Vienna, Austria; and Wiener Internationale Akademie für Ganzheitsmedizin (GAMED), Vienna, Austria

Reinhold Jandrisovits: Medical Association Burgenland, Environmental Medicine Department, Eisenstadt, Austria

Markus Kern: Medical Quality Circle “Electromagnetic Fields in

Medicine – Diagnosis, Treatment and Environment”, Kempten, Germany; and Kompetenzinitiative zum Schutz von Mensch, Umwelt u. Demokratie e.V., Kempten, Germany

Michael Kundi and Hanns Moshhammer: Institute of Environmental Health, Medical University Vienna, Vienna, Austria

Piero Lercher: Medical Association Vienna, Environmental Medicine Department, Vienna, Austria

Kurt Müller: European Academy for Environmental Medicine, Kempten, Germany

Peter Ohnsorge: European Academy for Environmental Medicine, Würzburg, Germany

Peter Pelzmann: Department of electronics and computer science engineering, HTL Danube City, Vienna, Austria

Claus Scheingraber: Working Group Electro-Biology (AEB), Munich, Germany and Association for Environmental- and Human-Toxicology (DGUHT), Würzburg, Germany

Roby Thill: Association for Environmental Medicine (ALMEN), Beaufort, Luxembourg

as courts of law. We recommend treating EHS clinically as part of the group of chronic multisystem illnesses (CMI), but still recognizing that the underlying cause remains the environment. In the beginning, EHS symptoms occur only occasionally, but over time they may increase in frequency and severity. Common EHS symptoms include headaches, concentration difficulties, sleep problems, depression, a lack of energy, fatigue, and flu-like symptoms. A comprehensive medical history, which should include all symptoms and their occurrences in spatial and temporal terms and in the context of EMF exposures, is the key to making the diagnosis. The EMF exposure is usually assessed by EMF measurements at home and at work. Certain types of EMF exposure can be assessed by asking about common EMF sources. It is very important to take the individual susceptibility into account. The primary method of treatment should mainly focus on the prevention or reduction of EMF exposure, that is, reducing or eliminating all sources of high EMF exposure at home and at the workplace. The reduction of EMF exposure should also be extended to public spaces such as schools, hospitals, public transport, and libraries to enable persons with EHS an unhindered use (accessibility measure). If a detrimental EMF exposure is reduced sufficiently, the body has a chance to recover and EHS symptoms will be reduced or even disappear. Many examples have shown that such measures can prove effective. To increase the effectiveness of the treatment, the broad range of other environmental factors that contribute to the total body burden should also be addressed. Anything that supports homeostasis will increase a person's resilience against disease and thus against the adverse effects of EMF exposure. There is increasing evidence that EMF exposure has a major impact on the oxidative and nitrosative regulation capacity in affected individuals. This concept also may explain why the level of susceptibility to EMF can change and why the range of symptoms reported in the context of EMF exposures is so large. Based on our current understanding, a treatment approach that minimizes the adverse effects of peroxynitrite – as has been increasingly used in the treatment of multisystem illnesses – works best. This EMF Guideline gives an overview of the current knowledge regarding EMF-related health risks and provides recommendations for the diagnosis, treatment and accessibility measures of EHS to improve and restore individual health outcomes as well as for the development of strategies for prevention.

Keywords: accessibility measures; Alzheimer's disease; cancer; chronic multisystem illnesses (CMI); diagnosis; electric; electromagnetic field (EMF); electromagnetic

hypersensitivity (EHS); infertility; leukemia; magnetic; medical guideline; nitrosative stress; non-ionizing; oxidative stress; peroxynitrite; prevention; radiation; static; therapy; treatment.

Current state of the scientific and political debate about EMF-related health problems from a medical perspective

Introduction

The Environmental Burden of Disease Project assessed the influence of nine environmental stressors (benzene, dioxins including furans and dioxin-like PCBs, second-hand smoke, formaldehyde, lead, noise, ozone, particulate matter and radon) on the health of the population of six countries (Belgium, Finland, France, Germany, Italy, and the Netherlands). Those nine environmental stressors caused 3%–7% of the annual burden of disease in the six European countries (1).

The Bundespsychotherapeutenkammer (BPtK) study in Germany showed that mental disorders had increased further and especially burnout as a reason of inability to work increased seven-fold from 2004 to 2011 (2). In Germany, 42% of early retirements in 2012 were caused by mental disorders, depression being the leading diagnosis (3). In Germany, psychotropic drugs are in third place for the prescriptions of all drugs (4).

The consumption of methylphenidate (Ritalin, Medikinet, Concerta), a psychotropic drug prescribed as a treatment for attention deficit hyperactivity disorder (ADHD) especially for young children and adolescents, has increased alarmingly since the early 1990s. According to statistics of the German Federal Institute for Drugs and Medical Devices (Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte), prescriptions have increased even more dramatically since 2000 and reached a climax in 2012. In 2013, only a slight decline in the number of prescriptions was observed (5). Interestingly, the rapid increase in the use of methylphenidate coincides with the enormous expansion of mobile telecommunication and other related technologies, posing an open research question.

In Germany, work disability cases and absence days due to mental health disorders more than doubled from 1994 to 2011 (6). In the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) countries, a huge

variability in the prescription of antidepressants has occurred and generally an increasing trend has been observed. Socioeconomic status and therapeutic standards cannot fully explain these observations (7). Functional disturbances like chronic inflammation and changes of neurotransmitter functions caused by environmental influences have hardly been investigated.

A steady increase in the prevalence of allergic/asthmatic diseases globally has occurred, with about 30%–40% of the world population now being affected by one or more allergic/asthmatic conditions (8).

It is suspected that environmental conditions such as the increasing exposure of the population to electromagnetic fields (EMFs) play a causal role for EMF-related health effects (9–12), including exposure to radio-frequency radiation (RF), which emanates from, e.g. cordless phones (DECT), mobile phone base stations, and mobile phones (GSM, GPRS, UMTS, LTE), especially smartphones, data cards for laptop and notebook computers, wireless LAN (Wi-Fi), wireless and powerline communication-based smart meters, but also exposure to extremely low frequency (ELF) electric fields (EF) and magnetic fields (MF) including “dirty electricity”, which emanate from disturbances on electric wiring, power lines, electric devices, and other equipment. For the society and the medical community, all of this raises new challenges.

While biophysical and biochemical mechanisms of biological effects of EMF at low-intensity levels are not exactly known, significant progress has been achieved in the last decades, and there are numerous data indicating that these mechanisms may overlap for ELF and RF effects (13–18). In the following sections, we provide some background information on important aspects of EMF biological effects. However, this must not be misunderstood as a full review of the evidence. We do not always strictly differentiate between RF and ELF fields because of the above mentioned overlap in biological mechanisms. It should also be mentioned here that very specific exposure conditions may trigger biological responses in one individual, but not in others. Anecdotal reports, however, indicate that such individual responsiveness or susceptibility does expand over time and the intolerance then extends over a broad range of exposure conditions.

Chronic diseases and illnesses associated with unspecific symptoms are on the rise. In addition to chronic stress in social and work environments, physical and chemical exposures at home, at work, and during leisure activities are causal or contributing environmental stressors that deserve attention by the general practitioner as well as by all other members of the health care community. It seems certainly necessary now to take “new exposures” like EMF

into account, or as stated by Hedendahl et al. (19): “*It is time to consider ELF EMF and RF EMF as environmental pollutants that need to be controlled*”.

Worldwide statements of organizations regarding EMF

The recommendations of the World Health Organization (WHO) regarding ELF electric and magnetic fields and RF radiation, compiled by the International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection (ICNIRP) (20, 21), are based on currents induced in the body (ELF) and thermal effects (RF).

Thermal effects are defined as effects that originate in elevated temperatures from the absorption of electromagnetic energy. The specific absorption rate (SAR) is defined as the rate of absorption of electromagnetic energy in a unit mass of biological tissue. It is proportional to the incremental temperature increase in that tissue. Indeed while a significant temperature increase must be avoided as it can be of immediate adverse health consequences (tissue necrosis, cardiac stress, etc.) exposures can be without (measurable) temperature increase either because of heat dissipation or because the exposure is too low to be associated with relevant heating. The latter type of exposure is termed non-thermal. Biological and health-relevant effects at non-thermal levels have been shown and discussed by many research groups all over the world (9, 10, 22–24).

The ICNIRP recommendations were adopted by the EU in its Council Recommendation of 1999, without considering long-term non-thermal effects. However, it should be stressed that at an international EMF conference in London (2008), Professor Paolo Vecchia, ICNIRP Chairman from 2004 to 2012, said about the exposure guidelines “What they are not”: “*They are not mandatory prescriptions for safety*”, “*They are not the ‘last word’ on the issue*”, and “*They are not defensive walls for industry or others*” (25).

For all RF-based non-thermal EMF effects, SAR estimates are not an appropriate exposure metric, but instead either the field intensity or power density (PD) in combination with exposure duration should be used in safety standards (26, 14, 27). In contrast to the ICNIRP guidelines, the Russian safety standards, are based on non-thermal RF effects, which were obtained by several research institutes in the former Soviet Union during decades of studies on chronic exposures to RF (28, 29).

In contrast to the WHO headquarter in Geneva, the International Agency for Research on Cancer (IARC), a WHO-affiliated specialized agency in Lyon, classified

extremely low frequency magnetic fields (ELF MF) as possibly carcinogenic to humans (Group 2B) in 2002 (30) and radio-frequency radiation in 2011 (24).

It should be noted that, during the last 20 years, more than 20 position papers and resolutions regarding EMF and health have been adopted by EMF researchers and physicians. These include the Vienna EMF Resolution, Austria, 1998; Stewart Report, UK, 2000; Salzburg Resolution, Austria, 2000; Freiburg Appeal, Germany, 2002; Catania Resolution, Italy, 2002; Irish Doctors' Environmental Association Statement, Ireland, 2005; Helsinki Appeal, Finland, 2005; Benevento Resolution, Italy, 2006; Venice Resolution, Italy, 2008; Porto Alegre Resolution, Brazil, 2009; Russian National Committee on Non-Ionizing Radiation Protection Resolution, Russia, 2001; International Doctors' Appeal, Europe, 2012; and the Report of the Standing Committee on Health, Canada, 2015 (31–34).

In August 2007 and December 2012, the BioInitiative Working Group, an international group of 29 experts with different competences, published two groundbreaking reports “BioInitiative 2007/resp. 2012 – A Rationale for a Biologically-based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF)” edited by Cindy Sage and David O. Carpenter, calling for preventive measures against EMF exposure based on the available scientific evidence (9, 10). The BioInitiative reports are global milestones with respect to a comprehensive review of biological effects and health effects of low-intensity electromagnetic radiation as well as the conclusions and recommendations given for the public. The BioInitiative report 2012 includes sections on the evidence for effects on: gene and protein expression, DNA, immune function, neurology and behavior, blood-brain barrier, brain tumors and acoustic neuromas, childhood leukemia, melatonin, Alzheimer's disease, breast cancer, fertility and reproduction, fetal and neonatal disorders, autism, disruption by the modulating signal, EMF medical therapeutics, as well as sections on: statement of the problem, the existing public exposure standards, evidence for inadequacy of the standards, the precautionary principle, global public health examples, key scientific evidence and public health recommendations, and summary for the public and conclusions.

As it is mostly neglected as a health hazard, the European Environment Agency compared the risks of non-ionizing radiation (EMF) to other environmental hazards such as asbestos, benzene, and tobacco, urgently recommending to implement a precautionary approach regarding EMF (35). This position was confirmed and elaborated more comprehensively in further publications in 2011 and 2013 (36, 37).

In September 2008, a statement of the European Parliament called for a review of the EMF limits set out in the

EU Council Recommendation of 1999, which was based on the ICNIRP guidelines, with reference to the BioInitiative Report (38). This was further strengthened in the European Parliament resolution of April 2009 (39).

At the meeting in November 2009 in Seletun, Norway, a scientific panel adopted a Consensus Agreement that recommends preventative and precautionary actions that are warranted now, given the existing evidence for potential global health risks from EMF exposure (40). Besides general and specific recommendations, e.g. for mobile and cordless phone use, the panel recommended exposure limits for ELF magnetic fields and radio-frequency radiation. It was stated by the panel: “Numeric limits recommended here do not yet take into account sensitive populations (EHS, immune-compromised, the fetus, developing children, the elderly, people on medications, etc.). Another safety margin is, thus, likely justified further below the numeric limits for EMF exposure recommended here”.

Since 2007 the Highest Health Council of the Ministry of Health in Austria has recommended to take preventive action by reducing exposure levels from RF devices which may lead to long-term human exposure of at least a factor of 100 below the guideline levels of the European Commission and by issuing rules on how to reduce one's individual exposure to RF radiation from mobile phones (41).

In May 2011, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe adopted the report “The Potential Dangers of Electromagnetic Fields and their Effects on the Environment” (42). The Assembly recommended many preventive measures for the member states of the Council of Europe with the aim to protect humans and the environment, especially from high-frequency electromagnetic fields such as: “Take all reasonable measures to reduce exposure to electromagnetic fields, especially to radiofrequencies from mobile phones, and particularly the exposure of children and young people who seem to be most at risk from head tumors”, or “Pay particular attention to ‘electrosensitive’ people who suffer from a syndrome of intolerance to electromagnetic fields and introduce special measures to protect them, including the creation of wave-free areas not covered by the wireless network”.

Recognizing that patients are being adversely affected by EMF exposure, the American Academy of Environmental Medicine (AAEM) published recommendations regarding EMF exposure in July 2012. The AAEM called for physicians to consider electromagnetic exposure in diagnosis and treatment and to recognize that EMF exposure “may be an underlying cause of the patient's disease process” (43).

Since 2014, the Belgian government has prohibited the advertising of mobile phones for children under the age of

7 and has required the specific absorption rate (SAR) of mobile phones be listed. Furthermore, at the point of sale, well-marked warnings must be posted that instruct users to use headsets and to minimize their exposure (44).

In January 2015, the French parliament adopted a comprehensive law that protects the general public from excessive exposure to electromagnetic waves. Among other things, it was passed to ban Wi-Fi in nurseries for children under the age of 3 and to enable Wi-Fi at primary schools with children under the age of 11 only when used specifically for lessons. Public places offering Wi-Fi must clearly advertise this fact on a sign. At the point of sale of mobile phones, the SAR value must be clearly shown. In the future, any mobile phone advertisement must include recommendations on how users can reduce RF radiation exposure to the head such as the use of headsets. Data on local EMF exposure levels shall be made more easily accessible to the general public, among others, through country-wide transmitter maps. Also, the French government will have to submit a report on electromagnetic hypersensitivity to the parliament within a year (45).

As of February 2016, 220 scientists from 42 countries have signed an international Appeal, directed to the United Nations (UN) and WHO, calling for protection from non-ionizing electromagnetic field exposure. The appeal addresses the scientifically proven effects on health and the inadequate international guidelines (ICNIRP) to date and their use by the WHO. In addition, nine requests were made, including that: “*the public be fully informed about the potential health risks from electromagnetic energy and taught harm reduction strategies*” and that “*medical professionals be educated about the biological effects of electromagnetic energy and be provided training on treatment of patients with electromagnetic sensitivity*” (46).

In September 2015 an International Scientific Declaration on Electromagnetic Hypersensitivity and Multiple Chemical Sensitivity was published by the Scientific Committee following the 5th Paris Appeal Congress, which took place on 18 May 2015 at the Royal Academy of Medicine, Brussels, Belgium. It calls upon national and international agencies and organizations to recognize EHS and multiple chemical sensitivity as a disease and urges particularly the WHO to include EHS and MCS in the International Classification of Diseases. It also asks national and international agencies and organizations to adopt simple precautionary measures of prevention, to inform the public, and to appoint truly independent expert groups to evaluate these health risks based on scientific objectivity, which is not the case today (47).

EMF and cancer

Except for a few investigations in occupational settings, epidemiological research of EMF started in 1979 when Wertheimer and Leeper published their study about the relationship between the proximity to so-called power line poles (ELF MF) with “service drop” wires and the occurrence of childhood cancer (specifically leukemia and brain tumors) (48). At the same time Robinette et al. studied mortality in a cohort of Korean War veterans having been trained on military radars (RF) in the early 1950s (49). Both studies found indications of increased risks and initiated a new era of studying health-relevant effects from exposure to EMFs.

ELF MF

In the following years, a large number of investigations about the relationship between childhood leukemia and extremely low frequency magnetic fields (ELF MF) have been published. However, the results seemed inconsistent until in 2000 two pooled analyses (50, 51) were conducted, providing little indication of inconsistency and demonstrating an increase of leukemia risk with increasing average exposure levels that was significant for levels above 0.3 or 0.4 μT relative to averages below 0.1 μT but without indication of a threshold. Based on these findings, the International Agency for Research on Cancer (IARC) classified ELF MF in 2002 as a Group 2B (possible) carcinogen (30). To this category belong, e.g. lead, DDT, welding fumes, and carbon tetrachloride.

Since then additional epidemiological studies have been conducted that gave essentially the same results (52, 53). The only study to date on the gene-environment interaction in relation to power-frequency MF reported a significant effect enhancement in children with a polymorphism in a DNA-repair gene (54). In a review on childhood leukemia and ELF MF, Kundi concluded that there is sufficient evidence from epidemiological studies of an increased risk for childhood leukemia from exposure to power-frequency MF that cannot be attributed to chance, bias, or confounding. Therefore, according to the rules of IARC, such exposures ought to be classified as a Group 1 (definitive) carcinogen (55).

The BioInitiative Report 2012 (56) stated: “*Children who have leukemia and are in recovery have poorer survival rates if their ELF exposure at home (or where they are recovering) is between 1mG [0.1 μT] and 2 mG [0.2 μT] in one study; over 3 mG [0.3 μT] in another study*” (56).

RF

There were several mechanisms identified which might be responsible for carcinogenic effects of RF (23). Epidemiological studies of RF before the general rise in exposure to mobile telecommunication devices was very restricted and only a few studies had been conducted in the vicinity of radio transmitters, radar stations, for occupational exposures, and in radio amateurs. After the introduction of digital mobile telephony, the number of users of mobile phones increased dramatically and it was recommended in the 1990s to perform epidemiological studies with a focus on intracranial tumors. Since the first publication in 1999 by the Swedish group of Prof. Lennart Hardell (57), about 40 studies have been published. The majority of these studies investigated brain tumors, but salivary gland tumors, uveal melanoma, malignant melanoma of the skin, nerve sheath tumors, testicular cancer, and lymphoma were also studied. Many of these studies are inconclusive because exposure durations are too short; however, two series of investigations, the international Interphone Study conducted in 13 countries and the Swedish studies of the Hardell group, had a significant proportion of long-term mobile phone users and could in principle be used for risk assessment. In 2011, IARC classified radio-frequency electromagnetic fields (RF) as a Group 2B carcinogen based on evidence from epidemiological studies and animal experiments (24). Since then, additional studies have corroborated the assumption of a causal relationship between mobile phone use and cancer (58–60). Hardell and Carlberg (61) concluded that RF EMF ought to be classified as a definitive human carcinogen (IARC Group 1). The evidence for a causal relationship between long-term mobile and cordless phone use and the risk of glioma has increased further: in 2014, a study by Carlberg and Hardell (62) showed significantly decreased survival rates in patients with glioblastoma multiforme (astrocytoma grade IV) and the use of wireless phones and, in 2015, another pooled case-control study by Hardell and Carlberg (63) including latency periods of >25 years.

That also other tumors might be related to EMF exposure is exemplified by the observation in women who have worn their mobile phone in their bra for prolonged periods of time and later developed breast cancer at that site (64).

The Italian Supreme Court confirmed a previous decision by the Civil Court of Appeals of Brescia (no. 614 of 10 December 2009) that ruled that the National Institute for Workmen's Compensation (INAIL) must compensate a worker who had developed a tumor in the head due to long-term, heavy use of mobile phones while on the job.

The case was an ipsilateral neuroma of the trigeminal nerve in a subject who had occupational exposure for >10 years, with >15,000 h on mobile and cordless phones. The court recognized that *"it is likely (qualified probability) that RF have a role which is at least contributory in the development of the origin of the tumor suffered by the subject"* (65).

Many modern devices emit EMF of different frequency ranges simultaneously. For example, mobile phones create EMF in RF, VLF, and ELF frequency ranges and also a static magnetic field; for a review see (23). Therefore, it is important to consider combined exposures for the assessment of health effects.

Genotoxic effects

Genotoxic effects of EMF dealing with DNA damage, mutations, chromatin structure, and DNA repair have recently been reviewed by Henry Lai in the Bioinitiative Report (66) and by the IARC Working Group in the assessment of RF carcinogenicity (24). In general, about half of the available studies found genotoxicity (positive reports), although other studies did not (negative reports) (23). Of note, a similar ratio of positive and negative RF studies was reported for other biological endpoints (67–69). The evident reason for this eventual inconsistency is strong dependence of the EMF effects on a number of physical and biological parameters, which significantly varied between studies. These dependencies were established for both ELF (70–72) and RF effects (24, 27).

Among other parameters, in human lymphocytes, an individual variability in chromatin response to ELF has been reported, which might suggest a stronger response in cells from EHS individuals (72). The same research group performed comparative studies on genotoxicity with cells from EHS and carefully matched control subjects (73–75). The response of lymphocytes to RF from GSM mobile phones (915 MHz) and power-frequency magnetic fields (50 Hz) was investigated (73). The 53BP1 protein, which participates in the formation of DNA repair foci at the location of DNA double-strand breaks (DSB), was analyzed by immunostaining in situ. Exposure to either 915 MHz or 50 Hz significantly condensed chromatin and inhibited the formation of DNA repair foci. The EMF-induced responses in lymphocytes from healthy and hypersensitive donors were similar but not identical to the stress response induced by heat shock. The effects of GSM on chromatin and DNA repair foci in lymphocytes from EHS were further confirmed (74, 75). Although individual variability was observed, effects of RF from mobile phones strongly

depended on the carrier frequency/frequency channel (74–77). Regardless of the cell type (human lymphocytes, fibroblasts, or stem cells), the effects at the 905 MHz/GSM channel 74 on DNA repair foci and chromatin were consistently lower as compared to the effects at the 915 MHz/GSM channel 124. The data also indicated stronger effects of exposure to RF from UMTS mobile phone radiation at the frequency of 1947.4 MHz. These data provided evidence that different frequency channels of different types of mobile communications technologies should be tested separately in provocation studies with EHS. While some minor differences were detected, very similar ELF/RF effects were observed in cells from EHS and matched control subjects. It is likely that compensatory reactions at a more complex level of biological organization such as reactions of tissues, organs, and organ systems are less efficient in persons with EHS, thereby providing a stronger connection of the EMF cellular response with symptoms of hypersensitivity.

Neurological effects of EMF

Neurological and behavioral effects were among the earliest topics of research on potential adverse effects of ELF as well as RF EMFs (78, 79). Concerning epidemiological evidence, more than a decade before the seminal publication of Wertheimer and Leeper (48), Haynal and Regli reported in 1965 an approximately four-fold higher prevalence of a history of electrical engineering jobs in patients with amyotrophic lateral sclerosis (ALS) than in control subjects (80).

Functional, morphological, and biochemical changes at the cellular, tissue, and organism level, as well as behavioral changes have been studied under experimental conditions, and epidemiology has assessed the association between occupational and residential exposure to EMFs and neurodegenerative diseases as well as neurological symptoms.

Research has shown that EMFs (RF and ELF) have deleterious effects on brain neurons and brain functioning (81). Epidemiological research has also shown an increased risk for Alzheimer's and dementia from occupational and residential exposure to ELF.

Neurological effects of radio-frequency radiation

Early studies of RF are difficult to assess because the descriptions of exposure conditions are often insufficient to derive the relevant dosimetric quantities. As early as

1932, Schliephake (82) reported effects that he considered to be non-thermal: „*Es treten Erscheinungen auf, wie wir sie bei Neurasthenikern zu sehen gewohnt sind: starke Mattigkeit am Tag, dafür in der Nacht unruhiger Schlaf, zunächst ein eigenartig ziehendes Gefühl in der Stirn und Kopfhaut, dann Kopfschmerzen, die sich immer mehr steigern, bis zur Unerträglichkeit. Dazu Neigung zu depressiver Stimmung und Aufgeregtheit.*“ [“*Phenomena occur that we are accustomed to seeing in neurasthenics: pronounced fatigue during the day, however, restless sleep at night, in the beginning, a peculiar pulling sensation on the forehead and scalp, and then headaches that increase beyond the limit of tolerance. In addition, a tendency to depressive moods and agitation*”.] Such symptoms, not unlike those later summarized as microwave or radio wave sickness syndrome, have been found in a substantial percentage of exposed workers in the Soviet Union (83) and also in individuals presenting as electrohypersensitive (see below).

Experimental research in humans was scarce before the advent of digital mobile telephony. Since the earliest studies (84, 85) on brain electrical activity, a large evidence base has been compiled that indicates subtle changes in CNS function after and during short-term exposure to different types of RF. Experimental investigations were predominantly about effects on EEG power spectra (e.g. 86–96), event related potentials (e.g. 97–104), sleep (e.g. 105–119) and cognitive function (e.g. 120–131). A few investigations were about effects on glucose metabolism (132, 133) and regional cerebral blood flow (134, 135), applying PET scan imaging. Animal studies covered a wide variety of behavioral aspects, ranging from learning and memory (e.g. 136–141) to anxiety-related behavior (142).

The reaction of the CNS to RF is not restricted to the presence of the exposure but persists for some time after the exposure, making short-term cross-over studies uninformative. The location of exposure could be of relevance under certain circumstances, but often effects are bilateral after unilateral exposure, suggesting involvement of subcortical structures. Effects on sleep may depend on individual characteristics, which led to the conclusion that conflicting results are not strong evidence against an effect (113). Pulsed RF is more effective than continuous waves, but there is some evidence of the importance of exposure characteristics including the site of coupling of the RF field and its modulation.

In the 2012 update of the BioInitiative Report, Henry Lai summarized the experimental evidence as follows (143): “*Almost all the animal studies reported effects, whereas more human studies reported no effects than effects. This may be caused by several possible factors: (a) Humans are less susceptible to the effects of RFR than*

are rodents. (b) *It may be more difficult to do human than animal experiments, since it is, in general, easier to control the variables and confounding factors in an animal experiment.* (c) *In the animal studies, the cumulative exposure duration was generally longer and studies were carried out after exposure, whereas in the human studies, the exposure was generally one time and testing was done during exposure. This raises the question of whether the effects of RFR are cumulative”.*

Neurological effects of extremely low frequency electromagnetic fields (ELF EMF)

Neurophysiological investigations of ELF EMFs were already conducted in the 1970s. Studies of chick and cat brain tissue (e.g. 144–146) revealed effects of weak ELF EMFs and ELF modulated RF fields that depended on intensity and frequency (so-called window effects). Adey proposed in 1981 (147) that effects are due to a primary interaction of EMFs at the cell membrane surface inducing a cascade of intracellular processes. This early insight has been corroborated by recent studies on various transmitter receptors in the brain such as N-methyl-D-aspartate receptors, dopamine and serotonin receptors (e.g. 148–151). Some of these more recent studies also reported frequency window effects as well as intensity window effects on the neurodevelopment in the rat (152).

Behavioral effects of ELF EMF have been studied at rather high levels in the 1970s and 1980s (e.g. 153, 154), while recent studies include low-level exposures and support effects on behavior at different levels of complexity. These include: changes in locomotor activity (e.g. 148, 149, 155, 156), anxiety (e.g. 157–159) and depression-like behavior (160, 161). *“Since different behavioral effects have been observed in different exposure conditions, species of animals, and testing paradigms, they provide the strongest evidence that exposure to ELF EMF can affect the nervous system”.* (Lai, 2012, BioInitiative Report, section 9, Evidence for effects on neurology and behavior effects, 143). Also in humans, effects were reported at low levels (e.g. 162–164).

Neurodegenerative diseases

The most prevalent of neurodegenerative diseases is Alzheimer’s disease with an estimated 45 million patients worldwide for 2015, followed by Parkinson’s disease, Huntington’s disease, amyotrophic lateral sclerosis (ALS), and other motoneuron diseases (MND). To date,

the pathophysiology of these diseases is incompletely understood. In many of these diseases, atypical protein assemblies, mitochondrial dysfunction, and programmed cell death play a role and some genetic changes have been detected. As some such changes could be a consequence of oxidative stress (see below), disruption of calcium homeostasis, and disturbance of intracellular signaling pathways, there is a theoretical possibility that EMFs could contribute to the risk of these diseases. Since the 1980s, more than 30 epidemiological studies assessing the potential relationship between exposure to ELF EMFs and neurodegenerative diseases have been conducted. In the last years, several meta-analyses have been published. Concerning Parkinson’s disease, there is little evidence of an association (165). Concerning ALS, Zhou et al. (166) summarize their results as follows: *“Although there are potential limitations from study selection bias, exposure misclassification, and the confounding effect of individual studies in this meta-analysis, our data suggest a slight but significant ALS risk increase among those with job titles related to relatively high levels of ELF EMF exposure”.* A review by Vergara et al. came to another conclusion (167): *“Our results do not support MF [magnetic fields] as the explanation for observed associations between occupational titles and MND”.* This discrepancy can be resolved by discriminating between different methods of endpoint assessment (incidence, prevalence or mortality data) and the potential for misclassification due to various sources of exposure data used. If these factors are considered, there is a consistent relationship between ELF EMF from occupational exposure and ALS/MND, and also the few studies about residential exposure are in line with an increased risk from exposure to MF (168).

Blood-brain barrier

All exchanges between blood and brain are strictly regulated by the blood-brain barrier (BBB). The BBB prevents the passage of various molecules from the blood into the brain and vice versa. An increase in a normally low BBB permeability for hydrophilic and charged molecules could potentially be detrimental. While the data on ELF effects are very sparse, several research groups investigated whether RF affects the BBB. These data have recently been reviewed (169–171). Although some BBB studies reported negative data, other studies, including replicated studies with rats from the Swedish group of Leif Salford and Bertil Persson, suggested that RF from mobile phones may affect the BBB under specific exposure conditions (171). More recent studies showing EMF effects at specific conditions of

exposure (150, 172, 173) and not showing effects on the BBB under other conditions (174) are in line with this suggestion.

EMF and infertility and reproduction

Infertility and reproduction disorders are on the rise. Based on the BioInitiative Report (175), it should be concluded that men who use – and particularly those who wear a mobile phone, personal digital assistant (PDA) or pager on their belt or in a pocket – show adverse effects on sperm quality, motility, and pathology. The usage of mobile phones, the exposure to mobile phone radiation, or the storage of a mobile phone close to the testes of human males affects sperm count, motility, viability, and structure (176–184). Animal studies have demonstrated oxidative and DNA damage, pathological changes in the testes of animals, decreased sperm mobility and viability, and other measures of deleterious damage to the male germ line (182, 185–188).

There are also some studies of adverse birth outcomes in EMF-exposed women. A case-control study (189) and a population-based prospective cohort study (190) from California showed an association between miscarriage and the maximum value measured by a 24-h body-worn magnetic field dosimeter.

Electromagnetic hypersensitivity (EHS)

An increasing number of humans are continuously exposed in their daily life to increasing levels of a combination of static, ELF and VLF (very low frequencies, in general terms from 3 kHz to 3 MHz, in detailed terms from 3 kHz to 30 kHz) electric and magnetic fields and RF electromagnetic fields. These exposures are of different signal patterns, intensities, and technical applications for varying periods of time. All these fields are summarized as EMF, colloquially referred to as “electrosmog”.

Some historical examples of EHS from as early as 1932 (82, 83) are given in the chapter “Neurological effects of radio-frequency radiation”.

In a questionnaire survey in Switzerland in 2001, which was addressed to persons attributing specific health problems to EMF exposure, of the 394 respondents 58% suffered from sleep problems or disorders, 41% from headaches, 19% from nervousness, 18% from fatigue, and 16% from difficulties with concentration. The respondents attributed their symptoms to, e.g. mobile phone base stations (74%), mobile phones (36%), cordless phones (29%), and high-voltage power lines (27%). Two thirds of the respondents

had taken measures to reduce their symptoms, the most frequent one being to avoid exposure (191).

In 2001, 63 persons who attributed health problems to environmental exposure were counseled in an interdisciplinary environmental medicine pilot project in Basel. An interdisciplinary expert team assessed the individual symptoms by a medical psychological-psychiatric and environmental examination, including visits and environmental measurements at home. With respect to the 25 persons with EHS, the expert team attested to the fact that in one third of them at least one symptom was plausibly related to electrosmog, although the EMF exposure was within the Swiss limits. They concluded that patients with EHS should be advised medically, psychologically, and environmentally (192, 193).

A questionnaire study of Finns (n=206), who describe themselves as suffering from electromagnetic hypersensitivity (EHS), revealed that the most common symptoms were related to the nervous system: stress (60%), sleeping disorders (59%) and fatigue (57%). The sources that were most often reported to have triggered EHS were: personal computers (51%) and mobile phones (47%). For 76% of the participants the reduction or avoidance of electromagnetic fields (EMF) helped in their full or partial recovery (194).

A representative telephone survey (n=2048; age>14 years) carried out in Switzerland in 2004 yielded a frequency of 5% (95% CI 4% to 6%) for having symptoms attributed to electrosmog, so-called EHS. In n=107 EHS persons, the most common symptoms being sleep problems (43%), headache (34%), and concentration difficulties (10%). Remarkably, only 13% consulted their family doctor. Individuals with a past history of symptoms attributable to EMF gave “turned off the source” as the answer to measures taken three times as often as the ones who still had symptoms (195).

In a Swiss questionnaire study of GPs in 2005, two-thirds of the doctors were consulted at least once a year because of symptoms attributed to EMF. Fifty-four percent of the doctors assessed a relation as possible. The doctors in this questionnaire asked for more general information about EMF and health and instructions on how to deal with patients with EHS (196).

In another questionnaire study, also mandated by the Swiss Federal Government and performed by the University of Bern in 2004, Swiss doctors working with complementary diagnostic and therapeutic tools reported that 71% of their consultations related to EMF. Remarkably, not only the patients but even more so the doctors suspected a possible relation between illness and EMF. The reduction or elimination of environmental sources was the main

therapeutic instrument in treating symptoms related to EMF (197).

A questionnaire study of Austrian doctors yielded similar results. In this study, the discrepancy between the physicians' opinions and established national and international health risk assessments was remarkable, considering that 96% of the physicians believed to some degree in or were totally convinced of a health-relevant role of environmental electromagnetic fields (198).

In a survey conducted 2009 in a Japanese EHS and multiple chemical sensitivity (MCS) self-help group ($n = 75$), 45% of the respondents had EHS as a medical diagnosis and 49% considered themselves EHS. Every second respondent had medically diagnosed MCS (49%) and 27% had self-diagnosed MCS. The main EHS-related symptoms were fatigue, headache, concentration problems, sleep disorders, and dizziness. The most frequent causes included base stations, other persons' mobile phones, PC, power lines, television, own mobile phone, public transportation, cordless phones, air conditioner, and car. Suspected EMF source of EHS onset were: mobile phone base stations, PC, electric home appliances, medical equipment, mobile phones, power lines, and induction cookers (199).

In 2010, Khurana et al. reported that eight out of ten epidemiological studies that assessed health effects of mobile phone base stations reported an increased prevalence of adverse neurobehavioral symptoms or cancer in populations living at distances within 500 m from base stations. None of the studies reported exposure levels above accepted international guidelines, suggesting that current guidelines may be inadequate in protecting the health of human populations (200).

Carpenter reported in 2015 (201) a series of healthy people that developed EHS after a brief, high-intensity microwave radiation exposure. Typical symptoms included, for example, chronic headaches, irritability, and emotional lability, decreased libido, and memory problems, which in some patients, lasted for years.

Hedendahl et al. (19) reported two 15-year-old male students and one 47-year-old female teacher who experienced health effects like headaches, difficulties concentrating, tachycardia, poor memory, or dizziness when exposed to Wi-Fi in school. This example is mentioned to point specifically to the potential health impacts from increasing RF exposure of students and teachers by Wi-Fi.

The question, whether EHS is causally associated with EMF exposure is controversially discussed. On the one hand, physicians judge a causal association between EMF exposures as plausible based on case reports, on the other hand, national and international health risk assessments mostly claim that there is no such causal association,

because provocation studies under controlled blinded conditions mostly failed to show effects. However, these studies have severe shortcomings that must be addressed: sequences of exposure conditions were often contiguous neglecting aftereffects of exposure; the exposure duration and the examined effects were short-term; the sham exposure was frequently under conditions that could provoke arousal in sensitive individuals; the time frame neglected the temporal conditions of symptom occurrence and disappearance, and/or the recruitment of persons with EHS was not medically assessed.

The WHO does not consider EHS as a diagnosis and recommends to medical doctors that the treatment of affected individuals should focus on the health symptoms and the clinical picture, and not on a person's perceived need for reducing or eliminating EMF in the workplace or at home (202). Based on the existing evidence and practical knowledge this view ignores a causal approach; see also (203).

The paper "Electromagnetic hypersensitivity: fact or fiction" by Genuis and Lipp (204) offers an instructive review of studies of the last decades concerning EHS, including historical milestones, reviews, pathogenesis, biochemical markers, therapeutic management, as well as the debate about the legitimacy of EHS.

In facial skin samples of electrohypersensitive persons, a profound increase of mast cells has been found (205). From this and other earlier studies when EHS manifested itself often during exposure to EMFs from cathode ray tubes (CRT), it became clear that the number of mast cells in the upper dermis is increased in the EHS group. A different pattern of mast cell distribution also occurred in the EHS group. Finally, in the EHS group, the cytoplasmic granules were more densely distributed and more strongly stained than in the control group, and the size of the infiltrating mast cells was generally found to be larger in the EHS group as well. It should be noted that increases of a similar nature were later demonstrated in an experimental situation, employing normal healthy volunteers in front of CRT monitors, including ordinary household television sets (206).

A French research group headed by Belpomme (207) investigated prospectively, since 2009, self-reported cases of EHS and/or MCS clinically and biologically in an attempt to establish objective diagnostic criteria and to elucidate the pathophysiological aspects of these two disorders. Based on 727 evaluable cases, the investigation showed a number of new and important insights such as:

- (a) None of the biomarkers so far identified in the study are specific for EHS and/or MCS.
- (b) Several biomarkers like histamine, nitrotyrosine, and circulating antibodies against O-myelin were

increased. The 24-h urine melatonin/creatinine ratio was decreased.

- (c) EHS and MCS are genuine somatic pathological entities.
- (d) Under the influence of EMFs and/or chemicals a cerebral hypoperfusion/hypoxia-related neuroinflammation may occur.
- (e) EHS and/or MCS patients might be potentially at risk of chronic neurodegenerative diseases and cancer.

While a 2006 study by Regel et al. (208) described no exposure effects, two provocation studies on exposure of “electrosensitive” individuals and control subjects to mobile phone base station signals (GSM, UMTS, or both) found a significant decline in well-being after UMTS exposure in the individuals reporting sensitivity (209, 210). Most so-called provocation studies with EHS show no effects. However, all these studies used a very limited number of exposure conditions and most have methodological weaknesses. Taking in account the strong dependence of EMF effects on a variety of physical and biological variables (27), available provocation studies are scientifically difficult to interpret and, in fact, are not suitable to disprove causality.

There is increasing evidence in the scientific literature of various subjective and objective physiological alterations, e.g. heart-rate variability (HRV) as apparent in some persons with EHS claiming to suffer after exposure to certain frequencies of RF like DECT or Wi-Fi (211–215). Analysis of the data available on the exposure of people living near mobile phone base stations has yielded clear indications of adverse health effects like fatigue, depression, difficulty in concentrating, headaches, dizziness, etc. (216–220). A synopsis of 30 studies on mobile phone base stations is given in the document “Leitfaden Senderbau” (221).

Residential EMF exposures in the VLF frequency range are often due to “dirty power”/“dirty electricity” originating from voltage and/or current perturbations from diverse sources like electronic power supplies for TVs, monitors, PCs, motor drives, inverters, dimmers, compact fluorescent lamps (CFLs), phase-angle control devices, as well as sparking and arcing from switching operations and from electric motors with brushes. The kHz waves/transients travel along the electric wiring and grounding systems (conducted emissions) and radiate electric and/or magnetic fields into free space (radiated emissions), leading to human exposures in the vicinity.

First epidemiological evidence links dirty electricity to most of the diseases of civilization including cancer, cardiovascular disease, diabetes, suicide, and attention deficit hyperactivity disorder in humans (222).

While the dependence of ELF effects on the local magnetic field has been reported by many research groups (13, 223), there are also a few studies which suggest that the RF effects are also dependent on slight changes in the local static magnetic field. In the review by Belyaev (224), a physical mechanism has been suggested to account for such effects (225). Slight changes in the local static magnetic field within 10 μ T, which are usually observed within offices and homes due to ferromagnetic objects, were reported to induce biological effects that corresponded well to the predictions following from the mechanism of ion interference developed by Binhi (226).

On July 8, 2015, a court in Toulouse, France, ruled in favor of a woman with the diagnosis “syndrome of hypersensitivity to electromagnetic radiation” and determined her disability to be 85% with substantial and lasting restrictions on access to employment (227).

In France, the first low-EMF zone has been established at Drôme in July 2009 (228). In Austria, the construction of a multi-family house has been planned for 2015, which was designed by a team of architects, building biology professionals, and environmental medicine health care professionals to provide a sustainable healthy living environment. Both the outdoor and indoor environments were explicitly chosen and designed to meet low-EMF requirements (229). The implementation of low-EMF zones for electrosensitive individuals is pursued in numerous countries. The realization of such projects greatly depends on the understanding, knowledge, and tolerance of the members of the chosen community.

Possible mechanism of EHS

Based on the scientific literature on interactions of EMF with biological systems, several mechanisms of interaction are possible (14, 13, 22, 26). A plausible mechanism at the intracellular and intercellular level, for instance, is an interaction via the formation of free radicals or oxidative and nitrosative stress (230–238). It has been shown in many reports reviewed by Georgiu (15) that reactive oxygen species (ROS) may be involved in radical pair reactions; thus, radical pairs may be considered as one of the mechanisms of transduction able to initiate EMF-induced oxidative stress. Furthermore, many of the changes observed in RF-exposed cells were prevented by (pre)treatment with antioxidants and radical scavengers (24). While the data from different studies should be interpreted with care in view of variations in physical and biological parameters, a majority of the studies have shown effects of ELF and RF on the oxidative stress (239).

The IARC monograph states: “*even small effects on radical concentration could potentially affect multiple biological functions*”, page 103 (24).

Yakymenko et al. (238) have summarized the current evidence: “*Analysis of the currently available peer-reviewed scientific literature reveals molecular effects induced by low-intensity RFR in living cells; this includes significant activation of key pathways generating reactive oxygen species (ROS), activation of peroxidation, oxidative damage of DNA and changes in the activity of antioxidant enzymes. It indicates that among 100 currently available peer-reviewed studies dealing with oxidative effects of low-intensity RFR, in general, 93 confirmed that RFR induces oxidative effects in biological systems. A wide pathogenic potential of the induced ROS and their involvement in cell signaling pathways explains a range of biological/health effects of low-intensity RFR, which include both cancer and non-cancer pathologies*”.

Reviews by Pall (12, 16, 240) provide evidence for a direct interaction between static and time-varying electric fields, static and time-varying magnetic fields and electromagnetic radiation with voltage-gated calcium channels (VGCCs). The increased intracellular Ca^{2+} produced by such VGCC activation may lead to multiple regulatory responses, including increased nitric oxide levels produced through the action of the two Ca^{2+} /calmodulin-dependent nitric oxide synthases, nNOS and eNOS. In most pathophysiological contexts, nitric oxide reacts with superoxide to form peroxynitrite, a potent non-radical oxidant, which can produce radical products, including hydroxyl and NO_2 radicals.

Peroxyntirite is by far the most damaging molecule that occurs during metabolism in our body. Although not a free radical, peroxyntirite is much more reactive than its parent molecules NO and O_2^- . The half-life of peroxyntirite is comparatively long (10–20 ms), sufficient to cross biological membranes, diffuse one to two cell diameters, and allow significant interactions with most critical biomolecules and structures (cell membranes, nucleus DNA, mitochondrial DNA, cell organelles), and a large number of essential metabolic processes (225). Elevated nitrogen monoxide, formation of peroxyntirite, and induction of oxidative stress can be associated with chronic inflammation, damage of mitochondrial function and structure, as well as loss of energy, e.g. via the reduction of adenosine triphosphate (ATP).

A significant increase of 3-nitrotyrosine was observed in the liver of Wistar rats exposed to ELF, suggesting a deteriorative effect on cellular proteins due to possible formation of peroxyntirite (241). Nitrotyrosin was found to be increased ($>0.9 \mu\text{g/mL}$) in 30% of the 259 tested EHS individuals (207).

A study by De Luca et al., in 2014 on 153 EHS and 132 controls showed metabolic pro-oxidant/pro-inflammatory alterations in EHS like decreased erythrocyte glutathione S-transferase (GST) activity, decreased reduced glutathione (GSH) levels, increased erythrocyte glutathione peroxidase (GPX) activity, an increased ratio of oxidized-CoQ10/total-CoQ10 in plasma, and a 10-fold increased risk associated with EHS for the detoxifying enzymes glutathione S transferase haplotype (null) GSTT1+(null) GSTM1 variants (242).

The importance of ATP has been shown for chronic fatigue syndrome (CFS) (243) and for stress control (244). Those patients describe the same symptoms as those suffering from CMI. This could indicate similarities in their pathomechanisms. Similar disturbances in neurotransmitter expression has been described both with chronic exposure to EMF (245) and in CMI patients (232, 246).

A study (247) proposed to investigate a possible association between RF exposure and myelin integrity via classical immunohistochemical markers for healthy and degenerated myelin, respectively, and for Schwann cells in general.

Complaints in chronic fatigue syndrome (CFS), fibromyalgia (FM), multiple chemical sensitivity (MCS), post-traumatic stress disorder (PTSD), and Gulf War syndrome (GWS) are almost the same. Meanwhile, they are summarized as chronic multisystem illnesses (CMI) (246). In all of them, various disturbances of functional cycles have been shown: activation of nitrogen oxide and peroxyntirite, chronic inflammation by activation of NF- κ B, IFN- γ , IL-1, IL-6, and interaction with neurotransmitter expression (232, 246, 248). We recommend classifying EHS as part of CMI (232, 249), but still recognizing that the underlying cause remains the environment (see Figure 1).

Other diseases that require attention with respect to EMF

Based on interactions between EMF exposure and biological responses that, e.g. lead to a disturbance of the oxidative/nitrosative homeostasis, a variety of diseases are possible and even expected to occur. Some examples are given here.

Havas reported in 2008 (250): “*Transient electromagnetic fields (dirty electricity), in the kilohertz range on electrical wiring, may be contributing to elevated blood sugar levels among diabetics and prediabetics. By closely following plasma glucose levels in four Type 1 and Type 2 diabetics, we find that they responded directly to the amount of dirty electricity in their environment. In an electromagnetically*

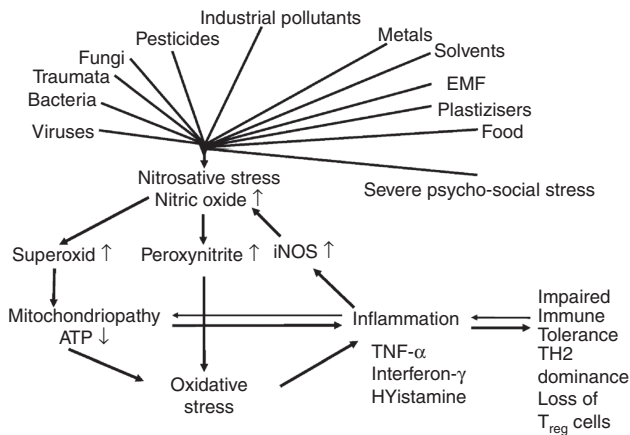


Figure 1: Pathogenesis of inflammation, mitochondriopathy, and nitrosative stress as a result of the exposure to trigger factors (248).

clean environment, Type 1 diabetics require less insulin and Type 2 diabetics have lower levels of plasma glucose. Dirty electricity, generated by electronic equipment and wireless devices, is ubiquitous in the environment. Exercise on a treadmill, which produces dirty electricity, increases plasma glucose. These findings may explain why brittle diabetics have difficulty regulating blood sugar. Based on estimates of people who suffer from symptoms of electrical hypersensitivity (3%–35%), as many as 5–60 million diabetics worldwide may be affected”.

With respect to fetal and early childhood exposures to EMF, Sage in the BioInitiative Report 2012 (56) pointed out: “Fetal (in-utero) and early childhood exposures to cell phone radiation and wireless technologies in general may be a risk factor for hyperactivity, learning disorders and behavioral problems in school.” [&] “Common sense measures to limit both ELF EMF and RF EMF in these populations is needed, especially with respect to avoidable exposures like incubators that can be modified; and where education of the pregnant mother with respect to laptop computers, mobile phones and other sources of ELF EMF and RF EMF are easily instituted”.

In a 2013 review, Herbert and Sage (251, 252) reported remarkable similarities between pathophysiological phenomena found in autism spectrum conditions (ASCs) and the physiological impacts of ELF MF/RF, such as oxidative stress, free radical damage, malfunctioning membranes, mitochondrial dysfunction, inflammatory issues, neuropathological disruption and electrophysiological dysregulation, cellular stress proteins and deficiencies of antioxidants such as glutathione.

In a 6-year study, certain blood hormone levels were monitored in volunteers. Mobile phone use as well as close distances to mobile phone base stations were associated

with decreased testosterone levels in males, as well as decreased ACTH, cortisol, T3 and T4 levels in males and females (253).

Recommendations for action

EUROPAEM has developed guidelines for differential diagnosis and potential treatment of EMF-related health problems with the aim to improve/restore individual health outcomes and to propose strategies for prevention. These recommendations are further outlined below.

These recommendations are preliminary and in large parts, although related to the whole body of evidence rooted in the experience of the team, cannot in every detail be strictly considered evidence-based.

Evidence of treatment strategies for EMF-related illness including EHS

There are only a few studies assessing therapeutic approaches to EHS. The interdisciplinary based assessing and counseling of EHS in the Swiss Environmental Pilot Project performed in 2001 showed, in an evaluation interview half a year after counseling, that 45% of the persons with EHS had benefitted from realizing certain advice, e.g. changing the bedroom (192, 193).

In the 2005 Swiss questionnaire study of physicians working with complementary therapeutic tools, two-thirds chose exposure reduction as a principal tool, whereas complementary therapeutics were only chosen as a supplement (197).

Since 2008, the Swiss Society of Doctors for the Environment has run a small interdisciplinary environmental medicine counseling structure for patients with EHS, which is embedded in everyday practice with a central coordination and consultation office as well as a network of general practitioners interested in environmental medicine who perform environmental medical assessments and consultations based on a standard protocol. If necessary, environmental experts are consulted and home inspections are conducted. The aim of the assessments is to detect or rule out common diseases and to analyze the impact of suspected environmental burdens on the complaints in order to find individual therapeutic approaches. The main instrument of the assessment is an extensive medical and psycho-social history with an additional environmental history, including a systematic questionnaire and environmental key questions.

In the first years, the project was scientifically assessed. In a questionnaire 1 year after counseling, 70% of the persons recommended the interdisciplinary based counseling structure and 32% of them considered the counseling as being helpful. Therefore, a model based on such an interdisciplinary concept, embedded in the family doctor's holistic and lasting concept of treatment, seems to be promising for a better therapeutic approach to EHS, also including accessibility measures targeted at the actual environment (254).

In Finland, psychotherapy is the officially recommended therapy for EHS. In a questionnaire study of EHS people in Finland, symptoms, perceived sources and treatments, the perceived efficacy of medical and complementary alternative treatments (CAM) in regards to EHS were evaluated by multiple choice questions. According to 76% of the 157 respondents, the reduction or avoidance of EMF helped in their full or partial recovery. The best treatments for EHS were given as weighted effects: dietary change (69.4%), nutritional supplements (67.8%), and increased physical exercise (61.6%). The official treatment recommendations of psychotherapy (2.6%) were not significantly helpful, or for medication (-4.2%) even detrimental. The avoidance of electromagnetic radiation and fields effectively removed or lessened the symptoms in persons with EHS (194, 255).

Response of physicians to this development

In cases of unspecific health problems (see Questionnaire) for which no clearly identifiable cause can be found – besides other factors like chemicals, non-physiological metals, molds – EMF exposure should, in principle, be taken into consideration as a potential cause or cofactor, especially if the person presumes it.

A central approach for a causal attribution of symptoms is the assessment of variation in health problems depending on time and location and individual susceptibility, which is particularly relevant for environmental causes such as EMF exposure.

Regarding such disorders as male infertility, miscarriage, Alzheimer's, ALS, blood sugar fluctuations, diabetes, cancer, hyperactivity, learning disorders and behavioral problems in school, it would be important to consider a possible link with EMF exposure. Some people with EHS might be misdiagnosed with multiple sclerosis (MS) since many of the symptoms are similar. This offers an opportunity to causally influence the course of the disease.

How to proceed if EMF-related health problems are suspected

The recommended approach to diagnosis and treatment is intended as an aid and should, of course, be modified to meet the needs of each individual case (see Figure 2).

1. History of health problems and EMF exposure
2. Medical examinations and findings
3. Measurement of EMF exposure
4. Reduction and prevention of EMF exposure
5. Diagnosis
6. Treatment of the patient including the environment

History of health problems and EMF exposure

In order to put later findings into a larger context, a general medical history is necessary. Part of this history should include:

- Electrical trauma: multiple shocks, electrocution, struck by lightning.
- Chemical trauma: exposure to pesticides, metals, chlorinated hydrocarbons (PCBs, DDT, etc.)

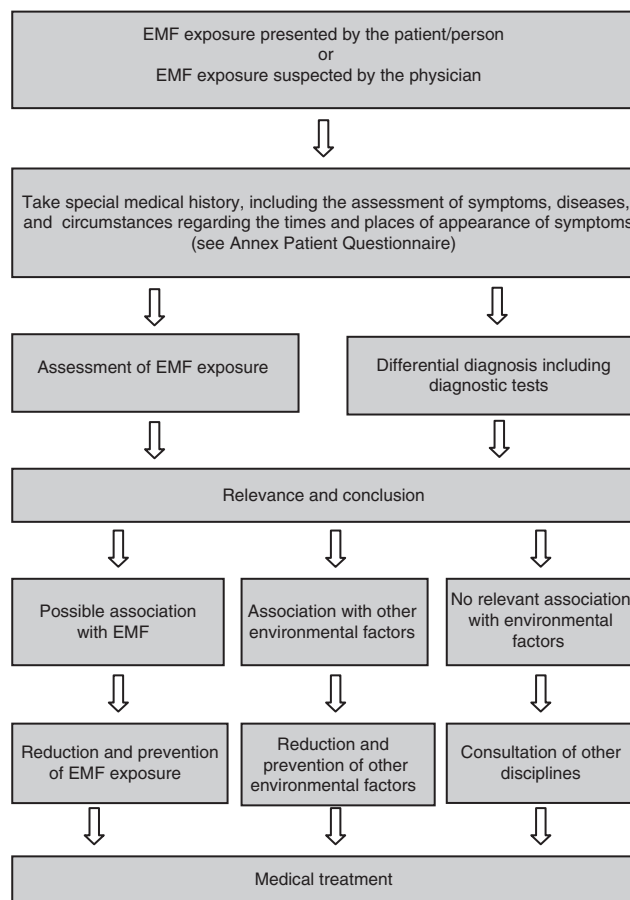


Figure 2: Flowchart for the handling of EMF-related health problems.

- Biological trauma in the form of a large load of parasites, fungal infections, viral infections, etc.
- Physical trauma to the central nervous system in the form of whiplash, other accidents, spinal problems
- Autoimmune disorders

In the next steps, we focus only on EMF-related health effects.

A questionnaire to take a systematic history of health problems and EMF exposure, compiled by the EUROPAEM EMF Working Group, is available in the Annex of this EMF Guideline.

The questionnaire consists of three sections:

- (a) List of symptoms
- (b) Variation of health problems depending on time, location, and circumstances
- (c) Assessment of certain EMF exposures that can be evaluated by questionnaire

The list of symptoms in the questionnaire serves to systematically quantify health problems regardless of their causes. It also includes questions as to when the health problems first occurred. Most EMF-related symptoms are nonspecific and fall within the scope of health problems due to inadequate regulation (decompensation), e.g. sleep problems, fatigue, exhaustion, lack of energy, restlessness, heart palpitations, blood pressure problems, muscle and joint pain, headaches, increased risk for infections, depression, difficulty concentrating, disturbances of coordination, forgetfulness, anxiety, urinary urgency, anomia (difficulty finding words), dizziness, tinnitus, and sensations of pressure in the head and ears.

The health problems may range in severity from benign, temporary symptoms, such as slight headaches or paresthesia around the ear, e.g. when using a mobile phone, or flu-like symptoms after maybe some hours of whole-body EMF exposure, to severe, debilitating symptoms that drastically impair physical and mental health. It has to be stressed that, depending on the individual state of susceptibility, EHS symptoms often occur only occasionally, but over time they may increase in frequency and severity. On the other hand, if a detrimental EMF exposure is sufficiently reduced, the body has a chance to recover and EHS symptoms will be reduced or will vanish.

Variation of health problems depending on time, location, and circumstances

The answers to questions of when and where the health problems occur or recede, and when and where the symptoms increase or are particularly evident, provide only

indications. They must be interpreted by the investigator (e.g. regarding the correct attribution between location/EMF sources and health problems). Special attention should be drawn to sleeping areas, because of the duration of influence and the vital role of sleep for regeneration.

Assessment of certain EMF exposures that can be evaluated by questionnaire

The assessment of EMF exposure usually starts with certain questions of usual EMF sources. Regardless of whether or not the patient suspects EMF exposure as a cause, these questions should be used to assess the existing exposure level, at least as a rough estimate. It is important to note that only certain types of EMF exposure can be assessed by means of questions, such as the use of compact fluorescent lamps, mobile phones, and cordless phones. Detection of other types of EMF exposure, e.g. due to RF transmitter sites or the electric or magnetic fields from electric wiring, generally requires measurements. In principle, questions should be asked to assess EMF exposure at home and at work and when on holidays and so on, keeping in mind that the degree of EMF exposure may vary at different times.

Medical examinations and findings

We do not have any clinical findings yet that are specific to EMF, which makes diagnosis and differential diagnosis a considerable challenge.

A method that has proven useful is to use stress-associated findings for diagnosis and follow-up and to evaluate them synoptically. Basic diagnostic tests should be carried out as a first step, followed by measurements of EMF exposure as a second step. The core diagnosis should focus on investigations of nitric oxide production (nitrotyrosine), mitochondriopathy (intracellular ATP), oxidative stress-lipid peroxidation (MDA-LDL), inflammation [TNF-alpha, IFN-gamma-inducible protein 10 (IP-10), IL-1b, histamine], and the melatonin status (24 h urine melatonin/creatinine ratio).

Then additional diagnostic tests can be considered. Due to the differences in normal ranges between labs and different practices as to the units of measurement in different countries, we do not provide levels to be considered relevant in EHS. It is recommended to interpret them in context, focusing not only on out-of-range values. For example, when several parameters are simultaneously close to the border of the normal ranges, this could be instructive for forming a therapeutic or diagnostic opinion.

Functional tests**Basic diagnostic tests**

- Blood pressure and heart rate (in all cases resting heart rate in the morning while still in bed), including self-monitoring, possibly several times a day, e.g. at different locations and with journaling of subjective well-being for a week.

Additional diagnostic tests

- 24-h blood pressure monitoring (absence of nighttime decline)
- 24-h ECG (heart rhythm diagnosis)
- 24-h heart rate variability (HRV) (autonomous nervous system diagnosis)
- Ergometry under physical stress
- Sleep EEG at home

Laboratory tests**Basic diagnostic tests**

- Blood
 - ACTH
 - Bilirubin
 - Blood count and differential blood count
 - BUN
 - Cholesterol, LDL, HDL, triglycerides
 - Coenzyme-Q10 ratio for oxidized-CoQ10/total-CoQ10
 - Creatinine kinases (CK-MB, CK-MM)
 - High-sensitivity C-reactive protein (hs-CRP)
 - Cystatin C (glomerular filtration rate)
 - Electrolytes
 - Fasting blood glucose
 - Ferritin
 - Glutathione S-transferase (GST)
 - Reduced glutathione (GSH)
 - Glutathione peroxidase (GPX)
 - HBA_{1c}
 - Histamine and diaminoxidase (DAO)
 - IFN-gamma-inducible protein 10 (IP-10)
 - Interleukin-1 (e.g. IL-1a, IL-1b)
 - Intracellular ATP
 - Liver enzymes (e.g. ALT, AST, GGT, LDH, AP)
 - Magnesium (whole blood)
 - Malondialdehyde (MDA)-LDL
 - Nitrotyrosine (NTT)
 - Potassium (whole blood)
 - Prolactin
 - Selenium (whole blood)
 - Testosterone
 - TSH
 - T3, T4
 - Tumor necrosis factor alpha (TNF α)

- Vitamin D3
- Zinc (whole blood)
- Standard urine
 - Leucocytes, erythrocytes, albumin, urobilinogen, pH, bacteria, glucose, microalbumin
- Second morning urine
 - Adrenaline
 - Dopamine
 - Noradrenaline
 - Noradrenaline/adrenaline ratio
 - Serotonin
 - Beta-phenylethyleamine (PEA)
- 24-h urine
 - 6-OH melatonin sulfate
 - Creatinine
 - 6-OH melatonin sulfate/creatinine ratio
- Saliva
 - Cortisol (8 a.m., 12 a.m., and 8 p.m.)

Additional diagnostic tests

- Urine
 - Metals (depending on case history, e.g. mercury, cadmium, lead, arsenic, aluminum)
- Second morning urine
 - Gamma-aminobutyric acid (GABA)
 - Glutamate
 - Cryptopyrrole
- Saliva
 - Dehydroepiandrosterone DHEA (8 a.m. and 8 p.m.)
 - Alpha-amylase
- Blood
 - 8-Hydroxydeoxyguanosine (DNA oxidation)
 - Biotin
 - Differential lipid profile
 - Folate
 - Holotranscobolamin
 - Homocysteine
 - Interferon-gamma (IFN- γ)
 - Interleukin-10 (IL-10)
 - Interleukin-17 (IL-17)
 - Interleukin-6 (IL-6)
 - Interleukin-8 (IL-8)
 - Intracellular glutathione (redox balance)
 - Lactate, pyruvate incl. ratio
 - Lipase
 - NF-kappa B
 - Vitamin B6 (whole blood)

Provocation tests

Special facilities with the use of a variety of signals, e.g. DECT or Wi-Fi exposure (e.g. 20–60 min, depending on

the individual regulation capacity, susceptibility, and observed response)

- Heart rate variability (HRV) (autonomous nervous system diagnosis)
- Microcirculation
- Oxidative stress (lipid peroxidation, malondialdehyde, oxo-LDL)
- For diabetics, plasma glucose
- Live blood analysis (red blood cell aggregation in the form of rouleaux, blood viscosity, macrophage activity, lysis of red blood cell membrane)
- For people with neurological problems and problems with fine or gross motor coordination, a video of them walking before and after provocation and a photograph taken of a sample of handwriting before and after provocation.

Individual susceptibility

- Blood (genetic parameters and actual function)
 - GlutathioneStransferaseM1(GSTM1)–detoxification
 - GlutathioneStransferaseT1(GSTT1)–detoxification
 - Superoxide dismutase 2 (SOD2) – protection of mitochondria
 - Catechol-O-methyltransferase (COMT) – stress control

Measurement of EMF exposure

The evolutionary development of the human species took place under the presence of the natural electromagnetic spectrum (Earth’s magnetic field, Earth’s electric field, spherics, Schumann resonance). Those influences have been part of our biosphere like the oxygen content in the air or the visible light spectrum, and they have been integrated into the biological functions (14).

By now, nearly all non-ionizing parts of the electromagnetic spectrum are filled with artificial, technical EMF sources due to electrification and (wireless) communication technologies, but are very rarely found in nature (see Figure 3). EMF measurements and/or exposure damages are usually not covered by statutory health care insurance.

In general, a wide variety of EMF exposure types (static fields, ELF, VLF, and RF) should be considered.

- ELF magnetic fields may originate from, e.g. 12 V transformers, transformer stations, net currents on the electric wiring, water pipes, and other conductive materials, infrared heaters, heating blankets and different types of power lines.
- ELF electric fields may originate from, e.g. electrical wiring, lamps, and appliances.
- VLF magnetic fields (“dirty power”) and/or VLF electric fields (“dirty electricity”) may be emitted from electronic

**Electromagnetic spectrum
Natural and artificial sources**

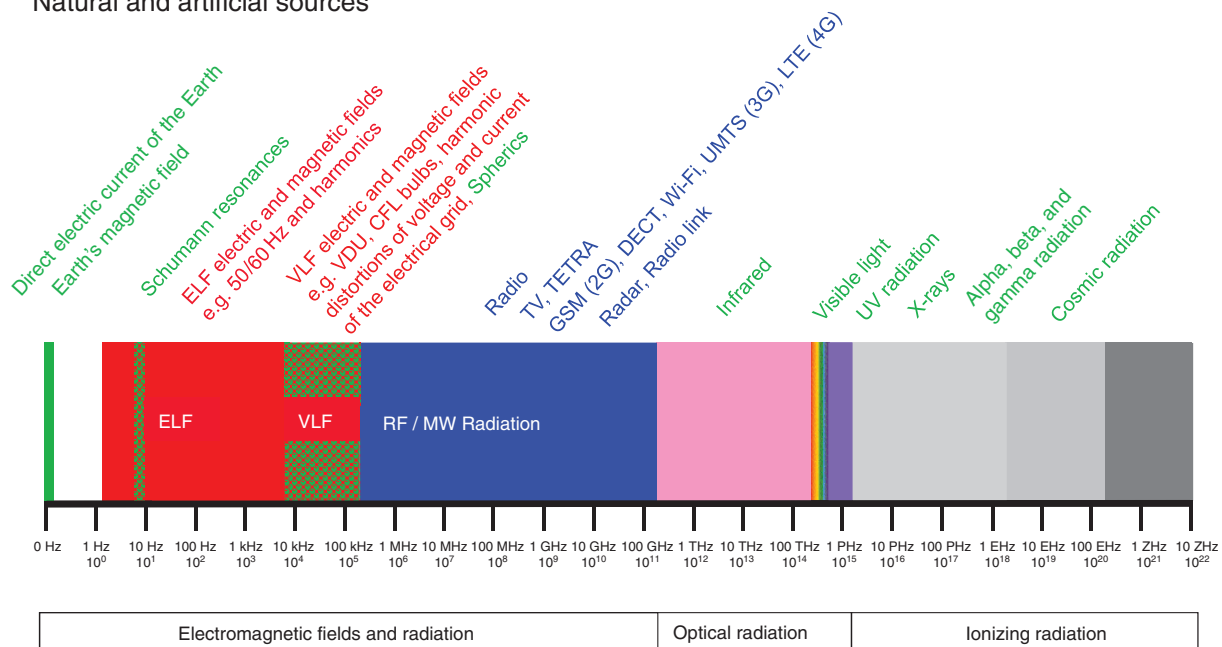


Figure 3: Examples of natural (green) and artificial (red and blue) EMF sources along the electromagnetic spectrum (256).

devices like energy-efficient lighting, electronic transformers, induction cooker, variable speed frequency drives, light dimmer switches, power line communication (PLC) connected to the electrical grid. These devices use current and/or voltage in short pulses that might produce harmonics and VLF transients on the electrical circuits, earthed materials and the ground.

- Typical RF radiation sources include, e.g. cordless phones (DECT), wireless Internet access (Wi-Fi), mobile phones and their base stations, radio and TV broadcast antennas, radar (military, airport, marine, and weather), Bluetooth, and the microwave ovens.

In the sleeping area, the most important exposure point is the head and trunk region followed by all other points with chronic or high exposure.

EMF measurements should be planned and carried out by specially trained and experienced testing specialists and always in accordance with relevant standards, e.g. the VDB Guidelines of the German Association of Building Biology Professionals (257). In addition to the measurement results, the measurement report should also include suggestions on how to possibly reduce the EMF exposure.

To clarify certain issues, personal dosimeters with a data logging function are available to measure ELF magnetic fields and radio-frequency radiation.

After the measurements have been commissioned by the person and carried out, the results should be discussed with a physician familiar with the EMF issue.

EMF guidance values

In each case, the following aspects should be individually taken into account when evaluating EMF measurement results (27, 26):

- A person's individual susceptibility, which, e.g. may be based on previous history of trauma (electrical, chemical, biological and physical).
- A person's individual total body burden (e.g. exposure to noise, chemicals like neurotoxins)
- Duration of EMF exposure
- EMF exposure during the night and day
- Multiple exposure to different EMF sources
- Signal intensity: watt/m² (W/m²), volt/m (V/m), ampere/m (A/m)
- Signal characteristics were taken into account in the EMF guidance values – see Supplement 3 (258)
 - Frequency
 - Risetime (ΔT) of bursts, transients, etc.
 - Frequency and periodicity of bursts, e.g. certain GSM base stations (8.3 Hz), Wi-Fi networks (10 Hz), DECT cordless phones (100 Hz)

- Type of modulation (frequency modulation, amplitude modulation, phase modulation)

Regardless of the ICNIRP recommendations for specific acute effects, the following guidance values (Tables 1–3, 5 and 6) apply to sensitive locations with long-term exposure of more than 20 h per week (259). They are based on epidemiological studies (9, 10, 27, 221, 260–262), empirical observations, and measurements relevant in practice (258, 263), as well as recommendations by the Seletun Statement (40) and the Parliamentary Assembly of the Council of Europe (42). The proposed guidance values are based on scientific data including a preventive component and aim to help restore health and well-being in already compromised patients. All levels provided are for incident intensities and whole-body exposure.

ELF magnetic fields (extremely low frequency) (ELF MF) Measurement specifications

Frequency range: 50/60 Hz mains electricity, up to 2 kHz. 16.7 Hz railroad systems in Austria, Germany, Switzerland, Sweden, and Norway, 400 Hz on airplanes

Type of measurement: Magnetic induction or flux density [T; mT; μT ; nT]

Field probe: Isotropic magnetic field probe (three orthogonal axes)

Detector mode: RMS (root mean square)

Measurement volume: Bed: Short-term measurements across entire sleeping area. Workplace: Short-term measurements across entire work area (e.g. sitting position). Long-term measurements: e.g. point close to the head/trunk in bed or at workplace

Measurement period: Short-term measurements to identify field sources. Long-term measurements during sleep and work shift

Basis for evaluation: Long-term measurements: maximum (MAX) and arithmetic mean (AVG)

Precautionary guidance values

In areas where people spend extended periods of time (>4 h per day), minimize exposure to ELF magnetic fields to levels as low as possible or below the precautionary guidance values specified below.

Table 1: Precautionary guidance values for ELF magnetic fields.

ELF magnetic field	Daytime exposure	Nighttime exposure	Sensitive populations
Arithmetic mean (AVG)	100 nT (1 mG) ^{1,2,3}	100 nT (1 mG) ^{1,2,3}	30 nT (0.3 mG) ⁵
Maximum (MAX)	1000 nT (10 mG) ^{2,4}	1000 nT (10 mG) ^{2,4}	300 nT (3 mG) ⁵

Based on: ¹Biolinitiative (9, 10); ²Oberfeld (262); ³Seletun Statement (40), ⁴NISV (264); ⁵Precautionary approach by a factor of 3 (field strength). See also IARC 2002 (30), Blank and Goodman (17), and TCO Development (265).

Evaluation guidelines specifically for sleeping areas

Higher frequencies than the mains electricity at 50/60 Hz and distinct harmonics should be evaluated more critically. See also the precautionary guidance values for the VLF frequency range further below. If applicable, mains current (50/60 Hz) and traction current (16.7 Hz) should be assessed separately but added (squared average). Long-term measurements should be carried out especially at nighttime, but at least for 24 h.

ELF electric fields (extremely low frequency) (ELF EF) Measurement specifications

Frequency range: 50/60 Hz mains electricity, up to 2 kHz. 16.7 Hz railroad systems in Austria, Germany, Switzerland, Sweden, and Norway

Type of measurement: Electric field [V/m] without ground reference (potential-free)

Field probe: Isotropic electric field probe (three orthogonal axes)

Detector mode: RMS (root mean square)

Measurement volume: Bed: Nine points across sleeping area. Workplace: Across entire work area (e.g. sitting position three or six points)

Measurement period: Spot measurements to assess the exposure as well as to identify field sources. Since electric field exposure levels in the ELF frequency range usually do not change, long-term measurements are not needed.

Basis for evaluation: Spot measurements (maximum) at relevant points of exposure

Precautionary guidance values

In areas where people spend extended periods of time (> 4 h per day), minimize exposure to ELF electric fields to levels as low as possible or below the precautionary guidance values specified below.

Table 2: Precautionary guidance values for ELF electric fields.

ELF electric field	Daytime exposure	Nighttime exposure	Sensitive populations
Maximum (MAX)	10 V/m ^{1), 2)}	1 V/m ²⁾	0.3 V/m ³⁾

Based on: ¹⁾NCRP Draft Recommendations on EMF Exposure Guidelines: Option 2, 1995 (261); ²⁾Oberfeld (262); ³⁾Precautionary approach by a factor of 3 (field strength). See also TCO Development (265).

Evaluation guidelines specifically for sleeping areas

Higher frequencies than the mains electricity at 50/60 Hz and distinct harmonics should be evaluated more critically. See also the precautionary guidance values for the VLF frequency range further below.

Radio-frequency radiation (RF)

Measurement specifications

Frequency range: Radio and TV broadcast antennas, mobile phone base stations, e.g. TETRA (400 MHz), GSM (900 and 1800 MHz), UMTS (2100 MHz), LTE (800, 900, 1800, 2500–2700 MHz), cordless phone base stations, e.g. DECT (1900), Wi-Fi access points and clients (2450 and 5600 MHz), WiMAX (3400–3600 MHz). Above frequencies in MHz refer to European networks.

Type of measurement: Usually electric field [V/m] -> calculated power density [W/m²; mW/m²; μW/m²]; for conversion units see Table 4.

Field probe: Isotropic, biconical or logarithmic-periodic antennas

Detector mode: Peak detector with max hold

Measurement volume: Point of exposure across bed and workplace

Measurement period: Usually short-term measurements to identify RF field sources (e.g. acoustic analysis) and peak readings

Basis for evaluation: Band-specific or frequency-specific spot measurements (peak detector with max hold) of common signals at relevant points of exposure (e.g. with spectrum analyzer or at least band-specific RF meter)

Precautionary guidance values for selected RF sources

In areas where people spend extended periods of time (> 4 h per day), minimize exposure to radio-frequency radiation to levels as low as possible or below the precautionary guidance values specified below. Frequencies to be measured should be adapted to each individual case. The specific guidance values take the signal characteristics of risetime (ΔT) and periodic ELF “pulsing” into account (258). Note: Rectangular signals show short risetimes and consist of a broad spectrum of frequencies. The current density induced in the human body increases with increasing frequency in an approximately linear relationship (266).

Table 3: Precautionary guidance values for radio-frequency radiation.

RF source Max Peak/ Peak Hold	Daytime exposure	Nighttime exposure	Sensitive populations ¹⁾
Radio broadcast (FM)	10,000 μW/m ²	1000 μW/m ²	100 μW/m ²
TETRA	1000 μW/m ²	100 μW/m ²	10 μW/m ²
DVB-T	1000 μW/m ²	100 μW/m ²	10 μW/m ²
GSM (2G)	100 μW/m ²	10 μW/m ²	1 μW/m ²
900/1800 MHz			
DECT (cordless phone)	100 μW/m ²	10 μW/m ²	1 μW/m ²
UMTS (3G)	100 μW/m ²	10 μW/m ²	1 μW/m ²
LTE (4G)	100 μW/m ²	10 μW/m ²	1 μW/m ²
GPRS (2.5G) with	10 μW/m ²	1 μW/m ²	0.1 μW/m ²
PTCCH* (8.33 Hz pulsing)			
DAB+ (10.4 Hz pulsing)	10 μW/m ²	1 μW/m ²	0.1 μW/m ²
Wi-Fi 2.4/5.6 GHz (10 Hz pulsing)	10 μW/m ²	1 μW/m ²	0.1 μW/m ²

*PTCCH, packet timing advance control channel.

Based on: BioInitiative (9, 10); Kundi and Hutter (260); Leitfaden Senderbau (221); PACE (42); Seletun Statement (40). ¹⁾Precautionary approach by a factor of 3 (field strength) = a factor of 10 (power density). See also IARC 2013 (24) and Margaritis et al. (267).

Table 4: Conversion of radio-frequency radiation measurement units.

Conversion	mW/m ²	10	1	0.1	0.01	0.001	0.0001
of RF	$\mu\text{W}/\text{m}^2$	10,000	1000	100	10	1	0.1
Measurement units	$\mu\text{W}/\text{cm}^2$	1	0.1	0.01	0.001	0.0001	0.00001
	V/m	1.9	0.6	0.19	0.06	0.019	0.006

Magnetic fields in the VLF range (VLF MF)

Measurement specifications

Frequency range: 3 kHz–3 MHz. Frequency-specific measurements (spectrum analyzer/EMF meter), e.g. “dirty power”, powerline communication (PLC), radio-frequency identification transmitters (RFID), compact fluorescent lamps (CFL)

Type of measurement: Magnetic field [A/m] – > calculated magnetic induction [T; mT; μT ; nT]

Field probe: Isotropic or anisotropic magnetic field probe

Detector mode: RMS (root mean square)

Measurement volume: Point of exposure across bed and workplace

Measurement period: Short-term measurements to identify field sources. Long-term measurements during sleep and work shift

Basis for evaluation: Long-term measurements: RMS detector, arithmetic mean and maximum at relevant points of exposure

Note: If an elevated exposure is detected, power quality analyzers and oscilloscopes can be used on the actual wiring to trace the source of the dirty power.

Precautionary guidance values

In areas where people spend extended periods of time (>4 h per day), minimize exposure to VLF magnetic fields to levels as low as possible or below the precautionary guidance values specified below.

Table 5: Precautionary guidance values for VLF magnetic fields.

VLF magnetic field	Daytime exposure	Nighttime exposure	Sensitive populations
Arithmetic mean (AVG)	1 nT (0.01 mG) ¹⁾	1 nT (0.01 mG) ¹⁾	0.3 nT (0.003 mG) ²⁾
Maximum (MAX)	10 nT (0.1 mG) ¹⁾	10 nT (0.1 mG) ¹⁾	3 nT (0.03 mG) ²⁾

Based on: ¹⁾The current density induced in the human body increases with increasing frequency in an approximately linear relationship (266). Therefore, the guidance value of the magnetic field in the VLF frequency range should be lower than the one of the 50/60 Hz magnetic field, e.g. for 100 nT RMS/100=1 nT. For the rationale of 100 nT (avg) and 1 μT (max), see section ELF magnetic fields. ²⁾Precautionary approach by a factor of 3 (field strength). See also TCO Development (265).

Electric fields in the VLF range (VLF EF)

Measurement specifications

Frequency range: 3 kHz–3 MHz. Frequency-specific measurements (spectrum analyzer/EMF meter), e.g. “dirty electricity”, powerline communication (PLC), radio-frequency identification transmitters (RFID), compact fluorescent lamps (CFL)

Type of measurement: Electric field [V/m]

Field probe: Isotropic, biconical, logarithmic-periodic electric field probe

Detector mode: RMS arithmetic mean

Measurement volume: Point of exposure across bed and workplace

Measurement period: Short-term measurements to identify field sources. Long-term measurements during sleep and work shift

Basis for evaluation: Long-term measurements: arithmetic mean at relevant points of exposure

Note: If an elevated exposure is detected, power quality analyzers and oscilloscopes can be used on the actual wiring to trace the source of the dirty power.

Precautionary guidance values

In areas where people spend extended periods of time (>4 h per day), minimize exposure to VLF electric fields to levels as low as possible or below the precautionary guidance values specified below.

Table 6: Precautionary guidance values for VLF electric fields.

VLF electric field	Daytime exposure	Nighttime exposure	Sensitive populations
Arithmetic mean (AVG)	0.1 V/m ¹⁾	0.01 V/m ¹⁾	0.003 V/m ²⁾

Based on: ¹⁾The current density induced in the human body increases with increasing frequency in an approximately linear relationship (266). Therefore, the guidance value of the electric field in the VLF frequency range should be lower than the one of the 50/60 Hz electric field, e.g. for 10 V/m/100 = 0.1 V/m. For the rationale of 10 V/m and 1 V/m, see section ELF electric fields. ²⁾Precautionary approach by a factor of 3 (field strength). See also TCO Development (265).

Reduction and prevention of EMF exposure

Preventing or reducing EMF exposure after consulting a testing specialist is advantageous for several reasons:

- To prevent and reduce risks to individual and public health,
- To identify any links to health problems,
- To causally treat the EMF-related health problems.

There are numerous potential causes of relevant EMF exposures, and this EMF guideline can only give a few examples. Further information can be found, for instance, in the document “Options to Minimize EMF/ RF/Static Field Exposures in Office Environments” (268) and “Elektrosmog im Alltag”

(269). For detailed information on physics, properties, and measurement of EMF, see Virnich (270); regarding reduction of radio-frequency radiation (RF) in homes and offices, see Pauli and Moldan (271).

In most cases, it will be necessary to consult an expert (e.g. qualified EMF/RF engineer/ consultant) and/or electrician who will advise the person on what measures could be taken to reduce EMF exposure.

EMF exposure reduction – first steps

As a first step, recommendations are given (also as preventive measures) to eliminate or reduce typical EMF exposures, which may help alleviate health problems within days or weeks. The following actions may be suggested:

Preventing exposure to radio-frequency radiation (RF)

- Keep mobile phone/smartphone and cordless phone calls short; use the speakerphone function or a hands-free kit.
- Avoid wearing the mobile phone/smartphone close to the body.
- Deactivate all non-essential wireless mobile phone apps, which cause periodic radiation exposure.
- Keep mobile phones/smartphones in “airplane mode” whenever possible or deactivate mobile data, Wi-Fi, Bluetooth and near field communication (NFC) in the smartphone settings.
- Disconnect (unplug) the power supply of all DECT cordless phone base stations. So called “ECO Mode” or “zero-emission” DECT phones are only conditionally recommended because the exposure by the handset is still present. A “traditional” corded phone is recommended instead.
- Disconnect (unplug) the power supply to all Wi-Fi access points or Wi-Fi routers. Many LAN routers now come equipped with additional Wi-Fi. Call the provider of the LAN router and ask to have the Wi-Fi deactivated. It is usually also possible to do so online by following the provider’s instructions.
- In case of external RF radiation sources, rooms – especially bedrooms – facing away from the source should be chosen.
- Avoid powerline communication for Internet access (dLAN) and instead use a hardwired Ethernet cable (LAN).
- Avoid exposure to RF radiation (e.g. wireless devices like, home entertainment, headsets, baby monitors, computer games, printers, keyboards, mouse, home surveillance systems) at home, in offices, and in cars.

- Avoid exposure to energy-efficient lighting (compact fluorescent lamps as well as some LEDs generate high frequency transients). These types of lamps can be replaced with incandescent or line-voltage halogen incandescent lamps until good-quality lighting energy-efficient lamps become commercially available.

Preventing exposure to ELF electric and magnetic fields

- Move the bed or desk away from the wiring in the walls and power cords. A minimum distance of 30 cm (1 ft) from the wall is recommended.
- As magnetic fields can pass through walls, make certain that there are no magnetic sources immediately beneath or above a bed or in an adjacent room.
- Another simple complementary action is to disconnect the power supply to the bedroom (turn off circuit breaker or fuse) for the nighttime while sleeping; try it for a test phase of, e.g. 2 weeks. In general, this measure is not always successful because circuits of adjacent rooms contribute to the electric field levels. ELF electric field measurements are required to know exactly which circuit breakers need to be disconnected. The benefits should be weighed against the potential risk of accidents; therefore, the use of a flashlight for the test phase should be recommended.
- Disconnect the power supply to all non-essential electric circuits, possibly in the entire apartment or house. (N.B. See note above.)
- Avoid using an electric blanket during sleep; not only turn it off, but also disconnect it.
- Avoid extended exposures close to running electric motors. As a first step, keep a minimum distance of 1.5 m (5 ft). As a second step, establish a safe distance based on magnetic field measurements.

Preventing exposure to static magnetic/static electric fields

- Sleep in a bed and mattress without metal.
- Avoid sleeping close to iron materials (radiator, steel, etc.)
- Wearing synthetic clothing and, e.g. rubber-soled shoes and not regularly being in contact with the earth can result in build up of static electricity. Cotton clothing and leather-soled shoes will help avoid static electricity.

EMF exposure reduction – second steps

As a second step, EMF measurements and mitigation measures should be carried out. Typical examples are:

- Measure the ELF electric field in the bed. Based on the measurement results, install automatic demand switches in those circuits that increase the exposure.
- Measure the ELF electric field at all other places that are used for extended periods at home and at work. If necessary, choose lamps used close to the body with a shielded electric cable and a grounded lamp fixture (metal). Especially in lightweight construction (wood, gypsum board), electrical wiring without grounding (two-slot outlets) might have to be replaced with grounded electrical wiring or shielded electrical wiring. In special cases, shielded wiring and shielded outlets may have to be installed in the whole building.
- Measure the ELF magnetic field close to the bed, e.g. for 24 h. If net currents are detected, the electrical wiring and grounding system of the building must be corrected to reduce the magnetic fields.
- Install a residual current device (RCD) or ground-fault circuit interrupter (GFCI) to prevent electric shocks (safety measure).
- Measure radio-frequency radiation and mitigate high exposure levels by installing certain RF shielding materials for the affected walls, windows, doors, ceilings, and floors. For example, in a multiunit setting (condominiums or highrise apartments, townhomes), proximity to neighbors can contribute to inhome exposure.
- Measure dirty electricity/dirty power (electric and magnetic fields in the VLF frequency range) and identify the sources in order to remove them. If this is not possible, appropriate power filters in line with the source may be used.

Diagnosis

We will have to distinguish between EHS and other EMF-related health problems like certain cancers, Alzheimer's, ALS, male infertility, etc. that might have been induced, promoted, or aggravated by EMF exposure. An investigation of EHS and other EMF-related health problems will largely be based on a comprehensive case history, focusing, in particular, on correlations between health problems and times, places, and circumstances of EMF exposure, as well as the progression of symptoms over time and the individual susceptibility. In addition, measurements of EMF exposure and the results of additional diagnostic tests (laboratory tests, cardiovascular system) serve to support the diagnosis. Moreover, all other potential causes should be excluded as far as possible.

In 2000 the Nordic Council of Ministers (Finland, Sweden, and Norway) adopted the following unspecific

ICD-10 code for EHS: Chapter XVIII, Symptoms, signs and abnormal clinical and laboratory findings, not elsewhere classified, code R68.8 “Other specified general symptoms and signs” (Nordic ICD-10 Adaptation, 2000) (272).

Regarding the current International Classification of Diseases (ICD), ICD-10-WHO 2015, we recommend at the moment:

- (a) Electromagnetic hypersensitivity (EHS): to use the existing diagnostic codes for the different symptoms **plus** code R68.8 “Other specified general symptoms and signs” **plus** code Z58.4 “Exposure to radiation” and/or Z57.1 “Occupational exposure to radiation.”
- (b) EMF-related health problems (except EHS): to use the existing diagnostic codes for the different diseases/symptoms **plus code** Z58.4 “Exposure to radiation” and/or Z57.1 “Occupational exposure to radiation.”

Regarding the next ICD update to be published in 2018 (ICD-11 WHO), we recommend:

- (a) To create ICD codes for all environmentally induced chronic multisystem illnesses (CMI) like multiple chemical sensitivity (MCS), chronic fatigue syndrome (CFS), fibromyalgia (FM), and electromagnetic hypersensitivity (EHS) on the basis of their clinical and pathological description (187, 192).
- (b) To expand chapter XIX, Injury, Poisoning and Certain Other Consequences of External Causes (T66-T78), to include/distinguish effects of EMF (static magnetic field, static electric field, ELF magnetic field, ELF electric field, VLF magnetic field, VLF electric field, radio-frequency radiation), infrared radiation, visible light, UV radiation and ionizing radiation.
- (c) To expand chapter XXI, Factors Influencing Health Status and Contact with Health Services (Z00-Z99), to include/distinguish factors as EMF (static magnetic field, static electric field, ELF magnetic field, ELF electric field, VLF magnetic field, VLF electric field, radio-frequency radiation), infrared radiation, visible light, UV radiation, and ionizing radiation.

Treatment of the patient including the environment

The primary method of treatment should mainly focus on the prevention or reduction of EMF exposure that is reducing or eliminating all sources of EMF at home and in the workplace. The reduction of EMF exposure should also be extended to schools, hospitals, public transport, public places like libraries, etc. in order to enable EHS persons an unhindered use (accessibility measure). Many examples have shown that such measures can prove effective.

With respect to total body load of other environmental influences, they must also be regarded.

Beside EMF reduction, other measures can and must be considered. These include a balanced homeostasis in order to increase the “resistance” to EMF. There is increasing evidence that a main effect of EMF on humans is the reduction of their oxidative and nitrosative regulation capacity. This hypothesis also explains observations of changing EMF sensitivity and the large number of symptoms reported in the context of EMF exposure. Based on currently available knowledge it appears useful to recommend a treatment approach, as those gaining ground for multisystem illnesses, that aims at minimizing adverse peroxynitrite effects. Measures that enhance the immune system and reduce stress in combination with detoxification will promote EHS recovery.

It should be stressed, that psychotherapy has the same significance as in other diseases. Products that are offered in the form of plaques and the like to “neutralize” or “harmonize” electrosmog should be evaluated with great restraint. Psychological stress generated by a lack of understanding or support by family, friends and physicians can exacerbate the symptoms of EHS as can stressing about exposure. For rapid recovery, the treatments need to apply to the body, mind and spirit of the individual.

In summary, the following treatment and accessibility measures appear advantageous, depending on the individual case:

Reduction of EMF exposure

This should include all types of EMF exposures relevant to the person, especially during sleep and at work – see Chapter “Reduction of EMF Exposure”. For more information, see e.g. “Options to Minimize EMF/RF/Static Field Exposures in Office Environment” (268) and “Elektrosmog im Alltag” (269).

Environmental medicine treatments

Until now, no specific treatment of EHS has been established. The following paragraphs are recommendations based on the combined experience of the team. They can be considered either as an attempt to restore the full regulative capacity of the patients, as general advice for healthy living (that could and should be adapted to the cultural and individual situation of the patient), or as a more targeted approach to address the specific problems of EHS individuals according to the experience of the team.

Controlled clinical trials would be necessary to assess optimal treatment and accessibility measures. Actual data indicate that the functional deficits, which can be

found in patients with EHS, correspond to those we can find in CMI such as MCS, CFS, and FM. The target of the therapy is the regulation of the physiological dysfunction detected by diagnostic steps (see chapter 2 “Examination and Findings”). The main therapeutic target includes both general and adjuvant procedures and specific treatments. The latter are challenging and need special knowledge and experience in clinical environmental medicine treatments. Main therapeutic targets include:

– Control of total body burden

Besides the reduction of EMF exposure, the reduction of the total body burden by various environmental pollutants (home, workplace, school, hobby), food additives, and dental materials is indicated.

– Reduction of oxidative and/or nitrosative stress

Reactive oxygen species (ROS) and reactive nitrogen species (RNS) are free radicals naturally produced in cells. Scavengers guarantee the balance between the production of free radicals and the rate of their removal. Many biologically important compounds with antioxidant (AO) function have been identified as endogenous and exogenous scavengers. Among the endogenous AO, we distinguish between enzymatic AO (catalase, glutathione peroxidase, glutathione reductase, superoxide dismutase) and non-enzymatic AO [bilirubin, ferritin, melatonin, glutathione, metallothionin, N-acetyl cysteine (NAC), NADH, NADPH, thioredoxin, 1,4,-bezoquinone, ubiquinone, uric acid]. They interact with exogenous dietary and/or synthetic AO (carotenoids, retinoids, flavonoids, polyphenols, glutathione, ascorbic acid, tocopherols). The complex regulation and use of these substances is the therapeutic challenge (232, 273).

– Regulation of intestinal dysfunction

Endogenous and exogenous scavengers act synergistically to maintain the redox homeostasis. Therefore, dietary or natural antioxidants play an important role to stabilize this interaction.

Treatment of a leaky gut, food intolerance, and food allergy is a prerequisite for maintaining redox homeostasis (274) and also requires special knowledge and experience.

– Optimizing nutrition

Bioactive food is the main source of antioxidant components such as vitamin C, vitamin E, NAC, carotenoids, CoQ10, alpha-lipoic acid, lycopene, selenium, and flavonoids (275, 276). For instance, the regeneration of vitamin E by glutathione or vitamin C is needed to prevent lipid peroxidation. The dietary antioxidants only can have beneficial effects on the redox system if they are present in sufficient concentration

levels (273). Alpha-lipoic acid acts directly and indirectly as a scavenger of free radicals including, singlet oxygen, superoxide, peroxy radicals, and the breakdown radicals of peroxynitrite (232). It has been shown that the number of free electrons in micronutrients determines how effective they are. In organic food, the number of free electrons is higher than in conventionally produced food (277). Especially in the case of food intolerances, the tailored substitution of micronutrients in the form of supplements is necessary.

– **Control of (silent) inflammation**

Elevated nitric oxide levels and the reaction with superoxide always leads to elevated peroxynitrate levels, which induce ROS levels as no other substance does (NO/ONOO⁻ cycle). As a result, the nuclear factor κ B (NF- κ B) is activated, inducing inflammatory cytokines such as tumor necrosis factor α (TNF- α), interleukin-1 β (IL-1 β), interleukin-6 (IL-6), interleukin-8 (IL-8), and interferon gamma (IFN- γ) and activating various NO synthases (232). Tocopherols (278, 279), carotenoids at low concentration levels (280), vitamin C (281, 282), NAC (283), curcumin (284), resveratrol (285, 286), flavonoids (287) have shown to interrupt this inflammatory cascade at various points.

– **Normalization of mitochondrial function**

Mitochondrial function may be disturbed in two ways. First: the high amount of free radicals may block production of adenosine triphosphate (ATP), leading to muscle pain and fatigue. Second: in the case of silent (smoldering) inflammation, the demand for more energy is elevated by 25% (236), causing a high consumption of ATP. In this case, NADH, L-carnitine, and CoQ10 are essential for ATP synthesis.

Due to the lack of ATP, the stress regulation of catecholamines especially norepinephrine (NE) is reduced because catabolism of NE by S-adenosylmethionine is ATP dependent (288–290). Furthermore, stress regulation has a high demand for folate, vitamin B6, and methylcobalamine. Genetic polymorphisms of COMT and MTHFR influence the individual need for those substances (244, 291).

– **Detoxification**

In humans, the accumulation of environmental toxins has an individual profile of many different inorganic and organic chemicals, which make up the total body load (292).

Among the inorganic substances, metals and their salts play the dominant role and might be of importance to patients with EHS. Elemental mercury (Hg⁰) and other heavy metals such as lead (Pb) accumulate

in the brain (293), especially at chronic low dose exposure. They may have toxic effects and can induce various immune reactions (294, 295). Whereas no specific active substance generally exists for the detoxification of chemicals, there are two groups of substances with more specific effects that can be used for the detoxification of metals.

1. Substances with nonspecific physiological effects: glutathione, NAC, alpha-lipoic acid, vitamin C, and selenium.
2. Chelating agents for detoxification of metals (296–298): the most important chelating agents are sodium thiosulfate 10%, DMPS (2,3-dimercapto-1-propanesulfonic acid), DMSA (meso-dimercaptosuccinic acid), and EDTA (2,2,2,2,3,3,3,3-octaethyl-1,2-diyldinitrotetraacetic acid).

It should be noted that these substances should be used only by those designated as experts in this particular field.

– **Adjuvant therapies**

1. Drinking water

For detoxification reasons, a higher intake of high-quality drinking water with low mineral content and no CO₂ is needed. The intake quantity should range from 2.5 to 3.0 L (10–12 8-oz glasses) daily.

2. Light

Most of the people in central and northern Europe are depleted of vitamin D. Sufficient natural daylight exposure during the vitamin D-producing months (spring to fall) is one important factor. At the same time, prevention of actinic damage to the skin is necessary. In addition to natural sunlight, light therapy and low level lasers can promote healing, reduce inflammation, promote circulation, and enhance cellular ATP production.

3. Sauna

Sauna and therapeutic hyperthermia is an adjuvant therapy for the detoxification of almost all xenobiotics. These therapies have to be carefully used. An interaction with detoxifying drugs takes place. Sauna helps to regenerate tetrahydrobiopterin from dihydrobiopterin, which is essential for the metabolism of catecholamines and serotonin (299). However, not all saunas are alike. Traditional saunas or infrared saunas with low electric and low magnetic fields that do not use toxic glues and chemically treated wood are recommended.

4. Oxygen

A part of patients with EHS suffer from mitochondrial dysfunction. Sufficient natural oxygen is helpful. As both hypoxia and hyperbaric oxygen can produce oxidative stress, hyperbaric oxygen therapy should only be performed if the patients are treated with sufficient antioxidants at the same time.

5. Exercise

The optimal amount of exercise is still being debated. A person's physical capacity should be assessed by ergometry in order to prescribe an individual exercise regime. Environmental medicine experience indicates that for sick people only low-impact aerobic exercise should be used. In general, start with a workload of 20–30 watts that often can be finished at 60–70 watts. Exercise on an ergometer allows better control of the consumption of energy compared to walking or running. No fatigue should result from exercising, at least after half an hour.

6. Sleep

Sleep problems are very common in patients with EHS. Sleep disturbance is associated with a reduced melatonin level. In the case of chronic inflammation, the activation of IDO (indolamine-2,3-dioxygenase) reduces the production of serotonin and, in turn, it also reduces melatonin levels. EMF exposure might block the parasympathetic activity while sympathetic activity persists. Concerning sleep disturbances, any therapy has to follow the pathogenic causes. Optimal sleep is necessary to save energy and to regulate the functions of the immune and neuroendocrine systems.

7. Protection from blue light

Wavelengths of visible light below 500 nm are called “blue light”. Low doses of blue light can increase feelings of well-being, but larger amounts can be harmful to the eyes. In natural daylight, the harmful effects of “blue light” are balanced out by the regenerative effect of the red and infrared content. The escalating use of electronic light sources – such as fluorescent tubes and compact fluorescent lamps (CFL), computer screens, laptops, tablets, smartphones, and certain LED bulbs – has increased our exposure to “blue light”, which at this level is suspected of playing a role in the development of age-related macular degeneration and circadian misalignment via melatonin suppression, which is associated with an increased risk of sleep disturbance, obesity, diabetes mellitus,

depression, ischemic heart disease, stroke, and cancer. Extended exposure to artificial “blue light” in the evening should therefore be limited. Antioxidants, especially melatonin (300, 301), and blue light screen filters (302–304) could be helpful.

8. Exposure to the natural electromagnetic fields of the Earth.

Most people in urban centers are disconnected from the Earth's natural grounding/magnetic fields by walking with rubber-soled shoes, wearing synthetic clothing, driving in metal boxes with rubber wheels, and living and working in concrete buildings that are permeated with artificial electromagnetic fields and radiation. Spending time in the woods, walking barefoot along a beach, lying on the grass, sitting on rocks, or strolling outside after a rain shower help ground a person and help balance the often enhanced positively charged ions that are associated with ill health.

Dental medicine

Dental medicine still works with toxic or immunoreactive materials, e.g. mercury, lead oxide, gold, and titanium. Environmental dental medicine demands that these materials not be used (305–308). The removal of toxic dental materials must take place under maximum safety conditions (avoid inhalation!). The elimination of particularly heavy metals from the body might be indicated. In general terms, endoprosthetic materials should be inert with respect to immunoreactivity. Based on our current knowledge, zirconium dioxide seems to be a neutral material. However, mechanical abrasion of the coated surface by the dentist should be avoided.

Immunotoxic metals show a similar pathophysiology with respect to oxidative stress, mitochondriopathy, and inflammation.

Lifestyle coaching

Lifestyle coaching may include balanced exercise, nutrition, reduction of addictive substances, change of sleep habits, etc. and stress reduction measures (reduction of general stress and work stress), as well as methods to increase stress resistance via, e.g. autogenic training, yoga, progressive muscle relaxation, breathing techniques, meditation, tai chi, and qigong.

Treatment of symptoms

A well-balanced treatment of symptoms is justified until the causes have been identified and eliminated. However,

it is of paramount importance to realize that the reduction of symptoms may put the person at risk for an increased environmental EMF load, thus generating possible future, long-term health effects, including neurological damage and cancer. The treating physician faces a very difficult ethical task when doing so, and the associated risks must be pointed out – in an equally well-balanced way – to the patient in question. From an ethical perspective, treating the symptoms is, of course, a very good start to provide immediate relief, but – without a concurrent environmental exposure reduction and lifestyle coaching – it may prove counter-productive in the long run. For a conventionally trained physician, this might seem a very new way of reasoning, but it is the only way to successfully and effectively alleviate symptoms and to achieve complete clinical recovery when dealing with chronic multisystem illnesses (CMI) and EHS. Though even if the causes are not known at the outset, it is already important at this stage to provide advice on how to reduce a person's exposure to electromagnetic fields and other environmental stressors to prevent further damage and promote healing.

References

- Hanninen O, Knol AB, Jantunen M, Lim TA, Conrad A, et al. Environmental burden of disease in Europe: assessing nine risk factors in six countries. *Environ Health Perspect* 2014;122(5):439–46.
- Bundespsychotherapeutenkammer. BPTK-Studie zur Arbeitsfähigkeit – Psychische Erkrankungen und Burnout [Internet]. Berlin (DE): Bundespsychotherapeutenkammer, 2012:29. Report 2012. Available at: http://www.bptk.de/uploads/media/20120606_AU-Studie-2012.pdf.
- Bundespsychotherapeutenkammer. BPTK-Studie zur Arbeits- und Erwerbsunfähigkeit – Psychische Erkrankungen und gesundheitsbedingte Frühverrentung [Internet]. Berlin (DE): Bundespsychotherapeutenkammer, 2013:66. Report 2013. Available at: http://www.bptk.de/uploads/media/20140128_BPTK-Studie_zur_Arbeits-und_Erwerbsunfaehigkeit_2013_1.pdf.
- Fritze J. Psychopharmaka-Verordnungen: Ergebnisse und Kommentare zum Arzneiverordnungsreport 2011. *Psychopharmakotherapie* 2011;18:245–56.
- Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte. Erstmals seit 20 Jahren kein Anstieg beim Methylphenidat-Verbrauch [Internet]. Bonn (DE): Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte, 2014 Apr 1. Pressemitteilung Nummer 05/14; Available at: <https://www.bfarm.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/mitteil2014/pm05-2014.html>.
- Badura B, Ducki A, Schroder H, Klose J, Meyer M, editors. *Fehlzeiten-Report 2012*. Berlin, Heidelberg (DE): Springer Verlag, 2012:528pp.
- OECD. *Health at a Glance 2013: OECD Indicators* [Internet]. Paris (FR): OECD Publishing, 2013:212 p. DOI: 10.1787/health_glance-2013-en. Available at: http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-en.
- Pawankar R, Canonica GW, Holgate ST, Lockey RF, editors. *WAO White book on Allergy 2011–2012* [Internet]. Milwaukee, WI (US): World Allergy Organization, 2013:228. Available at: <http://www.worldallergy.org/UserFiles/file/WAO-White-Book-on-Allergy.pdf>.
- BiolInitiative Working Group, Sage C, Carpenter DO, editors. *BiolInitiative Report: A Rationale for a Biologically-based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF)* at www.bioinitiative.org, August 31, 2007.
- BiolInitiative Working Group, Sage C, Carpenter DO, editors. *BiolInitiative Report: A Rationale for a Biologically-based Public Exposure Standard for Electromagnetic Radiation* at www.bioinitiative.org, December 31, 2012.
- Levitt B, Lai H. Biological effects from exposure to electromagnetic radiation emitted by cell tower base stations and other antenna arrays. *Environ Rev* 2010;18:369–95.
- Pall ML. Scientific evidence contradicts findings and assumptions of Canadian safety panel 6: microwaves act through voltage-gated calcium channel activation to induce biological impacts at non-thermal levels, supporting a paradigm shift for microwave/lower frequency electromagnetic field action. *Rev Environ Health* 2015;30(2):99–116.
- Binhi VN. *Magnetobiology: Underlying Physical Problems*. San Diego: Academic Press, 2002:1–473.
- Binhi VN. *Principles of electromagnetic biophysics (in Russian)*. Moscow (RU): Fizmatlit, 2011:1–571.
- Georgiou CD. Oxidative stress-induced biological damage by low-level EMFs: mechanism of free radical pair electron spin-polarization and biochemical amplification. In: Giuliani L, Soffritti M, editors. *Non-thermal effects and mechanisms of interaction between electromagnetic fields and living matter*. Bologna (IT): Ramazzini institute, 2010. *European Journal of Oncology – Library Vol. 5*. pp 63–113. Available at: <http://www.icems.eu/papers.htm?f=c/a/2009/12/15/MNHJ1B49KH.DTL>.
- Pall ML. Electromagnetic fields act via activation of voltage-gated calcium channels to produce beneficial or adverse effects. *J Cell Mol Med* 2013;17(8):958–65.
- Blank M, Goodman R. Electromagnetic fields stress living cells. *Pathophysiology* 2009;16(2–3):71–8.
- Blackman C. Cell phone radiation: evidence from ELF and RF studies supporting more inclusive risk identification and assessment. *Pathophysiology* 2009;16(2–3):205–16.
- Hedendahl L, Carlberg M, Hardell L. Electromagnetic hypersensitivity – an increasing challenge to the medical profession. *Rev Environ Health* 2015;30(4):209–15.
- International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection. *Guidelines for limiting exposure to time-varying electric, magnetic, and electromagnetic fields (up to 300 GHz)*. *Health Physics* 1998;74(4):494–522.
- International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection. *Guidelines for limiting exposure to time-varying electric and magnetic fields (1 Hz to 100 kHz)*. *Health Phys* 2010;99(6):818–36.
- Belyaev I. Biophysical mechanisms for nonthermal microwave effects. In: Markov M, editor. *Electromagnetic fields in biology and medicine*. Boca Raton, London, New York: CRC Press 2015:49–68.
- Belyaev I. Electromagnetic field effects on cells and cancer risks from mobile communication. In: Rosch PJ, editor. *Bioelectromagnetic and subtle energy medicine*, 2nd ed. Boca Raton, London, New York: CRC Press, 2015:517–39.

24. IARC Working Group on the Evaluation of Carcinogenic Risks to Humans. Non-Ionizing Radiation, Part 2: Radiofrequency Electromagnetic Fields. Lyon (FR): International Agency for Research on Cancer (IARC), 2013:480. IARC Monographs on the Evaluation of Carcinogenic Risks to Humans, Vol 102. Available at: <http://monographs.iarc.fr/ENG/Monographs/vol102/>.
25. Vecchia P. ICNIRP and international standards. London (GB): Conference EMF and Health, 2008:28. Available at: http://archive.radiationresearch.org/conference/downloads/021145_vecchia.pdf.
26. Panagopoulos DJ, Johansson O, Carlo GL. Evaluation of specific absorption rate as a dosimetric quantity for electromagnetic fields bioeffects. *PLoS One* 2013;8(6):e62663.
27. Belyaev I. Dependence of non-thermal biological effects of microwaves on physical and biological variables: implications for reproducibility and safety standards [Internet]. In: Giuliani L, Soffritti M, editors. Non-thermal effects and mechanisms of interaction between electromagnetic fields and living matter. Bologna (IT): Ramazzini institute, 2010. *European Journal of Oncology – Library Vol. 5*. pp 187–218. Available at: <http://www.icems.eu/papers.htm?f=/c/a/2009/12/15/MNHJ1B49KH.DTL>.
28. Grigoriev YG, Stepanov VS, Nikitina VN, Rubtcova NB, Shafirkin AV, et al. ISTC Report. Biological effects of radiofrequency electromagnetic fields and the radiation guidelines. Results of experiments performed in Russia/Soviet Union. Moscow: Institute of Biophysics, Ministry of Health, Russian Federation, 2003.
29. SanPiN 2.2.4/2.1.8. Radiofrequency electromagnetic radiation (RF EMR) under occupational and living conditions. Moscow: Minzdrav. [2.2.4/2.1.8.055-96] 1996.
30. IARC Working Group on the Evaluation of Carcinogenic Risks to Humans. Non-Ionizing Radiation, Part 1: Static and Extremely Low-Frequency (ELF) Electric and Magnetic Fields. Lyon (FR): International Agency for Research on Cancer (IARC), 2002:445. IARC Monographs on the Evaluation of Carcinogenic Risks to Humans, VOL 80. Available at: <http://monographs.iarc.fr/ENG/Monographs/vol80/>.
31. Oberfeld G. Precaution in Action – Global Public Health Advice Following BioInitiative 2007. In Sage C, Carpenter DO, editors. *BioInitiative Report 2012: A Rationale for a Biologically based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF)*, 2012. Available at: <http://www.bioinitiative.org>.
32. International Commission for electromagnetic safety (ICEMS), Resolutions. Available at: <http://www.icems.eu/resolution.htm>.
33. Radiofrequency electromagnetic radiation and the health of Canadians. Report of the Standing Committee on Health, JUNE 2015, Parliament of Canada, Ottawa, Ontario. Available at: <http://www.parl.gc.ca/content/hoc/Committee/412/HESA/Reports/RP8041315/hesarp13/hesarp13-e.pdf>.
34. Havas M. International expert's Perspective on the Health Effects of Electromagnetic Fields (EMF) and Electromagnetic Radiation (EMR) [Internet]. Peterborough, ON, (CD): 2011 June 11 (updated 2014 July). Available at: <http://www.magdahavas.com/international-experts-perspective-on-the-health-effects-of-electromagnetic-fields-emf-and-electromagnetic-radiation-emr/>.
35. European Environmental Agency. Radiation risk from everyday devices assessed [Internet]. Copenhagen (DK): 2007 Sept 17. Available at: <http://www.eea.europa.eu/highlights/radiation-risk-from-everyday-devices-assessed>.
36. European Environmental Agency. Health risks from mobile phone radiation – why the experts disagree [Internet]. Copenhagen (DK): 2011 Oct 12. Available at: <http://www.eea.europa.eu/highlights/health-risks-from-mobile-phone>.
37. European Environmental Agency. Late lessons from early warnings: science, precaution, innovation [Internet]. Copenhagen (DK): 2013 Jan 23. EEA Report No 1/2013. Available at: <http://www.eea.europa.eu/publications/late-lessons-2>.
38. EU Parliament. Report on health concerns associated with electromagnetic fields. Brussels (BE): Committee on the Environment, Public Health and Food Safety of the European Parliament. Rapporteur: Frederique Ries (2008/2211(INI)) [Internet]. Available at: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2009-0089+0+DOC+PDF+V0//EN>.
39. EU Parliament. European Parliament resolution of 2 April 2009 on health concerns associated with electromagnetic fields [Internet]. Brussels (BE): European Parliament, 2009 Apr 2. Available at: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0216+0+DOC+XML+V0//EN>.
40. Fragopoulou A, Grigoriev Y, Johansson O, Margaritis LH, Morgan L, et al. Scientific panel on electromagnetic field health risks: consensus points, recommendations, and rationales. *Environ Health* 2010;25(4):307–17.
41. Gesichtspunkte zur aktuellen gesundheitlichen Bewertung des Mobilfunks. Empfehlung des Obersten Sanitätsrates. Ausgabe 05/14; Bundesministerium für Gesundheit. Vienna (AT). Available at: http://www.bmg.gv.at/cms/home/attachments/1/9/2/CH1238/CMS1202111739767/mobilfunk_osr_empfehlungen.pdf.
42. Council of Europe – Parliamentary Assembly. The potential dangers of electromagnetic fields and their effect on the environment. Resolution, Doc. 1815, Text adopted by the Standing Committee, acting on behalf of the Assembly, on 27 May 2011 [Internet]. Available at: <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=17994&lang=en>.
43. Dean AL, Rea WJ. American Academy of Environmental Medicine Recommendations Regarding Electromagnetic and Radiofrequency Exposure [Internet]. Wichita, KS (US): Executive Committee of the American Academy of Environmental Medicine, 2012 July 12. Available at: <https://www.aaemonline.org/pdf/AAEMEMFmedicalconditions.pdf>.
44. Federal Public Service (FPS) Health, Food Chain Safety and Environment. Mobile phones and children-New regulation for the sale of mobile phones as of 2014 [Internet]. Brussels (BE): Federal Public Service (FPS) Health, Food Chain Safety and Environment, 2016 Jan 12. Available at: <http://www.health.belgium.be/en/mobile-phones-and-children>.
45. Assemblée Nationale. PROPOSITION DE LOI relative a la sobriete, a la transparence, a l'information et a la concertation en matiere d'exposition aux ondes electromagnetiques. Paris (FR): Assemblée Nationale, France, 2015 Jan 29. Available at: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/ta/ta0468.pdf>.
46. Blank M, Havas M, Kelley E, Lai H, Moskowitz JM. International EMF Scientist Appeal [Internet]. 2015 May 11. Available at: <https://www.emfscientist.org/index.php/emf-scientist-appeal>.
47. International Scientific Declaration on Electromagnetic Hypersensitivity and Multiple Chemical Sensitivity. Following the 5th Paris Appeal Congress that took place on the 18th of May, 2015 at the Royal Academy of Medicine, Brussels, Belgium. Available at: <http://appel-de-paris.com/wp-content/uploads/2015/09/Statement-EN.pdf>.

48. Wertheimer N, Leeper E. Electrical wiring configurations and childhood cancer. *Am J Epidemiol* 1979;109(3):273–84.
49. Robinette CD, Silverman C, Jablon S. Effects upon health of occupational exposure to microwave radiation (radar). *Am J Epidemiol* 1980;112:39–53.
50. Ahlbom A, Day N, Feychting M, Roman E, Skinner J, et al. A pooled analysis of magnetic fields and childhood leukaemia. *Br J Cancer* 2000;83(5):692–8.
51. Greenland S, Sheppard AR, Kaune WT, Poole C, Kelsh MA. A pooled analysis of magnetic fields, wire codes, and childhood leukemia. Childhood Leukemia-EMF Study Group. *Epidemiology* 2000;11(6):624–34.
52. Kheifets L, Ahlbom A, Crespi CM, Draper G, Hagihara J, et al. Pooled analysis of recent studies on magnetic fields and childhood leukaemia. *Br J Cancer* 2010;103(7):1128–35.
53. Zhao L, Liu X, Wang C, Yan K, Lin X, et al. Magnetic fields exposure and childhood leukemia risk: a meta-analysis based on 11,699 cases and 13,194 controls. *Leuk Res* 2014;38(3):269–74.
54. Yang Y, Jin X, Yan C, Tian Y, Tang J, et al. Case-only study of interactions between DNA repair genes and low-frequency electromagnetic fields in childhood acute leukemia. *Leuk Lymphoma* 2008;29(12):2344.
55. Kundi M. Evidence for childhood cancers (Leukemia). In: Sage C, Carpenter DO, editors. *The BioInitiative Report 2012. A Rationale for a Biologically-based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF)*, 2012, <http://www.bioinitiative.org/>.
56. Sage C. Summary for the public. In: Sage C, Carpenter DO, editors. *The BioInitiative Report 2012. A Rationale for a Biologically-based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF)*, 2012. Available at: <http://www.bioinitiative.org>.
57. Hardell L, Nasman A, Pahlson A, Hallquist A, Hansson Mild K. Use of cellular telephones and the risk for brain tumours: a case-control study. *Int J Oncol* 1999;15(1):113–6.
58. Coureau G, Bouvier G, Lebaillly P, Fabbro-Peray P, Gruber A, et al. Mobile phone use and brain tumours in the CERENAT case-control study. *Occup Environ Med* 2014;71(7):514–22.
59. Hardell L, Carlberg M, Soderqvist F, Mild KH. Case-control study of the association between malignant brain tumours diagnosed between 2007 and 2009 and mobile and cordless phone use. *Int J Oncol* 2013;43(6):1833–45.
60. Hardell L, Carlberg M, Soderqvist F, Mild KH. Pooled analysis of case-control studies on acoustic neuroma diagnosed 1997–2003 and 2007–2009 and use of mobile and cordless phones. *Int J Oncol* 2013;43(4):1036–44.
61. Hardell L, Carlberg M. Using the Hill viewpoints from 1965 for evaluating strengths of evidence of the risk for brain tumors associated with use of mobile and cordless phones. *Rev Environ Health* 2013;28:97–106.
62. Carlberg M, Hardell L. Decreased survival of glioma patients with astrocytoma grade IV (glioblastoma multiforme) associated with long-term use of mobile and cordless phones. *Int J Environ Res Public Health* 2014;11(10):10790–805.
63. Hardell L, Carlberg M. Mobile phone and cordless phone use and the risk for glioma – Analysis of pooled case-control studies in Sweden, 1997–2003 and 2007–2009. *Pathophysiology* 2015;22(1):1–13.
64. West JG, Kapoor NS, Liao SY, Chen JW, Bailey L, et al. Multifocal breast cancer in young women with prolonged contact between their breasts and their cellular phones. *Case Rep Med* 2013;2013:354682.
65. Levis AG, Gennaro V, Garbisa S. Business bias as usual: the case of electromagnetic pollution. In: Elsner W, Frigato P, Ramazzotti P, editors. *Social Costs Today. Institutional Economics and Contemporary Crises*. London and New York: Routledge (Taylor & Francis Group), 2012:225–68.
66. Lai H. Genetic Effects of Non-Ionizing Electromagnetic Fields Bioinitiative 2012: A Rationale for a Biologically based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF). Sage C and Carpenter DO. <http://www.bioinitiative.org/>: 1-59.
67. Huss A, Egger M, Hug K, Huwiler-Müntener K, Rössli M. Source of funding and results of studies of health effects of mobile phone use: systematic review of experimental studies. *Cien Saude Colet* 2008;13(3):1005–12.
68. Apollonio F, Liberti M, Paffi A, Merla C, Marracino P, et al. Feasibility for microwaves energy to affect biological systems via nonthermal mechanisms: a systematic approach. *IEEE Trans Microw Theory Tech* 2013;61(5):2031–45.
69. Cucurachi S, Tamis WL, Vijver MG, Peijnenburg WJ, Bolte JF, et al. A review of the ecological effects of radiofrequency electromagnetic fields (RF-EMF). *Environ Int* 2013;51:116–40.
70. Belyaev IY, Alipov YD, Harms-Ringdahl M. Effects of weak ELF on E-coli cells and human lymphocytes: role of genetic, physiological, and physical parameters. In: Bersani F, editor. *Electricity and magnetism in biology and medicine*. New York: Kluwer Academic/Plenum Publ, 1999:481–4.
71. Belyaev IY, Alipov ED. Frequency-dependent effects of ELF magnetic field on chromatin conformation in *Escherichia coli* cells and human lymphocytes. *Biochim Biophys Acta* 2001;1526(3):269–76.
72. Sarimov R, Alipov ED, Belyaev IY. Fifty hertz magnetic fields individually affect chromatin conformation in human lymphocytes: dependence on amplitude, temperature, and initial chromatin state. *Bioelectromagnetics* 2011;32(7):570–9.
73. Belyaev IY, Hillert L, Protopopova M, Tamm C, Malmgren LO, et al. 915 MHz microwaves and 50 Hz magnetic field affect chromatin conformation and 53BP1 foci in human lymphocytes from hypersensitive and healthy persons. *Bioelectromagnetics* 2005;26(3):173–84.
74. Markovà E, Hillert L, Malmgren L, Persson BR, Belyaev IY. Microwaves from GSM Mobile Telephones Affect 53BP1 and gamma-H2AX Foci in Human Lymphocytes from Hypersensitive and Healthy Persons. *Environ Health Perspect* 2005;113(9):1172–7.
75. Belyaev IY, Markovà E, Hillert L, Malmgren LO, Persson BR. Microwaves from UMTS/GSM mobile phones induce long-lasting inhibition of 53BP1/g-H2AX DNA repair foci in human lymphocytes. *Bioelectromagnetics* 2009;30(2):129–41.
76. Sarimov R, Malmgren LO, Markova E, Persson BR, Belyaev IY. Nonthermal GSM microwaves affect chromatin conformation in human lymphocytes similar to heat shock. *IEEE Trans Plasma Sci* 2004;32(4):1600–8.
77. Markovà E, Malmgren LOG, Belyae IY. Microwaves from mobile phones inhibit 53BP1 focus formation in human stem cells more strongly than in differentiated cells: possible mechanistic link to cancer risk. *Environ Health Perspect* 2010;118(3):394–9.
78. World Health Organization (WHO). *Radiofrequency and microwaves*. Environmental Health Criteria 16, Geneva (CH): WHO, 1981. Available at: <http://www.inchem.org/documents/ehc/ehc/ehc016.htm>.
79. World Health Organization (WHO). *Extremely low frequency (ELF) fields*. Environmental Health Criteria 35, Geneva (CH): WHO,

1984. Available at: <http://www.inchem.org/documents/ehc/ehc/ehc35.htm>.
80. Haynal A, Regli F. Zusammenhang der amyotrophischen Lateralsklerose mit gehäuften Elektrotraumata [Amyotrophic lateral sclerosis associated with accumulated electric injury]. *Confin Neurol* 1964;24:189–98.
 81. Şahin A, Aslan A, Baş O, İkinci A, Özyılmaz C, et al. Deleterious impacts of a 900-MHz electromagnetic field on hippocampal pyramidal neurons of 8-week-old Sprague Dawley male rats. *Brain Res* 2015;1624:232–8.
 82. Schliephake E. Arbeitsergebnisse auf dem Kurzwellengebiet [Work results in the area of short waves]. *Dtsch Med Wochenschr* 1932;58(32):1235–41.
 83. Sadchikova MN. State of the nervous system under the influence of UHF. In: Letavet AA, Gordon ZV, editors. *The biological action of ultrahigh frequencies*. Moscow: Academy of Medical Sciences, 1960:25–9.
 84. Von Klitzing L. Low-frequency pulsed electromagnetic fields influence EEG of man. *Phys Medica* 1995;11:77–80.
 85. Reiser H, Dimpfel W, Schober F. The influence of electromagnetic fields on human brain activity. *Eur J Med Res* 1995;1(1):27–32.
 86. Röschke J, Mann K. No short-term effects of digital mobile radio telephone on the awake human electroencephalogram. *Bioelectromagnetics* 1997;18(2):172–6.
 87. Hietanen M, Kovala T, Hamalainen AM. Human brain activity during exposure to radiofrequency fields emitted by cellular phones. *Scand J Work Environ Health* 2000;26(2):87–92.
 88. Croft R, Chandler J, Burgess A, Barry R, Williams J, et al. Acute mobile phone operation affects neural function in humans. *Clin Neurophysiol* 2002;113(10):1623–32.
 89. Kramarenko AV, Tan U. Effects of high-frequency electromagnetic fields on human EEG: a brain mapping study. *Int J Neurosci* 2003;113(7):1007–19.
 90. Vecchio F, Babiloni C, Ferreri F, Curcio G, Fini R, et al. Mobile phone emission modulates interhemispheric functional coupling of EEG alpha rhythms. *Eur J Neurosci* 2007;25(6):1908–13.
 91. Vecchio F, Babiloni C, Ferreri F, Buffo P, Cibelli G, et al. Mobile phone emission modulates inter-hemispheric functional coupling of EEG alpha rhythms in elderly compared to young subjects. *Clin Neurophysiol* 2010;121(2):163–71.
 92. Vecchio F, Buffo P, Sergio S, Iacoviello D, Rossini PM, et al. Mobile phone emission modulates event-related desynchronization of α rhythms and cognitive-motor performance in healthy humans. *Clin Neurophysiol* 2012;123(1):121–8.
 93. Perentos N, Croft RJ, McKenzie RJ, Cvetkovic D, Cosic I. The effect of GSM-like ELF radiation on the alpha band of the human resting EEG. *Conf Proc IEEE Eng Med Biol Soc* 2008;1:5680–3.
 94. Trunk A, Stefanics G, Zentai N, Kovács-Bálint Z, Thuróczy G, et al. No effects of a single 3G UMTS mobile phone exposure on spontaneous EEG activity, ERP correlates, and automatic deviance detection. *Bioelectromagnetics* 2013;34(1):31–42.
 95. Ghosn R, Yahia-Cherif L, Hugueville L, Ducorps A, Lemarechal JD, et al. Radiofrequency signal affects alpha band in resting electroencephalogram. *J Neurophysiol* 2015;113(7):2753–9.
 96. Roggeveen S, van Os J, Viechtbauer W, Lousberg R. EEG changes due to experimentally induced 3G mobile phone radiation. *PLoS One* 2015;10(6):e0129496.
 97. Freude G, Ullsperger P, Eggert S, Ruppe I. Effects of microwaves emitted by cellular phones on human slow brain potentials. *Bioelectromagnetics* 1998;19(6):384–7.
 98. Freude G, Ullsperger P, Eggert S, Ruppe I. Microwaves emitted by cellular telephones affect human slow brain potentials. *Eur J Appl Physiol* 2000;81(1–2):18–27.
 99. Hladky A, Musil J, Roth Z, Urban P, Blazkova V. Acute effects of using a mobile phone on CNS functions. *Cent Eur J Public Health* 1999;7(4):165–7.
 100. Hamblin DL, Wood AW, Croft RJ, Stough C. Examining the effects of electromagnetic fields emitted by GSM mobile phones on human event-related potentials and performance during an auditory task. *Clin Neurophysiol* 2004;115(1):171–8.
 101. Yuasa K, Arai N, Okabe S, Tarusawa Y, Nojima T, et al. Effects of thirty minutes mobile phone use on the human sensory cortex. *Clin Neurophysiol* 2006;117:900–5.
 102. Bak M, Dudarewicz A, Zmyślony M, Sliwinska-Kowalska M. Effects of GSM signals during exposure to event related potentials (ERPs). *Int J Occup Med Environ Health* 2010;23(2):191–9.
 103. Maganioti AE, Hountala CD, Papageorgiou CC, Kyprianou MA, Rabavilas AD, et al. Principal component analysis of the P600 waveform: RF and gender effects. *Neurosci Lett* 2010;478(1):19–23.
 104. Trunk A, Stefanics G, Zentai N, Bacskey I, Felinger A, et al. Lack of interaction between concurrent caffeine and mobile phone exposure on visual target detection: an ERP study. *Pharmacol Biochem Behav* 2014;124:412–20.
 105. Mann K, Röschke J. 1996. Effects of pulsed high-frequency electromagnetic fields on human sleep. *Neuropsychobiology* 1996;33(1):41–7.
 106. Borbely AA, Huber R, Graf T, Fuchs B, Gallmann E, et al. Pulsed high-frequency electromagnetic field affects human sleep and sleep electroencephalogram. *Neurosci Lett* 1999;275(3):207–10.
 107. Huber R, Graf T, Cote KA, Wittmann L, Gallmann E, et al. Exposure to pulsed high-frequency electromagnetic field during waking affects human sleep EEG. *Neuroreport* 2000;11(15):3321–5.
 108. Huber R, Treyer V, Borbély AA, Schuderer J, Gottselig JM, et al. Electromagnetic fields, such as those from mobile phones, alter regional cerebral blood flow and sleep and waking EEG. *J Sleep Res* 2002;11:289–95.
 109. Huber R, Schuderer J, Graf T, Jutz K, Borbely AA, et al. Radio frequency electromagnetic field exposure in humans: Estimation of SAR distribution in the brain, effects on sleep and heart rate. *Bioelectromagnetics* 2003;24(4):262–76.
 110. Regel SJ, Tinguely G, Schuderer J, Adam M, Kuster N, et al. Pulsed radio-frequency electromagnetic fields: dose-dependent effects on sleep, the sleep EEG and cognitive performance. *J Sleep Res* 2007;16(3):253–8.
 111. Fritzer G, Göder R, Friege L, Wachter J, Hansen V, et al. Effects of short- and long-term pulsed radiofrequency electromagnetic fields on night sleep and cognitive functions in healthy subjects. *Bioelectromagnetics* 2007;28(4):316–25.
 112. Lowden A, Akerstedt T, Ingre M, Wiholm C, Hillert L, et al. Sleep after mobile phone exposure in subjects with mobile phone-related symptoms. *Bioelectromagnetics* 2011;32(1):4–14.
 113. Loughran SP, McKenzie RJ, Jackson ML, Howard ME, Croft RJ. Individual differences in the effects of mobile phone exposure on human sleep: rethinking the problem. *Bioelectromagnetics* 2012;33(1):86–93.

114. Schmid MR, Loughran SP, Regel SJ, Murbach M, Bratic Grunauer A, et al. Sleep EEG alterations: effects of different pulse-modulated radio frequency electromagnetic fields. *J Sleep Res* 2012;21(1):50–58.
115. Schmid MR, Murbach M, Lustenberger C, Maire M, Kuster N, et al. Sleep EEG alterations: effects of pulsed magnetic fields versus pulse-modulated radio frequency electromagnetic fields. *J Sleep Res* 2012;21(6):620–9.
116. Nakatani-Enomoto S, Furubayashi T, Ushiyama A, Groiss SJ, Ueshima K, et al. Effects of electromagnetic fields emitted from W-CDMA-like mobile phones on sleep in humans. *Bioelectromagnetics* 2013;34(8):589–8.
117. Lustenberger C, Murbach M, Durr R, Schmid MR, Kuster N, et al. Stimulation of the brain with radiofrequency electromagnetic field pulses affects sleep-dependent performance improvement. *Brain Stimul* 2013;6(5):805–11.
118. Lustenberger C, Murbach M, Tüshaus L, Wehrle F, Kuster N, et al. Inter-individual and intra-individual variation of the effects of pulsed RF EMF exposure on the human sleep EEG. *Bioelectromagnetics* 2015;36(3):169–77.
119. Danker-Hopfe H, Dorn H, Bolz T, Peter A, Hansen ML, et al. Effects of mobile phone exposure (GSM 900 and WCDMA/UMTS) on polysomnography based sleep quality: An intra- and inter-individual perspective. *Environ Res* 2015;145:50–60.
120. Preece AW, Iwi G, Davies-Smith A, Wesnes K, Butler S, et al. Effect of a 915-MHz simulated mobile phone signal on cognitive function in man. *Int J Radiat Biol* 1999;75(4):447–56.
121. Koivisto M, Revonsuo A, Krause C, Haarala C, Sillanmaki L, et al. Effects of 902 MHz electromagnetic field emitted by cellular telephones on response times in humans. *Neuroreport* 2000;11(2):413–5.
122. Edelstyn N, Oldershaw A. The acute effects of exposure to the electromagnetic field emitted by mobile phones on human attention. *Neuroreport* 2002;13(1):119–21.
123. Lee TM, Lam PK, Yee LT, Chan CC. The effect of the duration of exposure to the electromagnetic field emitted by mobile phones on human attention. *Neuroreport* 2003;14(10):1361–4.
124. Curcio G, Ferrara M, De Gennaro L, Cristiani R, D'Inzeo G, et al. Time-course of electromagnetic field effects on human performance and tympanic temperature. *Neuroreport* 2004;15(1):161–4.
125. Schmid G, Sauter C, Stepansky R, Lobentanz IS, Zeitlhofer J. No influence on selected parameters of human visual perception of 1970 MHz UMTS-like exposure. *Bioelectromagnetics* 2005;26(4):243–50.
126. Cinel C, Boldini A, Russo R, Fox E. Effects of mobile phone electromagnetic fields on an auditory order threshold task. *Bioelectromagnetics* 2007;28(6):493–6.
127. Luria R, Eliyahu I, Hareuveny R, Margalio M, Meiran N. Cognitive effects of radiation emitted by cellular phones: the influence of exposure side and time. *Bioelectromagnetics* 2009;30(3):198–204.
128. Leung S, Croft RJ, McKenzie RJ, Iskra S, Silber B, et al. Effects of 2G and 3G mobile phones on performance and electrophysiology in adolescents, young adults and older adults. *Clin Neurophysiol* 2011;122(11):2203–16.
129. Mortazavi SM, Rouintan MS, Taeb S, Dehghan N, Ghaffarpanah AA, et al. Human short-term exposure to electromagnetic fields emitted by mobile phones decreases computer-assisted visual reaction time. *Acta Neurol Belg* 2012;112(2):171–5.
130. Wallace D, Eltiti S, Ridgewell A, Garner K, Russo R, et al. Cognitive and physiological responses in humans exposed to a TETRA base station signal in relation to perceived electromagnetic hypersensitivity. *Bioelectromagnetics* 2012;33(1):23–39.
131. Sauter C, Eggert T, Dorn H, Schmid G, Bolz T, et al. Do signals of a hand-held TETRA transmitter affect cognitive performance, well-being, mood or somatic complaints in healthy young men? Results of a randomized double-blind cross-over provocation study. *Environ Res* 2015;140:85–94.
132. Volkow ND, Tomasi D, Wang GJ, Vaska P, Fowler JS, et al. Effects of cell phone radiofrequency signal exposure on brain glucose metabolism. *JAMA* 2011;305(8):808–13.
133. Kwon MS, Vorobyev V, Kännälä S, Laine M, Rinne JO, et al. GSM mobile phone radiation suppresses brain glucose metabolism. *J Cereb Blood Flow Metab* 2011;31(12):2293–301.
134. Huber R, Treyer V, Schuderer J, Berthold T, Buck A, et al. Exposure to pulse-modulated radio frequency electromagnetic fields affects regional cerebral blood flow. *Eur J Neurosci* 2005;21(4):1000–6.
135. Aalto S, Haarala C, Brück A, Sipilä H, Hämäläinen H, et al. Mobile phone affects cerebral blood flow in humans. *J Cereb Blood Flow Metab* 2006;26(7):885–90.
136. Sienkiewicz ZJ, Blackwell RP, Haylock RG, Saunders RD, Cobb BL. Low-level exposure to pulsed 900 MHz microwave radiation does not cause deficits in the performance of a spatial learning task in mice. *Bioelectromagnetics* 2000;21(3):151–8.
137. Fragopoulou AF, Miltiados P, Stamatakis A, Stylianopoulou F, Koussoulakos SL, et al. Whole body exposure with GSM 900 MHz affects spatial memory in mice. *Pathophysiology* 2010;17(3):179–87.
138. Aldad TS, Gan G, Gao XB, Taylor HS. Fetal radiofrequency radiation exposure from 800–1900 MHz-rated cellular telephones affects neurodevelopment and behavior in mice. *Sci Rep* 2012;2:312.
139. Sharma A, Sisodia R, Bhatnagar D, Saxena VK. Spatial memory and learning performance and its relationship to protein synthesis of Swiss albino mice exposed to 10 GHz microwaves. *Int J Radiat Biol* 2013;90(1):29–35.
140. Shirai T, Imai N, Wang J, Takahashi S, Kawabe M, et al. Multigenerational effects of whole body exposure to 2.14-GHz W-CDMA cellular phone signals on brain function in rats. *Bioelectromagnetics* 2014;35(7):497–511.
141. Hu S, Peng R, Wang C, Wang S, Gao Y, et al. Neuroprotective effects of dietary supplement Kang-fu-ling against high-power microwave through antioxidant action. *Food Funct* 2014;5(9):2243–51.
142. Sokolovic D, Djordjevic B, Kocic G, Babovic P, Ristic G, et al. The effect of melatonin on body mass and behaviour of rats during an exposure to microwave radiation from mobile phone. *Bratisl Lek Listy* 2012;113(5):265–9.
143. Lai H. Neurological effects of non-ionizing electromagnetic fields. In: Sage C, Carpenter DO, editors. *The bioinitiative report 2012, a rationale for a biologically-based public exposure standard for electromagnetic fields (ELF and RF)*, 2012. Available at: <http://www.bioinitiative.org>.
144. Adey WR. Evidence for cooperative mechanisms in the susceptibility of cerebral tissue to environmental and intrinsic electric fields. In: Schmitt FO, Schneider DN, Crothers DM, editors. *Functional linkage in biomolecular systems*. New York: Raven Press, 1975:325–42.

145. Bawin SM, Sheppard AR, Adey WR. Possible mechanisms of weak electromagnetic field coupling in brain tissue. *Bioelectrochem Bioenerg* 1978;5:67–76.
146. Blackman CF, Benane SG, Kinney LS, Joines WT, House DE. Effects of ELF fields on calcium ion efflux from brain tissue in vitro. *Radiat Res* 1982;92:510–20.
147. Adey WR. Tissue interactions with nonionizing electromagnetic fields. *Physiol Rev* 1981;61(2):435–514.
148. Shin EJ, Jeong JH, Kim HJ, Jang CG, Yamada K, et al. Exposure to extremely low frequency magnetic fields enhances locomotor activity via activation of dopamine D1-like receptors in mice. *J Pharmacol Sci* 2007;105(4):367–71.
149. Shin EJ, Nguyen XK, Nguyen TT, Pham DT, Kim HC. Exposure to extremely low frequency magnetic fields induces fos-related antigen-immunoreactivity via activation of dopaminergic D1 receptor. *Exp Neurobiol* 2011;20(3):130–6.
150. Wang LF, Li X, Gao YB, Wang SM, Zhao L, et al. Activation of VEGF/Flk-1-ERK pathway induced blood-brain barrier injury after microwave exposure. *Mol Neurobiol* 2015;52(1):478–91.
151. Ravera S, Bianco B, Cugnoli C, Panfoli I, Calzia D, et al. Sinusoidal ELF magnetic fields affect acetylcholinesterase activity in cerebellum synaptosomal membranes. *Bioelectromagnetics* 2010;31(4):270–6.
152. Fournier NM, Mach QH, Whissell PD, Persinger MA. Neurodevelopmental anomalies of the hippocampus in rats exposed to weak intensity complex magnetic fields throughout gestation. *Int J Dev Neurosci* 2012;30(6):427–33.
153. Gavallas RJ, Walter DO, Hamner J, Adey WR. Effect of low-level, low-frequency electric fields on EEG and behavior in *Macaca nemestrina*. *Brain Res* 1970;18:491–501.
154. Anderson LE, Phillips ED. Biological effects of electric fields: an overview. In: Gandolfo M, Michaelson S, Rindi A, editors. *Biological effects and dosimetry of static and ELF electromagnetic fields*. New York: Plenum Press, 1984.
155. Balassa T, Szemerszky R, Bárdos G. Effect of short-term 50 Hz electromagnetic field exposure on the behavior of rats. *Acta Physiol Hung* 2009;96(4):437–48.
156. Dimitrijević D, Savić T, Anđelković M, Prolić Z, Janać B. Extremely low frequency magnetic field (50 Hz, 0.5 mT) modifies fitness components and locomotor activity of *Drosophila subobscura*. *Int J Radiat Biol* 2014;90(5):337–43.
157. He LH, Shi HM, Liu TT, Xu YC, Ye KP, et al. Effects of extremely low frequency magnetic field on anxiety level and spatial memory of adult rats. *Chin Med J (Engl)* 2011;124(20):3362–6.
158. Korpınar MA, Kalkan MT, Tuncel H. The 50 Hz (10 mT) sinusoidal magnetic field: effects on stress-related behavior of rats. *Bratisl Lek Listy* 2012;113(9):521–4.
159. Salunke BP, Umathe SN, Chavan JG. Involvement of NMDA receptor in low-frequency magnetic field-induced anxiety in mice. *Electromagn Biol Med* 2014;33(4):312–26.
160. Szemerszky R, Zelena D, Barna I, Bárdos G. Stress-related endocrinological and psychopathological effects of short- and long-term 50Hz electromagnetic field exposure in rats. *Brain Res Bull* 2010;81(1):92–9.
161. Kitaoka K, Kitamura M, Aoi S, Shimizu N, Yoshizaki K. Chronic exposure to an extremely low-frequency magnetic field induces depression-like behavior and corticosterone secretion without enhancement of the hypothalamic-pituitary-adrenal axis in mice. *Bioelectromagnetics* 2013;34(1):43–51.
162. Stevens P. Affective response to 5 microT ELF magnetic field-induced physiological changes. *Bioelectromagnetics* 2007;28(2):109–14.
163. Ross ML, Koren SA, Persinger MA. Physiologically patterned weak magnetic fields applied over left frontal lobe increase acceptance of false statements as true. *Electromagn Biol Med* 2008;27(4):365–71.
164. Nishimura T, Tada H, Guo X, Murayama T, Teramukai S, et al. A 1- μ T extremely low-frequency electromagnetic field vs. sham control for mild-to-moderate hypertension: a double-blind, randomized study. *Hypertens Res* 2011;34(3):372–7.
165. Huss A, Koeman T, Kromhout H, Vermeulen R. Extremely low frequency magnetic field exposure and parkinson's disease—a systematic review and meta-analysis of the data. *Int J Environ Res Public Health* 2015;12(7):7348–56.
166. Zhou H, Chen G, Chen C, Yu Y, Xu Z. Association between extremely low-frequency electromagnetic fields occupations and amyotrophic lateral sclerosis: a meta-analysis. *PLoS One* 2012;7(11):e48354.
167. Vergara X, Kheifets L, Greenland S, Oksuzyan S, Cho YS, et al. Occupational exposure to extremely low-frequency magnetic fields and neurodegenerative disease: a meta-analysis. *J Occup Environ Med* 2013;55(2):135–46.
168. Kundi M, Hutter HP. Umwelthygienische Bewertung des Berichtes zur Bestimmung der Feldstärken niederfrequenter magnetischer Wechselfelder im Bereich der 110 kV Hochspannungsleitung im Siedlungsbereich der Gemeinde Kottlingbrunn von Dr.-Ing. Dietrich Moldan vom 20.8.2014 [Internet]. Kottlingbrunn(AT): Gemeinde Kottinbrunn, 2014:69–104. Available at: www.kottlingbrunn.or.at/system/web/GetDocument.ashx?fileid=972861.
169. Stam R. Electromagnetic fields and the blood-brain barrier. *Brain Res Rev* 2010;65(1):80–97.
170. Nittby H, Brun A, Strömblad S, Moghadam MK, Sun W, et al. Nonthermal GSM RF and ELF EMF effects upon rat BBB permeability. *Environmentalist* 2011; 31(2):140–8.
171. Salford LG, Nittby H, Persson BRR. Effects of electromagnetic fields from wireless communication upon the blood-brain barrier. In: Sage C, Carpenter DO. *The BioInitiative Report 2012: A Rationale for a Biologically based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF)*. Available at: <http://www.bioinitiative.org/>: 1–52.
172. Zhou JX, Ding GR, Zhang J, Zhou YC, Zhang YJ, et al. Detrimental effect of electromagnetic pulse exposure on permeability of in vitro blood-brain-barrier model. *Biomed Environ Sci* 2013;26(2):128–37.
173. Tang J, Zhang Y, Yang L, Chen Q, Tan L, et al. Exposure to 900 MHz electromagnetic fields activates the mmp-1/ERK pathway and causes blood-brain barrier damage and cognitive impairment in rats. *Brain Res* 2015;1601:92–101.
174. Masuda H, Hirota S, Ushiyama A, Hirata A, Arima T, et al. No dynamic changes in blood-brain barrier permeability occur in developing rats during local cortex exposure to microwaves. *In Vivo* 2015;29(3):351–7.
175. Sage C. Summary table 1-1. In: Sage C, DO Carpenter (editors.), *The BioInitiative Report 2012: a rationale for a biologically-based public exposure standard for electromagnetic fields (ELF and RF)*, 2012. Available at: <http://www.bioinitiative.org/>.
176. Agarwal A, Deepinder F, Sharma RK, Ranga G, Li J. Effect of cell phone usage on semen analysis in men attending infertility clinic: an observational study. *Fertil Steril* 2008;89(1):124–8.

177. Agarwal A, Desai NR, Makker K, Varghese A, Mouradi R, et al. Effect of radiofrequency electromagnetic waves (RF-EMF) from cellular phones on human ejaculated semen: an in vitro study. *Fertil Steril* 2009;92(4):1318–25.
178. Wdowiak A, Wdowiak L, Wiktor H. Evaluation of the effect of using mobile phones on male fertility. *Ann Agric Environ Med* 2007;14(1):169–72.
179. De Luliis GN, Newey RJ, King BV, Aitken RJ. Mobile phone radiation induces reactive oxygen species production and DNA damage in human spermatozoa in vitro. *PLoS One* 2009;4(7):e6446.
180. Fejes I, Zavacki Z, Szollosi J, Koloszar Daru J, Kovacs L, et al. Is there a relationship between cell phone use and semen quality? *Arch Androl* 2005;51(5):385–93.
181. Aitken RJ, Bennetts LE, Sawyer D, Wiklendt AM, King BV. Impact of radio frequency electromagnetic radiation on DNA integrity in the male germline. *Int J Androl* 2005;28(3):171–9.
182. Kumar S, Behari J, Sisodia R. Impact of Microwave at X-Band in the aetiology of male infertility. *Electromagnetic Electromagn Biol Med* 2012;31(3):223–32.
183. Aitken RJ, Koopman P, Lewis SEM. Seeds of concern. *Nature* 2004;432(7013):48–52.
184. Erogul O, Oztas E, Yildirim I, Kir T, Aydur E, et al. Effects of electromagnetic radiation from a cellular phone on human sperm motility: an in vitro study. *Arch Med Res* 2006;37(7):840–3.
185. Dasdag S. Whole-body microwave exposure emitted by cellular phones and testicular function of rats. *Urol Res* 1999;27(3):219–23.
186. Yan JG, Agresti M, Bruce T, Yan YH, Granlund A, et al. Effects of cellular phone emissions on sperm motility in rats. *Fertil Steril* 2007;88(4):957–64.
187. Otitoloju AA, Obe IA, Adewale OA, Otubanjo OA, Osunkalu VO. Preliminary study on the reduction of sperm head abnormalities in mice, *Mus musculus*, exposed to radiofrequency radiations from global system for mobile communication base stations. *Bull Environ Contam Toxicol* 2010;84(1):51–4.
188. Behari J, Kesari KK. Effects of microwave radiations on reproductive system of male rats. *Embryo Talk* 2006;1(Suppl 1):81–5.
189. Neutra RR, Hristova L, Yost M, Hiatt RA. A nested case-control study of residential and personal magnetic field measures and miscarriages. *Epidemiology* 2002;13(1):21–31.
190. Li DK, Odouli R, Wi S, Janevic T, Golditch I, et al. A population-based prospective cohort study of personal exposure to magnetic fields during pregnancy and the risk of miscarriage. *Epidemiology* 2002;13(1):9–20.
191. Roosli M, Moser M, Baldinini Y, Meier M, Braun-Fahrlander C. Symptoms of ill health ascribed to electromagnetic field exposure – a questionnaire survey. *Int J Hyg Environ Health* 2004;207(2):141–50.
192. Huss A, Kuchenhoff J, Bircher A, Heller P, Kuster H, et al. Symptoms attributed to the environment—a systematic interdisciplinary assessment. *Int J Hyg Environ Health* 2004;207(3):245–54.
193. Huss A, Kuchenhoff J, Bircher A, Niederer M, Tremp J, et al. Elektromagnetische Felder und Gesundheitsbelastungen – Interdisziplinäre Fallabklärungen im Rahmen eines umweltmedizinischen Beratungsprojektes. *Umweltmed Forsch Prax* 2005;10(1):21–8.
194. Hagstrom M, Auranen J, Ekman R. Electromagnetic hypersensitive Finns: symptoms, perceived sources and treatments, a questionnaire study. *Pathophysiology* 2013;20(2):117–22.
195. Schreier N, Huss A, Roosli M. The prevalence of symptoms attributed to electromagnetic field exposure: a cross-sectional representative survey in Switzerland. *Soz Präventivmed* 2006;51(4):202–9.
196. Huss A, Roosli M. Consultations in primary care for symptoms attributed to electromagnetic fields—a survey among general practitioners. *BMC Public Health* 2006;6:267.
197. Ausfeld-Hafter B, Manser R, Kempf D, Brandli I. Komplementärmedizin. Eine Fragebogenerhebung in schweizerischen Arztpraxen mit komplementärmedizinischem Diagnostik- und Therapieangebot. Studie im Auftrag vom Bundesamt für Umwelt. Universität Bern. Kollegiale Instanz für Komplementärmedizin (KIKOM) [Internet]. Bern (CH): Bundesamt für Umwelt. 2006 Oct 5. Available at: <https://www.diagnose-funk.org/publikationen/artikel/detail&newsid=720>.
198. Leitgeb N, Schrottner J, Bohm M. Does “electromagnetic pollution” cause illness? An inquiry among Austrian general practitioners. *Wien Med Wochenschr* 2005;155(9–10):237–41.
199. Kato Y, Johansson O. Reported functional impairments of electrohypersensitive Japanese: a questionnaire survey. *Pathophysiology* 2012;19(2):95–100.
200. Khurana VG, Hardell L, Everaert J, Bortkiewicz A, Carlberg M, et al. Epidemiological evidence for a health risk from mobile phone base stations. *Int J Occup Environ Health* 2010;16(3):263–7.
201. Carpenter DO. The microwave syndrome or electro-hypersensitivity: historical background. *Rev Environ Health* 2015;30(4):217–22.
202. World Health Organization. Factsheet Nr. 296, Elektromagnetische Felder und Öffentliche Gesundheit – Elektromagnetische Hypersensitivität (Elektrosensibilität) [Internet]. Genf (CH): WHO, 2005 Dec. Available at: http://www.who.int/peh-emf/publications/facts/ehs_fs_296_german.pdf.
203. Tresidder A, Bevington M. Electrosensitivity: sources, symptoms, and solutions. In: Rosch PJ, editor. *Bioelectromagnetic and subtle energy medicine*, 2nd ed. Boca Raton, FL, (USA): CRC Press, Taylor & Francis Group Version Date: 20141107, ISBN-13: 978-1-4822-3320-9 (eBook – PDF).
204. Genuis SJ, Lipp CT. Electromagnetic hypersensitivity: fact or fiction? *Sci Total Environ* 2012;414:103–12.
205. Johansson O, Liu P-Y. “Electrosensitivity”, “electrosupersensitivity” and “screen dermatitis”: preliminary observations from on-going studies in the human skin. In: Simunic D, editor. *Proceedings of the COST 244: Biomedical Effects of Electromagnetic Fields – Workshop on Electromagnetic Hypersensitivity*. Brussels/Graz: EU/EC (DG XIII) 1995:52–57.
206. Johansson O, Gangi S, Liang Y, Yoshimura K, Jing C, et al. Cutaneous mast cells are altered in normal healthy volunteers sitting in front of ordinary TVs/PCs – results from open-field provocation experiments. *J Cutan Pathol* 2001;28(10):513–9.
207. Belpomme D, Campagnac C, Irigaray P. Reliable disease biomarkers characterizing and identifying electrohypersensitivity and multiple chemical sensitivity as two etiopathogenic aspects of a unique pathological disorder. *Rev Environ Health* 2015;30(4):251–71.
208. Regel SJ, Negovetic S, Roosli M, Berdinas V, Schuderer J, et al. UMTS base station-like exposure, well-being, and cognitive performance. *Environ Health Perspect* 2006;114(8):1270–5.

209. Zwamborn APM, Vossen SHJA, van Leersum BJAM, Ouwens MA, Makel WN. Effects of global communication system radio-frequency fields on well being and cognitive functions of human subjects with and without subjective complaints. The Hague (NL): TNO Physics and Electronics Laboratory, 2003 Sept, 86p. TNO-report FEL-03-C148. Available at: https://www.salzburg.gv.at/gesundheit/Documents/tno-fel_report_03148_definitief.pdf.
210. Eltiti S, Wallace D, Ridgewell A, Zougkou K, Russo R, et al. Does short-term exposure to mobile phone base station signals increase symptoms in individuals who report sensitivity to electromagnetic fields? A double-blind randomized provocation study. *Environ Health Perspect* 2007;115(11):1603–8.
211. McCarty DE, Carrubba S, Chesson AL, Frilot C, Gonzalez-Toledo E, et al. Electromagnetic hypersensitivity: evidence for a novel neurological syndrome. *Int J Neurosci* 2011;121(12):670–6.
212. Havas M, Marrongelle J, Pollner B, Kelley E, Rees CR, et al. Provocation study using heart rate variability shows microwave radiation from 2.4 GHz cordless phone affects autonomic nervous system [Internet]. In: Giuliani L, Soffritti M, editors. Non-thermal effects and mechanisms of interaction between electromagnetic fields and living matter. Bologna (IT): Ramazzini institute, 2010. European Journal of Oncology – Library Vol. 5. pp 187–218. Available at: <http://www.icems.eu/papers.htm?f=/c/a/2009/12/15/MNHJ1B49KH.DTL>.
213. Havas M. Radiation from wireless technology affects the blood, the heart, and the autonomic nervous system. *Rev Environ Health* 2013;28(2–3):75–84.
214. Tuengler A, von Klitzing L. Hypothesis on how to measure electromagnetic hypersensitivity. *Electromagn Biol Med* 2013;32(3):281–90.
215. Klitzing L. Einfluss elektromagnetischer Felder auf kardiovaskuläre Erkrankungen. *umwelt medizin gesellschaft* 2014;27(1):17–21.
216. Santini R, Santini P, Danze JM, Le Ruz P, Seigne M. Investigation on the health of people living near mobile telephone relay stations: I/Incidence according to distance and sex. *Pathol Biol (Paris)* 2002;50(6):369–73.
217. Navarro EA, Segura J, Portoles M, Gomez-Perretta de Mateo C. The microwave syndrome: a preliminary study in Spain. *Electromagn Biol Med* 2003;22(2–3):161–9.
218. Hutter HP, Moshammer H, Wallner P, Kundi M. Subjective symptoms, sleeping problems, and cognitive performance in subjects living near mobile phone base stations. *Occup Environ Med* 2006;63(5):307–13.
219. Abdel-Rassoul G, El-Fateh OA, Salem MA, Michael A, Farahat F, et al. Neurobehavioral effects among inhabitants around mobile phone base stations. *Neurotoxicology* 2007;28(2):434–40.
220. Blettner M, Schlehof B, Breckenkamp J, Kowall B, Schmiedel S, et al. Mobile phone base stations and adverse health effects: phase 1 of a population-based, cross-sectional study in Germany. *Occup Environ Med* 2009;66(2):118–23.
221. Molla-Djafari H, Witke J, Poinstingl G, Brezansky A, Hutter HP, et al. Leitfaden Senderbau -Vorsorgeprinzip bei Errichtung, Betrieb, Um- und Ausbau von ortsfesten Sendeanlagen. Wien (AT): Ärztinnen und Ärzte für eine gesunde Umwelt e.V. (Hrsg.), 2014 Oct. 2. Auflage, 42 p, Available at: www.aegu.net/pdf/Leitfaden.pdf.
222. Milham S, Stetzer D. Dirty electricity, chronic stress, neurotransmitters and disease. *Electromagn Biol Med* 2013;32(4):500–7.
223. Blackman C. Evidence for disruption by the modulating signal. In: Sage C, Carpenter DO, editors. The bioinitiative report 2007: a rationale for a biologically-based public exposure standard for electromagnetic fields (ELF and RF), 2007. Available at: <http://www.bioinitiative.org/>.
224. Belyaev I. Evidence for disruption by modulation: role of physical and biological variables in bioeffects of non-thermal microwaves for reproducibility, cancer risk and safety standards. In: Sage C, Carpenter DO, editors. Bioinitiative report 2012: a rationale for a biologically based public exposure standard for electromagnetic fields (ELF and RF), 2012, Available at: <http://www.bioinitiative.org/>.
225. Matronchik AI, Belyaev IY. Mechanism for combined action of microwaves and static magnetic field: slow non uniform rotation of charged nucleoid. *Electromagn Biol Med* 2008;27:340–54.
226. Binhi VN, Alipov YD, Belyaev IY. Effect of static magnetic field on E. coli cells and individual rotations of ion-protein complexes. *Bioelectromagnetics* 2001;22(2):79–86.
227. Première reconnaissance d'un handicap dû à l'électrosensibilité en France. *Le Monde fr avec AFP* | 25.08.2015. Available at: http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/08/25/premiere-reconnaissance-en-justice-d-un-handicap-du-a-l-electrosensibilite_4736299_3244.html.
228. Abelous D. France has its first radiation-free refuge in the Drome [Internet]. EURRE/Drome (FR): Agence France Presse (AFP), 2009 Oct 9. Available at: http://www.next-up.org/pdf/AFP_France_has_its_first_radiation_free_refuge_in_the_Drome_09_10_2009.pdf.
229. Ecoforma. Mit einem schadstofffreiem Haus gegen Schlafprobleme [Internet]. Sarleinsbach (AT): Ecoforma, 2014 Sept 9. Available at: <http://www.ecoforma.co.at/holzbau-ecobau-lehrbaustelle/>.
230. Friedmann J, Kraus S, Hauptmann Y, Schiff Y, Seger R. Mechanism of short-term ERK activation by electromagnetic fields at mobile phone frequencies. *Biochem J* 2007;405(3):559–68.
231. Simko M. Cell type specific redox status is responsible for diverse electromagnetic field effects. *Curr Med Chem* 2007;14(10):1141–52.
232. Pall ML. Explaining “Unexplained Illnesses”: disease paradigm for chronic fatigue syndrome, multiple chemical sensitivity, fibromyalgia, post-traumatic stress disorder, Gulf War Syndrome, and others. New York, NY (US), London (GB): Harrington Park Press/Haworth Press, 2007, ISBN 978-0-7890-2388-9.
233. Bedard K, Krause KH. The NOX Family of ROS-Generating NADPH oxidases: physiology and pathophysiology. *Physiol Rev* 2007;87(1):245–313.
234. Pacher P, Beckman JS, Liaudet L. Nitric oxide and peroxynitrite in health and disease. *Physiol Rev* 2007;87(1):315–424.
235. Desai NR, Kesari KK, Agarwal A. Pathophysiology of cell phone radiation: oxidative stress and carcinogenesis with focus on male reproductive system. *Reprod Biol Endocrinol* 2009;7:114.
236. Straub RH, Cutolo M, Buttgereit F, Pongratz G. Energy regulation and neuroendocrine-immune control in chronic inflammatory diseases. *J Intern Med* 2010;267(6):543–60.
237. Gye MC, Park CJ. Effect of electromagnetic field exposure on the reproductive system. *Clin Exp Reprod Med* 2012;39(1):1–9.
238. Yakymenko I, Tsybulin O, Sidorik E, Henshel D, Kyrlyenko O, et al. Oxidative mechanisms of biological activity of lowintensity radiofrequency radiation. *Electromagn Biol Med* 2015;19:1–16.

239. Consoles C, Merla C, Marino C, Benassi B. Electromagnetic fields, oxidative stress, and neurodegeneration. *Int J Cell Biol* 2012;2012:683897.
240. Pall ML. Microwave frequency electromagnetic fields (EMFs) produce widespread neuropsychiatric effects including depression. *J Chem Neuroanat* 2015. pii: S0891-0618(15)00059-9. DOI: 10.1016/j.jchemneu.2015.08.001. [Epub ahead of print].
241. Erdal N, Gurgul S, Tamer L, Ayaz L. Effects of long-term exposure of extremely low frequency magnetic field on oxidative/nitrosative stress in rat liver. *J Radiat Res* 2008;49(2):181–7.
242. De Luca C, Thai JC, Raskovic D, Cesareo E, Caccamo D, et al. Metabolic and genetic screening of electromagnetic hypersensitive subjects as a feasible tool for diagnostics and intervention. *Mediat Inflamm* 2014;2014:924184.
243. Myhill S, Booth NE, McLaren-Howard J. Chronic fatigue syndrome and mitochondrial dysfunction. *Int J Clin Exp Med* 2009;2(1):1–16.
244. Müller KE. Stressregulation und Mitochondrienfunktion. *Zs f Orthomol Med* 2012;1:1–13.
245. Buchner K, Eger H. Veränderung klinisch bedeutsamer Neurotransmitter unter dem Einfluss modulierter hochfrequenter Felder – Eine Langzeiterhebung unter lebensnahen Bedingungen. *umwelt medizin gesellschaft* 2011;24(1):44–57.
246. Hill HU, Huber W, Müller KE. Multiple-Chemikalien-Sensitivität (MCS) – Ein Krankheitsbild der chronischen Multisystemerkrankungen, umweltmedizinische, toxikologische und sozialpolitische Aspekte. Aachen (DE): Shaker-Verlag, 2010 Apr, 3rd edition, 500p. ISBN: 978-3-8322-9046-7.
247. Redmayne M, Johansson O. Could myelin damage from radiofrequency electromagnetic field exposure help explain the functional impairment electrohypersensitivity? A review of the evidence. *J Toxicol Environ Health B Crit Rev* 2014;17(5):247–58.
248. Von Baehr V. Rationelle Labordiagnostik bei chronisch entzündlichen Systemerkrankungen. *umwelt medizin gesellschaft* 2012;25(4):244–7.
249. Warnke U, Hensinger P. Steigende. “Burn-out“-Inzidenz durch technisch erzeugte magnetische und elektromagnetische Felder des Mobil- und Kommunikationsfunks. *umwelt-medizin-gesellschaft* 2013;26(1):31–8.
250. Havas M. Dirty electricity elevates blood sugar among electrically sensitive diabetics and may explain brittle diabetes. *Electromagn Biol Med* 2008;27(2):135–46.
251. Herbert MR, Sage C. Autism and EMF? Plausibility of a pathophysiological link – Part I. *Pathophysiology* 2013;20(3):191–209.
252. Herbert MR, Sage C. Autism and EMF? Plausibility of a pathophysiological link part II. *Pathophysiology* 2013;20(3):211–34.
253. Eskander EF, Estefan SF, Abd-Rabou AA. How does long term exposure to base stations and mobile phones affect human hormone profiles? *Clin Biochem* 2012;45(1–2):157–61.
254. Steiner E, Aufderegg B, Bhend H, Gilli Y, Kalin P, et al. Erfahrungen des Pilotprojektes „Umweltmedizinisches Beratungsnetz“ des Vereins Aertinnen und Aerzte für Umweltschutz (AefU). *Therapeutische Umschau* 2013;70(12):739–45.
255. Hagstrom M, Auranen J, Johansson O, Ekman R. Reducing electromagnetic irradiation and fields alleviates experienced health hazards of VDU work. *Pathophysiology* 2012;19(2):81–7.
256. Oberfeld G. Die Veränderung des EMF Spektrums und ihre Folgen. In: *Baubiologische EMF-Messtechnik*. München, Heidelberg (DE): Hüthig and Pflaum Verlag, 2012. ISBN 1438-8707.
257. Berufsverband Deutscher Baubiologen. *VDB-Richtlinien, Physikalische Untersuchungen, Band 1: Fürth (DE): Verlag AnBUS eV, 2006. 2nd edition. ISBN 3-9808428-6-X.*
258. Virnich M. Gutachten über die messtechnische Untersuchung der Charakteristik von Funksignalen [Internet]. Salzburg (AT): Land Salzburg, 2015 Jun 26, 141p. Available at: <https://www.salzburg.gv.at/gesundheits/Seiten/technik.aspx>.
259. Bundesamt für Umwelt. Orte mit empfindlicher Nutzung (OMEN) [Internet]. Bern (CH): Bundesamt für Umwelt, 2010 Mar 4. Available at: <http://www.bafu.admin.ch/elektrosmog/13893/15175/15257/index.html?lang=de>.
260. Kundi M, Hutter HP. Mobile phone base stations – Effects on wellbeing and health. *Pathophysiology* 2009;16(2–3):123–35.
261. National Council on Radiation Protection and Measurements (NCRP). Draft Report of NCRP Scientific Committee 89-3 on Extremely Low Frequency Electric and Magnetic Fields [Internet]. 1995 Jun 13. Available at: https://www.salzburg.gv.at/gesundheits/Documents/ncrp_draft_recommendations_on_emf_exposure_guidelines_1995.pdf.
262. Oberfeld G. Prüfkatalog des Fachbereiches Umweltmedizin für das Vorhaben 380kV Freileitung von St. Peter a. H. zum Umspannwerk Salzach Neu (Salzburgleitung) der Verbund-Austrian Power Grid AG. [Internet] Salzburg (AT): Land Salzburg, 2006 Feb 27. Available at: <https://www.salzburg.gv.at/gesundheits/Documents/Umweltmedizin-Sbg.pdf>.
263. Baubiologie Maes/Institut für Baubiologie + Nachhaltigkeit (IBN). *Building Biology Evaluation Guidelines for Sleeping Areas (SBM-2015)*. Neuss, Rosenheim (DE): Baubiologie Maes, IBN., 2015 May, 3p. Available at: <http://www.baubiologie.de/site/wp-content/uploads/richtwerte-2015-englisch.pdf>.
264. Der Schweizerische Bundesrat. Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NISV) vom 23. Dezember 1999 [Internet]. Bern (CH): Der Schweizerische Bundesrat, 2012 Jul 1. Available at: <https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19996141/index.html>.
265. TCO Certified Displays 7.0-11 November 2015 [Internet]. TCO Development. Available at: <http://tcodevelopment.com/files/2015/11/TCO-Certified-Displays-7.0.pdf>.
266. Vignati M, Giuliani L. Radiofrequency exposure near high-voltage lines. *Environ Health Perspect* 1997;105(Suppl 6):1569–73.
267. Margaritis LH, Manta AK, Kokkaliaris KD, Schiza D, Alimisis K et al. Drosophila oogenesis as a bio-marker responding to EMF sources. *Electromagn Biol Med* 2014;33(3):165–89.
268. Gustavs K. Options to minimize non-ionizing electromagnetic radiation exposures (EMF/RF/Static fields) in office environments [Internet]. Victoria, BC (CA): Katharina Consulting, 2008 Nov 14. Available at: http://www.katharinaconsulting.com/s/2008_Gustavs_Low_EMF_Office_Environment.pdf.
269. Oberfeld G, Gutbier J. *Elektrosmog im Alltag* [Internet]. Stuttgart (DE): Diagnose Funk, 2013 Nov 10, 44p. Available at: <https://www.salzburg.gv.at/gesundheits/Seiten/infoblaetter.aspx>.
270. Virnich M. *Baubiologische EMF-Messtechnik – Grundlagen der Feldtheorie, Praxis der Feldmesstechnik*. München, Heidelberg (DE): Hüthig & Pflaum Verlag, 2012. ISBN 1438-8707.
271. Pauli P, Moldan D. *Reduzierung hochfrequenter Strahlung im Bauwesen: Baustoffe und Abschirmmaterialien*. Fürth (DE): Hrsg. Berufsverband Deutscher Baubiologen VDB e.V., Verlag AnBUS e.V. 2015. ISBN 978-3-9814025-9-9.

272. Levy F, Wannag A, editors. Nordic adaptation of classification of occupationally related disorders (diseases and symptoms) to ICD-10 [Internet]. Oslo (NO): Nordic council of ministers, 2000, 53p. DIVS: 2000:839, ISBN: 92-893-0559-2. Available at: http://www.nordclass.se/ICD-10_Nordic%20Occupational_2000.pdf.
273. Bansal M, Kaushal N. Oxidative stress mechanisms and their modulation. New Delhi (IN): Springer, 2014:167.
274. Brostoff J, Challacombe S. Food allergy and intolerance. London (GB): Balliere Tindall, 1987.
275. Andre CM, Larondelle Y, Eners D. Dietary antioxidants and oxidative stress from a human and plant perspective, a review. *Curr Nutr Food Sci* 2010;6(1):2–12.
276. Bouayed J, Bohn T. Exogenous antioxidants-double edged swords in cellular redox state; health beneficial effects at physiological doses versus deleterious effects at high doses. *Oxid Med Cell Longev* 2010;3(4):228–37.
277. Hoffmann W, Staller B. Prävention durch richtige Ernährung. *umwelt medizin gesellschaft* 2012;25(2):115–7.
278. Suzuki YJ, Packer L. Inhibition of NFκB activation by vitamin E derivatives. *Biochem Biophys Res Commun* 1993;193(1):277–83.
279. Zingg JM. Modulation of signal transduction by vitamin E. *Mol Aspects Med* 2007;28(5–6):481–506.
280. Yeh SL, Wang HM, Chen PY, Wu TC. Interaction of β-Carotin and flavonoids on the secretion of inflammatory mediators in an in vitro system. *Chem Biol Interact* 2009;179(2–3): 386–93.
281. Carcamo JM, Pedraza A, Borquez-Ojeda O, Golde DW. Vitamin C suppresses TNF alpha-induced NF kappa B activation by inhibiting I kappa B alpha phosphorylation. *Biochemistry* 2002;41(43):12995–3002.
282. Carcamo JM, Pedraza A, Borquez-Ojeda O, Zhang B, Sanchez R, et al. Vitamin C is a kinase inhibitor: dehydroascorbic acid inhibits IκappaBαphosphatase. *Mol Cell Biol* 2004; 24(15):6645–52.
283. Kyaw M, Yoshizumi M, Tsuchya K, Suzuki Y, Abe S, et al. Antioxidants inhibit endothelin-1 (1-31)-induced proliferation of vascular smooth muscle cells via the inhibition of mitogenactivated protein (MAP) kinase and activator protein-1 (AP-1). *Biochem Pharmacol* 2002;64(10):1521–31.
284. Lubbad A, Oriowo MA, Khan I. Curcumin attenuates inflammation through inhibition of TLR-4 receptor in experimental Colitis. *Mol Cell Biochem* 2009;322(1–2): 127–35.
285. Woo JH, Lim JH, Kim YH, Soh SI, Min DS, et al. Resveratrol inhibits phorbol myristate acetate-induced matrix metalloproteinase-9 expression by inhibiting JNK and PKC delta signal transduction. *Oncogene* 2004;23(10):1845–53.
286. Nonn L, Duong D, Pechl DM. Chemopreventive anti-inflammatory activities of curcumin and other phytochemicals mediated by MAP kinase phosphatase-5 in prostatic cells. *Carcinogenesis* 2007;28(6):1188–96.
287. Khan N, Mukhtar H. Multitargeted therapy of cancer by green tea polyphenols. *Cancer Lett* 2008;269(2):269–80.
288. Roskoski R. Biochemistry. Philadelphia, PA, USA: W.B. Saunders Company, 1996:530pp.
289. Devlin TM, editor. Textbook of Biochemistry with Clinical Correlations, 5th ed. New York, NY (US): Wiley-Liss, 2002.
290. Rassow J, Hauser K, Netzker, Deutzmann R. Biochemie. 2nd ed. Stuttgart (DE): Thieme, 2008:872pp.
291. Müller KE. Genetische Polymorphismen der Catechol-O-Methyltransferase (COMT). *umwelt medizin gesellschaft* 2007;20(4):282–8.
292. Rea WJ. Chemical Sensitivity, Vol. 2: Sources of Total Body Load, 1st ed. Boca Raton, FL (US): CRC Press/Lewis Publishers, 1994:569pp.
293. Schäfer SG, Elsenhans B, Forth W, Schumann K. Metalle. In: Marquardt H, Schäfer SG, editors. Lehrbuch der Toxikologie. Heidelberg (DE): Spektrum Akademischer Verlag, 1997:504–49pp.
294. Goyer RA, Cherian GM, editors. Toxicology of Metals. Berlin, Heidelberg (DE): Springer-Verlag, 1995:467pp.
295. Müller KE. Immuntoxikologie der Metalle. *umwelt medizin gesellschaft* 2004;17(4):299–301.
296. Aposian HV, Malorino RM, Gonzales-Ramirez D, Zuniga-Charles M, Xu Z, et al. Mobilization of heavy metals by newer, therapeutically useful chelating agents. *Toxicology* 1995;97(1–3):23–38.
297. Flora SJ, Pachauri V. Chelation in Metal Intoxication. *Int J Environ Res Public Health* 2010;7(7):2745–88.
298. Jennrich P. Detoxifikation von Schwermetallen. *umwelt medizin gesellschaft* 2012;25(4):24–7.
299. Pall ML. Do sauna therapy and exercise act by raising the availability of tetrahydrobiopterin? *Med Hypotheses* 2009;73(4):610–3.
300. Rozanowska M, Jarvis-Evans J, Korytowski W, Boulton ME, Burke JM, et al. Blue-light induced reactivity of retinal age pigment. In vitro generation of oxygen-reactive species. *J Biol Chem* 1995;270(32):18825–30.
301. Tolentino M, Morgan G. Popularity of electronic devices, “greener” light bulbs increases blue light exposure. *Pri Care Optometry News* 2012;18–9.
302. van der Lely S, Frey S, Garbaza C, Wirz-Justice A, Jenni OG, et al. Blue blocker glasses as a countermeasure for alerting effects of evening light-emitting diode screen exposure in male teenagers. *J Adolesc Health* 2015;56(1):113–9.
303. Narimatsu T, Negishi K, Miyake S, Hirasawa M, Osada H, et al. Blue light-induced inflammatory marker expression in the retinal pigment epithelium-choroid of mice and the protective effect of a yellow intraocular lens material in vivo. *Exp Eye Res* 2015;132:48–51.
304. Nishi T, Saeki K, Obayashi K, Miyata K, Tone N, et al. The effect of blue-blocking intraocular lenses on circadian biological rhythm: protocol for a randomised controlled trial (CLOCK-IOL colour study). *BMJ Open* 2015;5(5):e007930.
305. Mutter J, Naumann J, Schneider R, Walach H, Haley B. Mercury and autism: accelerating evidence? *Neuro Endocrinol Lett* 2005;26(5):439–46.
306. Mutter J, Naumann J, Guethlin C. Comments on the article “the toxicology of mercury and its chemical compounds” by Clarkson and Magos (2006). *Crit Rev Toxicol* 2007;37(6):537–49; discussion 551–2.
307. Mutter J, Curth A, Naumann J, Deth R, Walach H. Does inorganic mercury play a role in Alzheimer’s disease? A systematic review and an integrated molecular mechanism. *J Alzheimers Dis* 2010;22(2):357–74.
308. Geier DA, King PG, Sykes LK, Geier MR. A comprehensive review of mercury provoked autism. *Indian J Med Res* 2008;128(4):383–411.

Supplemental Material: The online version of this article (DOI: 10.1515/reveh-2016-0011) offers supplementary material, available to authorized users.

Guideline of the Austrian Medical Association (ÖÄK) for the diagnosis and treatment of EMF-related health problems and illnesses (EMF syndrome)

Consensus paper of the Austrian Medical Association's EMF Working Group (ÖÄK AG-EMF)

Adopted at the meeting of environmental medicine officers of the Regional Medical Association's and the Austrian Medical Association on 3rd March 2012 in Vienna.

Introduction

There has been a sharp rise in unspecific, often stress-associated health problems that increasingly present physicians with the challenge of complex differential diagnosis. A cause that has been accorded little attention so far is increasing **electrosmog** exposure at home, at work and during leisure activities, occurring in addition to chronic stress in personal and working life. It correlates with an overall situation of chronic stress that can lead to burnout.

How can physicians respond to this development?

The Austrian Medical Association has developed a guideline for differential diagnosis and potential treatment of unspecific stress-related health problems associated with **electrosmog**. Its core element is a patient questionnaire consisting of a general assessment of stress symptoms and a specific assessment of **electrosmog** exposure.

The guideline is intended as an aid in diagnosing and treating EMF-related health problems.

Background

Many people are increasingly exposed, to various degrees, to a **combination of low and high frequency electric fields (EF), magnetic fields (MF) and electromagnetic fields (EMF) of different signal patterns, intensities and technical applications for varying periods of time, colloquially referred to as electrosmog.**

Physicians are often confronted with unspecific complaints without clearly identifiable causes (Huss and Rössli 2006). It has been suspected that environmental conditions such as increasing exposure of the population to **radio waves, emanating e.g. from cordless phones, mobile phone base stations, cell phones, GPRS, UMTS, data cards for laptop and notebook computers and wireless LAN (WLAN), but also exposure to electric and magnetic fields emanating from power lines, devices and equipment, may play a causal role (Blake Levitt and Lai 2010).** For the medical profession, this raises new challenges in diagnosis and treatment. A central issue for

the causal attribution of symptoms is the assessment of variation in health problems depending on time and location, which is particularly relevant for environmental causes such as EMF exposure.

Austria is currently rolling out the fourth generation of mobile telephony (LTE), as well as smart metering (for electricity, gas and water consumption), resulting in additional EMF exposure of the population.

New radio technologies and applications have been introduced **without certainty about their health effects**, raising new challenges for medicine. For instance, the issues of so-called **non-thermal effects and potential long-term effects of low-dose exposure were hardly investigated at all prior to introduction**. Some patients suspect a link between EMF exposure and their health problems. Moreover, physicians are increasingly confronted with health problems with unidentified causes. Pursuing an evidence-based treatment strategy in this context is a challenge for differential diagnosis.

In Austria, there are no democratically legitimized limits to protect the general population from EMF exposure. The recommendations of the WHO, compiled by the International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection (ICNIRP 1998), are **based on a thermal model**. These recommendations were adopted by the EU in its Council Recommendation of 1999 (EU-Ratsempfehlung 1999) and by Austria in its pre-standard ÖVE/ÖNORM E 8850:2006 02 01 (ÖNORM 2006) **without taking into account long-term non-thermal effects**.

In August 2007, the BioInitiative, an international group of experts, published a comprehensive report calling for preventive measures against EMF exposure based on the scientific evidence available (BioInitiative 2007). Consequently, the European Environment Agency compared electrosmog to other environmental hazards such as asbestos or benzene (EEA 2007).

In April 2009, a resolution of the European Parliament called for a review of the EMF limits in the EU Council Recommendation of 1999, which was based on the guidelines of the ICNIRP, with reference to the BioInitiative Report (EU Parliament 2009).

In May 2011, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe adopted the report **"The potential dangers of electromagnetic fields and their effect on the environment"** (PACE 2011). The report calls for a number of measures to protect humans and the environment, especially from **high-frequency electromagnetic fields**. One of the recommendations is to **"take all reasonable measures to reduce exposure to electromagnetic fields, especially to radio frequencies from mobile phones, and particularly the exposure to children and young people who seem to be most at risk from head tumours"**.

Also in May 2011, a group of experts at the International Agency for Research on Cancer, an agency of the WHO, classified radiofrequency electromagnetic fields as possibly carcinogenic (Group 2B) for humans (IARC 2011).

A representative telephone survey (n=2048, age >14 years) carried out in 2004 in Switzerland yielded a frequency of 5% (95% CI 4-6%) for a self-attributed “diagnosis” of electrosensitivity (Schreier et al. 2006).

In another survey carried out in Switzerland, in 2001, 394 respondents attributed specific health problems to EMF exposure. Among others, the following symptoms were reported as occurring frequently: sleep problems (58%), headaches (41%), nervousness (19%), fatigue (18%) and difficulty concentrating (16%). The respondents listed mobile phone base stations (74%), cell phones (36%), cordless phones (29%) and high-voltage lines (27%) as causes. Two thirds of respondents had taken measures to reduce their symptoms, the most frequent measure being to avoid exposure. Remarkably, only 13% had consulted their physicians (Röösli et al. 2004).

While a 2006 study by Regel et al. described no exposure effects, two provocation studies on exposure of “electrosensitive” individuals and control subjects to mobile phone base station signals (GSM, UMTS or both) found a significant decline in well-being after UMTS exposure in the individuals reporting sensitivity (Zwamborn et al. 2003, Eltiti et al. 2007). Analysis of the data available on exposure of people living near mobile phone base stations has yielded clear indications of adverse health effects (Santini et al. 2002, Navarro et al. 2003, Hutter et al. 2006, Abdel-Rassoul et al. 2007, Blettner et al. 2008).

Based on the scientific literature on interactions of EMF with biological systems, several mechanisms of interaction are possible. A plausible mechanism at the intracellular and intercellular level, for instance, is interaction via the formation of free radicals or oxidative and nitrosative stress (Friedmann et al. 2007, Simkó 2007, Pall 2007, Bedard and Krause 2007, Pacher et al. 2007, Desai et al. 2009). It centres on the increased formation of peroxynitrite (ONOO⁻) from a reaction of nitrogen monoxide (NO) with superoxide (O₂⁻). Due to its relatively long half-life, peroxynitrite damages a large number of essential metabolic processes and cell components.

This approach can serve as a plausible explanation of many of the health problems, symptoms and their progression observed in the context of EMF exposure. There are increasing indications that EMF syndrome (EMFS) should be counted among multi-system disorders (Pall 2007) such as Chronic Fatigue Syndrome (CFS), Multiple Chemical Sensitivity (MCS), fibromyalgia (FM) and Post Traumatic Stress Disorder (PTSD).

In Sweden, EMF syndrome is designated as electrohypersensitivity (EHS), considered a physical impairment and recognized as a disability. With reference to UN Resolution 48/96, Annex, of 20 December 1993 (UN 1993), local governments grant support to individuals with EHS. Employees with EHS have a right to support from their employers so as to enable them to work despite this impairment. Some hospitals in Sweden provide rooms with low EMF exposure.

The Austrian Medical Association considers it its duty and its mission to provide members of the medical profession with a compilation of the current state of the scientific and political debate from a medical perspective and with specific recommendations for action in this first guideline. The guideline can only be improved by suggestions, criticism and amendments. Due to the rapid development of various technologies, the recommendations need to be adapted on an ongoing basis. We therefore invite all medical professionals to send contributions to the next edition of the guideline to the following email address: post@aerztekammer.at

What to keep in mind when dealing with patients and EMF

In the case of unspecific health problems (see patient questionnaire) for which no clearly identifiable cause can be found, EMF exposure should in principle be taken into consideration as a potential cause, especially if the patient suspects that it may be the cause.

How to proceed if EMF-related health problems are suspected

The recommended approach to diagnosis and treatment is intended as an aid and should, of course, be modified as each individual case requires.

1. History of health problems and EMF exposure
2. Examination and findings
3. Measurement of EMF exposure
4. Prevention or reduction of EMF exposure
5. Diagnosis
6. Treatment

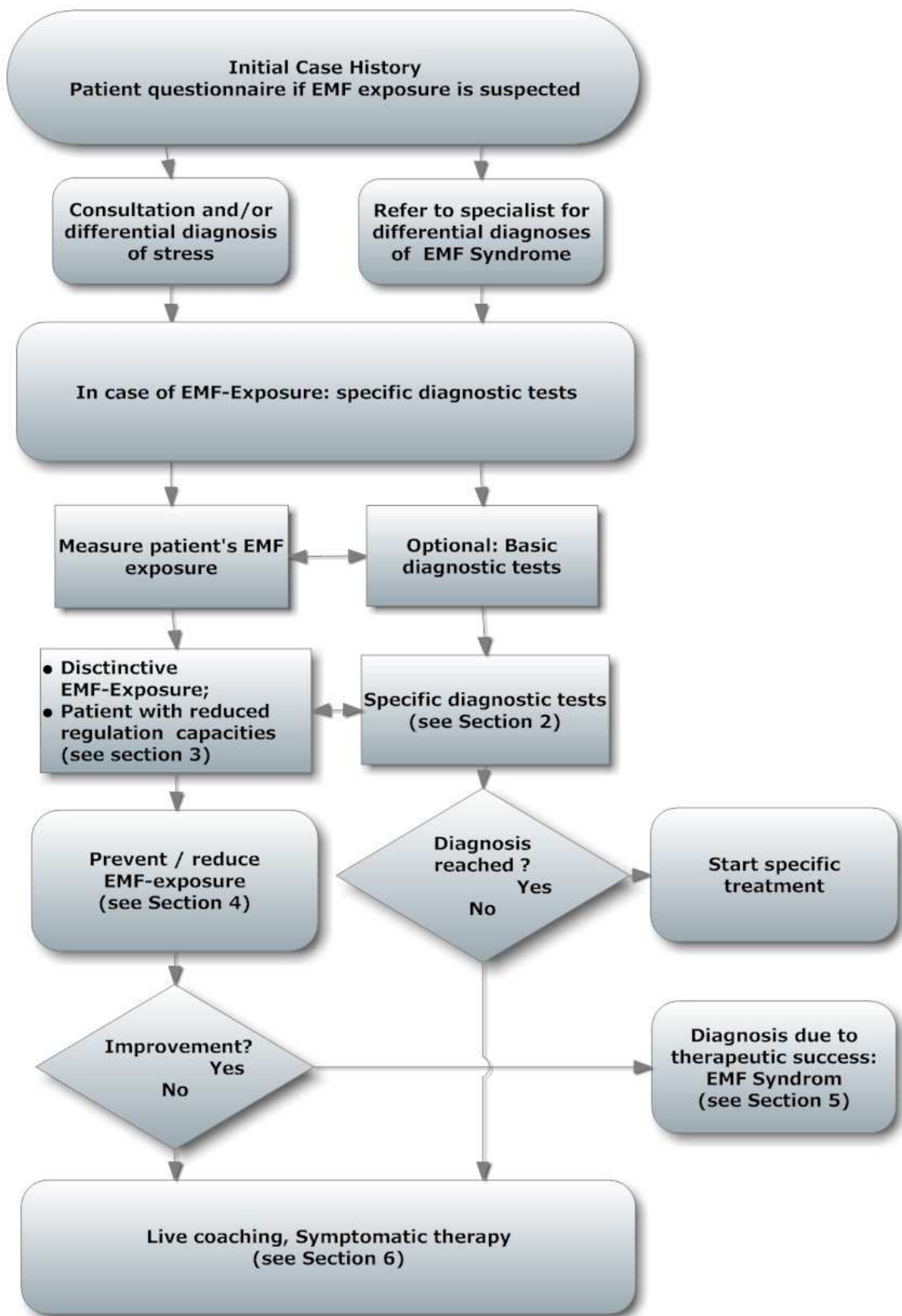


Fig. 1: Flow chart for diagnosing EMF-related health problems

1. History of health problems and EMF exposure

A **patient questionnaire** to facilitate a systematic history of health problems and EMF exposure, compiled by the Austrian Medical Association's EMF Working Group, is available for download at: www.aerztekammer.at/referate Umweltmedizin.

The patient questionnaire consists of three sections:

- a) List of symptoms
- b) Variation of health problems depending on time and location
- c) Assessment of EMF exposure

a) List of symptoms

The list of symptoms in the patient questionnaire serves to systematically quantify stress-related health problems regardless of their causes. It also includes questions on when the health problems first occurred. Most EMF-related symptoms fall within the scope of so-called **stress-related health problems**, e.g. sleep problems, fatigue, exhaustion, lack of energy, restlessness, heart palpitations, blood pressure problems, muscle and joint pain, headaches, depression, difficulty concentrating, forgetfulness, anxiety, urinary urgency, anomia, dizziness, tinnitus and sensations of pressure in the head and the ears.

The health problems may range in severity from benign, temporary symptoms, such as slight headaches or paraesthesia in the head when using a cell phone, to severe, debilitating symptoms that drastically impair physical and mental health.

b) Variation of health problems depending on time and location

The answers to questions on when and where the health problems occur or recede, and when and where the symptoms increase or are particularly evident, provide indications as to whether the health problems may be related to specific times and locations. They must be interpreted in the context of the patient's living conditions and circumstances.

c) Assessment of EMF exposure

Regardless of whether or not the patient suspects EMF exposure as a cause, these questions should be used to assess the kind of exposure that exists. It is important to note that only certain types of EMF exposure can be assessed by means of the questionnaire, such as use of cell phones and cordless phones. **Detection of other types of EMF exposure, e.g. due to high frequency transmitter sites or the electric or magnetic fields of power lines, generally requires measurements** (see section 3: Measurement of EMF exposure). In principle, questions should be asked to assess EMF exposure at home and at work, keeping in mind that the degree of EMF exposure may vary at different times.

2. Examination and findings

There are no findings specific to EMF, which makes diagnosis and differential diagnosis a considerable challenge. A method that has proven useful is to use stress-

associated findings for diagnosis and follow-up and to evaluate them synoptically. Basic diagnostic tests should be carried out as a first step, followed by measurements of EMF exposure as a second step. Only then can specific diagnostic tests be considered.

Cardiovascular system

Basic diagnostic tests

- Blood pressure and heart rate (in all cases resting heart rate in the morning while still in bed), including self-monitoring, possibly several times a day, e.g. at different places and with journaling of subjective well-being for a week.

Specific diagnostic tests

- 24-hour blood pressure monitoring (absence of night-time decline)
- 24-hour ECG (heart rhythm diagnosis)
- 24-hour heart rate variability HRV (autonomous nervous system diagnosis)

Laboratory tests

Basic diagnostic tests

- Early morning urine
 - Adrenaline
 - Noradrenaline
 - Noradrenaline/adrenaline quotient
 - Dopamine
 - Serotonin
- Early morning urine
 - 6-OH melatonin sulphate
- Saliva
 - Cortisol (8 am, 12 am and 8 pm)
- Blood
 - Blood count and differential blood count
 - Fasting blood glucose and postprandial blood glucose
 - HBA1c
 - TSH

Additional diagnostic tests – specific individual parameters depending on symptoms

- Late morning urine
 - Histamine, glycine
 - Gamma-aminobutyric acid GABA
 - Glutamate
- Saliva
 - Alpha amylase A (10 am)
 - Dehydroepiandrosterone DHEA (8 am and 8 pm)
- Blood
 - Homocysteine
 - Intracellular ATP

- Intracellular glutathione (redox balance)
- Malondialdehyde (lipid peroxidation)
- 8-hydroxydeoxyguanosine (DNA oxidation)
- Interferon-gamma (IFN γ)
- Interleukin-1 (IL-1)
- Interleukin-6 (IL-6)
- Interleukin-10 (IL-10)
- Tumour necrosis factor alpha (TNF α)
- NF-kappaB
- Vitamin B2 (FAD and riboflavin) (whole blood)
- Vitamin B6 (whole blood)
- Vitamin D
- Ubichinon (Q 10)
- Selenium (whole blood)
- Zinc (whole blood)
- Magnesium (whole blood)
- Differential lipid profile

3. Measurement of EMF exposure¹

In general, a wide variety of forms of EMF exposure (e.g. from cordless phones, wireless internet access, electrical installations and electrical devices in the building, mobile phone base stations, radio and TV transmitters, high-voltage lines or transformer stations) may be the root causes of health problems.

EMF measurements should be planned and carried out by specially trained and experienced measurement engineers.

See e.g. http://www.salzburg.gv.at/adressen_elektrosmog.htm.

After the measurements have been commissioned by the patient and carried out, the results should be discussed with the attending physician or a physician familiar with the issue.

The measurements should be carried out in accordance with relevant standards, e.g. the guidelines of the Professional Association of German Building Biologists (VDB-Richtlinien). In addition to the readings, the measurement report should include suggestions for a potential reduction of exposure.

Basic measurements

Low-frequency alternating magnetic fields



Isotropic magnetic field sensor (for all spatial axes) in the frequency range from 5 Hz to 2 kHz, e.g. near the bed, near the desk with source identification (short-term orientation measurement); in addition, long-term measurements e.g. during the night can be useful.

Low-frequency alternating electric fields

¹ EMF measurements are not covered by statutory health insurance.

Isolated isotropic electric field sensor (for all spatial axes) in the frequency range from 5 Hz to 2 kHz, e.g. near the bed, near the desk with source identification.

High-frequency electromagnetic radiation

Broadband measurements and/or band-selective measurements of common frequencies in the high frequency range, e.g. GSM base stations (900 and 1800 MHz), DECT base stations (1900 MHz), UMTS (2100 MHz), WLAN (2450 and 5000 MHz), possibly WiMAX (3400-3600 MHz), LTE (2500-2700 MHz), within a defined measurement space such as the head and torso area on the bed, or the desk chair, with source identification (e.g. acoustic diagnosis); identification of maximum reading; peak detector.

Additional measurements

High-frequency electromagnetic radiation

Frequency-selective measurements (individual frequencies) of common frequencies in the high frequency range, within a defined measurement space such as the head and torso area on the bed, or the desk chair, with source identification; identification of maximum reading; peak detector. The measurements should be adapted to each individual case, e.g. to account for short-wave transmitters, radar, “dirty power” and other high frequency sources.

Benchmarks

The following aspects should be taken into account when evaluating the readings in each case: duration of exposure, exposure during the night or the day, multiple exposure to different EMF sources, additional exposure to noise, chemicals etc., patient’s individual regulation capacity status. Based on epidemiological studies (BioInitiative 2007, Kundi and Hutter 2009) and measurements relevant in practice (Standard of Building Biology Testing Methods, SBM 2008), the Austrian Medical Association’s EMF Working Group has recommended preliminary benchmarks.

Irrespective of the ICNIRP recommendations for acute effects, the following benchmarks apply to regular exposure of more than four hours per day.

High-frequency electromagnetic radiation (as power flow density)

- | | |
|--|-----------------------|
| ▫ $\geq 1000 \mu\text{W}/\text{m}^2$ ($\geq 1 \text{ mW}/\text{m}^2$) | very far above normal |
| ▫ $10\text{-}1000 \mu\text{W}/\text{m}^2$ ($0.01\text{-}1 \text{ mW}/\text{m}^2$) | far above normal |
| ▫ $1\text{-}10 \mu\text{W}/\text{m}^2$ ($0.001\text{-}0.01 \text{ mW}/\text{m}^2$) | slightly above normal |
| ▫ $\leq 1 \mu\text{W}/\text{m}^2$ ($\leq 0.001 \text{ mW}/\text{m}^2$) | within normal limits |

The benchmarks listed are intended to be applied to individual types of radiation, e.g. GSM, UMTS, WiMAX, TETRA, radio, TV, DECT or WLAN, and refer to **peak levels**. The benchmarks do not apply to radar, which must be evaluated separately. Highly critical types of radiation, such as periodic signals (mobile telephony, DECT, WLAN, digital broadcasting...), should be critically evaluated, especially if levels are far above normal, while less critical types, such as non-pulsed or non-periodic signals (USW, shortwave, medium and long wave, analogue broadcasting), may be considered more leniently.

Low-frequency alternating magnetic fields

- | | |
|--|-----------------------|
| ▫ $\geq 400 \text{ nT}$ ($\geq 0.4 \mu\text{T}$) | very far above normal |
| ▫ $100\text{-}400 \text{ nT}$ ($0.1\text{-}0.4 \mu\text{T}$) | far above normal |

- 20-100 nT (0.02-0.1 μ T) slightly above normal
- ≤ 20 nT (≤ 0.02 μ T) within normal limits

The benchmarks are intended to be applied to the range up to and around 50 Hz; higher frequencies and distinct harmonics should be more critically evaluated. Mains current (50 Hz) and traction current (16.7 Hz) should be assessed separately. Long-term measurements should be carried out – also and especially during the night – if intense and frequent field variations occur over time; in such cases, evaluation should be based on the arithmetic mean over the period of exposure.

Low-frequency alternating electric fields

- ≥ 10 V/m very far above normal
- 1.5-10 V/m far above normal
- 0.3-1.5 V/m slightly above normal
- ≤ 0.3 V/m within normal limits

The benchmarks (potential-free measurement) are intended to be applied to the range up to and around 50 Hz; higher frequencies and distinct harmonics should be more critically evaluated.

4. Prevention or reduction of EMF exposure

Preventing or reducing EMF exposure after consultation of a measurement engineer is advantageous for several reasons:

- a) to prevent and reduce risks to the individual and to public health,
- b) to treat the causes of EMF syndrome and
- c) to aid in identifying any links to health problems.

There are numerous potential causes for EMF exposure above normal limits, and this guideline can only give a few examples. Further information can be found, for instance, in the building biology checklist “Gebäudecheckliste Baubiologie” (Land Salzburg and VDB 2009) as well as in the information folder on electrosmog (Land Salzburg 2009), which also lists contact data of measurement engineers, sources for measurement devices and materials to reduce exposure. In most cases, it will be necessary to consult an experienced measurement engineer.

Based on documented cases, it is useful to recommend that patients take certain measures (also as preventive measures) to eliminate or reduce EMF exposure, which may lead to an alleviation of health problems within days or weeks. Such measures include the following:

- Disconnecting (unplugging) the power supply of all DECT cordless phones – the use of “classical” cord phones is recommended instead.
- Disconnecting (unplugging) the power supply of all WLAN access points or WLAN routers. (NB: Many LAN routers now come equipped with additional WLAN.)
- Disconnecting the power supply in the bedroom (switching off the fuse) while sleeping. – NB: The benefits should be weighed against the potential risk of accidents and the use of a flashlight should be recommended.
- Disconnecting the power supply to all non-essential electric circuits, possibly in the entire flat or building. NB: See note above.
- Moving the bed or desk to a different place with lower exposure, such as another room or floor; in case of external high frequency sources, rooms facing away from the source should be chosen.
- Discontinuing use of certain appliances and lamps.

- Retrofitting the electrical wiring of the building to reduce residual current and equalising current (installation of a residual current device RCD).

We also recommend following the 10 medical rules for cell phone use published by the Vienna Medical Association :

http://www2.aekwien.at/media/Plakat_Handy.pdf.

5. Diagnosis

A diagnosis of EMF syndrome will largely be based on a comprehensive case history, focusing in particular on correlations between health problems and times and places of EMF exposure, as well as the progression of symptoms over time. In addition, measurements of EMF exposure and the results of additional diagnostic tests (laboratory tests, cardiovascular system) serve to support the diagnosis. Moreover, all other potential causes should be excluded as far as possible.

We recommend that the code Z58.4 (Exposure to radiation) under the International Classification of Diseases (ICD-10) be used for EMF syndrome for the time being.

6. Treatment

The primary method of treatment should consist in the prevention or reduction of EMF exposure, taking care to reduce or eliminate all sources of EMF if possible. Many examples have shown that such measures can prove effective.

Since sufficient EMF reduction is not possible in all cases, other measures can and must be considered. These include not only keeping additional exposure to a minimum, but also enhancing and increasing resistance to EMF. In some cases, positive effects of holistic medicine treatments have been reported.

We take it as given that appropriate treatment will be initiated after diagnosis if the patient presents manifest illness. Regardless of such treatment, the above-mentioned measures to reduce exposure should also be taken.

There is increasing evidence that a main effect of EMF on patients is the reduction of **oxidative and nitrosative regulation capacity**. This hypothesis also explains observations of changing EMF sensitivity and the large number of symptoms reported in the context of EMF exposure. From the current perspective, it appears useful to recommend a treatment approach such as those gaining ground for multi-system disorders, with the aim of minimizing adverse peroxynitrite effects.

In summary, the following treatment measures appear advantageous, depending on the individual case:

a) **Reduction of exposure** to electric and magnetic fields and high frequency electromagnetic waves.

For more information see e.g. the information folder on electrosmog at www.salzburg.gv.at/infomappe-elektrosmog.pdf.

- b) **Lifestyle coaching** (exercise, nutrition, addictive substances, sleeping habits etc.) and stress reduction measures (reduction of general stress and work stress), as well as methods to increase stress resistance (autogenic training, yoga, progressive muscle relaxation, breathing techniques, meditation, tai chi, qui gong).
- c) **Holistic treatments** such as anti-oxidative and anti-nitrosative therapies, trace elements, vitamins, amino acids.
- d) **Treatment of symptoms** until the causes have been identified and eliminated.

References

- Abdel-Rassoul G, El-Fateh OA, Salem MA, Michael A, Farahat F, El-Batanouny M, Salem E. 2007. Neurobehavioral effects among inhabitants around mobile phone base stations. *Neurotoxicology*. Mar; 28(2): 434-40.
- Blake Levitt B and Lai H. 2010. Biological effects from exposure to electromagnetic radiation emitted by cell tower base stations and other antenna arrays. *Environ. Rev.* 18: 369-395. Doi:10.1139/A10-018.
- Bedard K and Krause KH. 2007. The NOX Family of ROS-Generating NADPH Oxidases: Physiology and Pathophysiology. *Physiol. Rev.* 87: 245-313.
- BioInitiative. 2007. Bioinitiative Report: A Rationale for a Biologically-based Public Exposure Standard for Electromagnetic Fields (ELF and RF).
<http://bioinitiative.org/freeaccess/report/index.htm>
- Blettner M, Schlehofer B, Breckenkamp J, Kowall B, Schmiedel S, Reis U, Potthoff P, Schüz J, Berg-Beckhoff G. 2008. Mobile phone base stations and adverse health effects: phase 1 of a population-based, cross-sectional study in Germany. *Occup. Environ. Med.* 2009 Feb; 66(2):118-23. Epub Nov. 18.
- Desai NR, Kesari KK, Agarwal A. 2009. Pathophysiology of cell phone radiation: oxidative stress and carcinogenesis with focus on male reproductive system. *Reprod. Biol. Endocrinol.* Oct. 22; 7:114.
- Eltiti S, Wallace D, Ridgewell A, Zougkou K, Russo R, Sepulveda F, Mirshekar-Syahkal D, Rasor P, Deeble R, Fox E. 2007. Does short-term exposure to mobile phone base station signals increase symptoms in individuals who report sensitivity to electromagnetic fields? A double-blind randomized provocation study. *Environ. Health Perspect.* Nov; 115(11):1603-8.
- EU Parliament 2008: European Parliament resolution of 2 April 2009 on health concerns associated with electromagnetic fields ([2008/2211\(INI\)](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0216+0+DOC+XML+V0//EN)).
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0216+0+DOC+XML+V0//EN>
- EU-Ratsempfehlung 1999: EMPFEHLUNG DES RATES vom 12. Juli 1999 zur Begrenzung der Exposition der Bevölkerung gegenüber elektromagnetischen Feldern (0 Hz – 300 GHz) (1999/519/EG).

EEA 2007: European Environment Agency, Radiation risk from everyday devices assessed. www.eea.europa.eu/highlights/radiation-risk-from-everyday-devices-assessed

Friedmann J, Kraus S, Hauptmann Y, Schiff Y, Seger R, 2007. Mechanism of short-term ERK activation by electromagnetic fields at mobile phone frequencies. *Biochem. J.* 405, 559–568.

Huss A and Rösli M. 2006. Consultations in primary care for symptoms attributed to electromagnetic fields--a survey among general practitioners. *BMC Public Health* Oct. 30; 6:267.

Hutter HP, Moshhammer H, Wallner P, Kundi M. 2006. Subjective symptoms, sleeping problems, and cognitive performance in subjects living near mobile phone base stations. *Occup. Environ. Med.* 63:307-313

IARC 2011: IARC CLASSIFIES RADIOFREQUENCY ELECTROMAGNETIC FIELDS AS POSSIBLY CARCINOGENIC TO HUMANS 31 May 2011.

http://www.iarc.fr/en/media-centre/pr/2011/pdfs/pr208_E.pdf

ICNIRP 1998: Guidelines for limiting exposure to time-varying electric, magnetic, and electromagnetic fields (up to 300 GHz). International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection. *Health Phys.* 1998 Apr; 74(4):494-522.

Kundi M and Hutter HP. 2009. Mobile phone base stations – Effects on wellbeing and health. *Pathophysiology* 2009 Aug; 16(2-3):123-35. Epub Mar. 4.

Land Salzburg and VDB. 2009. Gebäudecheckliste Baubiologie. www.baubiologie.net

Land Salzburg. 2009. Informationsmappe Elektromog.

www.salzburg.gv.at/infomappe-elektromog.pdf

Navarro EA, Segura J, Portolés M, Gómez-Perretta de Mateo C. 2003. The Microwave Syndrome: A Preliminary Study in Spain. *Electromagnetic Biology and Medicine* (formerly *Electro- and Magnetobiology*), 22 (2003) 161 – 169.

ÖNORM 2006: Vornorm ÖVE/ÖNORM E 8850:2006 02 01, Elektrische, magnetische und elektromagnetische Felder im Frequenzbereich von 0 Hz bis 300 GHz - Beschränkung der Exposition von Personen.

Pall ML. 2007. Explaining “Unexplained Illnesses”: Disease Paradigm for Chronic Fatigue Syndrome, Multiple Chemical Sensitivity, Fibromyalgia, Post-Traumatic Stress Disorder, Gulf War Syndrome, and Others. Harrington Park Press.

PACE 2011: Council of Europe – Parliamentary Assembly. The potential dangers of electromagnetic fields and their effect on the environment. Resolution, Doc. 1815, Text adopted by the Standing Committee, acting on behalf of the Assembly, on 27 May 2011.

<http://www.assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta11/ERS1815.htm>

Pacher P, Beckman JS, Liaudet L. 2007. Nitric oxide and peroxynitrite in health and disease. *Physiol Rev.* 2007 Jan; 87(1):315-424.

<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2248324/pdf/nihms38119.pdf>

- Regel SJ, Negovetic S, Rössli M, Berdiñas V, Schuderer J, Huss A, Lott U, Kuster N, Achermann P. 2006. UMTS base station-like exposure, well-being, and cognitive performance. *Environ. Health Perspect.* Aug; 114(8):1270-5.
- Rössli M, Moser M, Baldinini Y, Meier M, Braun-Fahrländer C. 2004. Symptoms of ill health ascribed to electromagnetic field exposure – a questionnaire survey. *Int. J. Hyg. Environ. Health* 207, 141–150.
- Santini R, Santini P, Danze JM, Le Ruz P, Seigne M. 2002. Investigation on the health of people living near mobile telephone relay stations: I/ Incidence according to distance and sex. *Pathol. Biol. (Paris)* Jul; 50(6):369-73.
- Schreier N, Huss A, Rössli M. 2006. The prevalence of symptoms attributed to electromagnetic field exposure: a cross-sectional representative survey in Switzerland. *Soz. Präventivmed.* 51, 202–209.
- Simkó M. 2007. Cell Type Specific Redox Status is Responsible for Diverse Electromagnetic Field Effects. *Current Medicinal Chemistry*, 2007, 14, 1141-1152.
- SBM 2008: Standard der baubiologischen Messtechnik (SBM-2008); <http://www.baubiologie.de/downloads/standard2008.pdf>
- UN 1993: UN Resolution 48/96, Annex, 20 December 1993. <http://www.un.org/esa/socdev/enable/disre00.htm>
- VDB-Richtlinien Band 1 Physikalische Untersuchungen. <http://www.baubiologie.net/verband/richtlinien/>
- WHO position on EMF Standards and Guidelines. <http://www.who.int/peh-emf/standards/en/>
- Zwamborn APM, Vossen SHJA, van Leersum BJAM, Ouwens MA, Mäkel WN (TNO Physics and Electronics Laboratory). 2003. Effects of Global Communication system radio-frequency fields on Well Being and Cognitive Functions of human subjects with and without subjective complaints. TNO-report FEL-03-C148, September 2003. www.ez.nl/beleid/home_ond/gsm/docs/TNO-FEL_REPORT_03148_Definitief.pdf

Download of guidelines and patient questionnaire and contact to the Austrian Medical Association :
www.aerztekammer.at/referate Umweltmedizin

Patient questionnaire

Last name, first name, Mr/Ms

Place, date

a) List of symptoms

How often have you experienced the following health problems in the past 30 days?
Please mark the appropriate box in every line.

Symptoms	Never	Rarely	Sometimes	Often	Very often	If yes, since when (month/year)
Anxiety	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Tightness in chest	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Depression	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Difficulty concentrating	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Restlessness, tension	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Hyperactivity	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Irritability	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Exhaustion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Fatigue	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Anomia (difficulty finding words)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Forgetfulness	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Headaches	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Dizziness	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Sleep problems	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Noise sensitivity	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Sensation of pressure in the ears	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Ear noises, tinnitus	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Burning sensation in the eyes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Nervous bladder, urinary urgency	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Heart palpitations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Blood pressure problems	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Muscle tension	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Joint pain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Skin conditions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Other (please state)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Other (please state)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/

b) Variation of health problems depending on time and location

Which health problems do you perceive to be the most severe?	
Since when have you been experiencing these health problems?	
At what times do the health problems occur?	
Is there a place where the health problems increase or are particularly severe? (e.g. at work, at home)	
Is there a place where the health problems recede or disappear altogether? (e.g. at work, at home, other places, at the home of a friend, on holiday, at your weekend home, in the woods)	
Do you have an explanation for these health problems?	
Are you experiencing stress, e.g. due to changes in your personal life or at work?	
Please list any environmental assessments made, measurements or measures taken up to now.	
Please list any environmental medicine diagnoses and treatments given up to now.	
Other	

c) Assessment of EMF exposure at home and at work

1. Do you use a cell phone at home or at work?

How long have you been using it (years/months)? _____

How much do you use it to make calls per day (hours/minutes)? _____

Have you noticed any relation to your health problems?

2. Do you have a cordless phone (DECT base station) at home (H) or at work (W)?

How long have you had it (years/months)? _____

How much do you use it to make calls per day (hours/minutes)? _____

Have you noticed any relation to your health problems?

3. Do you use wireless internet access (WLAN, WiMAX, UMTS) at home (H) or at work (W)?

If yes, how long have you been using it (years/months)? _____

How much do you use it per day (hours/minutes)? _____

Have you noticed any relation to your health problems?

4. Do you use energy-efficient light bulbs in your immediate vicinity (desk lamp, dining table lamp, reading lamp, bedside lamp) at home (H) or at work (W)?

If yes, how long have you been using them (years/months)? _____

For how long are you exposed to them per day (hours/minutes)? _____

Have you noticed any relation to your health problems?

5. Is there a cell tower (mobile phone base station) near your home (H) or your workplace (W)?

If yes, how long has it been there (years/months)? _____

At what distance is it from your home/workplace? _____

Have you noticed any relation to your health problems?

6. Are there any power lines, transformer stations or railway lines near your home (H) or your workplace (W)?

If yes, for how long are you exposed to them per day (hours/minutes)? _____

Have you noticed any relation to your health problems?

6. Do you use Bluetooth devices in your car?

If yes, how long have you been using them? _____

Have you noticed any relation to your health problems?
